

# ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)



## GUIDE DES AIDES ECONOMIQUES A DESTINATION DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNE



Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# **ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)**

## **GUIDE DES AIDES ECONOMIQUES A DESTINATION DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE ET DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# SOMMAIRE

Introduction .....	3
Partie 1 : Comprendre les entreprises.....	4
I. La création et la reprise d'entreprise.....	5
A. La création d'entreprise.....	5
B. La reprise d'entreprise.....	8
II. Développement de l'entreprise.....	8
A. L'entreprise individuelle.....	8
B. L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée.....	8
C. La Société A Responsabilité Limitée.....	9
D. La Société Anonyme.....	9
E. La Société par Actions Simplifiée.....	9
F. La Société en Nom Collectif.....	9
III. La transmission et la cession d'entreprise.....	10
A. L'entreprise individuelle.....	10
B. L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée.....	10
C. La Société A Responsabilité Limitée.....	10
D. La Société Anonyme.....	11
E. La Société par Actions Simplifiée.....	11
F. La Société en Nom Collectif.....	11
Partie 2 : Connaître le réseau local d'acteurs.....	12
I. Phase création de l'entreprise.....	13
II. Phase développement de l'entreprise.....	52
III. Phase transmission / cession de l'entreprise.....	153
IV. Aides à disposition de la CCVG.....	168
Table des matières.....	192
Webographie.....	194

# INTRODUCTION

Ce guide vient en complément du tome II. Son objectif est de proposer à la CCVG un outil facile d'utilisation afin qu'elle puisse mieux cerner le monde entrepreneurial, mais également pour lui permettre d'avoir accès rapidement aux dispositifs d'aide proposés par les acteurs du développement économique local. Ainsi la Communauté de Communes pourra renseigner les porteurs de projet sur les aides à leur disposition, et les réorienter ensuite vers l'interlocuteur approprié.

Ainsi dans une première partie, la CCVG pourra trouver un explicatif des différents statuts d'entreprise avec leur mode de fonctionnement respectif. La présentation se fera en trois sous parties, qui reprennent les différents stades de la vie d'une entreprise, que sont la création ou reprise, le développement et la transmission ou cession.

Dans une deuxième partie, seront présentés les différents acteurs du développement économique local avec leurs aides, à la fois pour les entreprises mais également pour la CCVG. Cette partie sera à consulter régulièrement par les agents de développement économique de la Communauté de Communes, notamment lors de l'accueil de porteurs de projet. La présentation se fera sous forme de tableaux, regroupant les acteurs selon les mêmes stades de la vie d'une entreprise énoncés dans la première partie, mais également avec un tableau spécialement réservé aux aides dédiées à la CCVG.



# PARTIE 1

## COMPRENDRE LES ENTREPRISES

La vie d'une entreprise est articulée autour de trois grandes phases : la création, le développement de l'entreprise et la transmission ou cession. Ces étapes sont plus ou moins faciles à surmonter pour les entrepreneurs. Il est donc important que la Communauté de Communes connaisse ces différents stades de vie des entreprises afin de cibler ses actions et d'accompagner d'une manière optimale les entrepreneurs.

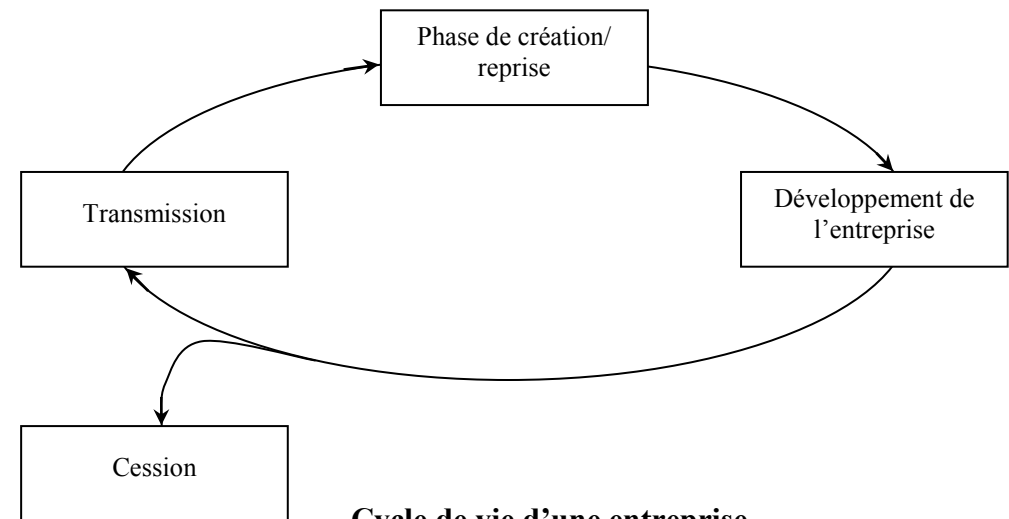
## 1. LA CRÉATION ET LA REPRISE D'ENTREPRISE

### A. LA CRÉATION D'ENTREPRISE

Tout projet de création d'entreprise commence par la volonté d'un créateur de réaliser un projet.

Pour valider le projet par rapport aux potentialités réelles ou espérées, une étude de marché est nécessaire afin d'évaluer la clientèle ciblée. Si cette étude est satisfaisante, la création de l'entreprise est envisageable. Une bonne analyse de la clientèle visée permet de vérifier la faisabilité du projet et le chiffre d'affaire potentiellement réalisé par la future entreprise.

L'élaboration de comptes prévisionnels est indispensable pour s'assurer de la rentabilité du projet. Rédiger ces comptes et les intégrer dans un plan d'affaire permet de faciliter la recherche de financements et l'obtention d'aides et la gestion de la future entreprise.



**Cycle de vie d'une entreprise**

Si l'opportunité est réelle, le créateur doit établir les modalités de fonctionnement de son entreprise. Le statut juridique de l'entreprise doit être fixé pour qu'elle exerce son activité en toute légalité. L'entrepreneur, quelque soit l'activité future exercée, choisit la forme juridique entre une entreprise individuelle ou une société. Le statut juridique doit être adapté au projet de création. En effet, certains statuts ne sont pas adaptés à certains projets. Le choix du statut entraîne des contraintes en matière d'associés, de capital social, de prise de décision, etc. Le capital social est le montant cumulé des apports en numéraire ou en nature réalisés par les associés lors de la constitution de l'entreprise (définition APCE, Agence Pour la Création d'Entreprises). Chaque statut juridique présente des avantages et des inconvénients en fonction du type de projet.

Statut juridique	Avantages	Inconvénients
Entreprise individuelle	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Simplicité de constitution</li> <li>- Simplicité du fonctionnement, liberté d'action du chef d'entreprise</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité totale et indéfinie</li> <li>- Système d'imposition (impôt sur le revenu) limitant les capacités d'autofinancement de l'entreprise en développement</li> </ul>
Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité limitée aux apports</li> <li>- Possibilité d'opter pour l'impôt sur les sociétés et de réduire ainsi l'assiette de calcul des cotisations sociales</li> <li>- Facilité de cession et transmission du patrimoine de l'entrepreneur</li> <li>- Facilité de transformation en SARL</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais et formalisme de constitution</li> <li>- Formalisme qui tend à s'atténuer cependant</li> </ul>
Société A Responsabilité Limitée (SARL)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité des associés limitée aux apports</li> <li>- Structure évolutive facilitant le partenariat</li> <li>- Possibilité pour le dirigeant d'avoir la couverture sociale de salariés</li> <li>- Possibilité pour les associés non dirigeants d'être salariés de la société</li> <li>- Charges sociales calculées uniquement sur la rémunération</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais et formalisme de constitution</li> <li>- Formalisme de fonctionnement</li> </ul>
Société Anonyme (SA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité des actionnaires limitée aux apports</li> <li>- Structure évolutive facilitant le partenariat</li> <li>- Possibilité d'être salariés de la société</li> <li>- Charges sociales calculées uniquement sur rémunération</li> <li>- Facilité et souplesse de transmission des actions</li> <li>- Crédibilité vis-à-vis des partenaires (banques, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais et formalisme de constitution</li> <li>- Lourdeur du fonctionnement</li> <li>- Instabilité du président</li> <li>- Obligation de désigner un commissaire aux comptes</li> </ul>

Société par Actions Simplifiée (SAS) / SAS Unipersonnelle (SASU)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Souplesse contractuelle : liberté accordée aux associés pour déterminer les règles de fonctionnement et de transmission des actions</li> <li>- Responsabilité des actionnaires limitée aux apports</li> <li>- Structure évolutive facilitant le partenariat</li> <li>- Possibilité de constituer une SAS avec un seul associé</li> <li>- Possibilité de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions aux dirigeants et/ou aux salariés de la société</li> <li>- Crédibilité vis-à-vis des partenaires (banques, etc.)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Frais et formalisme de constitution</li> <li>- Obligation d'être rigoureux dans la rédaction des statuts</li> <li>- Obligation de désigner un commissaire aux comptes</li> </ul>
Société en Nom Collectif (SNC)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de capital minimum</li> <li>- Possibilité de ne pas libérer totalement le capital lors de la constitution</li> <li>- Grande stabilité du ou des gérants associés</li> <li>- Possibilité de fermer la société</li> <li>- IR : défiscalisation totale si l'entreprise rentre dans le champ de l'application de la mesure d'exonération d'impôts sur les bénéfices des entreprises nouvelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Responsabilité solidaire et indéfinie de tous les associés</li> <li>- Formalisme de fonctionnement (décisions collectives)</li> <li>- Difficulté pour quitter la société</li> <li>- Cotisations sociales calculées sur l'ensemble des revenus non salariés en cas d'assujettissement à l'IR</li> </ul>

Source : [www.apce.com](http://www.apce.com), site de l'APCE (Agence Pour la Création d'Entreprise)

Les associés des EURL, SARL, SA, SAS/SASU et SNC peuvent être des personnes morales. L'installation de l'entreprise et le démarrage de l'activité constituent les dernières phases de la création d'entreprise.

## B. LA REPRISE D'ENTREPRISE

Pour devenir entrepreneur, la reprise d'une entreprise est une alternative efficace.

Le futur repreneur doit tout d'abord définir son projet personnel en s'interrogeant sur ses objectifs, ses contraintes, sa capacité d'investissement. Cette réflexion permet au repreneur de cibler un type d'entreprises à reprendre et, ensuite de commencer la prospection.

Pour trouver une entreprise, il existe plusieurs solutions : s'adresser aux intermédiaires de la reprise, consulter les bulletins d'opportunité ou encore approcher des entreprises correspondant au profil recherché. Cette phase de prospection débouche sur la présélection d'une ou plusieurs entreprises puis sur un diagnostic complet de celle(s) présentant les meilleures garanties financières et la meilleure adéquation avec son projet de repreneur. Le repreneur procède alors à l'évaluation transversale de l'entreprise qui permet de préparer la négociation du prix.

Le choix d'un mode juridique de reprise et l'élaboration du plan de reprise font l'objet d'une attention particulière. Le repreneur doit, d'une part, identifier les implications sociales, fiscales, financières et juridiques du montage choisi, et d'autre part, valider les options stratégiques. Celles-ci visent soit à maintenir l'activité de l'entreprise, soit à la développer, soit à la réorienter, soit à la relancer. Le plan de reprise débouche sur l'évaluation des moyens financiers que le repreneur doit réunir pour mettre en œuvre son projet et facilite ainsi la recherche de financements et d'aides.

## II. DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

### A. L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

L'entrepreneur dispose des pleins pouvoirs pour diriger son entreprise et prend seul les décisions. Il n'a pas à rendre compte de sa gestion ni à publier ses comptes annuels. L'entreprise n'ayant pas de personnalité juridique distincte de celle de son dirigeant, il n'y a pas de notion d'« abus de bien social ».

### B. L'ENTREPRISE UNIPERSONNELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

La société est dirigée par un gérant qui est soit l'associé unique, soit un tiers. Sa nomination et ses pouvoirs sont fixés soit dans les statuts, soit par acte séparé. En l'absence de limitations statutaires, le gérant a tous pouvoirs pour agir au nom et pour le compte de la société.



### C. LA SOCIÉTÉ A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

La société est dirigée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques obligatoirement, nommées parmi les associés ou non. En l'absence de limitations statutaires, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom et pour le compte de la société. Leur nomination et leurs pouvoirs sont fixés, soit dans les statuts, soit par un acte séparé. Les associés se réunissent une fois par an en assemblée générale ordinaire. L'approbation annuelle des comptes, ainsi que les décisions ordinaires se prennent en assemblée générale à la majorité simple (la moitié des voix plus une).

### D. LA SOCIÉTÉ ANONYME

La société est dirigée par un conseil d'administration comprenant de 3 à 18 membres obligatoirement actionnaires. Le conseil détermine les orientations de l'activité et veille à leur mise en œuvre. Son président est désigné parmi les membres du conseil d'administration. Le directeur général nommé par le conseil d'administration ou à défaut, le président du conseil d'administration, assure la gestion courante de la société et représente la société dans ses rapports avec le tiers. Les actionnaires se réunissent au minimum une fois par an en assemblée générale ordinaire. L'approbation annuelle des comptes ainsi que les décisions ordinaires se prennent en assemblée générale ordinaire à la majorité des voix.

### E. LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Les associés déterminent librement, dans les statuts, les règles d'organisation de la société. Ils choisissent de nommer un président unique ou un organe collégial de direction avec désignation d'un président habilité à engager la société. Ils ont la possibilité d'opter pour un dirigeant actionnaire ou non. Le dirigeant peut être une personne physique ou morale. La SAS a l'obligation de désigner un représentant légal qui peut être le président ou une personne ayant le titre de directeur général ou de directeur général délégué.

Les associés déterminent également librement dans les statuts les modalités d'adoption des décisions collectives. Ils peuvent également prévoir un organe de surveillance du ou des dirigeants. Un ou plusieurs commissaires aux comptes doivent être obligatoirement désignés.

### F. LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

La société est dirigée par un ou plusieurs gérants, associés ou tiers. Si rien n'est prévu dans les statuts, tous les associés ont qualité de gérant. En l'absence de limitation statutaire, le ou les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom et pour le compte de la société. Leur nomination et leurs pouvoirs sont fixés soit dans les statuts, soit par un acte séparé. Le gérant, s'il est associé, doit avoir la capacité de faire le commerce. Une personne morale peut être désignée comme gérant : les dirigeants de cette personne morale sont alors soumis aux mêmes conditions et obligations que les gérants personnes physiques et ils encourent les mêmes responsabilités civile et pénale. Cependant, n'étant pas associés de la société, ils ne sont pas responsables du passif social.

Les associés se réunissent au minimum une fois par an en assemblée générale. Les décisions sont prises à l'unanimité sauf si les statuts en décident autrement.

### III. LA TRANSMISSION ET LA CESSIION D'ENTREPRISE

#### A. L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE

Il existe trois types de transmission : la cession du fond pour les artisans et commerçants ou de la clientèle pour les professions libérales, la mise en location-gérance et l'apport en société.

#### B. L'ENTREPRISE UNIPERSONNELLE À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Le vendeur cède ses parts sociales au repreneur.

Les droits d'enregistrement sont à la charge de l'acquéreur. Le vendeur doit payer l'impôt sur les plus-values professionnelles dégagées sur le prix de cession.

#### C. LA SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, à moins que les statuts prévoient une majorité plus forte. Les cessions de parts entre associés, conjoints, ascendants et descendants sont quant à eux libres. Mais les statuts peuvent prévoir un agrément dans les mêmes conditions de majorité que pour les tiers. C'est un point sur lequel il convient d'être vigilant lors de la rédaction des statuts.

Les droits d'enregistrement sont à la charge de l'acquéreur. Le vendeur doit payer l'impôt sur les plus-values professionnelles dégagées sur le prix de cession.

#### D. LA SOCIÉTÉ ANONYME

La reprise d'une SA se fait par cession d'actions.

Les droits d'enregistrement sont à la charge de l'acquéreur : les cessions d'actions sont assujetties à un droit de 1,1 % plafonné à 4 000 euros. Le vendeur doit payer l'impôt sur les plus-values professionnelles dégagées sur le prix de cession.

### E. LA SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

Les associés fondateurs déterminent dans les statuts les conditions d'entrée et de sortie des associés : clause d'agrément applicable en cas de cession à des tiers ou même entre associés, clause d'exclusion d'un associé, etc.

Les cessions d'activités sont assujetties aux mêmes conditions que les SA. Les droits d'enregistrement sont à la charge de l'acquéreur : les cessions d'actions sont assujetties à un droit de 1,1 % plafonné à 4 000 euros. Le vendeur doit payer l'impôt sur les plus-values professionnelles dégagées sur le prix de cession.

### F. LA SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF

Les cessions de parts sociales doivent obligatoirement être décidées à l'unanimité.

Les droits d'enregistrement sont à la charge de l'acquéreur et s'élèvent soit à 5%, soit aux droits de mutation si les parts cédées correspondent à un apport en nature remontant à moins de trois ans et si la société n'a pas opté pour l'impôt sur les sociétés. Le vendeur doit payer l'impôt sur les plus-values professionnelles dégagées sur le prix de cession.

## PARTIE 2

# CONNAÎTRE LE RÉSEAU LOCAL D'ACTEURS

L'objectif est de permettre à la CCVG de répondre aux besoins des entrepreneurs à un instant donné. Pour cela, il est nécessaire de connaître les différents acteurs et leur domaine d'intervention à destination des entreprises. Ainsi, à partir du travail réalisé par le bureau d'étude IDéeL, les acteurs publics et parapublics du domaine économique et leurs aides ont été classés en fonction des trois grandes étapes de la vie des entreprises : création, développement, transmission/cession. Les aides à disposition de la CCVG ont également été recensées. De ce fait, l'exhaustivité de la liste est à relativiser. En effet le bureau d'étude a réalisé une sélection des aides qui lui semblaient les plus pertinentes.

Ce recensement a pour objectif de permettre à la CCVG de jouer pleinement son rôle de relais envers les autres acteurs du monde économique. Dans chaque phase les acteurs ont été regroupés par thèmes. Ceux-ci ont été divisés par la suite en domaines d'activités pour une plus grande précision de leur champ d'intervention. Pour chaque acteur, un ou plusieurs dispositifs d'aide sont disponibles avec, dans la majorité des cas, une description. La colonne « Statut » permet de distinguer les acteurs du secteur public de ceux du secteur parapublic. Le rayon d'action de chaque acteur est également précisé.

Ces tableaux d'acteurs devront par la suite servir de base lors de la réalisation du système de gestion de base de données. Ils permettront de réaliser les tables recensant les différents acteurs de l'économie locale, et de les relier aux aides correspondantes.

## I. PHASE CRÉATION DE L'ENTREPRISE

Dans cette phase les acteurs ont été regroupés selon cinq grands thèmes : « Ingénierie économique », « Financements et aides », « Administrations, établissements publics », « Accompagnement de la population active » et « Accompagnement des entrepreneurs ».

Les deux grands types d'aides en phase création sont un accompagnement aux porteurs de projets et une contribution financière. L'accompagnement prend la forme d'appui ou de prestation technique, mais aussi de formation de sensibilisation à la création. La contribution financière est très vaste, cela va du micro-crédit à l'exonération de taxe, en passant par l'aide à l'immobilier.

Grâce aux tableaux, la CCVG pourra réorienter les porteurs de projets désirant créer leur entreprise sur le territoire vers les interlocuteurs les mieux placés pour leur apporter de l'aide.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Général de la Haute-Vienne (CG 87)	Public	Département	Aide à l'immobilier professionnel	Subvention pour la construction de bâtiments neufs ou l'aménagement de locaux existants à usage industriel et tertiaire, pour des entreprises. Subvention pour la construction de bâtiments neufs ou l'aménagement de locaux existants, à usage artisanal, commercial ou de service de proximité, au bénéfice d'entreprises de moins de 10 salariés dans certaines zones géographiques. Subvention allouée aux entreprises elles-mêmes, pour la construction ou la réhabilitation de bâtiments. Elle est destinée à maintenir des services de proximité afin de satisfaire les besoins de la population, dans les communes de l'espace rural à faible potentiel fiscal.
					Aide aux études et aux audits	subvention pour faciliter l'accès aux conseils par les PME, dans les domaines techniques, commercial, l'organisation, l'ingénierie financière... en vue de la création, du maintien ou du développement d'activités.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	POL	public	département	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	<p>Action 4 : aide au maintien, à la redynamisation et à la création des activités commerciales, artisanales et de services.</p> <p>Les bénéficiaires sont l'ensemble des entreprises artisanales, commerciales et de services répondant à certains critères : avoir moins de 20 salariés, être inscrite au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés, avoir son siège social en Limousin, se situer sur le territoire du Pays Ouest Limousin. Il s'agit :</p> <p>d'investissement matériel (outil de production, aménagement de véhicule professionnel...), d'investissement immobilier (travaux d'aménagements et construction de bâtiments), d'investissement mobiliers (équipement de mise en valeur des produits...), d'aménagement et de réhabilitation des façades/vitrines (rénovation de façade liées à la partie commerciale, enseigne et élément de mise en lumière...), d'investissements immatériels (études, conseils, diagnostic ou audits, opérations de communication).</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	POL	public	département	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	Action 9 : identifier et accompagner les dernières entreprises des pôles de proximité. Sur le territoire de la CCVG, deux communes on était identifiées dans le cadre de la DCT comme pôle de proximité : Saillat-sur-Vienne et Saint-Victurnien. L'objectif de cette action est de pérenniser les dernières entreprises commerciales via des aides directes aux entreprises, aux repreneurs et aux créateurs. Les entreprises concernées et les investissement sont ceux définis à l'action 4.
		Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Prêt à la création d'entreprise (PCE)	Le PCE s'adresse aux entreprises, en phase de création et n'ayant pas encore bénéficié d'un prêt bancaire égal ou supérieur à deux ans.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Limousin-Poitou-Charentes (CRCI)	Public	Région	Point Multiservices	L'installation d'un point multiservice est estimée à 5 000 €. Le projet est financé par l'exploitant à hauteur de 1 000 € et le CPER à hauteur de 4 000 €. La CRCI règle la globalité du matériel au fournisseur, matériel refacturé ensuite à l'identique au commerçant. Le commerçant règle la CRCI qui lui verse la subvention avant d'encaisser son chèque. L'exploitant verse à la CRCI une cotisation annuelle de 50 € HT.
		Chambre des Métiers et de l'Artisanat Haute-Vienne (CMA 87)	Public	Département	Prêt à la création d'entreprise (PCE)	Le PCE s'adresse aux entreprises, en phase de création et n'ayant pas encore bénéficié d'un prêt bancaire égal ou supérieur à deux ans.
		Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	Département	Attribution de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise	
		Préfecture de la Région Limousin	Public	Région	AFR pour les projets industriels	Conditions : être dans le zonage AFR. Pour les entreprises ayant un projet industriel.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Pass'Conseil (ancien chèques conseils en création et reprise d'entreprises)	L'aide s'inscrit dans le cadre du dispositif Objectif-Création. Le candidat créateur ou repreneur adresse sa demande au président du Conseil Régional. Lorsque la décision est favorable, la Région lui envoie un chèque-étude qu'il remettra à un cabinet-conseil en règlement, selon les cas, de 80 % ou 50 % du coût hors taxes de l'étude. Le solde est à la charge du porteur de projet. La subvention apportée pour un conseil de courte durée (la réalisation d'un diagnostic) est d'un montant maximal de 3 800 €. Elle ne peut dépasser 80% du coût HT de l'intervention de conseil. La subvention apportée pour des études plus longues (études de marché et de faisabilité,...) est d'un montant maximal de 30 000 €. Elle ne peut dépasser 50% du coût HT de l'intervention de conseil. Cette aide n'est pas cumulable avec les aides apportées par Oseo Innovation.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Immobilier d'entreprise	<p>OBJECTIFS : Favoriser l'installation d'entreprises en Limousin, Favoriser leur développement. Le dispositif régional à l'immobilier d'entreprise concerne les opérations de construction et d'extension de bâtiments. Sont exclus : Les secteurs du transport, des hôtels et restaurants, des activités récréatives, culturelles et sportives, du commerce de détail ; les entreprises agroalimentaires, les entreprises exerçant une activité liée à la production de produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture, les entreprises de transformation et de commercialisation exerçant une activité dans les secteurs du sucre et des produits destinés à imiter ou remplacer le lait ou les produits laitiers. Conditions d'éligibilité : L'entreprise devra justifier d'une situation financière saine et du paiement de ses obligations sociales et fiscales. L'aide est attribuée sous forme de subvention ou d'avance remboursable.</p> <p>Les taux d'intervention de la Région varient de 7,5% à 35% pour les subventions et de 20% à 35% pour les avances en fonction de la taille de l'entreprise et de la situation géographique (zonage AFR). Le montant de l'avance remboursable est limité à 300 000 €.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	AFR (Aide à Finalité Régionale)	Les PME présentes dans le zonage AFR pourront recevoir des aides à taux majoré de la part des pouvoirs publics sur la période 2007-2013, pour des projets d'investissement productif (terrains, bâtiments, équipements) et pour les créations d'emplois qui y sont liées. Les zones concernées par le zonage AFR sont éligibles, soit à titre transitoire pour la période 2007-2008, soit à titre permanent jusqu'en 2013. Certaines communes bénéficient d'aides à taux normal et d'autres à taux réduits. Les communes éligibles de la CCVG sont toutes dans des zones à taux réduits.
		Limousin Participations	Privé	Région	Fonds d'amorçage Le Lanceur	Objectif : Apporter des fonds propres à des entreprises innovantes, en phase d'incubation ou d'amorçage. Besoins : qualifier le produit ou la technologie en passant de l'idée au prototype, valider le positionnement marketing du produit. Bénéficiaires : Projets et/ou entreprises intervenant dans des secteurs d'activité répondant aux critères suivants : activité de recherche et développement importante et active, marchés nouveaux et/ou forte croissance à l'international, cycles d'évolution relativement courts. Principaux domaines ciblés : biosciences, technologies de l'information et de la communication, matériaux et procédés nouveaux. Modalités d'intervention : en moyenne 60 000 € en phase d'incubation, en moyenne 120 000 € en phase d'amorçage, investissements minoritaires.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Entreprises Nouvelles du Limousin (ENL)	Association	Région	Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprise	ENL possède 2 activités principales : le club des entrepreneurs et le challenge destination entreprise. La première permet aux créateurs d'entreprises d'obtenir une aide, un accompagnement apportés par des chefs d'entreprise en activité qui partagent leur expérience. La deuxième a pour objectif de susciter des vocations parmi les étudiants, d'encourager des initiatives, de développer l'esprit d'entreprise et de rapprocher le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	OSEO	Public	National régionalisé	Aide au projet innovant	<p>Bénéficiaires : PME de moins de 2000 salariés, indépendantes d'un groupe de plus de 2000 personnes. Finalités : de l'idée à sa faisabilité jusqu'au pré lancement industriel de l'innovation, aider les PME du secteur industriel ou tertiaire industriel : à mettre au point des produits, procédés ou services technologiquement innovants et présentant des perspectives concrètes de commercialisation ; à financer leur participation à des partenariats technologiques nationaux ou européens. Dépenses financées : dépenses internes ou externes : conception et définition du projet, études de faisabilité commerciale, technique, mise au point de l'innovation (notamment R&amp;D), réalisation de prototypes, de maquettes, dépôt et extension de brevet, préparation du lancement industriel, recherche de partenaires... Modalités d'intervention : participation au financement du projet (jusqu'à 50 %) par avance à taux zéro, remboursable en cas de succès.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	OSEO	Public	National régionalisé	Aide à la création d'entreprise innovante	<p>Bénéficiaires : Personnes physiques assujetties à l'impôt en France, PME dont la création effective date de moins de 3 ans.</p> <p>Finalités : Aider le créateur à préciser son plan d'entreprise et à procéder à des vérifications a minima techniques et juridiques pour valider la faisabilité de son projet. Dépenses financées : conception et définition du projet, études de faisabilité commerciale, technique, juridique et financière, recherche de partenaires...</p> <p>Modalités d'intervention : participation au financement du projet (jusqu'à 50 %) par subvention, ou par avance à taux zéro remboursable en cas de succès.</p>
	Prêts à moyen ou long terme	Haute-Vienne Initiative (HVI)	Association	Département	Prêt aux créateurs d'entreprise	<p>HVI met en place des "prêts d'honneur", il s'agit de prêts personnels à taux zéro. Ce système répond aux besoins de petites entreprises ne disposant pas de garanties matérielles nécessaires à l'accès au crédit bancaire classique.</p>



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Prêts à moyen ou long terme	OSEO	Public	National régionalisé	Prêt à la création d'entreprise (PCE)	<p>Bénéficiaires : personnes physiques ou morales en phase de création ou PME créées depuis moins de 3 ans, quel que soit leur secteur d'activité et n'ayant pas encore bénéficié d'un financement (égal ou supérieur à 2 ans). Les entrepreneurs ne peuvent être déjà installés dans une autre affaire ou contrôler une autre société.</p> <p>Finalité : le PCE accompagne obligatoirement un concours bancaire (financement du matériel, véhicule...) à plus de 2 ans et d'un montant d'au moins 2 fois celui-ci. Dépenses financées : finance en priorité les besoins immatériels de l'entreprise, la constitution du fonds de roulement, les frais de démarrage...</p> <p>Modalités d'intervention : prêt sans garantie ni caution personnelle de 2 000 à 7 000 €, d'une durée de 5 ans avec 6 mois de différé d'amortissement du capital.</p>
	Financement des investissements	Limousin Insertion Développement Économique (LIDE)	Association	Région	Prêt à la création d'entreprise (PCE)	Le PCE s'adresse à toutes les entreprises, en phase de création, quel que soit leur secteur d'activité, et n'ayant pas encore bénéficié d'un prêt bancaire égal ou supérieur à deux ans.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Crédit-bail	OSEO	Public	National régionalisé	Crédit-bail immobilier	<p>Finalité : financer les projets immobiliers à long terme de l'entreprise. Dépenses financées : le crédit-bail OSEO couvre 100 % de l'investissement immobilier et peut intégrer les aides des collectivités territoriales. Le crédit bail est octroyé à partir de 200 000 € pour des durées de 8 à 15 ans selon des modalités souples de loyers. Les loyers sont déductibles des charges pendant la plus grande partie du financement. L'entreprise économise ainsi de l'impôt sur la durée du contrat.</p> <p>L'entreprise peut sortir par anticipation après une période minimum de location.</p> <p>Modalités d'intervention : L' entrepreneur choisit le bien immobilier qui correspond à ses besoins et négocie avec le vendeur les conditions de l'acquisition. De même, dans une opération de construction il choisit et négocie avec les entreprises chargées de réaliser son bâtiment. Le crédit bailleur est propriétaire du bien pendant la durée du contrat, l'entreprise (le crédit preneur) en est locataire. A l'issue du contrat, l'entreprise devient propriétaire du bien pour un montant symbolique.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Crédit-bail	OSEO	Public	National régionalisé	Crédit-bail énergie environnement	<p>Le FOGIME (Fonds de Garantie des Investissements en Energie) regroupe des acteurs comme l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), EDF et CDF (Charbonnages de France) et OSEO. Il facilite la réalisation des projets d'investissement dans le secteur de la maîtrise de l'énergie. Garantie, expertise juridique, technique... OSEO appuie ces projets, de montant souvent élevés, et offrant peu de valeur de gage, en permettant à l'entreprise d'accéder plus facilement au financement bancaire. OSEO garantit l'intervention des banques, en prêt classique ou en crédit bail (mobilier, immobilier), en prenant 70% du risque. La caution personnelle de l'emprunteur, si elle est retenue, sera limitée à 50% maximum de l'encours du crédit, sans engagement sur la résidence principale.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Avance remboursable	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Encouragement au développement d'entreprises nouvelles	L'Etat peut apporter son aide financière aux personnes remplissant certaines conditions qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise. Cette aide prend la forme d'une avance remboursable ; elle doit être demandée avant la création ou la reprise de l'entreprise et entraîne le bénéfice de l'exonération de cotisations sociales et du maintien de l'allocation de solidarité spécifique prévus dans le cadre de l'ACCRE.
	Cautionnement	Préfecture de la Région Limousin	Public	Région	Fonds de garantie pour la création, la reprise ou le développement d'entreprises à l'initiative des femmes	Avec le Fonds de garantie pour la création, la reprise, le développement d'entreprise à l'initiative des femmes (FGIF), l'État encourage celles qui souhaitent créer, reprendre ou développer une entreprise, en facilitant leur accès à un prêt bancaire pour réaliser leur projet. De nouvelles dispositions pour l'obtention du FGIF ont été adoptées en 2006 : toute créatrice peut déposer sa demande de garantie qu'elle ait ou non le soutien d'un banquier ; le FGIF peut intervenir quel que soit le montant du prêt sollicité, à partir de 5 000 € ; les organismes locaux instruisent et sélectionnent les dossiers FGIF quel que soit le montant du prêt ; les dossiers sont systématiquement déposés auprès des organismes locaux.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Cautionnement	OSEO	Public	National régionalisé	Caution sur projets innovants	Bénéficiaires : PME innovantes recherchant une caution bancaire pour accéder à l'un de ses premiers marchés ou à un contrat qui représente une rupture significative (en termes de taille ou de marché servi) avec l'activité antérieure. Finalité : faciliter l'émission de cautions sur marchés par les banques, sur ordre et pour le compte des PME, au bénéfice de leurs clients. Cautions éligibles : garanties à première demande ou cautions sur marché (de restitution d'acompte, de bonne fin...). Modalités d'intervention : la banque fournit une caution à la PME, OSEO garantit la banque à hauteur de 80 % dans la limite de 300 000 €.
	Crédit	ADIE	Association	National régionalisé	soutien des créateurs d'entreprise	Mise en place de microcrédits pour ceux qui n'ont pas accès direct au crédit bancaire (chômeurs, RMistes). Objectif : insertion dans le circuit bancaire classique des personnes en difficulté qui souhaitent entreprendre. L'association fait également de l'accompagnement des micro-entreprises pour permettre leur développement

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Crédit	OSEO	Public	National régionalisé	Garantie création	<p>Bénéficiaires : PME créées depuis moins de 3 ans ou dirigeants, personnes physiques s'endettant à titre personnel pour réaliser un apport en fonds propres dans la jeune PME.</p> <p>Finalités : permettre l'installation et le développement de nouveaux entrepreneurs en leur facilitant l'accès au crédit : création ex-nihilo, première installation par reprise de fonds de commerce, création de sociétés par des entreprises existantes qui développent des activités ou produits nouveaux ; faciliter l'émission par les banques de cautions sur marché pour garantir les engagements de la jeune entreprise. Dépenses financées : concours bancaires couvrant les investissements matériels et immatériels, achat de fonds de commerce, besoin en fonds de roulement, délivrance de cautions sur marchés France et export. Modalités d'intervention : la quotité garantie est de 70 % en cas de création ex-nihilo (2) ou d'intervention conjointe entre OSEO et la Région, et de 50 % dans les autres cas.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Aide aux chômeurs créateurs ou repreneur d'entreprises (ACCRE)	<p>L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACCRE) est l'une des mesures du dispositif d'appui à l'initiative économique gérée par le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement au bénéfice de demandeurs d'emploi, salariés licenciés, jeunes, personnes en difficulté... Ce dispositif vise à faciliter tant la structuration des projets de création ou de reprise d'entreprise que le développement des activités ainsi créées, sous forme individuelle ou en société.</p> <p>L'ACCRE consiste en une exonération de cotisations sociales permettant le maintien, pour une durée déterminée, de certains minima sociaux. Elle peut s'appuyer sur la mobilisation de deux autres mesures complémentaires : une aide financière dans le cadre du dispositif EDEN (encouragement au développement d'entreprises nouvelles), une aide au conseil sous forme de chèques conseil permettant au créateur l'accès à une offre d'expertise dont 2/3 du financement est pris en charge par l'Etat.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF)	Public	National régionalisé	Allègement des cotisations sociales dues par les non-salariés en début d'activité	L'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF) est un organisme appartenant à une des branches de la Sécurité sociale. Elle a pour mission essentielle le recouvrement.
					Différé et échelonnement du paiement des cotisations sociales de la première année d'activité	
					Exonération des cotisations sociales au profit des salariés créateurs	
					Jeune Entreprise Innovante (JEI)	
		Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Amortissement exceptionnel des constructions nouvelles en ZRR et ZRU	
					Déduction des intérêts d'emprunt pour souscription au capital d'une société nouvelle	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Dispense d'impôt et de taxe lors de la création d'entreprise	
					Exonération de droits de mutation sur dons de particuliers pour création d'entreprise	
					Exonération de la participation à l'effort de construction	
					Exonération de taxe foncière pour construction à usage professionnel	
					Exonération de taxe professionnelle pour implantation en zone d'aide à finalité régionale	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Exonération du droit d'enregistrement des apports aux sociétés en constitution	
					Provision pour prêt consenti aux entreprises nouvelles créées par des salariés	
					Réduction d'impôt pour soutien aux créateurs d'entreprise	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Exonération d'impôts sur les bénéfices des entreprises nouvelles	Conditions : toutes entreprises réellement nouvelles créées avant le 31 décembre 2009 dans une zone AFR classée pour les projets industriels, soumises à un régime réel d'imposition et dont le siège social et l'ensemble de l'activité et des moyens d'exploitation sont situés dans la zone éligible. Taux : exonération à 100% pendant 2 ans puis taux dégressif (75%, 50%, 25%) pendant 3 ans. Plafond de bénéfice exonéré : 225 000 € par période de 36 mois.
					Exonération d'impôts locaux en faveur des entreprises nouvelles	Conditions : création ou reprise d'entreprises en difficulté, et, bénéficiaire de l'exonération d'impôts sur les bénéfices des entreprises nouvelles. Exonération totale ou partielle entre 2 et 5 ans de la taxe professionnelle, de la taxe foncière sur les propriétés bâties et/ou de la taxe pour frais de CCI ou de CMA. Plafond des aides publiques : 100 000 euros sur une période de 3 ans.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	<b>Ingénierie économique</b>	Pépinière d'entreprises de Saint Junien	Public	Local	Accompagnement des porteurs de projets	Accueil des entreprises nouvelles sur le territoire de la CCVG. Créer une synergie entre les différents occupants de la pépinière, proposer des locaux à loyers réduits, favoriser les services collectifs, proposer des animations liées à la création d'entreprise.
		Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	5 jours pour entreprendre	Il s'agit d'une formation sur 5 jours. Objectifs : Sensibiliser les porteurs de projet à la création ou à la reprise d'entreprise. Il s'agit d'une des étapes proposées par le réseau «Entreprendre en France» à destination de toute personne ayant le projet de créer ou reprendre une entreprise. Public concerné : Demandeurs d'emploi ou salariés ayant un projet de création ou de reprise d'entreprise. L'admission se fait sur inscription.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	<b>Ingénierie économique</b>	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Accompagnement dans la prévention des difficultés	Le rôle de la CCI consiste à accompagner les entreprises qui rencontrent des difficultés en les informant sur les différentes démarches à mettre en œuvre en fonction des difficultés rencontrées. La détection des difficultés est réalisée lors des visites d'entreprises ou par appel des entreprises à la CCI quand elles rencontrent les premières difficultés. Puis la CCI évalue le degré de difficulté et répond au problème en fonction de ce degré en apportant la solution immédiatement ou en réorientant l'entreprise vers un professionnel. Il se peut que les difficultés soit trop importantes, dans ce cas la CCI lance un mini diagnostic de l'entreprise (économique et social) avec le chef d'entreprise et les partenaires afin de trouver des solutions adaptées.
					Appui technique personnalisé des entrepreneurs	L'appui technique passe notamment par les infrastructures et la logistique. Ainsi la CCI favorise par exemple les relations entre les entreprises et l'aéroport de Limoges, ou encore favorise l'accès rapide à Internet pour les entreprises qui s'implantent sur le territoire.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Centre de Formalités des entreprises (CFE)	Le CFE est l'intermédiaire unique entre le chef d'entreprise et les organismes administratifs. Il prend en charge, dans un délai très court, la diffusion des formalités en toute confidentialité auprès de tous les destinataires concernés : Insee, Urssaf, Services fiscaux, Greffe du Tribunal de Commerce, Caisse maladie, Caisse de retraite... Il est nécessaire de s'adresser au CFE lors : de la création d'entreprises ou d'établissements secondaires ; de modifications de dirigeants, d'activités, de capital, de mode d'exploitation... ; de transfert d'établissement ou de siège social ; de cessation d'activité, de dissolution de société ou de radiation. Le CFE de la CCI de Limoges et de la Haute-Vienne est compétent pour : les entreprises individuelles commerciales, industrielles et de services ; les sociétés commerciales.
					Démarche Entreprendre en France	Il s'agit du regroupement des CCI de France qui présente les différentes aides des CCI

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Formation pour devenir chef d'entreprise	Objectifs : acquérir les techniques de base indispensables au métier de chef d'entreprise ; vérifier la faisabilité du projet ; élaborer un plan d'affaires. Public concerné : Demandeurs d'emploi ou salariés en CIF ayant un projet de création ou de reprise d'entreprise. La formation est gratuite grâce à un cofinancement du conseil régional du Limousin. L'admission en formation est précédée d'un entretien individuel et d'une présentation de dossier.
					Les mardis de la création et de la reprise : demi-journées d'information	Lors des réunions collectives organisées un mardi sur deux, de 9 heures à 11 heures, les conseillers de la CCI communiquent aux porteurs de projet (création, reprise) une information globale permettant de mesurer les implications de la création d'entreprise et d'aborder les questions à se poser lors de la préparation du projet de création.
					Orientation pour une implantation	La CCI propose des aides à ceux qui veulent s'implanter en Haute-Vienne, notamment grâce aux pépinières d'entreprises.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Haute-Vienne Initiative (HVI)	Association	Département	Accompagnement des porteurs de projets	HVI est une association qualifiée de Plate-forme d'Initiative Locale (PFIL). Missions : Prêt personnel aux créateurs d'entreprises nouvelles ou de moins de 3 ans. Parrainage des nouveaux projets au travers d'une mobilisation des entrepreneurs, banquiers, experts en création et responsables d'institutions locales. HVI met en place des "prêts d'honneur", il s'agit de prêts personnels à taux zéro. Ce système répond aux besoins de petites entreprises ne disposant pas de garanties matérielles nécessaires à l'accès au crédit bancaire classique.
					Parrainage des jeunes entreprises	
		Chambre des Métiers et de l'Artisanat Haute-Vienne (CMA 87)	Public	Département	Accueil et appui de tous les porteurs de projets	étude du marché, stratégie de commercialisation, choix de la forme juridique, compte de résultat prévisionnel...



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	<b>Appui à la conduite de projets</b>	Chambre des Métiers et de l'Artisanat Haute-Vienne (CMA 87)	Public	Département	Centre de Formalités des Entreprises (CFE)	Le CFE est l'intermédiaire unique entre le chef d'entreprise et les organismes administratifs. Il prend en charge, dans un délai très court, la diffusion des formalités en toute confidentialité auprès de tous les destinataires concernés : Insee, Urssaf, Services fiscaux, Greffe du Tribunal de Commerce, Caisse maladie, Caisse de retraite... Il est nécessaire de s'adresser au CFE lors : de la création d'entreprises ou d'établissements secondaires ; de modifications de dirigeants, d'activités, de capital, de mode d'exploitation... ; de transfert d'établissement ou de siège social ; de cessation d'activité, de dissolution de société ou de radiation. Le CFE de la Chambre de métiers et de l'artisanat est compétent pour : les entreprises individuelles et commerciales ayant une activité artisanale et celles ayant une activité artisanale et commerciale.
					Contrat d'Installation à la Formation Artisanale (CIFA)	Le service formation propose aux artisans et à leur conjoint, des stages permettant de perfectionner leurs connaissances dans les domaines de l'administration et la gestion de l'entreprise. Il organise aussi les sessions obligatoires à l'attention des créateurs d'entreprises. (1000 heures)

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Airelle Limousin	Association	Région	Aider à l'élaboration d'un projet de création	Accueil, accompagnement, formation des porteurs de projet de création ou reprise d'activité, quels que soient leur secteur d'activité, leur structure juridique et leur implantation dans la région limousine. Accompagnement et développement de projets associatifs. développement rural par des actions en faveur de la création d'activités et la promotion de l'accompagnement des initiatives locales. Appui technique aux entreprises nouvellement créées ou en difficulté. Airelle est une boutique de gestion.
		Limousin entreprendre	Association	Région	Accompagnement des créateurs	L'association accompagne à titre gratuit des créateurs et repreneurs de futures PME avec des méthodes d'entreprises. Elle apporte une contribution financière sous la forme d'un prêt d'honneur. Un prêt "d'honneur" est un crédit à moyen terme : dont la durée est généralement comprise entre 2 et 5 ans, octroyé à la personne même du créateur ou au repreneur (et non à l'entreprise qu'il crée : il s'agirait, dans ce cas, d'une avance remboursable), sans lui demander de garanties personnelles ou réelles (d'où l'expression "d'honneur").G21

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Création et transmission d'entreprises	Les formalités de création ont été considérablement simplifiées avec de la mise en place des Centres de formalités des entreprises (CFE), "guichets uniques" auprès desquels sont déposées les demandes d'immatriculation, de modification ou de cessation d'activité des entreprises. Certains CFE proposent même désormais un service de formalités en ligne.
					Formation à la création d'entreprise	Des actions de formation en faveur des porteurs de projets (demandeurs d'emplois jeunes et salariés) sont dispensées afin qu'ils acquièrent les connaissances techniques indispensables (gestion financière et comptable, étude de marché, environnement juridique et fiscal,...) au métier de chef d'entreprise. De plus, la faisabilité économique de leur projet de création d'entreprise est évaluée. Une formation complémentaire est également proposée à travers des modules d'accompagnement post-formation. La Région Limousin prend en charge financièrement le coût des formations. Pour les demandeurs d'emploi, la rémunération est assurée par le régime conventionnel de l'A.S.S.E.D.I.C.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Management environnemental	Accompagnement vers une démarche de système de management environnemental, par : - des aides aux études concernant la réalisation d'un diagnostic environnemental, d'une étude d'économies d'énergies ou d'un accompagnement de certification - des aides aux investissements pour la mise en place d'équipements destinés à prévenir, traiter ou réduire les pollutions. La mise en œuvre de technologies propres et économes sont également éligibles à un appui financier. Des aides à la formation et au recrutement pour la création d'un poste de responsable environnement au sein de l'entreprise, la formation du personnel peuvent également bénéficier de soutien financier.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Objectif création	Le dispositif « Objectif-Création » vise à répondre aux besoins des porteurs de projets, au niveau de la simplification de leur démarche, et de leur accompagnement par une structure experte afin d'améliorer de 3 à 5 ans la pérennité des entreprises créées. Il permet aux porteurs de projet de découvrir la création d'entreprise avec Objectif Découverte, de disposer d'un appui au montage de projet (4 à 8 heures) et un accompagnement à la création (15 à 20 heures) avec mise à disposition d'un chéquier « études » et ouverture des formations spécifiques avec Objectif Projet. Objectif Lancement attribue quant à lui une prime régionale à la création d'entreprise ; oriente vers les plates-formes d'initiative locale et vers d'autres financeurs (capital risque, de fonds de garantie). L'entrepreneur est inséré dans les réseaux d'entreprises et son suivi est effectué.
		Aide Bénévole à ceux qui Entreprennent en Limousin (ABEL)	Association	Région	participation à la définition des projets et des processus de mise en œuvre	pour PME/PMI, artisans, commerçants, professions libérales. Pas d'intervention dans les entreprises qui ont les capacités financières de faire appel à des professionnels.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Aide Bénévole à ceux qui Entreprennent en Limousin (ABEL)	Association	Région	accompagnement à la mise en œuvre des actions décidées	pour PME/PMI, artisans, commerçants, professions libérales. Pas d'intervention dans les entreprises qui ont les capacités financières de faire appel à des professionnels.
					mesure des résultats par rapport aux objectifs fixés	
		Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Congé et temps partiel pour la création d'entreprise	Afin de faciliter la création ou la reprise d'entreprise par les salariés, ou leur permettre d'exercer des responsabilités au sein d'une « jeune entreprise innovante » (JEI), une possibilité de passer à temps partiel a été mise en place. Pour en bénéficier, le salarié doit remplir une condition : justifier de 24 mois d'ancienneté dans l'entreprise (ou dans une entreprise du même groupe), consécutifs ou non. L'ancienneté s'apprécie à la date du passage à temps partiel. Pour bénéficier d'une autre période à temps partiel ou d'un congé pour création d'entreprise afin de réaliser un nouveau projet de création ou de reprise d'entreprise ou d'exercer des responsabilités de direction au sein d'une JEI, le salarié devra respecter un délai de 3 ans.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Association France Active	Association	National régionalisé	Prestations techniques, accompagnement personnalisé via un réseau associatif	Le réseau France Active intervient sur des projets individuels et collectifs. Les projets individuels émanent de personnes en situation de précarité économique, de femmes créant ou développant une activité professionnelle, de porteurs de projets issus de zones urbaines sensibles. Les projets collectifs émanent de structures d'insertion par l'activité économique, de structures associatives créant et développant de nouveaux services, d'entreprises solidaires qui mettent en œuvre des actions d'insertion économique à destination des publics en difficulté. France Active favorise les actions qui ne trouvent pas leur financement dans les mécanismes classiques. L'accompagnement bancaire évite à la banque de consacrer trop de temps à l'élaboration du dossier de prêt et lui permet de recevoir des projets dont les plans de financement sont fiables et réalistes.
		APCE	Association	National régionalisé	site internet sur la création d'entreprise	Description des différentes phases de la création d'une entreprises, de l'idée de départ à l'installation en passant par les aides disponibles.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Statistiques, prospectives	Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)	Public	National régionalisé	Outils statistiques pour la création d'entreprise	<p>l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques collecte et analyse les données sur l'économie française. Il analyse, entre autres, la situation et le comportement des entreprises ainsi que les secteurs d'activité économique. Des études sur la société française concernant, par exemple, l'emploi et le comportement démographique sont également réalisées. L'INSEE diffuse ces travaux et peut également en réaliser à la demande. L'antenne régionale de l'INSEE produit des documentations informant mensuellement des évolutions économiques et démographiques du Limousin.</p>



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Administrations, établissements publics	Territoriale	Conseil Économique et Social Limousin (CESL)	Public	Région	Organisme consultatif et prospectif, représentation économique et sociale du Limousin	
		Conseil Général de la Haute-Vienne	Public	Département	Collectivité territoriale	
		Conseil Régional du Limousin	Public	Région	Collectivité territoriale	
	Travail, emploi	Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	Département	Administration déconcentrée du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Administrations, établissements publics	Industrie	Association Développement Industriel Massif Central (ADIMAC)	Association	Région	Développement du Massif Central sous l'angle industriel et économique	l'ADIMAC propose aux entreprises qui souhaite s'installer ou se développer dans le massif central : l'analyse approfondie de leur projet ; l'ingénierie du projet, le montage de dossiers d'aides ; l'interface avec l'administration et les collectivités locales ; l'identification et la mobilisation des partenaires. Les secteurs phares d'intervention sont : l'agro-alimentaire, les biotechnologies, l'industrie du bois et dérivés, la plasturgie, la chimie, l'électricité, la logistique, les matériaux innovants, les métiers de la mécanique, les technologies de l'information et le tourisme thermal.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement des entrepreneurs	Assistance à la transmission / reprise	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise	<p>L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACCRE) est l'une des mesures du dispositif d'appui à l'initiative économique gérée par le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement au bénéfice de demandeurs d'emploi, salariés licenciés, jeunes, personnes en difficulté... Ce dispositif vise à faciliter tant la structuration des projets de création ou de reprise d'entreprise que le développement des activités ainsi créées, sous forme individuelle ou en société.</p> <p>L'ACCRE consiste en une exonération de cotisations sociales permettant le maintien, pour une durée déterminée, de certains minima sociaux. Elle peut s'appuyer sur la mobilisation de deux autres mesures complémentaires : une aide financière dans le cadre du dispositif EDEN (encouragement au développement d'entreprises nouvelles), une aide au conseil sous forme de chèques conseil permettant au créateur l'accès à une offre d'expertise dont 2/3 du financement est pris en charge par l'Etat.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Accompagnement des entrepreneurs</b>	Assistance à la transmission / reprise	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Exonération de droits de mutation sur dons de particuliers pour création d'entreprise	
	Assistance à la transmission / reprise	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Encouragement au Développement d'Entreprises Nouvelles (EDEN)	L'Etat peut apporter son aide financière aux personnes remplissant certaines conditions qui souhaitent créer ou reprendre une entreprise. Cette aide prend la forme d'une avance remboursable ; elle doit être demandée avant la création ou la reprise de l'entreprise et entraîne le bénéfice de l'exonération de cotisations sociales et du maintien de l'allocation de solidarité spécifique prévus dans le cadre de l'ACCRE.
	Connaissance des réglementations	Association d'Industriels pour la Protection de l'Environnement (ALSAPE)	Association	National	Réponses à vos questions réglementaires en matière d'environnement et de sécurité	L'ALSAPE assure 2 missions : la défense et la représentation des industriels, l'appui technique et documentaire, via la veille réglementaire et la mise à disposition de dossiers thématiques.
	Certification, labellisation	Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie Limousin-Poitou-Charentes (CRCI)	Public	Région	Appui en maîtrise des situations de normalisation, réglementation et certification	

## II. PHASE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

Dans cette phase les acteurs ont été regroupés selon huit grands thèmes : « Financements et aides », « Ingénierie économique », « Lobbying, corporation », « Promotion de l'économie locale », « Administrations, établissements publics », « Équipements des entreprises », « Accompagnement des entrepreneurs » et « Accompagnement de la population active ».

Les aides dont peuvent bénéficier les entreprises en phase développement sont nombreuses. Concernant les financements cela peut prendre par exemple la forme d'aide à l'innovation et à la recherche et développement, ou encore de crédit-bail immobilier. L'accompagnement quand lui s'apparente notamment à de la mise en réseau des acteurs, des échanges et réflexions prospectives.

Les tableaux permettront à la CCVG de centraliser les demandes des entreprises présentes sur son territoire et d'adapter la réponse à son interlocuteur.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Général de la Haute-Vienne (CG 87)	Public	Département	Aide à l'immobilier professionnel	<p>subvention pour la construction de bâtiments neufs ou l'aménagement de locaux existants à usage industriel et tertiaire, pour des entreprises.</p> <p>subvention pour la construction de bâtiments neufs ou l'aménagement de locaux existants, à usage artisanal, commercial ou de service de proximité, au bénéfice d'entreprises de moins de 10 salariés dans certaines zones géographiques.</p> <p>subvention allouée aux entreprises elles-mêmes, pour la construction ou la réhabilitation de bâtiments. Elle est destinée à maintenir des services de proximité afin de satisfaire les besoins de la population, dans les communes de l'espace rural à faible potentiel fiscal.</p>
					Aide aux études et aux audits	subvention pour faciliter l'accès aux conseils par les PME, dans les domaines techniques, commercial, l'organisation, l'ingénierie financière... en vue de la création, du maintien ou du développement d'activités.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT)	Privé (intérêt public)	Région	Fonds pour l'amélioration des conditions de travail	Interventions courtes destinées aux PME. D'une durée de 5 jours, ces interventions sont gratuites pour l'entreprise. Accompagnements des entreprises, par l'apport d'outils et de méthodes pour la conduite de projet, le suivi de groupes de travail (aide à la rédaction de cahiers des charges, évaluation des démarches de changement...) afin d'expérimenter des projets sur une longue durée puis d'évaluer leur impact. Ces interventions sont payantes. Actions collectives territoriales, de branches ou interprofessionnelles destinées aux petites et très petites entreprises. Etudes permettant de mieux comprendre le contexte et les effets des interventions. Formations conçues pour les acteurs de l'entreprise et les intervenants extérieurs (consultants, acteurs de la prévention, etc.).
		Conseil Régional Limousin	Public	Région	AFR pour la création d'emplois dans les entreprises de services aux entreprises	Les PME présentes dans le zonage AFR pourront recevoir des aides à taux majoré de la part des pouvoirs publics sur la période 2007-2013, pour des projets d'investissement productif (terrains, bâtiments, équipements) et pour les créations d'emplois qui y sont liées. Les zones concernées par le zonage AFR sont éligibles, soit à titre transitoire pour la période 2007-2008, soit à titre permanent jusqu'en 2013. Certaines communes bénéficient d'aides à taux normal et d'autres à taux réduits. Les communes éligibles de la CCVG sont toutes dans des zones à taux réduits.
					AFR pour les projets industriels	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Aides à l'innovation et à la recherche et développement	Le Contrat de Développement Innovation (géré par Oséo Financements) finance, sous forme de prêt, les investissements immatériels dus aux coûts de mise aux normes (environnement, sécurité, expansion à l'étranger de brevets, formation des équipes de production, recrutement d'équipes commerciales, amorçage, prospection et négociation de première commande, coûts liés à l'implantation à l'étranger, dépenses de communication, présence aux salons) ; les investissements corporels (moules, matériel informatique, matériel réalisé pour les besoins propres de l'entreprise), les fonds de roulement, les frais de R&D, la recherche de nouveaux marchés, etc. L'aide régionale est une subvention attribuée aux PME en complément du CDI sous forme de subvention. Elle plafonne à 20% du montant du prêt, dans la limite de 30 000 €. Les entreprises doivent avoir été créées depuis plus de trois ans, avoir déjà bénéficié d'une aide à l'innovation depuis moins de 2 ans ou avoir un projet labellisé par Oseo pour être éligibles.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Aide au recrutement pour l'innovation	<p>Bénéficiaires : PME dès la phase de création.</p> <p>Finalités : Aider les PME à formaliser et structurer leur activité de R&amp;D par le recrutement de compétences adéquates : De Bac+2 à Bac+8, docteur et post-doctorant, avec l'aide au recrutement pour l'innovation.</p> <p>Technicien supérieur, avec la Convention Cortechs gérée pour le compte du ministère délégué à la Recherche. Dépenses financées : Salaire et charges de la personne recrutée pour renforcer l'équipe de R&amp;D. Modalités d'intervention : Participation au financement par subvention.</p>
					L'avance remboursable pour l'amélioration des fonds propres des entreprises	<p>Cette aide attribuée sous forme d'avance remboursable a pour objectif de permettre aux entreprises d'améliorer leurs fonds propres. Le montant de l'avance demandé est plafonné à 300 000€ et limité au montant du capital social de l'entreprise.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Aide à l'installation des nouveaux arrivants	L'aide à l'installation est destinée aux particuliers qui créent ou reprennent une entreprise dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'agriculture ainsi que les enseignants-chercheurs qui sont originaires de l'extérieur du Limousin. L'aide vise à les aider financièrement par la prise en charge des frais inhérents au changement de région et de domicile. Son montant est déterminé par les dépenses effectivement réalisées, sur présentation des factures et est plafonné à 3 050 €.
					Aide au montage des plans d'affaires	Objectif projet, dans son module création de 15 à 20 heures propose un accompagnement individualisé de l'entrepreneur. Une méthodologie pour effectuer une étude de faisabilité, des conseils pour réaliser une étude de marché, la mise à disposition des éléments nécessaires pour définir ses choix stratégiques et réaliser un plan d'affaires, une simulation financière et des études juridique et fiscale lui sont communiqués.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Aide au recrutement de cadre (ARC) Artisanat	L'aide concerne l'embauche de cadre permanent qui apporte une fonction nouvelle et non pourvue précédemment au sein de l'entreprise afin de l'accompagner dans son développement. Les secteurs du commerce de détail, de restauration rapide, les discothèques et cantines ainsi que les activités récréatives et sportives sont exclus de l'aide. L'entreprise ne devra pas avoir procédé à des licenciements dans les 12 mois qui précèdent la demande d'aide. Le montant maximum de la subvention est fixé à 50% des coûts salariaux (salaires et charges sociales) de la première année dans la limite de 30 000€.
					Convention recherche pour les techniciens supérieurs (Cortechs)	Les entreprises comptant moins 250 personnes bénéficient d'une bourse CORTECHS. Elle reçoit une subvention forfaitaire plafonnée à 13 000 €. Cette aide est allouée à l'entreprise pour assurer 50% du coût de recrutement et d'encadrement d'un jeune technicien supérieur en vue de stimuler l'innovation. Ce dispositif complète l'ensemble des autres mesures en faveur de l'innovation dans les entreprises (aides au recrutement pour l'innovation, aides à l'innovation). Un centre de compétences (lycée technique, IUT, école d'ingénieurs, laboratoire de recherche, structure de transfert de technologie) est associé en vue d'apporter un appui technique.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	L'aide à l'accès aux marchés	<p>L'objectif est de renforcer les capacités stratégiques des PME par le recours à des compétences externes. Les dépenses éligibles diffèrent selon le recours à un prestataire externe ou le recours à un transfert de technologie ( acquisitions de brevets, de licences d'exploitations...). Concernant le premier cas, l'aide sera attribuée sous forme de subvention. Le taux d'intervention maximum dans le cas d'aides au conseil réalisées dans un délai inférieur ou égal à 5 jours sera de 80% du montant HT et plafonnées à 3 800 €. Dans un délais supérieur à 5 jours, elles seront prises en charge à hauteur de 50% du montant HT plafonnées à 30 000€. Les prestations entrant dans le cadre du transfert de technologie seront prises en charge dans le cadre des plafonds liés au zonage AFR. Objectifs : renforcer les capacités stratégiques des entreprises par le recours à des compétences externes, optimiser la structuration et l'organisation des entreprises pour faciliter leur développement, favoriser le transfert de technologie des entreprises afin d'améliorer leur compétitivité.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	L'aide à la première démarche à l'international	Cette aide vise à inciter les entreprises de la région n'ayant pas ou peu d'expérience à l'international à découvrir les marchés étrangers. Elle vise également à augmenter le nombre de PME qui exportent et ainsi augmenter le volume du commerce international. Les dépenses concernant : l'adaptation des produits de l'entreprise aux marchés étrangers ; la protection extra nationale des brevets et des marques ; la réalisation d'un support de communication bilingue ; l'invitation de prospects étrangers, les frais de prospection commerciale et/ou de participation à un salon international ; et les frais d'accompagnement et de suivi des contacts ( frais de consultants...) peuvent être éligibles. Cette aide est attribuée sous forme de subvention. Pour les projets individuels, le montant de cette aide est fixé à 75% des dépenses HT. Il est plafonné à 10 000€ pour les projets concernant l'Union Européenne et à 15 000€ hors Union Européenne.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	L'aide au renforcement des entreprises à l'international	<p>Cette aide qui s'adresse principalement aux entreprises ayant une expérience à l'international, a un double objectif : renforcer les moyens des PME afin de développer leur compétitivité sur les marchés internationaux et inciter les entreprises à s'engager dans une démarche durable d'internationalisation de leurs activités. La région pourra intervenir dans le financement des prestations au renforcement (exposition dans un salon international ; adaptation des produits de l'entreprises aux marchés étrangers ; protection extra nationale des brevets et des marques ; constitution d'un réseau de vente ; et création d'un bureau de représentation, une filiale commerciale ou industrielle à l'étranger) et des prestations au renforcement des compétences internes à l'international (recrutement de collaborateur export qui peuvent être un cadre export ou un assistant export ; recours à un volontaire international à l'étranger (VIE) ou à un stagiaire). Cette aide sera attribuée sous forme de subvention.</p> <p>Pour les projets individuels, le montant maximum des prestations est plafonné à 70 000€ HT sur 3 ans et par entreprise.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Immobilier d'entreprise	<p>OBJECTIFS : Favoriser l'installation d'entreprises en Limousin, Favoriser leur développement. Le dispositif régional à l'immobilier d'entreprise concerne les opérations de construction et d'extension de bâtiments. Sont exclus : Les secteurs du transport, des hôtels et restaurants, des activités récréatives, culturelles et sportives, du commerce de détail ; les entreprises agroalimentaires, les entreprises exerçant une activité liée à la production de produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture, les entreprises de transformation et de commercialisation exerçant une activité dans les secteurs du sucre et des produits destinés à imiter ou remplacer le lait ou les produits laitiers. Conditions d'éligibilité : L'entreprise devra justifier d'une situation financière saine et du paiement de ses obligations sociales et fiscales. L'aide est attribuée sous forme de subvention ou d'avance remboursable.</p> <p>Les taux d'intervention de la Région varient de 7,5% à 35% pour les subventions et de 20% à 35% pour les avances en fonction de la taille de l'entreprise et de la situation géographique (zonage AFR). Le montant de l'avance remboursable est limité à 300 000 €.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Management environnemental et technologies propres	<p>Accompagnement vers une démarche de système de management environnemental, par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des aides aux études concernant la réalisation d'un diagnostic environnemental, d'une étude d'économies d'énergies ou d'un accompagnement de certification</li> <li>- des aides aux investissements pour la mise en place d'équipements destinés à prévenir, traiter ou réduire les pollutions. La mise en oeuvre de technologies propres et économes sont également éligibles à un appui financier</li> <li>- des aides à la formation et au recrutement pour la création d'un poste de responsable environnement au sein de l'entreprise, la formation du personnel peuvent également bénéficier de soutien financier.</li> <li>- des aides à la formation et au recrutement pour la création d'un poste de responsable environnement au sein de l'entreprise, la formation du personnel peuvent également bénéficier de soutien financier.</li> </ul>



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	L'aide à l'investissement matériel	<p>L'objectif est d'accompagner les entreprises dans leurs efforts de modernisation afin qu'elle puisse passer un cap stratégique (mise en œuvre de technologies nouvelles, mises aux normes d'installation dans le cadre d'une reprise, protection de l'environnement).</p> <p>Plusieurs dépenses peuvent être éligibles : les investissements matériels de modernisation à contenu technologique hors immobilier ; les investissements immatériels à contenu technologique (logiciels, brevets, licences, frais d'études) ; les travaux d'agencement et d'aménagements liés à ces équipements ; les frais externes de formation de l'entreprise et les études de faisabilité liées à la mise en œuvre du programme. L'aide est attribuée sous forme de subvention ou d'avance remboursable dans le cadre des plafonds liés au zonage AFR. Le montant de l'avance remboursable est limité à 300 000€.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Prime Régionale à l'Emploi (PRE)	<p>L'objectif de cette aide est de soutenir et de développer la création d'emploi en Limousin. Pour cela, la création du premier emploi et de l'emploi d'un public défavorisé dans une entreprise sera favorisée. Cette aide sera attribuée sous forme de subvention.</p> <p>A titre d'exemple, pour la création du premier emploi dans une PME, la région pourra intervenir à hauteur de 6 000 € quelque soit le zonage. Hors zones AFR et en zones transitoires, la région pourra intervenir à hauteur de 3 000 € pour chaque emploi permanent créé, autre que le premier emploi de l'entreprise. Dans le cas du recrutement d'un salarié faisant partie d'un public en difficulté, la Région pourra également intervenir à hauteur de 6 000 €. Le plafond des aides sera de 160 000 € pour une seule et même entreprise. Destinataires : Pour les PME qui créent un ou plusieurs emplois sans lien avec un investissement nouveau et qui n'ont procédé à aucun licenciement dans les douze mois qui précèdent le dépôt de la demande.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	L'aide à la première démarche à l'international	Pour les projets collectifs (groupement d'entreprises et établissement consulaire présentant un programme d'actions en faveur de plusieurs entreprises), le montant de l'aide est fixé à 75% des dépenses éligibles HT. Le montant est calculé en fonction du nombre d'entreprises prenant part au projet. Le plafond par entreprise est de 10 000€ pour les projets concernant l'Union Européenne et 15 000€ hors Union Européenne.
					Le contrat de croissance	Ce contrat vise à accompagner les projets de développement des entreprises pendant 2 à 3 années. Les entreprises disposeront alors d'une visibilité des aides économiques auxquelles elles peuvent prétendre dans le cadre d'une procédure simplifiée de demande et de versement des aides au fur et à mesure de la réalisation de leur projet de développement.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Appui à l'Adaptation de l'Entreprise aux Mutations Économiques (AAEME)	<p>OBJECTIF : Apporter aux entreprises qui connaissent une altération de leurs conditions d'exploitation et / ou une dégradation de leur situation financière un soutien leur permettant de mettre en œuvre des mesures de relance. BÉNÉFICIAIRES : PME au sens de la Commission européenne. Toutes les activités artisanales, commerciales, industrielles et de services à l'industrie à l'exception des exploitations agricoles, des commerces de détails, des activités médicales, paramédicales, financières, immobilières et d'assurance. Entreprises connaissant un début d'altération de leurs conditions d'exploitation et / ou une dégradation de leur situation financière pouvant conduire à la mise en péril de leur activité. Capital social non inférieur à 7 500€ pour les entreprises constituées en la forme sociale. OPÉRATIONS PRISES EN COMPTE : Réalisation obligatoire d'un diagnostic préalable complet de la situation de l'entreprise financé à hauteur de 80% par les pouvoirs publics.</p>
					Recrutement de cadres ou techniciens (ARC) BTP-transport	<p>Cette aide doit permettre la création d'une fonction nouvelle au sein de l'entreprise, conduisant à moyen terme une hausse de productivité et de chiffre d'affaires. Elle sera attribuée sous forme de subvention fixé à 50% des coûts salariaux (salaires et charges sociales) de la première année dans la limite de 30 000€.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Pays d'Ouest Limousin (POL)	Public	Région	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	<p>Action 5 : gérer les problématiques des locaux commerciaux vacants</p> <p>Il s'agit d'aider à la remise sur le marché des locaux ou à leur reconfiguration en usage d'habitation.</p> <p>Les entreprises inscrite au registre du commerce ou au répertoire des métiers et de l'artisanat peuvent bénéficier de cette aide dans le cas d'une recommercialisation (travaux visant à remettre en état le local) avec une aide limité à 27% des investissement HT.</p>
						<p>Action 6 : élaborer et mettre en œuvre un programme d'aide et de conseil adapté aux besoins des professionnels</p> <p>Cette aide qui consiste à profiter de la DCT pour communiquer sur des programmes de formation adaptés aux besoins des professionnels s'applique aux entreprises artisanales, commerciales et de services de moins de 20 salariés, inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, dont l'établissement se situe sur le territoire du POL.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Pays d'Ouest Limousin (POL)	Public	Région	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	Action 8 : structurer l'offre de formation selon les besoins en main d'œuvre des entreprises. Cette action à un double objectif : aider les chefs d'entreprises artisanales à recruter une main d'œuvre qualifiée et sensibiliser les structures de formation aux attentes des chefs d'entreprises.
		Association pour le Développement Industriel et économique du Massif central et du Centre (ADIMAC)	Association	Région	AFR pour la création d'emplois dans les entreprises de services aux entreprises	Les PME présentes dans le zonage AFR pourront recevoir des aides à taux majoré de la part des pouvoirs publics sur la période 2007-2013, pour des projets d'investissement productif (terrains, bâtiments, équipements) et pour les créations d'emplois qui y sont liées. Les zones concernées par le zonage AFR sont éligibles, soit à titre transitoire pour la période 2007-2008, soit à titre permanent jusqu'en 2013. Certaines communes bénéficient d'aides à taux normal et d'autres à taux réduits. Les communes éligibles de la CCVG sont toutes dans des zones à taux réduits.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Direction Régionale du Commerce Extérieur Limousin (DRCE)	Public	Région	Intégration des entreprises aux échanges internationaux	la DRCE, en étroite collaboration avec ses partenaires locaux, détecte les entreprises potentiellement exportatrices ou n'exportant qu'occasionnellement afin de les sensibiliser aux opportunités à saisir sur les marchés extérieurs et de les informer sur le dispositif d'appui dont elles peuvent bénéficier. la DRCE dispose d'informations économiques et commerciales sur les marchés étrangers lui permettant d'aider les entreprises à élaborer leur stratégie internationale. La DRCE a vocation à mobiliser les aides les mieux adaptées à aux projets d'internationalisation des entreprises ainsi qu'à les accompagner dans leur démarche en s'appuyant sur les ressources du réseau de la D.G.T.P.E. (Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique).
		Agence de l'eau Adour Garonne	Public	Trans-région	Aide aux travaux de dépollution	L'agence de l'eau propose des aides aux entreprises selon les 5 thèmes suivant : Lutte contre les pollutions de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; Gestion quantitative de l'eau pour l'industrie ; Collecte, transport, valorisation ou élimination des déchets toxiques ; La gestion territoriale et la planification pour l'eau ; Conduite et développement des politiques.
					Aide aux travaux d'épuration	
					Aide à la collecte et à l'élimination des déchets toxiques	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Agence de l'eau Adour Garonne	Public	Trans-région	Aide à la collecte et à l'élimination des déchets toxiques dans le cadre d'opérations collectives	L'agence de l'eau propose des aides aux entreprises selon les 5 thèmes suivant : Lutte contre les pollutions de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; Gestion quantitative de l'eau pour l'industrie ; Collecte, transport, valorisation ou élimination des déchets toxiques ; La gestion territoriale et la planification pour l'eau ; Conduite et développement des politiques.
					Recherche de substances toxiques prioritaires	
		Agence de l'eau Loire Bretagne	Public	Trans-région	Aide à l'élimination des déchets dangereux pour l'eau en centre collectif	Pour l'industrie, les priorités portent sur : la réduction des flux de pollutions résiduels aux milieux naturels, en particulier la résorption des pollutions toxiques, la réduction des pollutions organiques, azotées et phosphorées ; la prévention des pollutions plutôt que leur traitement, la connaissance des rejets. Les bénéficiaires sont : les entreprises, établissements consulaires, syndicats professionnels, associations professionnelles et maîtres d'ouvrages publics pour des ateliers spécifiques à caractère industriel.
					Études de définition et d'aides à la décision	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)	Public	Région	Contrat pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Prévues par une convention ou un accord collectif applicable à l'entreprise ou bien encore par un plan pour l'égalité professionnelle, certaines actions destinées à rééquilibrer la place des femmes dans l'entreprise peuvent être mises en œuvre avec le soutien financier de l'Etat. Préalable nécessaire : la conclusion d'un contrat pour l'égalité professionnelle. Le contrat pour l'égalité professionnelle fait partie des mesures incitatives en faveur de l'égalité homme-femme. Avant la mise en œuvre de telles mesures, et si elle compte moins de 300 salariés, l'entreprise peut faire procéder - avec la participation financière de l'Etat - à une étude sur sa situation en matière d'égalité professionnelle et les mesures pertinentes à mettre en œuvre.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)	Public	Région	Contrat pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes	Le contrat pour l'égalité professionnelle peut être conclu si l'employeur : justifie de la régularité de sa situation au regard de ses obligations fiscales et sociales, consacre à la formation professionnelle un montant au moins égal à celui imposé par la loi, atteste ne pas avoir sollicité une autre aide publique à caractère identique. Signé avec la Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP) (ou le ministre chargé des droits des femmes, si le contrat excède le champ régional), le contrat pour l'égalité professionnelle précise : les engagements de l'entreprise en termes d'égalité professionnelle et les modalités de contrôle de leur réalisation ; le montant de l'aide de l'Etat et les conditions de son versement ; les modalités d'évaluation et de diffusion de l'information sur les actions réalisées.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)	Public	Région	Contrat pour la mixité des emplois	Conclu entre l'entreprise, une femme nommément désignée et l'Etat, le contrat pour la mixité des emplois a pour objectif l'embauche, la mutation ou la promotion d'une salariée sur un métier ou une qualification jusqu'à présent peu féminisé. Pour réaliser cet objectif, l'entreprise bénéficie d'une aide financière de l'Etat. Peuvent conclure des contrats de mixité des emplois, les entreprises dont l'effectif est inférieur ou égal à 600 salariés.
		Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Limousin (DRIRE)	Public	Région	Aide aux emplois de l'écologie	Accompagner individuellement les entreprises pour les aider à mener à bien leur projets de développement notamment en utilisant les aides financières à destination des entreprises, en instruisant et en assurant le suivi des dossiers individuels de demande de subvention.
					Aide au recrutement de cadres (ARC)	
					Aide aux technologies propres	
					Programme ATOUT	
					Fonds régional d'aide au conseil NTIC	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Limousin Entreprendre	Association	Région	Prêt d'honneur	L'association accompagne à titre gratuit des créateurs et repreneurs de futures PME avec des méthodes d'entreprises. Elle apporte une contribution financière sous la forme d'un prêt d'honneur. Un prêt "d'honneur" est un crédit à moyen terme : dont la durée est généralement comprise entre 2 et 5 ans, octroyé à la personne même de l'entrepreneur (et non à l'entreprise : il s'agirait, dans ce cas, d'une avance remboursable), sans lui demander de garanties personnelles ou réelles (d'où l'expression "d'honneur").
		ASSEDIC	Public	National régionalisé	Aide à la formation préalable à l'embauche	participation aux frais de formation, d'inscription, de transport et d'hébergement
					Aide à la mobilité géographique	peuvent être attribuées aux locataires qui reprennent une activité éloignée de leur lieu de résidence, afin de compenser les dépenses occasionnées par cette reprise d'activité qui ne sont pas en tout ou partie couvertes par d'autres financeurs

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	ASSEDIC	Public	National régionalisé	Aide dégressive à l'employeur	peut être attribuée à l'employeur qui embauche un demandeur d'emploi bénéficiaire de l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), âgée de 50 ans ou plus, ou qui justifie d'une indemnisation de plus de 12 mois, sous réserve que l'emploi ne soit pas repris chez le même employeur
					Contrat jeune en entreprise	destiné à favoriser l'embauche en contrat à durée indéterminée de jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus remplissant certaines conditions ou titulaires d'un contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS). Ce dispositif permet à l'employeur de bénéficier d'une aide forfaitaire de l'Etat durant 2 ans

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	OSEO	Public	National régionalisé	Aide au partenariat technologique transnational	Bénéficiaires : PME de moins de 250 salariés indépendantes d'un groupe de plus de 2 000 personnes. Finalité : Faciliter la participation des PME à des projets collaboratifs nationaux ou transnationaux : pôles de compétitivité, Programme Cadre de Recherche et Développement de la Commission européenne (PCRD), EUREKA et coopérations extra-européennes, en particulier avec certains pays. Dépenses financées : Examen de la faisabilité et des conditions de la réussite du partenariat, recherche de partenaires, préparation des accords et du dossier de demande de fonds. Modalités d'intervention : Participation au financement du projet par subvention, par avance à taux zéro remboursable en cas de succès.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	OSEO	Public	National régionalisé	Garantie développement à l'international	<p>Bénéficiaires : Entreprises engagées dans une démarche de développement à l'international.</p> <p>Finalité : Faciliter la conquête de nouveaux marchés à l'étranger en apportant une garantie et une expertise. Financements garantis : Prospection, cautions sur marchés, investissements matériels ou immobiliers, création de filiales, lancement de la fabrication... OSEO garantit le plus souvent la part immatérielle des investissements, car celle-ci n'offre pas de gage de caution sur lesquels la banque pourrait s'appuyer en cas d'indemnisation. Modalités d'intervention : En partenariat avec la banque de l'entreprise, Oséo partage le risque lié au développement international. OSEO prend 50% du risque sur le crédit qu'accorde votre banque. La caution personnelle du dirigeant, si elle est retenue, sera limitée à 50% maximum de l'encours de crédit. Sans engagement sur sa résidence principale.</p>
		Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Limousin (ADEME)	Public	National régionalisé	Aide à la décision dans le domaine des déchets	L'ADEME propose aux entreprises son expertise et ses conseils pratiques ainsi qu'un soutien financier pour les aider à choisir les solutions qui répondent aux critères environnementaux

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Limousin (ADEME)	Public	National régionalisé	Aide à la décision pour le transport combiné	L'ADEME propose aux entreprises son expertise et ses conseils pratiques ainsi qu'un soutien financier pour les aider à choisir les solutions qui répondent aux critères environnementaux
					Aide à la décision pour les économies d'énergies	
					Aide à la décision pour les énergies renouvelables	
					Aide à la décision pour les sols et sites pollués	
					Aide à la décision pour les véhicules propres	
					Aide à la mise en place d'un plan de déplacement entreprise	
					Aide à l'investissement dans le domaine de l'air	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Limousin (ADEME)	Public	National régionalisé	Aide à l'investissement pour le transport combiné	L'ADEME propose aux entreprises son expertise et ses conseils pratiques ainsi qu'un soutien financier pour les aider à choisir les solutions qui répondent aux critères environnementaux
					Aide à l'investissement pour les déchets	
					Aide à l'investissement pour les énergies renouvelables	
					Aide aux travaux personnels d'étudiants de l'enseignement supérieur (procédure ATPES)	
					Bilan carbone	
					Soutien à l'insertion des Post-Doctorants en entreprise	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Agence nationale Pour l'Emploi (ANPE)	Public	National régionalisé	Aide à la reprise d'activité des femmes (ARAF)	Coup de pouce à aux reprises d'emploi grâce à une aide matérielle à la garde de vos enfants. Possibilité de bénéficier d'une aide d'un montant de : 305 euros, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 6 ans scolarisés ; 460 euros, quel que soit le nombre d'enfants de moins de 6 ans si au moins l'un d'entre eux n'est pas scolarisé. Pour cela il faut ce trouver dans un des projets suivants : reprendre un emploi d'au moins 2 mois dont la rémunération mensuelle est de 1 295,82 € brut maximum ; suivre une formation d'au moins 40 heures ; créer une entreprise ; et répondre à certaines conditions comme être inscrite comme demandeuse d'emploi avec au moins un enfant de moins de 6 ans dont la personne en assure la garde
					Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)	le CAE prend le relais des CES et des CEC pour favoriser l'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et sociales dans un emploi du secteur non marchand. il se présente comme une étape dans le parcours de ces personnes vers un emploi stable non aidé.
					Contrat Initiative-Emploi (CIE)	Le CIE vise l'insertion de personnes rencontrant des difficultés dans un emploi durable du secteur marchand.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (AGEFIPH)	Association	National régionalisé		objectifs de l'AGEFIPH : développer l'emploi des personnes handicapées dans les entreprises du secteur privé. Développer la qualification des personnes handicapées ; améliorer l'accès à l'emploi des travailleurs handicapés ; aider les entreprises à recruter et à conserver leurs salariés handicapés ; approfondir la connaissance de la population active handicapée
					Aide au maintien dans l'emploi	Cette aide s'adresse aux entreprises souhaitant préserver leur salarié handicapé ainsi qu'aux personnes handicapées ayant le statut de travailleurs indépendants. C'est l'employeur ou le dirigeant qui sera destinataire de la subvention. les aides apportéssont : une subvention de 5 000 euros pour couvrir les premières dépenses occasionnées par la recherche et/ou la mise en oeuvre d'une solution de maintien dans l'emploi ; un service d'appui aux entreprises et aux travailleurs indépendants pour les aider à la recherche et/ou à la mise en oeuvre de solutions.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (AGEFIPH)	Association	National régionalisé	Aides techniques, humaines et à la mobilité	<p>peuvent en bénéficier les entreprises et les personnes handicapées. Les aides techniques : participation à l'acquisition d'aides techniques ou de matériels, dans la limite de 9 150 euros. Ils doivent compenser le handicap dans la préparation à l'emploi ou l'emploi de la personne. Les aides humaines : participation au coût des aides humaines à la communication, dans la limite d'un plafond de 9 150 euros pour une durée de 12 mois.</p> <p>les aides humaines peuvent être les interprètes en langue des signes, les interfaces de communication, les codeurs "langage parlé complété", les transpositeurs... ; participation au coût de l'accompagnement par des auxiliaires professionnels pour les salariés et les stagiaires de la formation professionnelle, lorsqu'aucune autre solution technique n'est envisageable. Cette subvention est plafonnée à hauteur de 9 150 euros pour une année.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées (AGEFIPH)	Association	National régionalisé	Prime à l'insertion	Encourager les entreprises à recruter des personnes handicapées dans des emplois durables. Cette aide s'adresse aux personnes handicapées et aux entreprises. L'employeur percevra une subvention forfaitaire de 1 600 euros pour la signature d'un CDI ou d'un CDD d'au moins 12 mois. La personne handicapée percevra une subvention forfaitaire de 800 euros pour la signature d'un CDI ou d'un CDD d'au moins 12 mois.
		Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Aide à l'embauche d'un travailleur handicapé	La DDTEFP est un échelon déconcentré de la DRTEFP. Au travers de ses missions et de son organisation, la DRTEFP devient le lieu d'élaboration d'une stratégie régionale sur les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle apporte un appui technique aux services déconcentrés du ministère et à leurs partenaires. Le directeur régional assiste le préfet dans la coordination de ses actions avec l'ANPE, l'AFPA, l'ANACT, la Région, les partenaires sociaux. Le rôle et l'organisation du nouvel échelon régional s'inscrivent dans le contexte de décentralisation de la formation professionnelle et de déconcentration des services de l'État.
					Aide à l'exercice d'une activité non salariée par les travailleurs handicapés	
					Aide au conseil pour audits économiques et sociaux	
					Aide au financement d'une cellule de reclassement	
					Aide au remplacement des salariés en formation	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Aide aux entreprises d'insertion par l'économique	La DDTEFP est un échelon déconcentré de la DRTEFP. Au travers de ses missions et de son organisation, la DRTEFP devient le lieu d'élaboration d'une stratégie régionale sur les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle apporte un appui technique aux services déconcentrés du ministère et à leurs partenaires. Le directeur régional assiste le préfet dans la coordination de ses actions avec l'ANPE, l'AFPA, l'ANACT, la Région, les partenaires sociaux. Le rôle et l'organisation du nouvel échelon régional s'inscrivent dans le contexte de décentralisation de la formation professionnelle et de déconcentration des services de l'État.
					Aide aux entreprises d'intérim d'insertion	
					Allocation de chômage partiel	
					Allocation temporaire dégressive	
					Chéquier-Conseil	
					Congé de conversion	
					Contrat de rééducation professionnelle en entreprise	
					Convention de formation-adaptation	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Convention de préretraite totale	<p>La DDTEFP est un échelon déconcentré de la DRTEFP. Au travers de ses missions et de son organisation, la DRTEFP devient le lieu d'élaboration d'une stratégie régionale sur les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle apporte un appui technique aux services déconcentrés du ministère et à leurs partenaires. Le directeur régional assiste le préfet dans la coordination de ses actions avec l'ANPE, l'AFPA, l'ANACT, la Région, les partenaires sociaux.</p> <p>Le rôle et l'organisation du nouvel échelon régional s'inscrivent dans le contexte de décentralisation de la formation professionnelle et de déconcentration des services de l'État.</p>
					Objectif cadres	
					Prime d'Apprentissage Handicapé	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie (DRRT)	Public	National régionalisé	Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE)	<p>Les conventions CIFRE associent autour d'un projet de recherche, qui conduira à une soutenance de thèse de doctorat, trois partenaires : une entreprise, un jeune diplômé, un laboratoire. Elles s'adressent aux entreprises qui s'engagent à confier à un jeune diplômé (Bac+5) un travail de recherche en liaison directe avec un laboratoire extérieur. L'entreprise signe un contrat de travail à durée indéterminée ou déterminée de 3 ans et verse à son "jeune Cifre" un salaire supérieur ou égal à 20 215 euros (salaire annuel, brut, hors charges patronales selon les chiffres de 2006). Pendant les trois ans que dure la Convention, l'entreprise se voit attribuer une subvention forfaitaire annuelle de 14 635 euros, que lui verse l'Association nationale de la recherche technique (ANRT), responsable de la gestion et de l'animation des conventions Cifre, pour le compte du ministère chargé de la Recherche.</p> <p>L'ANRT n'intervient qu'une fois les trois partenaires réunis et que la délégation régionale à la recherche et à la technologie (DRRT) ait effectué une analyse de la santé financière de l'entreprise et de sa capacité à donner une formation industrielle au candidat.</p>



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, co-financements	Trésorerie générale	Public	National régionalisé	Aides aux entreprises en difficulté (CODEFI)	Valable pour les entreprises de moins de 400 salariés, tous secteurs confondus. Placé sous l'autorité du Préfet, le Codefi rassemble toutes les compétences financières, sociales et fiscales du département. Il est habilité à prendre les mesures utiles au redressement des entreprises.
		Association pour la Protection des Patrons Indépendants (APPI)	Association	National	Garantie de ressources destinée aux chefs d'entreprise	L'APPI couvre financièrement les chefs d'entreprise au chômage pendant 12, 18 ou 24 mois et jusqu'à 100% de leur revenu habituel.
		CAF	Public	National	Aides pour la création d'une crèche d'entreprises	Aides concernant la création de la structure à la société prestataire gérant le projet : jusqu'à 80% du montant des travaux, avec un plafond fixé à 10 000€ par place. Aides pour les frais de fonctionnement : aide de prestation de service unique versée au gestionnaire de la crèche : aide complémentaire à la participation des familles aux frais de garde. Dispositif Contrat Enfance Entreprise : subvention versée aux entreprises qui créent une crèche pour leurs salariés ou qui réservent des places dans une structure externe. Aide à hauteur de 55% des sommes engagées par l'entreprise annuellement.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Prêts à moyen ou long terme	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Prêts d'honneur	Un prêt "d'honneur" est un crédit à moyen terme : dont la durée est généralement comprise entre 2 et 5 ans, octroyé à la personne même de l'entrepreneur (et non à l'entreprise : il s'agirait, dans ce cas, d'une avance remboursable), sans lui demander de garanties personnelles ou réelles (d'où l'expression "d'honneur").
		Limousin Insertion Développement Économique (LIDE)	Association	Région	Fonds de garantie régional	faciliter, par l'apport de garanties, la mise en place de prêts bancaires destinés à financer le fonds de roulement, l'équipement ou la reprise d'entreprise pour l'insertion et l'emploi.
		Limousin Entreprendre	Association	Région	Prêts d'honneur	L'association accompagne à titre gratuit des créateurs et repreneurs de futures PME avec des méthodes d'entreprises. Elle apporte une contribution financière sous la forme d'un prêt d'honneur. Un prêt "d'honneur" est un crédit à moyen terme : dont la durée est généralement comprise entre 2 et 5 ans, octroyé à la personne même de l'entrepreneur (et non à l'entreprise : il s'agirait, dans ce cas, d'une avance remboursable), sans lui demander de garanties personnelles ou réelles (d'où l'expression "d'honneur").

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Prêts à moyen ou long terme	OSEO	Public	National régionalisé	Prêts à long ou moyen terme en association avec les banques	<p>Bénéficiaires : Toute entreprise ayant des besoins de développement. Les programmes concernés peuvent être : achats de terrains, achat d'immeubles existants, constructions neuves, aménagements, modernisation, agrandissement, transfert d'activité, reprise d'entreprise. Finalité : Financer les investissements des entreprises aux côtés de leurs banques. Modalités d'intervention : Un différé de remboursement en capital est possible dans certains secteurs, comme l'hôtellerie. OSEO partage le financement à 50/50 dans la plupart des cas. Dans le cas particulier des investissements liés à la maîtrise de l'énergie et à la protection de l'environnement, OSEO intervient avec ses spécialistes. Le montage est alors adapté à la complexité des projets (assiette du financement, durée, type de contrat). Le porteur du projet obtient un prêt de sa banque et un prêt d'OSEO financement. Le fait de réduire son engagement permet à la banque d'accompagner l'entreprise sur ses autres projets.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Prêts à moyen ou long terme	OSEO	Public	National régionalisé	Prêts pour la création d'entreprise	<p>Bénéficiaires : Personnes physiques ou morales en phase de création (N° SIREN attribué) ou PME créées depuis moins de 3 ans, quel que soit leur secteur d'activité (*) et n'ayant pas encore bénéficié d'un financement (égal ou supérieur à 2 ans). Les entrepreneurs ne peuvent être déjà installés dans une autre affaire ou contrôler une autre société. Finalité : LE PCE accompagne obligatoirement un concours bancaire (financement du matériel, véhicule...) à plus de 2 ans et d'un montant d'au moins 2 fois celui-ci. Dépenses financées : Financer en priorité les besoins immatériels de l'entreprise, la constitution du fonds de roulement, les frais de démarrage...</p> <p>Modalités d'intervention : Prêt sans garantie ni caution personnelle de 2 000 à 7 000 €, d'une durée de 5 ans avec 6 mois de différé d'amortissement du capital.</p>
	Participation au capital	Limousin Participations	Privé	Région	Société régionale de capital risque	<p>principalement à destination des Sociétés Anonymes et des Sociétés Anonymes à Responsabilités Limitées. apport financiers compris entre 15 000 et 300 000 euros, dans une limite de 40% du capital social de l'entreprise. Possibilité de traiter des interventions supérieures à 300 000 euros en partenariat avec d'autres investisseurs.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Participation au capital	OSEO	Public	National régionalisé	Contrat de développement Création	<p>Bénéficiaires : PME créées depuis moins de 3 ans, quelle que soit leur forme juridique, ayant effectivement débuté une activité génératrice de chiffre d'affaires. Tous les secteurs d'activité à caractère industriel. Les services aux entreprises sont admis (cibles précises définies par la Région concernée). Finalité : Renforcer les capitaux permanents des entreprises les plus porteuses en termes de développement et d'emplois. Dépenses financées : Frais de démarrage, frais de recrutement et de formation, prospection, négociation des premières commandes, marketing, communication, mise aux normes, implantation à l'étranger, matériels, progiciels, équipements à faible valeur de revente, besoin en fonds de roulement...</p> <p>Modalités d'intervention : Prêt sans garantie ni caution personnelle de 24 000 euros à 80 000 euros, d'une durée de 6 ans avec un allègement du remboursement la première année.</p> <p>Ce prêt est au plus égal aux fonds propres de l'entreprise (y compris intervention en fonds propres ou assimilés d'une société de capital-risque ou d'un business angel, prêt d'honneur...) et représente au plus le tiers des ressources du projet. Il est accompagné d'un concours bancaire à moyen terme d'un montant au moins équivalent.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Crédit-bail	OSEO	Public	National régionalisé	Crédit-bail immobilier	<p>Finalité : Financer les projets immobiliers à long terme de l'entreprise, tout en préservant sa trésorerie et en sécurisant son projet.</p> <p>Dépenses financées : Le crédit-bail OSEO couvre 100 % de l'investissement immobilier (y compris les frais liés à l'acquisition) et peut intégrer les aides des collectivités territoriales. Le crédit bail est octroyé à partir de 200 000 € pour des durées de 8 à 15 ans selon des modalités souples de loyers (constants, dégressifs...). Les conditions financières d'un crédit bail immobilier sont comparables à celles d'un crédit classique. Le mécanisme du crédit bail permet une optimisation fiscale et un gain financier : les loyers sont déductibles des charges pendant la plus grande partie du financement. L'entreprise économise ainsi de l'impôt sur la durée du contrat. L'entreprise peut sortir par anticipation après une période minimum de location. Modalités d'intervention : L'entrepreneur choisit le bien immobilier qui correspond à ses besoins et négocie avec le vendeur les conditions de l'acquisition.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Crédit-bail	OSEO	Public	National régionalisé	Crédit-bail immobilier	De même, dans une opération de construction il choisit et négocie avec les entreprises chargées de réaliser son bâtiment. Le crédit bailleur est propriétaire du bien pendant la durée du contrat, l'entreprise (le crédit preneur) en est locataire. A l'issue du contrat, l'entreprise devient propriétaire du bien pour un montant symbolique. L'entreprise va bénéficier de l'expertise immobilière, juridique et financière d'OSEO ce qui facilite ainsi la réalisation de son projet.
					Crédit-bail énergie environnement	Le FOGIME (Fonds de Garantie des Investissements en Energie) regroupe des acteurs comme l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), EDF et CDF (Charbonnages de France) et OSEO. Il facilite la réalisation des projets d'investissement dans le secteur de la maîtrise de l'énergie. Garantie, expertise juridique, technique... OSEO appuie ces projets, de montant souvent élevés, et offrant peu de valeur de gage, en permettant à l'entreprise d'accéder plus facilement au financement bancaire. OSEO garantit l'intervention des banques, en prêt classique ou en crédit bail (mobilier, immobilier), en prenant 70% du risque. La caution personnelle de l'emprunteur, si elle est retenue, sera limitée à 50% maximum de l'encours du crédit, sans engagement sur la résidence principale.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Avance remboursable	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Avance remboursable pour l'amélioration des fonds propres des entreprises	Cette avance remboursable peut être accordée pour tout programme de développement, d'extension ou de reprise ayant des incidences favorables sur l'emploi et sur la compétitivité des entreprises. L'entreprise doit pouvoir justifier d'au moins 3 ans d'existence, s'il ne s'agit pas d'une reprise d'activité. Elle doit présenter une situation nette positive et son capital social ne peut être inférieur à 15 000 €. Dans le cas de la création d'une SCOP pour la reprise d'une entreprise, et en l'absence de réserves, le capital social ne pourra être inférieur à 30 000 € pour pouvoir prétendre à l'avance remboursable.
	Cautionnement	Conseil Général de la Haute-Vienne (CG 87)	Public	Département	Garantie d'emprunt pour les TPE	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Cautionnement	Délégation Régionale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DRDFE)	Public	National régionalisé	Fonds de garantie à l'initiative des femmes (FGIF)	Avec le Fonds de garantie à l'initiative des femmes (FGIF), l'État encourage celles qui souhaitent créer, reprendre ou développer une entreprise, en facilitant leur accès à un prêt bancaire pour réaliser leur projet. De nouvelles dispositions pour l'obtention du FGIF ont été adoptées en 2006 : toute créatrice peut déposer sa demande de garantie qu'elle ait ou non le soutien d'un banquier ; le FGIF peut intervenir quel que soit le montant du prêt sollicité, à partir de 5 000 € ; les organismes locaux instruisent et sélectionnent les dossiers FGIF quel que soit le montant du prêt ; les dossiers sont systématiquement déposés auprès des organismes locaux.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Cautionnement	Préfecture de la Région Limousin	Public	Région	Fonds de garantie pour la création, la reprise ou le développement d'entreprises à l'initiative des femmes	Avec le Fonds de garantie pour la création, la reprise, le développement d'entreprise à l'initiative des femmes (FGIF), l'État encourage celles qui souhaitent créer, reprendre ou développer une entreprise, en facilitant leur accès à un prêt bancaire pour réaliser leur projet. De nouvelles dispositions pour l'obtention du FGIF ont été adoptées en 2006 : toute créatrice peut déposer sa demande de garantie qu'elle ait ou non le soutien d'un banquier ; le FGIF peut intervenir quel que soit le montant du prêt sollicité, à partir de 5 000 € ; les organismes locaux instruisent et sélectionnent les dossiers FGIF quel que soit le montant du prêt ; les dossiers sont systématiquement déposés auprès des organismes locaux.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Cautionnement	OSEO	Public	National régionalisé	Caution sur projets innovants	Bénéficiaires : PME innovantes recherchant une caution bancaire pour accéder à l'un de ses premiers marchés ou à un contrat qui représente une rupture significative (en termes de taille ou de marché servi) avec l'activité antérieure. Finalité : Faciliter l'émission de cautions sur marchés par les banques, sur ordre et pour le compte des PME, au bénéfice de leurs clients. Cautions éligibles : Garanties à première demande ou cautions sur marché (de restitution d'acompte, de bonne fin...). Modalités d'intervention : La banque fournit une caution à la PME, OSEO garantit la banque à hauteur de 80 % dans la limite de 300 000 €.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Contrat d'apprentissage	Pour embaucher un jeune en « contrat jeunes en entreprise », le jeune recruté ne doit pas avoir été employé dans l'entreprise au cours des 12 mois précédant l'embauche sauf s'il était titulaire d'un CDD (y compris dans le cadre d'un contrat d'insertion en alternance) ou intérimaire. Le contrat conclu doit être à durée indéterminée (CDI) au moins égal à un mi-temps (la durée du travail stipulée au contrat doit être au moins égale à la moitié de la durée du travail de l'établissement). Ce contrat peut être un CNE. Le jeune embauché perçoit une rémunération au moins égale au SMIC. Le contrat peut être rompu, sans préavis, à l'initiative du jeune salarié, pour lui permettre de conclure un contrat d'apprentissage ou un contrat de professionnalisation ou de suivre une formation professionnelle. Pour les CDI conclus à compter du 15 juin 2006, le soutien de l'Etat est de 400 € par mois pour un contrat à temps plein. L'aide est accordée pour une durée de 2 ans, avec un abattement de 50 % au titre de la deuxième année du contrat.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Contrat de professionnalisation	Les employeurs qui concluent un contrat de professionnalisation à durée indéterminée avec un jeune qui entre dans les conditions d'accès au Soutien à l'Emploi des Jeunes en Entreprise (SEJE) peuvent également bénéficier du soutien de l'Etat. Pour les contrats de professionnalisation à durée indéterminée conclus à compter du 15 juin 2006, le soutien de l'Etat est de 200 € par mois pour un contrat à temps plein. L'aide est accordée pour une durée de 2 ans, avec un abattement de 50 % au titre de la deuxième année du contrat.
		Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Amortissement exceptionnel des immeubles destinés à l'épuration des eaux industrielles ou à la lutte contre la pollution de l'air	
					Crédit d'impôt apprentissage	
					Crédit d'impôt pour emploi de réservistes	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Déduction des intérêts d'emprunt pour souscription au capital d'une société nouvelle	
					Exonération de la participation à l'effort de construction	
					Exonération de taxe foncière pour construction à usage professionnel	
					Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties en ZRR	
					Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les entreprises implantées en zone d'aide à finalité régionale	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Exonération de taxe professionnelle en ZRR	
					Exonération de taxe professionnelle en ZRU	
					Exonération de taxe professionnelle en ZUS	
					Exonération d'impôt sur les bénéfices en ZRR	
					Exonération du droit d'enregistrement des apports aux sociétés en constitution	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Réduction de la valeur locative des immeubles destinés à l'épuration des eaux industrielles ou à la lutte contre la pollution de l'air	
					Réduction d'impôt pour mécénat	
					Réduction d'impôt pour souscription en numéraire au capital de sociétés implantées en ZFU	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Exonération de charges sociales patronales	<p>Embauches ayant pour effet d'accroître l'effectif de l'entreprise jusqu'à 50 salariés au maximum. Conditions : Embauche de salariés en CDI ou CDD d'au moins 12 mois conclu pour accroissement temporaire d'activité, Salariés travaillant exclusivement en ZRU. Taux : exonération à 100% pendant 12 mois. Plafond : 1,5 SMIC mensuel par salariés et 50 salariés exonérés par mois.</p> <p>Cotisations exonérées : cotisations de sécurité sociale, allocations familiales et accidents du travail. Procédure : déclaration à formuler dans les 30 jours de l'embauche sur un formulaire à retirer à la DDTEFP.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Accompagnement dans la prévention des difficultés	<p>Le rôle de la CCI consiste à accompagner les entreprises qui rencontrent des difficultés en les informant sur les différentes démarches à mettre en oeuvre en fonction des difficultés rencontrées. La détection des difficultés est réalisée lors des visites d'entreprises ou par appel des entreprises à la CCI quand elles rencontrent les premières difficultés. Puis la CCI évalue le degré de difficulté et répond au problème en fonction de ce degré en apportant la solution immédiatement ou en réorientant l'entreprise vers un professionnel.</p> <p>Il se peut que les difficultés soit trop importantes, dans ce cas la CCI lance un mini diagnostic de l'entreprise (économique et social) avec le chef d'entreprise et les partenaires afin de trouver des solutions adaptées.</p>
					Appui technique personnalisé des entrepreneurs	<p>L'appui technique passe notamment par les infrastructures et la logistique. Ainsi la CCI favorise par exemple les relations entre les entreprises et l'aéroport de Limoges, ou encore favoriser l'accès rapide à Internet pour les entreprises qui s'implantent sur le territoire.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Centre des Formalités (CFE)	Le CFE est l'intermédiaire unique entre le chef d'entreprise et les organismes administratifs. Il prend en charge, dans un délai très court, la diffusion des formalités en toute confidentialité auprès de tous les destinataires concernés : Insee, Urssaf, Services fiscaux, Greffe du Tribunal de Commerce, Caisse maladie, Caisse de retraite... Il est nécessaire de s'adresser au CFE lors : de la création d'entreprises ou d'établissements secondaires ; de modifications de dirigeants, d'activités, de capital, de mode d'exploitation... ; de transfert d'établissement ou de siège social ; de cessation d'activité, de dissolution de société ou de radiation. Le CFE de la CCI de Limoges et de la Haute-Vienne est compétent pour : les entreprises individuelles commerciales, industrielles et de services ; les sociétés commerciales.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Formation pour devenir chef d'entreprise	Objectifs : acquérir les techniques de base indispensables au métier de chef d'entreprise ; vérifier la faisabilité du projet ; élaborer un plan d'affaires. Public concerné : Demandeurs d'emploi ou salariés en CIF ayant un projet de création ou de reprise d'entreprise. La formation est gratuite grâce à un cofinancement du conseil régional du Limousin. L'admission en formation est précédée d'un entretien individuel et d'une présentation de dossier.
					Formations professionnelles diverses	La CCI propose différentes formations professionnelles selon les thèmes suivants : management, ressources humaines, développement personnel, comptabilité-gestion, immobilier, international, achats, vente-marketing, langues, qualité, sécurité environnement, bureautique internet, création reprise d'entreprise.
					Guichet Initiative Emploi	Le GIE permet aux chefs d'entreprise qui envisagent d'embaucher, de connaître les formalités, les aides disponibles. Il les informe de manière pratique et les aide concrètement dans l'accomplissement de toutes les démarches liées à ce projet. Il existe différentes formes de contrat de travail (CDD, CDI, temps plein ou partiel...) parmi lesquelles le GIE permet de faire le bon choix.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Point A (point apprentissage)	Le Point A est un dispositif partenarial (CCI Limoges, Chambre de métiers, ANPE, Mission locale rurale et de l'agglomération de Limoges, DRTEFP, DDTEFP et Conseil régional) qui a pour objectif le développement et la promotion de l'alternance sur la Haute-Vienne. Au service des entreprises, le Point A : informe sur toutes les mesures pour l'emploi et la qualification des jeunes, simplifie les démarches administratives pour les contrats d'apprentissage et d'alternance, assure l'interface avec les services publics et les centres de formation, guide dans la recherche des jeunes, du meilleur contrat de travail et de la formation la plus adaptée, accompagne les jeunes dans leurs démarches d'insertion professionnelle.
		Groupe d'employeurs Cadres de Limoges (G.C. Lim)	Groupe	Département	Partage de compétence d'employés entre employeurs	L'idée pour l'entreprise adhérente est de bénéficier à temps partiel de compétences dont elle n'a ni le moyen ni le besoin à temps complet mais qui sont nécessaires à son développement. Les compétences concernent la qualité, la maintenance, l'administratif et financier, les achats, etc.. Cette initiative vise essentiellement les petites entreprises régionales.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Chambre des Métiers et de l'Artisanat Haute-Vienne (CMA 87)	Public	Département	Aide à l'embauche d'un apprenti	Service Apprentissage au sein de la CMA, visant à faciliter l'embauche d'un apprenti par un entrepreneur
		Conseil Régional Limousin	Public	Région	Management environnemental	Accompagnement vers une démarche de système de management environnemental, par : - des aides aux études concernant la réalisation d'un diagnostic environnemental, d'une étude d'économies d'énergies ou d'un accompagnement de certification - des aides aux investissements pour la mise en place d'équipements destinés à prévenir, traiter ou réduire les pollutions. La mise en oeuvre de technologies propres et économes sont également éligibles à un appui financier - des aides à la formation et au recrutement pour la création d'un poste de responsable environnement au sein de l'entreprise, la formation du personnel peuvent également bénéficier de soutien financier.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	Caisse Régionale d'Assurance Maladie (CRAM)	Public	National régionalisé	Aide à la conception des lieux de travail	accompagnent des entreprises dans leurs projets de conception par les services de prévention qui disposeront, à terme, d'un outil de simulation permettant de lier les hypothèses d'implantation et les choix concernant les ambiances physiques de travail (bruit, éclairage, ventilation, thermique...).
	Recherches appliquées, innovations et technologies	Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS)	Public	National	Prestations techniques spécialisées	Sa mission est de réaliser ou faire réaliser des études et des recherches permettant de prévenir les risques que les activités économiques font peser sur la santé, la sécurité des personnes et des biens ainsi que sur l'environnement, et de fournir toute prestation destinée à faciliter l'adaptation des entreprises à cet objectif.
	Recherches appliquées, innovations et technologies	Pôle Fibre Naturelle	Public	National	Pôle de compétitivité	Le Pôle « fibre naturelle » Grand Est à Epinal, regroupe : les entreprises des 3 filières bois, textile et papier ; des laboratoires ; des instituts/écoles. Il s'organise autour de la science de la fibre et affiche une ambition déclinée suivant trois axes stratégiques : susciter des produits nouveaux, transversaux entre filières ; faciliter l'innovation par les entreprises ; élever le niveau de compétences.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Statistiques, prospectives	Observatoire Prospectif de l'Emploi et de la Formation dans le Bâtiment et les Travaux Publics en Limousin	Association	Région	Outil statistique et prospectif au service du BTP	Il établit et actualise les indicateurs de la relation emploi formation à destination des acteurs de la branche. Il analyse les évolutions probables du secteur et dresse une cartographie des besoins de main-d'œuvre et de formation.
		Association pour l'Emploi des Cadres (APEC)	Association	National	Observatoire de l'emploi	L'Apec est une association loi de 1901, privé et paritaire, financée par les cotisations des cadres et des entreprises. Elle est le partenaire des entreprises pour le recrutement des cadres. Elle les accompagne dans toutes les étapes de leur vie professionnelle.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Statistiques, prospectives	Centre Régional de Ressources Emploi, Formation, Métiers (PRISME Limousin)	Public	Région	Observatoire, chargé de mission prospective	<p>Il est compétent en terme d'emploi et de formation. Il s'adresse aux acteurs publics et aux partenaires socio-économiques, aux relais d'information, d'orientation, aux techniciens, aux formateurs, aux entreprises, ainsi qu'aux particuliers. Il assure une aide à la réflexion des partenaires institutionnels, des acteurs économiques et sociaux régionaux, en organisant l'accès aux principales données et aux diagnostics sur une base territoriale et sectorielle. Il assure une fonction d'animation et de ressources pour l'ensemble des lieux et réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et de conseil sur la définition des parcours de formation quel que soit le public concerné. Il coordonne et développer la formation, la sensibilisation et la professionnalisation de l'ensemble des acteurs par un travail d'animation et de communication technique sur les enjeux et les évolutions de la formation et de l'emploi. Il assure la qualité de l'information, la veille juridique et technique s'appuyant sur la coopération entre les acteurs.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Intelligence économique, veille	Agence pour la Diffusion de l'Information Technologique (ADIT)	Société nationale	National	Aide à la veille technologique	Apporter un soutien opérationnel et sécuriser le développement international des entreprises. 3 missions : Intelligence concurrentielle et stratégique pour les grandes entreprises engagées dans la compétition internationale, Intelligence territoriale pour accompagner les projets de développement et d'innovation des PME-PMI, Prospective et veille technologique mondiale au profit des acteurs économiques français.
		Compagnie Nationale des Conseils en Propriété Industrielle (CNCPI)	Public	National	Conseils et Publications en propriété industrielle	Elle conseille, assiste et représente les innovateurs et créateurs pour l'obtention, la défense et l'exploitation de leurs droits de Propriété Industrielle. Son métier : protéger et valoriser les innovations. Elle précise les différentes voies d'accès à la protection : brevets, marques, modèles, français et internationaux.
		Association d'Industriels pour la Protection de l'Environnement (ALSAPE)	Association	National	Journées d'information Veille réglementaire sur la protection de l'environnement	L'ALSAPE assure 2 missions : la défense et la représentation des industriels, l'appui technique et documentaire, via la veille réglementaire et la mise à disposition de dossiers thématiques.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Intelligence économique, veille	Institut National de la Propriété Industriel (INPI)	Public	National régionalisé	Portail de recherche PLUTARQUE	L'une des missions principales de l'institut est de recevoir, examiner et délivrer les titres de propriété industrielle. Il examine les demandes selon une procédure propre à chaque titre. Il les publie aux Bulletins officiels de la propriété industrielle correspondants (Bopi). Les droits de propriété industrielle (brevets, marques, dessins et modèles) s'acquièrent exclusivement par un dépôt à l'INPI. Le recours aux spécialistes que sont les conseils en propriété industrielle s'avère souvent utile pour gérer les procédures, et plus largement pour contribuer à la mise en place d'une stratégie de propriété industrielle efficace et rentable.
		Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS)	Public	National	Centre d'informations et de documentation	Sa mission est de réaliser ou faire réaliser des études et des recherches permettant de prévenir les risques que les activités économiques font peser sur la santé, la sécurité des personnes et des biens ainsi que sur l'environnement, et de fournir toute prestation destinée à faciliter l'adaptation des entreprises à cet objectif.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Intelligence économique, veille	Groupe Association Française de Normalisation (AFNOR)	Association	National	Assistance documentaire sur devis	L'une des activités de l'agence est l'édition et la diffusion de produits d'information : AFNOR aide les acteurs à accéder aux référentiels en leur proposant les normes et informations de référence du monde entier et en aidant les entreprises à se constituer des bases documentaires adaptées à leurs besoins.
		Réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie	Public	National	Enviroveille	Il est le porte-parole des CCI et des entreprises auprès des pouvoirs publics et des institutions françaises et européennes. Il formule des propositions qui visent à concilier protection de l'environnement, intérêt des salariés et développement économique des entreprises. Il propose des produits et des services de veille réglementaire : "SVP Juridique", alerte réglementaire, périodiques, base de données Enviroveille sur internet. Destinés aux CCI, mais également à l'ensemble des acteurs de l'environnement, ils ont pour objectif de faciliter l'explication et l'interprétation de la réglementation.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Lobbying, corporation	Syndicats et ordres professionnels	Chambre Syndicale des Cuirs et Peaux	Privé (intérêt public)	Département	Sauvegarde du savoir-faire	
		Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment Limousin (CAPEB)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Promouvoir, défendre, représenter les intérêts matériels et moraux des entreprises artisanales du bâtiment	
		Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Mission de représentation et de défense des PME à travers le dialogue direct avec les Pouvoirs Publics	
		Chambre Artisanale des Petites Entreprises du Bâtiment de la Haute-Vienne (CAPEB)	Privé (intérêt public)	Département	Défense des intérêts des artisans du bâtiment	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Lobbying, corporation</b>	<b>Syndicats et ordres professionnels</b>	Chambre Syndicale des Exploitants Agricoles Employeurs de la Haute-Vienne	Privé (intérêt public)	Département	Défense des intérêts des exploitants agricoles du département	
		Confédération Paysanne du Limousin	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Promotion et défense des activités du monde rural	
		Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles de la Haute-Vienne (FDSEA)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Représentation des exploitants agricoles	
		Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de la Haute-Vienne (BTP 87)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Porte-parole du bâtiment, forces de propositions, réseau de proximité	
		Fédération Départementale de la Propriété Agricole de la Haute-Vienne	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Défense de la propriété agricole	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Lobbying, corporation</b>	<b>Syndicats et ordres professionnels</b>	Fédération Départementale des Travaux Publics et de la Construction (TP 87)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Porte-parole, forces de propositions, réseau de proximité	
		Fédération des Particuliers Employeurs du Limousin (FEPEM)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Représentation de l'emploi direct	
		Fédération Régionale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Limousin (FRSEA)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Représentation des exploitants agricoles	
		Fédération Régionale des Travaux Publics du Limousin (FRTTP)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Porte-parole, forces de propositions, réseau de proximité	
		Interprofession Bovine Limousine (INTER-BOLIM)	Privé (intérêt public)	Région	Regroupement autour de la filière bovine	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
		Jeunes Agriculteurs Haute-Vienne	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Défense des intérêts des jeunes exploitants	
		Propriété Rurale Nature Environnement 87	Association	Département	Défense de la ruralité	
		Syndicat des Entrepreneurs de Travaux Agricoles et Forestiers de la Haute-Vienne (SETAF)	Privé (intérêt public)	Département	Représentation des exploitants	
		Syndicat des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs de la Haute-Vienne (SPF)	Privé (intérêt public)	Département	Défense des propriétaires	
		Union des Fabricants de Porcelaine	Privé (intérêt public)	Région	Valorisation de la filière porcelaine	L'UFPL (Union des Fabricants de Porcelaine de Limoges), qui regroupe actuellement 11 entreprises adhérentes, a pour objet l'étude et la défense de tous les intérêts des Fabricants de porcelaine de Limoges et de la Région de Limoges.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Lobbying, corporation	Syndicats et ordres professionnels	Union des Industries de Carrières et Matériaux de Construction du Limousin (UNICEM)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Regroupement d'entreprises d'extraction	
		Union Régionale de la Forêt Privée Limousine (URFPL)	Privé (intérêt public)	Région	Défense des propriétaires	
		Union Régionale des Groupements de Producteurs Bovins du Limousin	Privé (intérêt public)	Région	Regroupement de producteurs	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Lobbying, corporation	Syndicats et ordres professionnels	Union Régionale des SCOP	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Regroupement de SCOP	Les Sociétés Coopératives de Production - SCOP - sont des sociétés commerciales. Elles vivent et se développent dans le secteur concurrentiel classique. Leur originalité : les salariés sont les actionnaires majoritaires de leur entreprise. Ensemble, et chacun avec un poids égal, les salariés associés ou actionnaires décident des grandes orientations et élisent les dirigeants qui vont piloter leur entreprise. L'Union régionale des SCOP s'engage auprès des créateurs d'entreprise : pour tous les projets de création, reprise, transformation ou transmission à plusieurs, elle assure un accompagnement professionnel et complet.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Lobbying, corporation</b>	Syndicats et ordres professionnels	Saint-Junien Entrée Libre	Association	Local	Représentation des commerces et artisans du centre ville de Saint Junien	Objectif : favoriser le développement commercial de la ville et contribuer à son animation. L'association s'implique également dans les projets d'urbanisme commercial en s'efforçant de maintenir les commerces de proximité au centre-ville. Les magasins membres de l'association sont signalés par le logo Saint-Junien Entrée Libre . Toute l'année, l'Association organise des manifestations : Animation cadeaux « Fête des mères » cadeaux surprises, Animations cadeaux « Fête des pères » cadeaux surprises, Grande braderie les vendredi 20 et samedi 21 juillet 2007, Sonorisation de la ville tout l'été, Animations commerciales d'été, Journée gourmande, Illuminations et animations des rues pour les fêtes de fin d'années.
	Syndicat de salariés	Comité Etablissement d'International Paper SA	Privé (intérêt public)	Local	Syndicat de travailleurs	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Mise en réseau des acteurs	Association Limousine des Industries Agro-alimentaires (ALIA)	Association	Région	Accompagnement du développement des industries agroalimentaires	Accompagnement du développement des industries agroalimentaires sur les thématiques suivantes : qualité, hygiène, emploi/formation, environnement, information.
		Association Pôle Interrégional du Bois (APIB)	Association	Région	Promotion de la filière bois, regroupement des producteurs	4 axes : Création d'une pépinière d'entreprises spécialisées bois et d'une « maison du pôle bois » à Tulle, Réalisation de zones d'activités (ZA), spécialisées bois et plate-formes logistiques, Mise en réseau des moyens de la recherche et du transfert de technologies, et développement d'un pôle formation, Mise en place à Tulle, par l'ONF, de cycles de formation continue pour ses agents. Objectifs : Structuration de la filière bois, Relations inter-entreprises, animation / communication, Recrutement, formation, recherche.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Mise en réseau des acteurs	Atlanpack	Association	Région	Fédération des entreprises de l'emballage de l'Arc Atlantique	L'ensemble des métiers du Packaging, de la création à la fabrication et tous les types de matériaux sont représentés. Les adhérents bénéficient gratuitement : de la promotion et de la communication organisées pour contribuer à valoriser les adhérents, du référencement dans l'annuaire des entreprises de l'emballage et sur le site Internet, de la fiche individuelle de présentation de l'adhérent, l'accès à la consultation et de l'utilisation des bases de données commerciales, de la lettre de liaison éditée tous les trois mois, de la veille permanente sur la profession et sur les clients de l'emballage.
		Club Ceramics Entreprises	Association	Région	Promotion des activités céramiques de la région au niveau international	
		Club Environnement	Public	Région	Pôle de compétences dans le domaine de l'eau et de l'environnement	Le Club Environnement est un pôle de compétences dans le domaine de l'eau et de l'environnement fédérant les organismes de formations, les laboratoires de recherche, les bureaux d'études, d'ingénierie et de conseil, les concepteurs et fabricants d'équipements.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Mise en réseau des acteurs	Club Laser Limousin	Association	Région	Favoriser le développement des procédés laser en créant des liens entre industriels, enseignants et chercheurs	
		Comité Régional de Promotion des Produits Agricoles et Alimentaires du Limousin (CREPAL)	Public	Région	Promotion des produits agricoles et agroalimentaires du Limousin, en France et à l'étranger	Missions : Mieux faire connaître les produits agricoles et agroalimentaires de la région, Organiser des opérations collectives pour développer les parts de marché des agriculteurs et des entreprises agro-alimentaires en France et à l'étranger. Actions : Appui technique aux entreprises à l'export, Accompagnement des entreprises sur des pavillons régionaux dans des salons en France et à l'étranger, Participation au développement des politiques de qualité des produits de la région, Opérations en relation avec la distribution, Organisation d'opérations d'information, Opérations de communication et de presse : entreprises, produits, gastronomie, Réalisation de matériels promotionnels.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Promotion de l'économie locale	Mise en réseau des acteurs	Mécanic Vallée	Association	Région	Mise en relation des industriels de la mécanique, des décideurs des milieux économiques et de l'éducation	<p>Association basée principalement sur les départements de la Corrèze, du Lot et de l'Aveyron. Elle a pour but de : Faire la promotion de l'industrie mécanique, Formuler des propositions de thèmes mobilisateurs pour regrouper les synergies et renforcer la compétitivité des entreprises locales, Constituer une force de proposition auprès des collectivités locales, des pouvoirs publics et des organismes économiques pour développer un environnement juridique et économique plus favorable au développement et à l'implantation d'activités liées au secteur mécanique sur ce territoire, Etre un lieu d'animation et d'échanges pour ces entreprises (du porteur de projet au groupe international en passant par la start-up ou les implantations de nouvelles activités), Mettre en commun des moyens : veille technologique, informatique, organisation sectorielle, participation à des colloques, salon spécifiques ou participation commune à des salons existants, Assurer la mise en oeuvre et le suivi du programme d'actions.</p> <p>4 thèmes sont prioritaires : Formation, recrutement, Echanges inter entreprises, Développement de l'image et de la communication commune, La structuration de la filière.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Mise en réseau des acteurs	ELOPSYS	Public	Région	Pôle de compétitivité des hautes technologies micro-ondes, photonique et réseaux sécurisés en Limousin	Des entrepreneurs, des chercheurs et des étudiants mettent en commun leurs compétences de manière totalement transversale. Objectifs communs : développement et attractivité de la région Limousin autour d'avantages forts pour l'industrie, la recherche et l'enseignement.
		Limousin Entreprendre	Association	Région	Réseau des Plate-Formes d'Initiatives Locales	Ces structures s'attachent à participer au financement de créations d'entreprises à potentiel de développement. Elles assurent également un accompagnement et un suivi des créateurs.
	Développement de la communication et de l'information	DRCE Limousin	Public	Région	Création d'un site Internet ou d'un support commercial	
		Limousin Expansion	Public	Région	Favoriser la pénétration et l'utilisation des TIC	Enquête sur l'économie numérique en Région Limousin
		Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Limousin (ADEME)	Public	National régionalisé	Publications	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Développement de la communication et de l'information	Ubifrance	Public	National	Colloques et conférences techniques à l'étranger	Agence française pour le développement international des entreprises. Elle aide les entreprises françaises à se développer à l'international de manière efficace et durable, quels que soient la taille et le secteur d'activité.
					Présentation de produits français	
		Agence pour la Diffusion de l'Information Technologique (ADIT)	Société nationale	National	Publications techniques et scientifiques	
		Centre Régional de Ressources Emploi, Formation, Métiers (PRISME Limousin)	Public	Région	Développement et dynamisation de l'information	Il assure la qualité de l'information, la veille juridique et technique s'appuyant sur la coopération entre les acteurs.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Relations régionales, nationales et internationales	Direction Régionale du Commerce Extérieur Limousin (DRCE)	Public	Région	Implantation d'une filiale à l'étranger	la DRCE, en étroite collaboration avec ses partenaires locaux, détecte les entreprises potentiellement exportatrices ou n'exportant qu'occasionnellement afin de les sensibiliser aux opportunités à saisir sur les marchés extérieurs et de les informer sur le dispositif d'appui dont elles peuvent bénéficier. la DRCE dispose d'informations économiques et commerciales sur les marchés étrangers lui permettant d'aider les entreprises à élaborer leur stratégie internationale. La DRCE a vocation à mobiliser les aides les mieux adaptées à aux projets d'internationalisation des entreprises ainsi qu'à les accompagner dans leur démarche en s'appuyant sur les ressources du réseau de la D.G.T.P.E. (Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique).
					Intégration des entreprises aux échanges internationaux	
		Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Assurance change négociation	La mission de COFACE est de faciliter les échanges entre les entreprises partout dans le monde et contribuer ainsi au développement du commerce mondial. COFACE propose aux entreprises quels que soient leur taille, leur nationalité et leur secteur d'activité, des solutions pour gérer, protéger et financer leur Poste clients, en leur permettant d'externaliser tout ou partie de la gestion et des risques liés à leurs relations commerciales. En lien avec la DRCE.
					Assurance crédit moyen terme	
					Assurance des investissements à l'étranger	
					Assurance prospection	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Promotion de l'économie locale	Relations régionales, nationales et internationales	Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur (COFACE)	Privé (intérêt public)	National régionalisé	Garantie FASEP	Cette garantie favorise l'implantation et le développement à l'étranger des entreprises françaises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 460 millions d'euros ou les filiales étrangères détenues majoritairement par une maison-mère française. Elle leur permet également de bénéficier d'apports en fonds propres (maison mère française à sa filiale étrangère) et de garantir leurs participations de société de capital risque et leurs fonds communs de placement à risque. Fasep-garantie est une association de 3 partenaires : la Banque de développement des PME (BDPME) à travers sa filiale SOFARIS, l'Agence Française de Développement (AFD), COFACE.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Relations régionales, nationales et internationales	OSEO	Public	National régionalisé	Garantie FASEP	<p>Bénéficiaires : Les entreprises de droit français, quelle que soit leur activité, dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 460 millions €. Ces entreprises doivent, directement ou indirectement, être détenues majoritairement par des ressortissants ou des entreprises relevant de l'Union Européenne. Finalités :</p> <p>Favoriser la croissance des entreprises françaises qui souhaitent se développer par création de filiale à l'étranger (hors Union européenne, Norvège, Islande, Lichtenstein et Suisse) en leur apportant une garantie sur le risque économique d'échec de leur implantation. Le risque politique, qui peut être garanti par ailleurs, n'est pas couvert par OSEO. Les opérations de délocalisation des activités existantes ne sont pas éligibles.</p> <p>Apports garantis : Les apports en fonds propres ou quasi-fonds propres faits à la filiale : achat ou souscription d'actions ou de titres convertibles en actions, prêts participatifs, avances d'actionnaires bloquées pour plus de 3 ans.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Promotion de l'économie locale	Relations régionales, nationales et internationales	OSEO	Public	National régionalisé	Garantie FASEP	Modalités d'intervention : La garantie est délivrée pour une période de 3 à 7 ans à la maison mère française qui crée la filiale ou rachète une position majoritaire. La quotité garantie est de 50 % de la perte constatée. L'indemnité est versée à la maison mère française. A la demande de l'entreprise, la garantie peut être déléguée à la banque française qui finance, le cas échéant, les apports en fonds propres à la filiale.
		Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects (DRDDI)	Public	National régionalisé	Régime de l'admission temporaire	Le régime de l'admission temporaire permet d'importer temporairement, en exonération totale ou partielle des droits de douane et de taxes, des marchandises tierces à l'Union européenne destinées à être réexportées en l'état et sans qu'elles soient soumises aux mesures de politiques commerciales.
					Régime de l'entrepôt douanier à l'importation	L'entrepôt douanier permet de soutenir l'activité de stockage dans l'Union européenne. Cette réglementation communautaire offre un éventail d'options permettant de s'adapter aux besoins économiques de chaque entreprise.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Promotion de l'économie locale</b>	Relations régionales, nationales et internationales	Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects (DRDDI)	Public	National régionalisé	Régime de entrepôt national d'exportation	L'entrepôt national d'exportation est un entrepôt fiscal, il peut être sollicité par une entreprise qui veut acquérir des biens nationaux ou communautaires en suspension de TVA qu'elle destine après stockage à l'exportation vers un pays tiers, ou un territoire exclu du territoire fiscal de l'UE.
					Régime des retours	Le régime des retours n'est pas à proprement parler, "un régime douanier". Il permet d'exonérer de droits à l'importation certaines marchandises communautaires réimportées en l'état dans le territoire douanier de l'Union européenne, après avoir été exportées à titre définitif ou temporaire.
					Régime du perfectionnement actif et passif	Le régime du perfectionnement passif permet d'exporter temporairement des marchandises communautaires en vue de les faire ouvrir, monter, transformer, ou réparer dans un pays tiers puis de réimporter en exonération totale ou partielle des droits à l'importation les produits compensateurs.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Agriculture	Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)	Public	Région	Appui à la gestion forestière privée	Des financements importants peuvent être accordés aux propriétaires forestiers pour les aider- à reconstituer les peuplements détruits par la tempête du 27 décembre 1999,- à mettre en valeur leur patrimoine forestier. Ces aides financières proviennent de l'Etat, de la Région Limousin et de l'Europe. Le bénéfice des aides est accordé aux propriétaires des parcelles concernées, et aux associations syndicales ne détenant pas de droit de propriété sur les immeubles en cause lorsqu'elles réalisent des opérations justifiant de l'aide de l'Etat.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	<b>Agriculture</b>	Centre National Aménagement Structure Exploitations Agricoles (CNASEA)	Public	Région	Appui aux exploitations agricoles	Le Cnasea intervient à toutes les étapes de la vie de l'exploitation agricole. Il participe à la mise en oeuvre des politiques d'aménagement rural et de développement local. Il intervient sur la maîtrise des productions et la protection de l'environnement. Il intervient notamment dans l'aide à l'installation des jeunes agriculteurs. La dotation d'installation aux jeunes agriculteurs (DJA), aide en capital, permet notamment de compléter la trésorerie nécessaire au démarrage de l'activité agricole. Les prêts aux jeunes agriculteurs (prêts MTS-JA) sont destinés au financement des investissements d'installation (reprise ou création d'une exploitation agricole).
		Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF)	Public	Département	Administration déconcentrée du Ministère de l'Agriculture	La DDAF permet aux exploitants agricoles d'accéder aux aides de l'Etat, notamment celles en lien avec la PAC.
		Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt (DRAF)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Agriculture	La DRAF permet aux exploitants agricoles d'accéder aux aides de l'Etat, notamment celles en lien avec la PAC.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Agriculture	Office National des Forêts (ONF)	Public	Région	Gestion forestière	L'Etat a confié à l'Office quatre grandes missions d'intérêt général : La protection du territoire par la gestion des risques naturels, de la forêt par la création de réserves naturelles et biologique, La production en conjugant les exigences économiques, écologiques et sociales, L'accueil du public par les aménagement, l'information et la sensibilisation à l'environnement, L'activité de "partenaire naturel" au service de tous les responsables de milieux naturels (au plan national et international).
	Finances	Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)	Public	Région	Recensements, veilles statistiques	l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques collecte et analyse les données sur l'économie française. Il analyse, entre autres, la situation et le comportement des entreprises ainsi que les secteurs d'activité économique. Des études sur la société française concernant, par exemple, l'emploi et le comportement démographique sont également réalisées. L'INSEE diffuse ces travaux et peut également en réaliser à la demande. L'antenne régionale de l'INSEE produit des documentations informant mensuellement des évolutions économiques et démographiques du Limousin.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Administrations, établissements publics	Environnement	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)	Public	Région	Protection de l'Environnement et maîtrise des Énergies	L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) est un Etablissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des Ministères de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche. Elle agit dans le cadre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle intervient par des subventions et accompagne la mise en place de projets et d'équipements contribuant à la maîtrise de l'énergie et à la préservation de l'environnement. Elle peut ainsi participer en termes d'aides techniques et financières pour la création de ZA HQE (haute qualité environnementale).
		Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Environnement	Chargé de mettre en place le Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux (SSCENR), la DIREN interviendra sur la conciliation du pilier économique avec celui environnemental. Une des orientations du SSCENR est la production d'aménités qui consiste à renforcer l'attractivité du territoire en préservant, valorisant et développant les espaces naturels de loisirs et en développant les produits touristiques s'appuyant sur les paysages, le patrimoine naturel, les cours d'eau et les plans d'eau.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Équipement, transport, logement et tourisme	Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)	Public	Département	Conseil en architecture, urbanisme et patrimoine	Le but du CAUE est de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement. Il assume des missions de service public dans un cadre et un esprit associatifs. A la disposition des particuliers, pour les renseigner dans tout domaine qui a trait à l'acte de bâtir, rénover ou agrandir, il assume une mission de conseil GRATUIT au plus près de la demande, par des permanences en Mairie, en DDE ou au siège du CAUE local. Le CAUE fait également oeuvre de sensibilisation et de formation, organise des rencontres techniques et professionnelles, et participe à des expositions et des salons.
		Direction Départementale de Équipement (DDE)	Public	Département	Administration déconcentrée du Ministère de Équipement	
		Direction Régionale de Équipement (DRE)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de Équipement	
		Subdivision DDE Saint-Junien	Public	Local	Secteur opérationnel de l'équipement	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Industrie	Association Développement Industriel Massif Central (ADIMAC)	Association	Région	Développement du Massif Central sous l'angle industriel et économique	
		Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie (DRRT)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère délégué à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche	
		Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Limousin (DRIRE)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie	
	Territoriale	Communauté de Communes Vienne-Glane	Public	Local	Établissement Public de Coopération Intercommunale	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Territoriale	Conseil Économique et Social Limousin (CESL)	Public	Région	Organisme consultatif et prospectif, représentation économique et sociale du Limousin	
		Conseil Général de la Haute-Vienne	Public	Département	Collectivité territoriale	
		Conseil Régional du Limousin	Public	Région	Collectivité territoriale	
		Préfecture de la Haute-Vienne	Public	Département	Administration déconcentrée de l'Etat	
	Travail, emploi	Agence Nationale Pour l'Emploi Saint-Junien (ANPE)	Public	Local	Agence locale pour la recherche d'emploi	
		Centre Régional de Ressources Emploi, Formation, Métiers (PRISME Limousin)	Public	Région	Animation et coordination des politiques d'emploi et de formation	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Administrations, établissements publics	Travail, emploi	Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	Département	Administration déconcentrée du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement	
		Direction Régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Équipements des entreprises	Transports et télécommunications	Aéroport International de Limoges	Public	National	Lignes directes, service fret, centre d'exploitation postale	Basée sur l'aéroport de Limoges Bellegarde, la compagnie Avialim assure des vols directs en avion-taxi au départ et à destination de l'aéroport de votre choix. L'appareil utilisé, un Beechcraft King Air C 90, permet de transporter jusqu'à 8 passagers. Avialim est en mesure de vous proposer une grande variété de services : Affaires - Salons – Congrès, Tourisme – Festivals, Sanitaire, Fret et poste.
		Société Nationale des Chemins de Fer (SNCF)	Public	National	Transport de personnes et de marchandises (agence locale)	La SNCF propose 3 grands types de services : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le transport de marchandises : en trains entiers ou en wagons isolés, adapté aux spécificités de votre secteur d'activité.</li> <li>- le transport de conteneurs : transport ferroviaire combiné à un autre mode de transport (routier, maritime ou fluvial).</li> <li>- le transport de camions : l'autoroute ferroviaire entre la France et l'Italie transporte un ensemble complet ou une remorque seule.</li> </ul>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Équipements des entreprises	Environnement et qualité, développement durable	Association d'Industriels pour la Protection de l'Environnement (ALSAPE)	Association	National	Mise en conformité de votre site	L'ALSAPE assure 2 missions : la défense et la représentation des industriels, l'appui technique et documentaire, via la veille réglementaire et la mise à disposition de dossiers thématiques.
		Agence de l'eau Adour Garonne	Public	Trans-région	Dispositif de mesure	L'agence de l'eau propose des aides aux entreprises selon les 5 thèmes suivant : Lutte contre les pollutions de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; Gestion quantitative de l'eau pour l'industrie ; Collecte, transport, valorisation ou élimination des déchets toxiques ; La gestion territoriale et la planification pour l'eau ; Conduite et développement des politiques.
					Étude des travaux de dépollution envisageables	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Accompagnement des entrepreneurs</b>	Connaissance des réglementations	Association d'Industriels pour la Protection de l'Environnement (ALSAPE)	Association	National	Réponses à vos questions réglementaires en matière d'environnement et de sécurité	L'ALSAPE assure 2 missions : la défense et la représentation des industriels, l'appui technique et documentaire, via la veille réglementaire et la mise à disposition de dossiers thématiques.
	Protection des process	Réseau de Développement Technologique (RDT)	Association	National régionalisé	Prestation technologique réseau premier brevet	Le rôle du Réseau est de favoriser le développement technologique au sein des Pme : par l'aide à la formalisation des besoins de l'entreprise, par la proposition de partenariats technologiques adaptés, par une incitation financière (5.000 Euros HT maximum) simple et rapide. S'appuyant sur le RDT et renforcées par leurs partenariats, les entreprises se développent et peuvent ensuite évoluer vers des programmes technologiques plus ambitieux.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement des entrepreneurs	Connaissance de l'économie locale	Conseil Régional du Limousin	Public	Région	Pôle Local d'Accueil (PLA)	Leurs champs d'action sont inscrits dans les Contrats de Pays. Le PLA du POL mène une action d'accueil de la population et des entreprises par un accompagnement au porteur de projets. Il a confié la gestion de la base de données « Vivre en Haute-Vienne » recensant toutes ces informations à la Maison Du Département Ouest-Limousin.
		Association des Entreprises des Zones Industrielles de Saint Junien (AEZI)	Association	Local	Mutualisation des services	Elle porte des projets visant à répondre spécifiquement aux besoins des entrepreneurs en matière de gardiennage et de signalétique par exemple. Elle adhère à la Fédération des Zones Industrielles, ce qui lui permet d'avoir connaissance des modes de gestions des autres zones du département et de mutualiser de l'expérience. Elle regroupe les entreprises situées sur les zones de Petit Boisse, Pavillon-Axial, Croix Blanche.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT)	Association	National régionalisé	Conditions de travail des salariés, dialogue social	L'ARACT Limousin est au service de tous les acteurs de l'entreprise (dirigeants, salariés et leurs représentants) et de leurs partenaires (branches professionnelles, syndicats de salariés, consultants, partenaires institutionnels). Chaque intervention en entreprise est menée sur la base d'une démarche participative (direction et salariés) contribuant à la réussite des projets de changement.
		Bourse au Financement Solidaire (BFS)	Association	National	Mise en réseau des acteurs, aides au montages financiers des projets	La Bourse aux Financements Solidaires est un portail destiné à rapprocher les besoins de financement des projets d'entreprises solidaires des différentes offres proposées par les financeurs. Elle donne la priorité à des initiatives dont les objectifs sont sociaux, culturels, environnementaux, et plus largement, respectueux de la place de l'homme dans la société.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Cap Emploi de la Haute-Vienne	Public	National régionalisé	Insertion professionnelle des travailleurs handicapés	Cap Emploi assure une mission de service public en complément de l'action de l'ANPE. L'objectif des Cap Emploi est de favoriser l'embauche des personnes handicapées dans les entreprises. Pour cela des partenariats sont réalisés avec les entreprises volontaires, pour le recrutement et le suivi des personnes placées. Pour répondre aux besoins des entreprises, une base de donnée de candidats en recherche d'emploi dans certains départements, avec un tri par métier recherché et par lieu de résidence. Des aides sont prévues pour les entreprises qui embauchent, en fonction du type de contrat signé avec l'organisme.
		Centre des Jeunes Dirigeants et des Acteurs de Économie Sociale (CJDES)	Association	National	Mise en réseau des acteurs, échanges et réflexions, prospectives	lieu d'échanges de réflexion et d'expériences qui permet à ses membres d'agir plus efficacement dans leurs activités et d'en anticiper les évolutions. Le CJDES organise des rencontres thématiques sur des sujets d'actualité concernant les grands enjeux de société, le monde de l'entreprise en général et celui de l'économie sociale en particulier. Des formations thématiques sont organisées à la demande des entreprises et des structures publiques ou privées pour expliquer ou approfondir les valeurs et pratiques de l'économie sociale.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire (CIGALES)	Association	National	Animations et initiatives au service du développement local	Un club CIGALES est une structure de capital risque solidaire mobilisant l'épargne de ses membres au service de la création et du développement de petites entreprises locales et collectives (SARL, SCOP, SCIC, SA, association, ...). Le Club est constitué de 5 à 20 personnes qui mettent une partie de leur épargne en commun. Il se réunit plusieurs fois par an pour recevoir les créateurs, décider de leur placements et affecter cette épargne collective au capital des entreprises. C'est un lieu d'échanges et d'auto-formation sur les questions économiques et de développement local, où investisseurs et porteurs de projet font l'expérience d'une économie socialement responsable et solidaire. Le club a une durée de vie de 5 ans, prorogeable une fois. Au terme de sa vie, il procède à la liquidation de son portefeuille, au prorata des apports des cigaliers.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Comité National des Entreprises d'Insertion (CNEI)	Association	National	Représentation, formation, animation et information	le CNEI représente les entreprises d'insertion auprès des pouvoirs publics et des organisations professionnelles, et signe des accords de partenariat avec des fondations nationales et des organismes financiers pour poursuivre le processus de labellisation des pratiques sociales (Qualirei) dans lequel le réseau s'est engagé. Il répond aussi aux besoins de professionnalisation des dirigeants et des permanents des entreprises en mettant en oeuvre des cycles de formation. Il met en œuvre un réseau d'échanges entre les responsables d'Entreprises d'Insertion et leurs partenaires ; il organise des rencontres régionales, nationales ou des colloques ; il participe à des manifestations ou évènements. Il met à disposition une information complète et actualisée sur les Entreprises d'Insertion au travers d'un annuaire national, d'une base de données, d'un site Internet, et d'un magazine trimestriel (le CNEI Mag) ; il fournit une documentation technique à travers les recueils de textes officiels et les cahiers techniques et publications diverses.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Conseil des Entreprises, Employeurs, et Groupements de Économie Solidaire (CEGES)	Association	National	Centre de ressources, appui aux projets	Le CEGES représente au niveau national les entreprises de l'économie sociale et solidaire, afin que celles-ci se fassent mieux entendre. L'économie sociale compte peser sur les questions de société. Pour ce faire, Le CEGES met en place des groupes de travail pour approfondir les thèmes partagés par les entreprises d'économie sociale : vision sociétale, développement local, national et européen, relations Nord-Sud, problèmes de fiscalité, de moyens financiers durables, de fonction d'employeurs, de formation...
	Enseignements, formations spécialisées	Association de Formation Professionnelle de l'Industrie Limousin (AFPI)	Association	National régionalisé	Formation professionnelle	L'AFPI Limousin Centre-Ouest est un organisme de formation professionnelle dont la mission est de répondre aux besoins de formation exprimés par : Les entreprises dans le cadre de la progression des compétences de leurs salariés, Les pouvoirs publics et les collectivités locales qui mettent en oeuvre les politiques en faveur de l'emploi, Les partenaires sociaux.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Enseignements, formations spécialisées	Association pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA)	Association	National régionalisé	Formation professionnelle, VAE, certifications	L'AFPA est le premier organisme de formation et d'orientation professionnelle pour adultes en France et en Europe. En Limousin, l'AFPA est composée de 5 Centres de formation et/ou de certification et de 3 Services d'Orientation Professionnelle. Elle a pour mission de favoriser l'accès, le maintien et l'évolution dans l'emploi par la formation qualifiante. L'AFPA s'adresse aux demandeurs d'emploi et aux salariés dans le cadre de la formation continue. Elle travaille avec les entreprises en accompagnement de leur plan de formation, de leur projet de reconversion ou de développement.
		Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Région	Titres certifiés	
		3iL Limoges	Public	Région	Titres certifiés	3iL est une école d'ingénieur spécialisée dans l'informatique des réseaux et télécommunications (institut d'ingénierie informatique de Limoges)



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Gestion du territoire	Par Chemins	Association	Local	Gestion des chemins de randonnée du territoire	Créée en 1993, l'association Par Chemin, s'est donné pour objectif la réhabilitation des chemins ruraux de Saint-Junien et de ses environ. Elle a permis l'établissement d'un réseau de sentiers utilisables par les piétons, vététistes, cavaliers, de près de 50 km. L'association organise aussi, des promenades thématiques permettant d'aborder la botanique et la faunistique, des conférences et des débats. Un circuit permanent consacré à la toponymie a également été mis en place

### III. PHASE TRANSMISSION / CESSIION DE L'ENTREPRISE

Dans cette phase les acteurs ont été regroupés selon quatre grands thèmes : « Ingénierie économique », « Financements et aides », « Équipements des entreprises » et « Accompagnement des entrepreneurs ».

Les entreprises en phase transmission / cession peuvent faire appel à différents dispositifs. Cela peut prendre la forme de fonds de garantie pour la création, la reprise ou le développement d'entreprises à l'initiative des femmes, ou encore d'aides aux chômeurs créateurs ou repreneur d'entreprises (ACCRE).

Les entreprises en fin de vie pourront, grâce aux tableaux, obtenir auprès de la CCVG une information sur les différents acteurs capables d'intervenir sur leur cas.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	Chèque-conseils création-reprise d'entreprise	<p>L'aide s'inscrit dans le cadre du dispositif Objectif-Création et relève d'Objectif-Projet. Le candidat créateur ou repreneur adresse sa demande au président du Conseil Régional. Lorsque la décision est favorable, la Région lui envoie un chèque-étude qu'il remettra à un cabinet-conseil en règlement, selon les cas, de 80 % ou 50 % du coût hors taxes de l'étude. Le solde, comprenant également la TVA, est à la charge du porteur de projet. La subvention apportée pour un conseil de courte durée (la réalisation d'un diagnostic) est d'un montant maximal de 3 800 €. Elle ne peut dépasser 80% du coût HT de l'intervention de conseil. La subvention apportée pour des études plus longues (études de marché et de faisabilité, études techniques notamment concernant la protection de l'environnement, études relatives à la propriété intellectuelle, études juridiques et fiscales) est d'un montant maximal de 30 000 €. Elle ne peut dépasser 50% du coût HT de l'intervention de conseil.</p> <p>Cette aide n'est pas cumulable avec les aides accordées pour le même objet au titre du Fonds d'Innovation Limousin ou par Oseo innovation.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Conseil Régional Limousin	Public	Région	L'aide au recrutement de second.	Le recrutement d'un second devra exercer une fonction d'encadrement au sein de l'entreprise ou aura pour objectif de reprendre l'entreprise. Le montant maximum de l'aide est fixé à 50% des coûts salariaux de la première année dans la limite de 30 000 €. La création d'un emploi de second doit résulter du recrutement d'une personne liée à l'entreprise par un contrat à durée indéterminée à temps plein ou à temps partiel à l'exclusion de toute forme de travail temporaire. La création d'un emploi de second pourra résulter d'un recrutement interne s'il s'agit de procéder à la promotion d'un salarié ou d'anticiper la reprise de l'entreprise par ce dernier. Le second recruté devra avoir effectué ou devra s'engager à effectuer une formation liée à l'encadrement au sein d'une PME. Le second recruté devra justifier d'un niveau d'étude conférant le statut de second (niveau IV) ou 3 années d'expérience professionnelle.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Pays d'Ouest Limousin (POL)	Public	Région	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	<p>Action 7 : accompagnement et assistance aux transmissions / reprises.</p> <p>Cette aide s'adresse aux entreprises artisanales, commerciales et de services de moins de 20 salariés, inscrites au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers, dont l'établissement se situe sur le territoire du POL, ainsi qu'au repreneur. Trois types d'opérations sont prisent en compte : l'expertise ; les investissement (opérations prises en compte dans l'action 4) ; l'organisation et la promotion d'un salon de la transmission / reprise.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Entreprises Nouvelles du Limousin (ENL)	Association	Région	Aide aux créateurs et repreneurs d'entreprise	Le club des entrepreneurs de l'association permet à des repreneurs d'entreprise d'obtenir une aide, un accompagnement, apportés par des chefs d'entreprise en activité qui partagent leur expérience.
	Cautionnement	Préfecture de la Région Limousin	Public	Région	Fonds de garantie pour la création, la reprise ou le développement d'entreprises à l'initiative des femmes	Avec le Fonds de garantie pour la création, la reprise, le développement d'entreprise à l'initiative des femmes (FGIF), l'État encourage celles qui souhaitent créer, reprendre ou développer une entreprise, en facilitant leur accès à un prêt bancaire pour réaliser leur projet. De nouvelles dispositions pour l'obtention du FGIF ont été adoptées en 2006 : toute créatrice peut déposer sa demande de garantie qu'elle ait ou non le soutien d'un banquier ; le FGIF peut intervenir quel que soit le montant du prêt sollicité, à partir de 5 000 € ; les organismes locaux instruisent et sélectionnent les dossiers FGIF quel que soit le montant du prêt ; les dossiers sont systématiquement déposés auprès des organismes locaux.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction Départementale du Travail de l'Emploi de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	National régionalisé	Aide aux chômeurs créateurs ou repreneur d'entreprises (ACCRE)	<p>L'aide aux chômeurs créateurs ou repreneurs d'entreprise (ACCRE) est l'une des mesures du dispositif d'appui à l'initiative économique gérée par le ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement au bénéfice de demandeurs d'emploi, salariés licenciés, jeunes, personnes en difficulté... Ce dispositif vise à faciliter tant la structuration des projets de création ou de reprise d'entreprise que le développement des activités ainsi créées, sous forme individuelle ou en société. L'ACCRE consiste en une exonération de cotisations sociales permettant le maintien, pour une durée déterminée, de certains minima sociaux. Elle peut s'appuyer sur la mobilisation de deux autres mesures complémentaires : une aide financière dans le cadre du dispositif EDEN (encouragement au développement d'entreprises nouvelles), une aide au conseil sous forme de chèques conseil permettant au créateur l'accès à une offre d'expertise dont 2/3 du financement est pris en charge par l'Etat.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Exonération de cotisations, amortissements, déductions	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Exonération de taxe foncière pour les sociétés créées pour reprise d'entreprise industrielle en difficulté	
	Prêts à moyen ou long terme	Limousin Insertion Développement Économique (LIDE)	Association	Région	Fonds de garantie régional	Faciliter, par l'apport de garanties, la mise en place de prêts bancaires destinés à financer le fonds de roulement, l'équipement ou la reprise d'entreprise pour l'insertion et l'emploi.



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Chambre des Métiers et de l'Artisanat Haute-Vienne (CMA 87)	Public	Département	Centre de Formalités des Entreprises (CFE)	Le CFE est l'intermédiaire unique entre le chef d'entreprise et les organismes administratifs. Il prend en charge, dans un délai très court, la diffusion des formalités en toute confidentialité auprès de tous les destinataires concernés : Insee, Urssaf, Services fiscaux, Greffe du Tribunal de Commerce, Caisse maladie, Caisse de retraite... Il est nécessaire de s'adresser au CFE lors : de la création d'entreprises ou d'établissements secondaires ; de modifications de dirigeants, d'activités, de capital, de mode d'exploitation... ; de transfert d'établissement ou de siège social ; de cessation d'activité, de dissolution de société ou de radiation. Le CFE de la Chambre des métiers et de l'artisanat est compétent pour : les entreprises individuelles et commerciales ayant une activité artisanale et celles ayant une activité artisanale et commerciale.
		Conseil Régional Limousin	Public	Région	Création et transmission d'entreprises	Volet "Créer reprendre" au sein du programme LISE.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Ingénierie économique	Appui à la conduite de projets	Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF)	Public	National régionalisé	Centre de Formalités des Entreprises (CFE)	Le Centre de Formalités des Entreprises (CFE) reçoit les formalités de création, modification, ou cessation d'entreprises des professions libérales ou assimilées.
		Limousin entreprendre	Association	Région	Accompagnement des créateurs	L'association accompagne à titre gratuit des créateurs et repreneurs de futures PME avec des méthodes d'entreprises. Elle apporte une contribution financière sous la forme d'un prêt d'honneur.
		CCI	Public	Département	Les mardis de la création et de la reprise : demi-journées d'information	Lors des réunions collectives organisées un mardi sur deux, de 9 heures à 11 heures, les conseillers de la CCI communiquent aux porteurs de projet (création, reprise) une information globale permettant de mesurer les implications de la création d'entreprise et d'aborder les questions à se poser lors de la préparation du projet de création.
					liste d'entreprises à reprendre	Ce réseau regroupe 28 départements français. Il permet à tout cédant d'entreprise de diffuser son offre sur Internet et dans un magazine d'annonces mensuel.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Appui à la conduite de projets	CCI	Public	Département	rendez-vous individuels avec des conseillers techniques	<p>Ces rendez-vous, garantis confidentiels, ont pour objectif d'aider le cédant à évaluer son fonds, de mettre en relation un repreneur potentiel avec un cédant, d'apporter l'aide nécessaire au montage d'un dossier jusqu'à sa réalisation définitive pour un repreneur. Le réseau Transcommerce/transartisanat met en place des comités d'évaluation qui aident le cédant dans l'estimation de l'entreprise. Mise en place d'un programme de réunions de sensibilisation régulières sur le territoire de la Haute-Vienne (pays) sur des thématiques précises et sur les outils spécifiques à la cession transmission reprise : évaluer votre fonds de commerce, les droits de succession... Des conférences ont lieu très régulièrement sur la transmission d'entreprise dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services. Des visites systématiques sont réalisées sur le terrain des chefs d'entreprise de plus de 55 ans (+ de 1 salarié) après identification de leurs attentes.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Équipements des entreprises	Environnement et qualité, développement durable	Association d'Industriels pour la Protection de l'Environnement (ALSAPE)	Association	National	Mise en conformité de votre site	L'ALSAPE assure 2 missions : la défense et la représentation des industriels, l'appui technique et documentaire, via la veille réglementaire et la mise à disposition de dossiers thématiques.
		Agence de l'eau Adour Garonne	Public	Trans-région	Dispositif de mesure	L'agence de l'eau propose des aides aux entreprises selon les 5 thèmes suivant : Lutte contre les pollutions de l'industrie, du commerce et de l'artisanat ; Gestion quantitative de l'eau pour l'industrie ; Collecte, transport, valorisation ou élimination des déchets toxiques ; La gestion territoriale et la planification pour l'eau ; Conduite et développement des politiques.
					Étude des travaux de dépollution envisageables	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement des entrepreneurs	Connaissance des réglementations	Association d'Industriels pour la Protection de l'Environnement (ALSAPE)	Association	National	Réponses à vos questions réglementaires en matière d'environnement et de sécurité	L'ALSAPE assure 2 missions : la défense et la représentation des industriels, l'appui technique et documentaire, via la veille réglementaire et la mise à disposition de dossiers thématiques.
	Assistance à la transmission / reprise	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Abattement sur les plus-values de cession à long terme de biens immobiliers bâtis ou non bâtis	
					Abattement sur plus-values de cession de parts et actions de sociétés	
					Crédit d'impôt pour rachat du capital d'une société par les salariés	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement des entrepreneurs	Assistance à la transmission / reprise	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Exonération de droits de mutation en cas de donation d'une entreprise aux salariés	
					Exonération de droits de mutation lors d'une donation de biens meubles et immeubles d'une entreprise individuelle	
					Exonération de droits de mutation lors d'une donation de parts ou d'actions de sociétés	
					Exonération de plus-values de cession d'une entreprise individuelle ou de titres d'une société lors du départ en retraite	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement des entrepreneurs	Assistance à la transmission / reprise	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Exonération de taxe professionnelle pour les sociétés créées pour reprise d'entreprise industrielle en difficulté	
					Exonération d'imposition sur les plus-values professionnelles en cas de cession de PME	
					Exonération d'impôt sur les plus-values de cession d'une branche complète d'activité	
					Réduction d'impôt pour reprise d'une société financée par un emprunt	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement des entrepreneurs	Assistance à la transmission / reprise	Direction des Services Fiscaux (DSF)	Public	National régionalisé	Réduction du droit d'enregistrement pour reprise d'un fonds de commerce en zones primables	
		OSEO	Public	National régionalisé	Contrat de développement transmission	Prêt sans garantie qui complète l'intervention des banques à l'occasion d'une reprise d'entreprise.
		AKSIS	Public	National	Gestion des compétences et dynamique professionnelle	Le Groupe AKSIS intervient auprès des entreprises privées dans la conduite des projets de restructuration, l'élaboration des Plans de Sauvegarde de l'Emploi et la réalisation de prestations telles que la mise en place d'antennes emploi, la réalisation de bilans de compétences ou l'accompagnement dans le cadre d'outplacements individuels. Le Groupe AKSIS est habilité par les Direction Régionales de l'ANPE dans 86 départements en France pour la réalisation de prestations d'accompagnement à la recherche d'emploi dans le cadre du PARE (Plan d'Aide au Retour à l'Emploi). AKSIS travaille également en étroite collaboration avec de nombreuses collectivités territoriales et institutions du service public (DDTEFP, Conseils Régionaux, Conseils Généraux, PLIE ...).



## IV. AIDES À DISPOSITION DE LA CCVG

Dans cette sous partie les acteurs ont été regroupés selon six grands thèmes : « Ingénierie économique », « Financements et aides », « Accompagnement des entrepreneurs », « Accompagnement de la population active », « Administrations, établissements publics » et un dernier thème qui recense des acteurs importants à connaître pour la CCVG, mais ne lui délivrant pas d'aides directes.

Les aides à disposition de la CCVG sont majoritairement des aides permettant de soutenir l'action des collectivités auprès des entreprises. Cela peut prendre la forme par exemple d'aides à l'immobilier, ou bien d'aides de soutien aux unions commerciales et artisanales.

Les tableaux permettront à la CCVG de connaître rapidement les aides auxquelles elle peut prétendre, et ainsi de s'orienter vers les acteurs les plus appropriés en fonction de ses besoins.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Conseil Régional Limousin (CR 87)	Public	Région	aide à l'immobilier	A destination de la Communauté de Communes lorsque celle-ci est maîtresse d'ouvrage pour le compte de l'entreprise. Aide sous la forme de subvention (varie de 7,5 à 35%) ou d'avance remboursable (varie de 20 à 35%) pour les opérations de construction et d'extension des bâtiments. Le montant de l'avance remboursable est limité à 300 000 €.
		Conseil Général de la Haute-Vienne (CG 87)	Public	Département	Aides aux hébergements collectifs d'entreprises	Les pépinières d'entreprises : subvention allouée à des collectivités, pour la construction ou l'aménagement de locaux accueillant temporairement des entreprises nouvellement créées, avec des services d'accompagnement individuels et collectifs. L'hébergement collectif d'entreprises artisanales et industrielles : subventions allouées à des collectivités pour la construction ou l'aménagement de locaux d'hébergements collectifs d'entreprises, type hôtel d'entreprises, ne comportant pas nécessairement de services d'accompagnement.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Conseil Général de la Haute-Vienne (CG 87)	Public	Département	Aide à l'immobilier d'entreprises	L'immobilier professionnel industriel et tertiaire : subvention pour la construction de bâtiments neufs ou l'aménagement de locaux existants à usage industriel et tertiaire, pour les communes ou groupements de communes, SCI et sociétés de crédit - bail. L'immobilier professionnel des micro-entreprises (moins de 10 salariés) : subvention pour la construction de bâtiments neufs ou l'aménagement de locaux existants, à usage artisanal, commercial ou de service de proximité, des communes ou communautés de communes, dans certaines zones géographiques. Le maintien des commerces et des services de proximité : subvention allouée à des collectivités pour la construction ou la réhabilitation de bâtiments. Elle est destinée à maintenir des services de proximité afin de satisfaire les besoins de la population, dans les communes de l'espace rural à faible potentiel fiscal.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Conseil Général de la Haute-Vienne (CG 87)	Public	Département	Aides aux terrains à vocation économique	La constitution de réserves foncières à vocation économique : subvention qui facilite l'achat de terrains destinés à la constitution de réserves foncières à vocation économique, au bénéfice des communautés de communes ou d'agglomération. Les zones d'activités artisanales ou industrielles : subventions pour contribuer à l'aménagement de zones d'activités artisanales ou industrielles, au bénéfice des communautés de communes ou d'agglomération. Les projets doivent notamment contribuer à un aménagement équilibré du territoire départemental, et répondre aux attentes des entreprises quant à la nature et à la qualité des prestations.
		Pays d'Ouest Limousin (POL)	Public	Région	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	Action 5 : gérer les problématiques des locaux commerciaux vacants Il s'agit d'aider à la remise sur le marché des locaux ou à leur reconfiguration en usage d'habitation. Bénéficiaire : la CCVG dans le cas d'un déclassement du local (travaux visant à effacer les caractéristiques commerciales ou artisanales) avec une aide limitée à 80% des investissements HT.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Pays d'Ouest Limousin (POL)	Public	Région	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	Action 10 : valoriser l'offre non sédentaire. Cette action a pour objectif la création d'un marché le mercredi à Saint-Junien.
						Action 11 : opérations de requalification des pôles. La CCVG et les communes peuvent disposer de cette aide, qui a pour but de favoriser les études d'aménagement commerciaux et les aménagements publics. Cette action renvoie aux crédits FISAC et départementaux de droit commun et sur les Contrats de pôles structurants pour la Région.
						Action 12 : communiquer sur les principaux sites touristiques du territoire. La CCVG et les communes peuvent bénéficier de cette aide qui permet la réalisation et l'impression de différents documents de communication (affiches, tracts, guides...).

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Pays d'Ouest Limousin (POL)	Public	Région	DCT (Démarche Collective Territorialisée) dispositif d'aide en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Général.	Action 13 : soutien aux unions commerciales et artisanales pour développer des actions collectives. la CCVG peut prétendre aux opérations d'animations et d'aides aux investissements immatériels et matériels (80% d'aide aux projets pour ces investissements).
		Comité Régional du Tourisme Limousin (CRT)	Public	Région	Création et développement de produits structurants et de produits de loisirs sportifs	Le CRT élabore le schéma régional de développement du tourisme et des loisirs. Il réalise, en plus de la promotion des activités touristiques, l'instruction et la gestion des dossiers d'aides aux équipements touristiques structurants, culturels et sportifs. Il réalise également leur évaluation.
					Création et développement de produits structurants et de produits culturels	
		OSEO	Public	National régionalisé	accompagner les stratégies économiques des collectivités publiques	Participation financière aux aides

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Limousin (ADEME)	Public	National régionalisé	Aide à la décision dans le domaine des déchets	L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un Etablissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des Ministères de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche. Elle agit dans le cadre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle intervient par des subventions et accompagne la mise en place de projets et d'équipements contribuant à la maîtrise de l'énergie et à la préservation de l'environnement. Elle peut ainsi participer en termes d'aides techniques et financières pour la création de ZA HQE (haute qualité environnementale).
					Aide à la décision pour le transport combiné	
					Aide à la décision pour les économies d'énergies	
					Aide à la décision pour les énergies renouvelables	
					Aide à la décision pour les sols et sites pollués	
					Aide à la décision pour les véhicules propres	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Limousin (ADEME)	Public	National régionalisé	Aide à la mise en place d'un plan de déplacement entreprise	L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un Etablissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des Ministères de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche. Elle agit dans le cadre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle intervient par des subventions et accompagne la mise en place de projets et d'équipements contribuant à la maîtrise de l'énergie et à la préservation de l'environnement. Elle peut ainsi participer en termes d'aides techniques et financières pour la création de ZA HQE (haute qualité environnementale).
					Aide à l'investissement dans le domaine de l'air	
					Aide à l'investissement pour le transport combiné	
					Aide à l'investissement pour les déchets	
					Aide à l'investissement pour les énergies renouvelables	
					Bilan carbone	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Financements et aides	Subventions, aides, cofinancements	Agence Nationale de l'Amélioration de l'Habitat (ANAH)	Public	National	subventions pour améliorer le confort dans l'habitat privé	<p>Le montant de la subvention varie en fonction des engagements souscrits par le propriétaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les propriétaires occupants, il est généralement de 20% du coût des travaux subventionnables, plafonné à 13 000 €.</li> <li>- pour les propriétaires bailleurs, le taux de subvention est de 15% du montant des travaux subventionnables. Il peut être majoré lorsque le propriétaire s'engage à respecter un loyer maîtrisé et si le logement est situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH), ou s'il inscrit dans un programme social thématique pour le logement des personnes défavorisées (PST).</li> </ul>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Statistiques, prospectives	Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)	Public	National régionalisé	Outils statistiques pour la création d'entreprise	<p>L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques collecte et analyse les données sur l'économie française. Il analyse, entre autres, la situation et le comportement des entreprises ainsi que les secteurs d'activité économique. Des études sur la société française concernant, par exemple, l'emploi et le comportement démographique sont également réalisées. L'INSEE diffuse ces travaux et peut également en réaliser à la demande. L'antenne régionale de l'INSEE produit des documentations informant mensuellement des évolutions économiques et démographiques du Limousin.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Statistiques, prospectives	Centre Régional de Ressources Emploi, Formation, Métiers (PRISME Limousin)	Public	Région	Observatoire, chargé de mission prospective	<p>Il est compétent en terme d'emploi et de formation. Il s'adresse aux acteurs publics et aux partenaires socio-économiques, aux relais d'information, d'orientation, aux techniciens, aux formateurs, aux entreprises, ainsi qu'aux particuliers. Il assure une aide à la réflexion des partenaires institutionnels, des acteurs économiques et sociaux régionaux, en organisant l'accès aux principales données et aux diagnostics sur une base territoriale et sectorielle. Il assure une fonction d'animation et de ressources pour l'ensemble des lieux et réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et de conseil sur la définition des parcours de formation quel que soit le public concerné. Il coordonne et développe la formation, la sensibilisation et la professionnalisation de l'ensemble des acteurs, par un travail d'animation et de communication technique sur les enjeux et les évolutions de la formation et de l'emploi.</p> <p>Il assure la qualité de l'information, la veille juridique et technique s'appuyant sur la coopération entre les acteurs.</p>

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Ingénierie économique</b>	Intelligence économique, veille	Agence pour la Diffusion de l'Information Technologique (ADIT)	Société nationale	National	Aide à la veille technologique	Il apporte un soutien opérationnel et sécurise le développement international des entreprises. 3 missions : Intelligence concurrentielle et stratégique pour les grandes entreprises engagées dans la compétition internationale, Intelligence territoriale pour accompagner les projets de développement et d'innovation des PME-PMI, Prospective et veille technologique mondiale au profit des acteurs économiques français.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Finances	Chambre Régionale des Comptes du Limousin (CRC)	Public	Région	Contrôle des Collectivités Territoriales	contribue par leurs avis budgétaire et leurs informations à l'équilibre des finances locales
	Environnement	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)	Public	Région	Protection de l'Environnement et maîtrise des Énergies	L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est un Etablissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des Ministères de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche. Elle agit dans le cadre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle intervient par des subventions et accompagne la mise en place de projets et d'équipements contribuant à la maîtrise de l'énergie et à la préservation de l'environnement.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Environnement	Direction Régionale de l'Environnement (DIREN)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Environnement	Chargée de mettre en place le Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux (SSCENR), la DIREN interviendra sur la conciliation du pilier économique avec celui environnemental. Une des orientations du SSCENR est la production d'aménités qui consiste à renforcer l'attractivité du territoire en préservant, valorisant et développant les espaces naturels de loisirs et en développant les produits touristiques s'appuyant sur les paysages, le patrimoine naturel, les cours d'eau et les plans d'eau.
	Équipement, transport, logement et tourisme	Association Départementale pour l'Aménagement des Collectivités (ADAC)	Association	Département	Assistance juridique et technique aux collectivités dans le domaine de l'aménagement	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Équipement, transport, logement et tourisme	Comité Régional du Tourisme (CRT)	Public	Région	Promotion touristique, observation de l'économie touristique	Le Comité Régional du Tourisme a pour mission, en plus de la promotion des activités touristiques et de l'instruction des dossiers d'aides aux équipements touristiques, d'assurer l'observation économique du tourisme. Il possède une base de données sur l'offre touristique régionale grâce à une collaboration avec des offices de tourisme, les Comités Départementaux du Tourisme et les Gîtes de France. Cette base permet de conduire différentes études afin de suivre l'évolution des demandes de la clientèle. L'information sur l'offre touristique à destination du grand public est, quant à elle, regroupée dans un centre de contact grâce à un numéro unique (le 0 810 410 420).
		Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE)	Public	Département	Conseil en architecture, urbanisme et patrimoine	Conseil gratuit aux collectivités dans ses trois domaines de compétences.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
<b>Administrations, établissements publics</b>	Équipement, transport, logement et tourisme	Direction Régionale de Équipement (DRE)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de Équipement	Gère l'animation régionale de la politique d'ingénierie d'appui territoriale pour le compte des collectivités locales. Participe aux démarches relatives aux problématiques liées à l'aménagement et aux déplacements.
	Équipement, transport, logement et tourisme	Office Public de l'Habitat (OPH)	Public	Région	Bailleur social	Améliore les logements destinés à la location et à l'accession à la propriété. Intervient en matière d'aménagement et d'urbanisme. Est prestataire de services pour tout ce qui est du domaine de l'habitat.
	Industrie	Association Développement Industriel Massif Central (ADIMAC)	Association	Région	Développement du Massif Central sous l'angle industriel et économique	Mobilisation des acteurs pour développer la filière bois, papier, carton entre autres.
	Santé, affaires sociales	Association Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL)	Association	Département	Spécialiste du logement	Ses compétences peuvent la conduire à assurer des actions de formation au bénéfice de ses partenaires, à coordonner et diffuser des informations éparpillées et souvent complexes, à faire connaître très vite les nouveaux textes et procédures.
	Territoriale	Conseil Général de la Haute-Vienne	Public	Département	Collectivité territoriale	
		Conseil Régional du Limousin	Public	Région	Collectivité territoriale	



	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Administrations, établissements publics	Territoriale	Délégation Interrégionale pour la Formation	Public	Région	Mise en œuvre des politiques en faveur de la formation	
		Préfecture de la Haute-Vienne	Public	Département	Administration déconcentrée de l'Etat	
		Maison du Département Ouest Limousin	Public	Département	Base de données " Vivre en Haute-Vienne "	La Maison Du Département Ouest-Limousin (MDD) dispose d'une base de données « Vivre en Haute-Vienne » qui recense l'ensemble des locaux professionnels vacants et des terrains disponibles pour l'installation d'activités économiques sur l'ensemble des 5 pays ruraux du département. Elle est actuellement consultable sur place et sur le site Internet du Conseil Général pour la Chambre des Métiers, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, l'Association Départementale pour l'Aménagement des Structures et Exploitations Agricoles, l'Association Départementale d'Information au Logement, le Comité Départemental du Tourisme 87, Tourisme Vert 87 et la Région. La CCVG pourra demander à y avoir accès.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
accompagnement des entrepreneurs	Marchés publics	Groupe Centre France	Privé	Région	Annonces légales	
		L'Écho	Privé	Région	Annonces légales	
		Journal Officiel (JO)	Public	National	Appels d'offres, attributions	
		Réseau des CCI	Public	National	Appels d'offres, attributions	
		Achatpublic.com	Public	National	Marchés en ligne	
		Marchespublics.net	Public	National	Marchés publics des collectivités	

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Agence de Valorisation des Initiatives Socio-économiques (AVISE)	Association	National	Appui aux acteurs, soutien aux politiques publiques	L'Agence de Valorisation des Initiatives Socio-économiques est au service du développement des initiatives créatrices d'emplois et porteuses de cohésion sociale. Sa mission consiste à appuyer les acteurs d'initiatives économiques d'utilité sociale par le partage d'outils d'ingénierie et de services. L'Avise anime le dispositif au niveau national en mettant en relation les Centres Régionaux de Ressources et d'Animation (C2RA) et les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA). Elle favorise la production et les échanges d'outils, la capitalisation de bonnes pratiques et la mise en oeuvre de formations. Le dispositif d'appui aux activités et services d'utilité sociale est financé par l'Etat, la Caisse des dépôts, le Fonds social européen et, le cas échéant des acteurs locaux (collectivités,...).
						En Limousin les DLA sont la Mission Locale de Tulle pour la Corrèze, le Bureau d'Information Jeunesse Départemental pour la Creuse et la Boutique de Gestion Airelle Limousin pour la Haute-Vienne.

	Domaines d'activités	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Accompagnement de la population active	Action sociale et solidarité	Caisse Des Dépôts (CDC)	Public	National	Financement des logements sociaux, épargne solidaire, appui aux collectivités	la Caisse des dépôts est une institution financière publique, en charge de missions d'intérêt général qui lui sont confiées par l'état et les collectivités territoriales. elle permet une expertise neutre et un appui financier pour accompagner la réalisation des projets de développement. Favorise le partenariat public-privé. A travers des conventions avec l'Etat, elle appuie les politiques locales, tant dans la rénovation urbaine et l'immobilier, que pour le financement en fonds propres des PME et l'équipement numérique des territoires.

	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Autres acteurs importants pour la CCVG	Agence Nationale Pour l'Emploi Saint-Junien (ANPE)	Public	Local	Agence locale pour la recherche d'emploi	
	Centre Régional de Ressources Emploi, Formation, Métiers (PRISME Limousin)	Public	Région	Animation et coordination des politiques d'emploi et de formation	
	Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)	Public	Région	Recensements, veilles statistiques	L'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques collecte et analyse les données sur l'économie française. Il analyse, entre autres, la situation et le comportement des entreprises ainsi que les secteurs d'activité économique. Des études sur la société française concernant par exemple, l'emploi et le comportement démographique, sont également réalisées. L'INSEE diffuse ces travaux et peut également en réaliser à la demande. L'antenne régionale de l'INSEE produit des documentations informant mensuellement des évolutions économiques et démographiques du Limousin.

	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Autres acteurs importants pour la CCVG	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)	Public	Région	Protection de l'Environnement et maîtrise des Énergies	L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) est un Etablissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des Ministères de l'Environnement, de l'Industrie et de la Recherche. Elle agit dans le cadre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle intervient par des subventions et accompagne la mise en place de projets et d'équipements contribuant à la maîtrise de l'énergie et à la préservation de l'environnement
	Centre des Jeunes Dirigeants et des Acteurs de l'Économie Sociale (CJDES)	Association	National	Mise en réseau des acteurs, échanges et réflexions, prospectives	Publications en ligne
	Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Limousin (DRIRE)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Économie des Finances et de l'Industrie	Etudes et analyses des filières en ligne.

	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Autres acteurs importants pour la CCVG	Conseil Économique et Social Limousin (CESL)	Public	Région	Organisme consultatif et prospectif, représentation économique et sociale du Limousin	Parution des nouvelles procédures en ligne.
	Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI 87)	Public	Département	Connaissance des entreprises industrielles et commerciales	
	Chambre des Métiers et de l'Artisanat Haute-Vienne (CMA 87)	Public	Département	Connaissance des entreprises artisanales	
	Secrétariat Général des Affaires Régionales (SGAR)	Public	Région	Etudes et définitions stratégiques des forces territoriales	Priorités de l'Etat en région.
	Direction Départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP)	Public	Département	Administration déconcentrée du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement	Publication des statistiques en ligne.

	Dénomination de l'acteur	Statut	Rayon d'action	Dispositifs	Description
Autres acteurs importants pour la CCVG	Direction Régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP)	Public	Région	Administration déconcentrée du Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement	Publications des statistiques en ligne.
	La Fédération des Associations des Zones d'activités économiques de la Haute-Vienne (FAZ 87)	Public	Département	Représente les intérêts collectifs des entreprises des différentes associations de zones industrielles	Elle rallie ces associations autour de projets communs comme : la participation au Plan Local pour Insertion et l'Emploi (PLIE), la création d'un groupement d'employeurs dont l'objectif est de recruter à temps complet des cadres et des techniciens. Ces derniers seront à la disposition des entreprises en fonction de leurs besoins réels.



# TABLE DES MATIÈRES

Introduction .....	3
Partie 1 : Comprendre les entreprises.....	4
I. La création et la reprise d'entreprise.....	5
A. La création d'entreprise.....	5
B. La reprise d'entreprise.....	8
II. Développement de l'entreprise.....	8
A. L'entreprise individuelle.....	8
B. L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée.....	8
C. La Société A Responsabilité Limitée.....	9
D. La Société Anonyme.....	9
E. La Société par Actions Simplifiée.....	9
F. La Société en Nom Collectif.....	9
III. La transmission et la cession d'entreprise.....	10
A. L'entreprise individuelle.....	10
B. L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée.....	10
C. La Société A Responsabilité Limitée.....	10
D. La Société Anonyme.....	11
E. La Société par Actions Simplifiée.....	11
F. La Société en Nom Collectif.....	11
Partie 2 : Connaître le réseau local d'acteurs.....	12
I. Phase création de l'entreprise.....	13
Financements et aides.....	14
Ingénierie économique.....	35
Administrations, établissements publics.....	48
Accompagnement des entrepreneurs.....	50

II. Phase développement de l'entreprise.....	52
Financements et aides.....	53
Ingénierie économique.....	105
Lobbying, corporation.....	116
Promotion de l'économie locale.....	123
Administrations, établissements publics.....	134
Équipements des entreprises.....	142
Accompagnement des entrepreneurs.....	144
Accompagnement de la population active.....	146
III. Phase transmission / cession de l'entreprise.....	153
Financements et aides.....	154
Ingénierie économique.....	160
Équipements des entreprises.....	163
Accompagnement des entrepreneurs.....	164
IV. Aides à disposition de la CCVG.....	168
Financements et aides.....	169
Ingénierie économique.....	177
Administrations, établissements publics.....	180
Accompagnement des entrepreneurs.....	185
Accompagnement de la population active.....	186
Autres acteurs importants pour la CCVG.....	188
Table des matières.....	192
Webographie.....	194

## WEBOGRAPHIE

<http://abel87.free.fr>  
<http://apibespacecentral.free.fr>  
<http://clic-info.personnes-agees.gouv.fr>  
<http://ddaf.haute-vienne.agriculture.gouv.fr>  
<http://diren.dev.e-services.fr/index.asp>  
<http://entreelibre.saint-junien.net>  
<http://scop-limousinberry.coop>  
[www.ac-limoges.fr](http://www.ac-limoges.fr)  
[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)  
[www.adie.org](http://www.adie.org)  
[www.adil.org/87](http://www.adil.org/87)  
[www.adimac.com](http://www.adimac.com)  
[www.adit.fr](http://www.adit.fr)  
[www.aeroportlimoges.com](http://www.aeroportlimoges.com)  
[www.afnor.org](http://www.afnor.org)  
[www.afpa.fr](http://www.afpa.fr)  
[www.agefiph.fr](http://www.agefiph.fr)  
[www.agglo-limoges.fr](http://www.agglo-limoges.fr)  
[www.aksis.fr](http://www.aksis.fr)  
[www.alsape.com](http://www.alsape.com)  
[www.ania.net/fr](http://www.ania.net/fr)  
[www.anact.fr/aract/limousin](http://www.anact.fr/aract/limousin)  
[www.anah.fr](http://www.anah.fr)  
[www.anpe.fr](http://www.anpe.fr)  
[www.apce.com](http://www.apce.com)  
[www.apec.fr](http://www.apec.fr)  
[www.appi-asso.fr](http://www.appi-asso.fr)  
[www.assedic.fr](http://www.assedic.fr)  
[www.atlanpack.com](http://www.atlanpack.com)

[www.avise.org](http://www.avise.org)  
[www.boutique-de-gestion.com](http://www.boutique-de-gestion.com)  
[www.caf.fr](http://www.caf.fr)  
[www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)  
[www.capemploi.net](http://www.capemploi.net)  
[www.caue.org](http://www.caue.org)  
[www.ceges.org](http://www.ceges.org)  
[www.cerameurop.com](http://www.cerameurop.com)  
[www.cg87.fr](http://www.cg87.fr)  
[www.cigales.asso.fr](http://www.cigales.asso.fr)  
[www.cjdes.org](http://www.cjdes.org)  
[www.cnasea.fr](http://www.cnasea.fr)  
[www.cncpi.fr](http://www.cncpi.fr)  
[www.cnei.org](http://www.cnei.org)  
[www.coface.fr](http://www.coface.fr)  
[www.cram-centreouest.fr](http://www.cram-centreouest.fr)  
[www.cr-limousin.fr](http://www.cr-limousin.fr)  
[www.crm-limousin.fr](http://www.crm-limousin.fr)  
[www.crpf.fr](http://www.crpf.fr)  
[www.douane.gouv.fr](http://www.douane.gouv.fr)  
[www.eau-adour-garonne.fr](http://www.eau-adour-garonne.fr)  
[www.eau-loire-bretagne.fr](http://www.eau-loire-bretagne.fr)  
[www.elopsys.fr](http://www.elopsys.fr)  
[www.enl-espritdentreprise.org](http://www.enl-espritdentreprise.org)  
[www.femmes-egalite.gouv.fr](http://www.femmes-egalite.gouv.fr)  
[www.fir.asso.fr](http://www.fir.asso.fr)  
[www.haute-vienne.pref.gouv.fr](http://www.haute-vienne.pref.gouv.fr)  
[www.3il.fr](http://www.3il.fr)  
[www.industrie-limousin.org](http://www.industrie-limousin.org)  
[www.ineris.fr](http://www.ineris.fr)  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)  
[www.limoges.cci.fr](http://www.limoges.cci.fr)

[www.limousin.culture.gouv.fr](http://www.limousin.culture.gouv.fr)  
[www.limousin.drire.gouv.fr](http://www.limousin.drire.gouv.fr)  
[www.limousin.equipement.gouv.fr](http://www.limousin.equipement.gouv.fr)  
[www.limousin-expansion.fr](http://www.limousin-expansion.fr)  
[www.limousin-participations.fr](http://www.limousin-participations.fr)  
[www.limousin.travail.gouv.fr](http://www.limousin.travail.gouv.fr)  
[www.mecanicvallee.com](http://www.mecanicvallee.com)  
[www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr)  
[www.missioneco.org/limousin](http://www.missioneco.org/limousin)  
[www.onf.fr](http://www.onf.fr)  
[www.oseo.fr](http://www.oseo.fr)  
[www.polefibres.fr](http://www.polefibres.fr)  
[www.prisme-limousin.fr](http://www.prisme-limousin.fr)  
[www.rdt-France.org](http://www.rdt-France.org)  
[www.reseau-entreprendre.org](http://www.reseau-entreprendre.org)  
[www.safer.fr](http://www.safer.fr)  
[www.saveurs-limousin.com](http://www.saveurs-limousin.com)  
[www.sncf.com](http://www.sncf.com)  
[www.tourismelimousin.com](http://www.tourismelimousin.com)  
[www.ubifrance.fr](http://www.ubifrance.fr)  
[www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)

# ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)



## TOME I DIAGNOSTIC



Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# **ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)**

## **TOME I DIAGNOSTIC**

Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# SOMMAIRE

Remerciements	4
Introduction générale	6
Introduction	9
Partie 1 : Un territoire intercommunal attractif à proximité de pôles de développement	10
I. Le territoire intercommunal au sein de la Région Limousin	11
A. La situation géographique de la Communauté de Communes	11
B. La Communauté de Communes située dans la partie la plus développée du Limousin	14
II. Présentation du territoire intercommunal	16
A. Le territoire composé de communes hétérogènes	16
B. Le territoire intercommunal attractif en relation avec des pôles de développement	25
C. Le territoire intercommunal ouvert et relié à l'agglomération limougeaude	31
D. La volonté d'accueil de la Communauté de Communes	35
Partie 2 : Un territoire marqué par une tradition ouvrière avec une dynamique endogène	48
I. L'économie de la Région Limousin : quelques données de cadrage	49
A. Une région produisant peu de richesses	49
B. La population active concentrée dans les secteurs du commerce et des services	49
C. Les spécialisations et spécificités de l'économie régionale	51
D. L'innovation régionale orientée vers les secteurs spécifiques régionaux	53
II. L'économie locale basée sur la tradition ouvrière	55
A. L'agriculture, un facteur de maintien du paysage	55
B. Les industries traditionnelles du gant et du papier	56
C. La population active du territoire intercommunal à dominante ouvrière	58
D. Les entreprises de l'économie productive <sup>3</sup> réparties de manière hétérogène sur le territoire	59
E. Les secteurs spécifiques et spécialisés de la Communauté de Communes	63
F. Les entreprises dynamiques des secteurs spécifiques	66



G. La menace de Millau, une autre ville du gant	73
H. Les spécificités du territoire intercommunal regroupées dans le pôle de compétitivité « fibre naturelle » Grand Est	74
III. L'économie présentielle vectrice de développement pour l'ensemble du territoire intercommunal	75
A. L'analyse de l'économie présentielle locale	76
B. Les équipements attirant les populations sur le territoire intercommunal	85
C. La volonté des commerçants de Saint-Junien de créer une dynamique endogène	89
D. L'âge des artisans du territoire intercommunal	90
E. Les demandes actuelles d'implantation et d'extension des entrepreneurs	92
F. Le tourisme marginal sur le territoire, une réelle opportunité	94
Partie 3 : L'avantage concurrentiel de la Communauté de Communes Vienne Glane	98
I. Les facteurs stratégiques de localisation des entrepreneurs	99
II. L'ancrage territorial des entreprises du territoire	100
A. La prédominance des micro entreprises de l'économie productive créant peu d'emplois	100
B. La gouvernance des entreprises caractéristique d'un fort ancrage territorial	102
C. Les structures d'éducation et de formation favorisant l'ancrage territorial	107
III. La dépendance du territoire vis-à-vis d'International Paper et de Smurfit Kappa	110
A. Les stratégies des centres de décision situés à l'étranger	110
B. L'apport financier d'International Paper et Smurfit Kappa à la Communauté de Communes	112
C. Les emplois directement et indirectement dépendant des deux grandes entreprises	113
Bilan AFOM	117
Conclusion	121
Bibliographie	122
Tables des matières	127
Tables des illustrations	131
Annexes	135

## REMERCIEMENTS

Notre stage s'est déroulé dans des conditions remarquables, tant au niveau du travail que lors de nos moments de détente, grâce à de nombreuses personnes qui nous ont permis de nous adapter rapidement à notre environnement, de nous familiariser avec le territoire et ses spécificités. Nous souhaitons ainsi à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin au bon déroulement de ce stage.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les personnes suivantes pour l'importance qu'elles ont eu dans notre travail :

M. Allard Pierre, Vice-président de la Communauté de Communes Vienne Glane en charge du Développement Économique et Maire de la commune de Saint-Junien,  
M. Berthelin Alain, Directeur Général des Services et des Ressources Humaines de la CCVG,  
M. Carrière Jean-Paul, Tuteur du stage, Professeur en aménagement-urbanisme et Directeur Adjoint au Département Aménagement de l'École Polytechnique de Tours, Chercheur à l'UMR 6173 CITERES,  
M. Gervais Sébastien, Responsable du service marché public et urbanisme de la CCVG,  
M. Jean Bruno, Directeur scientifique à l'Université du Québec à Rimouski,  
M. Ratier Joël, Président de la Communauté de Communes Vienne Glane,  
Mlle Régeasse Aurélie, Responsable du stage à la CCVG, Responsable du service marché public et urbanisme de la CCVG.

Merci aux personnes qui ont participé à notre comité de pilotage :

M. Angleraud, Responsable du Service Communication de Limousin Expansion,  
Mme Chadelas, Présidente de l'association Aide Bénévole à ceux qui Entreprennent en Limousin,  
M. Chaumon, Responsable du Service Création d'Entreprises de l'AEZI,  
Mme Cisterne, Responsable du Service Animation Économique du Conseil Régional,  
M. Clavaud, Vice-président de la pépinière d'entreprises de Saint-Junien Vienne Glane,  
M. Faure, Directeur Général des Services de la commune de Saint-Junien,  
M. Guetarni, Responsable du Service Animation Économique du Conseil Régional,  
M. Martins-Aires, Responsable du pôle études et développement local de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne,

M. Raffy, animateur de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne des pépinières d'entreprises du Dorat et Haut-Limousin, et de Saint-Junien Vienne Glane,  
Mme Rata-Issadjy, Responsable du Service Études Économiques de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne,  
Mme Veyriras, Responsable du Service Veille de Limousin Expansion,  
M. Villemain, Président de l'Association des Établissements des Zones Industrielles de Saint-Junien et Directeur de l'entreprise FBO à Saint-Junien.

Merci aux personnes suivantes pour leurs contributions durant les trois mois de stage :

M. et Mme Boulan, Propriétaires du gîte où nous résidions,  
M. Bourges, animateur économique au Conseil Régional du Limousin,  
Mme Burguet, Secrétaire de la pépinière d'entreprises de Saint-Junien Vienne Glane,  
Mme Dumaine, Employée d'International Paper,  
Mme Duthiers, Responsable Accueil de la Communauté de Communes Vienne Glane,  
M. Emery, Employé à la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER-Marche Limousin),  
M. Fayette, animateur de l'Association des Établissements des Zones Industrielles de Saint-Junien,  
Mme Herlidou, Chargée de mission - Schéma Régional de Développement Économique/Qualité au Conseil Régional du Limousin,  
M. Jeandel, animateur de la Démarche Collective Territorialisée du Conseil Général,  
M. Lafont, Responsable du Service Action Économique du Conseil Général,  
M. Larribe, Professeur à l'École Polytechnique de Tours,  
Mme Rivel, Employée d'International Paper,  
Mme Robin, Employée de l'URSSAF,  
Mme Robin, Secrétaire des stages à l'École Polytechnique de Tours.

Merci aux employés de la CCVG qui nous ont permis d'effectuer notre stage dans des conditions favorables.

Merci aux chefs d'entreprises que nous avons rencontrés, qui nous ont offert un peu de leur temps, et qui nous ont permis d'améliorer notre connaissance du tissu économique local.

Merci à toutes les autres personnes qui ont pu avoir une influence sur notre travail.

# INTRODUCTION GÉNÉRALE

Située à l'Ouest de l'agglomération limougeaude, la Communauté de Communes Vienne Glane (CCVG) est un territoire constitué de huit communes comptant un peu moins de 20 000 habitants et caractérisé par une dynamique industrielle ancienne. En effet, le territoire s'est développé grâce au travail du gant en cuir et à la papeterie.

Créée au 1<sup>er</sup> janvier 2001, la CCVG a pris la forme d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI). L'intercommunalité avait commencé bien avant avec la gestion des ordures ménagères et l'entretien de la voirie grâce à deux syndicats : le SICTOM (Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) et le SIMAVO (Syndicat Intercommunal de Matériel et de Voirie). L'attribution de nouvelles compétences a rendu possible la création d'une intercommunalité de projets. Aujourd'hui, les compétences de la Communauté de Communes se distinguent en deux catégories : les compétences obligatoires et celles facultatives. L'aménagement de l'espace et le développement économique constituent les deux compétences obligatoires. L'habitat et le cadre de vie, l'environnement, les ordures ménagères, la voirie et les équipements sportifs, socioculturels et scolaires représentent les compétences optionnelles de la CCVG. La gestion de ces compétences est réalisée par neuf commissions : finance, aménagement de l'espace, développement économique, environnement, politique du logement et cadre de vie, voirie, sport, tourisme et loisir, culture.

De plus, la création de la CCVG a entraîné la mise en place de la Taxe Professionnel<sup>1</sup> (TP) sur l'ensemble du territoire. Les élus ont choisi le régime de la Taxe Professionnelle Unique (TPU). Son taux, qui est de 15,65%, a été calculé en faisant la moyenne des taux des huit communes lors de la création de la CCVG. Pour atteindre ce taux, la TP des différentes communes a été lissée pendant six ans. Désormais, la Communauté de Communes redistribue la TPU aux communes, déduction faite des compétences transférées. Cette fiscalité a l'avantage de limiter la concurrence entre les communes du territoire. Il s'agit de la seule source de recettes fiscales dont dispose la CCVG qui dépend donc directement de la présence d'entreprises sur son territoire.

Malgré ces compétences en matière de développement économique, la Communauté de Communes gère au coup par coup l'accueil et le suivi des entrepreneurs sur son territoire. Cette difficulté de gestion s'explique notamment par le manque de connaissance du tissu économique local, des produits immobiliers adaptés aux attentes des entrepreneurs et des acteurs institutionnels du développement économique. Le rôle actuel de la Communauté de Communes est principalement un rôle d'aménageur et de gestionnaire des zones d'activités existantes. La gestion des zones d'activités repose sur l'entretien des voiries et la prise de contact avec les porteurs de projet. Or, les entreprises sont à la recherche d'une ingénierie plus poussée.

1. Elle est payée par les personnes morales ou physiques ayant une activité industrielle ou commerçante. *Source : [www.impot.gouv.fr](http://www.impot.gouv.fr)*

La CCVG ressent donc le besoin d'approfondir sa connaissance du tissu économique local pour mieux orienter son action vers les entreprises extérieures au territoire qui souhaitent venir s'y installer (bien que cela reste tout de même assez marginal) et les entreprises du territoire qui ont un projet de développement. L'élaboration d'une nouvelle stratégie de développement économique devra donc cibler un meilleur accueil et suivi des porteurs de projet, mais elle devra également s'appuyer sur la mise en place de nombreux partenariats avec les acteurs institutionnels du développement économique afin que la Communauté de Communes coordonne mieux son action avec eux.

L'objectif du stage a donc été d'élaborer une stratégie de développement économique pour la CCVG en lui permettant de mieux gérer l'accueil et le suivi des entrepreneurs sur son territoire. Cette stratégie répondra à la problématique suivante :

**Parmi les nombreux acteurs du développement économique, quel est le rôle de la Communauté de Communes afin de maintenir son territoire attractif et d'anticiper les mutations économiques ?**

Un comité de pilotage a été réuni à plusieurs reprises durant le stage afin de répondre au mieux à la problématique et d'orienter au mieux la stratégie de développement économique. Ce comité a permis, en plus des validations politiques, d'avoir des validations techniques et de s'entourer de partenaires extérieurs et susceptibles d'apporter leurs connaissances. Les différents membres sont :

- La Communauté de Communes Vienne-Glane avec :
  - Le Président et le Vice-Président en charge du développement économique, deux élus apportant la validation politique aux points abordés lors des réunions du comité de pilotage,
  - Les deux chefs de projet, indispensables lors de la réalisation du stage et pour son suivi,
- Le Conseil Régional, devenu l'acteur incontournable en matière de développement économique. Cette collectivité a déjà conventionné avec d'autres intercommunalités comme la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole et souhaite s'impliquer dans la démarche de la CCVG,
- Le Conseil Général, intervenant financièrement en complément du Conseil Régional. Il se positionne particulièrement pour le développement de l'économie des zones rurales en animant un dispositif multi-partenarial concernant le commerce et l'artisanat,
- La Ville de Saint-Junien, en raison de son importance dans la compétence « développement économique » et pour qu'elle soit intégrée à la réflexion,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de la Haute-Vienne (CCI), partenaire indispensable qui bénéficie d'une expertise intéressante en lien avec la problématique de la réflexion stratégique de la Communauté de Communes,
- L'Association des Établissements des Zones Industrielles de Saint-Junien (AEZI), initiée par la CCI, cette association perd de son dyna-

misme auprès des entreprises (diminution du nombre d'adhérents). Sa collaboration avec la Communauté de Communes, notamment sur des prérogatives de gestion des zones, doit lui permettre de prendre de l'ampleur,

- L'association Aide Bénévole à ceux qui Entreprennent en Limousin (ABEL), constituée de chefs d'entreprise à la retraite qui offrent leurs aides aux créateurs. La présence de cette association apporte une dimension sociale à la réflexion stratégique de la Communauté de Communes,
- Limousin Expansion, anciennement appelée l'agence régionale de développement, réalisant de la veille sur les mécanismes de l'aménagement régional.

Pour répondre au mieux à la commande, le travail se présente sous trois tomes. Dans un premier temps, le diagnostic permet de faire une présentation du tissu économique local en faisant abstraction des différentes idées faites sur le territoire. Cette présentation passe par l'évaluation de la vulnérabilité du territoire face au secteur industriel conséquent sur le territoire. Une analyse de l'ancrage territorial des entreprises est également réalisée. Ce premier travail était indispensable pour répondre à la commande. En effet, l'analyse du territoire a permis de dégager quatre enjeux qui ont servi de fils conducteurs pour la réalisation des autres tomes : l'étude des acteurs du développement économique a pu être restreinte et l'élaboration de la stratégie également.

Le deuxième tome, intitulé « Cadre d'intervention et jeu d'acteurs », contient les différents outils et procédures qui peuvent être mobilisés dans le cadre du développement économique par la CCVG. Dans un second temps, les acteurs du développement économique local sont présentés avec leur champ d'intervention. Ce tome a permis, avec une analyse fine des acteurs et de leurs actions, d'identifier et de positionner la Communauté de Communes au sein des acteurs du développement économique. Ainsi, les actions s'appuieront sur cette partie.

Enfin, un dernier tome est consacré au plan d'actions présenté sous forme de fiches organisées selon les enjeux mis en évidence lors du diagnostic. Ce plan d'actions n'est pas exhaustif, mais il propose à la CCVG un certain nombre d'interventions hiérarchisées répondant aux orientations du diagnostic. Ainsi, les actions pourront être révisées selon le contexte lors de leur réalisation. Ce tome ne vise pas à préconiser un cadre rigide et planifié d'interventions, mais au contraire un programme qui puisse être adapté au fil du temps aux orientations stratégiques.

Un autre document est fourni en plus de ces trois tomes : le guide des aides économiques associées aux acteurs. En effet, afin de faciliter la tâche du personnel de la CCVG, il a été jugé intéressant de proposer ce guide qui permettra au personnel de la CCVG et aux entrepreneurs de s'y reporter en fonction de leur besoin.

# INTRODUCTION

La Communauté de Communes détient la compétence développement économique depuis sa création. Malgré six années d'actions, le personnel de la CCVG a une connaissance limitée de l'économie locale. En effet, aucune étude à l'échelle du territoire n'a été faite. La première étape du stage a donc été la réalisation d'un diagnostic afin de pouvoir élaborer au mieux la stratégie de développement économique. A la fin de ce tome, des enjeux répondant aux orientations stratégiques de développement ont été dégagés, notamment grâce à l'élaboration d'un tableau AFOM qui a pour objectif de déterminer les atouts, les faiblesses, les opportunités et les menaces qui caractérisent le territoire.

Le premier constat établi lors de ce diagnostic est l'attractivité du territoire malgré sa proximité avec l'agglomération limougeaude. En effet, le territoire intercommunal attire de nombreux entrepreneurs et habitants. Cela se justifie notamment par la bonne accessibilité au territoire, ainsi que par le faible prix du foncier. Malgré cet atout et sa volonté différenciée d'accueil, la CCVG est menacée par une pénurie foncière qu'il faut anticiper dès aujourd'hui.

Dans un second temps, il a été constaté que le territoire bénéficie d'une dynamique endogène engendrée par une tradition ouvrière. En effet, l'économie locale s'appuie depuis de nombreuses années sur deux secteurs qui ont impulsé la dynamique territoriale : le secteur du papier carton et celui du gant en cuir. Malgré cette spécificité, l'économie locale s'est diversifiée vers d'autres activités porteuses d'un nouveau dynamisme sur le territoire. La CCVG est donc un territoire qui se démarque dans la Région Limousin grâce à son dynamisme, mais qui reste menacé par le développement de l'agglomération limougeaude.

Enfin, le diagnostic a également permis de conclure sur la dépendance du territoire face aux deux industries papetières implantées sur l'une des communes intercommunales. Malgré une certaine dépendance, tant financière qu'en terme d'emplois, de la CCVG vis-à-vis des deux industries, le territoire bénéficie d'un tissu dense de petites et moyennes entreprises dont les entrepreneurs sont plus attachés au territoire. La Communauté de Communes présente donc l'avantage concurrentiel d'avoir des entreprises ancrées à son territoire. Cet atout devra être renforcé notamment en accueillant des prestataires de services des deux grandes entreprises du secteur papier carton. Ceux-ci pourront être un élément favorisant la pérennité de ces sites de production.

# PARTIE 1

## UN TERRITOIRE INTERCOMMUNAL ATTRACTIF À PROXIMITÉ DE PÔLES DE DÉVELOPPEMENT

Aujourd'hui, le territoire de la Communauté de Communes est composé de huit communes sous différentes influences. Ces communes, aux fonctions diverses et complémentaires, offrent aux populations un cadre de vie agréable et dynamique.

L'étude du territoire intercommunal et de son environnement a permis d'observer l'hétérogénéité du territoire créée par l'influence des divers pôles de développement à proximité. La plus grande influence subie est celle de la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole. En effet, la Communauté de Communes bénéficie et est en même temps menacée du dynamisme de l'agglomération limougeaude.

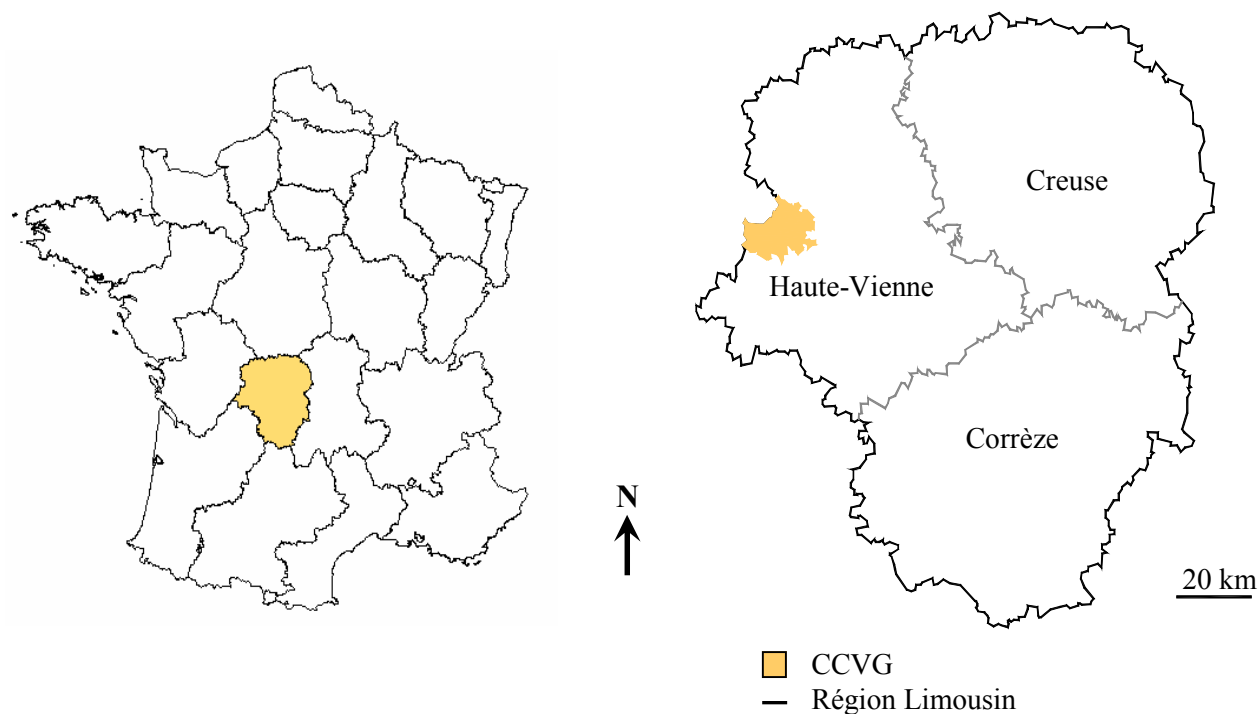


## I. LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL AU SEIN DE LA RÉGION LIMOUSIN

### A. LA SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

La Communauté de Communes de Vienne Glane (CCVG) se situe dans le département de la Haute Vienne (87). Ce département ainsi que les départements de la Creuse et de la Corrèze constituent la Région Limousin.

**Carte n°1 : La CCVG située à l'Ouest dans la Région Limousin**

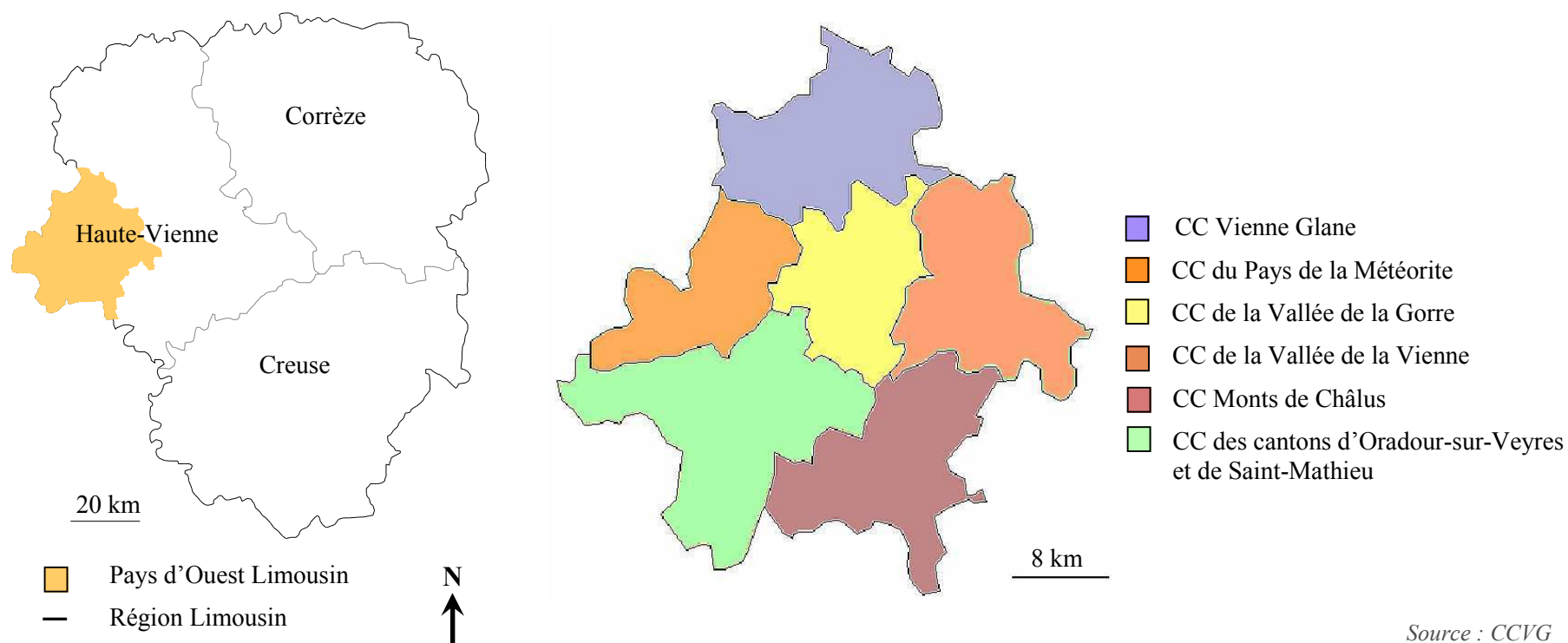


Source : IGN  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

En 2003, la CCVG s'est associée aux Communautés de Communes du Pays de la Météorite, de la Vallée de la Gorre, de la Vallée de la Vienne, des Monts de Châlus et des cantons d'Oradour-sur-Vayres et de Saint-Mathieu pour former le Pays d'Ouest Limousin.

Ce Pays regroupe près de 60 000 habitants sur 46 communes. Il a quatre domaines d'intervention : la politique économique et l'accueil de nouvelles activités, la politique de l'habitat et du logement, la politique des services et la politique de développement touristique et culturel en partenariat étroit avec le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin.

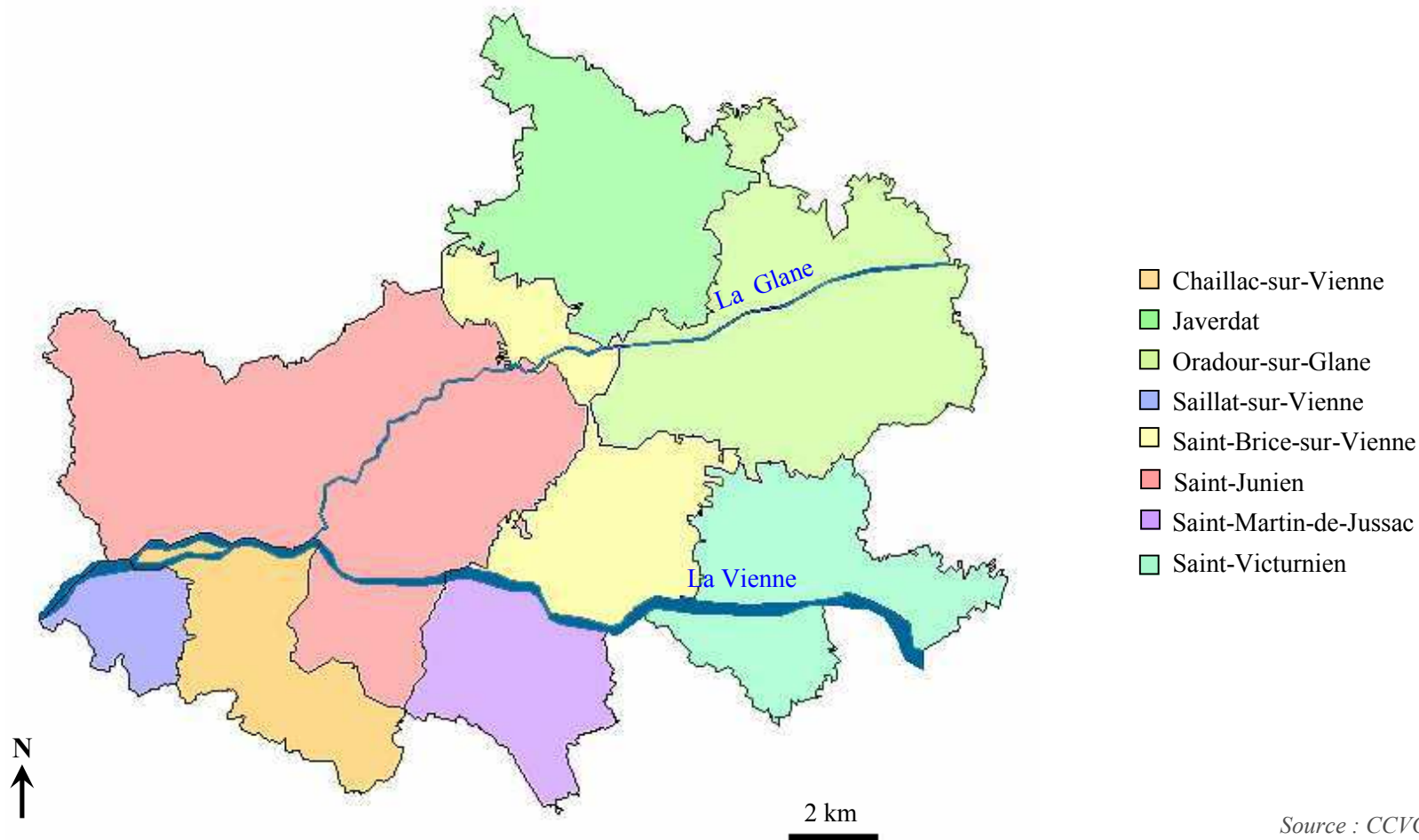
**Carte n°2 : La CCVG dans le Pays d'Ouest Limousin**



Source : CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

La CCVG regroupe 18 366 habitants<sup>1</sup> sur huit communes : Chaillac-sur-Vienne, Javerdat, Oradour-sur-Glane, Saillat-sur-Vienne, Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Junien, Saint-Martin-de-Jussac et Saint-Victurnien. Le territoire intercommunal représente une surface d'environ 200 km<sup>2</sup>.

**Carte n°3 : Les huit communes de la CCVG**



Source : CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

1. Source : INSEE, Recensement de la population de 1999

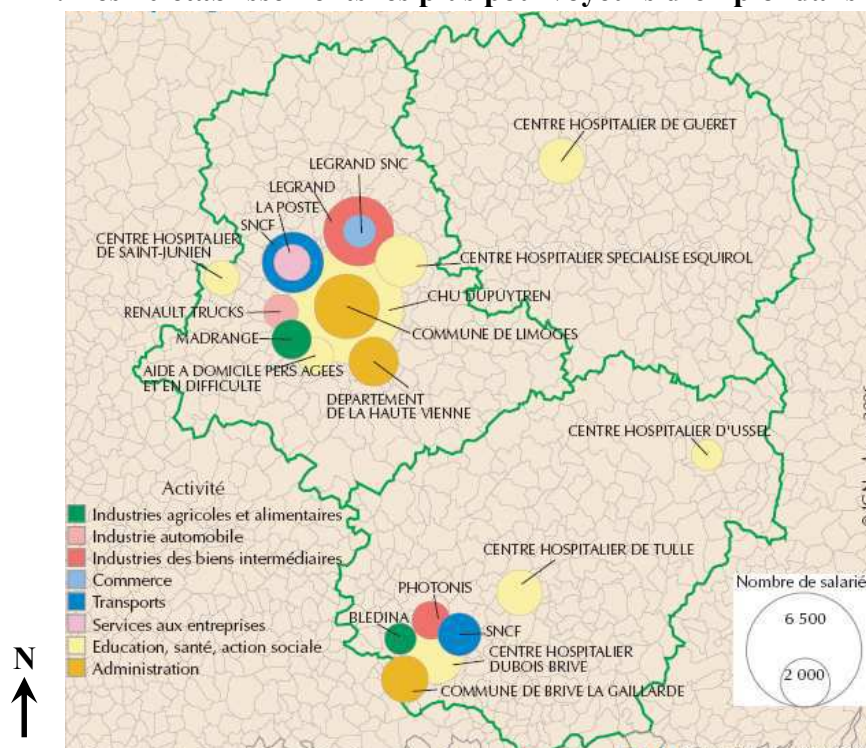
## B. LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES SITUÉE DANS LA PARTIE LA PLUS DÉVELOPPÉE DU LIMOUSIN

L'Ouest de la région concentre 70% de l'emploi limousin, et particulièrement autour des deux pôles de Limoges et de Brive-la-Gaillarde. L'agglomération limougeaude regroupe onze des vingt établissements les plus employeurs du Limousin, et celle de Brive-la-Gaillarde en rassemble cinq. La commune de Saint-Junien, troisième pôle économique de la région, reste cependant en recul par rapport à ces deux villes. En effet, cette commune ne compte qu'un seul des vingt plus gros établissements de la région.

De plus, les principales zones d'emplois industriels du Limousin sont concentrées sur Limoges et Brive-la-Gaillarde. Les établissements industriels sont localisés pour 60% d'entre eux en Haute-Vienne, 30% en Corrèze et 10% en Creuse.

Ces disparités s'expliquent par l'implantation historique de l'industrie du Limousin en fonction de la localisation des ressources locales (produits agricoles, matières premières minérales, ressources en eau, capital forestier, etc.).

**Carte n°4 : Les 20 établissements les plus pourvoyeurs d'emploi dans la Région Limousin**



Source : Focal INSEE, n°28, juillet 2006

La Région Limousin s'est engagée dans le développement de ses réseaux de communication afin de faciliter les liaisons entre les différents bassins d'emplois. En effet, le territoire régional est relativement enclavé par l'insuffisance des infrastructures de transport des biens et des personnes, tant au niveau routier que ferroviaire. Ce manque est principalement ressenti dans les liaisons Est-Ouest. Ainsi, les politiques de développement du SRDE (Schéma Régional de Développement Économique) visent à enrayer cette faiblesse par la connexion des territoires du limousin entre eux, ainsi qu'au reste de l'Hexagone et à l'international. Dans cette optique, des déviations et des doubléments des voies à fort trafic sont en cours de réalisation ou à l'étude. De plus, la région a mis en place le projet Dorsal afin d'améliorer les réseaux de télécommunications. Le projet a pour objectif de couvrir en haut débit 96% de la population limousine pour la fin de l'année 2007.

La Région Limousin souhaite également valoriser ses espaces naturels préservés de toute pollution agricole ou industrielle ainsi que la qualité de ses paysages. Elle se veut « la région de l'arbre et de l'eau ». Ainsi, d'après le Plan d'Actions Stratégiques de l'État en Région (PASER), le Limousin a vocation d'être une « région pilote » en matière de développement durable. Elle devra donc intégrer ses politiques environnementale et touristique à sa stratégie globale de développement.

Les domaines d'excellence du Limousin s'étant développés à partir de secteurs d'activités<sup>1</sup> traditionnels (céramique, génétique bovine, bois, art contemporain, industries traditionnelles modernisées, etc.), l'image de la Région n'a pas beaucoup évolué jusqu'à présent.

Le développement des structures de communication et la mise en valeur du patrimoine naturel permettront donc à la Région Limousin de se doter d'une nouvelle image, plus moderne et plus attractive, aussi bien aux yeux des entreprises que de la population.

1. Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale au regard de la nomenclature d'activités considérée (nomenclature NAF dans cette étude). L'activité d'un secteur n'est donc pas tout à fait homogène et comprend des productions ou services secondaires qui relèveraient d'autres item de la nomenclature que celui du secteur considéré. *Source : INSEE*



## II. PRÉSENTATION DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

### A. LE TERRITOIRE COMPOSÉ DE COMMUNES HÉTÉROGÈNES

#### 1. DES COMMUNES AUX FONCTIONS COMPLÉMENTAIRES

La Communauté de Communes tient son nom des deux cours d'eau qui la traversent : la Vienne et son affluent, la Glane. Le territoire bocager de la CCVG est façonné par les deux vallées. Le niveau assez élevé des précipitations annuelles (environ 1 000 mm d'eau) s'explique par la situation de la région entre le Massif Central et l'Océan Atlantique. Le climat de la région peut être qualifié d'océanique modéré, à la fois doux et humide. Ces éléments font de ce territoire un cadre vert, paisible et agréable ; propice aux randonnées et loisirs aquatiques (pêche et canoë-kayak).

Le territoire de la CCVG est organisé autour de Saint-Junien. Cette ville centre regroupe la plus grande partie de la population au cœur du territoire intercommunal. Premier pôle de production en France pour l'industrie du gant en cuir, la municipalité de Saint-Junien a su diversifier les activités de son territoire en menant une politique d'accueil des entreprises par la création de zones d'activités. Grâce à ce dynamisme interne, cette commune a la fonction de moteur du développement des communes environnantes.

#### Photo n°2 : Un point d'eau à Javerdat



Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat, Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac et Saint-Victournien bénéficient de la proximité de Saint-Junien. Ces communes, qui n'ont pas vocation actuelle à subir une forte urbanisation, offrent un cadre naturel verdoyant et un patrimoine historique appréciable.

#### Photo n°1 : La rue Lucien Dumas, rue marchande au cœur de Saint-Junien



Réalisation : Groupe DA-CCVG

La commune d'Oradour-sur-Glane, tristement célèbre pour son village martyr, appartient également au territoire. Le 10 juin 1944, 200 soldats allemands massacrèrent les habitants du bourg. En 1946, les ruines du village ont été classées « Monument Historique ». Aujourd'hui, plus de 300 000 visiteurs par an se rendent sur le site. La commune, disposant de nombreux commerces et services, constitue un pôle relais de Saint-Junien sur le territoire.

**Photo n°4 : Le site d'International Paper à Saillat-sur-Vienne**



*Réalisation : Groupe DA-CCVG*

Les communes de la CCVG présentant des caractéristiques différentes, le territoire intercommunal peut donc être qualifié d'hétérogène. Les fonctions des communes sont diverses mais complémentaires. Cette spécificité du territoire doit être prise en compte pour son aménagement.

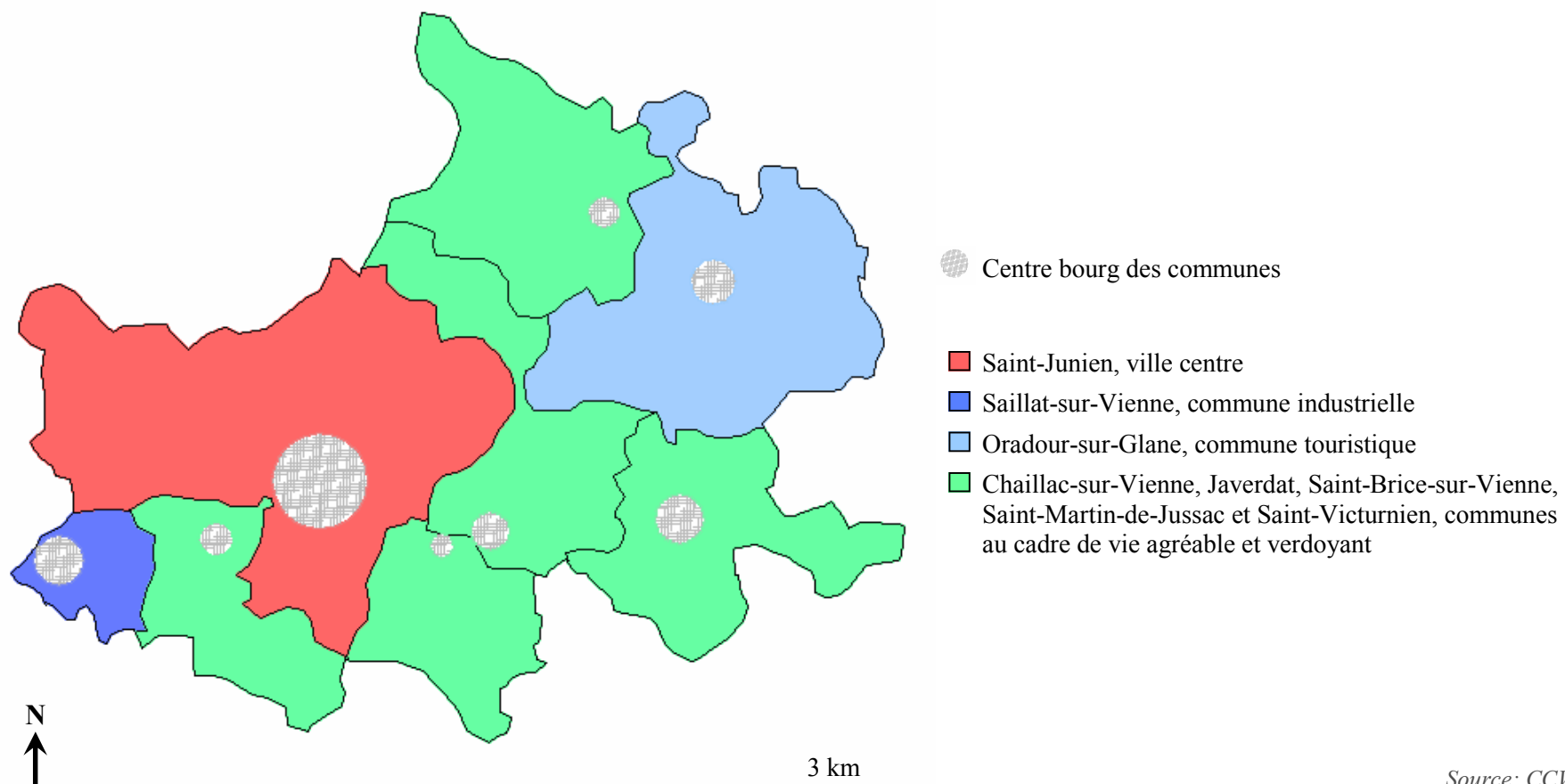
**Photo n°3 : Le village martyr d'Oradour-sur-Glane**



*Réalisation : Groupe DA-CCVG*

Enfin, la commune de Saillat-sur-Vienne possède deux firmes multinationales : International Paper, premier producteur européen de papier de bureau, et Smurfit Kappa. La fonction de cette commune est donc plus industrielle que les autres communes de la CCVG. Toutefois, le cadre de vie y reste agréable et la commune conserve son caractère rural malgré la présence des deux industries.

### Carte n°5 : Les fonctions complémentaires des communes de la Communauté de Communes



Source: CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG



## 2. LA RÉPARTITION HÉTÉROGÈNE DE LA POPULATION

La CCVG comptait 18 366 habitants au recensement général de la population de 1999. Désormais le recensement est annuel et, à ce jour, seules les communes de Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Victurnien et Saint-Martin-de-Jussac l'ont effectué.

**Tableau n°1 : Évolution des populations de Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac et Saint-Victurnien depuis 1999**

Communes	Saint-Brice-sur-Vienne	Saint-Martin-de-Jussac	Saint-Victurnien
Année de recensement	2006	2004	2006
Variation par rapport à 1999 (%)	5,8	6,8	9,5

Source : INSEE, Recensement de la population 1999, 2004, 2006

Réalisation : Groupe DA-CCVG

Ainsi la population totale de la CCVG est estimée en 2006 à environ 20 000 habitants. Afin d'assurer une cohérence entre les différentes valeurs, les prochaines études démographiques seront basées sur des données de 1999.

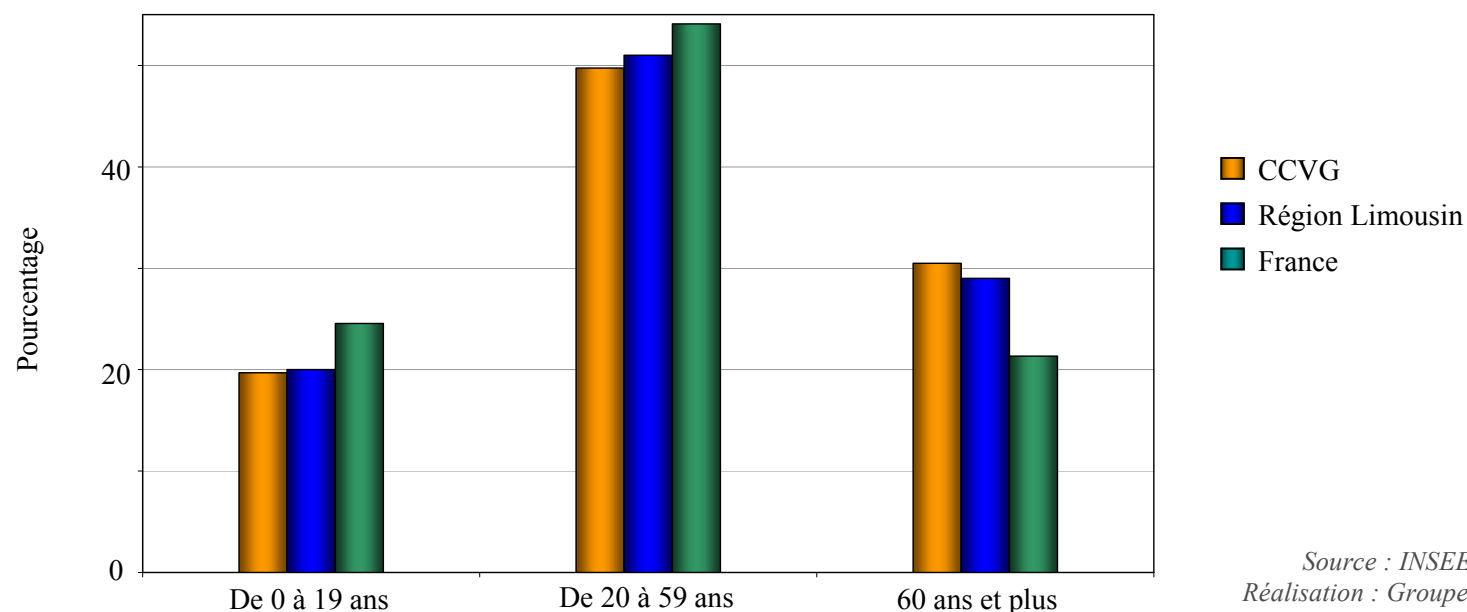
Saint-Junien comptait 10 666 habitants en 1999. Les communes d'Oradour-sur-Glane, Saint-Victurnien et Saint-Brice-sur-Vienne comptabilisaient respectivement 2 025, 1 458 et 1 396 habitants. Saillat-sur-Vienne et Chaillac-sur-Vienne avoisinaient 1 000 habitants tandis que Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac en accueillait environ 500.

Le poids démographique est donc très différent d'une commune à l'autre au sein de la CCVG. En effet, Saint-Junien regroupe près de 60% de la population de la Communauté de Communes et constitue une « petite ville » contrairement aux autres communes qui restent très rurales. Il faudra donc tenir compte de ces disparités démographiques pour la mise en place de la stratégie de développement économique.

### 3. LE TERRITOIRE ACCUEILLANT MAJORITAIREMENT UNE POPULATION ÂGÉE

L'étude de la population par tranches d'âge permet d'estimer la part de jeunes, de personnes en âge de travailler et de retraités. Cette répartition est utile afin de mieux anticiper les besoins en équipements pour la population locale.

**Graphique n° 1 : La répartition de la population par tranches d'âge**



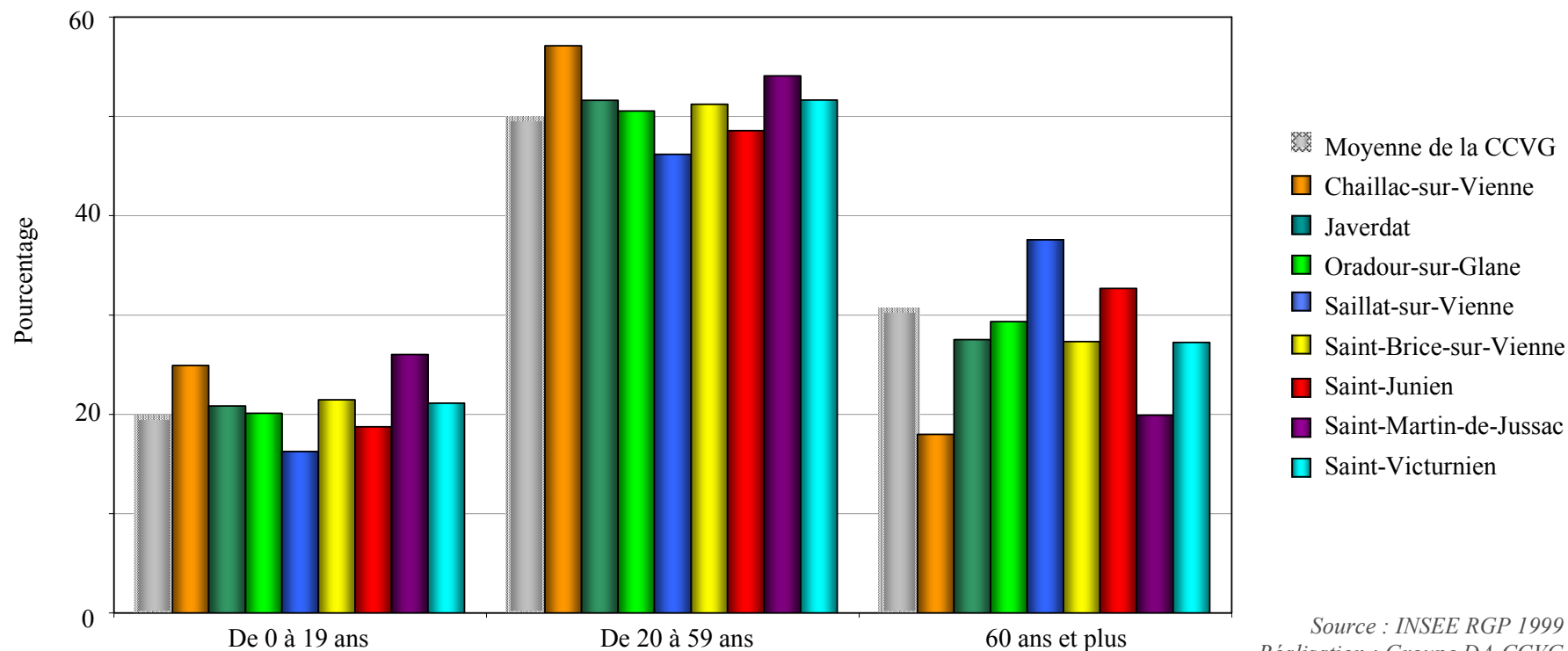
Source : INSEE RGP 1999  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

La population de la CCVG présente les mêmes caractéristiques que celle de la Région Limousin. Pour chaque tranche d'âge de ces populations, la répartition est semblable.

Par contre, la population de la CCVG est plus âgée que celle de la France. En effet, alors que le territoire national rassemble 25 % de moins de 20 ans, sur la CCVG cette tranche d'âge représente 20 % de la population intercommunale. De plus, la part relative des 60 ans et plus pour la France est de 21 %, contre 30 % pour la CCVG.

Le territoire intercommunal est donc caractérisé par une forte proportion de personnes âgées dans une région où la population est âgée par rapport à la moyenne nationale. L'allongement de l'espérance de vie est un élément qui pourrait augmenter les besoins en équipements pour une population âgée. Ces particularités peuvent être vues comme une opportunité de développement du secteur des services à la personne.

Graphique n°2 : La répartition de la population par tranches d'âge sur le territoire intercommunal



La répartition de la population par tranches d'âges met en avant la disparité entre les communes de la CCVG. Les habitants des communes de Chaillac-sur-Vienne et Saint-Martin-de-Jussac sont plus jeunes que la moyenne du territoire intercommunal. En effet, chacune de ces communes compte sur le territoire environ 25 % de 0 à 19 ans, et moins de 20 % de personnes de plus de 60 ans.

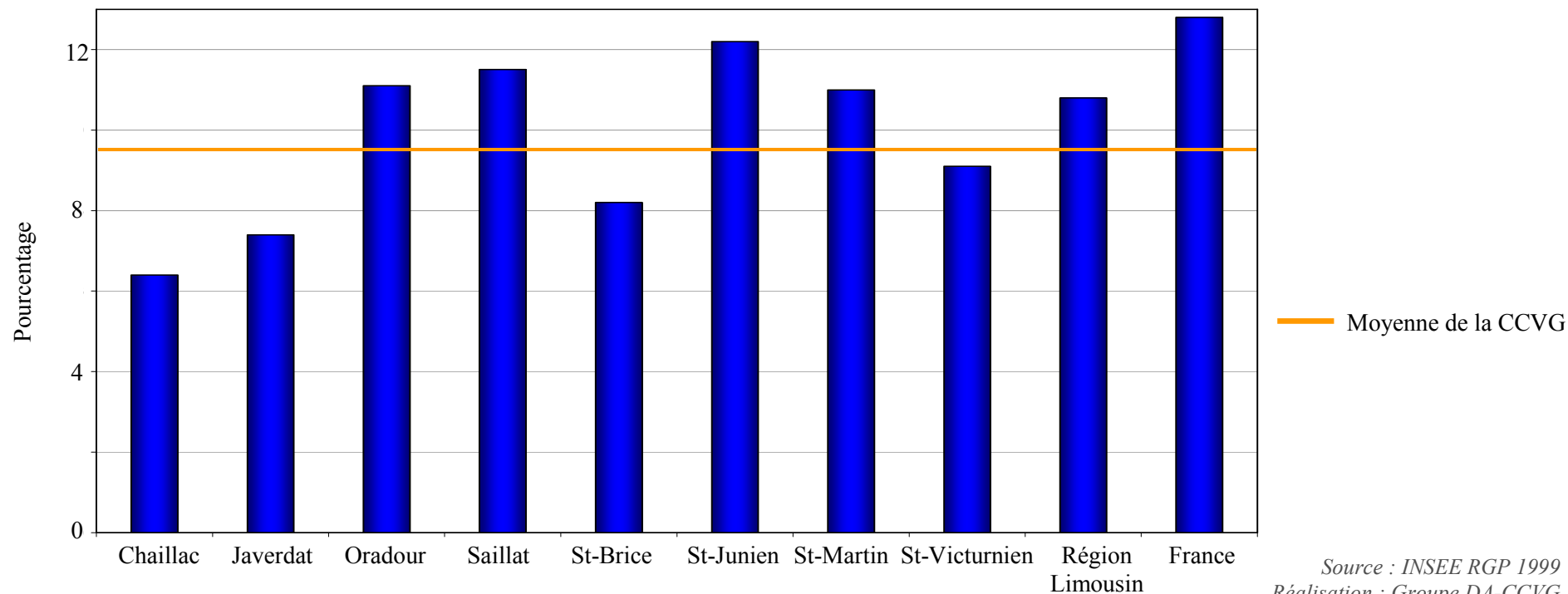
Les communes de Saillat-sur-Vienne et Saint-Junien, quant à elles, ont une population plus âgée que celle du territoire de la CCVG. En effet, la population de ces communes est composée pour moins de 20 % de personnes âgées de moins de 20 ans et pour un tiers de leur population de plus de 60 ans.

Ces disparités peuvent s'expliquer par les fonctions complémentaires de chaque commune. En effet, Saint-Junien et Saillat-sur-Vienne regroupent de nombreux services à la personne qui attirent les personnes âgées. Les communes de Chaillac-sur-Vienne et de Saint-Martin-de-Jussac sont des communes résidentielles moins équipées en service de proximité, ce qui peut être un handicap dans le quotidien des personnes âgées.

#### 4. L'ACCUEIL DE POPULATIONS FRAGILES SUR LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

L'étude de la répartition des chômeurs et du revenu moyen par habitant sur le territoire intercommunal, en les comparant avec les valeurs régionales et nationales, permet d'évaluer la vulnérabilité économique des habitants de la CCVG.

**Graphique n°3 : La part de chômage dans les communes du territoire intercommunal**



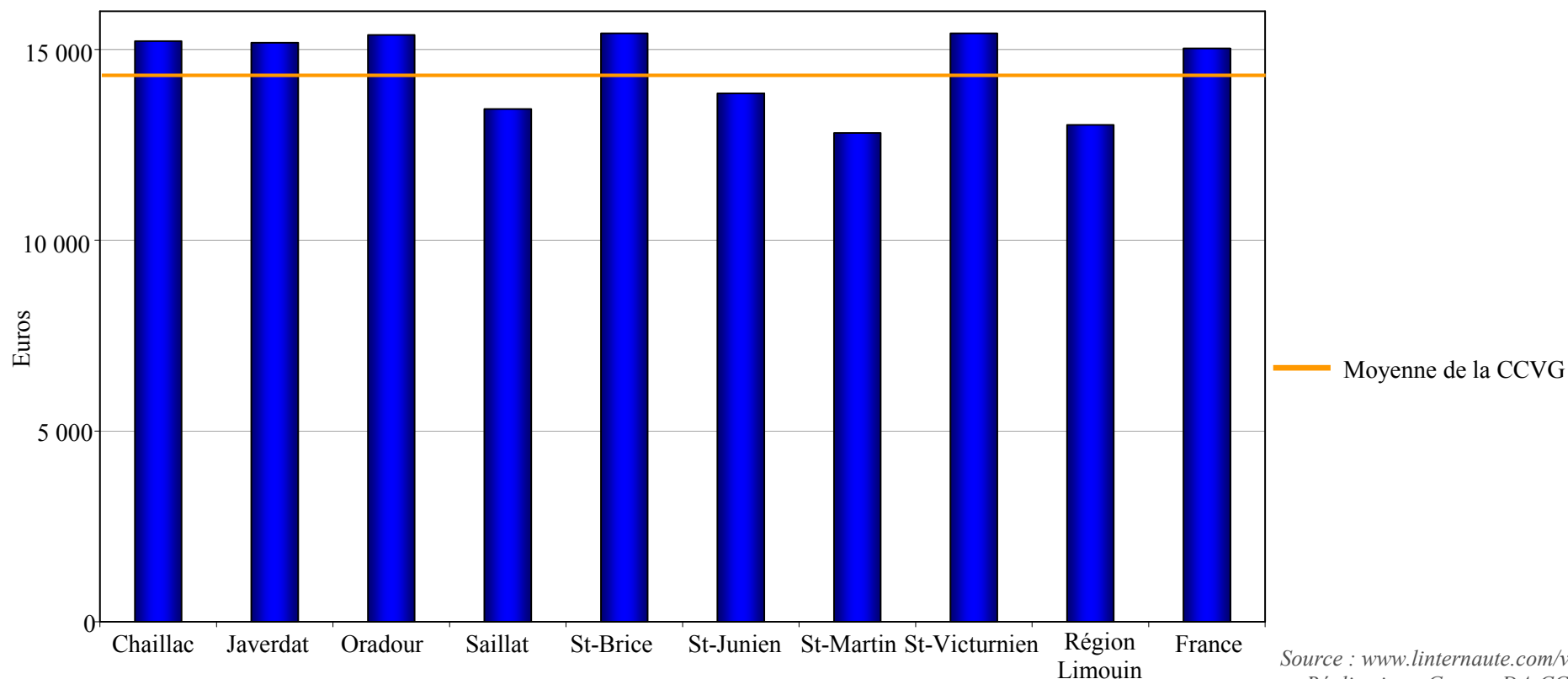
Source : INSEE RGP 1999  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Le taux de chômage de la CCVG était de 9,5 % en 1999 et était plus faible que ceux de la région et de la France.

La commune de Saint-Junien présentait le taux de chômage le plus élevé (12,2 %). Celui-ci était supérieur à celui de la région (10,8 %). Les communes d'Oradour-sur-Glane, de Saillat-sur-Vienne et de Saint-Martin-de-Jussac avaient un taux de chômage supérieur à 10 %.

Au contraire, les communes de Javerdat, de Saint-Brice-sur-Vienne et de Saint-Victurnien présentaient un taux de chômage inférieur à 9%. Le taux de chômage le plus faible de la CCVG se rencontrait sur la commune de Chaillac-sur-Vienne (6,4 %).

Graphique n°4 : Le revenu brut moyen annuel par habitant

Source : [www.linternaute.com/ville](http://www.linternaute.com/ville)

Réalisation : Groupe DA-CCVG

Le revenu brut moyen annuel<sup>1</sup> par habitant de la CCVG était de 14 323 € en 2004. La population de toutes les communes de la CCVG, sauf Saint-Martin-de-Jussac, disposait d'un revenu brut moyen supérieur à celui de la Région Limousin.

La population des communes de Chaillac-sur-Vienne, de Javerdat, d'Oradour-sur-Glane, de Saint-Brice-sur-Vienne et de Saint-Victorien avait un revenu brut moyen semblable à celui de la France. Les autres communes, notamment Saint-Junien, étaient constituées d'une population dont le revenu brut moyen était inférieur aux moyennes nationale et intercommunale.

1. Cette valeur a été calculée en faisant la moyenne pondérée : [somme des (revenus par habitant d'une commune x nombre d'habitants de cette commune)] / [nombre total d'habitants sur la CCVG].

De plus, en avril 2007, la population de la CCVG compte 305 personnes bénéficiant du RMI<sup>1</sup>, soit 2 % de la population intercommunale, dont 233 sur Saint-Junien. Depuis 2004, le nombre de RMistes a augmenté de 25 % sur l'ensemble du territoire intercommunal et sur la commune de Saint-Junien.

Bien que les données sur le chômage datent de 1999, cela permet d'illustrer l'existence de fortes disparités entre les communes de la CCVG. Les populations de même niveau sont réparties inégalement sur le territoire. Saint-Junien est une des communes qui regroupe la population la plus précaire du territoire. De plus, ces études montrent que la population intercommunale est quelque peu fragilisée. Cette hétérogénéité de la population vulnérable est un autre point à prendre en compte dans l'aménagement du territoire intercommunal.

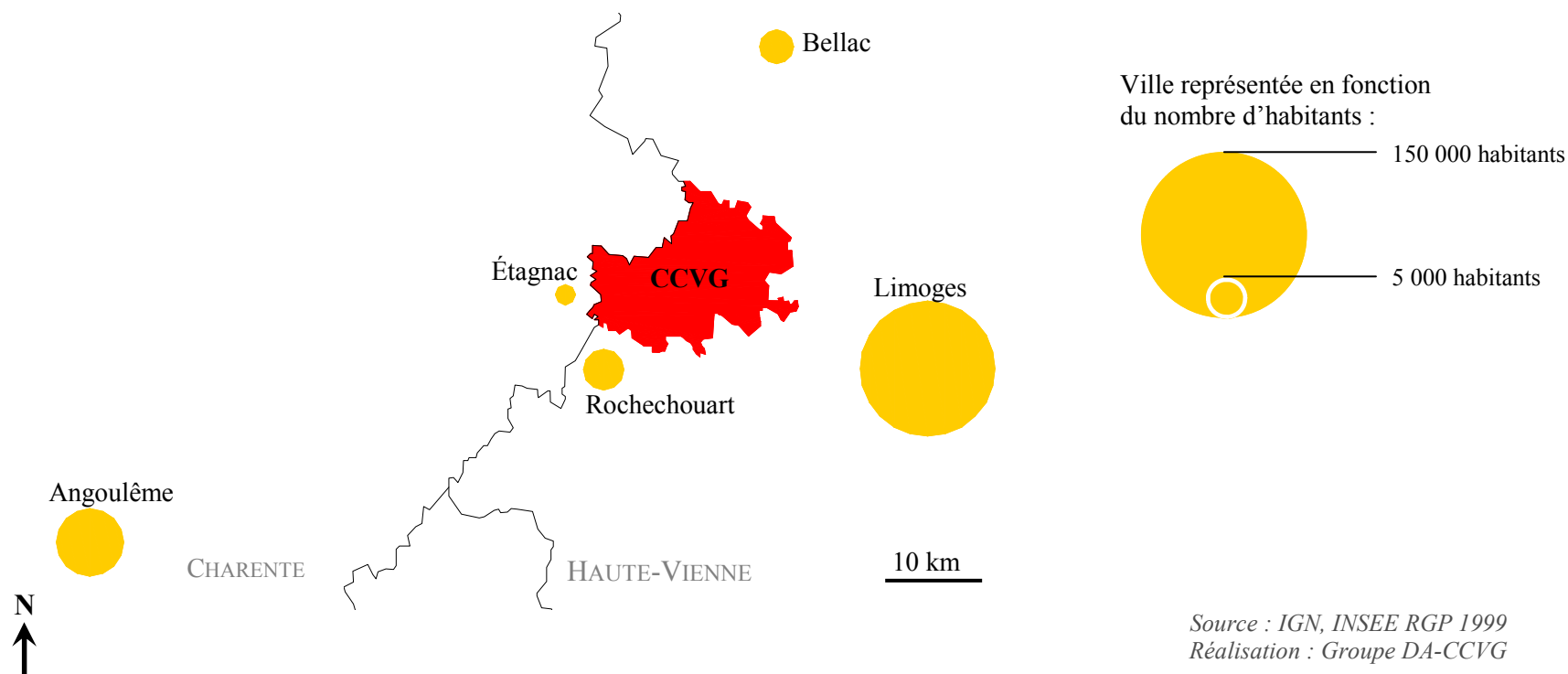
1. Revenu Minimum d'Insertion garantie aux personnes démunies. *Source : Le Robert 2006*

## B. LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL ATTRACTIF EN RELATION AVEC DES PÔLES DE DÉVELOPPEMENT

### 1. L'INFLUENCE DE DIFFÉRENTS PÔLES DE DÉVELOPPEMENT SUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Étant située à l'extrémité Ouest du Limousin et aux portes de la Charente, la CCVG est relativement proche d'Angoulême (85 km) et de la commune d'Étagnac appartenant au département voisin. De plus, elle est entourée des villes de Bellac au Nord et Rochechouart (Sous-préfecture et Chef lieu d'Arrondissement) au Sud. Enfin, le territoire intercommunal est situé à 30 kilomètres de la métropole limougeaude. L'aire urbaine de Limoges compte environ 250 000 habitants, soit pratiquement les trois quart de la population départementale.

**Carte n°6 : La CCVG entourée de pôles de développement**



La CCVG est donc entourée de plusieurs « pôles d'attraction » potentiels, qui peuvent interférer à différentes échelles avec le développement économique communautaire. Par exemple, des sous-traitants des entreprises papetières de Saillat-sur-Vienne sont situés sur la commune d'Étagnac, appartenant au département de la Charente. De plus, la proximité de Limoges permet à la population du territoire communautaire d'accéder aux administrations dites « supérieures » (Chambres Consulaires, Conseil Régional, Conseil Général, etc.), aux structures universitaires, médicales, culturelles, de loisirs, aux commerces et aux services. En effet, la population de la CCVG réalise 17 % de ses dépenses sur Limoges. Cette valeur montre une certaine influence de Limoges sur la CCVG.

De plus, la présence de laboratoires de recherche, écoles d'ingénieurs, Centres de Transfert de Technologie (CTT), incubateur et pépinière est appréciée par les chefs d'entreprises portées sur des secteurs de pointe. Afin de renforcer les capacités offertes par ces équipements, la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole les a réunis au sein du Technopole ESTER qui s'étend sur un parc de 210 hectares dont seulement 40 sont encore disponibles. L'accent mis sur l'accueil d'entreprises par la CALM pourrait jouer en la défaveur du territoire intercommunal.

La politique de développement économique de la CCVG devra tenir compte de ces différents « pôles d'attraction de proximité ». Il faudra porter une attention particulière au développement de l'agglomération limougeaude, qui pourrait être une opportunité et/ou une menace pour le territoire intercommunal.

## 2. LES MIGRATIONS RÉSIDENTIELLES ET PENDULAIRES POSITIVES EN FAVEUR DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

L'étude des mouvements de la population de la Communauté de Communes<sup>1</sup> permet d'évaluer sa dépendance vis-à-vis des pôles environnants et son dynamisme. Ils peuvent être étudiés à deux échelles : au niveau des migrations résidentielles (choix des ménages dans leur localisation) et des migrations pendulaires (mouvements liés aux déplacements domicile-travail).

1. Source : CCVG

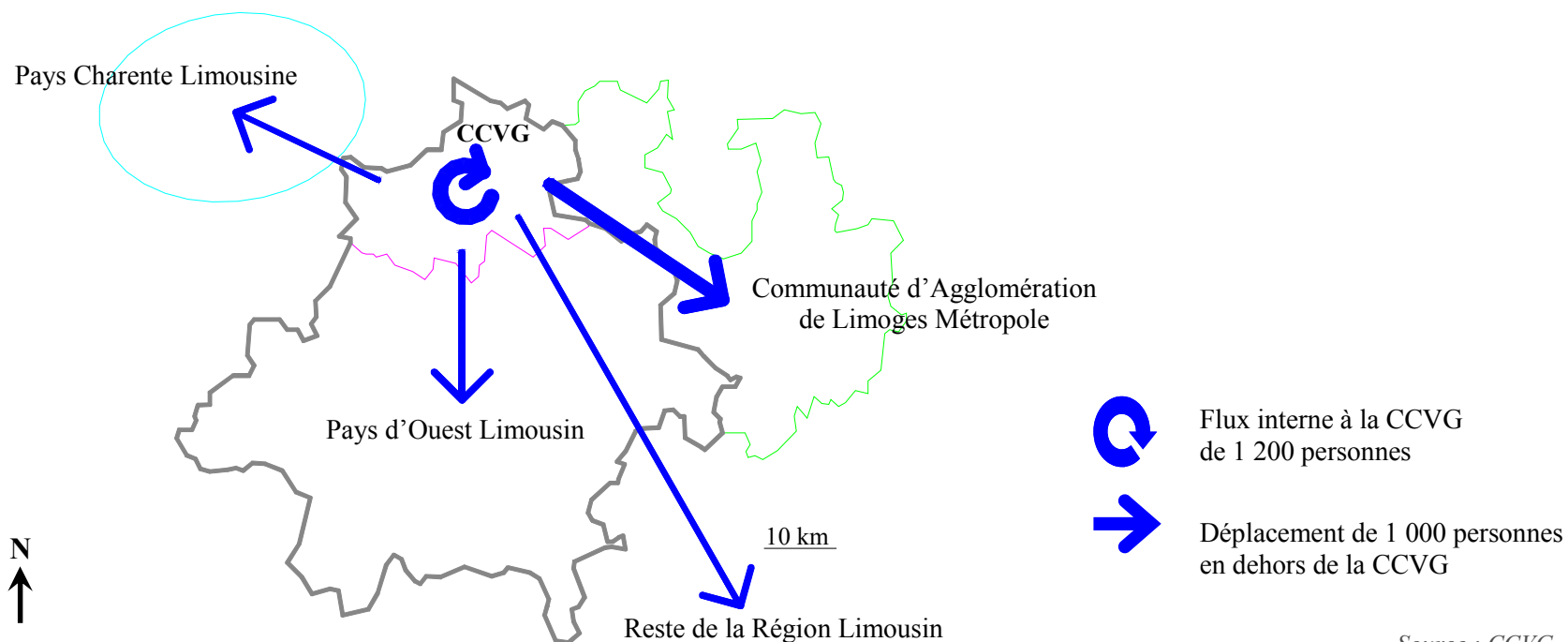


## a. Le solde migratoire résidentiel positif

Sur l'ensemble de la CCVG, il a été recensé, entre 1990 et 1999, 3 967 entrants pour 3 174 sortants, soit un solde migratoire positif de 793 habitants. Ces valeurs représentent une augmentation de la population communautaire de 4,32%. Ainsi, il est intéressant de connaître l'origine des nouveaux habitants de la CCVG et la destination de ceux qui la quittent.

En 1999, 26% des migrations sortantes se réalisaient au sein du territoire intercommunal. Exceptés les mouvements internes, les flux sortants étaient à destination de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole (CALM) pour 29,9% ; du Pays d'Ouest Limousin (POL) pour 14,0% ; du reste de la région Limousin pour 11,4% ; de la France métropolitaine, hors région Limousin, pour 44,7% dont 11,2% se dirigent vers le Pays Charente Limousine.

**Carte n°7 : Les flux sortants résidentiels du territoire intercommunal**



Source : CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

8,7% des migrations entrantes se réalisaient au sein du territoire intercommunal. Hormis les mouvements internes, la moitié des personnes entrant dans la CCVG était principalement originaire de l'extérieur de la Région Limousin, dont 10% de la Charente Limousine. Les autres flux entrants venaient de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole pour 22,4%, du Pays d'Ouest Limousin pour 12,9% ; et du reste de la région Limousin pour 12,3%.

**Carte n°8 : Les flux entrants résidentiels du territoire intercommunal**



Source : CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

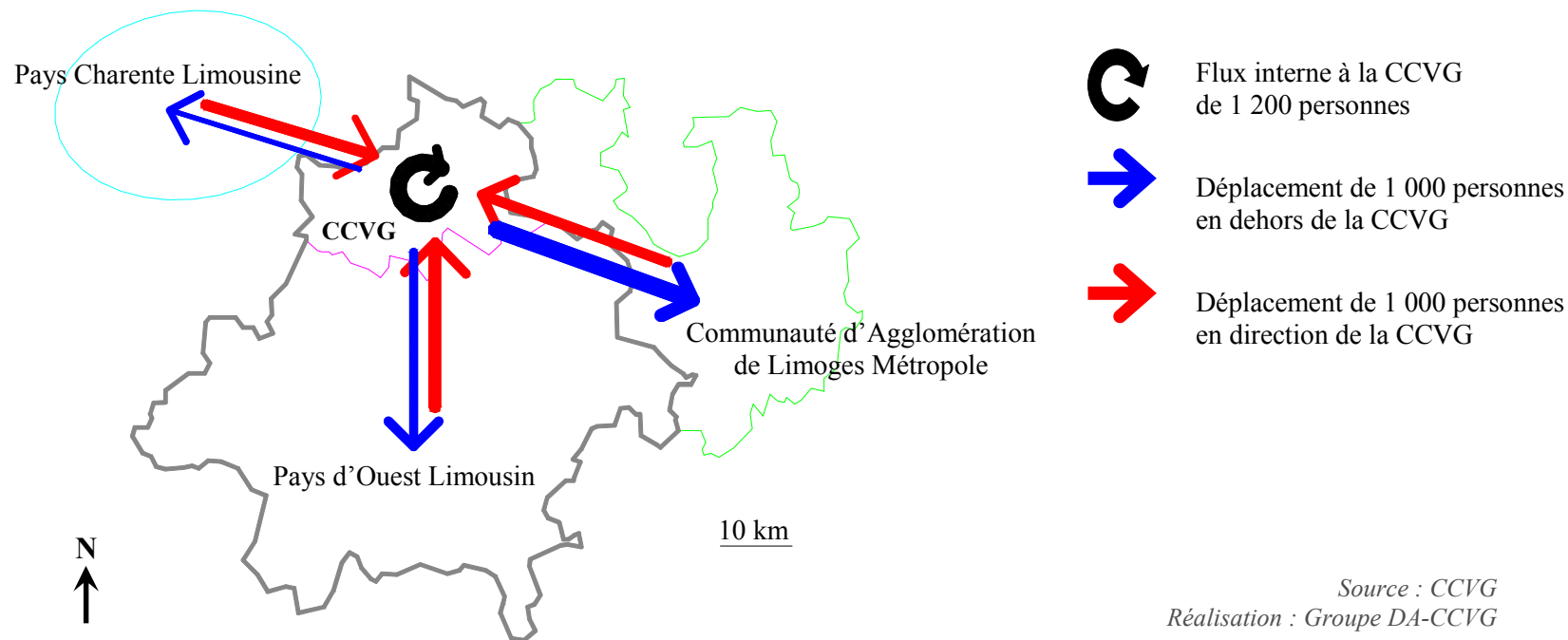
L'étude de ces mouvements permet de conclure sur l'attachement de la population au territoire régional. En effet, la population entrante vient majoritairement de l'extérieur de la région, alors que les personnes sortant de la CCVG restent en Limousin.

Il existe des disparités au sein de la CCVG, aussi bien concernant les entrées et les sorties. En effet, les communes d'Oradour-sur-Glane et de Saint-Victorien sont plutôt liées à la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole en raison de leur proximité. La commune de Saillat-sur-Vienne est, quant à elle, tournée vers le Pays Charente Limousine. Javerdat est en relation avec le reste du Limousin. Enfin, la population de Saint-Junien est rattachée à la fois à la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole, au Pays Charente Limousine et au reste du Limousin.

## b. Le solde migratoire pendulaire positif

La CCVG connaît d'importantes migrations pendulaires, entrantes (2 262 migrants) et sortantes (1 994 migrants). Elles se réalisent surtout avec la métropole limougeaude (1 186 sorties contre 678 entrées), le Pays Charente Limousine (271 sorties contre 728 entrées), et le Pays d'Ouest Limousin (537 sorties contre 856 entrées). Cependant, il existe également des migrations internes (1 375 migrants) liées principalement aux pôles d'emplois que sont Saint-Junien et Saillat-sur-Vienne.

Carte n°9 : Les flux pendulaires sur le territoire intercommunal



L'attractivité, qui se mesure par le solde migratoire pendulaire<sup>1</sup>, est différente pour chaque commune de la CCVG en raison de leur situation géographique.

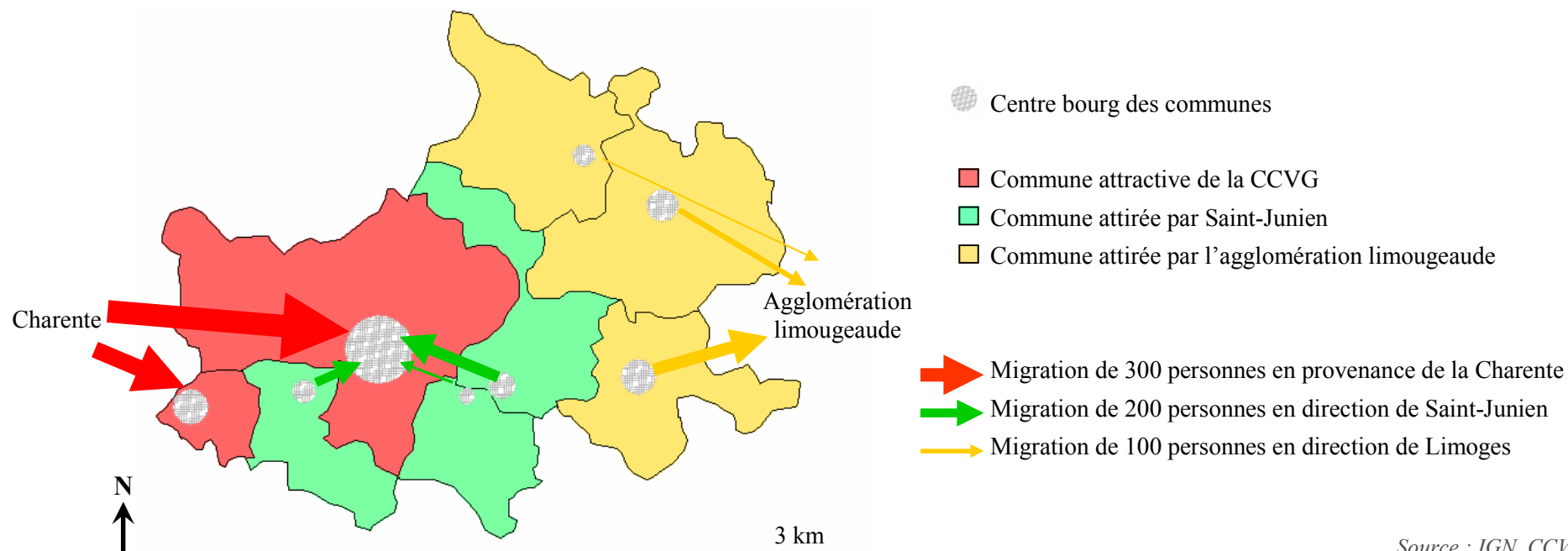
1. Différence entre le nombre de personnes entrantes et sortantes.

L'attractivité qu'exerce la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole sur les communes de Javerdat, d'Oradour-sur-Glane et Saint-Victorien est mise en évidence par des soldes migratoires pendulaires négatifs, qui sont respectivement de -42, -177 et -275. Même si ces valeurs sont à nuancer avec le nombre d'habitants des communes, elles peuvent s'expliquer par leur proximité à l'agglomération limougeaude.

La population active de Chaillac-sur-Vienne, de Saint-Brice-sur-Vienne et de Saint-Martin-de-Jussac se dirige, quant à elle, vers les communes de la CCVG, principalement vers Saint-Junien. En effet, 213 actifs de Chaillac-sur-Vienne, 247 actifs de Saint-Brice-sur-Vienne et 68 actifs de Saint-Martin-de-Jussac se rendent tous les jours à Saint-Junien pour y travailler.

Les communes de Saillat-sur-Vienne et Saint-Junien sont les seules à avoir un solde migratoire pendulaire positif interne à la CCVG, respectivement de 48 et 44 actifs. Elles attirent également de nombreux actifs du Pays de la Charente Limousine. En effet, la proximité de ces territoires permet à 389 personnes de se rendre de la Charente à Saillat-sur-Vienne, et à 584 actifs charentais d'aller travailler à Saint-Junien. L'attractivité de ces communes peut s'expliquer, en plus de leur situation géographique, par la présence d'une activité économique importante (industries, services, etc.).

**Carte n°10: La répartition des migrations pendulaires sur la CCVG**



Source : IGN, CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les migrations pendulaires sont très nombreuses et diverses sur le territoire de la CCVG. Elles s'expliquent en partie par la proximité de Limoges et l'influence de son aire urbaine. La population cherche de plus en plus à s'installer sur le territoire de la CCVG afin de disposer d'un foncier moins cher tout en gardant la possibilité de travailler sur Limoges. En effet, le prix moyen du mètre carré pour les lotissements communautaires est de 25,34 € TTC contre 42,35 € à Limoges. Certains habitants choisissent également de s'installer sur le territoire intercommunal pour bénéficier directement de son dynamisme et du cadre de vie.

L'étude des migrations met en évidence que la CCVG peut actuellement être qualifiée d'attractive principalement grâce à l'activité économique des communes de Saint-Junien et de Saillat-sur-Vienne. Le développement de l'aire urbaine de Limoges peut entraîner le renforcement des migrations pendulaires en sa faveur, et ainsi accentuer l'hétérogénéité du territoire intercommunal. Cette caractéristique du territoire peut permettre le développement de différents pôles de vie. En effet, alors que Saillat-sur-Vienne et Saint-Junien sont les pôles économiques de la CCVG, les autres communes peuvent être des zones résidentielles avec le développement des services de proximité. Il est donc nécessaire de maintenir le dynamisme de l'économie locale afin que la population de la CCVG ne réalise pas toutes ses dépenses en dehors du territoire intercommunal.

### C. LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL OUVERT ET RELIÉ À L'AGGLOMÉRATION LIMOUGEAUX

#### 1. LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

La CCVG est traversée, via la RN 141, par la Route Centre Europe Atlantique (RCEA). Cet axe, permettant de relier le couloir rhodanien à la façade atlantique, constitue une priorité dans la politique nationale d'aménagement du territoire<sup>1</sup>. Une opération de déviation de cet axe structurant est en cours de réalisation<sup>2</sup>. Ce nouveau tronçon sera une 2x2 voies reliant les lieux dits des Séguines et de la Barre. Il se raccordera au tronçon déjà existant au Nord de Saint-Junien. Il permettra de fluidifier le trafic sur l'axe reliant Angoulême – Saint-Junien – Limoges, de réduire le nombre d'accidents et les nuisances sonores. Grâce à cette opération, la distance/temps entre Saint-Junien et Limoges sera donc réduite à une vingtaine de minutes au lieu de trente minutes actuellement.

**Photo n°5 : Les travaux de la déviation de la RN 141**

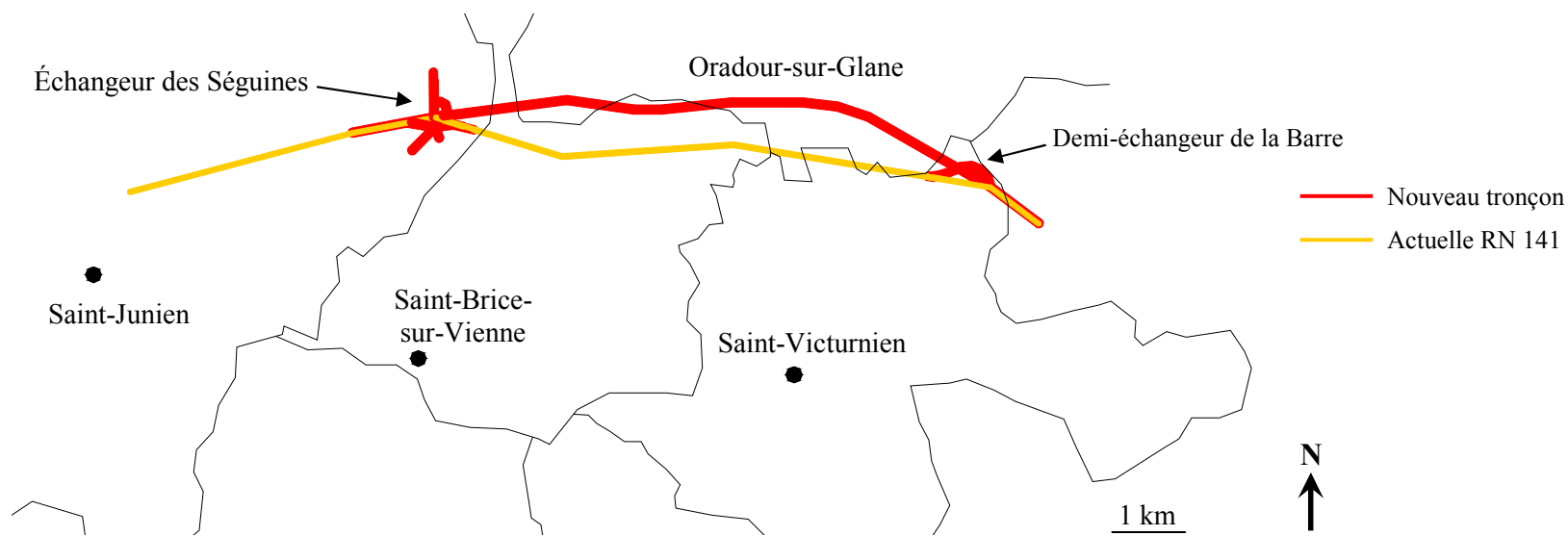


*Réalisation : Groupe DA-CCVG*

1. Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire.

2. Mise en service prévue pour fin 2007.

Carte n°11 : Le tracé de la déviation de la RN 141



Source : CCVG

Réalisation : Groupe DA-CCVG

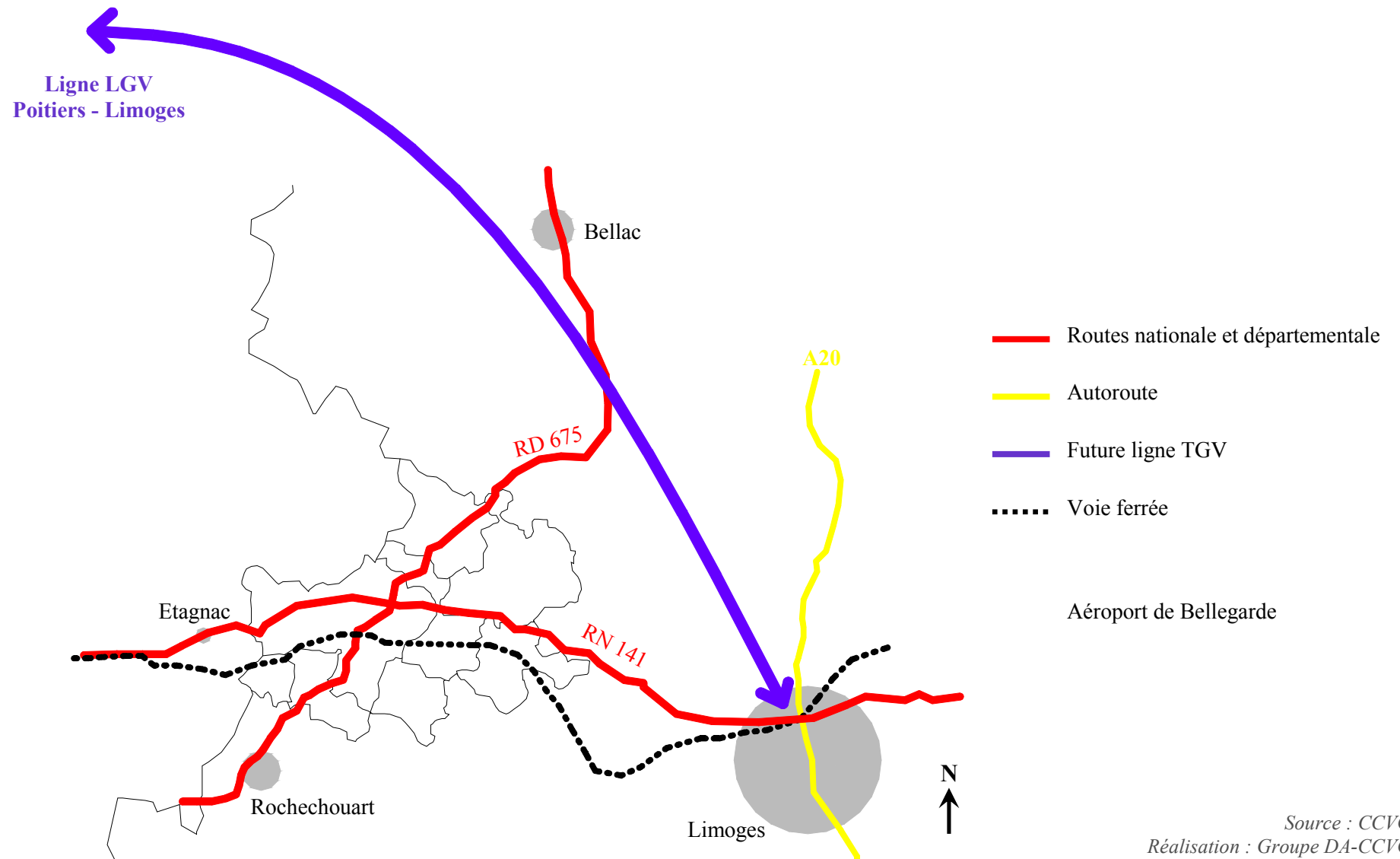
Photo n°6 : Les travaux de la déviation de la RN141



Réalisation : Groupe DA-CCVG

Saint-Junien paraît être la seule commune à pouvoir bénéficier pleinement de cet aménagement car les communes d'Oradour-sur-Glane et de Saint-Victurnien n'y seront raccordées que par le demi échangeur de la Barre. Le bourg de Saint-Brice-sur-Vienne reste quant à lui éloigné de l'échangeur des Séguines. L'amélioration de l'accessibilité due à cette déviation est donc à relativiser.

Carte n°12 : Les axes structurants la CCVG



Source : CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG



La RD 675 est l'axe structurant Nord-Sud de la CCVG. Elle permet de joindre les communes de Bellac et Rochechouart via Saint-Junien.

Une autre voie de communication traverse la CCVG en longeant la Vienne : la ligne de chemin de fer (TER) reliant Limoges à Angoulême. Sur cette ligne, des gares voyageurs SNCF sont implantées à Saillat-sur-Vienne, Saint-Junien, Saint-Brice-sur-Vienne et Saint-Victournien. Cette ligne est également utilisée pour le fret reliant Limoges, Saint-Junien, Angoulême et Saintes pour l'approvisionnement des industries du bassin économique « Vienne Glane ».

Un projet de Ligne à Grande Vitesse (LGV) reliant Limoges à Poitiers est prévu pour 2015. Même si le tracé n'est pas encore déterminé, il y a de fortes probabilités qu'il ne passe pas par la CCVG. Cela n'empêchera pas la Communauté de Communes de bénéficier d'une plus grande proximité de Paris, via la gare de Limoges.

Enfin, la CCVG est reliée par la RN 141 à l'Autoroute A20, passant au niveau de Limoges, et à l'aéroport de Bellegarde. Ces deux infrastructures rapprochent la CCVG à Paris. De plus, l'aéroport propose des vols réguliers à destination de la Corse, Lyon, Nice, Paris, Newcastle, Liverpool, Londres, Nottingham, Southampton, etc. élargissant ainsi l'ouverture du territoire aux autres territoires.

La RN 141, la RD 675 et l'accès aux trains permettent de connecter le territoire au reste du département et de la région. Les infrastructures d'envergure nationale à proximité sont un atout pour la CCVG qui est ainsi reliée au reste du territoire national.

L'ensemble des infrastructures de transport a positionné la CCVG au sein d'un carrefour, ce qui a permis et permet l'implantation d'entreprises. En effet, l'accessibilité est un facteur dans le choix de localisation des entreprises. Dans cette optique, la déviation de la RN 141 peut apparaître comme une opportunité pour l'implantation de nouvelles entreprises. De plus, le rapprochement en distance/temps avec Limoges pourrait favoriser l'arrivée de nouveaux résidents sur le territoire de la CCVG.

**Photo n°7 : La gare de Saint-Junien**



Réalisation : Groupe DA-CCVG

## 2. L'OFFRE IMPORTANTE DE TRANSPORTS EN COMMUN

La CCVG a mis en place un service de transports en commun intercommunal depuis fin 2006 : le TEC signifiant « Tous En Car ». Ce service apporte aux habitants de la CCVG un moyen de transport supplémentaire les mercredis après-midi et samedis, leur permettant de rejoindre Saint-Junien et ses équipements. Un tarif préférentiel est appliqué aux usagers des équipements de la CCVG : seul l'aller leur est facturé au tarif attractif de 1€. Toutefois, ce service reste encore peu fréquenté aujourd'hui, bien qu'il soit très apprécié, notamment par les personnes âgées pour l'offre de mobilité qu'il leur procure. De plus, les six lignes du TEC proposent une alternative à la voiture pour les déplacements courte distance et internes à la Communauté de Communes.



Les autres jours de la semaine, en période scolaire, la commune d'Oradour-sur-Glane est reliée à Limoges par le réseau de transport interurbain du Conseil Général de la Haute-Vienne. La commune de Saint-Junien est, quant à elle, reliée à Bellac, Saint-Mathieu, Cussac et Saint-Yrieix-la-perche. A partir de Saint-Junien, il est également possible de se rendre quotidiennement à Limoges et à Oradour-sur-Glane.

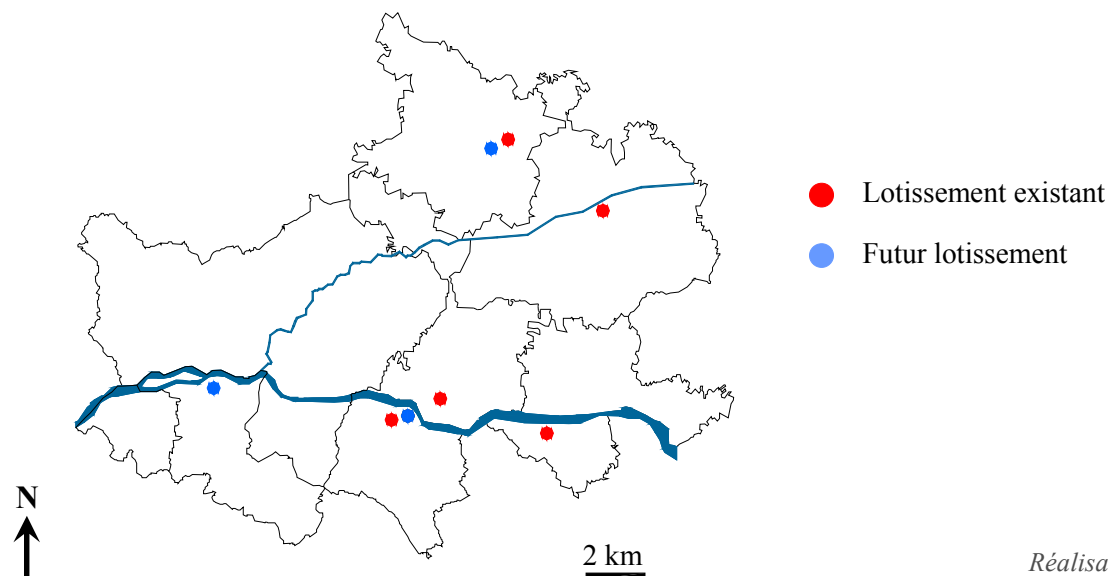
L'offre en transports en commun est conséquente pour la taille du territoire. Les habitants non véhiculés peuvent se déplacer sur le territoire et à l'extérieur. Cet atout met en avant le dynamisme local malgré le poids écrasant de la ville de Limoges à proximité.

## D. LA VOLONTÉ D'ACCUEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

### 1. L'OFFRE DE LOGEMENT POUR L'ACCUEIL DE NOUVEAUX HABITANTS

La CCVG a encouragé l'accueil de population en prenant en charge la réalisation de lotissements sur les communes de Javerdat, Oradour-sur-Glane, Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac et Saint-Victournien. Cette politique est renforcée par le Programme Local de l'Habitat (PLH) communautaire en cours d'élaboration.

**Carte n°13: Localisation des lotissements communautaires sur le territoire intercommunal**



Source : CCVG, IGN  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

La diversité en matière d'habitat permet à la Communauté de Communes d'accueillir une nouvelle population. Face au manque de renouvellement de la population, la Communauté de Communes veut développer un parc locatif plus important. En effet, ce type de logement permettrait à la population d'évoluer sur le territoire en fonction de ses besoins et de ses moyens financiers.

**Photo n°8 : Le lotissement de Saint-Martin-de-Jussac**

Afin de ne pas dénaturer le paysage local et d'éviter le mitage, la politique d'habitat sur le territoire communautaire encourage l'implantation des nouveaux arrivants à proximité des centres bourgs ou des hameaux, et privilégie les réhabilitations et les rénovations. Il s'agit de préserver les coupures vertes, garantes de la qualité du cadre de vie.

L'attractivité du territoire due au prix du foncier combiné à l'amélioration de l'accessibilité (grâce à la nouvelle RN 141) occasionnera, dans un futur proche, de nouvelles demandes de construction sur le territoire intercommunal. La CCVG envisage donc actuellement la réalisation de trois autres lotissements à Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et à Saint-Martin-de-Jussac.



*Réalisation : Groupe DA-CCVG*

L'offre de logements va de pair avec la politique d'accueil des entreprises. En effet, l'assurance pour l'entrepreneur que les employés ne rencontreront pas de difficultés majeures à se loger constitue un critère dans son choix de localisation. En effet, la diminution du temps de déplacement domicile-travail permet de fidéliser les employés à leur entreprise.

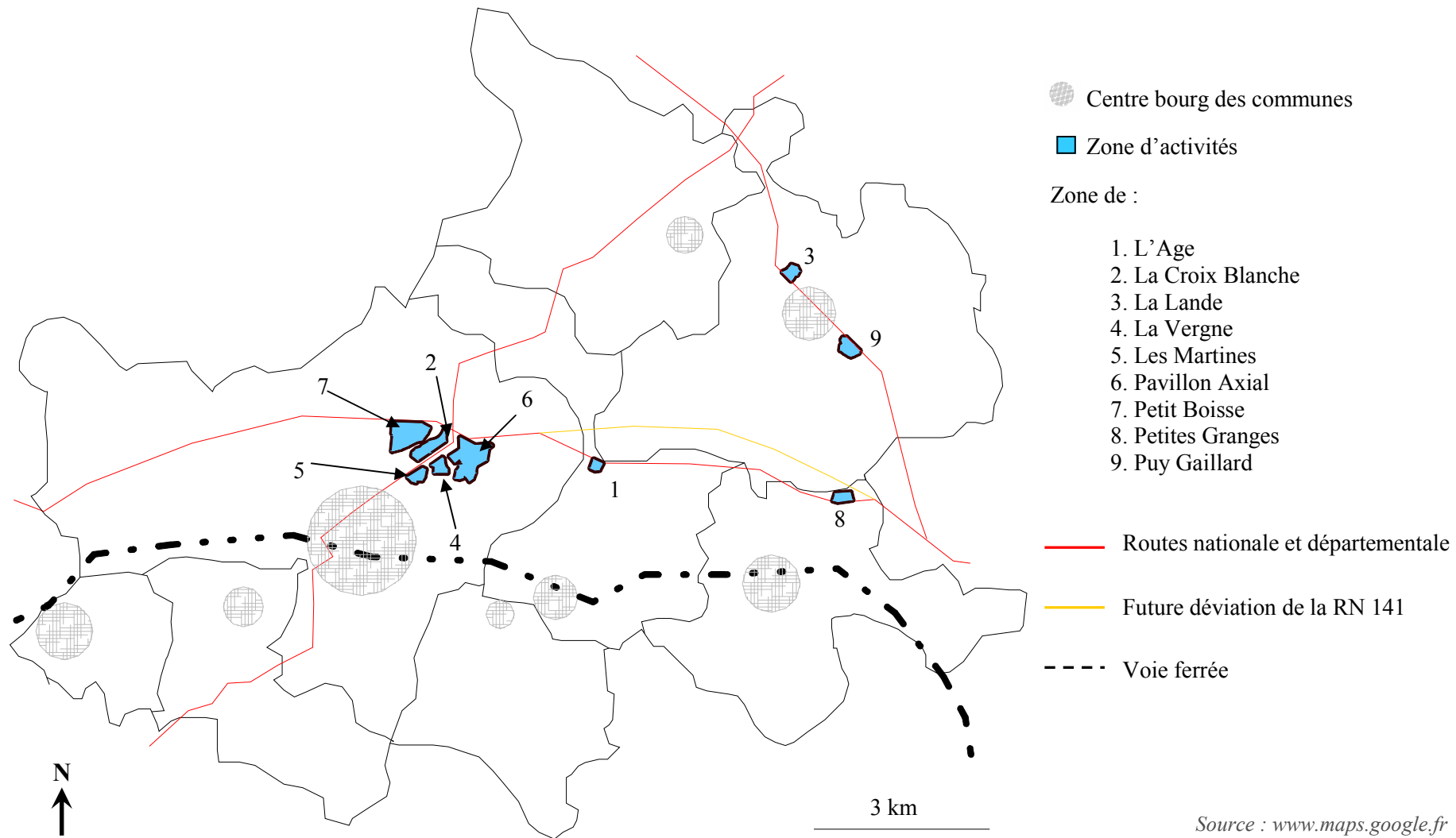
Il faudra profiter de l'attractivité du territoire pour maintenir l'économie locale dynamique aussi bien dans l'industrie que dans les commerces et services.

## **2. LES OUTILS MIS EN PLACE PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES POUR L'ACCUEIL D'ENTREPRISES**

La compétence « développement économique » de la Communauté de Communes doit s'inscrire dans le cadre établi par le Schéma Régional de Développement Économique (SRDE). Celui-ci confère à la Région Limousin un rôle de coordinateur en matière de développement économique en la plaçant comme interlocuteur privilégié.

La CCVG affiche une volonté de mener une politique active dans ce domaine. Ainsi, elle s'est déjà dotée d'équipements à destination des entreprises tels que les zones d'activités économiques, la pépinière d'entreprises et les ateliers relais. La connaissance de l'état actuel et du potentiel de son économie lui permettra d'agir au mieux pour développer et pérenniser son dynamisme.

a. Les zones d'activités principalement concentrées sur Saint-Junien

**Carte n° 14: La localisation des zones d'activités économiques de la CCVG**

Source : [www.maps.google.fr](http://www.maps.google.fr)  
 Réalisation : Groupe DA-CCVG

Neuf zones d'activités sont implantées sur le territoire intercommunal dont cinq sont localisées sur la commune de Saint-Junien.

Située entre l'aérodrome Maryse Bastié et la RD 675, la zone de la Croix blanche est une zone à vocation principalement commerciale.

La zone du Petit Boisse, créée en 1980, est située au Nord de l'aérodrome. Elle regroupe des activités artisanales, industrielles, commerciales et du logement. Elle se termine actuellement en une impasse et certains de ses lots nécessitent d'importants travaux de terrassement en raison d'une forte déclivité. Un projet d'agrandissement, en cours d'étude, serait l'occasion d'augmenter son accessibilité en la reliant à la RN141, via la RD 675. Les connexions avec les autres quartiers où il existe déjà une activité y seront privilégiées. Cependant, il existe une servitude aéronautique liée au cône d'envol de l'aérodrome qui retarde le projet d'agrandissement.

Créée dans les années 1980, la zone du Pavillon Axial, d'une superficie totale d'environ 30 hectares, fait face à la zone de la Croix Blanche. Le commerce de gros, les activités artisanales et industrielles sont dominants sur cette zone. Elle accueille également la pépinière d'entreprises. Les trois quarts de la zone sont déjà occupés par des entreprises.

Les Martines se trouve au Sud de la zone du Pavillon Axial. Cette zone d'activités est une opération privée de 24 hectares qui est aujourd'hui gérée par la CCVG. Elle accueille des activités à la fois industrielles et commerciales. De grandes enseignes de la distribution (Leclerc, Carrefour) et de la concession d'automobiles (Renault) y sont présentes et contribuent à placer Saint-Junien en tête des communes de Haute-Vienne en terme de surface commerciale par habitant (3,8 m<sup>2</sup> de surface commerciale par habitant). Un projet de zone mixte est à l'étude : il s'agit d'associer une partie habitat au reste de la zone.

**Photo n°10 : Le Carrefour sur la zone des Martines**



La dernière zone de Saint-Junien est la zone de la Vergne. Il s'agit d'une zone en devenir de 14 hectares en cours de viabilisation. Une entreprise de biomasse, fournissant des plaquettes de bois à International Paper, a déjà prévu de s'y installer sur une surface de 4 hectares. Les autres terrains sont également réservés avant que la zone ne soit créée.

La zone de l'Âge, située à Saint-Brice-sur-Vienne, accueille sur une surface de 6 hectares un chenil et une entreprise de réparations de matériels agricoles. Actuellement, la CCVG doit optimiser l'aménagement de cette zone en fonction des différentes servitudes auxquelles la zone est soumise. Ces servitudes sont liées à la présence des animaux, de la RN141 et de lignes électriques souterraines.

Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Photo n°9 : L'entreprise Legrand sur la zone du Petit Boisse**



Réalisation : Groupe DA-CCVG

La zone de Puy Gaillard, localisée au Sud-Est de la commune d'Oradour-sur-Glane, a été créée dans les années 1980. Elle concentre des activités artisanales et une entreprise industrielle sur une superficie de 8,5 hectares. Les quelques hectares restants sont disponibles pour d'éventuelles acquisitions ou extensions.

La zone de la Lande, située au Nord-Ouest d'Oradour-sur-Glane, accueille seulement deux entreprises.

Saint-Victurnien possède la zone des Petites Granges d'une superficie de 7 hectares et située entre l'actuelle RN 141 et la future déviation. La Communauté de Communes a acquis des terrains à proximité dans l'optique d'une future extension de la zone.

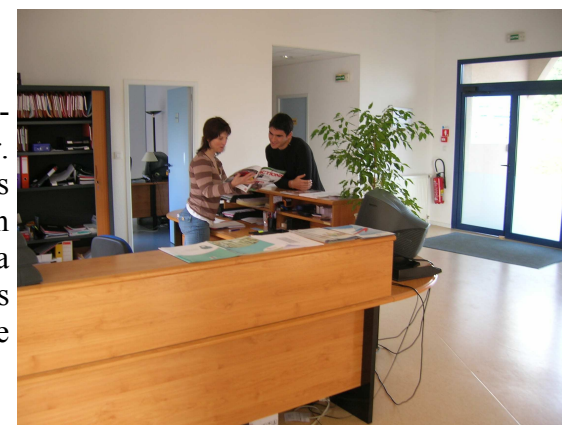
Les zones d'Oradour-sur-Glane et de Saint-Victurnien devraient être concurrencées par la création d'une zone d'activités de 9 hectares. Celle-ci sera réalisée sur la commune voisine de Veyrac incluse dans la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole. En effet, les moyens financiers et techniques dont dispose l'agglomération limougeaude lui permettent de développer et de gérer de façon optimale ses zones d'activités.

Les zones du territoire intercommunal sont en majorité situées à proximité de l'actuelle RN 141 et bénéficieront d'un accès, plus ou moins immédiat, à la future 2x2 voies grâce aux deux échangeurs prévus. Le choix de localisation des entreprises sur les zones d'activités peut être orienté par le nouvel axe. Néanmoins, son influence est à relativiser. En effet, alors que certaines zones d'activités disposent d'un accès direct à un échangeur, les zones de l'Âge et des Petites Granges ne seront pas reliées directement à la 2x2 voies. Pour ces zones, le nouvel axe ne représentera pas une réelle opportunité de développement.

*b. La pépinière d'entreprises de Saint-Junien Vienne Glane, structure d'accueil des porteurs de projet*

La pépinière d'entreprises est une structure d'accueil pour les créateurs d'entreprise qui leur permet de s'affranchir des contraintes matérielles et financières qu'ils ne peuvent pas encore supporter. En effet, la pépinière met à leur disposition des locaux et des équipements (photocopieur, accès Internet, téléphone...) à un faible coût. Le loyer est adapté en fonction de l'âge de l'entreprise, son montant est progressif sur deux ans. Au-delà des aspects matériels et financiers, l'animateur de la pépinière peut suivre le créateur dans son projet et peut l'accompagner dans les différentes étapes de développement de son entreprise. Ainsi, le créateur bénéficie d'une intégration dans le monde économique dès sa sortie de pépinière grâce au réseau d'acteurs qui lui aura été présenté.

**Photo n°11 : L'accueil à la pépinière de Saint-Junien**



Réalisation : Groupe DA-CCVG



**Photo n°12 : La pépinière d'entreprises de Saint-Junien sur la zone du Pavillon Axial***Réalisation : Groupe DA-CCVG*

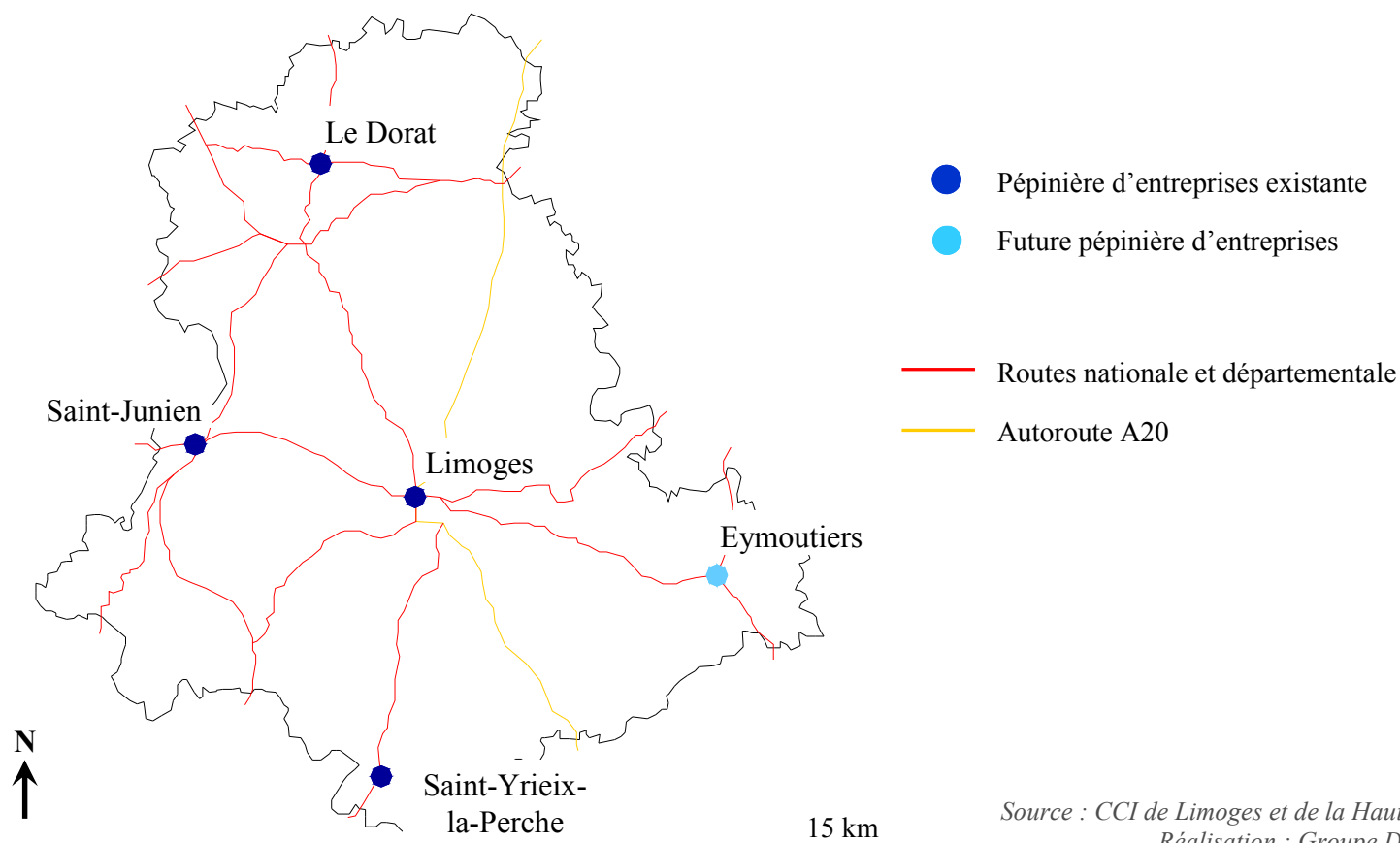
En 2005, une pépinière d'entreprises a été implantée sur la zone industrielle du Pavillon Axial de Saint-Junien. Elle a été créée à l'initiative de la CCVG et est gérée par l'association de la pépinière. Aujourd'hui, trois personnes sont chargées de son animation : deux personnes de l'association de la pépinière et un animateur de la CCI. La pépinière propose la location de huit bureaux et huit ateliers qui sont actuellement occupés à 70%. Une salle de réunion est également à la disposition des créateurs d'entreprise de la structure, mais aussi à celle des entrepreneurs du territoire qui souhaitent la louer.

**Photo n°13 : Un atelier de la pépinière de Saint-Junien***Réalisation : Groupe DA-CCVG*

Au sein de la structure de nombreux services et aides sont à la disposition des entrepreneurs, même lorsqu'ils n'appartiennent pas à la pépinière. Les créateurs d'entreprise bénéficient dans un premier temps d'une aide de secrétariat. Ils sont également accompagnés par des professionnels à leur écoute. L'association de la pépinière, qui offre des moyens financiers pour l'action du personnel de la pépinière, a mis en place de nombreux outils, telles que des rencontres thématiques, pour réunir les acteurs privés et publics du développement économique. Suite à une demande importante, il est également proposé de suivre des formations d'anglais dans les locaux. Enfin, l'animateur de la CCI se déplace quotidiennement auprès des entrepreneurs sur leur lieu de travail afin de pouvoir répondre directement à leurs questions. Afin de mieux faire connaître la structure, des portes ouvertes ont également été réalisées.

La pépinière de Saint-Junien Vienne Glane est donc un lieu de rencontres entre les nombreux acteurs économiques (entrepreneurs, collectivités, associations, banques, etc.) mais les actions du personnel de la pépinière ont un succès trop faible. En effet, les entrepreneurs, hormis ceux de la pépinière, ne se déplacent que très peu lors des invitations. La CCVG devrait donc se repositionner dans cette structure porteuse de dynamisme territorial où des réseaux d'acteurs économiques peuvent se créer.

Carte n°15 : La localisation des pépinières d'entreprises en Haute-Vienne



Source : CCI de Limoges et de la Haute-Vienne  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Le département de la Haute-Vienne compte actuellement trois autres pépinières d'entreprises. Celle de Saint-Yrieix-la-Perche est la seule autre pépinière à proposer un atelier. Les pépinières du Dorat et de Saint-Yrieix-la-Perche possèdent cinq bureaux, tout comme la future pépinière d'Eymoutiers qui ouvrira ses portes dans quelques mois. ESTER, la pépinière de Limoges, accueille dans sept bureaux des entreprises dont l'activité est en lien avec le pôle d'innovation et de recherche.

La pépinière de Saint-Junien se distingue donc de celles du département par son offre de locaux pouvant accueillir des entreprises de différents secteurs d'activités.

## c. Les ateliers relais, outils principaux de la Communauté de Communes

L'atelier relais permet à un entrepreneur d'accéder à la propriété. Il s'engage à rembourser la construction sur une période allant de 10 à 20 ans par un crédit-bail<sup>1</sup> en fonction de la santé de son entreprise. Au terme de cette échéance, l'entrepreneur peut devenir propriétaire des locaux. S'il se désengage avant le remboursement total, les locaux restent la propriété de la Communauté de Communes. Ainsi, cette dernière se substitue aux systèmes bancaires classiques. Cependant, dans le cadre de la loi Maîtrise d'Ouvrage Public<sup>2</sup>, la CCVG doit faire appel à un architecte pour la construction des bâtiments, ce qui augmente le coût de revient de l'opération de 15 à 20%. De plus, les démarches administratives<sup>3</sup> engagées par la Communauté de Communes retardent le début des travaux.

La CCVG a assuré l'agrandissement de l'atelier relais de Chaillac-sur-Vienne, qui accueille l'entreprise Faye, et la construction d'un établissement pour l'entreprise Allez à Oradour-sur-Glane. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises sollicitent la création d'ateliers relais sur le territoire, notamment sur la zone de la Vergne.

Le développement de cet outil est un atout pour l'accueil d'entreprises, notamment celles sortant de la pépinière d'entreprises.

**Photo n°14 : L'atelier relais Faye à Chaillac-sur-Vienne**



Réalisation: Groupe DA-CCVG

### 3. LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES EN PÉNURIE FONCIÈRE<sup>4</sup>

Le fichier « VisDGI – Cadastre » a permis de recenser les terrains appartenant en 2006 aux différentes communes et à la CCVG. Ce fichier, qui est confidentiel, est envoyé tous les ans aux communes par la Direction Générale des Impôts (DGI) et permet une étude exhaustive du foncier.

Afin d'avoir une vision spatiale des terrains « disponibles », une mise en relation entre les données de VisDGI et les cadastres a été nécessaire sur MapInfo.

Les parcelles mises en avant sur les cartes en annexe représentent les terrains non bâtis qui appartiennent à la CCVG et aux communes. Les parcelles bâties, quant à elles, n'ont pas été représentées. En effet, elles ont déjà une affectation (habitat, artisanat, industrie, commerces...) et ne sont donc pas accessibles pour l'implantation ou l'extension d'une entreprise. Toutefois, les friches industrielles restent une opportunité foncière

1. Technique de crédit dans laquelle le prêteur offre à l'emprunteur la location d'un bien, assortie d'une promesse unilatérale de vente, qui peut se dénouer par le transfert de la propriété à l'emprunteur. *Source : [www.definition.actufinance.fr](http://www.definition.actufinance.fr)*

2. Loi MOP.

3. Appel d'offres.

4. Cartes de recensement du foncier disponible pour la CCVG et pour les mairies en annexe I.



pour le développement économique même si elles sont comptabilisées dans les terrains bâtis. Il semble évident qu'une étude exhaustive du foncier nécessiterait de prendre en compte les parcelles bâties. Certaines entreprises peuvent notamment avoir besoin de locaux pour stocker leurs matières premières et/ou leurs productions.

L'étude des cartes montre que la CCVG dispose de peu de terrains sur son territoire. De plus, certains terrains qui étaient disponibles en 2006 ne le sont plus actuellement. Il est prévu que la zone de la Vergne accueille de nouvelles entreprises, ce qui n'apparaît pas dans les fichiers utilisés. Ces évolutions mettent en évidence l'utilité d'un suivi précis du foncier afin d'être plus réactif face aux demandes des entreprises.

Les communes, quant à elles, disposent de plus de terrain sur leur territoire mais ces parcelles ne sont pas toutes utilisables par des entreprises. En effet, il peut parfois s'agir d'espaces verts.

#### 4. L'ACTION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION LIMOGES MÉTROPOLÉ EN TERME DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La stratégie de développement économique de l'agglomération limougeaude s'appuie sur une politique d'aide à la création et à l'accompagnement d'entreprises à haute valeur ajoutée, la mise à disposition de terrains ainsi que la promotion de la Technopole ESTER et de l'agglomération. La participation à des salons nationaux et internationaux, la mise en place d'un site Internet et la publication de plaquettes lui permet d'acquérir une renommée.

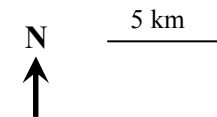
**Photo n°15 : La coupole d'Ester à Limoges**



Réalisation : Groupe DA-CCVG

La majeure partie de la surface disponible pour les entreprises de l'agglomération se situe dans les zones industrielles Nord 1 et 2. En effet ces zones couvrent à elles seules 400 ha et l'aménagement de leur extension est en cours. Les parcs d'activités Sud proposent au total près de 350 ha mais ils sont chacun spécialisés dans un type d'activité (céramique, entreprises de confection, prestataires de services, activités Agro-Alimentaires, commerce de l'automobile). La CALM fait appel à la Société d'Équipements du Limousin (SELI) pour l'aménagement et la commercialisation de lotissements d'activités industrielles et de services. Elle a également élaboré un schéma des zones d'activités afin d'en améliorer leur gestion et a institué un comité d'agrément pour sélectionner les entreprises souhaitant s'installer sur l'agglomération.

**Carte n°16 : La répartition des zones d'activités économiques de l'agglomération limougeaude**



Source : [www.agglo-limoges.fr](http://www.agglo-limoges.fr)

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole étudie la mise en place d'un dispositif de veille afin de suivre l'évolution des migrations domicile-travail et du chômage quartier par quartier et de constituer une base de donnée géolocalisée des entreprises présentes sur le territoire. L'étude des chiffres d'affaires de ces entreprises, de leur compte-rendu de conseil d'administration et des actes transmissibles lui permettra de connaître leur état de santé.

Afin d'élaborer au mieux sa stratégie de développement économique, la CCVG doit prendre en considération l'action de l'agglomération limougeaude.

### 5. LIMITES ET CRITIQUES DE L'ACTION DE LA CCVG EN TERME D'ACCUEIL DE POPULATION ET DES ENTREPRISES

Malgré des demandes constantes, la CCVG et les communes du territoire disposent aujourd'hui de peu de terrains pour l'accueil ou l'extension des entreprises. Le manque de terrains peut donner une image négative de la CCVG qui diminuerait son attractivité. Il est donc important que la Communauté de Communes gère au mieux le foncier avant d'être totalement dépourvue de terrains. Une connaissance des zones intéressantes pour le développement économique est nécessaire pour se porter acquéreur de ces terrains.

De plus, la disponibilité de logements et de terrains pour les employés est un facteur pris en compte pour l'implantation d'une entreprise. Garder ce potentiel sur le territoire peut être une source de dynamisme économique. Ainsi, il faudrait également mener une gestion raisonnée du foncier en terme d'habitat.

Malgré les nombreuses actions de la CCVG en terme d'accueil des entreprises, une vision à long terme du développement économique du territoire est nécessaire. Actuellement, la CCVG n'anticipe pas suffisamment sur le cycle de vie des entreprises, ni sur les actions à mener. Par exemple, elle ne dispose pas de solutions face à une éventuelle saturation de la pépinière. En effet, lorsqu'un entrepreneur élabore un projet, il ne peut pas attendre trop longtemps qu'une place se libère en pépinière. Il risque alors de s'orienter vers d'autres structures du département, ne participant pas au dynamisme du territoire intercommunal.

La mise en place d'un atelier relais nécessite la réalisation d'une étude préalable sur l'entreprise. En effet, la CCVG doit s'assurer de la pérennité du projet pour ne pas investir dans un bâtiment spécifique. Ce dernier risquerait d'être vacant et difficilement utilisable pour d'autres activités. De plus, la réalisation d'un atelier relais pouvant s'avérer onéreuse, la CCVG doit anticiper ses actions afin de choisir les entreprises cohérentes avec sa politique de développement économique.

L'incubateur<sup>1</sup> et l'hôtel d'entreprises<sup>2</sup>, deux autres structures en matière d'immobilier d'entreprises, sont absents du territoire. Leur mise en place, si le besoin s'en fait ressentir, permettrait de compléter l'accompagnement des entreprises tout au long de leur cycle de vie sur le territoire communautaire.

1. L'incubateur d'entreprises a pour mission première de favoriser l'émergence et la concrétisation de projets de création d'entreprises innovantes.

2. L'hôtel d'entreprises est une structure d'hébergement d'entreprises arrivées à maturité louant des locaux et proposant des services mutualisés annexes.

Les entrepreneurs voient la CCVG comme un nouvel acteur attribuant des aides indirectes (création et gestion des zones d'activités), alors qu'elle souhaite prendre une place stratégique en matière de développement économique. Une meilleure anticipation sur l'évolution des entreprises lui permettrait de se positionner en tant qu'interlocuteur privilégié des entreprises.

La Communauté de Communes oriente uniquement son développement économique vers l'accueil d'entreprises grâce à la pépinière d'entreprises, aux ateliers relais et aux zones d'activités. Son activité se limite donc aux aides à l'immobilier d'entreprises.

Elle met en place des actions ponctuelles sans avoir défini préalablement une stratégie économique. Outre la création de zones d'accueil, il est important que la CCVG contrôle l'utilisation du foncier pour répondre rapidement aux demandes des entreprises.

Face à l'action de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole en matière de développement économique, il est indispensable que la Communauté de Communes adapte rapidement sa stratégie en conséquence. En effet, face au poids de l'agglomération limougeaude, la CCVG ne peut pas prétendre vouloir la concurrencer. Une politique en complémentarité avec l'agglomération paraît être la plus pertinente.

Située à l'Ouest de la Région Limousin, la Communauté de Communes se trouve dans la partie la plus dynamique du territoire régional. Toutefois, ce dynamisme est à relativiser par rapport à d'autres régions de France.

Le territoire intercommunal est composé de communes bénéficiant chacune de leurs spécificités, mais offrant toutes un cadre de vie verdoyant et agréable. Ces disparités expliquent la répartition inégale des populations qui sont attirées sur le territoire intercommunal, ainsi que celle des personnes âgées. En effet, Saint-Junien, ville centre de la Communauté de Communes, offre le plus de services à la personne et accueille donc plus de personnes fragiles telles que les personnes âgées.

Même si la CCVG est à proximité de pôles de développement, elle reste un territoire attractif pour les entreprises et les habitants. Cette attractivité s'explique notamment par l'accessibilité du territoire. En effet, le territoire est irrigué par de nombreux axes de transports structurants, ainsi que par des lignes de transports en commun.

Menacée par le développement de l'agglomération limougeaude, la CCVG devra en tirer profit. La stratégie de développement économique de la Communauté de Communes devra donc optimiser son action en terme d'accueil des entreprises, notamment en gérant au mieux les réserves foncières qui sont en nette diminution.

Face aux moyens de Limoges Métropole, la CCVG ne peut la concurrencer mais elle doit continuer son développement en conséquence afin de devenir complémentaire à la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole.

## PARTIE 2

# UN TERRITOIRE MARQUÉ PAR UNE TRADITION OUVRIÈRE AVEC UNE DYNAMIQUE ENDOGÈNE

L'étude du tissu économique local, en parallèle avec celle de l'économie régionale, a montré que le territoire intercommunal est encore marqué par la tradition ouvrière du papier et du gant en cuir.

Ces deux secteurs se sont développés dans un premier temps grâce aux matières premières présentes sur le territoire et également en raison du passage de la Vienne, offrant une eau de qualité remarquable.

Aujourd'hui, les secteurs du papier et du cuir représentent encore une place importante dans l'économie du territoire. Toutefois, de nombreuses autres activités, qui confortent le dynamisme impulsé par les deux secteurs, se sont aussi implantées sur la CCVG.

## 1. L'ECONOMIE DE LA RÉGION LIMOUSIN : QUELQUES DONNÉES DE CADRAGE

### A. UNE RÉGION PRODUISANT PEU DE RICHESSES

La Région Limousin dégage une valeur ajoutée relativement faible. En 2004, le PIB par emploi était de 57 594 € en Limousin contre 68 963 € de moyenne nationale, ce qui maintenait le Limousin, avec la Corse, en dernière position des régions françaises. Le PIB par habitant est également l'un des plus bas de France avec une valeur de 22 664 € contre une moyenne nationale de 27 957 €<sup>1</sup>. La richesse produite par le Limousin demeure inférieure à celle de la moyenne nationale en raison du nombre important d'entreprises dans des activités à faible valeur ajoutée, telle que l'agriculture et l'industrie manufacturière, et d'entreprises sous-traitantes. En effet, 92,3% des établissements du Limousin sont des TPE. Les PME, quant à elles, représentent 7,7% des entreprises du territoire régional. Les grandes entreprises sont au nombre de huit sur l'ensemble de la région (0,03%)<sup>1</sup> et regroupent plus de la moitié de l'effectif industriel de la région.

Même si la production de richesses sur le territoire régional est limitée, le nombre de création d'entreprises a progressé de 2,8 % au deuxième trimestre 2006, alors qu'il était en baisse sur l'ensemble du territoire national.

De plus, la région avait un taux de chômage de 7 %<sup>2</sup> contre 8,3 % sur le territoire français.

Le tourisme est un secteur qui contribue peu à la production de richesse sur le territoire régional. En effet, le tourisme représente 5% du PIB régional. En 2005, les hôtels limousins, disposant des plus faibles capacités d'accueil hôtelières de France, présentaient les plus petits nombres d'arrivées et de nuitées nationales. La durée moyenne de séjour s'élevait à 1,4 jour<sup>3</sup>.

Le cadre de vie du Limousin est peu attractif en terme de tourisme mais représente un facteur d'ancrage pour les entrepreneurs et leurs employés.

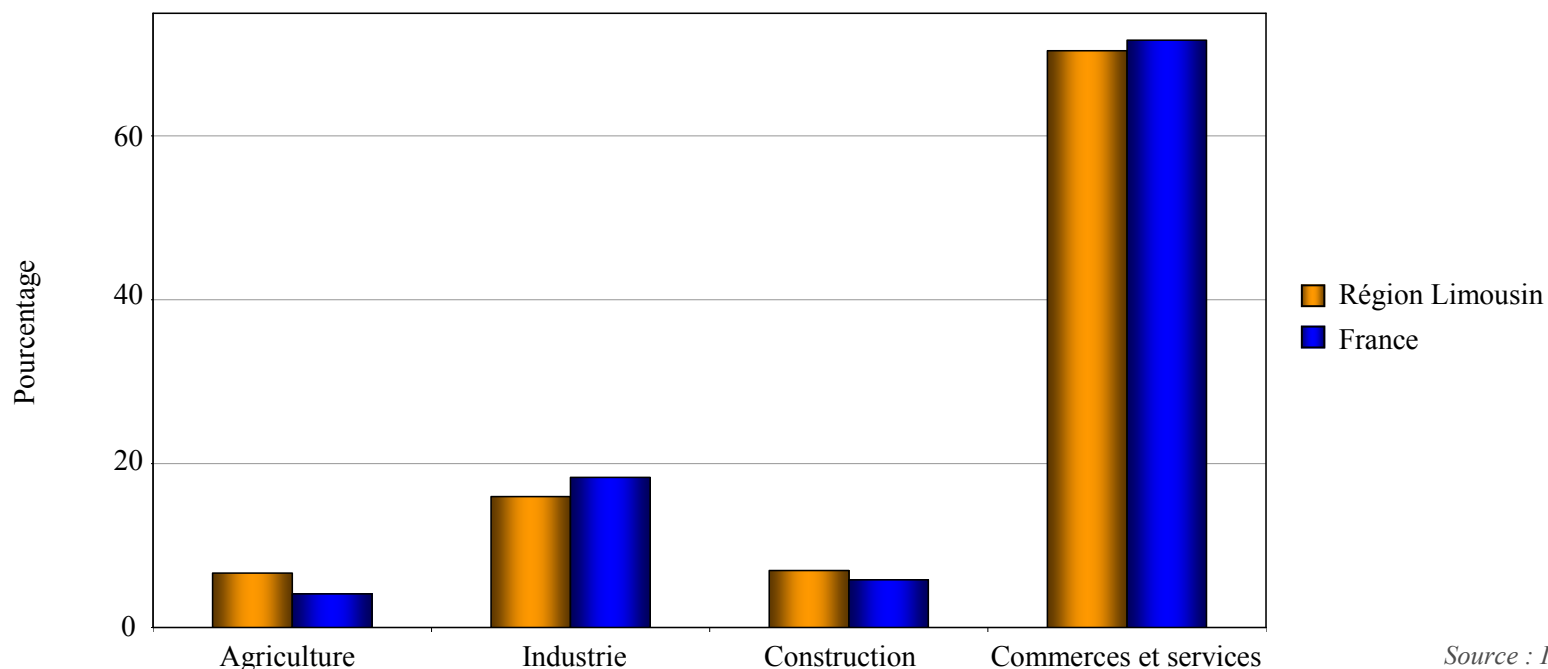
### B. LA POPULATION ACTIVE CONCENTRÉE DANS LES SECTEURS DU COMMERCE ET DES SERVICES

L'étude de la répartition des employés par activités en Région Limousin permet de la positionner par rapport à la moyenne nationale.

1. Source : INSEE, 2005

2. Source : INSEE, Mars 2007

3. Source : Observatoire du Comité Régional du Tourisme

**Graphique n°5 : Comparaison de la répartition des employés par activités en Limousin avec la France**

Source : INSEE RGP 1999  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Plus des deux tiers des employés sont concentrés dans les commerces et services. L'industrie limousine emploie 42 000 personnes pour 271 511 emplois sur le territoire régional, soit 16% des salariés. La construction et l'agriculture sont, quant à elles, d'avantage pourvoyeuses d'emplois que sur le reste du territoire national.

A ce niveau de l'étude, la Région Limousin, qui suit les grandes tendances nationales, ne semble pas se caractériser par un secteur particulier.

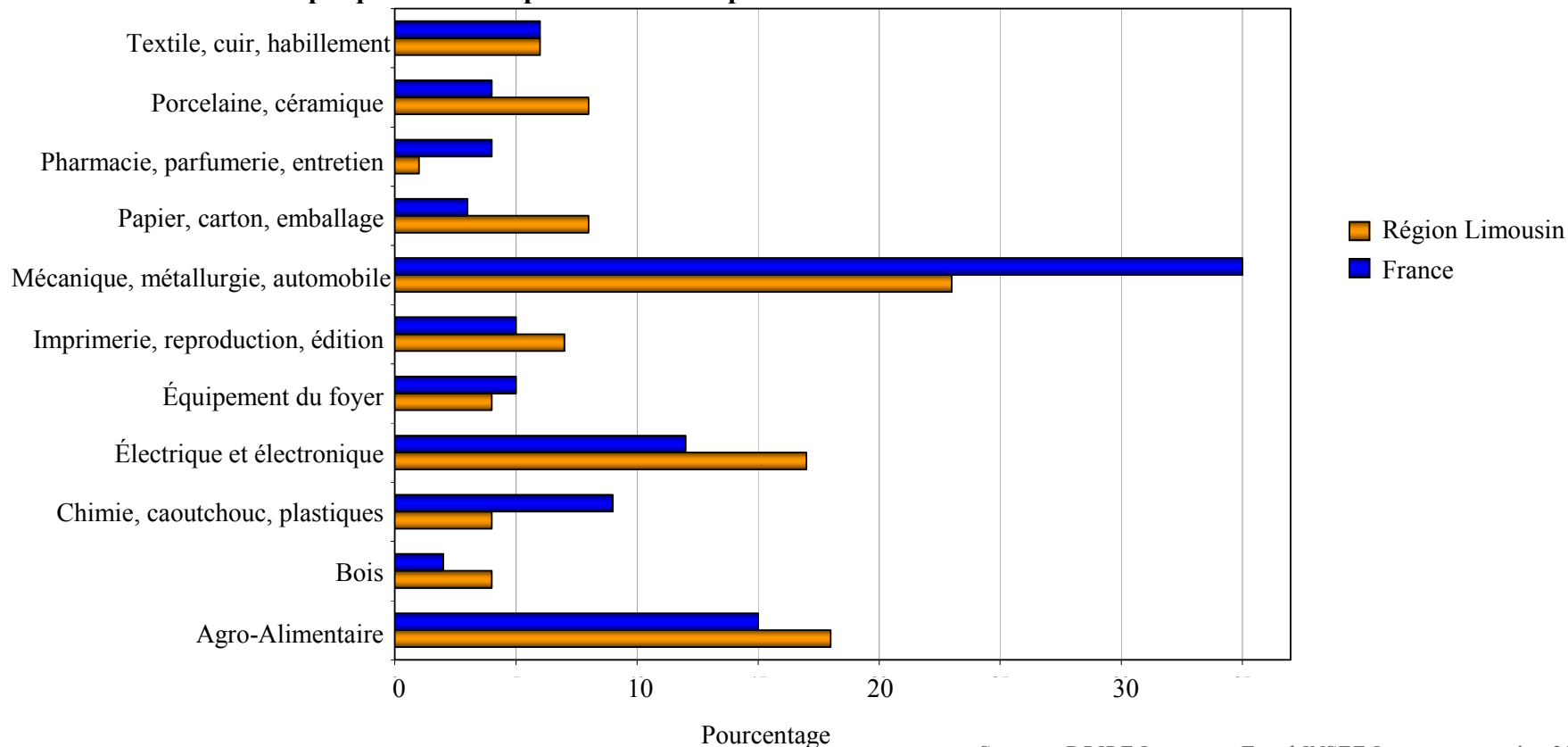
L'agriculture est encore fortement présente en Limousin même si ses effectifs ont fortement diminué. Elle représente 7% de l'emploi, occupe 52% du territoire, mais produit seulement 4,4% de valeur ajoutée. Le territoire bocager de la région offre de grandes surfaces agricoles, dont seulement 8,9% sont utilisées pour des cultures céréalières. Il s'agit essentiellement d'un élevage à viande, les exploitations laitières jouant un rôle mineur. L'élevage bovin est largement dominé par la race Limousine. Pour diversifier son agriculture, la région développe également d'autres filières telle que la filière ovine. Ainsi, le Limousin qui dispose grâce à de nombreux labels d'une vraie renommée, reste performant dans ce domaine.



### C. LES SPÉCIALISATIONS ET SPÉCIFICITÉS DE L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

L'étude de la spécialisation et des spécificités de l'industrie limousine est basée sur des données datant de 2003 de l'Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC).

**Graphique n°6 : Comparaison de la répartition des salariés de l'industrie en Limousin avec la France**



Source : DRIRE Limousin, Focal INSEE Limousin, numéro 25, mars 2006.  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

La Région Limousin apparaît spécialisée<sup>1</sup> dans trois secteurs<sup>2</sup> : « mécanique, métallurgie, automobile », « industrie agroalimentaire » et « électrique et électronique » qui représentent respectivement 23%, 18% et 17% des salariés de l'industrie du Limousin. La présence de différents secteurs industriels sur le territoire régional pourrait atténuer l'impact d'éventuelles crises pouvant affecter les activités industrielles.

Le Limousin est caractérisé par six secteurs spécifiques<sup>3</sup> : « papier, carton, emballage » (coefficient de spécificité<sup>4</sup> de 2,6), « bois » (coefficient de spécificité de 2), « porcelaine, céramique » (coefficient de spécificité de 2), « électrique et électronique » (coefficient de spécificité de 1,4), « agroalimentaire » (coefficient de spécificité de 1,2) et « imprimerie, reproduction, édition » (coefficient de spécificité de 1,4).

Les secteurs « bois » et « papier, carton » sont les plus dynamiques de l'industrie limousine. Afin de maintenir le dynamisme du secteur « bois » en Limousin, le Conseil Régional a adopté en 2006 le Plan Régional de Développement de la Filière Bois. L'activité de ces secteurs est portée sur les forêts qui occupent 34 % de la surface régionale. La fabrication de pâtes, papiers, cartons et des panneaux de particules nécessite les petits bois et les déchets de scieries. L'industrie de la seconde transformation (l'ameublement, la construction bois, etc.) demeure embryonnaire sur le territoire. Le pôle bois de Tulle a vocation à pallier le défaut de structuration du secteur, notamment à travers la recherche de nouveaux produits et débouchés. Enfin, l'utilisation du bois énergie représente une voie possible de développement du secteur, avec notamment l'utilisation des copeaux de bois comme combustibles.

Le secteur « porcelaine, céramique » est à l'origine du développement industriel du Limousin, dès le début du XIX<sup>ème</sup> siècle. L'activité est majoritairement présente en Haute-Vienne, grâce à la ville de Limoges. Ce secteur comprend deux grands domaines de production : la porcelaine art de la table et objets décoratifs d'une part, la porcelaine sanitaire et éléments de construction d'autre part. La porcelaine art de la table subit des crises répétées se traduisant par la fermeture d'entreprises. Toutefois, certaines unités de production restent rentables grâce à leur positionnement sur le secteur du luxe. La porcelaine sanitaire, qui emploie environ 350 salariés, est représentée par deux établissements importants, Alia et Jacob Delafon.

Le secteur « électrique et électronique », en plein essor en Limousin, est principalement présent au niveau des villes de Limoges et de Brive-La-Gaillarde. La Haute-Vienne regroupe 60% des emplois du secteur de la région, grâce notamment à la présence du groupe Legrand qui regroupe environ 3 000 emplois sur le département. Le sous-secteur « matériel électrique » domine le secteur en employant 66% de l'effectif salarié régional, ceci étant également lié au groupe Legrand. Le secteur « électrique et électronique » peut s'appuyer sur la recherche importante dans le

1. Un secteur est spécialisé lorsqu'il emploie la majeure partie de salariés.

2. Un secteur regroupe des entreprises de fabrication, de commerce ou de service qui ont la même activité principale (au regard de la nomenclature d'activité économique considérée).

3. Un secteur est spécifique lorsque le pourcentage local dépasse la valeur française. Elle se calcule par le ratio suivant : (Effectif salarié du secteur en région / effectif total de la région) / (Effectif salarié de la filière en France / effectif total de la France). Si le résultat obtenu est supérieur à 1, alors le secteur considéré est dit spécifique sur la région.

4. Le coefficient de spécificité correspond au rapport ( pourcentage de la région ) / ( pourcentage France). Si le rapport est supérieur à 1, le secteur est dit sur-spécifique; dans le cas inverse, le secteur est sous-spécifique.

domaine des technologies de l'information et de la communication, au sein de l'Université de Limoges. L'association des compétences universitaires et des centres de recherche des entreprises est nécessaire pour assurer la pérennité du secteur.

Le secteur d'activités « Agro-Alimentaire » est hétérogène en Région Limousin. En effet, il regroupe à la fois des grands établissements et des PME de quelques salariés principalement concentrés dans le Sud-Ouest de la région, avec la ville de Brive-La-Gaillarde. Les industries Agro-Alimentaires limousines ne réalisent que 4,3% de leur chiffre d'affaire à l'étranger, contre 15,1% pour leurs homologues nationaux. Le tissu industriel, constitué en majorité de PME, explique les faibles exportations. L'Agro-Alimentaire est dominé par l'« industrie de viandes » qui emploie 39% de l'effectif salarié régional. En effet, le territoire bénéficie de la présence de grands groupes, comme le corrézien Charal qui emploie 340 personnes en 2007, ou l'entreprise Madrange située à Limoges et qui emploie plus de 1 000 salariés.

Le secteur « imprimerie, reproduction, édition », secteur industriel important de l'économie en Limousin, représente environ 2 800 salariés. 86% d'entre eux sont concentrés en Haute-Vienne, majoritairement dans le bassin d'emploi de Limoges. Le domaine de l'édition regroupe 22,9% des effectifs du secteur. La faible représentation de cette partie du secteur graphique limite le développement de l'activité d'impression, qui emploie pourtant près de 60% des salariés du secteur. Les entreprises de la filière travaillent en partenariat avec les centres de formation en communication<sup>1</sup> afin de recruter une main d'œuvre qualifiée et d'anticiper les besoins par une veille technologique.

Les secteurs spécialisés et spécifiques du Limousin sont principalement industriels. Toutefois, une part importante de ces secteurs est composée d'artisans. En effet, l'artisanat concentre 12% de l'emploi salarié limousin. Il est implanté sur l'ensemble des zones rurales et urbaines de la région.

#### D. L'INNOVATION RÉGIONALE ORIENTÉE VERS LES SECTEURS SPÉCIFIQUES RÉGIONAUX

La main d'œuvre, ayant acquis des compétences propres à ces secteurs, dispose de savoir-faire spécifiques. Ceux-ci peuvent être des atouts pour les industriels recherchant un certain niveau de qualification et pour assurer une reconversion vers des activités plus innovantes en cas de crise.

Ces savoir-faire pourront être mobilisés en lien avec les différents pôles de compétitivité et organismes de recherche pour permettre de faire face aux évolutions technologiques et économiques dans ces secteurs.

1. BTS design graphique du lycée Raymond-Loewy de la Souterraine, BTS Industries graphiques et centre de ressources du lycée Maryse-Bastie de Limoges

En 2005, le Comité Interministériel de l'Aménagement et du Développement du Territoire (CIADT) a labellisé six pôles de compétitivité. Sur les six, deux sont pilotés par le Limousin. Elopsys, d'une part, concerne des spécialités telles que les hyperfréquences, les lasers, la photonique<sup>1</sup>, la domotique<sup>2</sup>, la microélectronique et les systèmes sécurisés. Le pôle européen de la céramique, d'autre part, a un programme d'actions ciblées sur les arts de la table et les céramiques industrielles. Ces dernières trouvent des applications dans des domaines telles que l'énergie, la santé et les technologies de l'information et de la communication. Les céramiques techniques, quant à elles, connaissent un développement important, notamment grâce à deux laboratoires universitaires : l'ENSCI (École Nationale Supérieure des Céramiques Industrielles) et l'ENSIL (École Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Limoges).

De plus, des entreprises et des centres de recherche régionaux se sont associés aux quatre pôles restants pilotés par d'autres régions : Sciences et Systèmes de l'Énergie Électrique (Région Centre), Viaméca (Auvergne), Cancer-Bio-Santé (Midi-Pyrénées), InnoViandes (Auvergne).

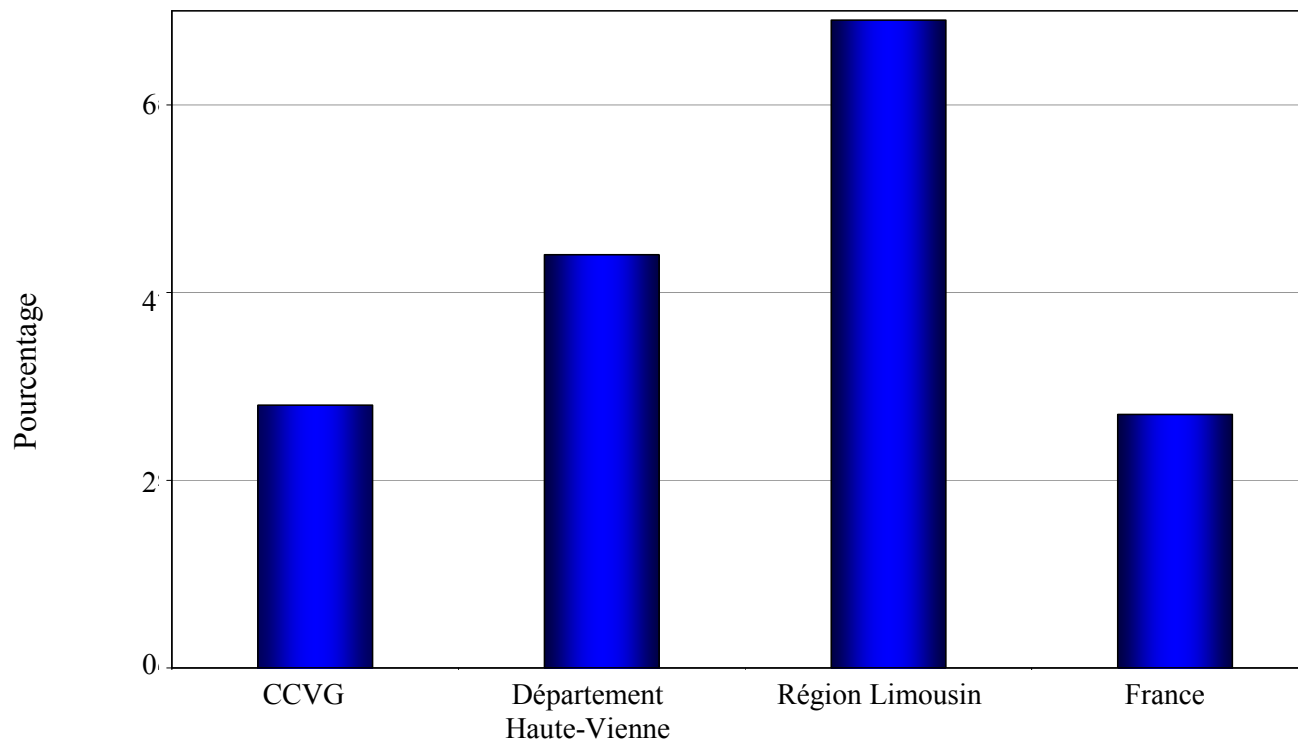
La région compte également le pôle environnement et excellence E-Design sur Limoges, le pôle métallurgie à Brive-la-Gaillarde et le pôle interrégional du bois centré sur Tulle. Ils développent des stratégies concertées et commencent à bénéficier d'une reconnaissance en dehors des frontières régionales.

1. Science qui étudie la lumière et développe les technologies capables de la contrôler.
2. Électronique utilisée dans les domiciles.

## II. L'ÉCONOMIE LOCALE BASÉE SUR LA TRADITION OUVRIÈRE

### A. L'AGRICULTURE, UN FACTEUR DE MAINTIEN DU PAYSAGE

**Graphique n°7 : La part des agriculteurs dans la population active**



Source : INSEE RGP 1999  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

En 1999, le pourcentage d'agriculteurs sur la CCVG s'élevait à 2,80 % alors qu'il était de 4,40 % dans le département et de 6,90 % dans la région. Ces taux mettent en évidence la faiblesse de l'agriculture sur le territoire intercommunal par rapport à la région. La Communauté de Communes suit la tendance nationale agricole. En effet, les jeunes ne sont plus attirés par la reprise d'exploitation du fait de la difficulté à s'installer, et ceci malgré de nombreuses aides existantes. Cette orientation conduit à une diminution du nombre d'agriculteurs. La surface agricole étant

stable et le nombre d'exploitations en baisse, ces dernières sont donc de plus en plus grandes.

De plus, le faible taux d'agriculteurs sur le territoire intercommunal par rapport à la région peut s'expliquer par la proximité à Limoges. En effet, alors que la région reste à dominante rurale, la CCVG est un territoire de plus en plus urbanisé et qui subit l'urbanisation croissante de l'agglomération limougeaude.

L'agriculture, pour perdurer, devrait s'orienter vers la production de qualité via les nombreux labels existants (Limousin Tendre Saveur, Limousin Blason Prestige, etc.) et vers l'agriculture biologique. Aujourd'hui, l'agriculture n'apparaît pas comme le point fort de l'économie du territoire intercommunal. Cependant, elle joue un rôle primordial dans la préservation du paysage local, élément déterminant de l'attrait du territoire. En effet, le cadre de vie agréable est un élément pris en compte pour l'installation des ménages et des entreprises.

**Photo n°16 : Une vache de race limousine**



Réalisation : Groupe CCVG-DA

## B. LES INDUSTRIES TRADITIONNELLES DU GANT ET DU PAPIER

**Photo n°17 : L'usine des Seilles à Saint-Junien**



Source : Mairie de Saint-Junien

Les caractéristiques du territoire ont constitué de véritables atouts pour l'implantation de deux types d'activités : la papeterie d'une part, la mégisserie et la ganterie d'autre part. En effet, les forces hydrauliques de la Vienne et de la Glane étaient nécessaires pour le fonctionnement de l'industrie papetière. De plus, la présence de nombreux élevages ovins associés aux eaux à pH neutre et non calcaires de la Vienne et de la Glane constituait la base de l'industrie du cuir. Enfin, des copeaux de chênes et de châtaigniers, essences répandues dans la région, étaient utilisés par les tanneurs pour conserver les peaux.

Le territoire intercommunal était orienté vers trois activités : le papier, la mégisserie et la ganterie. Le papier-chiffon, utilisé pour l'écriture et l'imprimerie, était fabriqué dans



deux moulins à papier localisés à Saint-Junien (moulins Brice et de Chatelard) et un à Oradour-sur-Glane. La mégisserie et la ganterie formaient initialement une seule activité artisanale.

A partir des années 1830, les industries papetières et mégissières ont connu de nombreuses crises s'expliquant par la mécanisation et la hausse des prix. Face à ces changements, la Société Générale des Papeteries du Limousin a été créée afin de regrouper les entreprises les plus puissantes et d'éliminer la concurrence.

Malgré les avancées techniques, les conditions de travail étaient encore difficiles : 12 heures par jour, salaires faibles, les mégissiers travaillaient une grande partie du temps dans les eaux froides des rivières, etc. Elles ont conduit à des revendications salariales suivies de la création de syndicats locaux. A leur apogée, les syndicats des trois principales industries rassemblaient la majorité des ouvriers. En effet, environ les trois-quarts des papetiers, les trois-quarts des mégissiers et la moitié des gantiers étaient syndiqués.

Les dirigeants des entreprises voulaient installer de nouvelles machines afin de réduire le personnel. Face à cette initiative, de nombreuses grèves éclatèrent. La majorité des ouvriers se mit en grève et affronta les ouvriers qui continuaient à travailler. Pour pouvoir subvenir aux besoins des grévistes, une soixantaine d'entre eux décida de réunir une somme d'argent qui permit d'acheter des denrées vendues aux autres grévistes à prix coûtant. De cette initiative a été créée, à la fin de l'année 1902, une coopérative de consommation : l'Union Syndicale Ouvrière (USO).

La mégisserie et la ganterie, quant à elles, connurent moins de difficultés malgré une modernisation à l'origine de la fermeture de nombreuses ganteries. La commune de Saint-Junien a réussi à maintenir son industrie gantière qui a atteint son apogée en 1927. Après une période de déclin, cette industrie s'est repositionnée sur le marché du luxe. Aujourd'hui, Saint-Junien est la capitale du gant de luxe.

La papeterie, la mégisserie et la ganterie ont marqué le territoire communautaire. Aujourd'hui, la papeterie y semble primordiale alors que la mégisserie et la ganterie paraissent avoir perdu de leur importance. Ainsi, certaines entreprises du territoire sont les héritières du passé, ce qui contribue à leur ancrage territorial. La tradition ouvrière du territoire et les savoir-faire représentent une force pour le territoire. En effet, la main d'œuvre est à la fois qualifiée et spécialisée dans la mégisserie, la ganterie et la papeterie. En cas de reconversion, elle pourrait réutiliser ses savoir-faire pour

**Photo n°18 : Le quai des mégisseries à Saint-Junien**



Source : Mairie de Saint-Junien

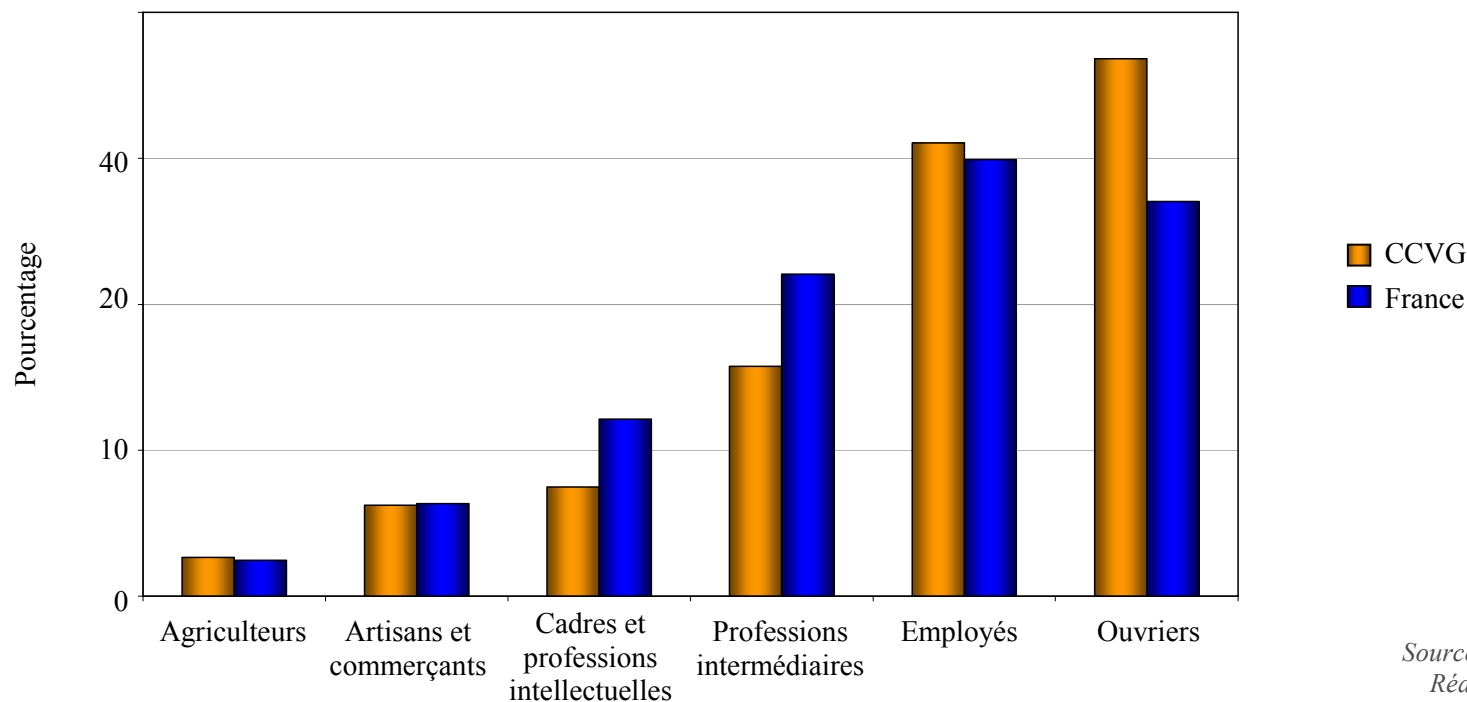
d'autres productions nécessitant les mêmes compétences.

Le passé syndical et les coopératives restent encore très présents dans la représentation collective du territoire. La mentalité communautaire en est toujours imprégnée et des répercussions sont encore perceptibles aujourd'hui. En effet, les associations semblent être les héritières des anciens syndicats locaux. Elles sont très nombreuses sur le territoire communautaire et certaines d'entre-elles proposent aux ouvriers des activités adaptées à leurs heures de travail.

### C. LA POPULATION ACTIVE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL À DOMINANTE OUVRIÈRE

L'étude de la population active résidant sur le territoire permet de caractériser la main d'œuvre. L'interprétation de ces données peut s'avérer utile dans le choix d'une politique de développement économique.

**Graphique n°8 : La répartition de la population ayant un emploi sur la CCVG et en France par Catégories Socio-Professionnelles**



Source : Recensement INSEE 1999  
Réalisation : Groupe DA-CCVG



En 1999, la population active de la CCVG était constituée à 37% d'ouvriers alors qu'ils ne représentaient que 27% de la population active nationale. Par contre, les cadres et professions intermédiaires sont moins nombreux qu'à l'échelle nationale. Concernant les employés, artisans, commerçants et agriculteurs, leur proportion sur le territoire suivait les tendances nationales.

Ces valeurs s'expliquent par la ruralité du territoire. En effet, les cadres sont moins représentés en milieu rural qu'en milieu urbain. Toutefois, il faut souligner que cette Catégorie Socio-Professionnelle<sup>1</sup> (CSP) a connu une croissance de 12, 8 % entre 1990 et 1999<sup>2</sup>. Cette attractivité de cadres peut être expliquée, d'une part, par la proximité de Limoges, d'autre part, par la tertiarisation du territoire.

## D. LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE<sup>3</sup> RÉPARTIES DE MANIÈRE HÉTÉROGÈNE SUR LE TERRITOIRE

### 1. LA MÉTHODE DE L'ÉTUDE DES ENTREPRISES

La base du recensement des entreprises a été le fichier « VisDGI – Taxe Professionnelle 2005 » de la Direction Générale des Impôts. Il permet de connaître toutes les entreprises présentes sur un territoire. Il a été ainsi dénombré au total 868 entreprises sur le territoire communautaire. De plus, ce fichier fournit le code SIREN (Système d'Identification du Répertoire des Entreprises) propre à chaque entreprise.

A partir de ce code, les données ont été complétées par des fichiers de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) et de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA) de Limoges et de la Haute-Vienne.

Afin d'enrichir la base de données, le code SIREN a été utilisé pour recueillir des informations sur les sites Internet du Registre National du Commerce et des Sociétés<sup>4</sup>.

Des entretiens et des communications téléphoniques se sont avérés nécessaires face à l'absence d'informations sur certaines entreprises. Toutefois des lacunes ont persisté ; lorsque le nombre de salariés d'une entreprise n'était pas connu, il a été remplacé par zéro.

Ce recensement est la base de l'étude du tissu économique local.

1. Regroupement de la population selon une synthèse de la profession, de la position hiérarchique et du statut (salarié ou non). *Source : INSEE*

2. *Source : INSEE RGP 1999*

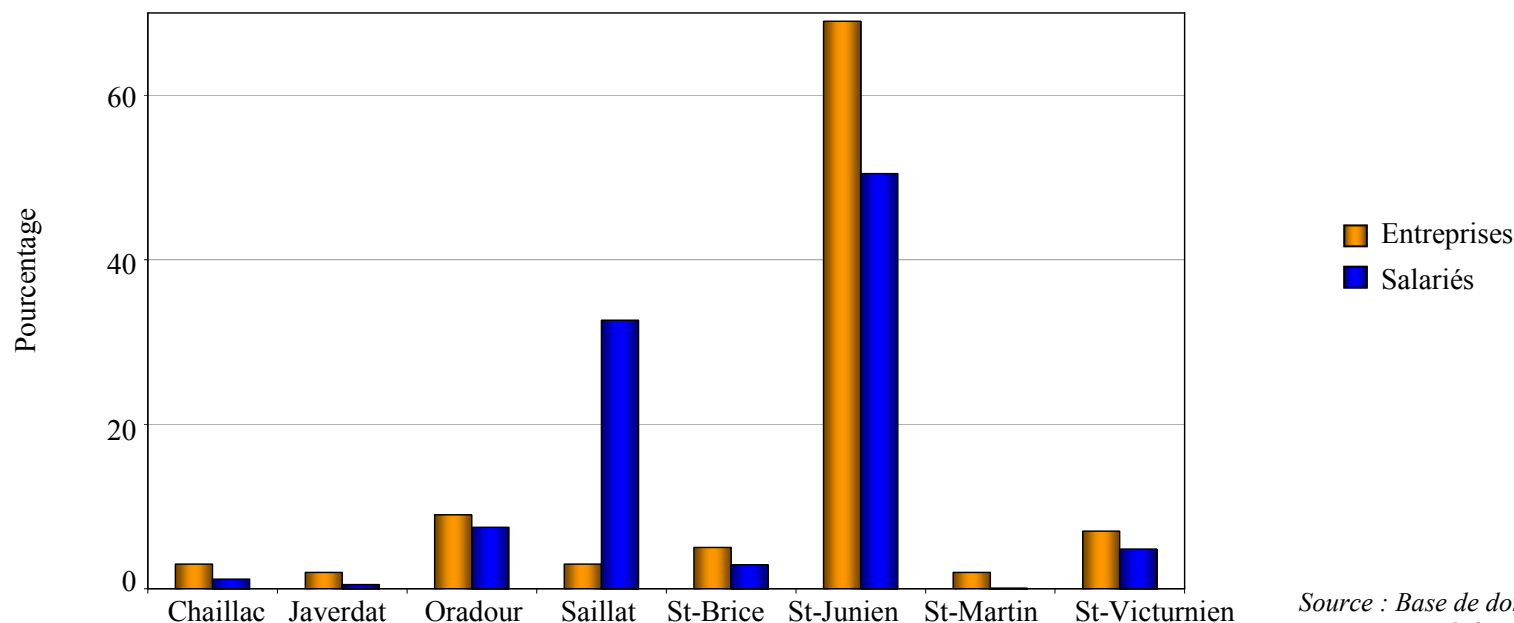
3. L'économie productive regroupe les secteurs qui contribuent à la production de biens qui n'ont pas, a priori, vocation à être consommés sur le territoire : l'agriculture, l'industrie, le commerce de gros et les services aux entreprises. *Source : INSEE*

4. [www.societe.com](http://www.societe.com), [www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr)

## 2. LA MAIN D'ŒUVRE OUVRIÈRE RÉPARTIE DE MANIÈRE HÉTÉROGÈNE SUR LE TERRITOIRE

Seulement 178 des 868 entreprises recensées sur le territoire peuvent être regroupées dans l'économie productive.

**Graphique n°9 : La répartition des entreprises et des salariés de l'économie productive sur la CCVG**

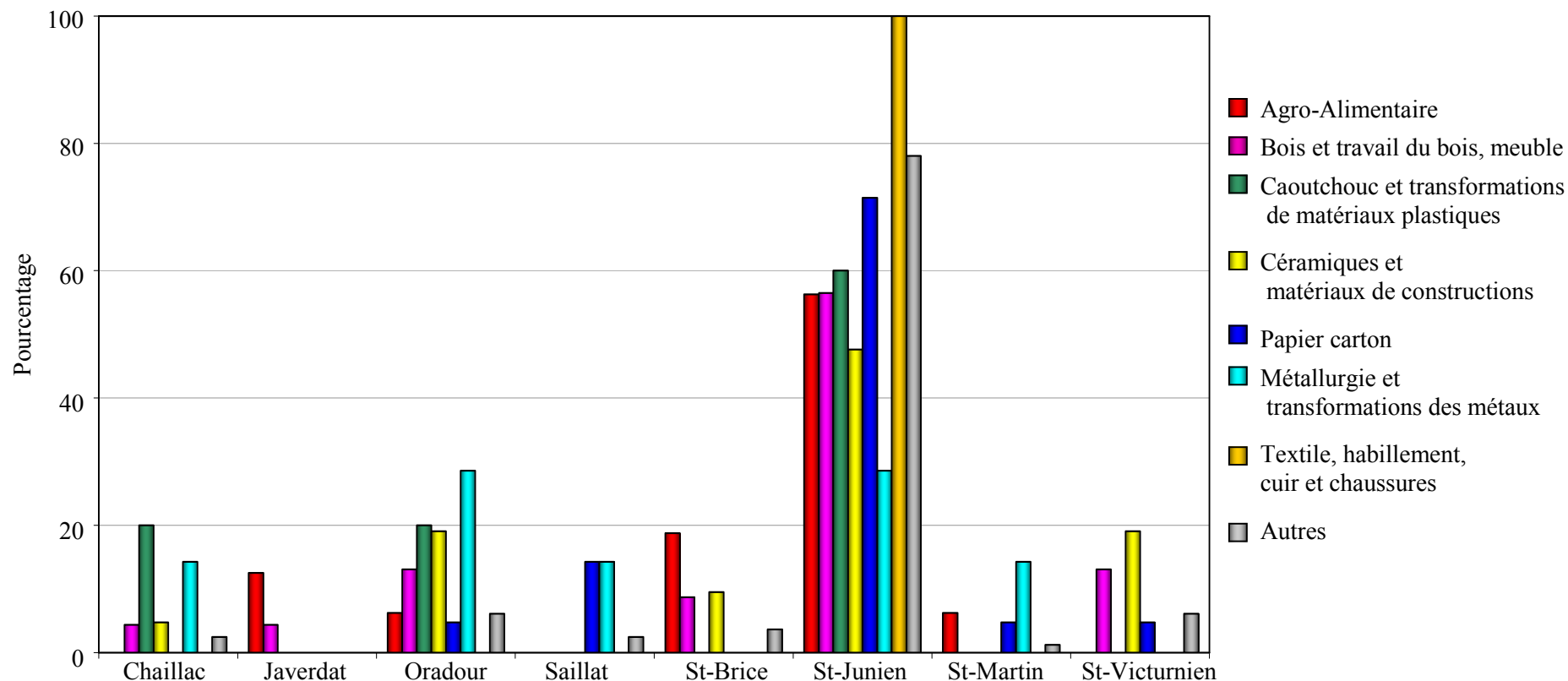


Source : Base de données groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les entreprises de l'économie productive sont principalement concentrées sur la ville centre, ce qui accentue les disparités territoriales. En effet, la commune de Saint-Junien, qui compte à elle seule 129 établissements de l'économie productive, regroupe la moitié des emplois de cette économie sur le territoire intercommunal. Les établissements de l'économie productive présents sur les autres communes offrent un nombre d'emplois limité, à l'exception de ceux implantés à Saillat-sur-Vienne. En effet, les entreprises de Saillat-sur-Vienne, représentant 3% des entreprises de l'économie productive du territoire intercommunal, regroupent le tiers des emplois communautaires de l'économie productive. Cette caractéristique s'explique par la présence de deux industries papetières appartenant à deux groupes multinationaux : International Paper (844 employés) et Smurfit-Kappa (149 employés).

L'étude de la répartition des entreprises et des employés par filières de l'économie productive et par communes permet de connaître les manques et besoins éventuels sur les communes du territoire.

Graphique n°10 : La répartition des entreprises par secteurs de l'économie productive et par communes



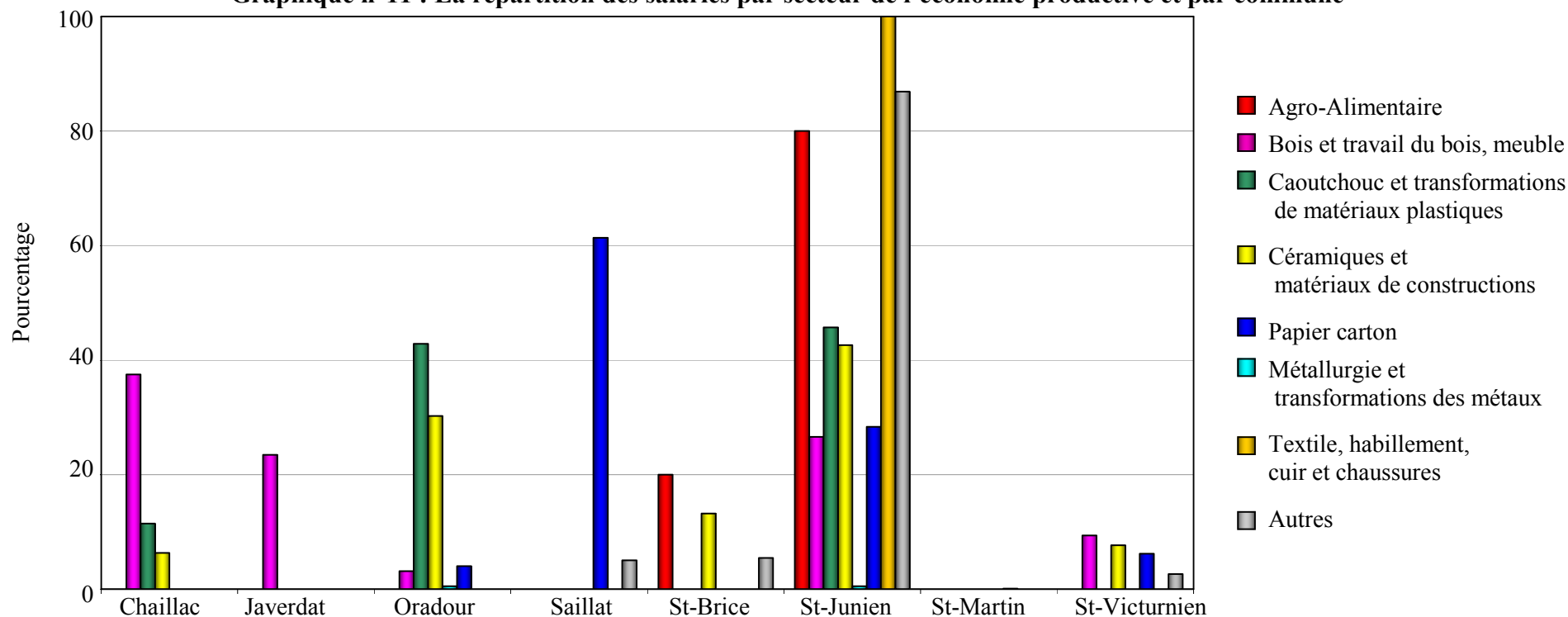
Source : Base de données groupe DA-CCVG

Réalisation : Groupe DA-CCVG

La commune de Saint-Junien présente la plus grande diversité de secteurs sur son territoire alors que chacune des autres communes semble plus tournée vers une activité dominante. La commune d'Oradour-sur-Glane accueille également des entreprises de nombreux secteurs. Toutefois, l'industrie métallurgique et de transformations des métaux est majoritaire sur cette commune. Ce secteur est également important sur les communes de Saint-Martin-de-Jussac et de Saillat-sur-Vienne marquée par la forte représentation d'industries papetières. La commune de Saint-Victurnien, quant à elle, compte de nombreuses entreprises du secteur « céramique et matériaux de construction ».

De plus, le secteur « textile, habillement, cuir et chaussures » est uniquement présent sur la commune de Saint-Junien. Cette caractéristique s'explique par l'histoire de la commune et montre que ce domaine s'est peu étendu sur l'ensemble du territoire.

Graphique n°11 : La répartition des salariés par secteur de l'économie productive et par commune



Source : Base de données groupe DA-CCVG

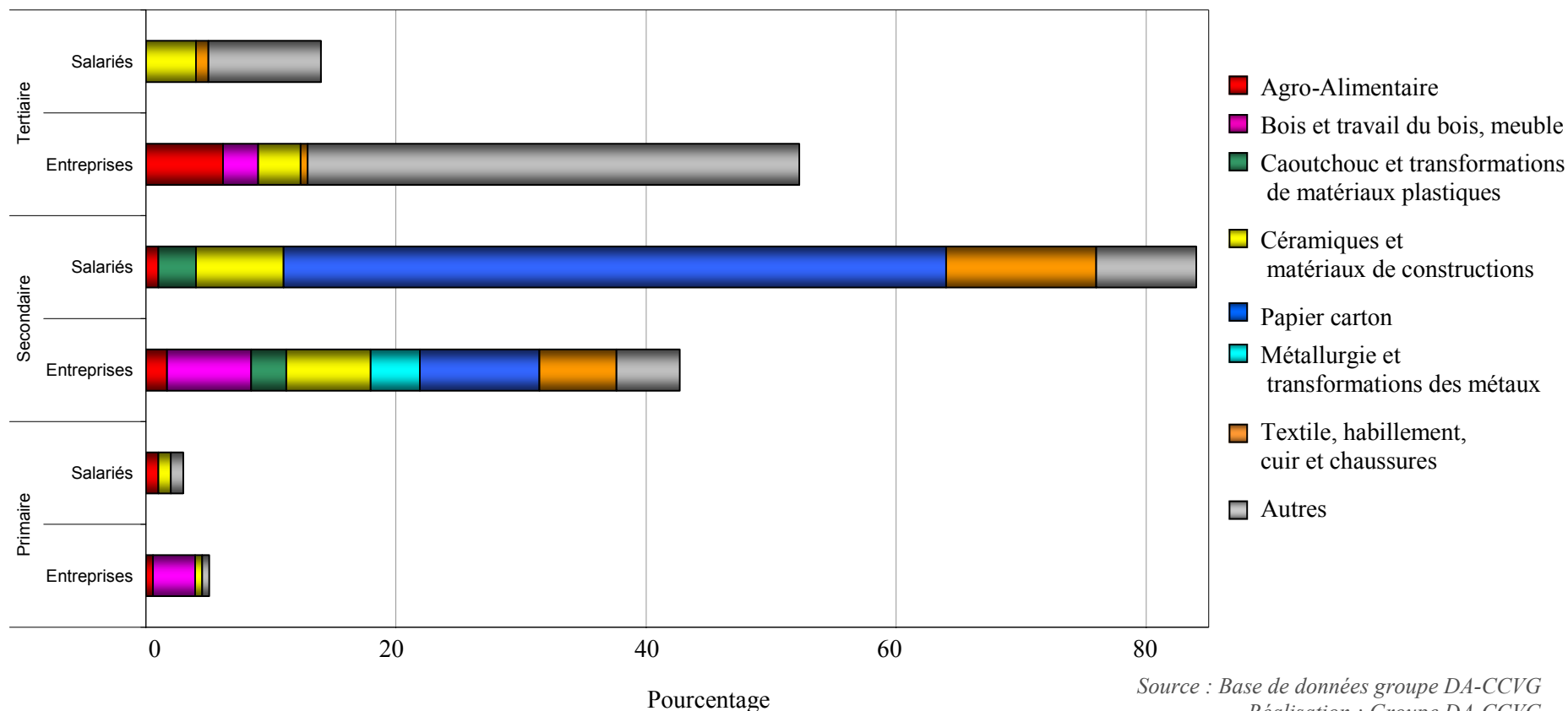
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Comme pour la répartition des entreprises de l'économie productive, la commune de Saint-Junien regroupe des emplois de divers domaines, hormis la métallurgie et les transformations de métaux. Le secteur « bois et travail du bois, meubles » représente une part importante des salariés à Chaillac-sur-Vienne et Javerdat. L'emploi présent sur la commune de Saillat-sur-Vienne est caractérisé par la présence des deux grandes industries papetières.

Enfin, le secteur « textile, habillement, cuir et chaussures » concentre tous ses employés sur la commune de Saint-Junien.

Ces valeurs mettent en évidence que les entreprises et la main d'œuvre ouvrière sont inégalement réparties en fonction des secteurs sur l'ensemble du territoire intercommunal. La commune de Saint-Junien est celle qui semble la plus diversifiée, suivie par Oradour-sur-Glane.

## E. LES SECTEURS SPÉCIFIQUES ET SPÉCIALISÉS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Graphique n°12 : Les secteurs<sup>1</sup> spécialisés sur le territoire intercommunal

1. Les secteurs d'activités sont regroupés dans les secteur primaire, secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire regroupe l'ensemble des activités dont la finalité consiste en une exploitation des ressources naturelles : agriculture, pêche, forêts, mines, gisements.

Le secteur secondaire regroupe l'ensemble des activités constituant en une transformation plus ou moins élaborée des matières premières (industries manufacturières, construction).

Le secteur tertiaire recouvre un vaste champ d'activités qui va du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale. Le périmètre du secteur tertiaire est de fait défini par complémentarité avec les activités des secteurs primaire et secondaire.

Source : INSEE

Les secteurs étudiés dans ce graphique proviennent de l'observatoire économique et social de la Haute-Vienne.

La répartition des entreprises et des salariés de l'économie productive est hétérogène en fonction des secteurs d'activités. En effet, le secteur primaire représente 5% des entreprises et un peu moins de 3% des salariés. Le secteur secondaire concentre 43% des entreprises et 84% des salariés. Ces valeurs s'expliquent par la présence d'International Paper et Smurfit-Kappa sur le territoire communautaire. Le secteur tertiaire regroupe, quant à lui, un peu plus de la moitié des entreprises du territoire mais ne comptabilise que 13% des salariés.

Le peu d'entreprises et de salariés dans le secteur primaire, comparé à l'activité du secteur secondaire, suggère que les matières premières proviennent de l'extérieur du territoire.

La présence de nombreux établissements du secteur tertiaire souligne une offre large de services aux entreprises.

L'étude des entreprises et des salariés de l'économie productive met en exergue trois secteurs spécialisés sur le territoire communautaire : « papier carton », « textile, habillement, cuir et chaussures » et « céramique et matériaux de construction ».

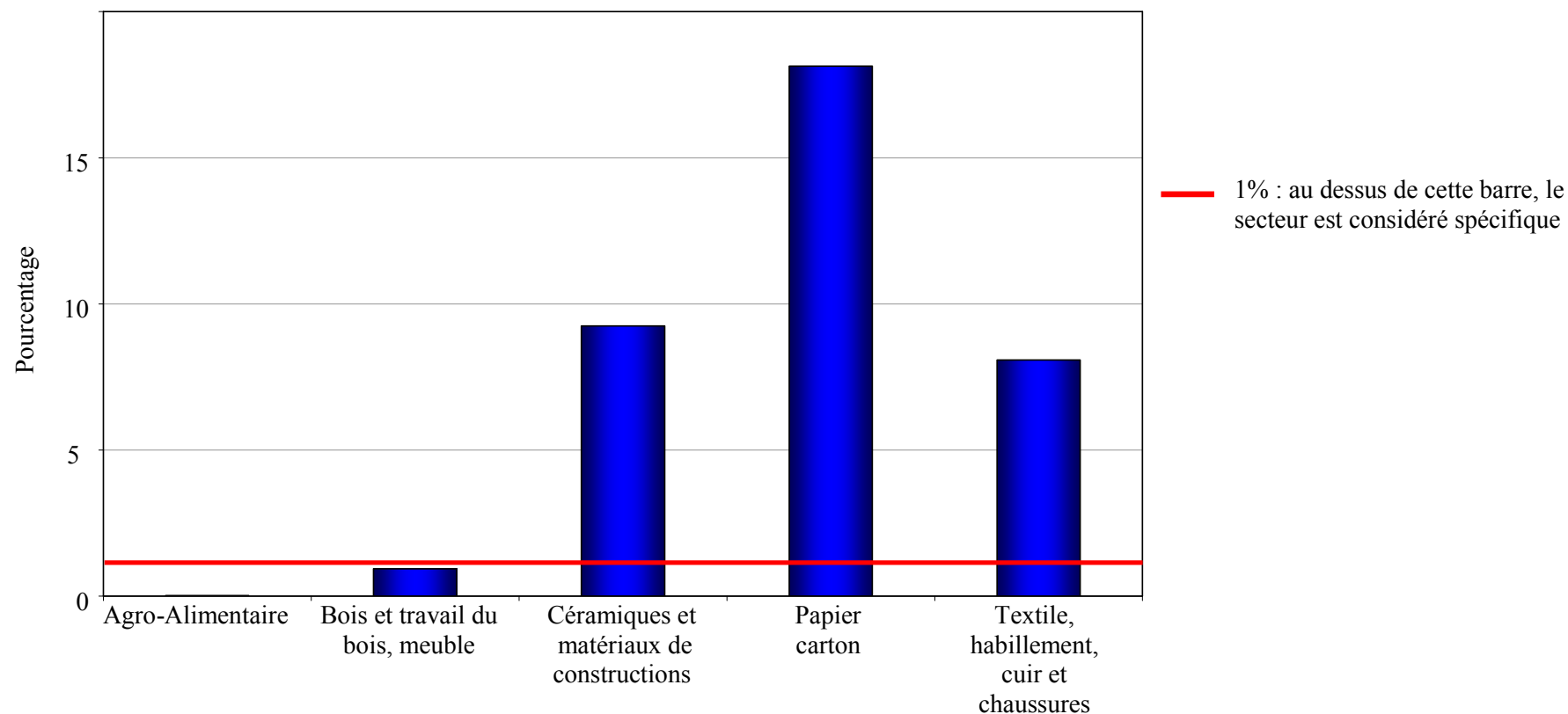
Le secteur « papier carton » représente 13% des entreprises du territoire intercommunal. Les entreprises de ce secteur sont toutes concentrées dans le secteur secondaire. Ce secteur, porté par International Paper et Smurfit-Kappa, regroupe plus de la moitié des salariés de l'économie productive du territoire communautaire.

Le secteur « textile, habillement, cuir et chaussures » regroupe 12% des salariés dans 7% des entreprises de l'économie productive du territoire. La totalité des entreprises de ce secteur est implantée à Saint-Junien. La part importante de ce secteur dans l'économie productive locale s'explique par la présence de l'activité gantière de Saint-Junien.

Le secteur « céramique et matériaux de construction » rassemble 12% des salariés pour 11 % des entreprises. Il est présent dans tous les secteurs de l'économie productive locale.

La majorité des entreprises du secteur tertiaire n'appartiennent pas à un secteur précis. En effet, les services qu'elles proposent, telles que la comptabilité ou les assurances, s'adressent à tous les domaines d'activités.

Graphique n°13 : Les secteurs spécifiques sur le territoire intercommunal



Source : Base de données du groupe DA-CCVG, INSEE  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les secteurs qui apparaissent spécialisés sur le territoire intercommunal sont également spécifiques. En effet, le « papier carton », la « céramique et matériaux de constructions » et le « textile, habillement, cuir et chaussures » sont proportionnellement plus représentés en terme d'emplois sur le territoire intercommunal que régional.

## F. LES ENTREPRISES DYNAMIQUES DES SECTEURS SPÉCIFIQUES

### 1. LE PORTEFEUILLE D'ENTREPRISES, UN OUTIL DÉRIVÉ DES PORTEFEUILLES D'ACTIVITÉ

Le portefeuille d'activité est un outil permettant de mesurer la pertinence de l'activité d'une entreprise, c'est-à-dire savoir si l'activité est rentable ou à abandonner.

Il existe deux méthodes pour réaliser ce type de portefeuille : le modèle Boston Consulting Group (BCG) et celui de Mc Kinsey.

Ces deux méthodes consistent à positionner les différentes activités d'une entreprise sur un graphique selon deux axes. Le positionnement de l'entreprise par rapport à ses concurrents pour l'activité étudiée<sup>1</sup> se retrouve en abscisse. La valeur ajoutée de l'activité<sup>2</sup> est représentée en ordonnée.

Toutefois, cet outil ne répondait pas exactement aux besoins de l'étude. En effet, ce travail portait sur l'étude du tissu économique local, soit l'ensemble des entreprises. La notion de portefeuille d'activité a été étendue aux entreprises du territoire.

La réalisation de portefeuilles d'entreprises a permis, en étudiant la valeur ajoutée en fonction de la date de création de l'entreprise, de comparer l'état de santé de chacune d'entre elles.

Afin de faciliter l'analyse, des valeurs seuil ont été calculées en faisant des moyennes géométriques<sup>3</sup>.

Les différentes données nécessaires pour réaliser cette étude sont difficilement accessibles. L'observation des portefeuilles d'activités n'est donc pas généralisable et permet uniquement un bref aperçu de l'état de l'économie locale.

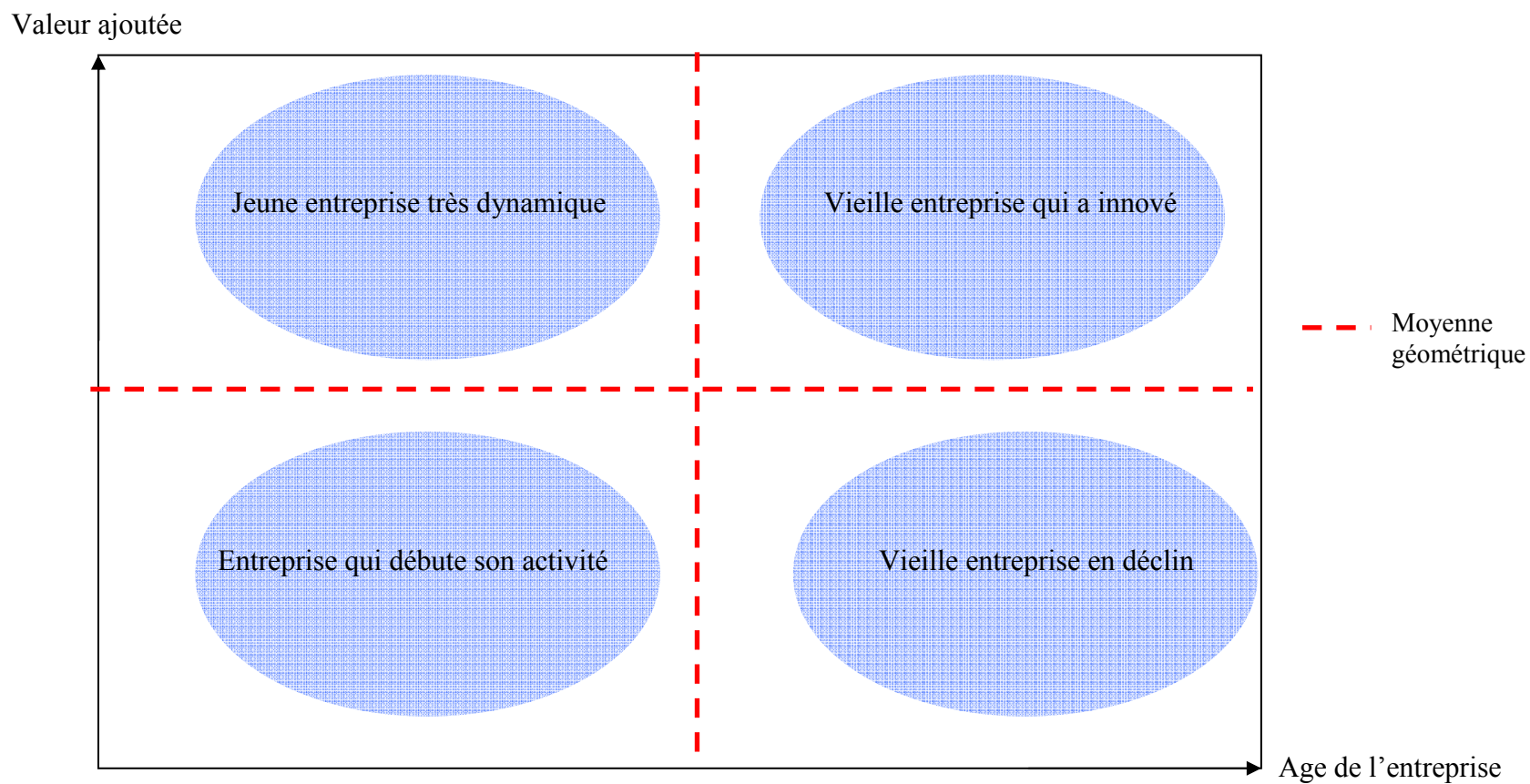
Le schéma à la page suivante permet de faire une lecture générale des portefeuilles d'entreprises. Une entreprise se situant dans la partie droite inférieure sera donc considérée comme une entreprise ancienne en déclin. En général, la situation de ce type d'entreprises s'explique par un manque d'innovation de l'activité.

1. Mesure de la part de marché relative, de la maîtrise des facteurs clés de succès.

2. Mesurée par son taux de croissance, sa phase de maturité, etc.

3. Racine nième du produit des n-éléments



**Schéma n°1 : Lecture de base d'un portefeuille d'entreprises***Réalisation : Groupe DA-CCVG*

## 2. ANALYSE DES PORTEFEUILLES D'ENTREPRISES

Afin d'obtenir les résultats les plus cohérents possibles, les portefeuilles d'entreprises ont été réalisés en regroupant les entreprises selon leur taille. En effet, une petite entreprise ne peut avoir la même valeur ajoutée qu'une grande entreprise.

La Commission Européenne a défini un classement des entreprises selon leur taille en quatre catégories. Les critères utilisés sont le nombre de salariés et le chiffre d'affaires. Ce dernier représente le montant des affaires réalisées par l'entreprise avec les tiers dans l'exercice de son activité professionnelle normale et courante. Il correspond à la somme des ventes de marchandises, de produits fabriqués, des prestations de services et des produits et activités annexes<sup>1</sup>.

Les micro-entreprises comptent moins de 10 salariés et réalisent un chiffre d'affaires inférieur à deux millions d'euros.

Les petites entreprises comptent de 10 à 49 salariés et réalisent un chiffre d'affaires inférieur à dix millions d'euros.

Les moyennes entreprises comptent de 50 à 249 salariés et réalisent un chiffre d'affaire inférieur à cinquante millions d'euros.

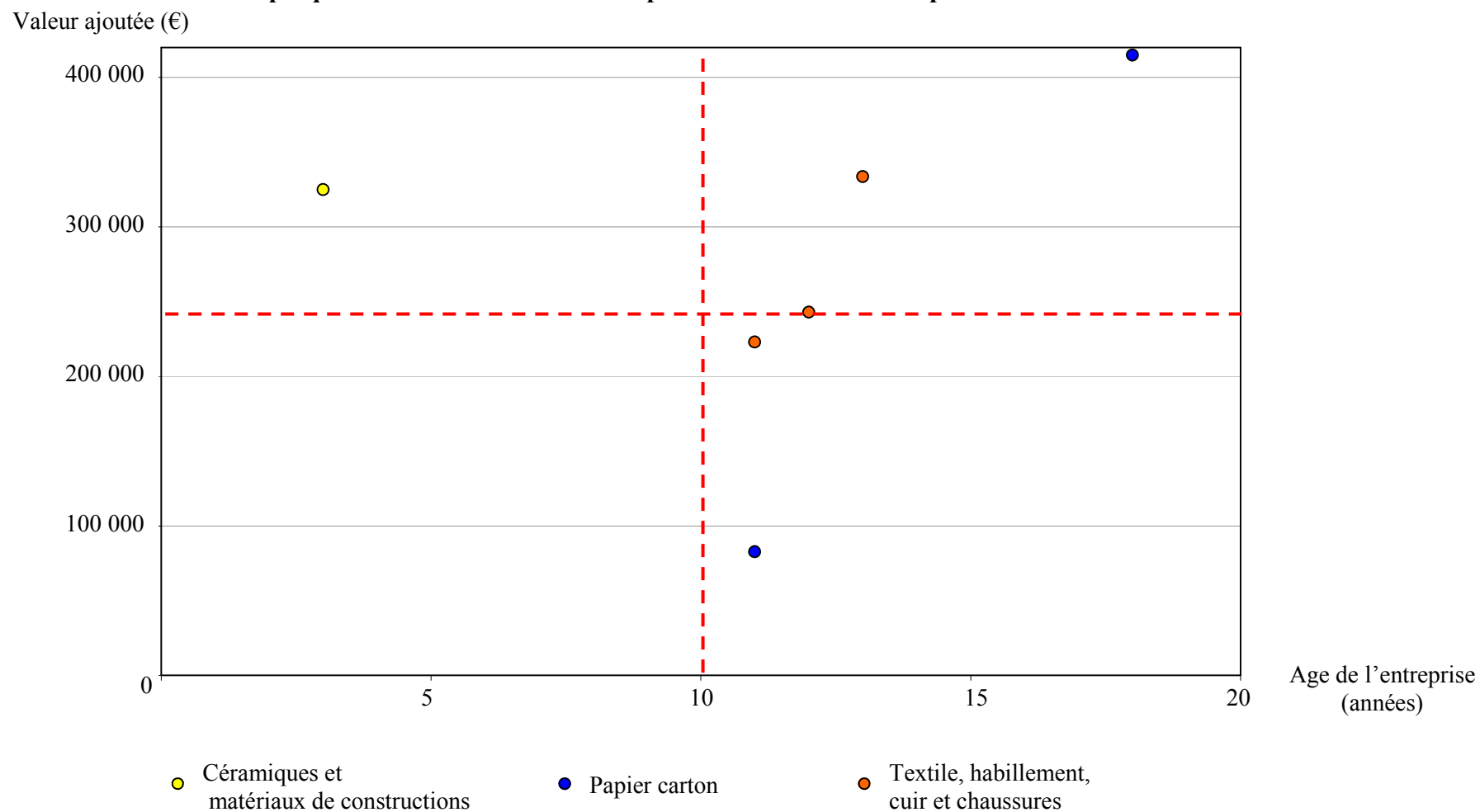
Les grandes entreprises correspondent aux entreprises ne répondant pas aux définitions ci-dessus.

Sur un graphe, un symbole représente une seule entreprise. Les entreprises ont également été distinguées selon le secteur d'activités dans lequel elle se trouve.

L'étude des portefeuilles d'activités reste toutefois très limitée car les valeurs ajoutées sont parfois celles du groupe complet. En effet, ce problème se rencontre principalement pour les grandes entreprises.

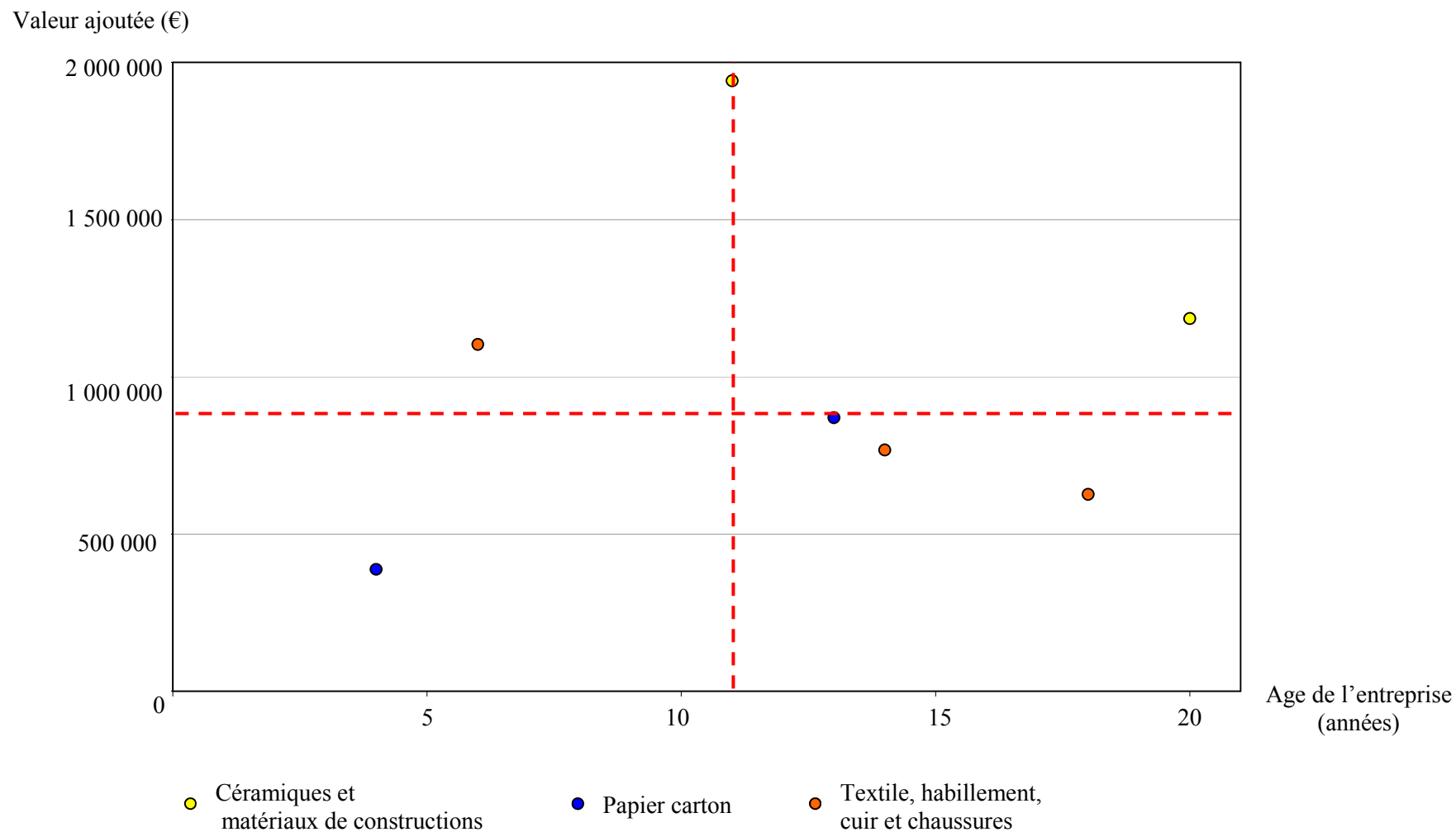
Il est donc important de prendre en compte la limite de cet exercice qui permet un aperçu de l'économie locale, mais qui ne permet pas d'obtenir des conclusions globales pour l'ensemble du territoire intercommunal.

1. Source : INSEE

**Graphique n°14 : Portefeuille d'entreprises sur les micro entreprises du territoire**

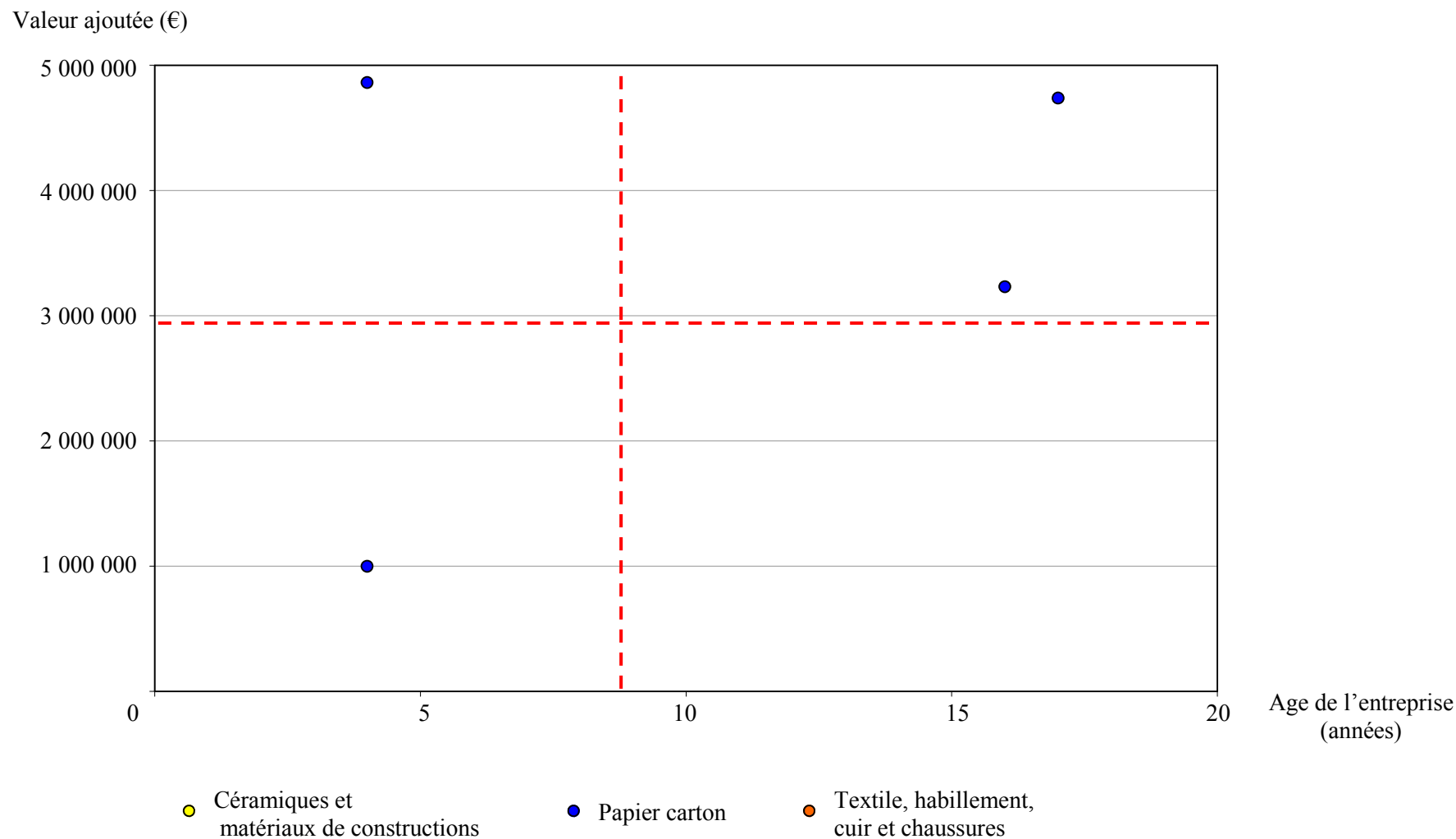
Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Graphique n°15 : Portefeuille d'entreprises sur les petites entreprises du territoire



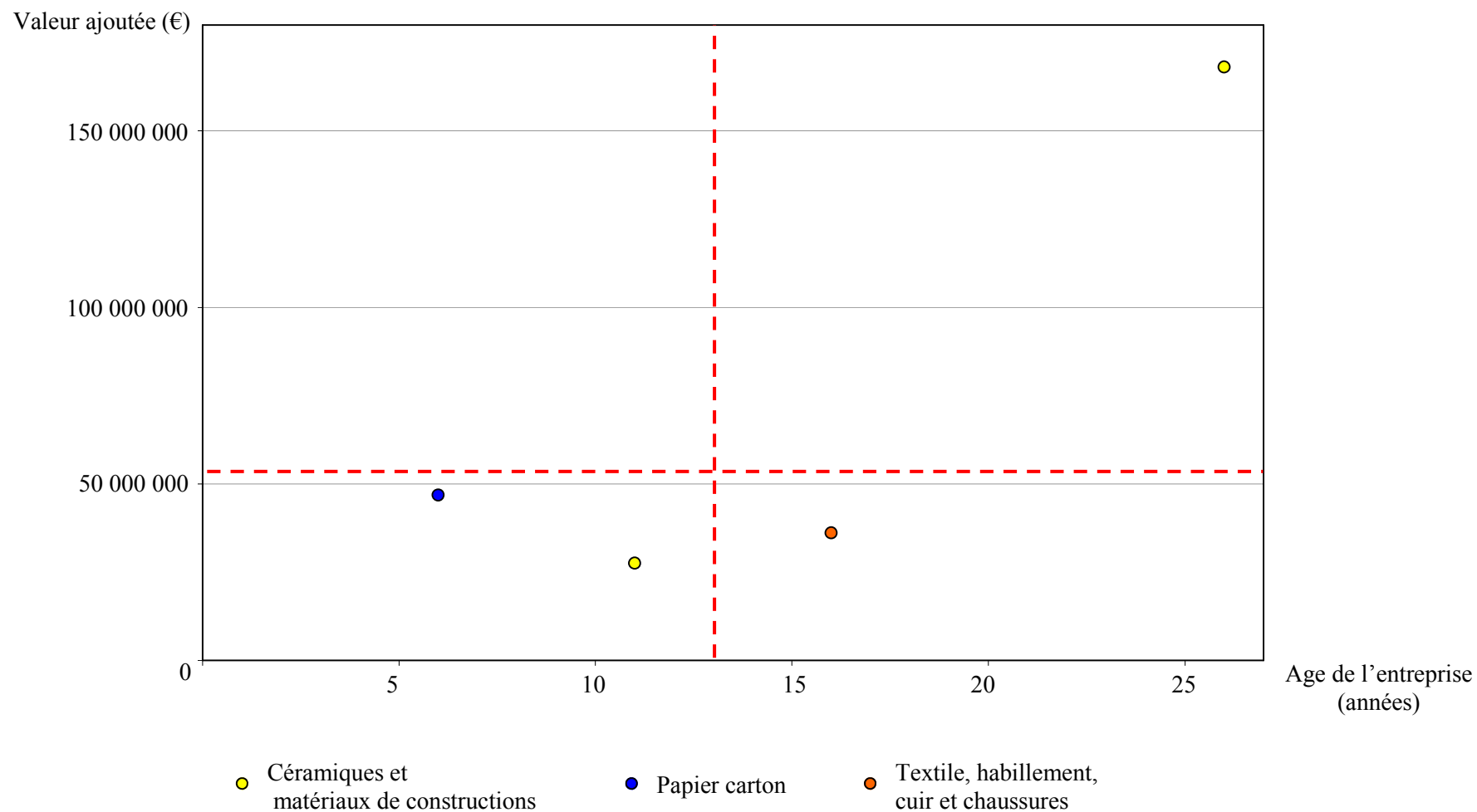
Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Graphique n°16 : Portefeuille d'entreprises sur les moyennes entreprises du territoire



Source : Base de données du groupe DA-CCVG

Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Graphique n°17 : Portefeuille d'entreprises sur les grandes entreprises du territoire**

Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les micro entreprises présentes sur le territoire sont anciennes, sauf une entreprise de céramique et matériaux de construction. En terme de valeur ajoutée, seul un établissement du secteur papier carton semble en difficulté.

Les petites entreprises semblent être dans une bonne évolution dans les trois secteurs. Toutefois, deux entreprises de textile, habillement, cuir et chaussures, existant depuis un certain nombre d'années, devraient réaliser une plus grande valeur ajoutée. Leurs activités semblent donc en déclin.

L'étude des moyennes entreprises dans les portefeuilles d'activités n'a pu être effectuée que sur des entreprises du papier carton. Les quatre établissements sont répartis de manière hétérogène mais aucuns ne semblent rencontrer de réelles difficultés.

Les grandes entreprises du territoire semblent être confrontées à une situation délicate. Toutefois, ces interprétations sont à relativiser car l'entreprise de céramique et matériaux de construction, générant une valeur ajoutée supérieure à 150 000 000 €, augmente la valeur seuil.

Même si le secteur céramique et matériaux de construction est le moins représenté des trois secteurs spécifiques, les entreprises qui le composent apparaissent en bonne santé économique.

A part quelques cas, les entreprises des secteurs spécifiques du territoire semblent dynamiques.

#### G. LA MENACE DE MILLAU, UNE AUTRE VILLE DU GANT

La ville de Millau est située dans la Région Midi-Pyrénées, et plus particulièrement dans le département de l'Aveyron.

La ville de Millau a acquis une renommée grâce aux céramiques gallo-romaines du site antique de la Graufesenque et du travail de la peau. Elle est labellisée « Ville et Métiers d'Art » et se revendique « capitale de l'industrie gantière ».

La Communauté de Communes Grands Causses a décidé de valoriser la ganterie de haut de gamme et le tourisme industriel qui en résulte. En effet, elle a réhabilité une friche industrielle en vue d'y implanter un atelier relais pour la filière cuirs et peaux. De plus, le Musée de Millau retrace les grandes étapes de l'industrie de la peau et du gant.

**Photo n°19 : Les peausseries de Millau**



Source : [www.cc-millaugrandscausses.fr](http://www.cc-millaugrandscausses.fr)

La Communauté de Communes Grands Causses et la Mairie de Millau ont décidé, en prolongement de la valorisation de la ganterie sur leur territoire, de communiquer largement sur le travail du cuir, notamment via leur site Internet.

La CCVG, quant à elle, n'a pas développé de stratégie de valorisation de la mégisserie et de la ganterie. Si elle veut maintenir ces activités sur son territoire, la Communauté de Communes devra notamment inciter les entreprises de l'industrie du gant à participer à des salons, tel que le salon « le cuir à Paris » du 18 au 21 septembre 2007. Elle devra également plus communiquer sur ce type d'activités et les mettre en avant sur son site Internet.

#### H. LES SPÉCIFICITÉS DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL REGROUPÉES DANS LE PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ « FIBRE NATURELLE » GRAND EST



Le pôle de compétitivité « fibre naturelle » se trouve au Nord Est de la France, sur les villes d'Épinal, de Mulhouse et de Nancy. Ce pôle est spécialisé dans trois secteurs : le « textile, habillement », le « bois et ameublement » et le « papier carton ». Ces trois secteurs, qui sont spécifiques sur le territoire intercommunal, ont en commun la matière première, le bois, dont la molécule de base est la cellulose qui se retrouve, après polymérisation, dans la nature sous forme de fibre.

Le pôle a pour objectif de faire émerger une industrie nouvelle des fibres à partir des industries papier carton, bois et textile. En effet, cette fibre peut être adaptée à de nouvelles fonctionnalités. Or les entreprises du territoire dans ces secteurs ont besoin d'innover afin de rester compétitives sur le marché.

Pour avancer dans cette optique, le pôle regroupe 302 chercheurs et cinq Centres de Ressources : le CRITT Bois (Centre de Recherche d'Innovation et de Transfert de Technologie), le CETELOR (Centre d'essais textile lorrain), l'APOLLOR (Recherche, développement, ingénierie en matériaux innovants), le PPE (Pôle Plasturgie de l'Est) et le CTLS (Centre Lorrain des Technologies de Santé) à Saint Avold et Forbach (Moselle). Certaines écoles, notamment celles de textile de Roubaix et l'École Nationale du Papier de Grenoble, sont également reliées au pôle.

Susciter et accompagner l'émergence d'une nouvelle industrie de la fibre naturelle et l'innovation dans les produits et les processus, ainsi que favoriser la formation continue de la main d'œuvre sont les trois enjeux qui orientent l'action menée au sein du pôle de compétitivité.



Le pôle fibre naturelle Grand Est pourrait être une structure intéressante pour les entreprises du territoire intercommunal. En effet, ce pôle est ouvert aux entreprises des autres territoires que le sien. Les recherches et le travail effectués sont orientés vers des secteurs présents et en faiblesse du territoire. Le pôle a également l'avantage de regrouper ces deux secteurs (« textile, habillement » et « papier carton ») de manière originale, c'est-à-dire autour de la molécule première.

L'adhésion au pôle permettrait aux entreprises de bénéficier plus facilement d'une aide financière et fiscale. En effet, une entreprise appartenant à un pôle a l'avantage d'accéder plus facilement aux aides, les organismes se voient rassurer. Le pôle joue un rôle de garantie.

De plus, les entreprises des secteurs concernés pourront augmenter leur capacité à travailler en réseau. Elles trouveront ainsi un avantage concurrentiel dans un contexte international en développant et en enrichissant leur projet.

Afin de faciliter la vie des entrepreneurs concernés par ce pôle, la Communauté de Communes doit profiter de cette opportunité en les incitant à y adhérer. Ainsi la CCVG encouragera les entrepreneurs de son territoire à innover.

### III. L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE<sup>1</sup> VECTRICE DE DÉVELOPPEMENT POUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

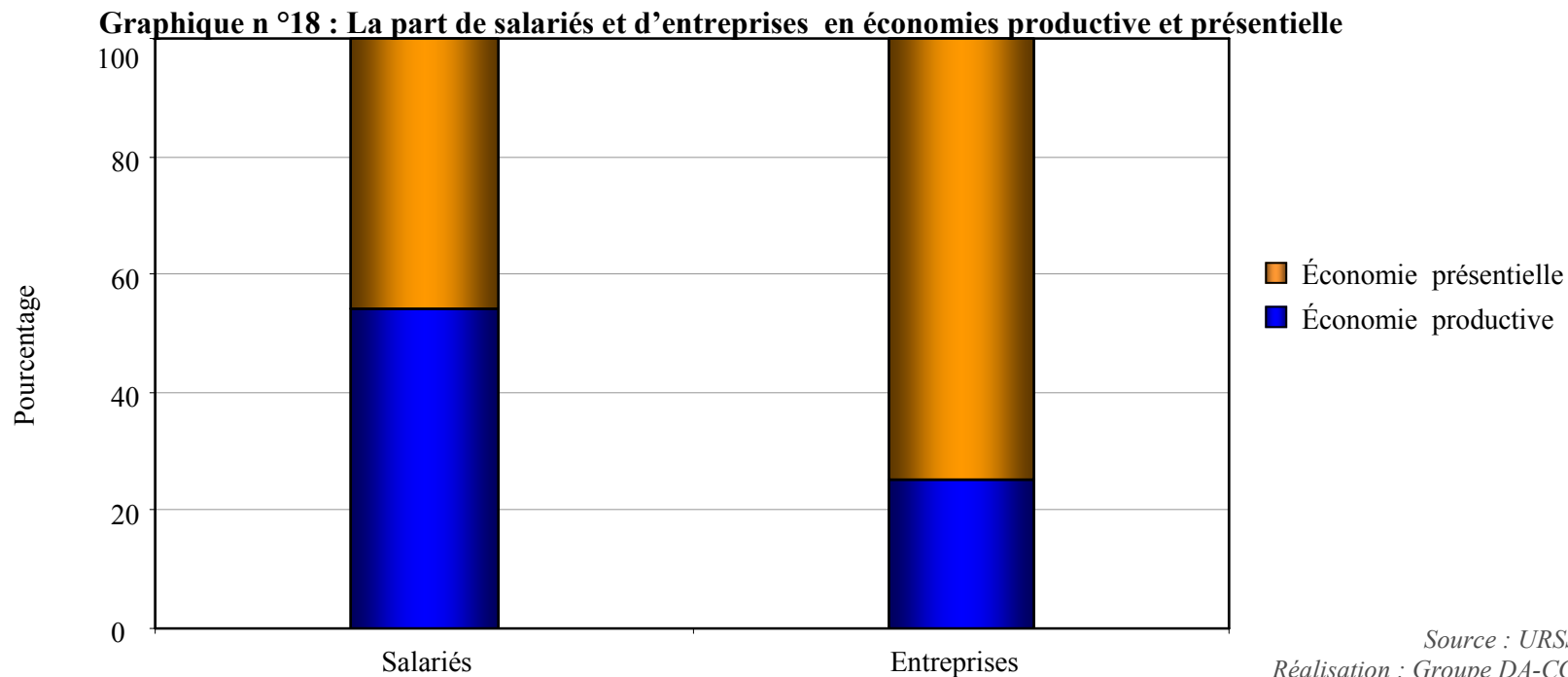
La méthode de recensement des entreprises de l'économie présenteielle est la même que celle utilisée pour l'économie productive.

Ce recensement a permis de dénombrer sur le territoire communautaire 707 entreprises de l'économie présenteielle. Toutefois, il existe des doublons avec l'économie productive car certaines entreprises proposent à la fois des services aux entreprises et aux particuliers.

1. L'économie présenteielle est constituée des économies résidentielle et touristique. L'économie résidentielle rassemble les activités destinées à satisfaire les besoins des populations locales (commerces, services, bâtiment, transports, santé, etc.). *Source : INSEE*

## A. L'ANALYSE DE L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE LOCALE

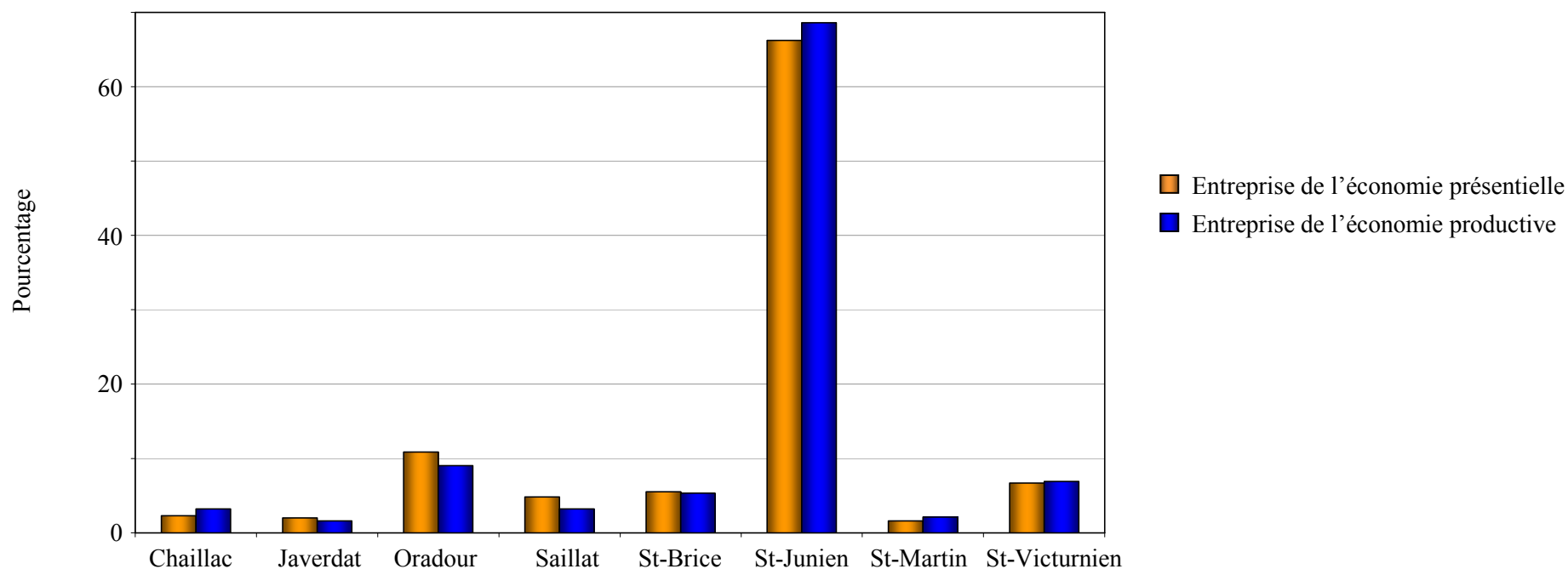
### 1. LA COMPARAISON DES DEUX ÉCONOMIES ET LA RÉPARTITION DE L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE SUR LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL



En raison de la difficulté d'obtenir le nombre de salariés, particulièrement pour les entreprises de l'économie productive, la comparaison de la part de salariés et d'entreprises en économies productive et présenteielle a été réalisée à partir des données de l'URSSAF.

La CCVG accueille plus d'entreprises de l'économie présenteielle que celles de l'économie productive sur son territoire. Toutefois, la part d'actifs en économie productive est similaire à celle de l'économie présenteielle. Cette caractéristique s'explique par la présence de grandes industries employant de nombreuses personnes.

Même si les entreprises de l'économie présenteielle créent moins d'emplois que celles de l'économie productive, elles permettent de maintenir un dynamisme sur le territoire intercommunal et fixe les employés de l'économie productive.

**Graphique n°19 : La répartition des entreprises de l'économie présentielle et de l'économie productive sur le territoire intercommunal**

Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

La répartition des entreprises de l'économie présentielle de la CCVG permet de distinguer trois catégories de communes. En effet, la commune de Saint-Junien concentre à elle seule les deux tiers des établissements du territoire intercommunal. Les communes d'Oradour-sur-Glane, Saint-Victurnien, Saillat-sur-Vienne et Saint-Brice-sur-Vienne regroupent respectivement 11%, 7%, 5% et 5% des établissements de l'économie présentielle. Enfin, les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac rassemblent chacune 2% de ce type d'entreprises.

Ces deux études appuient le fait que Saint-Junien est la ville centre de la Communauté de Communes. En effet, elle concentre le plus d'entreprises de l'économie présentielle et offre donc de nombreux commerces et services à sa population. La commune de Chaillac-sur-Vienne est, quant à elle, la commune la moins pourvue en établissements de l'économie présentielle.

Ces caractéristiques de l'économie présentielle sont à mettre en relation avec l'étude de l'économie productive. Les communes d'Oradour-sur-Glane, Saillat-sur-Vienne et Saint-Junien offrent le plus d'emplois dans l'économie productive et le plus de commerces et services. En effet, les entreprises de l'économie productive permettent de créer de l'emploi et de fixer la population sur un territoire. Cette population exprime alors des besoins en services et des entreprises de l'économie présentielle s'implantent pour répondre à ces attentes.

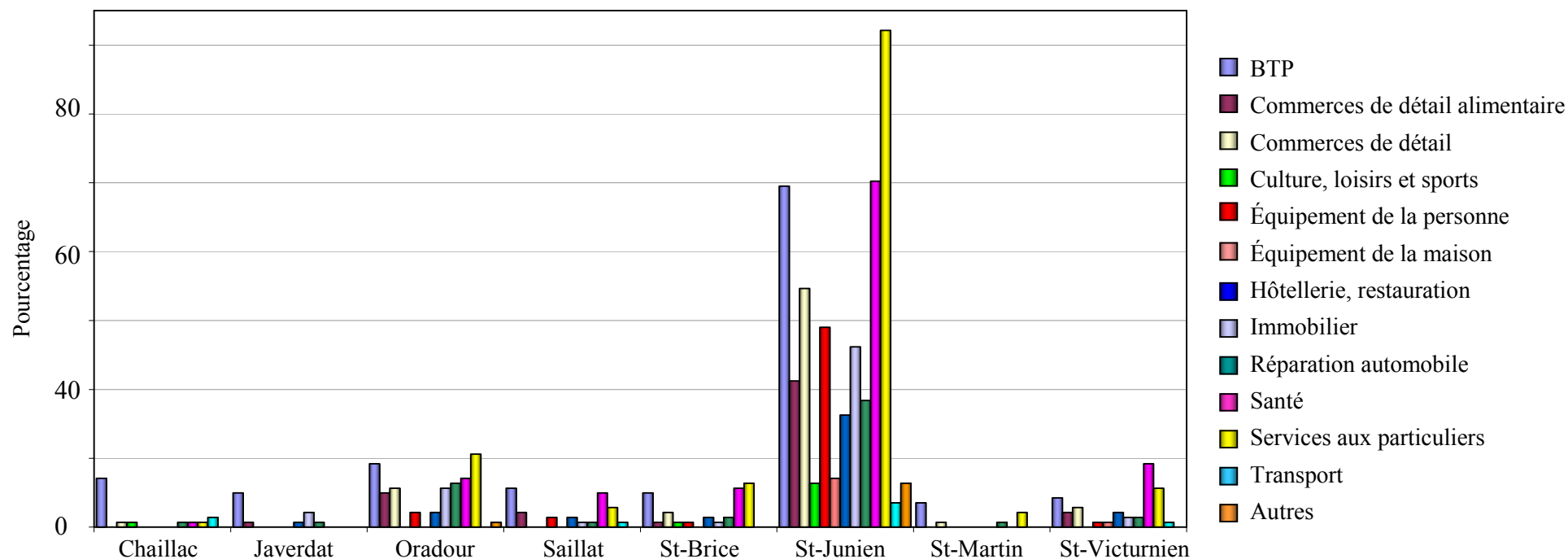
L'économie présentielle apporte donc de la valeur ajoutée au territoire et à son économie productive. En effet, toutes les communes de la CCVG ne peuvent pas accueillir des industries.

## 2. LA RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR DE L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE SUR LE TERRITOIRE INTER-COMMUNAL

L'économie présentielle du territoire est constituée d'entreprises des secteurs secondaire et tertiaire à hauteur respectivement de 18% et 82%. Le Bâtiment, Travaux Publics (BTP) est la seule activité du secteur secondaire de l'économie présentielle<sup>1</sup>.

1. Source : base de données du groupe DA-CCVG

Graphique n°20 : La répartition des entreprises par secteur de l'économie présentielle et par communes



Source : Base de données groupe DA-CCVG

Réalisation : Groupe DA-CCVG

Quatre secteurs dominants sont identifiables sur le territoire. Les services aux particuliers (coiffeurs, banques, assurances, travail temporaire, tabacs, etc.) représentent 20% des entreprises de l'économie présentielle. Le BTP (maçonnerie, construction, électricité, etc.) regroupe 19% des établissements de cette économie. La santé (dentistes, médecins, ambulances, pharmacies, etc.) ainsi que le commerce de détail (boulangeries, habillement, poissonniers, etc.) concentrent chacun 16% des établissements de l'économie présentielle.

Trois filières sont peu présentes sur le territoire communautaire. Les filières « équipement de la maison » et « culture, loisirs et sports » rassemblent chacune 2% des établissements de l'économie présentielle. Le transport de voyageurs représente, quant à lui, seulement 1% des entreprises de l'économie présentielle et ce malgré les besoins liés à une ruralité relative du territoire.

La commune de Saint-Junien regroupe le plus grand nombre et la plus grande diversité de commerces et de services. Oradour-sur-Glane est la seule commune du territoire, avec la ville centre, à bénéficier d'une offre variée en commerces et services. Ces particularités permettent de confirmer que la commune de Saint-Junien est la ville centre et qu'Oradour-sur-Glane est le pôle secondaire de la CCVG.

Les habitants des autres communes ne bénéficient pas des mêmes avantages que les Saint-Juniauds. Les communes de Chaillac-sur-Vienne, de Javerdat et de Saint-Martin-de-Jussac sont les plus dépourvues en services. De plus, dans ces communes aucun point multiservices ne permet de répondre aux besoins quotidiens de leur population.

Les entreprises du secteur de la santé sont nombreuses sur les communes de Saillat-sur-Vienne. Cette caractéristique peut être expliquée par l'importance de la population âgée sur le territoire communal. Toutefois, les communes de Saint-Brice-sur-Vienne et Saint-Victorien sont elles aussi bien équipées en entreprises de santé et de services aux particuliers pour pouvoir répondre aux besoins de leur population.

La commune de Saint-Junien est la seule à bénéficier d'entreprises de l'économie présentielle dans tous les secteurs. La Communauté de Communes est donc un territoire diversifié dont les entreprises de l'économie présentielle semblent réparties en fonction des besoins des populations. Cependant, il pourrait être intéressant de mieux équiper certaines communes en services et commerces de proximité face au probable développement des zones résidentielles de la CCVG.

Malgré une offre appréciable de commerces et de services aux particuliers, la CCVG rassemble peu d'établissements qui créent de la plus value au territoire. En effet, les transports, les loisirs, la culture et le sport sont des secteurs encore marginaux sur l'ensemble du territoire et sont des éléments pris en compte dans le cadre de vie. De plus, un environnement accueillant est un facteur intervenant dans le choix de localisation des entreprises.

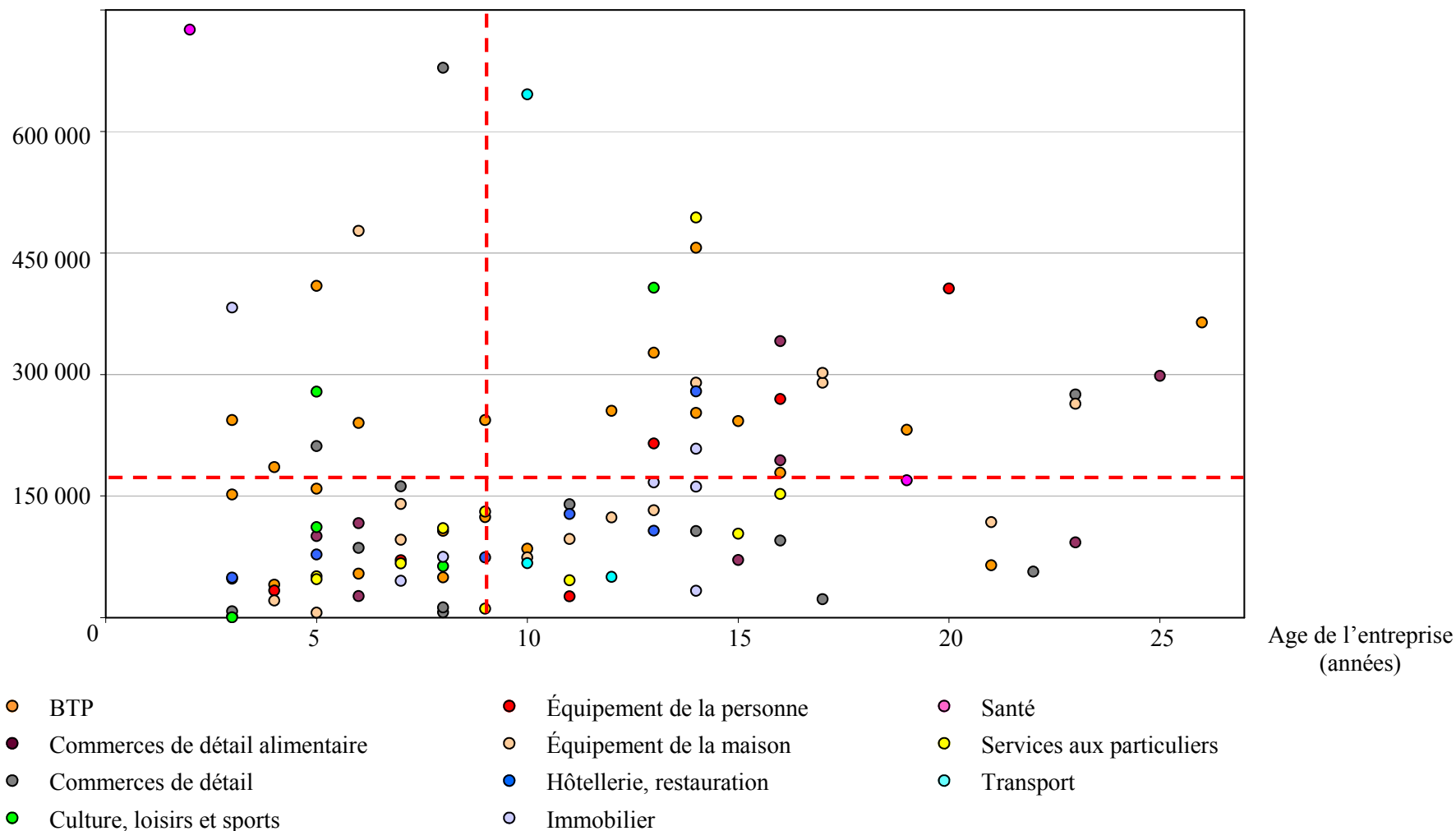
### 3. LE TISSU DE L'ÉCONOMIE PRÉSENTIELLE HÉTÉROGÈNE

Afin de connaître « l'état de santé » des entreprises de l'économie présentielle, l'outil des portefeuilles d'entreprises a été réutilisé dans cette partie. Dans cette partie, un symbole représente également une seule entreprise.

Toutefois, la limite de l'exercice constatée pour les entreprises de l'économie productive est la même pour celle de l'économie présentielle (Valeur ajoutée de groupes complets parfois, données que pour certaines entreprises, etc.)

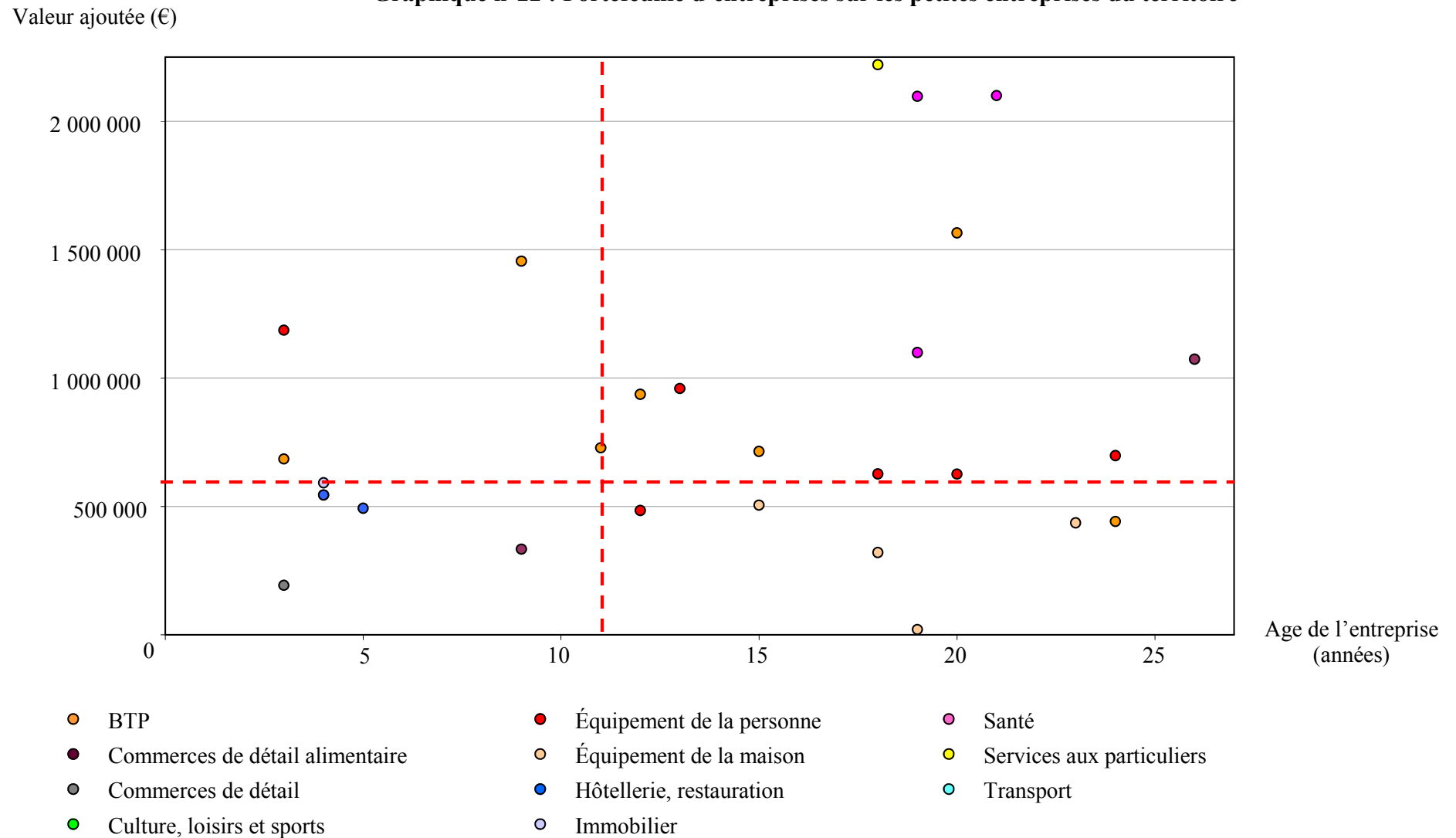
Graphique n°21 : Portefeuille d'entreprises sur les micro entreprises du territoire

Valeur ajoutée (€)



Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

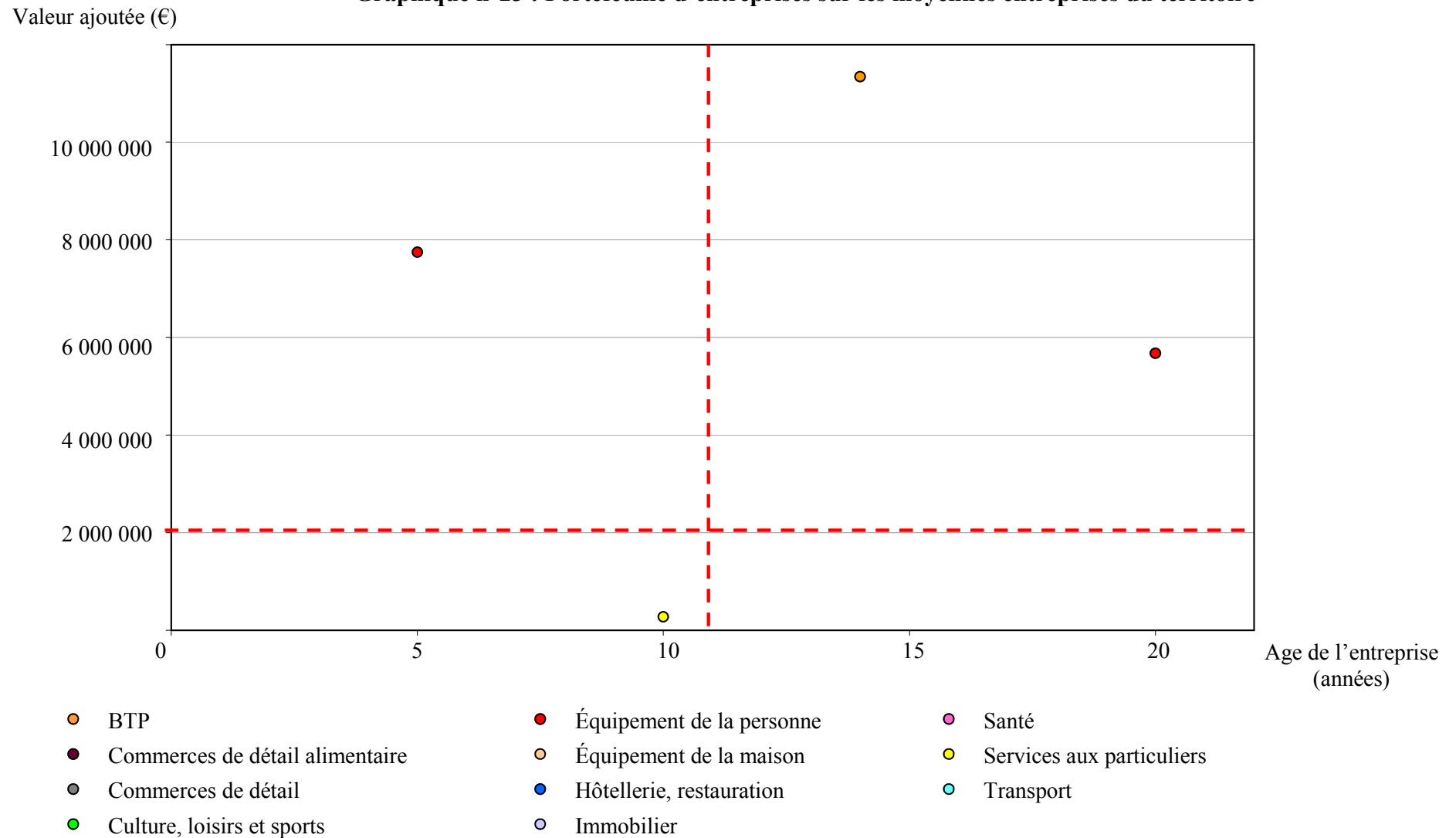
Graphique n°22 : Portefeuille d'entreprises sur les petites entreprises du territoire



Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

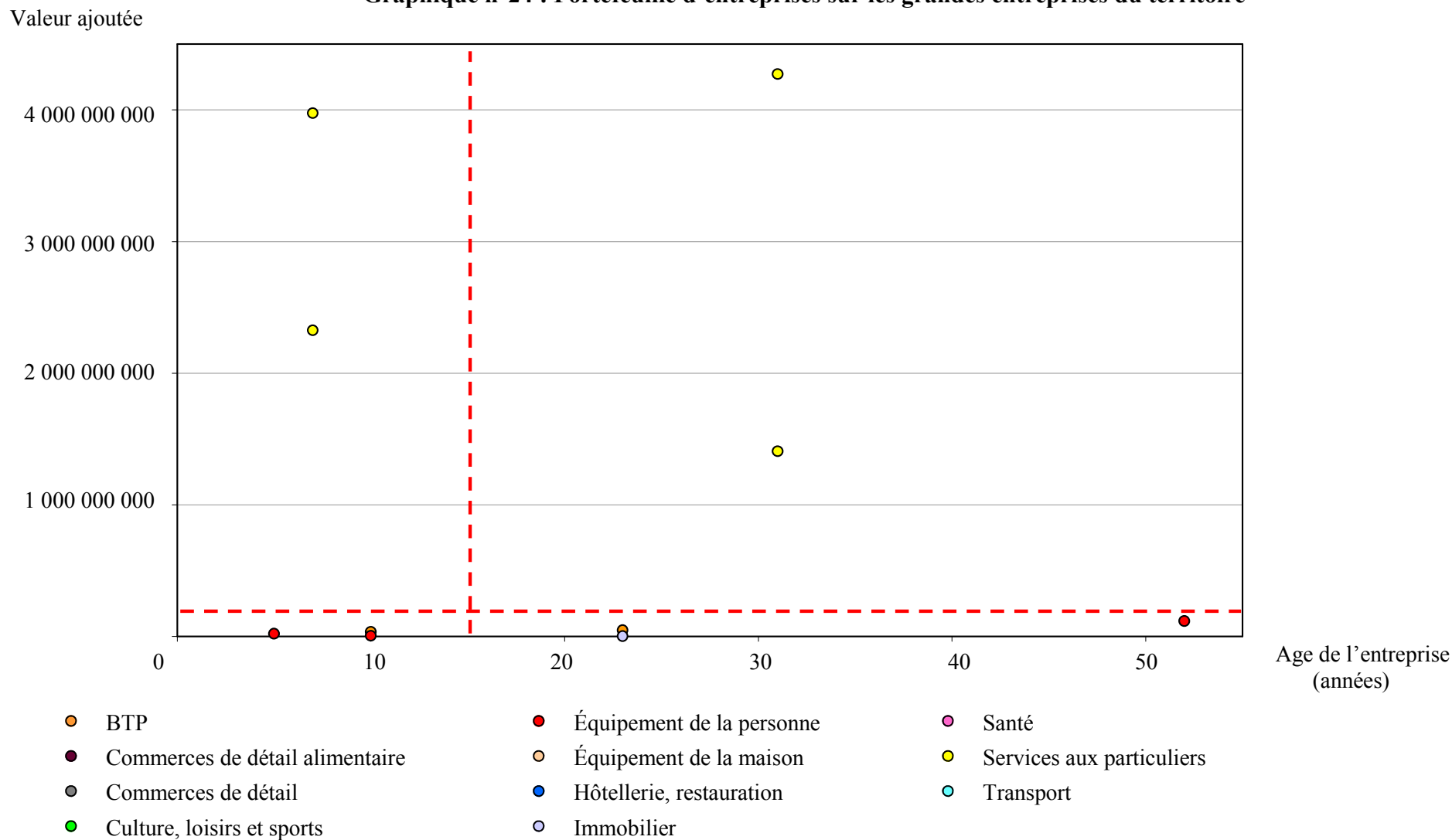


Graphique n°23 : Portefeuille d'entreprises sur les moyennes entreprises du territoire



Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Graphique n°24 : Portefeuille d'entreprises sur les grandes entreprises du territoire



Source : Base de données du groupe DA-CCVG  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les micro entreprises sont réparties, en fonction de leur âge et de leur valeur ajoutée, de manière hétérogène. Les secteurs du commerce de détail, de l'hôtellerie et des services aux particuliers semblent bénéficier de peu de valeur ajoutée produite par les micro entreprises du territoire intercommunal. Par contre, celles de la santé et du BTP sont dynamiques et de tout âge. Le secteur de la culture est formé de micro entreprises jeunes contrairement à celui des transports.

Les petites entreprises présentent le même profil que les micro entreprises du territoire intercommunal. En effet, le BTP et la santé sont des secteurs bénéficiant de petites entreprises produisant beaucoup de valeur ajoutée. Au contraire, les petites entreprises de l'équipement de la maison engendrent peu de valeur ajoutée dont l'une d'entre elles semble présenter des difficultés.

Les moyennes entreprises du territoire intercommunal suivent elles aussi les tendances des micro et des petites entreprises.

Les grandes entreprises du secteur des services aux particuliers dégagent une importante valeur ajoutée contrairement aux autres entreprises de ce secteur.

Aucune caractéristique particulière ne semble réunir les entreprises de l'économie présentielle situées sur le territoire. Toutefois, il semble que l'économie présentielle de la CCVG soit dynamique et porteuse d'un développement endogène.

## B. LES ÉQUIPEMENTS ATTIRANT LES POPULATIONS SUR LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

### 1. LES ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS

Malgré la proximité de la Communauté de Communes avec l'agglomération limougeaude, le territoire intercommunal bénéficie de nombreux équipements permettant de fixer sa population. Ces équipements sont majoritairement regroupés sur la commune de Saint-Junien. En effet, les principaux équipements dont disposent les autres communes de la CCVG sont les bureaux de postes et les salles des fêtes. Les communes de Chaillac-sur-Vienne et de Saint-Martin-de-Jussac, quant à elles, ne disposent pas de bureau de poste.

La CCVG possède également des structures de l'action sociale et de l'emploi telles qu'une Unité Territoriale d'Action Sociale (UTAS), une Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) et une antenne de l'Association pour l'Emploi Dans l'Industrie et le Commerce (ASSEDIC).

Le centre hospitalier et la maison de retraite de Saint-Junien sont deux équipements importants pour répondre aux besoins de la population âgée de la CCVG. De plus, l'hôpital est un équipement utilisé par les populations de l'Ouest limousin, de la Charente et de la Dordogne.

La création de la CCVG a également permis d'installer de nombreux équipements sportifs et culturels apportant de la plus-value au territoire intercommunal. En effet, l'intercommunalité a réalisé le centre culturel de la Mégisserie, le cinéma Ciné-Bourse, l'école de musique intercommunale, et également le centre aquatique attirant des populations des intercommunalités voisines.

Toutefois, les habitants bénéficiaient déjà auparavant d'autres équipements de loisirs tels que l'aérodrome Maryse Bastié, le complexe Mon Village implantée à Chaillac-sur-Vienne et de nombreux sentiers de randonnée.

Tous ces équipements et services enrichissent le cadre de vie des résidents de la Communauté de Communes tout en lui conférant une image attractive aux yeux des entrepreneurs et des cadres susceptibles de s'y installer.

**Photo n°20 : Le centre aquatique à Saint-Junien**



Réalisation : Groupe DA-CCVG

## 2. LES COMMERCES DE PLUS DE 300M<sup>2</sup> IMPLANTÉS SUR LE TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

La Haute-Vienne dispose d'une zone d'attraction de dimension régionale estimée à 520 000 habitants<sup>1</sup>. Cette attractivité s'explique en partie par la densité commerciale<sup>2</sup> en surfaces de vente de 300 m<sup>2</sup> et plus qui est supérieure à la moyenne nationale pour les hypermarchés, les supermarchés, les magasins de bricolage et de meubles.

1. Source : CCI de Limoges et de Haute-Vienne

2. Nombre de m<sup>2</sup> pour 1000 habitants.

**Tableau n°2 : Les commerces de plus de 300m<sup>2</sup> en Haute-Vienne**

	Limoges	Saint-Junien	Oradour-sur-Glane	Saint-Yrieix-la-Perche	Bellac	Rochechouart
Hypermarchés	8	2	0	0	0	0
Supermarchés	22	1	1	4	2	1
Bricolage	11	2	0	1	2	1
Jardinage	11	2	0	2	1	0
Hard discount	15	3	0	1	2	0
TOTAL	67	11		8	7	2

Source : Schéma de Développement Commercial de la Haute-Vienne  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Seules les communes de Saint-Junien et d'Oradour-sur-Glane possèdent des commerces de plus de 300 m<sup>2</sup>.

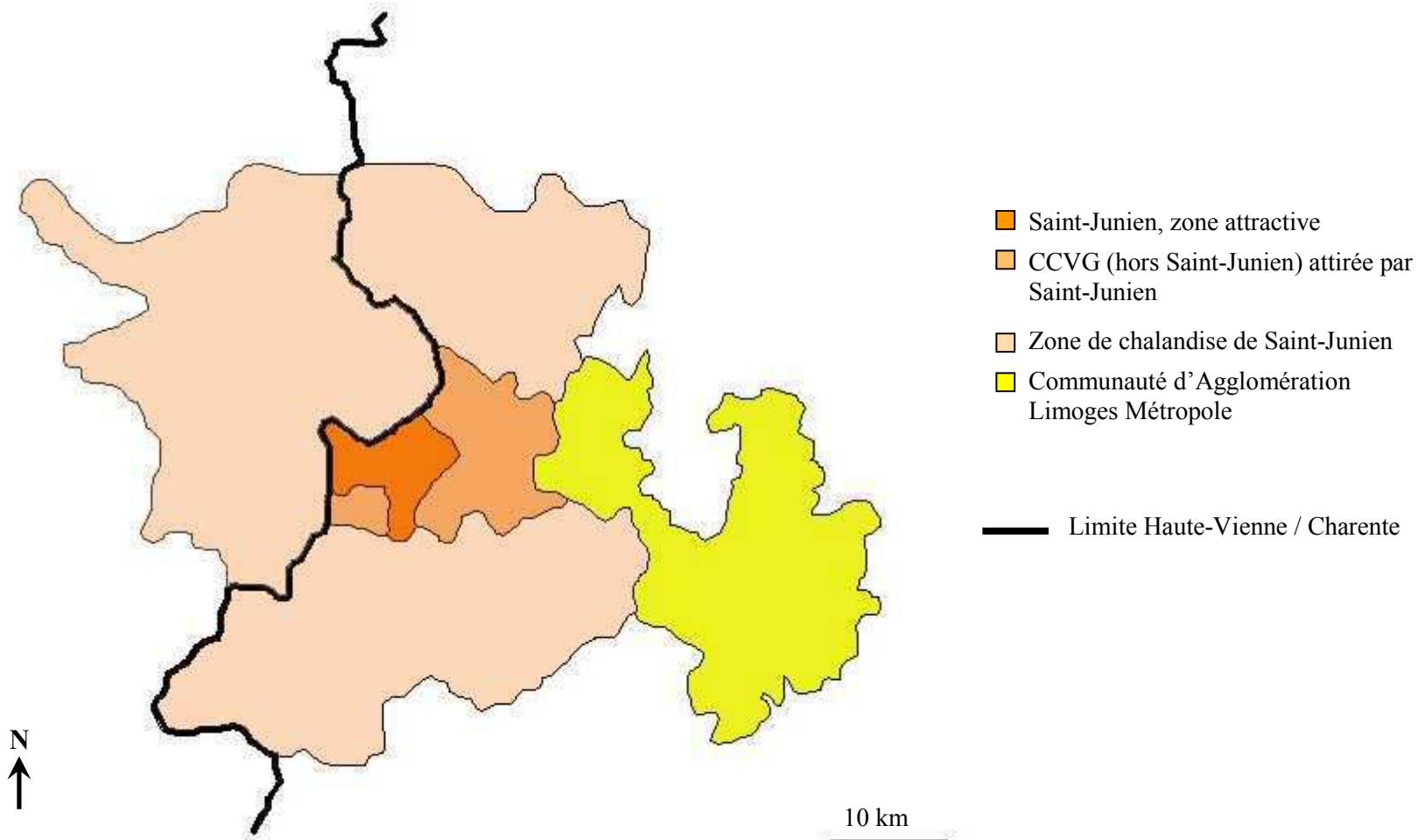
Saint-Junien est la deuxième commune de Haute-Vienne, après Limoges, accueillant le plus de commerces d'une surface supérieure à 300m<sup>2</sup>. Les communes de Saint-Yrieix-la-Perche et de Bellac offrent, respectivement, à leur population 8 et 7 commerces structurants.

La commune de Saint-Junien est la seule collectivité de la Haute-Vienne, avec Limoges, à bénéficier d'hypermarchés sur son territoire. La présence de ces commerces structurant explique en partie l'étendue de la zone de chalandise de Saint-Junien.

La Communauté de Communes présente une offre importante de commerces structurants à sa population grâce à Saint-Junien. Cette particularité renforce le caractère central qu'exerce Saint-Junien sur le reste de la CCVG.

1. La zone de chalandise de Saint-Junien est de 65 150 habitants.

Carte n°17 : La zone de chalandise de Saint-Junien



Source : CCI  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

### C. LA VOLONTÉ DES COMMERÇANTS DE SAINT-JUNIEN DE CRÉER UNE DYNAMIQUE ENDOGÈNE

Malgré l'aire de chalandise importante du territoire, les commerçants de la ville centre souhaitent renforcer l'attractivité du territoire afin de garder un dynamisme commercial indépendant de celui de Limoges.

Les commerçants de la commune ont constaté deux comportements différents au sein du territoire. Les habitants de la commune, notamment ceux sans moyen de déplacement, consomment principalement dans le cœur de la ville chez les petits commerçants. Par contre, les consommateurs de communes voisines viennent réaliser leurs achats dans les commerces des zones des Martines et de la Croix Blanche. Toutefois, ils sont nombreux à ne pas connaître le centre ville qui une fois découvert est très apprécié.

Les deux zones commerciales, composées pour l'une de petits commerçants et pour l'autre de commerces structurants, ont des problématiques différentes mais certains commerçants veulent s'unir afin de répondre à une de leurs problématiques qui est de créer une dynamique endogène.

Les commerçants se sont déjà réunis, notamment grâce à l'initiative du personnel de la pépinière d'entreprises, à plusieurs reprises. Cependant, les commerçants se mobilisent peu dans ce type de réunions. Quelques actions ont tout de même déjà pu être ébauchées. Il est prévu que les commerçants des Martines et de la Croix Blanche ainsi que l'association des commerçants de Saint-Junien (Saint-Junien Entrée Libre) se réunissent en septembre prochain afin que les commerçants se rencontrent dans un premier temps. En effet, une unité commerciale ne pourra naître que lorsque les commerçants se connaîtront. Il a également été proposé d'unir les commerçants pour réaliser le Téléthon, mais cette action nécessite une concrétisation.

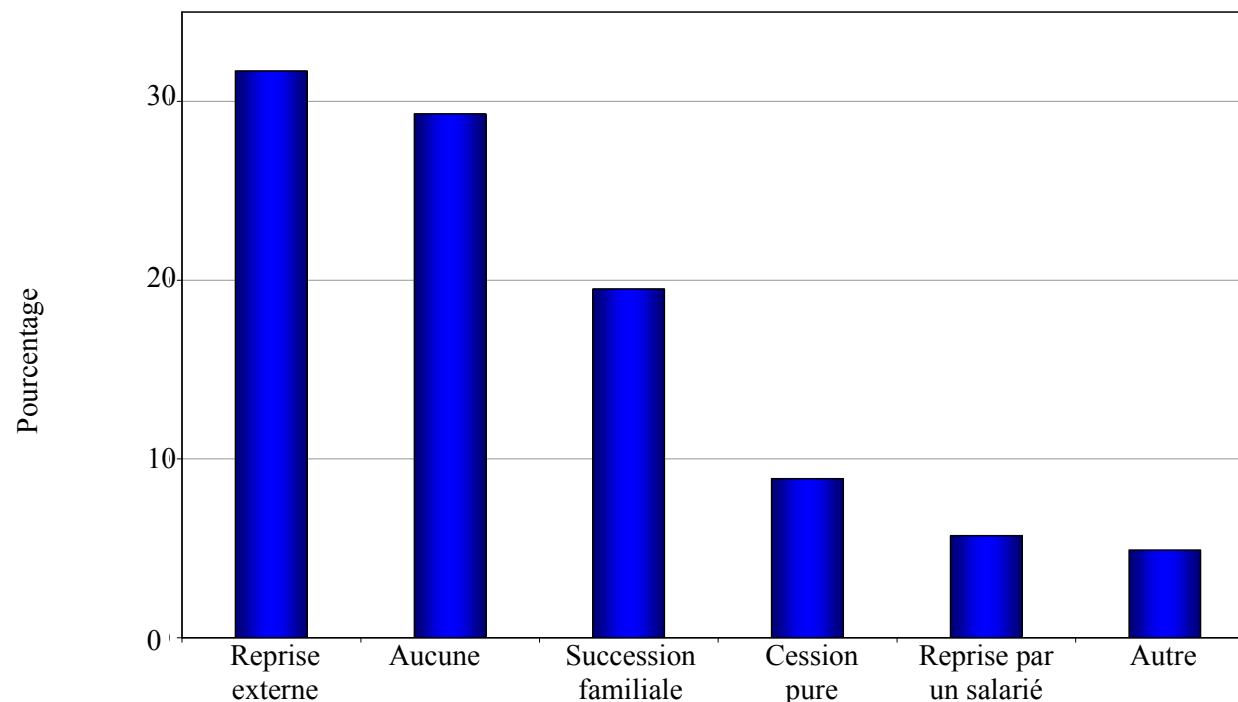
Même si le travail entre les commerçants de petites boutiques et ceux de la grande distribution semble difficile, certains commerçants ont donc bien compris qu'il fallait créer une dynamique endogène à partir du centre de Saint-Junien et de ses zones commerciales. Cependant, une mobilisation de la majorité des commerçants sera nécessaire pour pouvoir agir. Une concurrence omniprésente entre les magasins expliquent la difficulté de l'opération.

Même si l'action de la CCVG reste limitée en terme de commerces (initiative privée), elle doit prendre part à cette volonté des commerçants en encourageant et facilitant les rencontres. En effet, le renforcement du pôle commercial pourra permettre de dynamiser le territoire intercommunal.

## D. L'ÂGE DES ARTISANS DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

Une étude<sup>1</sup> sur la gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et des âges sur le Pays d'Ouest Limousin a été publiée en 2005. Elle précise que le tiers des employeurs du secteur privé envisage de cesser leur activité à court ou moyen terme (de 7 à 8 ans).

**Graphique n°25 : Les différentes options pour la reprise des entreprises sur le Pays d'Ouest Limousin**



Source : Étude sur la gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et des âges sur le Pays d'Ouest Limousin  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

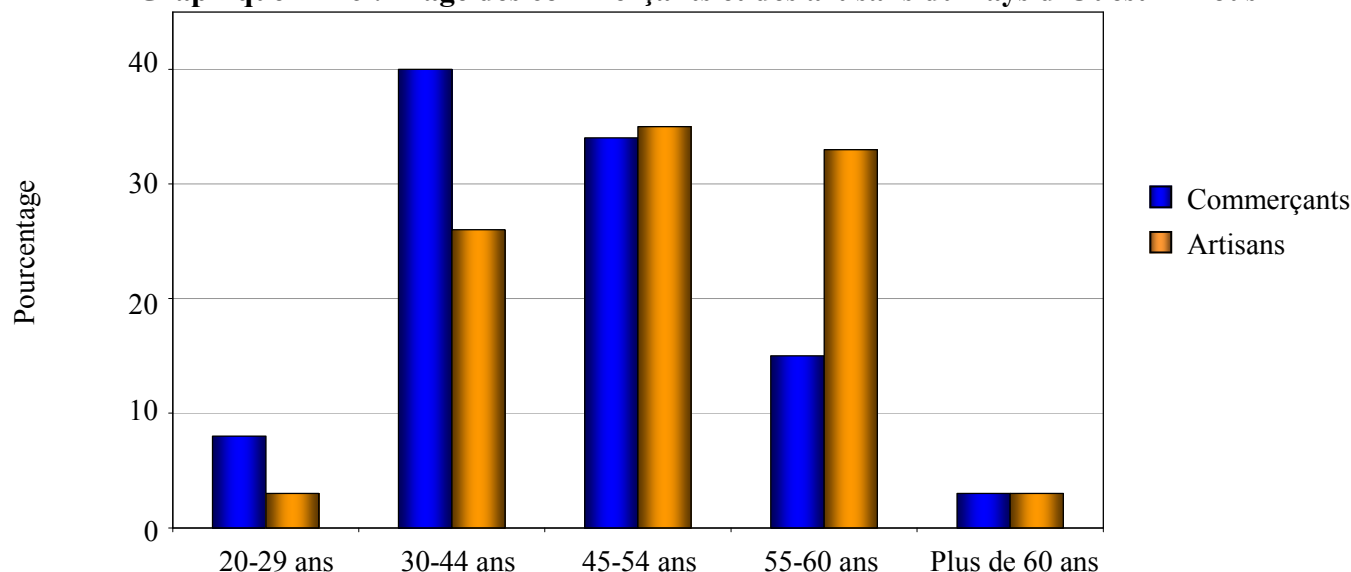
1. Cette étude a été réalisée pour le compte de l'ARACT (Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail) Limousin. Elle est basée sur des rencontres avec des dirigeants pour les entreprises de plus de 50 salariés, sur des entretiens téléphoniques pour les entreprises employant de 10 à 49 salariés et sur questionnaires envoyés par courrier pour les établissements de moins de 10 salariés. L'analyse des résultats a été effectuée à partir de 408 questionnaires exploitables. La méthode utilisée pour ces deux études ne permet pas d'affirmer que les résultats obtenus soient représentatifs du tissu économique du Pays d'Ouest Limousin.



Près des trois quarts des employeurs, qui ont envisagé de cesser leurs activités, ont trouvé une solution. Il s'agit, le plus souvent, d'une reprise externe à l'entreprise. Par contre, près de 30 % des employeurs n'ont pas encore réfléchi à une éventuelle poursuite de l'activité après cession.

Le Pays d'Ouest Limousin a également publié fin 2005 une étude préalable à une « Démarche Collective Territorialisée (DCT) en faveur de l'Artisanat, du Commerce et des Services ». Une partie de cette étude porte sur l'âge des artisans et des commerçants.

**Graphique n° 26 : L'âge des commerçants et des artisans du Pays d'Ouest Limousin**



Source : Étude préalable à une « Démarche collective territorialisée en faveur de l'Artisanat, du Commerce et des Services », échantillon de 200 commerçants et artisans  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les artisans interrogés sur le Pays d'Ouest Limousin sont majoritairement âgés de 30 à 60 ans. Le tiers des artisans ayant participé à l'étude est âgé de plus de 55 ans alors que les jeunes artisans (20-30 ans) n'en représentent qu'une part minime (3%).

La répartition des commerçants interrogés sur le Pays d'Ouest Limousin en fonction de leur âge est plus hétérogène que celle des artisans. Près de la moitié des commerçants interrogés sont âgés de moins de 45 ans.

La cession et la reprise d'activités des commerçants semblent donc moins problématique que celles des artisans.

Les deux études analysées ici n'étant pas exhaustives leurs résultats ne peuvent pas être considérés comme représentatifs du tissu économique du Pays d'Ouest Limousin. Toutefois, les résultats obtenus donnent des tendances générales sur le pays et la CCVG puisque les personnes interrogées étaient réparties sur tout le territoire du Pays d'Ouest Limousin.

Les études semblent donc montrer que le tissu économique local est constitué de nombreux commerçants et surtout d'artisans de plus de 55 ans. Ils seront à la retraite dans une dizaine d'années et devront choisir entre la cession et la reprise d'activité. Cette étape qui est délicate dans la vie des entreprises doit donc être anticipée dans l'action de la CCVG.

#### E. LES DEMANDES ACTUELLES D'IMPLANTATION ET D'EXTENSION DES ENTREPRENEURS

La Communauté de Communes fait actuellement face à de nombreuses demandes d'implantation sur les différentes zones d'activités de son territoire.

Près des deux tiers des entreprises qui veulent s'implanter ou étendre leur activité sur le territoire intercommunal sont des entreprises de l'économie présentielle. De plus, les commerces et services souhaitant s'implanter sur le territoire visent une clientèle locale. Le développement économique de la CCVG est porté donc par la présence de population sur son territoire. Cette analyse renforce l'importance de l'économie présentielle dans le dynamisme économique local.

**Tableau n°3 : Les demandes d'implantation et d'extension sur les zones d'activités économiques sur le territoire intercommunal**

Nom de la zone	Surface totale de la zone (hectares)	Surface disponible sur la zone (hectares)	Activités des entreprises de l'économie présentielle souhaitant s'implanter sur la zone	Activités des entreprises de l'économie productive souhaitant s'implanter sur la zone
L'Age	6		Service Maçonnerie	
Le petit Boisse	11		Mécanique	Logistique
Croix Blanche	17			
La Lande				
Pavillon Axial	30	4,8	Commerce et entretien de véhicules Peinture	Chaudronnerie Fabrication d'étiquettes Industrie du carton
Les Petites Granges	7	3,1	Commerce Ébénisterie	
Puy Gaillard	8,5	4,5	Garage	Industrie du carton Mécanique industrielle
La Vergne	9	3,1 (après la réalisation de la zone)	Commerce et entretien de véhicules Loisir Commerce	Plateforme de broyage
Total	88,5	15,5		

Source : CCVG

Réalisation : Groupe DA-CCVG

## F. LE TOURISME MARGINAL SUR LE TERRITOIRE, UNE RÉELLE OPPORTUNITÉ

Le territoire intercommunal ne possède pas de potentialités touristiques fortes. De plus, ne possédant pas la compétence « tourisme », la CCVG ne s'attache pas à développer l'économie touristique. Cette compétence est détenue par les communes. Actuellement, les municipalités de Saint-Junien et d'Oradour-sur-Glane ont décidé d'exercer la compétence au travers d'offices de tourisme municipaux.

Le Pays d'Ouest Limousin intervient également dans ce domaine en exerçant une politique de développement touristique et culturel en partenariat étroit avec le Parc Naturel Régional Périgord-Limousin.

Dans ce domaine, la CCVG intervient uniquement dans des projets d'aménagement de l'espace. En effet, elle a réalisé des équipements, tel que le centre aquatique, qui peuvent contribuer au bien-être des touristes.

Le village martyr d'Oradour-sur-Glane, premier pôle touristique du Limousin, est situé sur le territoire de la CCVG. Toutefois, les autres communes de la CCVG ne tirent pas profit de ce flux touristique. En effet, les visiteurs viennent le plus souvent pour une seule journée. Ils consomment très peu sur le territoire intercommunal, n'entraînant donc pas les retombées économiques espérées par les acteurs locaux du tourisme et les commerçants.

Le territoire communautaire dispose également de richesses naturelles, notamment grâce à la vallée de la Vienne, qui est aménagée en vue du développement d'un tourisme vert autour d'activités d'eau (canoë-kayak, pêche). Le Syndicat d'Aménagement du Bassin de la Vienne Moyenne (SABVM) a déjà développé un produit touristique de descente commentée de la Vienne en canoë-kayak grâce à un dispositif MP3. L'île de Chaillac, récemment acquise par la CCVG, représente une nouvelle opportunité de développement du tourisme vert. Enfin, les savoir-faire locaux dans les domaines de la mégisserie, de la ganterie et de la sellerie, peuvent également permettre le développement du tourisme industriel. Un projet communal de musée du cuir est d'ailleurs à l'étude sur Saint-Junien.

Enfin, le territoire communautaire, possède plusieurs hôtels, gîtes ruraux, campings, chambres d'hôtes ou auberges. La plupart de ces gîtes ont une capacité d'accueil comprise entre 3 et 6 personnes hormis un établissement pouvant accueillir une vingtaine de personnes à Javerdat. L'offre d'hébergement sur la CCVG est donc à développer pour espérer initier une dynamique touristique. La CCVG a donc mené un projet de gîte de grande capacité de 18 personnes en réhabilitant le presbytère de Saint-Martin-de-Jussac.

**Photo n°21 : Le presbytère de Saint-Martin-de-Jussac**



Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Photo n°22 : La collégiale de Saint-Junien**

Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les touristes sont attirés en Limousin par un cadre naturel de qualité. La clientèle locale, principalement constituée de personnes de passage et ne pouvant se loger dans leur famille, occupe les structures d'hébergement le week-end. La diminution du temps de travail et l'adaptation des horaires profitent à ce type de destinations. En semaine, la clientèle est constituée de VRP et de commerciaux et représente la majeure partie de l'occupation hôtelière. Les hôteliers doivent donc à la fois disposer d'une offre pour les groupes et d'une formule étape-affaire. Dans tous les cas, une offre de qualité ainsi qu'une certaine variété sont attendues.

La CCVG dispose de sites touristiques potentiels ainsi que d'un cadre de vie préservé. Néanmoins, ceux-ci mériteraient d'être mis en réseau avec les destinations environnantes afin de créer une dynamique touristique. En effet, l'offre touristique du territoire de la CCVG doit être reliée à celles de territoires voisins. En effet, la ville de Limoges possède une majestueuse cathédrale, un musée municipal de l'évêché, un musée de l'émail, il est également possible d'y visiter le musée national de la porcelaine Adrien Dubouché. La commune de Rochechouart possède un château, un musée de l'art contemporain et l'Espace Météorite<sup>1</sup>. Également à proximité de la Communauté de Communes, la commune de Chassenon accueille un sanctuaire gallo-romain. Enfin, le Parc Naturel Régional et les lacs de Haute-Charente sont des sites visités pour leur qualité environnementale.

De plus, la CCVG est entourée de territoires connus et lisibles tels que la Charente, le Périgord, la façade Atlantique et également Limoges. Ces territoires causent du tort à la Communauté de Communes qui est encadrée et beaucoup moins connue.

Le territoire possède une opportunité de développement du tourisme à travers son patrimoine bâti de qualité et ses espaces naturels le long des vallées de la Vienne et de la Glane. Bien que le tourisme soit partie intégrante des problématiques économiques, il ne ressort pas actuellement comme un facteur dominant du dynamisme économique intercommunal.

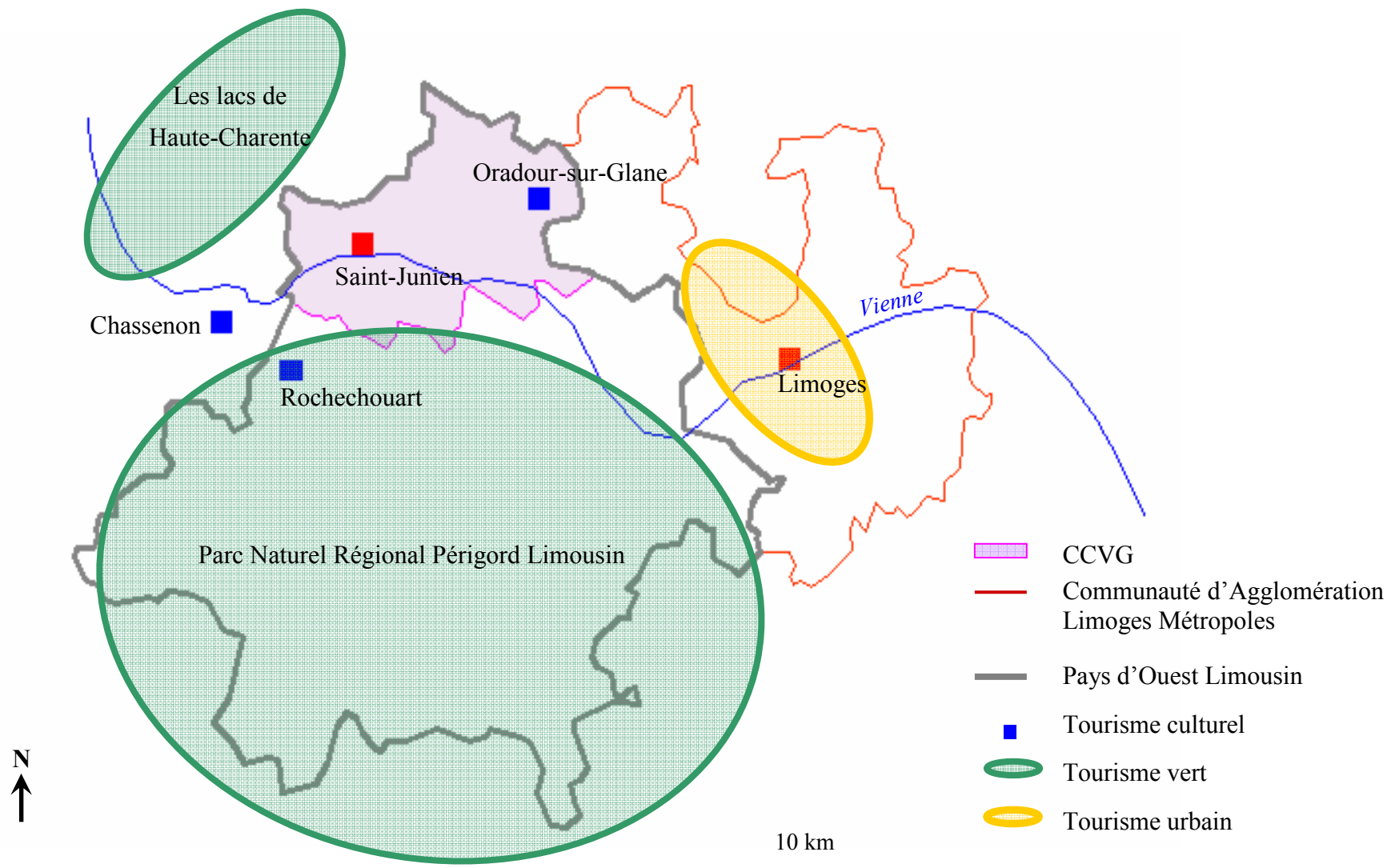
Même si le tourisme n'est pas une compétence de la CCVG, il convient de préserver la qualité des paysages locaux. En effet, un cadre de vie agréable contribue à ancrer les entreprises au territoire ainsi que la population dépendante de leurs activités.

**Photo n°23 : Les bords de Vienne**

Réalisation : Groupe DA-CCVG

1. Site où une météorite est tombée, d'où le nom de Rochechouart = « La roche qui a chue ».

Carte n°18 : Le tourisme à proximité de la CCVG et sur son territoire



Réalisation : Groupe DA-CCVG



Actuellement, le territoire intercommunal est encore marqué par son passé industriel. En effet, les trois secteurs spécifiques du territoire sont « le papier carton », « le textile, habillement, cuir et chaussures » et « la céramique et matériaux de construction ». Ces trois secteurs sont également spécifiques sur le territoire régional. Toutefois, même si la Région Limousin accueille des pôles de compétitivité, ces secteurs, hormis la céramique, ne sont pas concernés par ces structures. Pour le papier et le cuir, la CCVG pourrait orienter ses entrepreneurs concernés vers le pôle de compétitivité « Fibre Naturelle » Grand Est. Il est nécessaire que les entreprises de la CCVG innovent dans le secteur du gant en cuir car la commune de Millau représente une véritable menace dans ce secteur.

La tradition ouvrière du territoire a des répercussions sur la population active qui regroupe une part importante d'employés. La commune de Saint-Junien accueille le plus grand nombre d'entreprises de l'économie productive, mais la commune de Saillat-sur-Vienne regroupe le plus d'employés de l'économie productive en raison de l'implantation d'International Paper et de Smurfit sur la commune. En effet, ces deux industries ont un impact important sur la commune de Saillat-sur-Vienne, mais également sur la Communauté de Communes.

Le territoire intercommunal bénéficie également d'entreprises dynamiques de l'économie présentielle. Par rapport aux entreprises de l'économie productive, les entreprises de l'économie présentielle, plus diverses et plus nombreuses, sont mieux réparties sur le territoire. Elles constituent ainsi une opportunité de développement pour les communes les plus rurales. De plus, le territoire offre de nombreux équipements et commerces permettant d'ancrer la population et d'en accueillir de nouvelles.

Les artisans, qui représentent une opportunité de développement de l'économie présentielle, sont déjà nombreux sur le territoire intercommunal. Toutefois, une étude a mis en avant que de nombreux artisans allaient partir en retraite. La stratégie de développement économique devra donc prévoir une méthode pour encourager les reprises des entreprises.

Même si le tourisme n'est pas une priorité actuelle de la CCVG, il représente une véritable opportunité de développement économique. De plus, le tourisme pouvant se développer permettra de conserver un cadre de vie agréable pour la population.

L'économie locale est donc principalement orientée vers l'économie productive, mais l'économie présentielle doit être considérée comme une opportunité de développement économique des autres communes que Saint-Junien qui ne peuvent accueillir des grandes entreprises. Cette diversification permettra de limiter la dépendance du territoire face aux industries locales.

# PARTIE 3

## L'AVANTAGE CONCURRENTIEL

### DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

#### VIENNE GLANE

Le territoire intercommunal bénéficie d'une économie locale dynamique qui résulte en partie de l'activité des entreprises du papier carton. Le secteur papetier étant fortement concurrentiel à l'échelle mondiale, la CCVG est menacée par la fermeture éventuelle des deux grandes entreprises implantées sur son territoire.

La dépendance du territoire face aux deux firmes doit donc être estimée afin que la CCVG puisse évaluer les conséquences d'une cessation d'activité sur les sites de production locaux.

L'analyse de la gouvernance des entreprises est un outil permettant de mesurer leur ancrage et d'évaluer l'avantage concurrentiel du territoire.



## 1. LES FACTEURS STRATÉGIQUES DE LOCALISATION DES ENTREPRENEURS

Ces dernières années, l'économie productive a été fortement marquée par des restructurations et des licenciements massifs. Ce contexte encourage les collectivités à proposer des dispositifs visant à attirer ou retenir les entreprises sur leur territoire. Ces dispositifs influent différemment sur le choix d'implantation des entrepreneurs. Les facteurs de localisation peuvent être classés en trois thèmes :

- les facteurs de pérennité, favorisant un fonctionnement de l'entreprise à long terme ,
- les facteurs d'identité, liés aux caractéristiques du territoire et à l'histoire de l'entreprise,
- les facteurs liés au choix de l'entrepreneur, s'articulant autour de deux principales réflexions d'implantation : l'une liée directement aux atouts du territoire, l'autre relevant plus du lien affectif de l'entrepreneur avec le territoire.

**Tableau n°4 : Les facteurs de localisation des entreprises**

	<b>Facteurs de localisation</b>
<b>Facteurs de pérennité</b>	Compétences et savoir-faire locaux Formations professionnelles, recherche Nature du capital (capitaux, foncier, patrimoine) Présence de clusters <sup>1</sup>
<b>Facteurs d'identité</b>	Ressources locales (matières premières, tradition ouvrière) Positionnement géographique et accessibilité
<b>Facteurs liés au choix de l'entrepreneur</b>	Ancrage territorial Cadre de vie (environnement, équipements)

*Source : Commissariat général au plan - Les cahiers n°2, avril 2005, Localisation des entreprises et rôle de l'État : une contribution au débat  
Réalisation : Groupe DA-CCVG*

1. Ensemble de décideurs qui créent et entretiennent un système relationnel leur permettant d'augmenter leurs opportunités d'affaires et de croissance. *Source : [www.s-tetic.be](http://www.s-tetic.be)*

Les chefs d'entreprises semblent plus sensibles à la proximité des établissements situés en amont de leur processus de production qu'à celle des établissements situés en aval. Ils s'intéressent à la structure de la main d'œuvre locale, et plus particulièrement aux catégories extrêmes (ouvriers non qualifiés et cadres). Ceux sont les cadres et les agents administratifs qui font l'attractivité d'une zone. Au contraire, la forte présence d'ouvriers non qualifiés a un effet nettement répulsif car elle nécessite une formation en interne.

D'autres facteurs, tels que la Taxe Professionnelle et le coût d'acquisition ou de location, interviennent secondairement dans le choix des entrepreneurs. En effet, ces deux facteurs ne sont réellement pris en compte que par les petites entreprises.

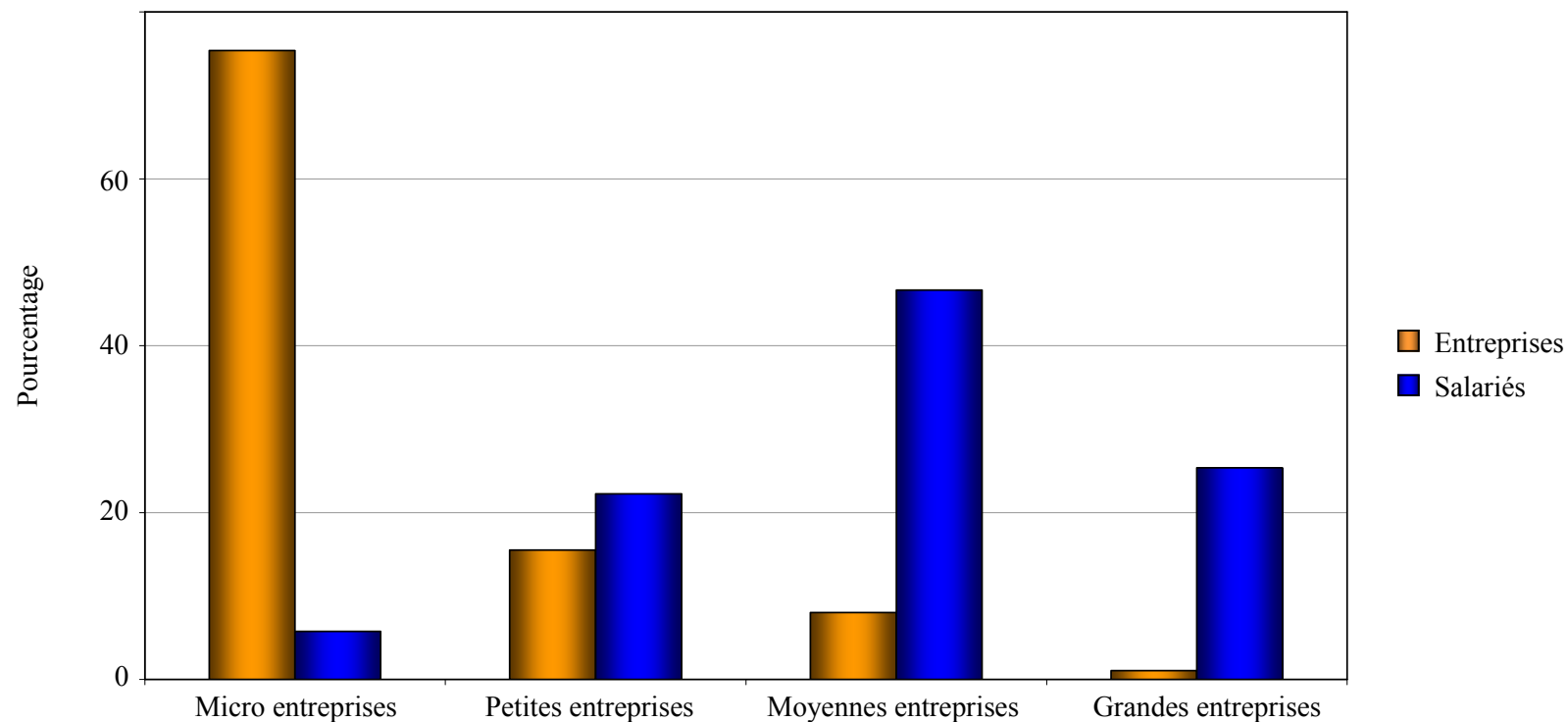
Une fois implantées, les grandes entreprises ne créent pas de lien direct avec le territoire. Pourtant, l'implantation de ces établissements est un atout supplémentaire pour un territoire en terme d'attractivité. Les collectivités doivent donc mesurer leur dépendance vis-à-vis de ces groupes.

## II. L'ANCRAGE TERRITORIAL DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE

### A. LA PRÉDOMINANCE DES MICRO ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE CRÉANT PEU D'EMPLOIS

Une étude des entreprises présentes sur le territoire en fonction de leur taille permet d'obtenir une bonne image du tissu économique local. En effet, les petites et les grandes entreprises ne sont pas confrontées aux mêmes besoins et n'ont pas les mêmes moyens.

L'analyse du tissu économique local permettra donc d'orienter la politique de développement économique.

**Graphique n°27 : La répartition des entreprises et des salariés de l'économie productive selon la taille des entreprises**

Source : Base de données du groupe DA-CCVG

Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les trois quarts des entreprises implantées sur le territoire sont des micro entreprises. Ces structures ne représentent qu'une faible proportion des employés du territoire. En effet, les micro entreprises du territoire regroupent seulement 177 personnes. Toutefois, il faut relativiser ces résultats car les données de ce type d'entreprises sont difficilement accessibles.

Les moyennes entreprises concentrent près de la moitié des emplois alors qu'elles ne représentent que 8% des établissements.

Bien que les deux papeteries internationales ne représentent que 1% des entreprises de l'économie productive, elles emploient 779 personnes, soit le quart des salariés de l'économie productive présents sur le territoire.

Les nombreuses micro entreprises traduisent un certain attachement au territoire. En effet, les chefs des micro entreprises apportent plus d'attention à la qualité de leur environnement et au dynamisme du territoire sur lequel ils sont implantés. De plus, ces petits établissements se positionnent sur des marchés locaux alors que les grandes entreprises raisonnent plus à des échelles nationale et internationale.

Les PME, qui rassemblent un nombre non négligeable d'employés dans une seule structure, semblent être mieux adaptées pour créer de l'emploi sur le territoire. Leur structure plus flexible facilite la réactivité face aux fluctuations du marché économique. En effet, une PME, ayant plus de moyens qu'une micro entreprise et étant plus modulable qu'une grande entreprise, peut s'adapter assez rapidement aux évolutions des besoins du marché.

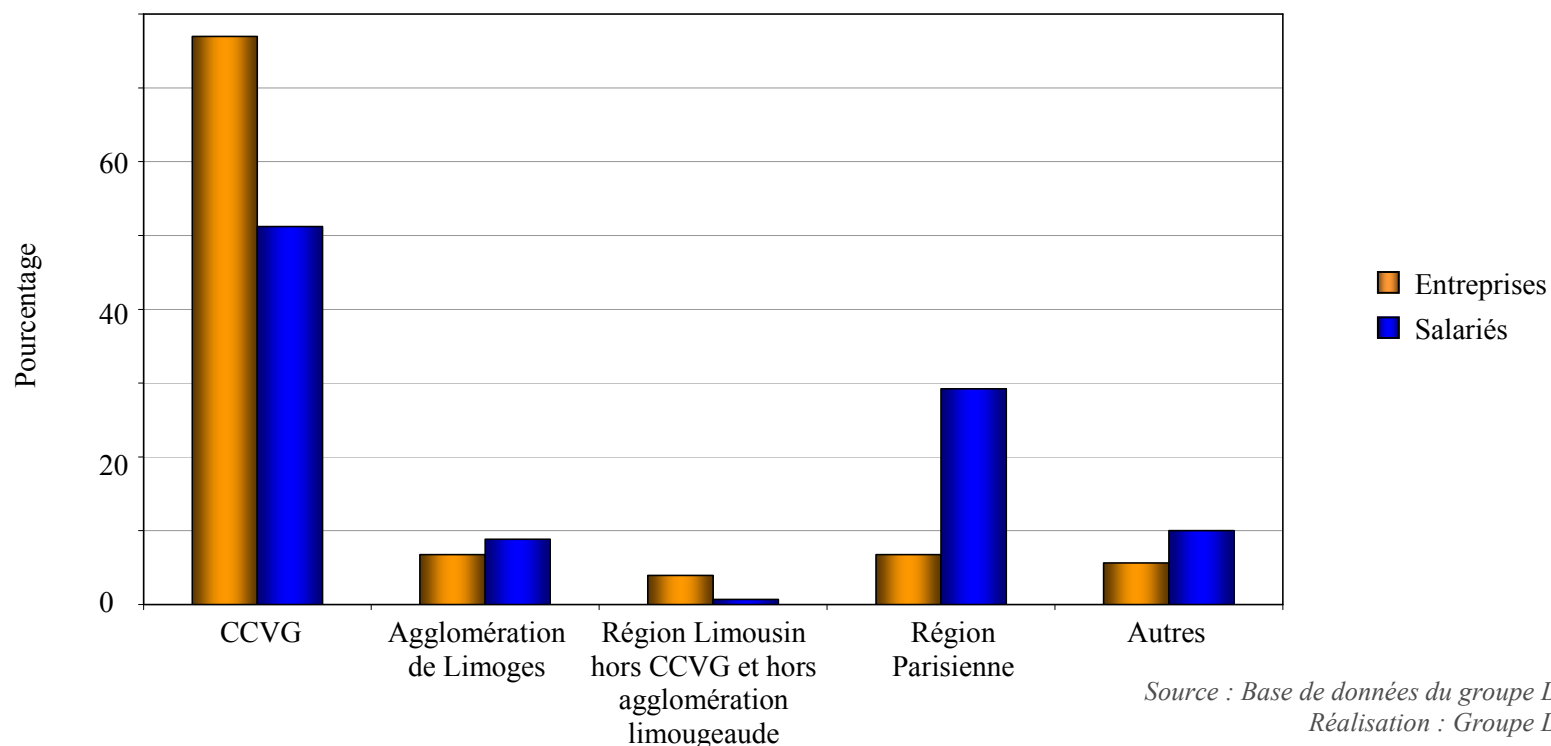
## B. LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES CARACTÉRISTIQUE D'UN FORT ANCRAGE TERRITORIAL

### 1. DES SIÈGES SOCIAUX MAJORITAIREMENT LOCALISÉS À SAINT-JUNIEN

L'utilisation de la base de données a permis de classer les entreprises en fonction de leur siège social<sup>1</sup>.

1. Établissement principal lorsqu'une entreprise n'exerce pas son activité dans un seul établissement. Source : INSEE

## a. Les sièges sociaux des entreprises de l'économie productive

**Graphique n°28 : La répartition des sièges sociaux des entreprises et des salariés de l'économie productive locale**

Le siège social des trois quarts des entreprises de l'économie productive présentes sur la Communauté de Communes se situe sur son territoire ce qui représente seulement la moitié des salariés de cette économie.

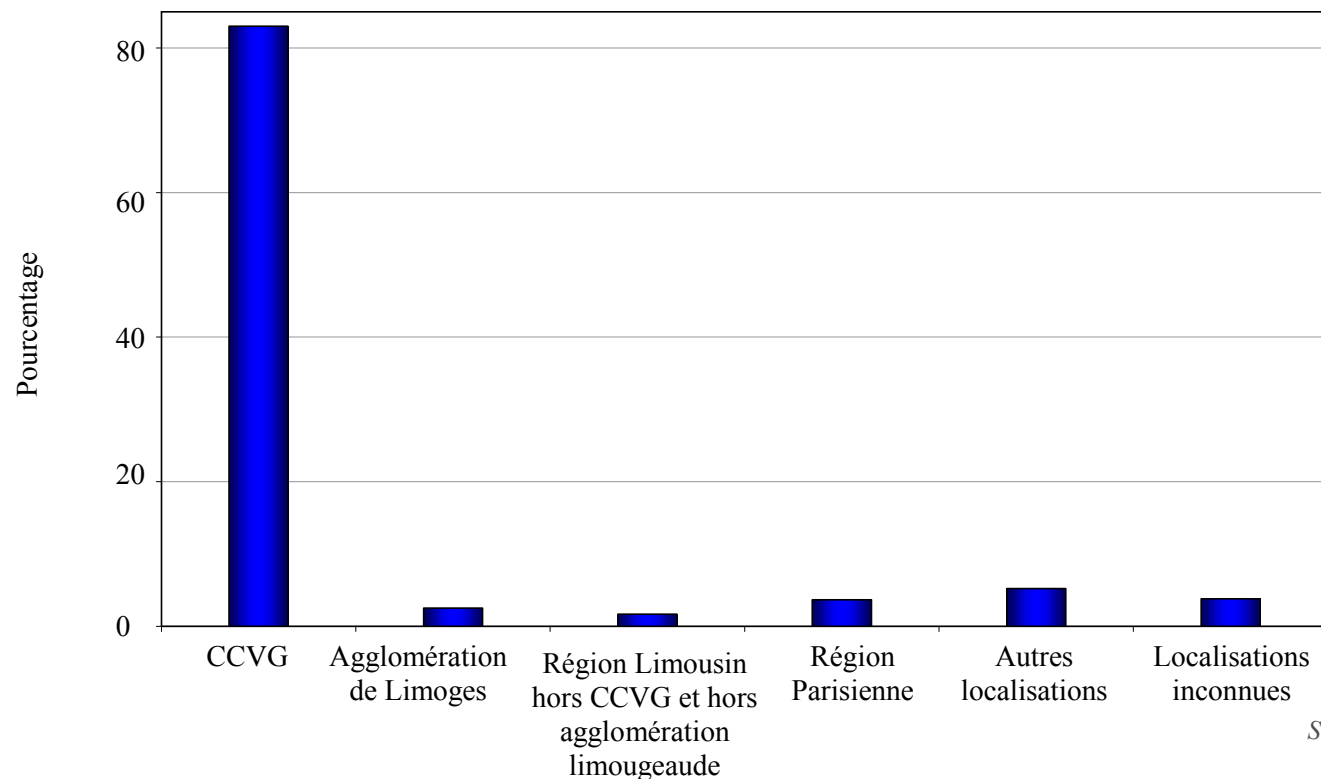
La commune de Saint-Junien concentre, à elle seule, plus de la moitié des sièges sociaux des entreprises. Cette caractéristique s'explique par l'image dynamique de Saint-Junien qui est recherchée par les petites et moyennes entreprises.

Deux autres localisations des centres de décision des entreprises sont identifiables : il s'agit du reste de la Région Limousin (11%) et de la Région Parisienne (7%).

Ces observations peuvent s'expliquer par la présence de nombreuses micro et petites entreprises sur le territoire intercommunal. En effet, ces petites structures, qui regroupent peu d'emplois, ont un rayonnement principalement local et n'ont pas l'utilité d'avoir leur siège social éloigné. Cette caractéristique prouve l'ancrage territorial de ce type d'entreprises.

Au contraire, il a été constaté que les entreprises regroupant un nombre important d'employés n'ont généralement pas leur centre de décision sur le territoire. Ces groupes établissent peu de liens affectifs avec le territoire et les dirigeants perçoivent uniquement leur site comme un lieu de production. Le mode de gestion de ce type d'établissements réduit le pouvoir d'intervention de la CCVG. De plus, ces entreprises concentrent un nombre important de salariés sur son territoire et influencent le marché de l'emploi local. La CCVG semble donc être dépendante de ces grands groupes en terme d'emplois.

## b. Les sièges sociaux des entreprises de l'économie présenteielle

**Graphique n°29 : La répartition des sièges sociaux des entreprises de l'économie présenteielle locale**

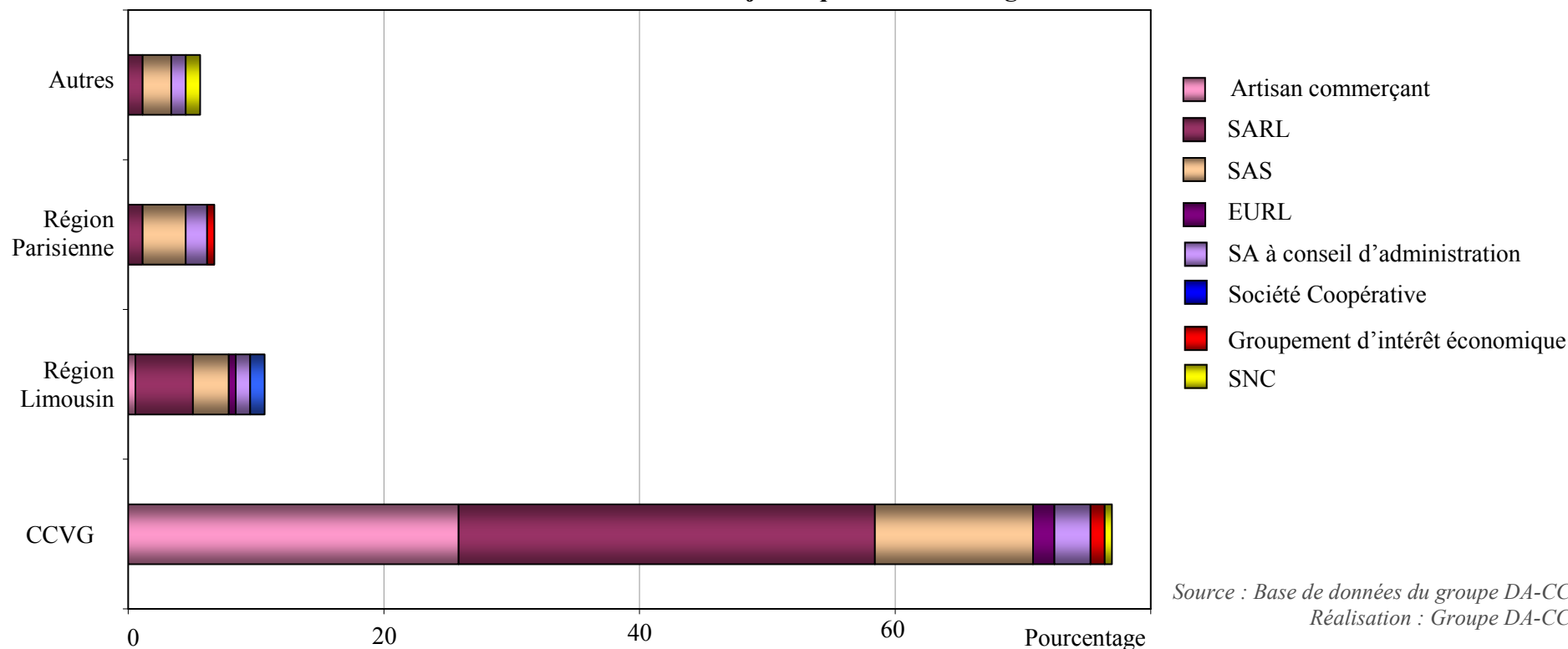
Le siège social de 83% des entreprises de l'économie présenteielle se situe sur le territoire de la CCVG, dont 54% se trouvent sur Saint-Junien. Certaines entreprises ont été regroupées dans la catégorie « localisations inconnues » car leur siège social n'a pu être identifié. La part d'entreprises ayant leur siège social sur l'agglomération limougeaude est moins importante que celles ayant leur centre de décision implanté en Région Parisienne. Toutefois, cette part d'entreprises (ayant leur siège social en Région Parisienne) de l'économie présenteielle est moins importante que pour les entreprises de l'économie productive.

Ces valeurs sont généralement comparables à celles de la répartition des sièges sociaux des entreprises de l'économie productive. En effet, la CCVG bénéficie de nombreuses entreprises dont le centre de décision est local. De plus, ces centres de décision se trouvent majoritairement sur Saint-Junien en raison du nombre plus important d'entreprises et de l'image dont bénéficie la commune.

L'économie locale, étant principalement constituée de micro et petites entreprises, les sièges sociaux correspondent principalement à la localisation de ces lieux d'activités.

## 2. LA FORTE REPRÉSENTATION DES SARL ET DES ENTREPRISES INDIVIDUELLES DANS L'ÉCONOMIE PRODUCTIVE LOCALE

**Graphique n°30 : La répartition des entreprises de l'économie productive en fonction de leur statut juridique et de leur siège social**





Les sociétés possédant leur siège social sur le territoire de la Communauté de Communes sont principalement des affaires personnelles et des SARL<sup>1</sup>.

Les GEI, les sociétés coopératives et les SNC sont les entreprises les moins représentées.

La majorité des entreprises ayant leur siège social en dehors de la CCVG sont des SARL et des SAS.

Le statut juridique reflète des logiques entrepreneuriales différentes. En effet, la présence importante d'affaires personnelles et de SARL indique un certain degré d'attachement au territoire.

Cette caractéristique s'associe au fait que le tissu économique intercommunal soit principalement constitué de petites entreprises, souvent familiales. Par contre, les SA ont pour principal objectif de réaliser des bénéfices et sont donc moins ancrées au territoire. Par conséquent, elles peuvent plus facilement délocaliser certains de leurs établissements afin d'augmenter leurs profits.

## C. LES STRUCTURES D'ÉDUCATION ET DE FORMATION FAVORISANT L'ANCRAGE TERRITORIAL

### 1. LES ÉQUIPEMENTS SCOLAIRES FACILITANT L'ACCUEIL DE NOUVELLES POPULATIONS

Malgré une connexion grandissante entre les bourgs, les besoins des populations augmentent sur tout le territoire. Une offre satisfaisante de services, telle que l'éducation, assure la pérennité du développement d'un territoire. En effet, les établissements scolaires sont de véritables facteurs d'un développement local. La présence de structures, telle qu'une école élémentaire, facilite l'accueil de populations nouvelles.

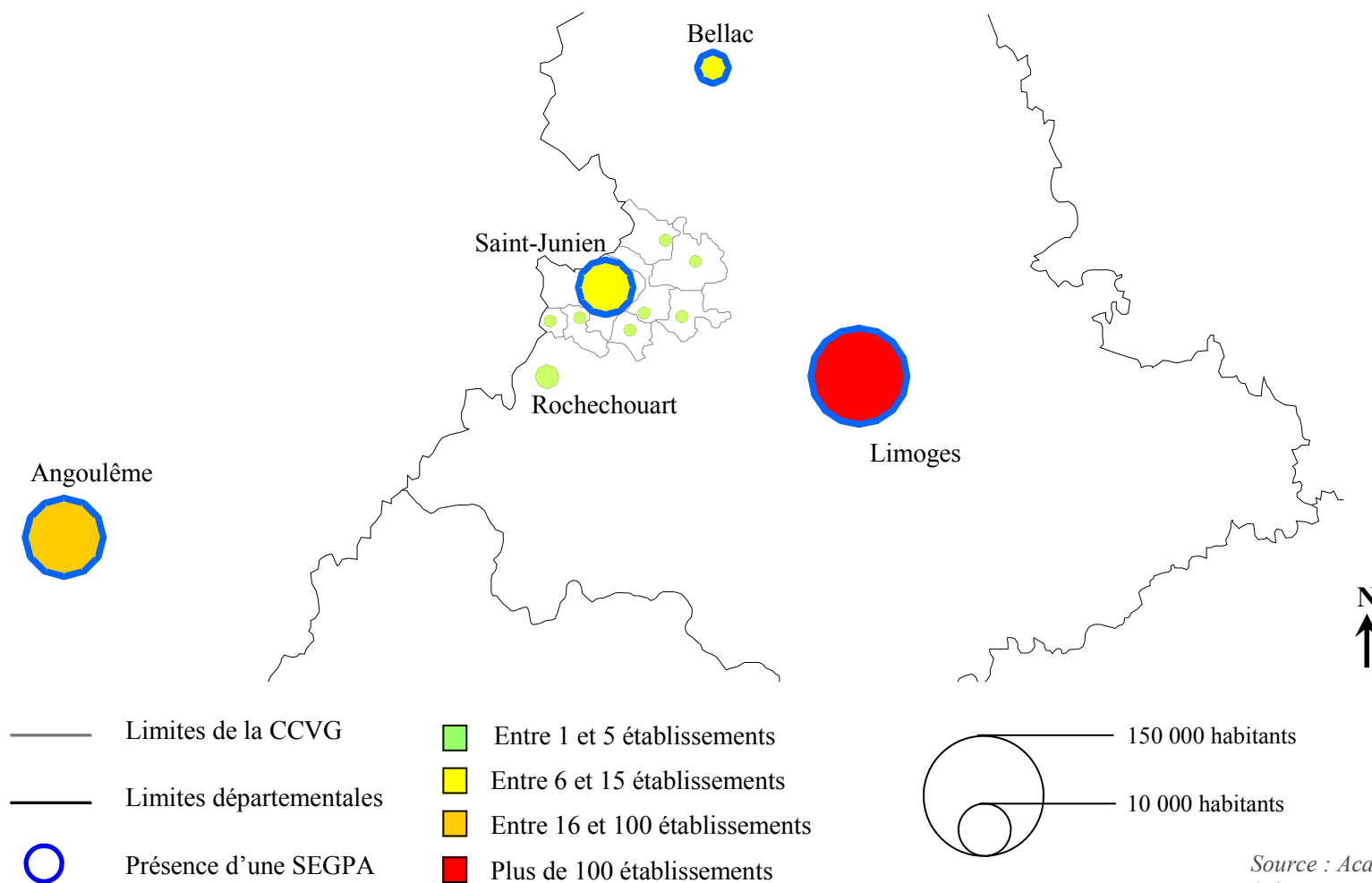
Malgré le caractère rural du territoire intercommunal, les communes de la CCVG ont toutes l'avantage de posséder au moins une école élémentaire. Cependant, seule la commune de Saint-Junien regroupe tous les établissements de la maternelle au lycée. En effet, elle accueille trois maternelles, cinq écoles élémentaires, deux collèges dont le collège Paul Langevin qui possède une classe SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté), le lycée professionnel Édouard Vaillant et le lycée général et technologique Paul Eluard proposant également une formation en BTS Tourisme.

La commune de Rochechouart, sous-préfecture de la Haute-Vienne, ne possède pas de lycée. Les lycéens du territoire intercommunal, s'ils le souhaitent, ont également la possibilité de suivre un enseignement secondaire dans les villes d'Angoulême, Bellac et Limoges. En effet, la capitale régionale est dotée du plus grand nombre d'établissements (lycées généraux et professionnels, Centre de Formation des Apprentis, Université, Écoles d'Ingénieurs etc.).

1. Les différents statuts juridiques pour les entreprises sont définis en annexe III.

La Communauté de Communes, bien que proche de l'agglomération limougeaude, propose sur son territoire des structures scolaires de la maternelle au secondaire. Ces équipements sont des atouts du territoire permettant de fixer la population.

**Carte n°19 : La répartition des établissements de la maternelle au secondaire**



Source : Académie de Limoges  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

## 2. LES ORGANISMES DE FORMATION ET LES SECTEURS SPÉCIFIQUES DU TERRITOIRE

Le parcours de formation de chaque élève doit lui permettre de préparer son avenir, d'envisager sa qualification et son insertion professionnelle, selon les débouchés présents sur le territoire. Il est donc important que l'offre de formations ait un rapport avec l'activité du territoire résultant principalement de PME/PMI liées aux secteurs spécifiques locaux.

La formation du lycée professionnel Édouard Vaillant s'intègre dans le tissu industriel de la CCVG et travaille en partenariat aussi bien avec des entreprises artisanales que les multinationales. En effet, les élèves ont la possibilité de s'inscrire dans des filières de formation différentes correspondant aux particularités du territoire, telle que l'option bois et matériaux associés.

Les secteurs du papier carton et de la céramique sont présents à travers les formations du lycée professionnel Raoul Dautry avec l'option industries papetières et l'École Nationale Supérieure de Céramique Industrielle liée au pôle de compétitivité Céramique à Limoges. La ville de Tulle accueille également l'Institut de Management des Industries du Bois.

Les élèves sont également sensibilisés à la création d'entreprises dans l'enseignement supérieur par la maison de l'entrepreneuriat. Créée en 2004, elle est animée par l'Université de Limoges et vise à sensibiliser les étudiants à la création d'entreprises. Elle organise avec la Mission Régionale pour la Création et la Transmission d'Entreprises le concours « Campus Entrepreneur ». Ce concours permet à des doctorants de s'initier à la conduite d'un projet de création d'entreprise sur une année scolaire.

La formation continue des adultes répond aux besoins des entreprises en ce qui concerne leur recherche permanente de compétitivité. Le réseau GRETA (groupements d'établissements publics locaux d'enseignements), répondant à ces attentes, se retrouve sur le territoire du Limousin avec une antenne à Saint-Junien. La principale mission de ce réseau est de proposer des formations aux employés afin de valider des acquis d'expérience ou de se reconverter.

La population du territoire de la Communauté de Communes dispose donc de nombreuses structures de formation à proximité permettant une diversification de la main d'œuvre. La population pourrait alors être plus facilement reconvertible face à d'éventuelles mutations économiques.

La CCVG doit, dans sa politique de développement économique, initier et prendre part à une relation avec les centres de formation de Limoges. Cette collaboration lui permettrait de mieux maîtriser le niveau de qualification de la main d'œuvre de son territoire. De plus, la proximité des structures de formation est une opportunité pour maintenir le dynamisme du territoire communautaire. En effet, la présence d'organismes de formation à proximité de la CCVG permet, d'une part, de favoriser le maintien des jeunes diplômés sur le territoire et, d'autre part, de fournir une main d'œuvre qualifiée. Ces structures représentent donc pour les entreprises un facteur d'ancrage sur le territoire intercommunal.

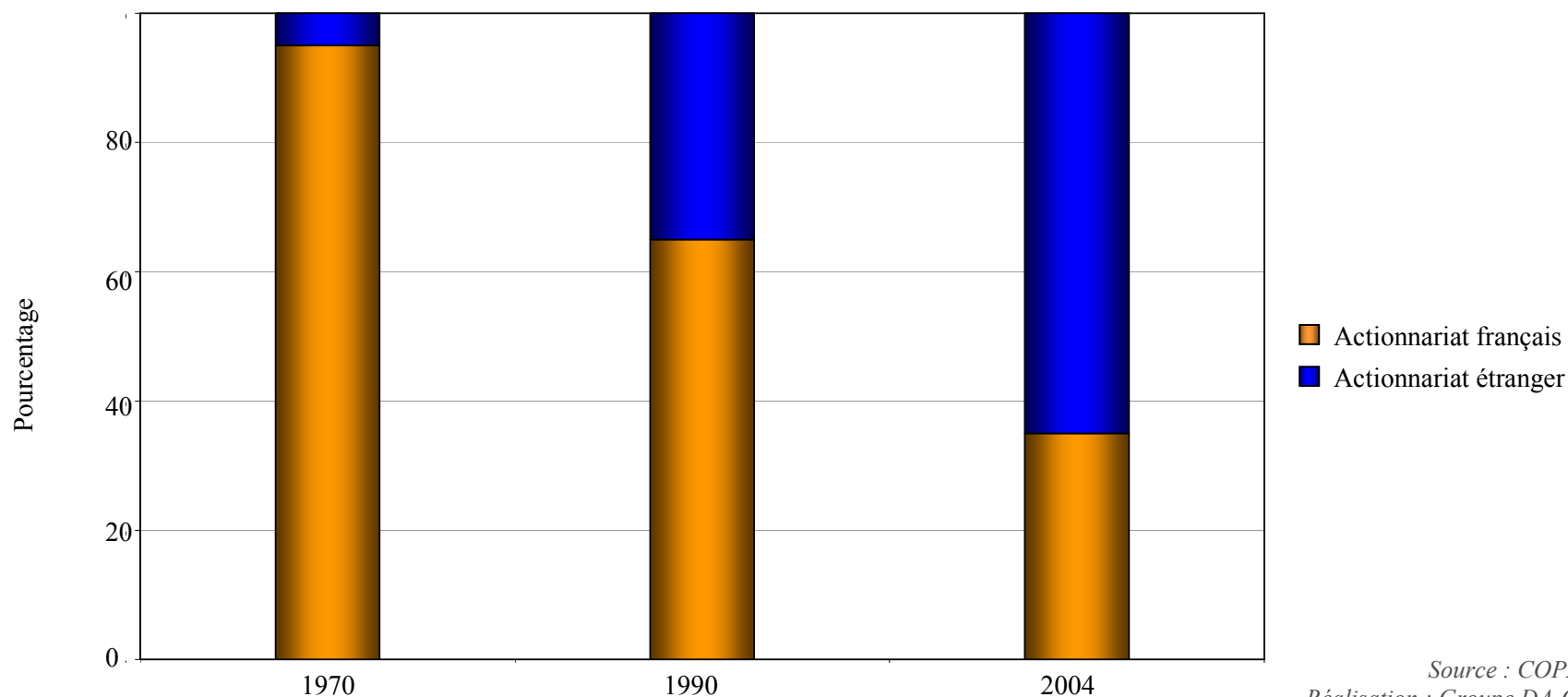
### III. LA DÉPENDANCE DU TERRITOIRE VIS-À-VIS D'INTERNATIONAL PAPER ET DE SMURFIT KAPPA

#### A. LES STRATÉGIES DES CENTRES DE DÉCISION SITUÉS À L'ÉTRANGER

Au début des années 1990, l'entreprise Aussedat Rey de Saillat-sur-Vienne a été rachetée par le groupe International Paper et celle des Papeteries du Limousin par le groupe Smurfit Kappa. Les décisions venant désormais de l'étranger, cela crée des incertitudes quant au devenir des deux usines de Saillat-sur-Vienne. Depuis leur rachat, les entreprises affichent des résultats régulièrement en baisse et pourraient se voir privées d'investissements de la part de leur groupe. De plus, les donneurs d'ordres n'étant pas attachés au territoire, ils ne chercheront pas forcément à conserver ces unités de productions.

Les assemblées générales intersyndicales des derniers mois mettent en avant le peu de pouvoirs dont disposent les dirigeants locaux sur leur site de production. Aujourd'hui, les Directions Générales des groupes papetiers n'ont plus qu'un objectif : faire un maximum de profits sans investir dans certaines usines qui en auraient besoin pour être plus performantes, et ce afin de satisfaire les actionnaires.

Graphique n°31 : L'évolution de l'actionnariat dans les entreprises françaises du secteur papier carton



Source : COPACEL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Les dirigeants locaux des usines de Saillat-sur-Vienne, mais également toutes celles du territoire national, se sentent aujourd'hui désarmées face au poids des investissements étrangers. En effet, la part de l'actionnariat étranger pour les entreprises implantées en France n'a fait que croître depuis les années 1970. Ces changements expliquent que les Directions Générales des grands groupes d'International Paper et de Smurfit Kappa veuillent moins produire sur le territoire français où la main d'œuvre est élevée. En effet, les motivations des Directions Générales sont d'ordre comptable. Elles veulent bénéficier d'un maximum de profits et ne se soucient pas du devenir des salariés. Leur objectif est d'améliorer la valeur pour l'actionnaire plus rapidement que la concurrence.

Même si les sites de Saillat-sur-Vienne semblent menacés, certains investissements ont été réalisés ou seront fait sur les deux usines.

L'entreprise d'International Paper a bénéficié d'investissements en 2002 sur les machines à papier afin de pouvoir améliorer la production et produire un papier de meilleure qualité.

Suite à la fermeture de l'unité de production à Alaincourt (Aisne) de Smurfit Kappa en mai 2007, le site de Saillat-sur-Vienne pourrait prochainement accueillir les machines d'Alaincourt, et donc diversifier sa production.

Mais ces investissements restent marginaux et permettent de reculer de peu l'éventuelle fermeture des sites présents sur la Communauté de Communes.

Ainsi, l'industrie papetière semble en difficulté en France. En effet, les grandes firmes internationales qui dominent le marché mettent l'accent sur les pays de l'Est, la Chine et l'Inde, où la main d'œuvre y est nettement moins chère. De plus, les responsables financiers devant satisfaire leurs actionnaires, n'investissent pas forcément dans l'amélioration des machines de production. Cela peut conduire à la fermeture de nombreux sites mais également à des opérations lourdes de restructuration comme cela a été le cas en France.

Face au faible ancrage des grandes entreprises implantées sur son territoire, la CCVG n'a que peu de pouvoir dans l'avenir des sites. Toutefois, l'affichage d'un soutien territorial pour les entreprises, l'amélioration du cadre de vie sont des facteurs qui peuvent influencer les donneurs d'ordres dans leurs investissements.

## B. L'APPORT FINANCIER D'INTERNATIONAL PAPER ET SMURFIT KAPPA À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

**Tableau n°5 : L'apport financier annuel d'International Paper et de Smurfit Kappa**

	CCVG	Département	Région	Total
Total	9 344 444 €	5 121 474 €	2 239 842 €	16 705 760 €

Source : VisDGI  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Le territoire de la CCVG est dépendant de l'activité d'International Paper et de Smurfit Kappa face à l'apport financier de leur taxe professionnelle. En effet, ces deux entreprises versent environ 9 millions d'euros par an à la Communauté de Communes.

Les collectivités territoriales départementale et régionale bénéficient également de la taxe professionnelle payée par les deux groupes. En effet, International Paper et Smurfit Kappa versent une somme de plus de 16 millions d'euros sur l'ensemble du territoire régional.

L'apport financier de ces deux entreprises a déjà permis à la CCVG de réaliser de nombreux équipements, tel que le centre aquatique. La fermeture de leur site représente donc une vraie menace pour l'action de la Communauté de Communes qui doit anticiper en favorisant l'ancrage de ces groupes sur le territoire en diversifiant son économie.

### C. LES EMPLOIS DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT DÉPENDANT DES DEUX GRANDES ENTREPRISES

La réalisation et l'analyse des clusters s'organisant autour des deux grandes entreprises du territoire a été nécessaire afin de mesurer le nombre d'emplois en danger en cas de fermeture des sites.

Le site d'International Paper regroupe plus de 1000 employés directs<sup>1</sup> et indirects<sup>2</sup> alors que l'entreprise de Smurfit Kappa rassemble moins de 200 emplois au total sur le territoire intercommunal.

Face aux 8000 emplois existants sur la CCVG, l'activité d'International Paper influence le dynamisme économique du territoire et la dépendance du territoire face à Smurfit Kappa est donc beaucoup moins importante.

Toutefois, même si la dépendance en terme d'emplois est à relativiser, le territoire intercommunal et sa population dépendent incontestablement de l'apport financier des deux entreprises. La stratégie de développement économique devra donc prendre en compte cette problématique dans le but de mieux ancrer ces entreprises au territoire sans en augmenter la dépendance.

1. Nombre d'employés sur le site de l'entreprise.

2. Nombre d'employés concernés chez les fournisseurs, clients, sous-traitants et prestataires de services de l'entreprise.

**Cf. fichier clusters : Schéma n°2 : Le cluster du site d'International Paper à Saillat-sur-Vienne**



**Cf. fichier clusters : Schéma n°3 : Le cluster du site de Smurfit Kappa à Saillat-sur-Vienne**

De nos jours, les entrepreneurs choisissent d'implanter leur entreprise près d'infrastructures routières structurantes dans un cadre de vie agréable pour leurs employés. De nombreux autres facteurs sont pris en compte par les entrepreneurs lorsqu'ils créent leur entreprise, ces facteurs changent selon l'origine de l'entrepreneur. La Communauté de Communes doit prendre en compte ces critères pour orienter son développement et sa stratégie économiques.

Face à une certaine dépendance financière et en terme d'emplois par rapport à International Paper et Smurfit, la CCVG a l'avantage d'accueillir de nombreuses micro et petites entreprises sur son territoire. De plus, ce type de structures présente la particularité d'avoir leur siège social sur le territoire. Ces entreprises permettent à la Communauté de Communes de développer un tissu économique plus flexible aux fluctuations de l'économie.

La CCVG accueille de nombreux établissements scolaires pour sa population sur son territoire. Toutefois, les écoles proposant des formations adaptées aux entreprises présentes sur le territoire sont plutôt sur la ville de Limoges. Cette donnée devrait encourager la Communauté de Communes à travailler avec ces établissements de formation afin de permettre aux entrepreneurs locaux de former leur personnel, et donc ancrer les entreprises au territoire.

Malgré un tissu économique local dense et divers, la Communauté de Communes doit faire face à sa dépendance vis-à-vis des deux grandes entreprises. En effet, les deux entreprises dépendent de centres de décisions qui se trouvent en dehors du pays et dont les stratégies dépassent même les dirigeants locaux. La CCVG étant quasiment impuissante, elle doit donc améliorer leur ancrage au territoire en confortant l'activité des sites, notamment en accueillant leurs prestataires de services.

## BILAN AFOM

Le diagnostic a permis de dresser un portrait de la CCVG, mais également de dégager les caractéristiques fortes du territoire intercommunal. Elles ont été regroupées dans le tableau suivant, intitulé tableau AFOM, et classées en atouts, faiblesses, opportunités et menaces du territoire. Les atouts et faiblesses sont des caractéristiques déjà propres au territoire qu'il faut conforter ou corriger, et les opportunités et menaces correspondent aux différentes pistes d'avenir qui s'offrent à la Communauté de Communes. Il s'agit dans les années à venir, pour la CCVG, de transformer ces opportunités en atouts et d'anticiper les menaces pour ne pas qu'elles deviennent des faiblesses du territoire.

Dans un souci de clarification, les différents points sont présentés en lien avec les parties du diagnostic :

- un territoire intercommunal attractif à proximité de pôles de développement,
- un territoire marqué par une tradition ouvrière avec une dynamique endogène,
- l'avantage concurrentiel de la Communauté de Communes Vienne Glane.

Ce bilan, en fin de diagnostic, a permis de dégager les enjeux du territoire qui servent de fil conducteur pour la suite de l'étude.

Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces
--------	------------	--------------	---------

<b>Un territoire intercommunal attractif à proximité de pôles de développement</b>
--

Le territoire		Population âgée	Développement des services aux personnes âgées	Perte de dynamisme du territoire, image négative
	Des territoires communaux hétérogènes avec une prédominance de Saint-Junien		Appuyer le développement des communes les plus rurales sur une économie présente de proximité	Une ville centre avec un désert autour
Connexion du territoire	La situation à un carrefour d'axes structurants à proximité de Limoges	Offre de transports en commun limitée	Tirer profit du dynamisme de Limoges en améliorant la liaison entre les deux territoires	La CCVG pourrait être intégrée dans sa totalité dans l'aire urbaine de Limoges et pourrait devenir un lieu de passage
	L'aéroport de Limoges		La LGV qui rapprochera de Paris	Le développement de l'aéroport de Brive-la-Gaillarde
	Faible taux de chômage sur la région	Peu de création de richesses sur la région		
	Meilleur taux de survie des entreprises à 5 ans dans la région		Appuyer l'image du territoire sur cette donnée	
Attractivité du territoire	Des migrations pendulaires et résidentielles positives		Agrandir le parc locatif	Le changement des habitudes de transport qui pourrait défavoriser la CCVG face à Limoges
	La pépinière d'entreprises, structure d'accueil des entrepreneurs	Manque d'anticipation des évolutions des besoins des entreprises	Élaborer une méthode d'accueil et de suivi des entrepreneurs	Perdre l'occasion d'accueillir des entreprises intéressantes pour l'économie locale
		Pénurie de terrains sur les zones d'activités		

Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces
--------	------------	--------------	---------

**Un territoire marqué par une tradition ouvrière avec une dynamique endogène**

<b>Économie de la région</b>	Des secteurs spécifiques et spécialisés s'étant développés sur les ressources locales et intégrés à des pôles de compétitivité		Développement du secteur bois énergie	La concurrence pour le bois entre les papetiers et le secteur de l'énergie
<b>Tradition ouvrière</b>	Saint-Junien, premier pôle du gant en cuir de luxe	Manque de communication	Créer un pôle cuir et développer un produit innovant dans le cuir	Le développement de Millau dans le gant
		Dépendance au milieu de la mode, déclin de l'industrie du cuir		
	Une population marquée par la tradition ouvrière		Main d'œuvre volontaire en cas de crise	
	Un territoire avec un développement endogène basé sur les secteurs du papier carton et du cuir	Manque de diversification, pas d'entreprises innovantes	Phénomènes d'attraction pour d'autres entreprises	
<b>Économie locale attractive</b>	Nombreux services, qui sont attractifs pour les entrepreneurs et les salariés	Mauvaise gestion du foncier, pénurie du foncier sur le territoire	Augmentation de l'accessibilité du pôle économique et de ses zones d'activités	L'attractivité des zones d'activités de Limoges
	Un foncier moins cher pour les entrepreneurs et les salariés		Attirer de nouvelles activités	
	Son attractivité s'étend en dehors des frontières régionales		Améliorer les voies de communication	Proximité de pôles d'attraction (Limoges, Etagnac, etc.) en matière de dynamisme
	Tissu économique dense et hétérogène		Diversifier le tissu économique	

Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces
--------	------------	--------------	---------

**L'avantage concurrentiel de la Communauté de Communes Vienne Glane**

<b>Formation</b>	Proximité de centres de formations, notamment le lycée professionnel Edouard Vailant	Le lycée n'offre pas les bonnes formations, les établissements sont principalement situés sur Limoges	Mettre en place un partenariat entre les entrepreneurs de la CCVG et les établissements scolaires limougeaux	Les étudiants se logent à Limoges car le logement de la CCVG ne leur est pas adapté
<b>Ancrage territorial</b>	Nombreuses micro et petites entreprises, elles sont dynamiques et s'adaptent plus facilement au marché	Difficulté pour l'entrepreneur de prévoir l'avenir de la société		Vieillesse des entrepreneurs sans reprise de leur entreprise
	Majorité des sièges sociaux sont sur la CCVG	Mais la moitié des emplois du territoire dépendent d'entreprises dont le siège social est extérieur à la CCVG	Favoriser l'entreprise individuelle, accompagnement de l'entrepreneuriat familial	Licenciements sans que la CCVG puisse intervenir
	Forte représentation des EURL et des SARL			
	Les petites entreprises bénéficient de la notoriété des grandes	Peu de sous-traitants et de prestataires de services pour IP et Smurfit	Favoriser l'implantation des fournisseurs, sous-traitants et prestataires de services des grandes entreprises	Fermeture ou délocalisation des sites dont la gouvernance est extérieure au territoire
<b>Dépendance vis-à-vis de Smurfit et IP</b>		Dépendance des recettes fiscales de la CCVG vis-à-vis des deux grandes firmes		

# CONCLUSION

La CCVG, territoire dynamique au sein d'une région économiquement faible, semble donc présenter de nombreuses potentialités de développement économique. Afin d'optimiser la mise en place de la stratégie de développement économique et d'après les constats du diagnostic, quatre enjeux semblent donc émerger :

- Favoriser un développement différencié des communes : en effet, les communes présentent chacune leurs propres caractéristiques et il semble intéressant de travailler sur ces points et de les mettre en valeur afin de renforcer les complémentarités au sein de la CCVG. Ainsi, le centre de Saint-Junien et sa zone commerciale devront être développés, et ses zones d'activités devront accueillir principalement des activités industrielles. Les autres communes, moins accessibles et aux zones d'activités moindres, seront plus vouées à accueillir les artisans qui sont nombreux à vouloir s'installer sur le territoire.

- Ancrer les entreprises au territoire : en effet, le territoire est menacé par un risque éventuel toujours présent de fermeture des deux firmes implantées à Saillat-sur-Vienne. Il faut donc développer l'économie locale dans l'objectif de pérenniser leurs activités sur le territoire. Cette orientation ne devra pas amplifier l'effet de dépendance aux groupes, mais se fera dans un souci de diversification de l'économie en accueillant notamment des prestataires de services aux grands groupes.

- Promouvoir les spécificités du territoire : en effet, malgré ses potentialités, le territoire reste peu lisible face aux autres pôles de développement à proximité, notamment Limoges. Il est donc important que la Communauté de Communes communique plus sur ses actions et également que les spécificités du territoire soient mises en valeur (cadre de vie, gant en cuir, industries papetières, etc.).

- Anticiper les évolutions du tissu économique local : en effet, l'élaboration d'une stratégie de développement économique ne peut rester figée. Celle qui sera proposée prendra appui sur les éléments constatés au cours du stage, mais un suivi régulier et organisé du tissu économique local permettra une meilleure anticipation pour la CCVG. De plus, l'instabilité actuelle de l'économie, notamment au niveau des secteurs, tel que le papier carton, doit encourager la Communauté de Communes à se tenir informée des évolutions, toujours dans un souci d'une meilleure anticipation.

Une étude précise des acteurs du développement économique est désormais nécessaire. Après avoir déterminé les caractéristiques du territoire, il faut identifier les institutions capables de répondre aux besoins de la CCVG et des entreprises locales. Cette étude permettra de déboucher sur d'éventuels partenariats. De plus, il est également important d'analyser le champ d'actions de la Communauté de Communes afin que la stratégie de développement économique élaborée soit réalisable dans sa totalité.

# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE

AICARPA (Association d'Information et de Coordination des Actions en faveur des Retraités et des Personnes Agées des cantons de Saint-Junien Est et Ouest), Papier, papeteries, papetiers.

Contrat de projets Etat-Région Limousin 2007-2013, 12 février 2007.

INSEE Rhône-Alpes, *Aides aux PME : des effets positifs sur l'emploi et la valeur ajoutée*, Lettre-Analyse n°47, novembre 2005.

ARACT (Agence Régionale d'Amélioration des Conditions de Travail), *Étude Gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et des âges sur le Pays d'Ouest Limousin*.

BARLOGIS Olivier, PAGNOUX Régina, *Les aides régionales aux entreprises : un impact significatif sur l'emploi*, Journal Focal INSEE Limousin n°36, Mars 2007.

BATAILLE Juliette, DANET Camille, GORGET Thomas, LEMARTINEL Virginie, *Etude de faisabilité sur la requalification des friches industrielles des bords de Vienne à Saint-Junien et Saint-Brice-sur-Vienne (87)*, rapport de stage de groupe magistère II d'Aménagement du Territoire, Département Aménagement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours, Septembre 2005.

BEL Maïten, *Politique publique décentralisée : quel rôle pour la proximité ? Le cas de l'ouverture des licences professionnelles*, Institut d'Economie Publique n°16, Janvier 2005.



BENARD Raymond, JAYEY Hubert, *Les préférences de localisation des entreprises*, Journal Profils Nord-Pas-de-Calais n°9, Septembre 1998.  
Bérénice, *Schéma de Développement Commercial du Département de la Haute-Vienne*, Pour la Ville et le Commerce, Novembre 2004.

CERANI Nicole, MARTINELLI Daniel, *L'impact économique de l'établissement Nestlé de Marseille Saint-Menet*, Rapport d'étude, Septembre 2005.

Communauté de Communes de Mimizan (Landes), *Un territoire entre filière bois, tourisme et TIC, de l'emploi des TIC comme outil de développement*.

D. Noël, *Plan Local d'Urbanisme de Saint-Junien*, architecture et urbanisme, 2006.

DATAR, *Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, CIAT du 3 septembre 2003.

DESBORDES Chantal, *Près d'un salarié sur trois relève de la sphère publique*, Journal Focal INSEE Limousin n° 28, Juillet 2006.

DRIRE Auvergne, *La filière papier-carton en Auvergne*, Décembre 2006

DUPLOUY Bérengère, *Forces et faiblesses de l'industrie en Limousin*, Journal Focal INSEE Limousin n°25, Mars 2006.

Dupuy Christian, *Saint-Junien, un bastion anarchiste en Haute-Vienne (1893-1923)*, Limoges : Presse Universitaire de Limoges, 2003, 227 p.

Pays d'Ouest Limousin, *Étude préalable à la Démarche Collective Territorialisée en faveur de l'Artisanat, du Commerce et des Services*.

GARCON Nathalie, *Créer son entreprise...et la faire survivre*, Journal Focal INSEE Limousin n°24, Février 2006.

GRAND Lionel, LEYRONAS Christophe, *Pour une approche renouvelée de la sous-traitance en réseau : de la dépendance à la dépendance croisée*

L'ETAT EN LIMOUSIN, *Les infrastructures de communication en Limousin*, Lettre d'information de la préfecture de la Région Limousin et des services de l'État, Dossier n°17, Janvier 2007.

LEVET Jean-Louis, *Localisation des entreprises et rôle de l'État : une contribution au débat*, Les Cahiers du Commissariat Général du Plan n° 2, Avril 2005.

MADIES Thierry, *Concurrence territoriale et aides locales en faveur des entreprises : théorie et pratiques*, Institut d'Économie Publique n°8, Février 2001.

NAJEAN F. *Le Pôle Fibres Naturelles Grand Est*, Communiqué de Presse Pôle Fibres, Février 2006.

Observatoire économique de la Haute-Vienne, *Recensement des entreprises de la base INSEE*.

PASER, *Les choix de l'État en région Limousin*.

Prisme-Limousin, *Portrait territorial du Pays d'Ouest Limousin (Haute-Vienne)*, Janvier 2007.

DRIRE et ARD Limousin, *L'industrie en Limousin réalités et perspectives*, 2006.

REGASSE Aurélie, *Quel périmètre de SCOT pour la CCVG ?*, mémoire de stage individuel de Magistère III d'Aménagement du Territoire, Centre d'Études Supérieures d'Aménagement, 2004.

Région Limousin, *Élaborer une stratégie pour le développement économique du Limousin*, 6 avril 2005.

Région Limousin, *Éléments de méthodologie proposés dans le cadre de l'établissement du rapport annuel des aides publiques attribuées par les collectivités territoriales*, 2006.

Région Limousin, *Limousin : Générations 2027*.

Région Limousin, *Plan Régional de Développement de la Filière Bois*, 2006.

Région Limousin, *Schéma Régional de Développement Économique 2005-2009*.

Saint-Junien sur la route de l'Atlantique, Brochure de la Commune de Saint-Junien.

Ville de Saint-Junien, *Saint-Junien en Limousin*, Maury Imprimeur, 1982, 345p.

#### CÉDÉROM

Direction Générale des Impôts, *Fichier VisDGI- Taxe Professionnelle*, (CD-ROM). 2005.

#### WEBGRAPHIE

[www.ac-limoges.fr](http://www.ac-limoges.fr), site de l'académie de Limoges

[www.agglo-limoges.fr](http://www.agglo-limoges.fr), site de la Communauté d'Agglomération de Limoges Métropole

[www.anpe.fr](http://www.anpe.fr), site de l'Agence Nationale Pour l'Emploi  
[www.apce.com](http://www.apce.com), site de l'Agence pour la Création d'Entreprises  
[www.assedic.fr](http://www.assedic.fr), site de l'Association pour l'Emploi dans l'Industrie et le Commerce  
[www.cc-vienne-glane.fr](http://www.cc-vienne-glane.fr), site de la CCVG  
[www.cci.fr](http://www.cci.fr), site de la Chambre de Commerce et d'Industrie  
[www.cc-millaugrandscausses.fr](http://www.cc-millaugrandscausses.fr), site de la Communauté de Communes Grands Causses  
[www.cr-limousin.fr](http://www.cr-limousin.fr), site du Conseil Régional du Limousin  
[www.infogreffe.fr](http://www.infogreffe.fr), site des greffes des tribunaux du commerce  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr), site de l'Institut National des Statistiques et des Études Économiques  
[www.internationalpaper.com](http://www.internationalpaper.com), site du groupe d'International Paper  
[www.label-rouge.fr](http://www.label-rouge.fr), site du Label Rouge  
[www.limoges.cci.fr](http://www.limoges.cci.fr), site de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne  
[www.limousin.travail.gouv.fr](http://www.limousin.travail.gouv.fr), site du gouvernement du travail en Limousin  
[www.millau.fr](http://www.millau.fr), site de la ville de Millau  
[www.oradour-souviens-toi.com](http://www.oradour-souviens-toi.com), site du Village Martyr d'Oradour-sur-Glane  
[www.kompass.fr](http://www.kompass.fr), site de l'annuaire professionnel mondial  
[www.smurfitkappa.fr](http://www.smurfitkappa.fr), site du groupe Smurfit Kappa  
[www.societe.com](http://www.societe.com), site du Registre du Commerce  
[www.tourismelimousin.com](http://www.tourismelimousin.com), site du tourisme en Limousin  
[www.tourisme-aveyron.com](http://www.tourisme-aveyron.com), site du Comité Départementale du Tourisme en Aveyron  
[www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr), site de l'Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations

# TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	2
Remerciements	4
Introduction générale	6
Introduction	9
Partie 1 : Un territoire intercommunal attractif à proximité de pôles de développement	10
I. Le territoire intercommunal au sein de la Région Limousin	11
A. La situation géographique de la Communauté de Communes	11
B. La Communauté de Communes située dans la partie la plus développée du Limousin	14
II. Présentation du territoire intercommunal	16
A. Le territoire composé de communes hétérogènes	16
1. Des communes aux fonctions complémentaires	16
2. La répartition hétérogène de la population	19
3. Le territoire accueillant majoritairement une population âgée	20
4. L'accueil de populations fragiles sur le territoire intercommunal	22
B. Le territoire intercommunal attractif en relation avec des pôles de développement	25
1. L'influence de différents pôles de développement sur la Communauté de Communes	25
2. Les migrations résidentielles et pendulaires positives en faveur de la Communauté de Communes	26
a. Le solde migratoire résidentiel positif	27
b. Le solde migratoire pendulaire positif	29
C. Le territoire intercommunal ouvert et relié à l'agglomération limougeaude	31
1. Les infrastructures de transport	31
2. L'offre importante de transports en commun	34

D. La volonté d'accueil de la Communauté de Communes	35
1. l'offre de logement pour l'accueil de nouveaux habitants	35
2. Les outils mis en place par la Communauté de Communes pour l'accueil d'entreprises	36
a. Les zones d'activités principalement concentrées sur Saint-Junien	37
b. La pépinière d'entreprises de Saint-Junien Vienne Glane, structure d'accueil des porteurs de projet	39
c. Les ateliers relais, outils principaux de la Communauté de Communes	42
3. La Communauté de Communes en pénurie foncière	42
4. L'action de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole en terme de développement économique	43
5. Limites et critiques de l'action de la CCVG en terme d'accueil de population et des entreprises	45
Partie 2 : Un territoire marqué par une tradition ouvrière avec une dynamique endogène	48
I. L'économie de la Région Limousin : quelques données de cadrage	49
A. Une région produisant peu de richesses	49
B. La population active concentrée dans les secteurs du commerce et des services	49
C. Les spécialisations et spécificités de l'économie régionale	51
D. L'innovation régionale orientée vers les secteurs spécifiques régionaux	53
II. L'économie locale basée sur la tradition ouvrière	55
A. L'agriculture, un facteur de maintien du paysage	55
B. Les industries traditionnelles du gant et du papier	56
C. La population active du territoire intercommunal à dominante ouvrière	58
D. Les entreprises de l'économie productive <sup>3</sup> réparties de manière hétérogène sur le territoire	59
1. La méthode de l'étude des entreprises	59
2. La main d'œuvre ouvrière répartie de manière hétérogène sur le territoire	60
E. Les secteurs spécifiques et spécialisés de la Communauté de Communes	63
F. Les entreprises dynamiques des secteurs spécifiques	66
1. Le portefeuille d'entreprises, un outil dérivé des portefeuilles d'activité	66
2. Analyse des portefeuilles d'entreprises	68
G. La menace de Millau, une autre ville du gant	73
H. Les spécificités du territoire intercommunal regroupées dans le pôle de compétitivité « fibre naturelle » Grand Est	74

III. L'économie présentielle vectrice de développement pour l'ensemble du territoire intercommunal	75
A. L'analyse de l'économie présentielle locale	76
1. La comparaison des deux économies et la répartition de l'économie présentielle sur le territoire intercommunal	76
2. La répartition des entreprises par secteur de l'économie présentielle sur le territoire intercommunal	78
3. Le tissu de l'économie présentielle hétérogène	80
B. Les équipements attirant les populations sur le territoire intercommunal	85
1. Les équipements structurants	85
2. Les commerces de plus de 300m <sup>2</sup> implantés sur le territoire intercommunal	86
C. La volonté des commerçants de Saint-Junien de créer une dynamique endogène	89
D. L'âge des artisans du territoire intercommunal	90
E. Les demandes actuelles d'implantation et d'extension des entrepreneurs	92
F. Le tourisme marginal sur le territoire, une réelle opportunité	94
Partie 3 : L'avantage concurrentiel de la Communauté de Communes Vienne Glane	98
I. Les facteurs stratégiques de localisation des entrepreneurs	99
II. L'ancrage territorial des entreprises du territoire	100
A. La prédominance des micro entreprises de l'économie productive créant peu d'emplois	100
B. La gouvernance des entreprises caractéristique d'un fort ancrage territorial	102
1. Des sièges sociaux majoritairement localisés à Saint-Junien	102
a. Les sièges sociaux des entreprises de l'économie productive	103
b. Les sièges sociaux des entreprises de l'économie présentielle	105
2. La forte représentation des SARL et des entreprises individuelles dans l'économie productive locale	106
C. Les structures d'éducation et de formation favorisant l'ancrage territorial	107
1. Les équipements scolaires facilitant l'accueil de nouvelles populations	107
2. Les organismes de formation et les secteurs spécifiques du territoire	109
III. La dépendance du territoire vis-à-vis d'International Paper et de Smurfit Kappa	110
A. Les stratégies des centres de décision situés à l'étranger	110
B. L'apport financier d'International Paper et Smurfit Kappa à la Communauté de Communes	112
C. Les emplois directement et indirectement dépendant des deux grandes entreprises	113

Bilan AFOM	117
Conclusion	121
Bibliographie	122
Tables des matières	127
Tables des illustrations	131
Annexes	135



# TABLES DES ILLUSTRATIONS

## CARTES

Carte n°1 : La CCVG située à l'Ouest dans la Région Limousin	11
Carte n°2 : La CCVG dans le Pays d'Ouest Limousin	12
Carte n°3 : Les huit communes de la CCVG	13
Carte n°4 : Les 20 établissements les plus pourvoyeurs d'emploi dans la Région Limousin	14
Carte n°5 : Les fonctions complémentaires des communes de la Communauté de Communes	18
Carte n°6 : La CCVG entourée de pôles de développement	25
Carte n°7 : Les flux sortants résidentiels du territoire intercommunal	27
Carte n°8 : Les flux entrants résidentiels du territoire intercommunal	28
Carte n°9 : Les flux pendulaires sur le territoire intercommunal	29
Carte n°10 : La répartition des migrations pendulaires sur la CCVG	30
Carte n°11 : Le tracé de la déviation de la RN 141	32
Carte n°12 : Les axes structurants la CCVG	33
Carte n°13 : Localisation des lotissements communautaires sur le territoire intercommunal	35
Carte n°14 : La localisation des zones d'activités économiques de la CCVG	37
Carte n°15 : La localisation des pépinières d'entreprises en Haute-Vienne	41
Carte n°16 : La répartition des zones d'activités économiques de l'agglomération limougeaude	44
Carte n°17 : La zone de chalandise de Saint-Junien	88
Carte n°18 : Le tourisme à proximité de la CCVG et sur son territoire	96
Carte n°19 : La répartition des établissements de la maternelle au secondaire	108

## GRAPHIQUES

Graphique n° 1 : La répartition de la population par tranches d'âge	20
Graphique n°2 : La répartition de la population par tranches d'âge sur le territoire intercommunal	21
Graphique n°3 : La part de chômage dans les communes du territoire intercommunal	22

Graphique n°4 : Le revenu brut moyen annuel par habitant	23
Graphique n°5 : Comparaison de la répartition des employés par activités en Limousin avec la France	50
Graphique n°6 : Comparaison de la répartition des salariés de l'industrie en Limousin avec la France	51
Graphique n°7 : La part des agriculteurs dans la population active	55
Graphique n°8 : La répartition de la population ayant un emploi sur la CCVG et en France par Catégories Socio-Professionnelles	58
Graphique n°9 : La répartition des entreprises et des salariés de l'économie productive sur la CCVG	60
Graphique n°10 : La répartition des entreprises par secteurs de l'économie productive et par communes	61
Graphique n°11 : La répartition des salariés par secteur de l'économie productive et par commune	62
Graphique n°12 : Les secteurs spécialisés sur le territoire intercommunal	63
Graphique n°13 : Les secteurs spécifiques sur le territoire intercommunal	65
Graphique n°14 : Portefeuille d'entreprises sur les micro entreprises du territoire	69
Graphique n°15 : Portefeuille d'entreprises sur les petites entreprises du territoire	70
Graphique n°16 : Portefeuille d'entreprises sur les moyennes entreprises du territoire	71
Graphique n°17 : Portefeuille d'entreprises sur les grandes entreprises du territoire	72
Graphique n°18 : La part de salariés et d'entreprises en économies productive et présenteielle	76
Graphique n°19 : La répartition des entreprises de l'économie présenteielle et de l'économie productive sur le territoire intercommunal	77
Graphique n°20 : La répartition des entreprises par secteur de l'économie présenteielle et par communes	79
Graphique n°21 : Portefeuille d'entreprises sur les micro entreprises du territoire	81
Graphique n°22 : Portefeuille d'entreprises sur les petites entreprises du territoire	82
Graphique n°23 : Portefeuille d'entreprises sur les moyennes entreprises du territoire	83
Graphique n°24 : Portefeuille d'entreprises sur les grandes entreprises du territoire	84
Graphique n°25 : Les différentes options pour la reprise des entreprises sur le Pays d'Ouest Limousin	90
Graphique n°26 : L'âge des commerçants et des artisans du Pays d'Ouest Limousin	91
Graphique n°27 : La répartition des entreprises et des salariés de l'économie productive selon la taille des entreprises	101
Graphique n°28 : La répartition des sièges sociaux des entreprises et des salariés de l'économie productive locale	103
Graphique n°29 : La répartition des sièges sociaux des entreprises de l'économie présenteielle locale	105
Graphique n°30 : La répartition des entreprises de l'économie productive en fonction de leur statut juridique et de leur siège social	106
Graphique n°31 : L'évolution de l'actionnariat dans les entreprises françaises du secteur papier carton	111

## PHOTOGRAPHIES

Photo n°1 : La rue Lucien Dumas, rue marchande au cœur de Saint-Junien	16
Photo n°2 : Un point d'eau à Javerdat	16
Photo n°3 : Le village martyr d'Oradour-sur-Glane	17
Photo n°4 : Le site d'International Paper à Saillat-sur-Vienne	17
Photo n°5 : Les travaux de la déviation de la RN 141	31
Photo n°6 : Les travaux de la déviation de la RN141	32
Photo n°7 : La gare de Saint-Junien	34
Photo n°8 : Le lotissement de Saint-Martin-de-Jussac	36
Photo n°9 : L'entreprise Legrand sur la zone du Petit Boisse	38
Photo n°10 : Le Carrefour sur la zone des Martines	38
Photo n°11 : L'accueil à la pépinière de Saint-Junien	39
Photo n°12 : La pépinière d'entreprises de Saint-Junien sur la zone du Pavillon Axial	40
Photo n°13 : Un atelier de la pépinière de Saint-Junien	40
Photo n°14 : L'atelier relais Faye à Chaillac-sur-Vienne	42
Photo n°15 : La coupole d'Ester à Limoges	43
Photo n°16 : Une vache de race limousine	56
Photo n°17 : L'usine des Seilles à Saint-Junien	56
Photo n°18 : Le quai des mégisseries à Saint-Junien	57
Photo n°19 : Les peausseries de Millau	73
Photo n°20 : Le centre aquatique à Saint-Junien	86
Photo n°21 : Le presbytère de Saint-Martin-de-Jussac	94
Photo n°22 : La collégiale de Saint-Junien	95
Photo n°23 : Les bords de Vienne	95

## SCHÉMAS

Schéma n°1 : Lecture de base d'un portefeuille d'entreprises	67
Schéma n°2 : Le cluster du site d'International Paper à Saillat-sur-Vienne	114
Schéma n°3 : Le cluster du site de Smurfit Kappa à Saillat-sur-Vienne	115

**TABLEAUX**

Tableau n°1 : Évolution des populations de Saint-Brice-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac et Saint-Victurnien depuis 1999	19
Tableau n°2 : Les commerces de plus de 300m <sup>2</sup> en Haute-Vienne	87
Tableau n°3 : Les demandes d'implantation et d'extension sur les zones d'activités économiques sur le territoire intercommunal	93
Tableau n°4 : Les facteurs de localisation des entreprises	99
Tableau n°5 : L'apport financier annuel d'International Paper et de Smurfit Kappa	112

# ANNEXES

Annexe I : Recensement du foncier disponibles pour la CCVG	136
Annexe II : La tradition ouvrière du territoire intercommunal	145
Annexe II : Les différents statuts juridiques pour une entreprise	149

## ANNEXE I : RECENSEMENT DU FONCIER DISPONIBLE POUR LA CCVG

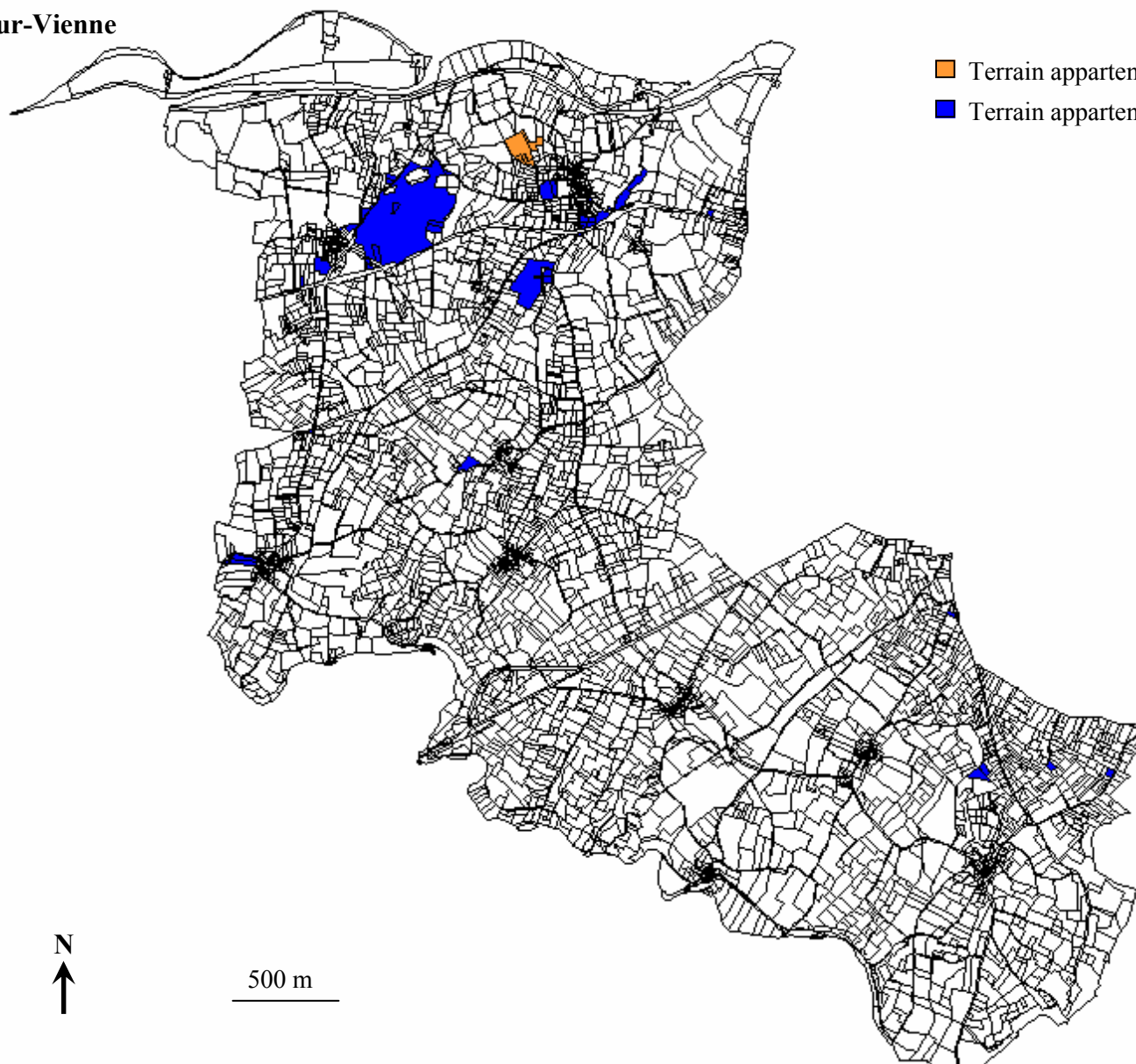
Les cartes qui suivent sont celles des communes de la Communauté de Communes. Ces cartes ont été réalisées par le groupe à l'aide des fichiers Arc Map et Vis DGI.

Le fichier Arc Map a permis d'obtenir le support cartographique. Le fichier « VisDGI - Cadastre » a permis de connaître les parcelles appartenant aux communes et celles appartenant à la CCVG.

Cette étude est limitée en raison du manque d'informations sur la qualité des parcelles, la seule certitude des parcelles relevées est qu'elles ne sont pas bâties. De plus, le fichier n'a pas permis de calculer la surface totale disponible sur les communes ou sur la CCVG.

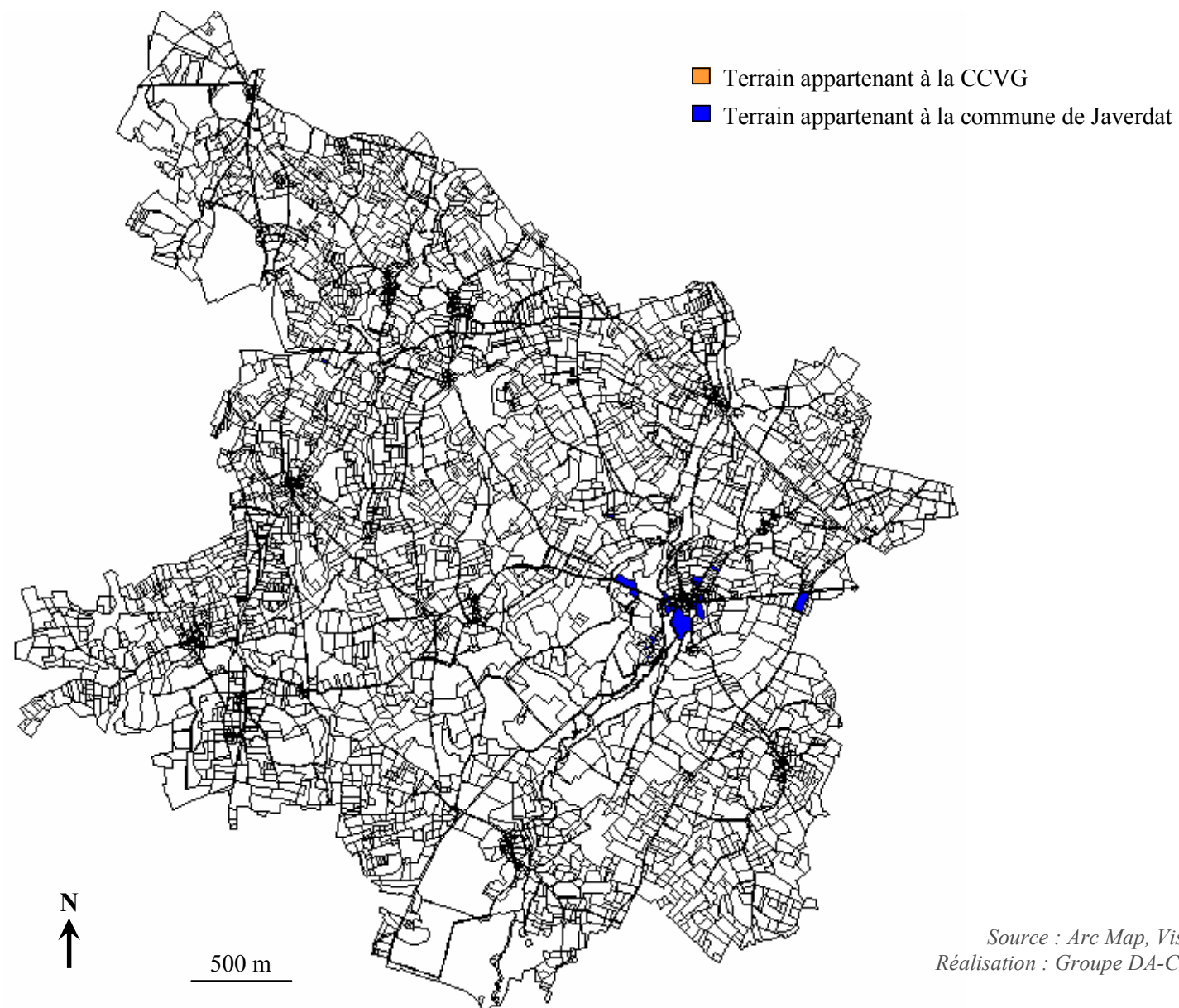
Ces cartes permettent d'observer la difficulté foncière de la Communauté de Communes. En effet, la CCVG possède peu de foncier, foncier généralement non exploitable (servitude, espaces verts, etc.).

### Chaillac-sur-Vienne



Source : Arc Map, VisDGI  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

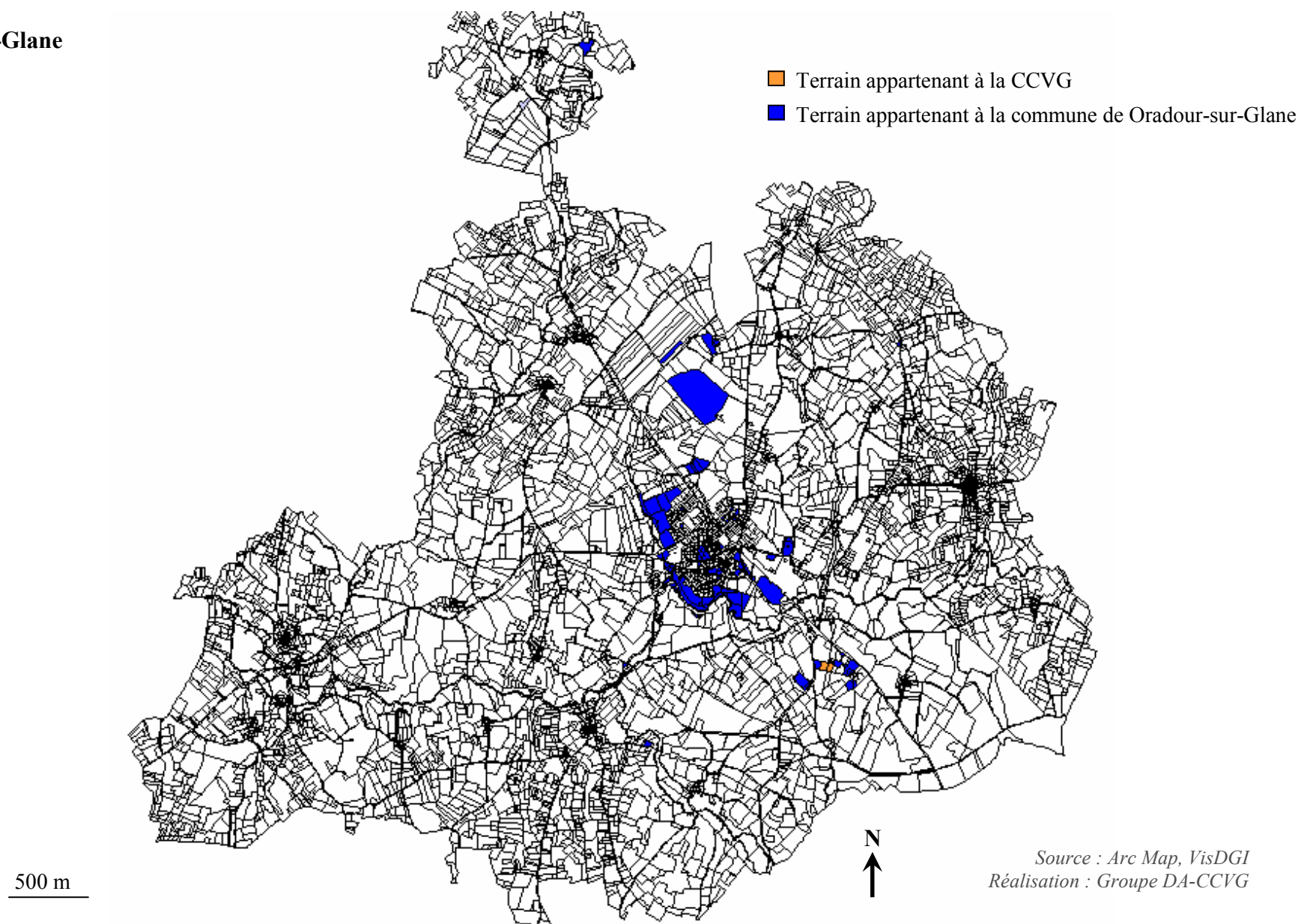
## Javerdat



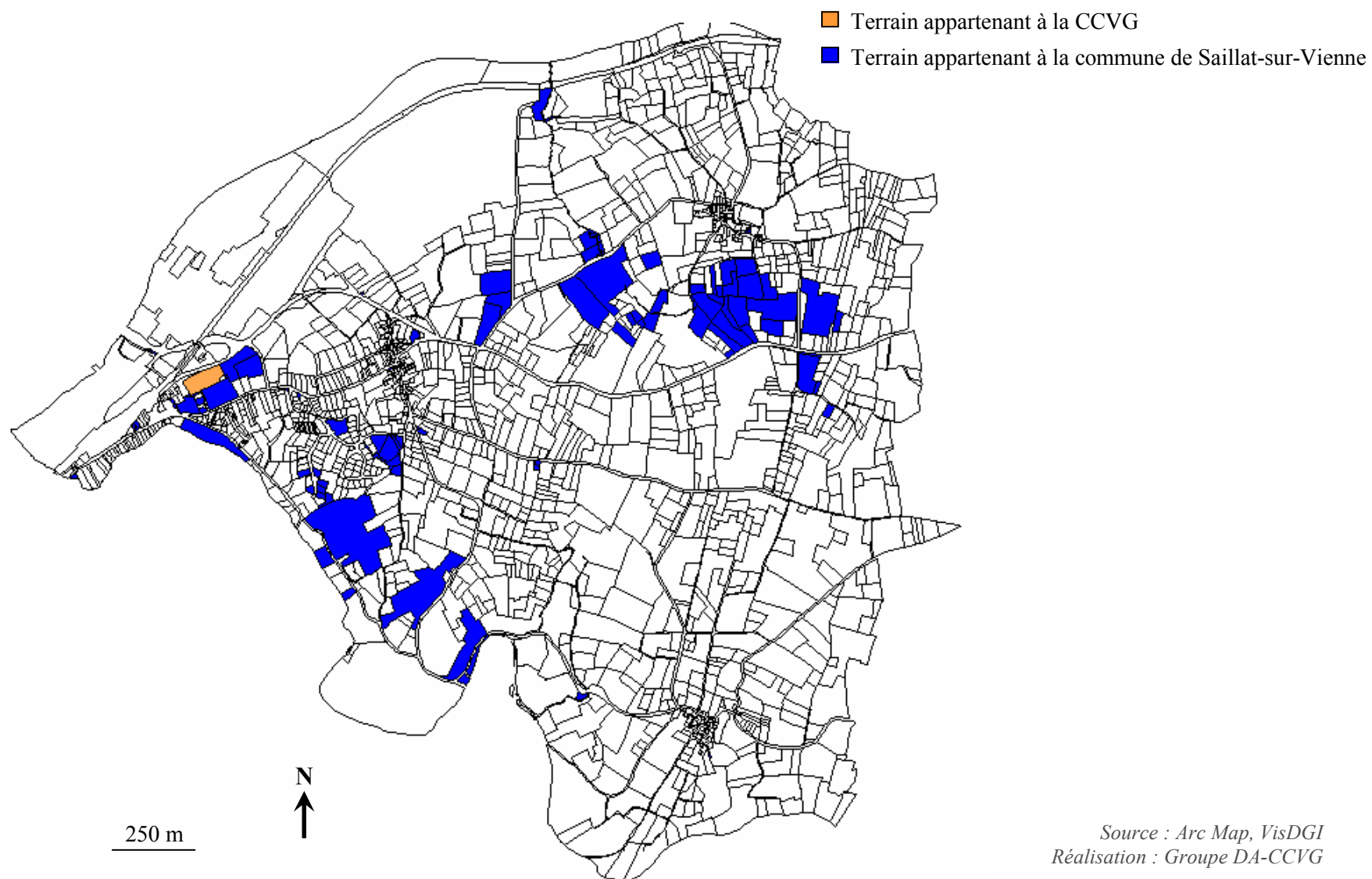
Source : Arc Map, VisDGI  
Réalisation : Groupe DA-CCVG



## Oradour-sur-Glane

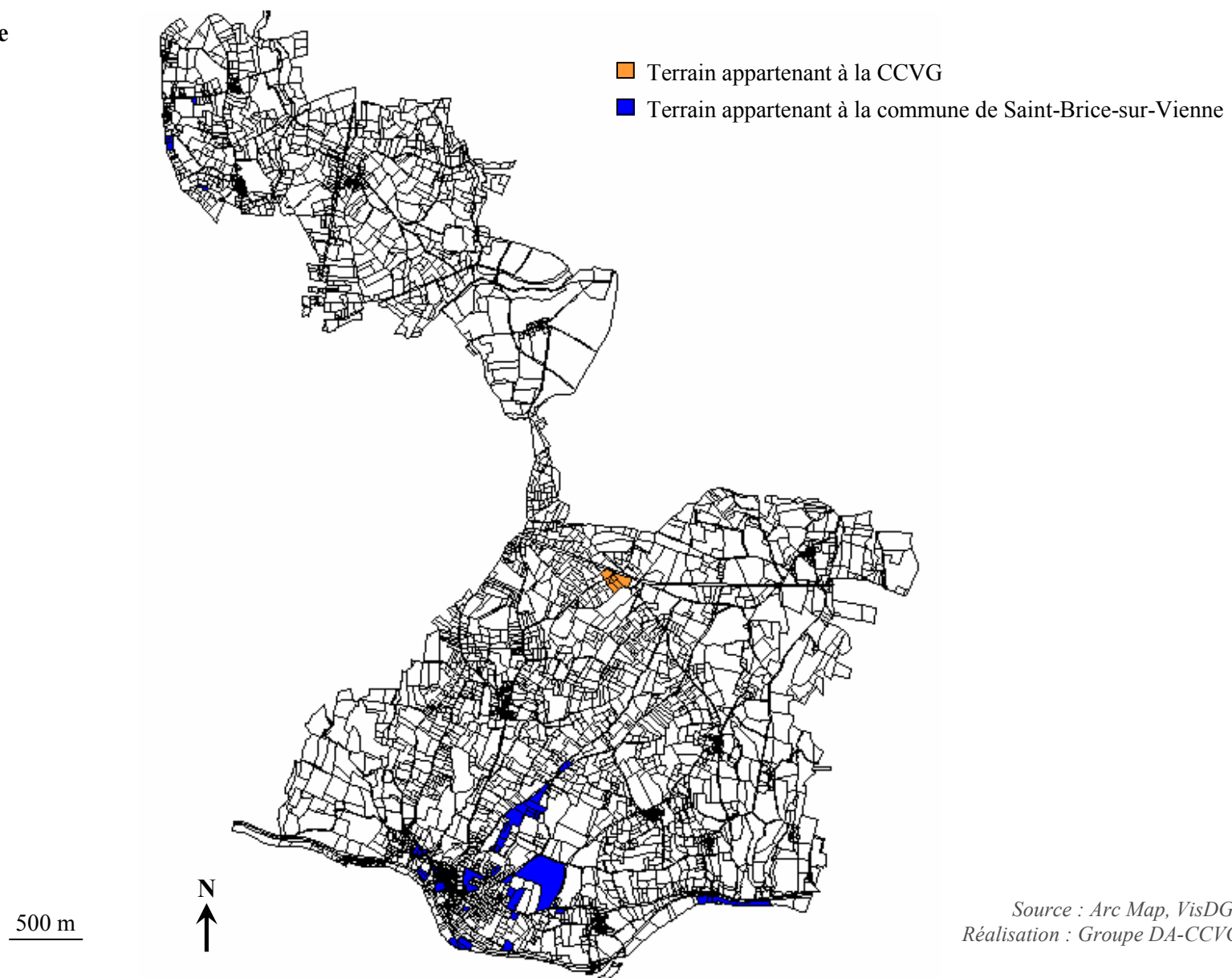


## Saillat-sur-Vienne

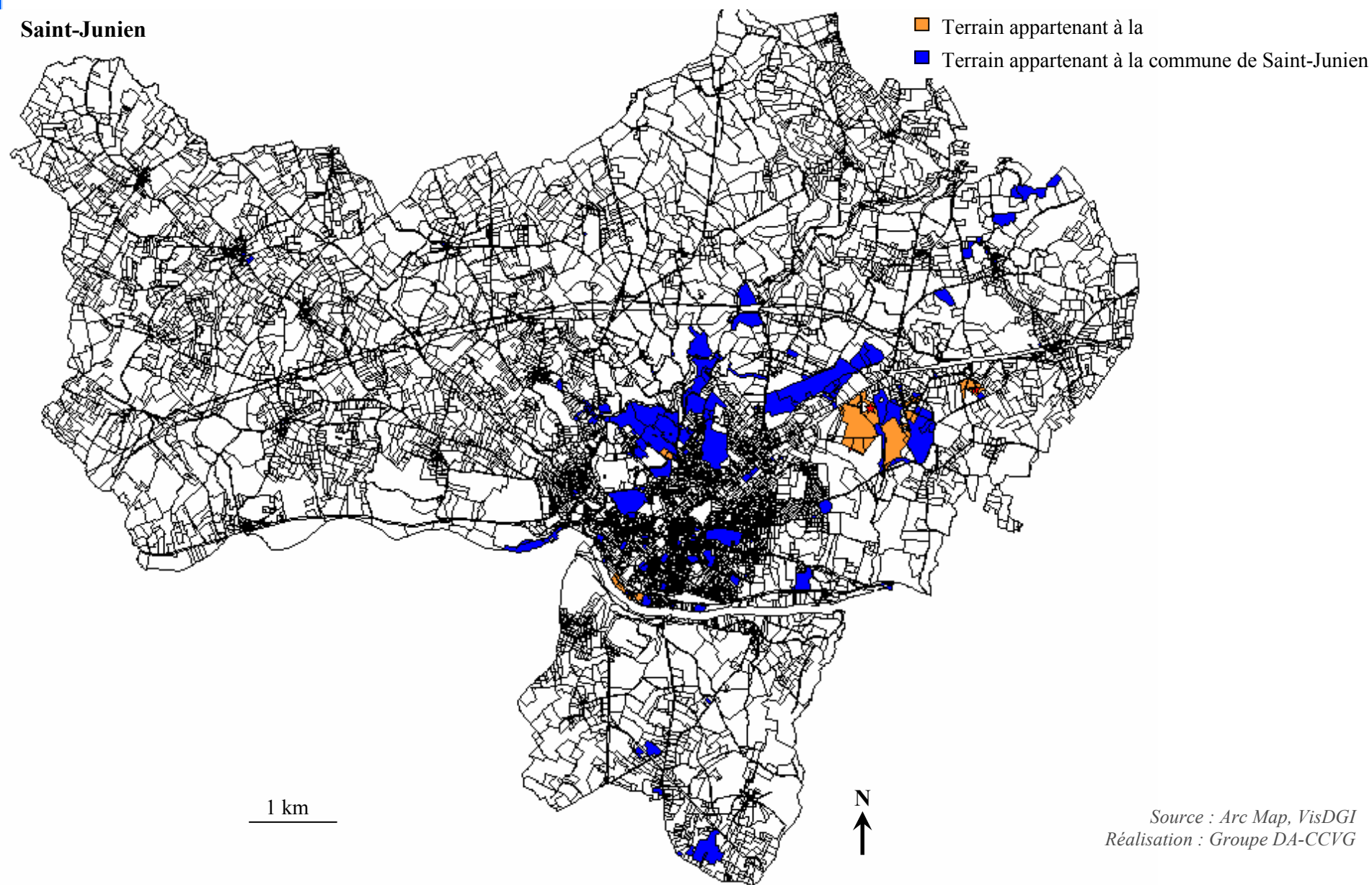


Source : Arc Map, VisDGI  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

### Saint-Brice-sur-Vienne



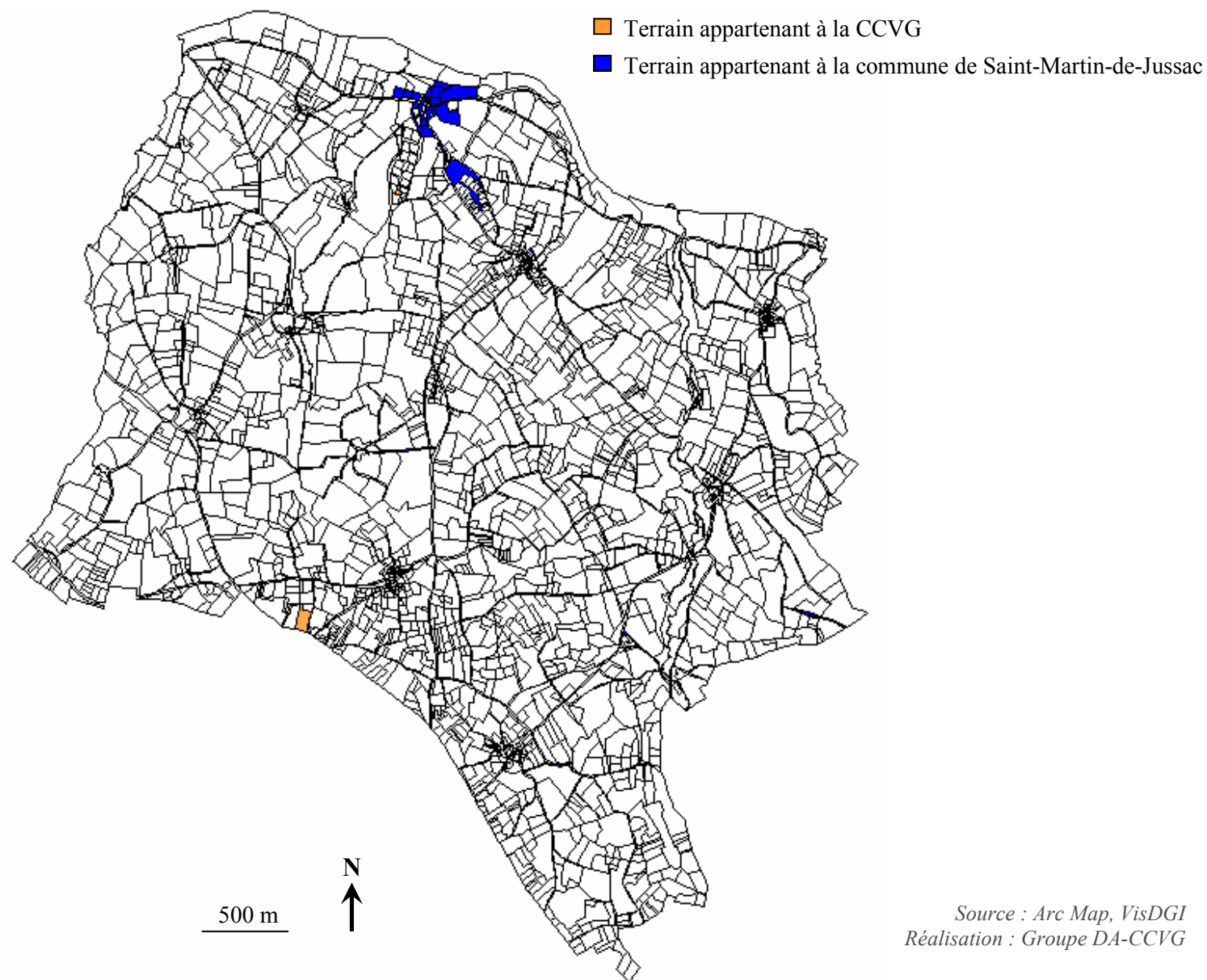
### Saint-Junien



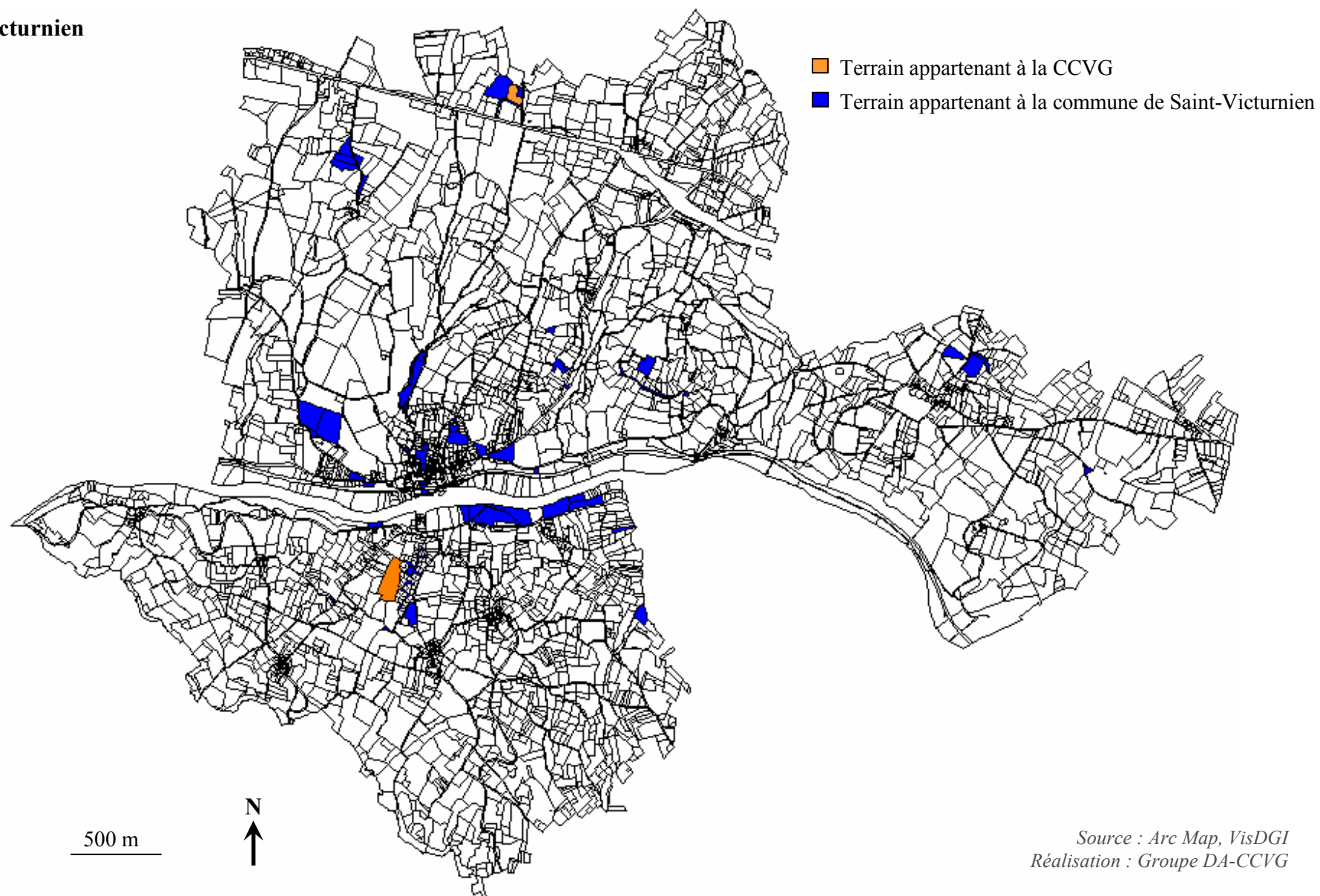
Source : Arc Map, VisDGI  
Réalisation : Groupe DA-CCVG



**Saint-Martin-de-Jussac**



## Saint-Victurnien



## ANNEXE II : LA TRADITION OUVRIÈRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL

Les caractéristiques du territoire ont constitué de véritables atouts pour l'implantation de deux types d'activités : la papeterie d'une part, la mégisserie et la ganterie d'autre part. En effet, les forces hydrauliques de la Vienne et de la Glane étaient nécessaires pour le fonctionnement de l'industrie papetière. De plus, la présence de nombreux élevages ovins associée aux eaux à pH neutre et non calcaires de la Vienne et de la Glane constituaient la base de l'industrie du cuir. Enfin, des copeaux de chênes et de châtaigniers, essences répandues dans la région étaient utilisés par les tanneurs pour conserver les peaux.

### *Les principales activités traditionnelles*

**Les moulins à papiers** : A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il existait deux moulins à papier à Saint-Junien (moulins Brice et de Chatelard) et un à Oradour-sur-Glane. Ils permettaient la fabrication du papier-chiffon utilisé pour l'écriture et l'imprimerie.

La mégisserie et la ganterie formaient initialement une seule activité artisanale.

**La mégisserie** : Les peaux étaient lavées dans la rivière puis exposées dans un lieu humide pour provoquer une fermentation (échauffé) afin de séparer facilement la laine et la peau (délainage). Les peaux étaient ensuite mises à tremper dans des fosses maçonnées (pelains) remplies de lait de chaux afin d'enlever les poils restants. Cette opération appelée pelanage consistait à alterner plusieurs immersions dans le pelain avec des expositions à l'air. Elle avait pour but d'enlever les graisses côté chair (écharnage des peaux).

**La ganterie** : La ganterie est implantée sur le territoire depuis le Moyen-Âge. Les gantiers finissaient la préparation des peaux. Ils utilisaient des teintures à base d'alun (sulfate d'aluminium et de potassium servant à fixer les teintures), de fleurs de farine et de jaunes d'œufs. Les activités de ganterie se faisaient à l'entreprise mais aussi en grande partie chez les ouvriers. En effet, les femmes de gantiers et les paysans des alentours cousaient des gants à domicile. Les gants fabriqués étaient destinés au marché du luxe. Ainsi, la dépendance de la ganterie vis-à-vis de ce marché la rendait sensible aux fluctuations économiques et aux variations de la mode.

### *La révolution industrielle bouleversant l'artisanat local*

La révolution industrielle avec la mécanisation et la modernisation des différents outils de travail a engendré de profondes mutations dans l'artisanat local.

L'introduction de la machine à papier en France vers 1835/1840 a nui aux anciennes papeteries à bras. Afin de rester compétitives, ces papete-

ries ont changé de matière première : le bois a été remplacé par la paille qui était moins coûteuse.

En 1896, une crise a touché l'industrie papetière. Elle s'explique par la hausse des prix de la matière première et la diminution du nombre de produits fabriqués. Elle a provoqué plusieurs faillites et a fait naître l'idée d'une société, la Société Générale des Papeteries du Limousin. Créée en 1898, elle visait à regrouper les entreprises les plus puissantes et à racheter le maximum de petites unités productives pour éliminer la concurrence.

Les changements des modes de production de cette période ont provoqué la séparation des activités de mégisserie et de ganterie.

Les innovations techniques ont provoqué le passage d'une production artisanale à une production industrielle. Créée au début des années 1870, la Société L. Dumas & Raymond, propriétaire de l'usine du Goth à Saint-Junien, a révolutionné la production mégissière. Ses nouveaux procédés lancés en 1874 ont permis d'améliorer le rendement et la qualité des peaux fabriquées. En effet, le captage des eaux de sources et les pompes de la rivière ont libéré la production des contraintes saisonnières liées à l'approvisionnement en eau, tel que le gel. De plus, des machines à vapeur fournissaient l'énergie nécessaire au fonctionnement des machines et ont augmenté la productivité. Ces deux facteurs de modernisation permettent de considérer l'usine du Goth comme la première véritable usine sur le territoire. L'arrivée du chemin de fer en 1875 a permis d'augmenter, à moindre coût, l'approvisionnement en peaux mais également de les vendre finies dans les autres centres de ganterie.

Le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle a marqué un tournant dans l'industrie de la ganterie. Si les méthodes artisanales étaient encore fortement présentes, l'apparition de la machine à coudre a bouleversé la fabrication.

### *La naissance des mouvements syndicaux*

Malgré les avancées techniques, les conditions de travail étaient encore difficiles : 12 heures par jour, salaires faibles, les mégissiers travaillaient une grande partie du temps dans les eaux froides des rivières... Des témoignages indiquent que les mégissiers qualifiaient les usines de « bagnes ». De plus, la mécanisation a conduit au licenciement de plusieurs ouvriers. Face à ces conditions de travail, le mouvement syndical limousin s'est développé, de 1880 à 1914, à partir des métiers de la porcelaine vers les métiers du bâtiment et du cuir.

Ces différents événements ont conduit à des revendications salariales accompagnées de la création de syndicats locaux, tel que le syndicat ouvrier gantier créé en 1884 et reformé en 1893. De plus, le syndicat des palissonneurs (ouvriers qui étirent et lissent les peaux à l'aide d'une machine appelée le palisson) créé en 1892, les mégissiers et les gantiers ont été regroupés en 1894 dans l'association des cuirs et peaux. Enfin, l'Union syndicale des ouvriers papetiers a vu le jour en 1901.

Les syndicats étaient souvent au centre de la politique ouvrière. Ils organisaient réunions, scrutins, manifestations. Ils coordonnaient les demandes et négociaient avec les patrons au nom des grévistes. A leur apogée, les syndicats des trois principales industries rassemblaient la majorité



des ouvriers. En effet, environ les trois-quarts des papetiers, les trois-quarts des mégissiers et la moitié des gantiers étaient syndiqués.

### *Les grèves menées par les syndicats et la mise en place de coopératives*

De nombreuses grèves, qui étaient le moyen le plus spectaculaire dont disposaient les ouvriers pour exprimer leur mécontentement, éclatèrent entre 1901 et 1905. Le point culminant de ces luttes sociales fut l'année 1902. Des incidents ont eu lieu à l'usine de mégisserie du Goth. En effet, la direction de l'entreprise voulait installer de nouvelles machines, entraînant une réduction du personnel. La majorité des ouvriers se mit en grève et affronta les ouvriers qui continuaient à travailler. Pour pouvoir subvenir aux besoins des grévistes, une soixantaine d'entre eux décida de réunir une somme d'argent qui permit d'acheter des denrées vendues aux autres grévistes à prix coûtant. De cette initiative a été créée, à la fin de l'année 1902, une coopérative de consommation : l'Union Syndicale Ouvrière (USO).

Lors de l'hiver 1902-1903, une longue grève opposa les gantiers grévistes aux non-grévistes. De véritables commandos sillonnaient la ville de nuit pour traquer les travailleurs. Les grévistes voulaient une grève générale pour donner une plus grande importance à leurs revendications.

Les ouvriers papetiers, quant à eux, se mirent en grève en 1904. Une usine fut incendiée lors d'une manifestation. Les dirigeants prirent peur et accordèrent aux salariés leurs revendications.

L'année 1905 marqua un tournant dans les luttes sociales locales. La grève s'inscrivait dans un mouvement revendicatif plus large qui touchait toute la vallée de la Vienne. Le nouveau syndicat patronal engagea un véritable bras de fer avec les ouvriers. Toutes les revendications ont été refusées en bloc. Le 13 septembre, les grévistes ont cédé et ont accepté les conditions du patronat. Cette déroute syndicale marqua la fin des grandes luttes sociales.

L'Union Syndicale Ouvrière fut la première coopérative du territoire. Deux autres grandes coopératives virent ensuite le jour : la ganterie coopérative et celle des sacs et papiers, créées respectivement en 1919 et en 1933.

### *L'industrie du gant : du déclin à la production de luxe*

Le gant de Saint-Junien a atteint son apogée en 1927. Une quarantaine d'entreprises employaient alors un millier de salariés. L'industrie du gant de Saint-Junien profitait d'une renommée qui dépassait largement les frontières nationales. Cependant, la crise de 1929, couplée aux difficultés causées par la Seconde Guerre Mondiale, toucha à la fois la mégisserie et la ganterie. De nombreux établissements fermèrent leurs portes et, en 1947, seulement une quinzaine d'entre eux subsistèrent. Aujourd'hui, seule la mégisserie Colombier est encore en fonction. Le déclin de l'industrie du gant s'explique par des importations illégales, la fragilité des entreprises, la concurrence du plastique dans le gant de protection et surtout par l'abandon du gant de ville comme complément vestimentaire. En 1990, une dizaine d'entreprises n'employaient plus que 110 personnes en

atelier.

Certains établissements ont fait face à la crise en confectionnant des gants pour l'armée et des gants de haute qualité pour de grandes entreprises (Michelin ou EDF).

Aujourd'hui, les ganteries saint-juniaudes travaillent avec de grands groupes de luxe, tel que Hermes. Saint-Junien reste la capitale du gant de luxe.

La papeterie, la mégisserie et la ganterie ont marqué le territoire communautaire. Aujourd'hui, la papeterie y semble primordiale alors que la mégisserie et la ganterie paraissent avoir perdu de leur importance. Ainsi, certaines entreprises du territoire sont les héritières du passé, ce qui contribue à leur ancrage territorial. La tradition ouvrière du territoire et les savoir-faire représentent une force pour le territoire. En effet, la main d'œuvre est à la fois qualifiée et spécialisée dans la mégisserie, la ganterie et la papeterie. En cas de reconversion, elle pourrait réutiliser ses savoir-faire pour d'autres productions nécessitant les mêmes compétences.

Le passé syndical et les coopératives restent encore très présents dans la représentation collective du territoire. La mentalité communautaire en est toujours imprégnée et des répercussions sont encore perceptibles aujourd'hui. En effet, les associations semblent être les héritières des anciens syndicats locaux. Elles sont très nombreuses sur le territoire communautaire et certaines d'entre-elles proposent aux ouvriers des activités adaptées à leurs heures de travail.

## ANNEXE III : LES DIFFÉRENTS STATUTS JURIDIQUES POUR UNE ENTREPRISE

Les entrepreneurs ont le choix entre de nombreux statuts juridiques (définitions de l'Agence Pour la Création d'Entreprises).

Les artisans et commerçants sont des entreprises individuelles qui se composent uniquement de l'entrepreneur individuel qui est le seul responsable de l'entreprise. Il n'y a pas de notion de capital social, l'entreprise et l'entrepreneur ne forment juridiquement qu'une seule et même personne.

L'Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (EURL) est composée d'un seul associé. Les statuts fixent librement le montant du capital social. L'associé unique n'a pas la qualité de commerçant. Elle peut être dirigée soit par l'associé unique soit par un tiers.

Le Groupement d'intérêt économique (GIE) permet le développement d'entreprises déjà existantes. En effet, il leur permet de se regrouper pour faciliter ou développer leur activité économique, tout en conservant leur indépendance. Le GIE doit être constitué d'au moins deux membres. Il n'y a pas de montant minimum pour le capital social.

La Société à Responsabilité Limitée (SARL) est constituée de deux à cent associés. Le capital social est fixé par les associés sans contrainte de montant minimum. Elle est obligatoirement dirigée par une personne physique qui est soit l'un des associés soit un tiers. Ce type de société, principalement à caractère familial, est le mieux adapté à la petite et la moyenne entreprise.

La Société Anonyme à Conseil d'Administration doit être constituée au minimum de sept associés. Un capital social minimum de 37 000 € est nécessaire pour sa création. Elle est dirigée par un conseil d'administration comprenant 3 à 18 membres obligatoirement actionnaires.

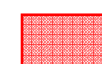
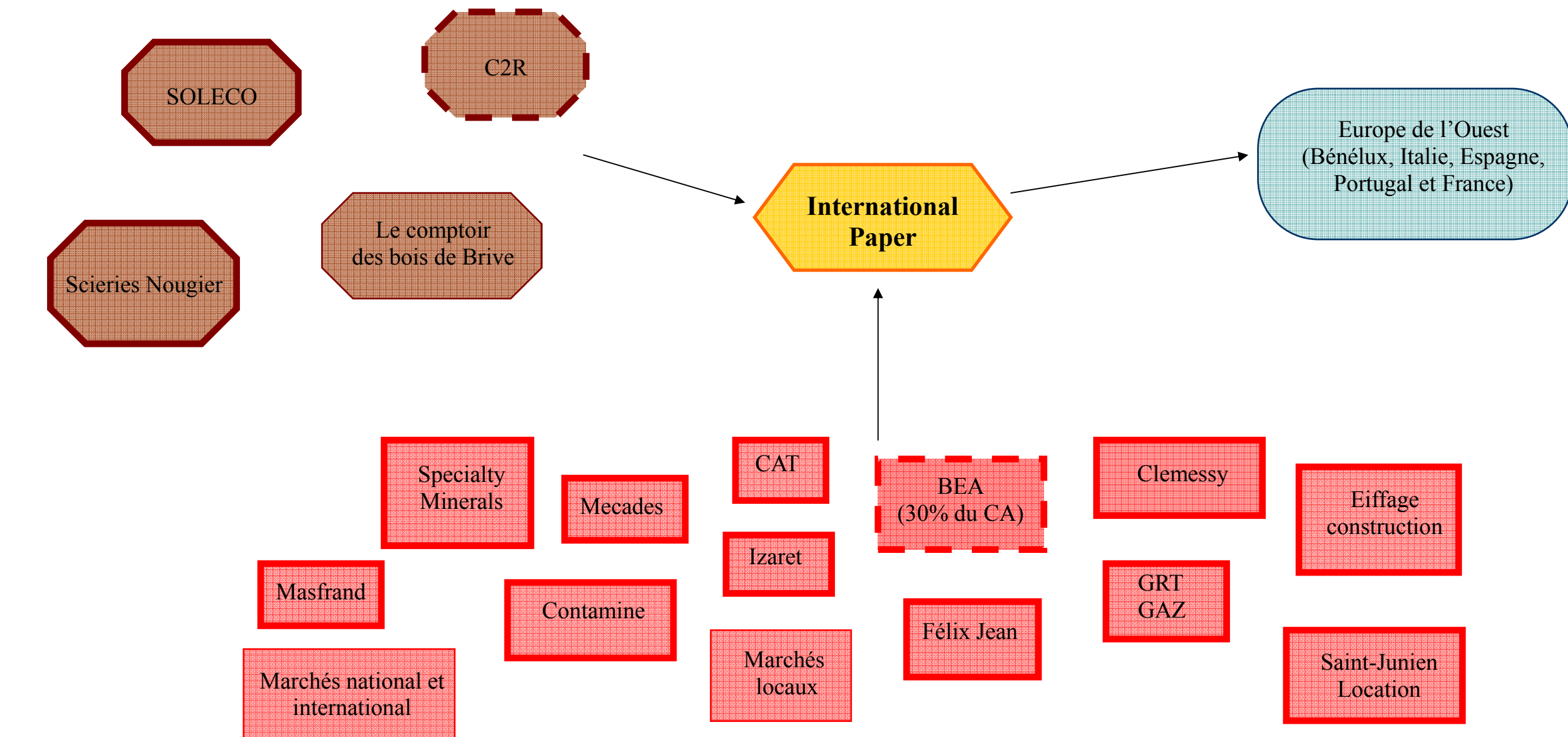
La Société en Nom Collectif (SNC) est composée d'au moins deux associés. Chaque associé a la qualité de commerçant et peut diriger l'entreprise. Aucun capital social n'est exigé pour sa création. Toutefois, les frais de constitution (droits d'enregistrement, honoraires, coûts de formalité) sont plus importants que dans le cas d'une entreprise individuelle.

La Société par Actions Simplifiée (SAS) peut être constituée d'un ou plusieurs associés. Les associés déterminent librement l'organisation de la société. Toutefois, ils sont obligés de nommer un président. Son capital social est fixé à un minimum de 37 000 €.

La Société Coopérative est une société commerciale de type SA ou SARL, dont les associés majoritaires sont les salariés. Les décisions sont prises collectivement selon le principe coopératif « une personne compte pour une voix », indépendamment du montant de capital détenu.

Les EURL et les SARL sont des sociétés s'adaptant à tous les types de projets. Elles ont vocation, tout comme les SNC, à exercer une activité commerciale. Les SA et SAS, quant à elles, sont plus adaptées pour des projets innovants ou nécessitant des capitaux importants.

Schéma n°2 : Le cluster du site d'International Paper à Saillat-sur-Vienne



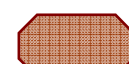
Prestataires de services



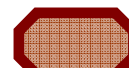
Prestataires de services présents sur le territoire



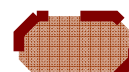
Prestataires de services locaux n'étant pas recensés dans la base de données (n'existaient pas en 2005)



Fournisseurs



Fournisseurs présents sur le territoire



Fournisseurs locaux n'étant pas recensés dans la base de données



Clients

**Quelques chiffres :**

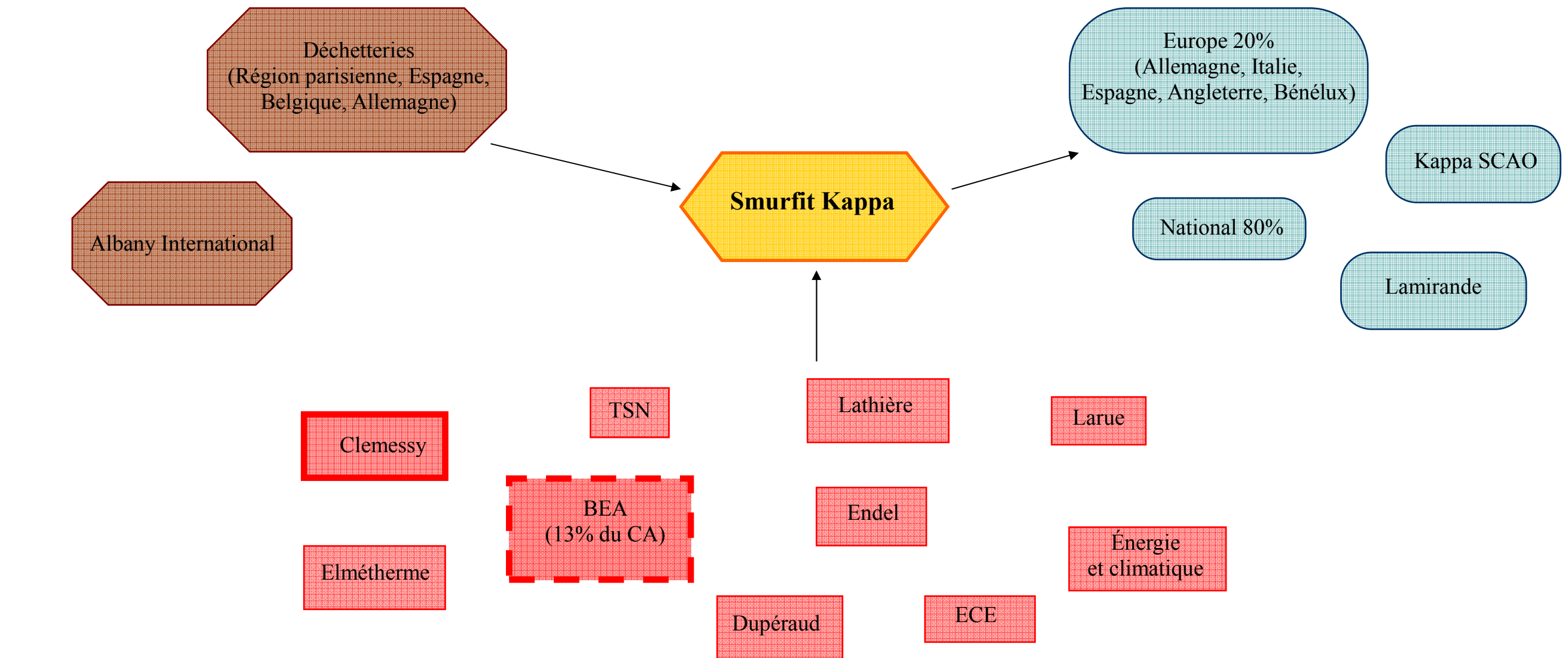
844 emplois directs

230 emplois indirects sur le territoire

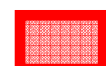
**1 074 emplois sur le territoire dépendants d'International Paper**

Source : Base de données du Groupe DA-CCVG, les entrepreneurs  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Schéma n°3 : Le cluster du site de Smurfit Kappa à Saillat-sur-Vienne**



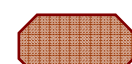
Prestataires de services



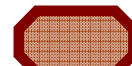
Prestataires de services  
présents sur le territoire



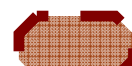
Prestataires de services locaux  
n'étant pas recensés dans la base  
de données (n'existaient pas en  
2005)



Fournisseurs



Fournisseurs présents sur  
le territoire



Fournisseurs locaux n'étant pas re-  
censés dans la base de données



Clients

**Quelques chiffres :**

149 emplois directs  
30 emplois indirects sur le territoire

**179 emplois sur le territoire dépendants de  
Smurfit Kappa**

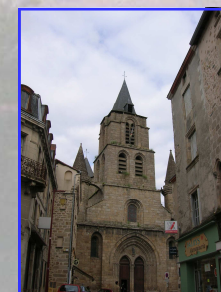
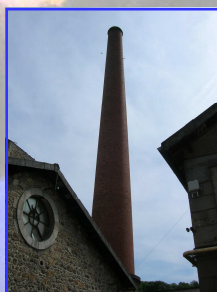
Source : Base de données du Groupe DA-CCVG, les entrepreneurs  
Réalisation : Groupe DA-CCVG



# ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)



## TOME II CADRE D'INTERVENTION ET JEU D'ACTEURS



Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# **ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)**

## **TOME II CADRE D'INTERVENTION ET JEU D'ACTEURS**

Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# SOMMAIRE

Introduction	4
Partie 1: L'encadrement juridique de la compétence développement économique de la CCVG	5
I. Le cadre national et européen	6
II. Le code des marchés publics	7
III. Le partenariat public-privé	13
A. L'apport des contrats de partenariat	13
B. Le recours à une Société d'Économie Mixte	14
IV. L'intervention de la Communauté de Communes en cas de carence de l'initiative privée	16
Partie 2: L'intervention de la CCVG en matière de développement économique	18
I. Les aides aux entreprises à la disposition de la CCVG	19
A. L'attribution par la CCVG d'aides au développement économique de droit commun (aides directes)	19
B. Les aides «indirectes» pouvant être accordées par la CCVG	20
II. Les outils d'aménagement de l'espace mobilisables par la CCVG en vue de son développement économique	30
A. Les acquisitions foncières, bases préalables à toute opération d'aménagement	30
B. Les techniques de gestion du foncier adaptées à l'accueil des entreprises	36
Partie 3: Les acteurs du développement économique à associer à l'action de la CCVG	42
I. Le cadre général de l'action économique	43
A. La mobilisation de la compétence développement économique par la région, le département et la pays	43
B. Les principaux organismes financeurs des actions menées par les collectivités	45
II. Favoriser un développement différencié du territoire	46
A. Conserver la dynamique endogène du territoire	46
B. Développer les communes résidentielles en pôle de vie	47
III. Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	52
A. Améliorer l'environnement des entreprises	52
B. Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	56
C. Ancrer les grandes entreprises du secteur papier carton au territoire	63



D. Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière	64
IV. Promouvoir les spécificités du territoire	69
A. Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG	69
B. Créer du tourisme autour des secteurs spécifiques	70
V. Anticiper les évolutions du tissu économique local	72
A. Établir un dispositif de veille économique	72
B. Encourager les entreprises à rester performantes	75
C. Étudier la main d'œuvre présente sur le territoire	78
D. Suivre l'évolution de la population pour adapter la stratégie économique	78
Conclusion	82
Bibliographie	83
Table des matières	84
Table des illustrations	88
Annexes	89

# INTRODUCTION

Le développement économique est une préoccupation majeure des territoires. Chaque collectivité et groupement désirent intervenir dans ce domaine afin de maîtriser son dynamisme.

Les entrepreneurs se trouvent alors face à une multitude d'interlocuteurs leur proposant des dispositifs en tout genre visant à les aider dans leur développement. L'objectif de chaque territoire est d'ancrer ces entreprises afin d'assurer une certaine dynamique. Le territoire recherche également à se forger une identité grâce à des secteurs d'activité lui permettant de se distinguer de ses voisins.

Afin de délimiter les compétences de chaque collectivité en matière de développement économique, la loi relative aux libertés et responsabilités locales a été promulguée le 13 Août 2004. Elle attribue à la région un rôle « d'animateur de l'action économique ». Elle fixe notamment les grandes orientations de développement à travers son Schéma Régional de Développement Économique (SRDE).

La stratégie de la CCVG doit donc s'inscrire en conformité avec ce document. Les réponses qui seront apportées aux enjeux dégagés dans le diagnostic du territoire communautaire (grâce à l'analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces) doivent permettre la mobilisation par la CCVG des mesures et compétences déjà existantes en l'inscrivant dans le jeu d'acteurs du développement économique local. Il s'agit pour la Communauté de Communes de se doter de plus d'efficacité et de réactivité face aux besoins des entreprises.

L'étude du cadre d'intervention de la CCVG en matière économique s'articule alors autour de trois parties.

Le cadre législatif, dans lequel cette stratégie devra s'inscrire, sera tout d'abord établi. Il doit en effet servir à délimiter le champ d'intervention de la CCVG en matière de développement économique. Les textes législatifs de référence seront alors énoncés et les conditions d'action précisées.

Puis, les diverses procédures et outils d'aménagement à la disposition de la CCVG seront décrits afin de mener à bien les actions répondant aux grandes orientations. Ils seront à mettre à jour régulièrement afin d'actualiser la connaissance de la CCVG et lui permettre d'exercer sa compétence le plus efficacement possible. Une attention particulière sera donnée aux outils d'aménagement de l'espace puisqu'ils représentent une large partie des moyens d'action de la CCVG en matière de développement économique. Les aides que la CCVG peut accorder aux entreprises seront également recensées.

Enfin les différents acteurs pouvant contribuer au développement économique local, par l'intermédiaire d'aides techniques ou financières, seront recensés pour chaque enjeu stratégique du territoire communautaire. Une sélection a été effectuée afin de centrer l'étude sur les acteurs clefs parmi les quelques 200 acteurs intervenant dans ce domaine.

# PARTIE 1

## L'ENCADREMENT JURIDIQUE DE LA COMPÉTENCE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

La CCVG, comme toutes les Communautés de Communes, dispose, dans ses compétences obligatoires, de la compétence développement économique. Elle est légitime avec la région, qui reste le chef de file dans ce domaine, pour anticiper les mutations économiques et les accompagner. Cette partie vise à délimiter le champ d'intervention de la CCVG en matière de développement économique afin que celle-ci puisse se donner les moyens d'agir et donc de maintenir son dynamisme économique.

Les questions suivantes seront donc traitées :

Dans quel cadre la CCVG doit-elle inscrire son action sans risquer de fausser le jeu de la libre concurrence ?

Quelles procédures est-elle tenue de respecter en tant que maître d'ouvrage d'une opération visant au maintien du dynamisme économique de son territoire ?

Quand peut-elle faire appel à des sociétés privées pour mener des actions d'intérêt communautaire ?

Et, a contrario, comment peut-elle agir en cas de carence de l'initiative privée ?

## 1. LE CADRE NATIONAL ET EUROPÉEN

Les personnes publiques sont chargées d'assurer les activités nécessaires à la réalisation des missions de service public dont elles sont investies et bénéficient à cette fin de prérogatives de puissance publique. Ainsi la compétence développement économique de la CCVG est encadrée par diverses mesures législatives et réglementaires concernant son droit d'agir.

La CCVG doit notamment exercer sa compétence développement économique dans la limite de l'intérêt communautaire. Cette notion est une précision de l'intérêt général<sup>1</sup>, apportée par la loi Libertés et Responsabilités Locales du 13 août 2004 pour les EPCI à fiscalité propre. L'annexe 3 de la circulaire du 23 novembre 2005 définit l'intérêt communautaire comme « une ligne de partage stable entre les compétences communautaires et celles qui demeurent de nature communale ».

L'intérêt communautaire est une volonté d'intérêt public local. Il s'inscrit dans une intercommunalité de projets communs de développement en définissant, au sein du groupe de compétences déléguées à une communauté de communes, ce qui paraît relever d'une logique communautaire. Au principe de subsidiarité traitant des politiques de proximité et de mise en oeuvre du projet communautaire, s'oppose alors le principe de spécialité, permettant la mise en synergie et le développement politique d'un territoire dans son bassin de vie.

Les EPCI ont disposé d'un délai allant jusqu'au 18 août 2006 pour identifier les actions, opérations, zones et équipements relevant de l'échelon intercommunal et dont l'intérêt n'était pas détachable de leur développement, aménagement ou politique de cohésion sociale. Ils ont dû également en apprécier pleinement les incidences juridiques, fonctionnelles et financières. Les EPCI ont alors précisé eux-mêmes leur propre notion de l'intérêt communautaire en fonction des projets politiques et stratégiques de leurs élus.

La CCVG a ainsi établi dans son règlement intérieur que « l'intérêt communautaire doit définir à la fois l'intérêt de l'ensemble de la Communauté de Communes mais aussi celui de chacune des communes. L'impératif communautaire doit passer par la défense de l'intérêt de chacune des communes constituant cette communauté ».

Dans ses actions économiques, la Communauté de Communes doit également respecter la réglementation européenne sur la concurrence issue des articles 87 et 88 du traité instituant la Communauté Européenne (TCE).

1. Dans la conception française, l'intérêt général ne résulte pas de la somme des intérêts particuliers. Il dépasse l'intérêt de chacun et représente l'intérêt de la collectivité.

## II. LE CODE DES MARCHÉS PUBLICS

L'importance dans l'économie des différentes formes de commande publique (120 milliards d'euros par an, soit environ 10% du PIB) justifie qu'elles s'appuient sur un corps de règles claires, compréhensibles et reconnues.

Ces principes sont simples et anciens, il s'agit notamment :

- de la liberté d'accès aux marchés publics,
- de l'égalité de traitement des candidats,
- du contrôle de l'usage des deniers publics, dont découlent les procédures mises en œuvre : publicité des offres, mise en concurrence des fournisseurs, transparence des choix effectués, contrôles externes.

Le marché public est un type de contrat administratif conclu par une personne publique avec des personnes publiques ou privées dans le but de répondre à ses besoins. Il peut s'agir :

- de marchés publics de travaux réalisant des travaux de bâtiment ou de génie civil,
- de marchés publics de services qui ont pour objet la réalisation de prestations de services,
- de marchés publics de fournitures concernant l'achat ou la location de produits ou de matériel.

La passation de ces marchés est soumise aux règles contenues dans le Code des Marchés Publics. Elle doit notamment comprendre la définition préalable des besoins, le respect des obligations de publicité et de mise en concurrence et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse.

Les procédures basées sur le montant du marché sont l'appel d'offres ou le marché à procédure adaptée (MAPA). Ils sont respectivement utilisés pour des marchés dont le montant est estimé à plus ou moins de 210 000 euros hors taxe.

Les procédures basées sur l'objet du marché sont la procédure négociée ou le dialogue compétitif. Par la première, la personne publique choisit le titulaire du marché après consultation des candidats et négociation. Par le second, la commission attribue le marché à l'offre économiquement la plus avantageuse, après discussions avec les candidats.

Et les procédures basées à la fois sur le montant et l'objet du marché sont les marchés dits de maîtrise d'œuvre. Ils sont utilisés pour la réalisation d'un ouvrage ou d'un projet urbain ou paysager.

Le fait de faire appel à un maître d'œuvre public ou privé pour la satisfaction d'un besoin tel que la construction d'une ZAC ou d'un lotissement représente donc une lourdeur administrative certaine. Les délais de définition des besoins, d'examen des candidatures pour le choix de l'attributaire ne doivent pas être négligés.

La CCVG, lorsqu'elle entreprend la réalisation d'ateliers relais, se trouve notamment soumise à la loi Maîtrise d'Ouvrage Public (MOP)<sup>1</sup>. Elle doit donc définir ses besoins réels et les objectifs à atteindre en précisant la nature et l'importance des travaux. Puis elle doit s'assurer de la faisabilité et de l'opportunité de l'opération envisagée, déterminer la localisation de l'opération, en définir le programme, en arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle et en assurer le financement. Elle choisit le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé et elle conclut avec les maîtres d'œuvre et entrepreneurs qu'elle a choisis des contrats ayant pour objet les études et l'exécution des travaux. Enfin, la CCVG doit déterminer les modalités de consultation qui lui paraissent nécessaires et réceptionner l'ouvrage.

L'entreprise qui passe contrat avec une personne publique subit également un certain nombre de contraintes. Ainsi l'administration dispose d'un droit de direction et de contrôle de l'exécution du contrat lui permettant, par exemple, de vérifier l'état d'avancement des travaux. Elle peut aussi sanctionner l'entreprise défaillante par des pénalités de retard ou par la résiliation du contrat.

1. Loi relative à la maîtrise d'ouvrage public et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée du 12 juillet 1985

La nomination de la maîtrise d'œuvre doit se faire selon le Code des Marchés Publics. Les différents types de procédure sont l'appel d'offres, les procédures adaptées, le dialogue compétitif, le concours et le marché négocié.

**Tableau n°1 : Les procédures de passation de marchés publics**

Source : Code des Marchés Publics

Réalisation : Groupe DA-CCVG

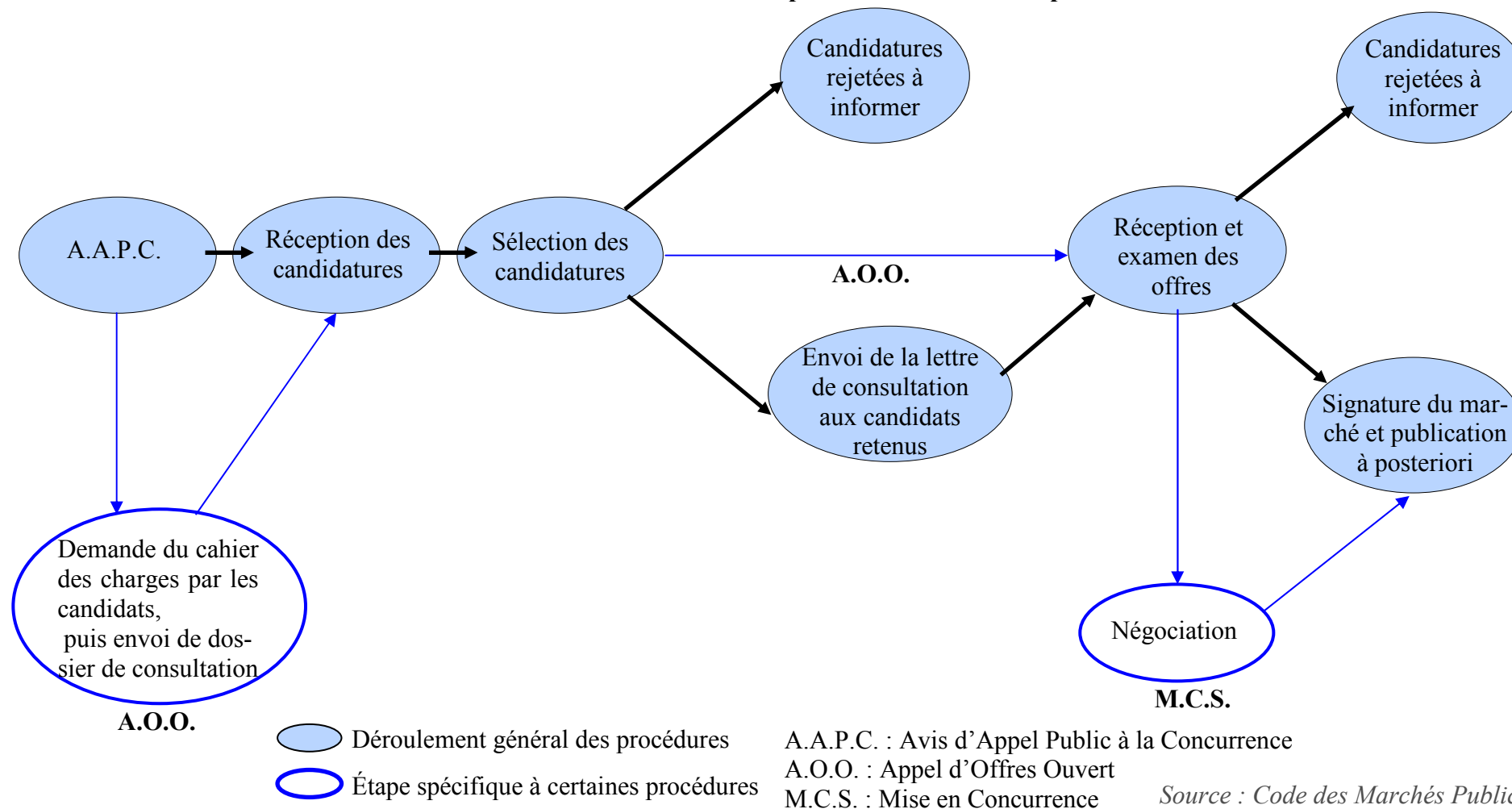
Procédure		Description		Seuil des marchés	Conditions et commentaires
Appel d'offres	Ouvert	Choix de l'offre économiquement la plus avantageuse sans négociation	Tout candidat peut remettre une offre	Marchés supérieurs à 200 000 € (réalisable en dessous de ce seuil)	
	Restreint		Seuls les candidats sélectionnés peuvent remettre une offre		
Appel d'offres sur performances (toujours restreint)		Définition d'un programme fonctionnel détaillé sous la forme de résultats vérifiables à atteindre ou de besoins à satisfaire			-Incapacité de définir les moyens permettant de satisfaire ses besoins -Incapacité d'évaluer les solutions techniques ou financières
Procédures adaptées		Détermination libre, par le maître d'ouvrage, des modalités de publicité et de mise en concurrence en fonction de la nature et des caractéristiques du besoin à satisfaire, du nombre ou de la localisation des opérateurs économiques et des circonstances de l'achat		Marchés de maîtrise d'œuvre compris entre 4 000 et 210 000 € HT	- En dessous de 90 000 € HT, obligation de procéder à une publicité suffisante permettant une mise en concurrence effective - Quand le montant du marché est supérieur à 90 000 €, publication d'un avis d'appel public à concurrence (presse écrite, affichage, Internet)
Dialogue compétitif		Définition des besoins et exigences dans l'avis de marché Procédure de marché public ou de concession			Incapacité d'évaluer les solutions techniques ou financières d'un marché « particulièrement complexe »
Concours	Ouvert	Choix d'un plan ou d'un projet après mise en concurrence et avis du jury			
	Restreint				

Marché négocié	Après publicité préalable et mise en concurrence	Choix du titulaire du marché après consultations de candidats et négociation du marché		Avis favorable et motivé de la commission d'appel d'offres	-Offres insatisfaisantes (irrecevables ou inacceptables) -Marché de services trop spécifique -Marché de travaux et de fournitures à vocation scientifique et sans finalité commerciale immédiate
	Sans publicité préalable mais avec mise en concurrence				-En cas d'urgence impérieuse (catastrophe naturelle et technologique) -En cas de défaillance du titulaire
	Sans publicité préalable et sans mise en concurrence		Inférieur à 200 000€ Les marchés complémentaires ne doivent pas valoir plus de 33% du marché initial		-Marché complémentaire à un marché initial passé avec mise en concurrence -Ne peut dépasser trois ans
					-Marché semblable à un marché précédent réalisé par le même titulaire -Ne peut dépasser trois ans
					Marché attribué au lauréat d'un concours
					Marché nécessitant l'intervention d'un prestataire pour des raisons techniques



Le schéma suivant reprend les grandes phases de l'élaboration des marchés publics. Toutefois, certains aspects des différentes procédures, non essentiels au rapport, n'ont pas été mentionnés afin de clarifier les informations dégagées.

**Schéma n°1 : Le déroulement des procédures de marchés publics**



Source : Code des Marchés Publics  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

La lettre de consultation envoyée par la CCVG aux candidats retenus comporte des précisions indispensables pour que ces derniers puissent présenter leur offre. Lorsque aucune offre ne paraît acceptable, l'appel d'offres peut être déclaré infructueux. Tous les candidats en sont alors avisés et un nouvel appel d'offres doit être lancé. Si les conditions initiales du marché ne sont pas modifiées, la collectivité peut alors recourir à la procédure du marché négocié.

Quant au marché fractionné, la Communauté de Communes peut y avoir recours lorsque pour des raisons économiques, techniques et financières, le rythme ou l'étendue des besoins à satisfaire ne peuvent être entièrement arrêtés dans un marché.

Le marché peut alors prendre la forme d'un marché à bon de commande déterminant les spécifications, la circonstance et le prix des prestations ou ses modalités de détermination.

Le marché à tranches conditionnelles constitue la deuxième possibilité de réalisation du marché fractionné. Il comporte une tranche ferme et une ou plusieurs tranches conditionnelles. Un contrat définit le contenu, les modalités de détermination du prix et les modalités d'exécution des prestations de chaque tranche.

Si la CCVG ne peut pas préciser les buts à atteindre par le marché, les techniques à utiliser et les moyens en personnel et en matériel à mettre en œuvre, elle peut alors recourir à un marché de définition. Ce marché vise à déterminer les possibilités et les conditions d'élaboration d'un marché futur.

### III. LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

#### A. L'APPORT DES CONTRATS DE PARTENARIAT

Pour intervenir sur un marché, les personnes publiques doivent, non seulement agir dans la limite de leurs compétences, mais également justifier d'un intérêt public, lequel peut résulter notamment de la carence de l'initiative privée. Ainsi les contrats de partenariat sont venus compléter et enrichir la panoplie des outils de la commande publique en France.

Ce sont des contrats administratifs par lesquels une personne publique confie à un tiers une mission globale relative au financement d'investissements immatériels, d'ouvrages ou d'équipements nécessaires au service public, à la construction ou transformation des ouvrages ou équipements, ainsi qu'à leur entretien, leur maintenance, leur exploitation ou leur gestion, et, le cas échéant, à d'autres prestations de services concourant à l'exercice de la mission de service public dont la personne publique est en charge. Le cocontractant de la personne publique assure alors la maîtrise d'ouvrage des travaux à réaliser<sup>1</sup>.

Le contrat de partenariat a pour but d'optimiser les performances respectives des secteurs public et privé pour réaliser dans les meilleurs délais les projets qui présentent un caractère d'urgence ou de complexité pour la collectivité, telle la réalisation d'importantes infrastructures. Les avantages de cette forme nouvelle de contrats sont multiples :

- l'accélération, par le préfinancement, de la réalisation des projets ;
- une innovation qui bénéficie à la collectivité par le dynamisme et la créativité du privé ;
- une approche en coût global ;
- une garantie de performance dans le temps ;
- une répartition du risque optimale entre secteur public et privé, chacun supportant les risques qu'il maîtrise le mieux.

Ainsi la CCVG, notamment soumise aux contraintes législatives de la loi MOP, peut donc être amenée à faire appel à un partenariat avec des sociétés privées, car moins réglementées, pour répondre aux problèmes rencontrés sur son territoire. En effet, elle peut confier à une entreprise la gestion des différentes phases d'un projet (financer ou construire des ouvrages et des équipements publics) dans un cadre de longue durée et contre une rémunération si elle est en mesure de justifier d'un motif d'intérêt général tel que la complexité du projet ou le caractère d'urgence de l'opération.

Cependant, au sens du droit communautaire, le contrat de partenariat est assimilé à un marché public et les prestations relevant d'un contrat de partenariat peuvent quasiment toujours être réalisées sous la forme de plusieurs marchés publics. Le recours au contrat de partenariat doit donc

1. Définition extraite de l'ordonnance 2004-559 du 17 juin 2004 relative aux contrats de partenariat

être justifié. Il faut que les avantages attendus par la CCVG de la participation du secteur privé en matière de délais, de qualité du service et de gestion de l'ensemble soient suffisamment importants pour justifier de l'intérêt de recourir à un tel contrat. Il est à noter qu'un gain de temps entre la procédure de passation du contrat de partenariat et celle des marchés publics ne peut être espéré. En effet, la procédure de dialogue compétitif retenue pour l'établissement du contrat n'est pas nécessairement plus brève que les autres procédures du code des marchés publics. L'intérêt de ce type de contrat pour la CCVG réside uniquement dans la répartition des risques entre acteurs publics et privés.

## B. LE RECOURS À UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

Le partenariat public-privé institutionnalisé, qui en France prend la forme de Sociétés d'Économie Mixte (SEM), constitue un mode de gestion à part entière des services publics locaux, au même titre que le partenariat public-privé contractuel.

Les communes, ou leur groupement, toujours dans le but de profiter de l'expérience d'organismes privés, peuvent ainsi prendre part au capital d'une société, ou de tout autre organisme à but lucratif, ayant pour objet d'exploiter les services publics ou les activités d'intérêt général. Ainsi le seul type de société dans laquelle la Communauté de Communes peut prendre des participations est une Société d'Économie Mixte Locale (SEML).

La SEML, société anonyme considérée comme un établissement privé, présente l'avantage de ne pas être soumise à la loi MOP. Son capital est à la fois public et privé. Par dérogation aux dispositions de l'article L.224-2 du code du commerce<sup>1</sup>, le capital social doit être au moins égal à 225 000 € pour les sociétés ayant pour projet la réalisation de logements, de bureaux et de locaux industriels, destinés à la vente ou à la location, et à 150 000 € pour celles ayant dans leur objet l'aménagement.

### 1. LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ OÙ LA COLLECTIVITÉ LOCALE SOUTIEN UNE GESTION PRIVÉE DÉFAILLANTE

Lorsqu'une entreprise privée se trouve en difficulté et à condition que l'activité de l'entreprise présente un caractère d'intérêt général, la collectivité locale peut prendre le contrôle de l'entreprise défaillante, qui change alors de statut pour devenir une SEM. La participation de la collectivité locale sera alors nécessairement majoritaire du fait de la loi française.

La CCVG peut envisager ce type de partenariat afin de préserver la pérennité d'une entreprise présentant un intérêt économique local majeur en terme de développement économique et de création d'emplois directs et indirects. Le tribunal de commerce jugera alors si l'offre de la SEM -dont la CCVG serait adhérente- est apte à assurer la pérennité de l'établissement.

1. Article fixant le capital social d'une société par action à un minimum de 37 000 €

## 2. LE PARTENARIAT « PUBLIC-PUBLIC »

Ce type de partenariat est particulièrement fréquent dans les SEM d'aménagement public et de logement social. La collectivité locale s'associe à des partenaires parapublics (Caisse des dépôts et consignations, chambres de commerce ou autres organismes consulaires, des organismes de logement social, etc.) dans une mission de développement local.

Le partenariat public-privé réside alors dans le choix, par la collectivité locale, à travers la formule SEM, d'une forme juridique de droit privé, offrant plus d'efficacité que la régie directe ou d'autres formes existantes (établissement public, etc.). Les entreprises privées restent les bénéficiaires finaux de l'activité ainsi engendrée.

L'exemple de la Semoise, créée en 1960 peut être cité. Cette structure constitue l'alliance originale d'une agence de développement économique et d'une société d'équipement. Elle propose des solutions foncières ou immobilières aux entreprises par la mise en relation entre les propriétaires de locaux ou de terrains et les entreprises. Elle les accompagne également dans leurs démarches auprès des acteurs économiques locaux en les aidant à instruire les dossiers de demande de subvention. Et elle dispose d'un observatoire économique lui permettant d'avoir une connaissance approfondie du département de l'Oise et de son activité.

Si la CCVG désire elle aussi passer par l'intermédiaire d'une SEML pour appuyer sa mission de développement local ou simplement pour réaliser une opération d'aménagement, deux scénarii sont possibles :

- Intégrer la SEML : la CCVG doit en devenir actionnaire afin de faire partie du conseil d'administration. Cela suppose un investissement financier important. La CCVG se retrouvera également aux côtés d'autres collectivités et devra se prononcer sur l'ensemble des projets que mène la SEML. A contrario, la CCVG ne décidera pas seule de la mise en œuvre du programme sur son territoire et devra respecter les orientations prises au cours du conseil d'administration par l'ensemble des actionnaires.
- Faire appel à la SEML : La CCVG peut confier à une SEM la « (réalisation) des opérations d'aménagement (et) de construction, (l'exploitation) des services publics à caractère industriel ou commercial, ou (...) tout autre activité d'intérêt général »<sup>1</sup>. La CCVG et la SEML passent alors une convention d'aménagement. Dans le cas de la réalisation d'une ZAC, par exemple, la CCVG peut déléguer ses compétences en matière d'acquisition du foncier, de réalisation des opérations et de commercialisation des lots. La SEML agit alors seule, comme n'importe quel maître d'ouvrage en lieu et place de la CCVG, tout en tenant toujours celle-ci informée.

1. Article L.1521-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

## IV. L'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES EN CAS DE CARENCE DE L'INITIATIVE PRIVÉE

Toutes les collectivités locales peuvent intervenir en matière économique « sous réserve du respect du principe de la liberté du commerce et de l'industrie (et) du principe d'égalité »<sup>1</sup>. Cependant l'interventionnisme public des collectivités locales se voit de plus en plus limité par le droit communautaire qui refuse toute atteinte au droit de la concurrence par la constitution de monopoles ou par l'octroi d'aides. Le Conseil d'État indique quant à lui que « les entreprises ayant un caractère commercial (mais aussi les professions libérales) restent en règle générale réservées à l'initiative privée » et a précisé que les interventions publiques devaient rester exceptionnelles.

Néanmoins, en application de la loi de 1791 proclamant la liberté du commerce et de l'industrie, le Conseil d'État admet l'intervention des collectivités locales en faveur des activités commerciales ou industrielles si le besoin à satisfaire est légitime et que l'initiative privée est défaillante. Il accepte également que les communes puissent créer des services publics lorsque en raison de circonstances particulières de temps et de lieu, un intérêt public justifie leur intervention. La création ne sera alors légale que si, du fait de la carence ou de l'insuffisance de l'initiative privée, un besoin de la population n'est pas (ou pas convenablement) satisfait. Il y a par conséquent un intérêt public à cette création qui ne concurrence pas illégalement le secteur privé.

L'interventionnisme public se trouve facilité par une appréciation souple des conditions exigées par la jurisprudence pour justifier la carence ou l'insuffisance de l'initiative privée. La collectivité doit poursuivre comme but :

- la résorption d'une carence de l'initiative privée quantitative (Conseil d'État, 17 avril 1964, commune de Merville-Franceville : création d'un camping municipal car manque de place dans les campings privés) ;
- la résorption d'une carence de l'initiative privée qualitative (Conseil d'État, 20 novembre 1964, commune de Nanterre : création d'un cabinet dentaire municipal en raison des prix élevés des praticiens privés) ;
- l'équilibre financier du service public (Conseil d'État, 18 décembre 1959, commune de Delansorme : légalité de la création d'une station service qui constitue une condition normale de fréquentation d'un parc de stationnement municipal). Le Conseil d'État admet donc la création d'un service public distinct de celui dont la création a été justifiée, s'il en constitue le complément naturel.
- la satisfaction d'un besoin vital (alimentation, etc.), mais aussi la mise en place d'une activité culturelle (théâtre, cinéma, etc.).

Ainsi, beaucoup d'activités industrielles et commerciales ou libérales ont pu être érigées en service public (Conseil d'État, 25 juillet 1986, commune de Mercoeur : un bar-restaurant ; Conseil d'État, 15 février 1956, commune de Siméon : un service de fabrication de glace).

Par contre, s'il y a retour de l'initiative privée, l'exploitation du service public doit cesser, mais elle peut continuer le temps normal nécessaire à l'amortissement des investissements réalisés (Conseil d'État, 23 juin 1933, commune de Lavabre).

1. Article 48 de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et régions

Le cadre légal qui précède permet de cerner le champ d'intervention de la CCVG en matière de développement économique. Il fixe les principes autour desquels la stratégie de développement de la CCVG doit s'articuler ainsi que les procédures à respecter. Il détermine également les structures auxquelles la CCVG peut avoir recours pour mener à bien ses actions et précise les occasions où elle est légitime pour intervenir.

C'est à l'intérieur de ce cadre légal que les différents moyens d'intervention de la CCVG pour maintenir son territoire dynamique vont être présentés. Les propositions d'actions, visant à répondre aux enjeux du territoire, ne seront alors que la compilation de ce que peut faire la CCVG et des moyens dont elle dispose.

Le cadre légal servira également de référence au moment de la mise en œuvre de ces actions afin de savoir quelle procédure suivre.

## PARTIE 2

# L'INTERVENTION DE LA CCVG EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Le cadre juridique dans lequel l'action de la CCVG en matière de développement économique doit s'inscrire étant déterminé, il faut maintenant répondre aux questions suivantes :

Quelles aides aux entreprises la CCVG est-elle en mesure de dispenser ?

Comment, à travers une gestion raisonnée de l'espace, assurer un développement économique durable sur le territoire intercommunal ?

L'objet de cette partie sera donc, d'une part, de déterminer le champ d'intervention de la CCVG en matière d'aides économiques aux entreprises. D'autre part, le maintien de l'attractivité du territoire communautaire étant fortement lié à sa capacité d'accueil des entreprises, les outils d'aménagement de l'espace à la disposition de la CCVG seront également exposés. En effet, la maîtrise foncière reste encore majoritairement un préalable incontournable à la réalisation d'opérations d'aménagement, favorisant elles-mêmes l'ancrage des entreprises à un territoire.



## 1. LES AIDES AUX ENTREPRISES À LA DISPOSITION DE LA CCVG

Les aides que les collectivités publiques peuvent allouer aux entreprises revêtent diverses formes<sup>1</sup> :

- subventions,
- avantages fiscaux,
- bonifications d'intérêt,
- prêts et avances remboursables (à taux nul ou à des conditions plus favorable que celles du taux moyen des obligations),
- mises à disposition de biens meubles, immeubles ou de personnel,
- remises de dettes, d'abandons de créances,
- octrois de garanties,
- prises de participations en capital,
- rabais sur le prix de vente,
- locations ou de locations-ventes de terrains (nus ou aménagés) ou de bâtiments (neufs ou rénovés).

Qu'en est-il alors des aides que peut accorder plus particulièrement la CCVG ?

### A. L'ATTRIBUTION PAR LA CCVG D'AIDES AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE DROIT COMMUN (AIDES DIRECTES)

En février 2002, la loi relative à la démocratie de proximité a confirmé le rôle de chef de file de la région en matière de développement économique tout en maintenant l'autonomie d'intervention des autres échelons. La loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 Août 2004 détaille, quant à elle, les compétences décentralisées aux collectivités locales. Initialement, le projet de loi supprimait la possibilité pour le département d'intervenir en dehors d'un accord passé avec la région. Mais au lendemain de la victoire de l'opposition aux élections régionales, le Sénat a rétabli la capacité du département et de la commune à agir sans concertation avec le Conseil régional, cantonnant celui-ci au rôle d'« animateur » de l'action économique. Néanmoins, les aides au développement économique de droit commun sont attribuées par la région et leur régime est déterminé par la délibération du conseil régional<sup>2</sup>. Ainsi l'attribution de la Prime Régionale à la Création d'Entreprise (PRCE) par exemple, est une des compétences détenues par la région, qui décide seule de sa mise en œuvre.

La Communauté de Communes garde la capacité de compléter les aides régionales, dans la limite des plafonds fixés par les dispositions réglementaires se rapportant à chaque type d'aide.

1. Circulaire du 26 janvier 2006 relative à l'application au plan local des règles communautaires de concurrence relatives aux aides publiques aux entreprises

2. Article L.1511-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

La mise en place d'une convention entre la région et la Communauté de Communes permet alors d'encadrer l'action économique de l'intercommunalité et d'en augmenter son efficacité. Ce contrat doit porter sur des actions préalablement définies d'après les enjeux dégagés du diagnostic, et non sur une politique globale de soutien au développement économique local. Il doit également être compatible avec les enjeux du Schéma Régional de Développement Économique (SRDE).

Le régime d'aide envisagé en faveur des entreprises doit être décrit précisément dans la convention qui doit notamment indiquer :

- le type d'entreprises et les secteurs d'activités concernés
- la nature et le montant de l'aide
- la destination de l'aide
- les zones géographiques éligibles

Toutefois, la CCVG peut choisir d'intervenir dans des domaines délégués par la région au département dans le cadre de la convention de déclinaison du Schéma Régional de Développement Économique avec le département de la Haute-Vienne. La signature d'une convention tripartite entre la région, le département et la CCVG sera alors à prévoir.

## B. LES AIDES « INDIRECTES » POUVANT ÊTRE ACCORDÉES PAR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Les aides sur le prix de vente ou de location des bâtiments industriels et des bâtiments du secteur tertiaire peuvent prendre la forme de subventions, d'avances remboursables ou de rabais.

### 1. LA SUBSTITUTION DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AUX BANQUES

#### a. Le crédit-bail, une procédure à laquelle peuvent s'appliquer les aides à l'immobilier

Le crédit-bail est un mode de financement permettant d'accéder à la propriété d'un immeuble du domaine privé de la CCVG. Il consiste à prévoir qu'à l'expiration d'un contrat de location, la propriété du bien pourra être transférée au locataire. Ce dispositif se déroule en deux phases.

La première phase débute à la délivrance des biens. Elle ne s'accompagne pas d'un transfert de propriété car le bien reste en la possession de la Communauté de Communes. Ce n'est que dans le contrat conclue avec l'accédant qu'est stipulé le transfert de propriété après une période définie de location à titre onéreux. Le crédit-bailleur paye une redevance mensuelle qui correspond au loyer demandé par la CCVG et une partie du prix de cession s'il souhaite payer par anticipation le transfert de propriété.

La seconde phase correspond à la vente qui concrétise le transfert de propriété. Trois mois avant l'échéance du bail, la CCVG doit, par une lettre

recommandée, annoncer à l'accédant sa faculté d'acquérir la propriété faisant l'objet du contrat. Le locataire a donc la possibilité de lever ou non l'option d'acquisition.

Lorsqu'il décide d'acquérir la propriété, l'occupant doit prendre les lieux dans l'état où ils se trouvent. Si le paiement du prix de cession a été différé, il a lieu lors du transfert de propriété. En revanche, si le prix de cession a été payé par fractions, alors l'acquéreur doit verser à la CCVG le reste de la somme.

Lorsque l'option d'acquisition n'est pas levée, l'occupant ne bénéficie, sauf convention contraire, d'aucun droit de maintien dans les lieux. Si le paiement de prix de cession a été fractionné, alors la CCVG doit restituer la somme versée correspondant au prix de vente de l'immeuble.

Cette procédure présente plusieurs avantages fiscaux et comptables pour les entreprises. Les loyers sont totalement déductibles du bénéfice imposable de l'entreprise. Elle permet également de profiter d'un amortissement adapté en fonction de la santé de l'entreprise. La totalité des loyers de l'atelier relais peut être comptabilisée en charge d'exploitation. Enfin, la capacité d'endettement de l'entreprise reste intacte car il s'agit d'un engagement hors bilan permettant de solliciter plus facilement des prêts auprès d'organismes bancaires.

Ce type d'opération est fréquemment utilisé par la Communauté de Communes pour la réalisation d'ateliers relais. Cette structure est un outil qui permet à la CCVG d'accueillir des entreprises et de maintenir celles déjà présentes sur le territoire. Les attentes des entrepreneurs sont principalement orientées vers la construction de bâtiments par la CCVG. Toutefois, cette procédure est contrainte par la loi MOP.

La CCVG doit rester vigilante quant à l'utilisation du crédit-bail. Il n'est admis que les collectivités locales ou leur groupement puissent réaliser une telle opération qu'afin d'assurer le développement ou le maintien d'une activité économique, en particulier dans le domaine du commerce et de l'artisanat. De plus, la Cour des Comptes rappelle que ce dispositif s'applique avec des prix de vente aboutissant à la neutralité financière de l'opération pour la collectivité.

Ce dispositif doit être utilisé à titre exceptionnel et lorsque l'intérêt local l'exige. Il ne doit en aucun cas avoir un caractère habituel.

Le crédit-bail peut être attribué librement par l'intermédiaire d'un tiers maître d'ouvrage habilité à effectuer des prêts à titre habituel. Cet opérateur peut éventuellement accorder des rabais sur le paiement annuel.

La forte représentation des micro entreprises et des PME dans l'économie locale souligne l'utilité d'adapter le crédit-bail à l'investissement immobilier de cette catégorie d'entreprises. Le preneur peut être exonéré du transfert de propriété lorsque le contrat arrive à son terme. Pour bénéficier de cet avantage, l'entreprise devra correspondre, soit à la définition d'une micro entreprise, soit à celle d'une PME, et ne pas être détenue à plus de 25 % par une entreprise ne répondant pas à ces critères.

En plus du crédit-bail, l'acquéreur peut bénéficier, à titre exceptionnel, de rabais sur le prix d'acquisition.

1. Article L.1601-3 du Code Civil

*b. La vente en État Futur d'Achèvement, une procédure plus sûre financièrement*

La Vente en État Futur d'Achèvement (VEFA) est un contrat par lequel la Communauté de Communes transfère immédiatement à l'acquéreur ses droits sur le sol ainsi que la propriété des constructions existantes. Les ouvrages réalisés deviennent la propriété de l'acquéreur qui est tenu d'en payer le prix au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La CCVG possède, quant à elle, le statut de maître d'ouvrage jusqu'à la réception des travaux<sup>1</sup>.

Un premier contrat est signé entre l'acquéreur et la CCVG : le contrat préliminaire. L'acheteur réserve l'achat éventuel d'un immeuble en fournissant un dépôt de garantie. Son montant ne peut dépasser 5% du prix définitif si le délai de réalisation de la vente n'excède pas un an et 2% s'il est compris entre un et deux ans. Au-delà, il n'y a pas de dépôt exigé.

L'acheteur a la possibilité de se rétracter dans un délai de sept jours à dater de la réception du contrat préliminaire.

Un second contrat, le contrat définitif, est conclu une fois le programme de construction déterminé, c'est-à-dire lorsque la construction peut commencer.

Le paiement est échelonné en fonction de l'avancement des travaux sans pouvoir dépasser un pourcentage du prix total de vente, dépôt de garantie compris. L'acquéreur doit payer 35% du prix lorsque les fondations sont achevées, 70% à la mise hors d'eau<sup>1</sup> et 95% lorsque les travaux sont terminés. Le solde de 5% restant est payable à la livraison, sauf consignation en cas de contestation de la conformité avec les prévisions du contrat.

Lors de cette opération, il est possible d'effectuer un prêt VEFA qui se compose de deux périodes :

Lors de la première période, pouvant durer de 18 mois à 2 ans, l'emprunteur ne paie que les intérêts et l'assurance du prêt.

La deuxième période se définit par des remboursements incluant, en plus des intérêts, le remboursement du capital.

Cette procédure peut être mise en place, tout comme le crédit-bail, pour la réalisation d'un atelier relais. La CCVG, en tant que maître d'ouvrage, doit lancer un appel d'offres et avoir recours à un architecte.

La VEFA, procédure déjà employée par la CCVG, permet à l'entreprise d'échelonner dans le temps le paiement de la construction, mais dans un délai beaucoup plus court que le crédit-bail. Cette aide semble plus adaptée aux entreprises possédant une grande capacité d'investissement.

La CCVG doit donc évaluer sa capacité d'investissement afin de proposer l'aide la mieux adaptée aux besoins et moyens du demandeur.

## 2. LES AIDES À L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES

L'article L.1511-3 du CGCT stipule que les trois types d'aide à l'immobilier d'entreprises, accordées par la Communauté de Communes dans le

1. Mise hors d'eau : pose de la toiture et réalisation de l'étanchéité des terrasses

cadre de sa compétence développement économique, doivent se faire aux conditions du marché.

*a. Les aides consenties sur le prix de rénovation des bâtiments industriels existants*

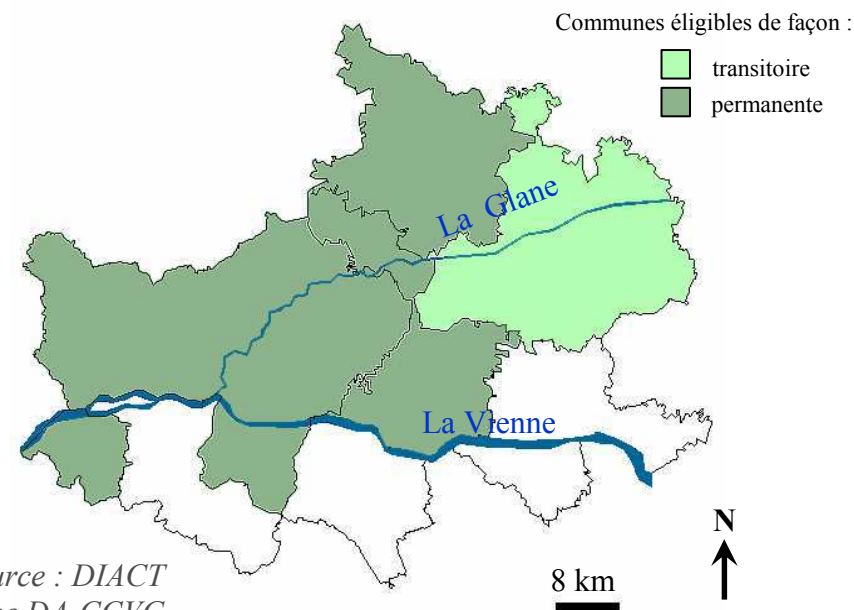
La CCVG peut acquérir des immeubles industriels existants afin de les rénover et de les rétrocéder à une entreprise tout en lui accordant un rabais qui ne peut pas excéder la différence entre le prix de revient après rénovation et le prix correspondant aux conditions du marché.

Ce type d'aide peut permettre la restauration d'un bâtiment industriel en vue d'une utilisation par tout type d'entreprises, quelque soit leur secteur d'activité et leur nombre d'employés.

Les aides consenties sur le prix de rénovation des bâtiments industriels existants ne sont pas soumises à un zonage géographique.

Le territoire étant caractérisé par la forte représentation d'entreprises industrielles, cette aide pourrait être mobilisée par la CCVG pour remettre en état leurs bâtiments ainsi que pour réinsérer sur le marché de l'immobilier les friches industrielles présentes sur les communes de Saint-Brice-sur-Vienne et de Saint-Junien.

**Carte n°1 : Le zonage AFR sur le territoire intercommunal**



Les communes de Chaillac-sur-Vienne, de Saint-Martin-de-Jussac et de Saint-Victurnien ne sont pas éligibles au zonage AFR, mais peuvent profiter de certaines aides.

La commune d'Oradour-sur-Glane, quant à elle, profite de l'éligibilité pour la période 2007-2008.

Les autres communes de la CCVG bénéficieront du zonage AFR jusqu'en 2013. Les communes éligibles du territoire intercommunal le sont en totalité.

Source : DIACT

Réalisation : Groupe DA-CCVG

*b. Les aides à l'immobilier selon le nouveau zonage des Aides à Finalité Régionale*

La carte des Aides à Finalité Régionale (AFR) pour la France sur la période 2007-2013 a été adoptée le 7 mars 2007 par le collège des Commissaires européens.

Les aides à l'immobilier d'entreprises, qui étaient jusqu'en décembre 2006 définies selon la Prime à l'Aménagement du Territoire (PAT), seront décrites dans cette étude selon le zonage AFR. Elles ont été analysées en prenant en compte le changement réglementaire qui s'établira tout au long de l'année 2007. Ainsi, les taux, les zonages, le type d'aide et leur utilisation sont présentés tels qu'ils sont applicables depuis juin 2007. Néanmoins, la mise à jour de ces aides ne sera effective que lorsque le nouveau décret sur « l'immobilier d'entreprise » aura été publié par le Conseil d'État. Des modifications seront donc certainement à apporter à cette partie.

♦ *Les zones éligibles aux Aides à Finalité Régionale*

La carte AFR est destinée à délimiter les zones dans lesquelles les pouvoirs publics pourront allouer sur la période 2007-2013 des aides à taux majoré pour les projets d'investissement productif (terrains, bâtiments, équipements) des PME et pour les créations d'emplois qui y sont liées.

Les zones concernées par le zonage AFR sont éligibles, soit à titre transitoire pour la période 2007-2008, soit à titre permanent jusqu'en 2013. Certaines communes bénéficient d'aides à taux normal et d'autres à taux réduits. Les communes éligibles de la CCVG sont toutes dans des zones à taux réduits.

♦ *Les aides consenties sur le prix de vente et de location des bâtiments dans les zones éligibles aux Aides à Finalité Régionale pour les projets industriels*

La Communauté de Communes peut accorder des aides sur le prix de vente et de location des bâtiments qu'elle cède ou loue aux entreprises. Cette opération vise à favoriser la création ou l'extension d'activités économiques.

L'ensemble des aides publiques perçues par une entreprise pour un projet est plafonné en fonction de la zone d'éligibilité et de la taille de l'entreprise.

**Tableau n°2 : Taux plafonds d'aide publique, toutes collectivités confondues, pour les investissements productifs des entreprises sur la CCVG pour la période 2007-2013**

	<b>Taux d'aide aux moyennes entreprises</b>	<b>Taux d'aide aux petites entreprises</b>
<b>Zones permanentes</b> (taux réduit) : Javerdat, Saillat, Saint-Brice, Saint-Junien	20 % en subvention 25 % en avance	30 % en subvention 35 % en avance
<b>Zones transitoires</b> (taux réduit) : Oradour-sur-Glane	20 % en subvention 25 % en avance	30 % en subvention 35 % en avance
<b>Hors zone AFR :</b> Chaillac, Saint-Martin, Saint-Victurnien	7,5 % en subvention 25 % en avance	15 % en subvention 35 % en avance

Source : DIACT

Réalisation : Groupe DA-CCVG

Le total des aides est limité par les plafonds mentionnés et par la règle « de minimis » du 12 janvier 2001. Le seuil « de minimis » autorise, depuis février 2007, une aide cumulée maximale de 200 000 € par entreprise<sup>1</sup> sur trois ans. Ainsi, le montant maximum du rabais peut atteindre environ 65 000 € par an sans limitation de durée.

En contrepartie du rabais sur le prix de vente et de location des bâtiments, l'entreprise s'engage à maintenir l'activité pendant une période d'au moins cinq ans dans l'établissement bénéficiant de l'aide. En cas de manquement à cet engagement, l'entreprise doit reverser l'aide perçue. Ces conditions doivent être inscrites dans la convention liant la CCVG et l'entreprise.

Toutefois, l'aide ne peut être accordée que si l'entrepreneur participe au financement à au moins 25% sans aucune aide ou garantie accordée par une personne publique.

1. Le droit communautaire a exclu de ce type d'aides les entreprises des secteurs de l'industrie charbonnière, de la sidérurgie, du transport, de la construction navale, des fibres synthétiques et des services financiers.

- ♦ Les aides consenties sur le prix de vente et de location des bâtiments dans les zones éligibles aux Aides à Finalité Régionale pour les projets tertiaires

La CCVG peut accorder des aides sur le prix de vente et de location des bâtiments qu'elle cède ou loue aux PME. Les grandes entreprises et leurs filiales sont exclues de ce dispositif.

Cette aide, qui peut être mise en œuvre dans tous les secteurs d'activités tertiaires, concerne tous les bâtiments à usage professionnel neufs ou existants, quelque soit leur affectation initiale.

Le montant du rabais ne peut représenter plus de 25% de la valeur, évaluée aux conditions du marché, de location ou de vente des bâtiments et ne doit pas être supérieur à 140 000 €. Ces deux plafonds sont cumulatifs.

Par ailleurs, cette aide peut être cumulée avec celle de la rénovation de bâtiments industriels.

De plus, la région accordant déjà des aides pour le développement de projets industriels et tertiaires, la CCVG ne doit pas apporter de contribution au-delà du seuil « de minimis » et des taux de plafonnement.

Ces aides peuvent, dans un souci de diversification du tissu économique local, faciliter l'implantation ou l'extension d'entreprises industrielles et des PME du secteur tertiaire sur les communes concernées par le zonage.

#### *c. Les aides à l'achat et à la location de terrains*

La vente et la location à une entreprise de terrains à un prix inférieur à leur valeur peuvent être réalisées par la Communauté de Communes à condition que les opérations contiennent des contreparties suffisantes pour la CCVG en terme d'intérêt général, et notamment de création d'emplois.

Les aides à l'achat et à la location de terrains peuvent, tout en respectant la règle « de minimis », prendre la forme de subventions, de rabais sur le prix de vente, de location ou de crédit-bail de terrains, qu'ils soient nus ou aménagés.

Il ressort de l'ensemble de ces dispositions que la CCVG peut vendre ou louer à l'euro symbolique un terrain à une entreprise. Ceci n'est valable que dans la mesure où le prix initial de vente du terrain, ou le montant des loyers sur trois ans, n'excédait pas 200 000 €<sup>1</sup>.

La CCVG offre déjà des rabais sur la vente et la location de terrains. Toutefois, la portée de cette aide sur le territoire intercommunal reste limitée dans l'état de manque actuel de foncier.

1. Montant évalué aux conditions du marché



d. Le crédit-bail comme moyen de constituer un apport de trésorerie ?

Ce dispositif consisterait, pour une entreprise, à vendre un bâtiment, acquis ou construit récemment, à la CCVG. L'entreprise lui demanderait ensuite de lui rétrocéder ce même bâtiment, mais cette fois, par l'intermédiaire d'un contrat de crédit-bail immobilier. Le but de cette opération pour l'entreprise serait de constituer un apport de trésorerie.

Cependant, cette aide, même sans rabais sur le montant des loyers, ne respecte pas le droit communautaire de la concurrence. La démarche correspond à un détournement de la procédure de crédit-bail, ce qui rend ce procédé illégal et n'est donc pas envisageable.

### 3. UN CAUTIONNEMENT DE LA CCVG ENVERS LES ENTREPRISES : LA PRISE EN CHARGE DES COMMISSIONS DE GARANTIE

La prise en charge des commissions de garantie vise à favoriser l'accès aux financements (prêts et fonds propres) des entreprises par l'engagement de la Communauté de Communes. Elle accorde sa caution à une entreprise dont elle veut faciliter les opérations d'emprunt, en garantissant le remboursement aux prêteurs en cas de défaillance du débiteur.

Cette aide favorise l'entreprise bénéficiaire au détriment de ses concurrents. Elle est donc contrôlée par le droit communautaire de la concurrence et la CCVG ne pourra l'appliquer que dans le cadre d'une aide au dernier commerce par exemple. Ainsi, l'aide publique ne faussera pas le jeu de la libre concurrence.

Toutefois, afin d'éviter que cette opération n'ait de lourdes conséquences sur les finances publiques locales, une étude de marché devra être effectuée. Elle permettra de déterminer si le projet de l'entreprise est pertinent et viable. Les risques de défaillance du bénéficiaire seront ainsi mesurés avant tout engagement de la CCVG.

### 4. UNE SOLUTION POUR SOULAGER FISCALEMENT LES ENTREPRISES : L'EXONÉRATION DE TAXE PROFESSIONNELLE

Deux types d'exonération sont possibles :

- Les exonérations permanentes, qui sont des dispenses du paiement de l'impôt accordées de plein droit (instituées par la loi). En principe, elles sont admises sans intervention des collectivités ou de leur groupement et s'appliquent sur l'ensemble du territoire.
- Les exonérations temporaires, qui, quant à elles, peuvent être de plein droit ou instituées sur délibérations des collectivités ou de leur groupement.

- Les contribuables ne peuvent bénéficier de ces dernières que si les collectivités concernées ont pris une délibération de portée générale avant le 1<sup>er</sup> de l'année qui précède celle de l'application de l'exonération.

Les entreprises pouvant profiter de plusieurs exonérations temporaires doivent en choisir une seule.

#### *a. L'exonération d'aménagement du territoire de plein droit*

Les opérations d'exonération en aménagement du territoire de plein droit réalisées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 et jusqu'au 31 décembre 2013 s'appliquent dans les zones d'aides à finalité régionale<sup>1</sup>.

Plusieurs opérations, créant un certain nombre d'emplois et réalisant un certain volume d'investissement, sont susceptibles de bénéficier de cette exonération. Celle-ci ne peut toutefois pas excéder une période de cinq ans.

Les créations, extensions ou décentralisations d'activités industrielles ou de recherche scientifique et technique et les créations d'activités artisanales peuvent bénéficier d'une réduction de taxe professionnelle sans formalité.

Les créations, extensions ou décentralisations de services de direction, d'études, d'ingénierie et d'informatique sont des opérations pouvant profiter d'exonération fiscale après accord du Ministre de l'Économie et des Finances. Les reprises et reconversions d'établissements en difficulté exerçant dans le même type d'activités sont soumises aux mêmes conditions d'exonération. Le Ministre fixe alors les conditions à remplir par l'entreprise.

Lorsque les conditions d'emplois et d'investissement ne sont plus remplies, l'exonération cesse de s'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant.

#### *b. L'exonération d'aménagement du territoire sur délibération de la CCVG*

Les exonérations d'aménagement « facultatives » à l'initiative de la Communauté de Communes s'appliquent elles aussi pour une durée maximale de cinq ans. Elles s'appliquent aux mêmes activités que dans le paragraphe précédent mais à condition toutefois d'être situées en zone AFR, en Territoire Rural de Développement Prioritaire (TRDP) ou en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR).

La totalité du territoire intercommunal étant en TRDP, la CCVG a donc la possibilité de mettre en place cette exonération. Les reprises et reconversions d'établissements industriels, de recherche scientifique et technique en difficulté ainsi que celles de services d'étude, de direction, d'ingénierie et d'informatiques peuvent là encore bénéficier de l'exonération et sont soumises aux mêmes conditions d'obtention.

1. Article L.1465 du Code Général des Impôts (CGI)

**Tableau n°3:  
Récapitulatif des  
aides à la disposi-  
tion de la CCVG  
pour les entreprises**

Aide	Description	Conditions d'attribution	Bénéficiaires
Prise en charge des commissions de garanties	Appui aux financements (prêts et fonds propres)	Aucune condition	Tout type d'entreprises
Crédit-bail	Transfert de propriété de la CCVG au locataire à l'expiration du bail	A titre exceptionnel	Tout type d'entreprises
Aides sur le prix de rénovation des bâtiments industriels existants	Rénovation du bâtiment par la CCVG, puis rétrocession à une entreprise	Rénovation d'un bâtiment industriel	Tout type d'entreprises
Aides sur le prix de vente et de location pour les projets industriels	Diminution du prix de vente ou location par la CCVG pour favoriser la création ou l'extension d'activités économiques	Projet industriel Zonage AFR Respect du seuil « de minimis » Plafonds en fonction de la taille des entreprises	Entreprises industrielles, toutes tailles confondues
Aides sur le prix de vente et de location pour les projets tertiaires		Zonage AFR Rabais inférieur à 25% du prix de vente ou de location et inférieur à 140 000€	PME
Aides à l'achat et à la location de terrains	Vente et location de terrains à un prix inférieur par la CCVG	Répondre à l'intérêt communautaire Respect du seuil « de minimis »	Tout type d'entreprises
Vente en État Futur d'Acchèvement	Transfert immédiat à l'acquéreur de ses droits au sol et achat de la construction après réalisation	Payer l'acquisition au fur et à mesure de l'avancement des travaux	Tout type d'entreprises
Exonération de la taxe professionnelle de plein droit	Dispense de paiement de la taxe professionnelle	Zonage AFR Durée maximale de 5 ans	Activités ciblées (cf. texte)
Exonération de la taxe professionnelle sur délibération de la CCVG		Zonage AFR, TRDP ou ZRR Durée maximale de 5 ans	Activités ciblées (cf. texte)

Source : Legifrance

Réalisation :

Groupe DA-CCVG

## II. LES OUTILS D'AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE MOBILISABLES PAR LA CCVG EN VUE DE SON DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### A. LES ACQUISITIONS FONCIÈRES, BASES PRÉALABLES À TOUTE OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT

Les acquisitions foncières permettent à la CCVG de mener à bien des projets de maintien, d'accueil ou d'extension d'activités économiques.

La collectivité dispose de plusieurs moyens pour constituer des réserves foncières :

Elle privilégie l'acquisition de terrains, en prenant simplement part aux transactions foncières entre particuliers, conformément au marché de l'immobilier, en négociant l'achat de terrains à l'amiable.

Elle peut également bénéficier de donations que lui feraient des particuliers.

Si les réserves foncières dont dispose la Communauté de Communes sont insuffisantes pour la réalisation d'une opération d'aménagement, elle peut faire appel à :

- des outils lui permettant de saisir des opportunités foncières en priorité (DPU, ZAD) ;
- une procédure lui permettant d'acquérir les terrains indispensables au projet d'aménagement (expropriation) ;
- une structure réalisant pour son compte des acquisitions foncières ou immobilières (EPFL).

#### 1. LES DROITS DE PRÉEMPTION, DES OUTILS FACILEMENT MOBILISABLES

##### a. Le Droit de Préemption Urbain

Le Droit de Préemption Urbain (DPU) définit le périmètre dans lequel les communes sont prioritaires pour toute acquisition lors de transactions foncières.

Le DPU peut être instauré par délibération dans une commune dotée d'un PLU sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future.

Il peut également être institué dans les communes dotées d'une carte communale dans un ou plusieurs périmètres délimités par la carte. La délibération du conseil municipal doit préciser, pour chaque périmètre, l'opération projetée<sup>1</sup>. L'acquisition de réserves foncières doit donc être motivée.

1. Article L.211-1 du Code de l'Urbanisme

Lorsqu'un propriétaire veut vendre son bien, il doit adresser au notaire une Déclaration d'Intention d'Aliéner (DIA). La collectivité, ainsi informée, a alors la possibilité, durant une période de deux mois, de faire part de son intention d'acquérir le bien. Elle devient alors prioritaire sur la vente et fait une offre au prix du marché au propriétaire.

Le propriétaire peut accepter ou refuser la proposition, En cas de désaccord, la collectivité peut saisir le juge des expropriations qui fixera le montant de la transaction. Si le propriétaire refuse de nouveau, soit la collectivité peut renoncer à la transaction, soit le propriétaire retire le bien du marché immobilier. Dans ce cas, il ne peut procéder, dans l'année suivante, à la vente de son terrain.

Actuellement, la CCVG ne possède pas la compétence d'exercer le DPU. Toutefois, les communes du territoire intercommunal peuvent, en accord avec la CCVG, lui déléguer tout ou partie de leur DPU. Une simple délégation ne nécessite pas de transfert de la compétence urbanisme.

#### *b. La Zone d'Aménagement Différé*

Une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) est une aire mise en place afin de permettre la réalisation d'actions ou d'opérations ayant pour objet de mettre en oeuvre une politique locale de l'habitat et de constituer des réserves foncières.

Les Zones d'Aménagement Différé (ZAD) peuvent être créées par le Préfet de département, sur proposition ou après avis de la commune ou de l'EPCI disposant des compétences pour l'élaboration des documents d'urbanisme. Les communes n'étant pas dotées de document d'urbanisme peuvent toutefois prétendre à la création d'une ZAD sur leur territoire. Ceci représente en effet un moyen pour elles d'exercer le droit de préemption.

Lorsque le préfet est saisi d'une proposition de création de ZAD par la commune ou l'EPCI, ou qu'il demande son avis sur un tel projet à l'autorité compétente, il peut prendre un arrêté délimitant le périmètre provisoire de la zone. A compter de la publication de cet arrêté et jusqu'à la publication de l'acte créant la ZAD, un droit de préemption est ouvert à l'État dans ce périmètre.

Après la création de la ZAD, le secteur délimité ne peut plus être soumis au DPU de la commune ou de son groupement. Le droit de préemption, exercé par le gestionnaire (État, collectivités, SEM, SAFER) à l'intérieur de la ZAD, se limite à une durée de 14 ans à compter de l'acte créant cette zone.

Le droit de préemption à l'intérieur d'une ZAD s'exerce de manière similaire au DPU.

Actuellement, la CCVG, n'ayant pas la compétence urbanisme, ne peut pas solliciter le Préfet pour la création d'une ZAD. Il est à noter que le transfert de cette compétence à la CCVG nécessiterait que celle-ci prenne en charge l'élaboration et la révision des documents d'urbanisme des communes membres.

## c. Comparaison DPU et ZAD

Tableau n°4 : Comparaison du DPU et de la ZAD

	DPU	ZAD
Création	Délibération du conseil municipal ou communautaire	Arrêté préfectoral sur proposition motivée de la commune ou de l'EPCI
Zonage	Zones urbaines ou d'urbanisation future (U et AU)	Toutes les zones
Durée	Illimitée	14 ans
Bénéficiaires	Collectivité territoriale Possibilité de déléguer à un EPCI ou une SEM	Collectivité territoriale EPCI SEM
Acquisition	Réponse à une Déclaration d'Intention d'Aliéner Accord avec le propriétaire Acquisition du bien par le titulaire du droit de préemption	

Source : Syndicat d'urbanisme du Pays de Vitré, *Les outils au service d'une gestion rigoureuse*

En DPU comme en ZAD, la préemption doit être motivée en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, des actions ou opérations d'aménagement, ou pour constituer des réserves foncières pour réaliser ces actions ou opérations. Toutefois, les ZAD offrent, davantage que le DPU, la possibilité de limiter la spéculation foncière. En effet, le prix de référence retenu lors des transactions est celui établi deux ans avant la signature de l'acte de création de la ZAD, alors que pour le DPU le prix de référence est fixé par le service des domaines.

Il est intéressant de noter que certains biens non soumis au DPU, tels que des immeubles bâtis depuis moins de dix ans, peuvent être acquis dans le cadre d'une ZAD.

Actuellement, la CCVG ne peut pas exercer le DPU, ni demander au Préfet la création d'une ZAD. Cependant, elle peut être désignée comme gestionnaire d'une ZAD ce qui lui permettrait d'utiliser le droit de préemption sur cette zone.

La création d'une ZAD et les compétences en matière de droit de préemption urbain et d'élaboration des documents d'urbanisme resterait alors les compétences des communes du territoire intercommunal.

## 2. SOLUTION EN CAS DE DÉSACCORD : L'EXPROPRIATION POUR CAUSE D'UTILITÉ PUBLIQUE

L'expropriation pour cause d'utilité publique est une procédure qui permet à la Communauté de Communes d'obliger une personne privée à lui céder ses droits immobiliers sous réserve d'une « juste et préalable » indemnité. Cette procédure ne peut avoir lieu que pour une opération déclarée d'utilité publique par le Préfet du département après enquête publique.

La demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP)<sup>1</sup> au Préfet se réalise par l'élaboration d'un dossier. Ce dernier diffère lorsqu'il s'agit de réaliser des travaux ou d'acquérir des immeubles. Les deux types de dossier doivent comprendre une notice explicative précisant l'objet de l'opération et un plan de situation. Lorsque qu'il s'agit d'effectuer des travaux, le dossier doit inclure le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses et une étude d'impact. Lorsque la DUP a pour objectif d'acquérir des immeubles, le dossier doit comporter le périmètre délimitant des immeubles à exproprier et l'estimation sommaire des acquisitions à réaliser.

Le Préfet ouvre une enquête d'utilité publique. Il acte ensuite l'arrêté de DUP et précise le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée. Ce délai doit être inférieur à cinq ans, toutefois il peut être porté à dix ans pour certains projets d'aménagements.

Une enquête parcellaire, sous forme d'enquête publique, doit permettre d'identifier les terrains et les immeubles à acquérir. Cette étape peut se réaliser en même temps que l'enquête d'utilité publique.

Après publication de l'arrêté de cessibilité, le transfert de propriété peut être réalisé soit par ordonnance du juge de l'expropriation, soit par acquisition à l'amiable. Cette dernière peut intervenir à tout moment, avant ou après la déclaration d'utilité publique, jusqu'au jugement fixant les indemnités.

Aujourd'hui, la Communauté de Communes n'a pas encore eu recours à l'expropriation mais l'extension de la zone d'activités du Boisse risque de nécessiter l'utilisation de cet outil.

Cette procédure est longue (au minimum 3 ans) et coûteuse pour la CCVG. De plus, elle peut être traumatisante pour le(s) propriétaire(s). Elle n'est donc à utiliser qu'en dernier recours.

1. Acte par lequel l'autorité administrative déclare, par décret, arrêté ministériel ou arrêté préfectoral, la nécessité d'une procédure d'expropriation, *Source : [www.vosdroits.service-public.fr](http://www.vosdroits.service-public.fr)*

### 3. LA DÉLÉGATION DE LA GESTION DES ACQUISITIONS FONCIÈRES ET IMMOBILIÈRES À UN ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER LOCAL

Un Établissement Public Foncier Local est un Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial. Il intervient localement afin de faciliter l'acquisition de terrains ou de bâtiments et les rétrocède ensuite à ses collectivités ou communes membres. Il facilite ainsi leur constitution de réserves foncières en vue d'opérations d'aménagement<sup>1</sup>.

#### a. Création d'un Établissement Public Foncier Local :

La création d'un EPFL nécessite la réalisation d'études préalables justifiant l'utilité d'une telle structure dans la politique foncière locale. Il faut également établir un calendrier prévisionnel pour la création de l'EPFL. Un projet de statuts doit ensuite être transmis aux futurs membres de l'EPFL. Le délai de création est par ailleurs fixé lors de cette phase.

La CCVG étant compétente en matière de PLH et de ZAC, le conseil communautaire peut délibérer sur la création d'un EPFL. Le Préfet doit ensuite prendre un arrêté de création qui indique la liste des membres de l'EPFL, les modalités de fonctionnement ainsi que la durée, le siège, la composition de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

La décision de création doit être publiée au recueil départemental des actes administratifs.

#### b. Fonctionnement d'un Établissement Public Foncier Local :

L'assemblée générale de l'EPFL est composée d'un représentant de chaque membre de l'établissement. Il existe des membres adhérents et des membres associés ou consultés (chambres consulaires, agence d'urbanisme, etc.). Les modalités d'association ou de consultation sont déterminées dans les statuts de l'EPFL. L'assemblée générale est chargée de voter le produit de la Taxe Spéciale d'Équipements.

Le conseil d'administration est issu de l'assemblée générale. Il élit, parmi ses membres, un président et un ou plusieurs vice-présidents. Il se réunit au minimum deux fois par an et gère l'EPFL par ses délibérations. Le conseil d'administration fixe les actions à mener, vote le budget de l'EPFL, nomme ou relève de ses fonctions le directeur sur propositions.

Le directeur représente l'ordonnateur des dépenses et des recettes ainsi que l'EPFL en justice. Il passe les contrats et signe tous les actes pris au nom de l'établissement. Il prépare et exécute les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration.

Le fonctionnement de l'EPFL s'organise autour du Programme Prévisionnel d'Intervention (PPI) et des conventions opérationnelles.

Le PPI est un document qui définit les orientations de l'EPFL ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés.

1. Article L.324-1 du Code de l'Urbanisme



Les conventions opérationnelles, quant à elles, sont des déclinaisons du PPI selon les sollicitations d'un ou plusieurs membres. Elles précisent les conditions d'acquisition, les délais et les conditions de revente à la CCVG.

L'EPFL possède des prérogatives de puissance publique. En effet, il peut exercer le DPU, le droit de préemption en ZAD et l'expropriation dans le cadre des Déclaration d'Utilité Publique (DUP).

#### *c. Financement de l'Établissement Public Foncier Local :*

L'EPFL perçoit plusieurs sources de financements.

- L'EPFL est financé par le produit de la Taxe Spéciale d'Équipement (TSE) qui concerne les personnes assujetties aux quatre taxes locales (professionnelle, d'habitation, sur le foncier bâti et sur le foncier non bâti). La TSE permet à l'EPFL de se constituer des fonds propres et de bénéficier ainsi d'une certaine autonomie vis-à-vis de ses membres. Elle est surtout utilisée pour financer les acquisitions foncières, les études et les coûts de fonctionnement de l'EPFL.
- L'EPFL reçoit des contributions de l'État, des collectivités locales, des établissements publics ainsi que de toutes autres personnes morales publiques ou privées intéressées. Il peut également percevoir, en cas de conventions signées, des subventions à la place des collectivités locales, des établissements publics ou de sociétés.
- L'EPFL est rémunéré sur ses prestations de services, produits financiers, produits de la gestion des biens entrés dans son patrimoine et produits de vente des biens et droits mobiliers et immobiliers.

#### *d. Actions de l'Établissement Public Foncier Local :*

L'EPFL est compétent pour réaliser pour son compte, pour le compte de ses membres ou de toute personne publique, toute acquisition foncière ou immobilière en vue de la constitution de réserves foncières. Il intervient sur le territoire des communes ou des EPCI qui en sont membres et, à titre exceptionnel, il peut intervenir à l'extérieur de ce territoire pour des acquisitions nécessaires à des actions menées à l'intérieur de celui-ci. Toute opération ne peut être réalisée qu'après avis favorable de la commune sur laquelle l'opération est prévue<sup>1</sup>.

Une fois, les terrains acquis, l'EPFL a pour mission de les gérer et de les rétrocéder à la CCVG. Il ne propose donc pas d'affectation à ces terrains.

Ces acquisitions de bâtiments et de terrains ainsi que la constitution de réserves foncières doivent permettre à la CCVG de mettre en œuvre, à court ou à moyen terme, leurs projets urbains concernant notamment le développement économique.

1. Article L.324-1 du Code de l'Urbanisme

## B. LES TECHNIQUES DE GESTION DU FONCIER ADAPTÉES À L'ACCUEIL D'ENTREPRISES

### 1. LES ZONES D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ POUR UN AMÉNAGEMENT RAISONNÉ

Une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) est une zone dans laquelle la Communauté de Communes décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs privés ou publics<sup>1</sup> :

La collectivité publique peut choisir de garder la responsabilité de bonne fin et le risque financier de l'opération. Trois choix s'offrent alors à elle pour la réalisation d'une ZAC dite publique :

- Une ZAC peut être réalisée directement par la CCVG (ZAC en régie). Dans ce cas l'EPCI devra être doté de services compétents, c'est la raison pour laquelle cette solution reste très peu utilisée. Elle présente cependant l'avantage pour l'EPCI de garder une forte maîtrise sur l'opération.
- La CCVG peut également décider de mandater un établissement public d'aménagement pour lui confier la réalisation cette opération complexe. La CCVG signe alors une convention de mandat autorisant l'établissement public à agir au nom de l'EPCI. Dans le cas d'une convention signée pour la réalisation d'une ZAC, la CCVG se chargerait de définir le programme de l'opération, l'enveloppe financière prévisionnelle et les délais d'exécution tandis que l'établissement public coordonnerait la conception et la réalisation de la ZAC (régularité des procédures, respect du programme, des délais et des coûts).
- La CCVG peut aussi choisir de concéder l'opération à un établissement public ou une Société d'Économie Mixte (SEM) auquel elle confie la réalisation de la ZAC par le biais d'une convention et d'un cahier des charges.

La collectivité publique peut refuser de prendre à sa charge la responsabilité de bonne fin et le risque financier qui incombent alors à un aménageur privé<sup>2</sup>. Ce dernier bénéficie alors, contrairement à la concession, des droits de préemption et d'expropriation de la collectivité. Il s'agit cette fois d'une ZAC dite privée ou conventionnée.

La procédure de création d'une ZAC commence par une délibération du conseil communautaire qui fixe les objectifs et les modalités de la concertation associant, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et autres personnes concernées.

La CCVG doit constituer un dossier de création. Ce dossier doit comprendre un rapport de présentation (objet et finalité de l'opération, description de l'état initial du site et de son environnement, le programme global prévisionnel des constructions à édifier), un plan de situation, un plan de délimitation du périmètre et une étude d'impact. Le dossier de création est alors soumis à enquête publique.

1. Article L.311-1 du Code de l'Urbanisme

2. [www.droitdelurbanisme.com](http://www.droitdelurbanisme.com)

Le conseil communautaire approuve (ou non) par délibération le dossier de création puis le projet est affiché à la CCVG pendant un mois.

La Communauté de Communes doit ensuite constituer un dossier de réalisation comprenant le projet de programme des équipements publics à réaliser, le projet de programme global des constructions à édifier et les modalités prévisionnelles de financements de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps. Le conseil communautaire doit alors approuver le dossier.

La ZAC permet de réaliser des constructions à usage d'habitations, de commerces, d'industries, de services et d'équipements collectifs publics ou privés. Cet outil est donc approprié pour la création de zones d'activités économiques.

## 2. LE LOTISSEMENT POUR UNE OPTIMISATION DE L'ESPACE

Un lotissement correspond à toute division d'une propriété foncière en vue de l'implantation de bâtiments qui a pour objet ou qui, sur une période de moins de 10 ans, a pour effet de porter à plus de deux le nombre de terrains issus de la propriété initiale<sup>1</sup>.

La division de la propriété foncière à l'origine d'un seul tenant, la création de plus de deux lots et l'obligation de construire sont les caractéristiques du lotissement.

Le lotissement peut être entièrement conçu, réalisé et commercialisé par l'EPCI sur des terrains lui appartenant. Il a ainsi la maîtrise totale de l'opération (programmation, conception, commercialisation), ce qui lui permet de rechercher, entre autres, une qualité urbanistique, une mixité. Il peut réaliser l'opération avec ses propres services techniques mais fait généralement appel à un maître d'œuvre privé. Dans ce cas c'est également lui qui prend en charge le coût financier de l'opération. Tout comme pour la ZAC, la Communauté de Communes peut choisir de confier la réalisation de cette opération à une SEM ou à un établissement public (Cf. paragraphe précédent).

Le lotissement peut également être réalisé par un privé propriétaire du terrain ou par un lotisseur. La Communauté de Communes n'a donc pas la maîtrise de l'opération mais doit néanmoins s'y impliquer fortement.

Une association syndicale peut être mise en place pour la réalisation de cette opération si des équipements communs sont prévus et qu'ils ne font pas l'objet d'une rétrocession. Elle prend alors en charge l'acquisition, la gestion et l'entretien des terrains et équipements communs. Cependant elle n'est pas obligatoire par exemple si le lotisseur signe avec la Communauté de Communes une convention de rétrocession de la totalité des équipements collectifs après achèvement des travaux. Différentes étapes de contrôle doivent figurer dans cette convention notamment pour vérifier que le programme des travaux présenté par le lotisseur permette une incorporation ultérieure des aménagements dans le domaine

1. Article R.325-1 du Code de l'Urbanisme

communautaire et pour imposer que le maître d'ouvrage organise une réunion spécifique d'état des lieux et de réception des ouvrages avec les services techniques de la Communauté de Communes à l'achèvement des travaux.

Le maître d'ouvrage doit adresser à la commune concernée une demande d'autorisation de lotir. Cette requête fait l'objet d'un dossier de lotissement dans lequel figurent plusieurs pièces indispensables au bon déroulement de l'opération.

Une note de présentation expose l'opération précisant les objectifs et indique les dispositions prévues pour assurer l'insertion dans le site, le respect de l'environnement et la qualité de l'architecture. Cette note doit répondre aux besoins en équipements publics ou privés découlant de l'opération projetée.

Un plan de situation, un plan de l'état actuel du terrain et de ses abords et un plan de composition d'ensemble représentant le parti général de l'opération et le résultat attendu sont à joindre à la demande d'autorisation de lotir. Il est à noter que réglementairement seuls le nombre maximum de lots et la SHON maximale doivent figurer dans le dossier et que le dessin de la division parcellaire n'est plus obligée de figurer sur le plan. Cet assouplissement permet de laisser à la possibilité d'un découpage à la demande lors de la commercialisation des lotissements. Cette disposition présente un véritable intérêt pour la réalisation par la Communauté de Communes de lotissements à usage d'activité.

Un projet de règlement du lotissement peut être à établir afin de compléter les règles d'urbanisme en vigueur dans les documents d'urbanisme locaux (PLU et cartes communales).

Le dossier doit être déposé, en cinq exemplaires, à la mairie concernée par le projet.

Compte tenu du programme de travaux présenté, l'arrêté d'autorisation impose l'exécution par la CCVG de tous les travaux nécessaires à la viabilité et à l'équipement du lotissement, notamment en ce qui concerne la Voirie et Réseaux Divers. Toutefois, la CCVG peut bénéficier d'une exécution différée de ces travaux à deux conditions.

Elle doit prouver que les travaux d'aménagement seraient endommagés prématurément par la réalisation des constructions sur chaque lot.

Elle doit également déposer sur un compte bloqué à la Caisse des Dépôts et Consignations le montant correspondant au coût total de l'opération.

La réalisation se fait soit d'un seul tenant, soit par tranches successives.

### *3. COMPARAISON ZAC ET LOTISSEMENT*

Les ZAC et les lotissements ont pour finalité la viabilisation et l'équipement de terrains en vue de la revente à des fins de constructions.

Contrairement aux lotissements, les ZAC sont toujours des opérations d'initiative publique. La collectivité et l'aménageur sont unis par des

liens contractuels dans une ZAC où l'aménageur collabore à l'exécution d'une mission de service public. L'autorisation de lotir, quant à elle, donne la permission au lotisseur de réaliser une opération d'aménagement.

En matière financière, et là encore contrairement aux lotissements, les ZAC permettent de recourir à un régime de participations financières contractuelles définissant la nature des équipements publics financés et le montant de ce financement.

Actuellement, la CCVG n'a pas réalisé de ZAC car elle trouve la procédure trop lourde et longue. Cette procédure sera à privilégier dans le cas d'un programme important d'équipements publics ou si le projet nécessite des dérogations au PLU. La CCVG a donc jusqu'à présent réalisé ses zones d'activités avec la procédure de lotissement, qui a d'ailleurs été mise en place à cet effet.

L'accueil de nouvelles activités artisanales ou industrielles nécessite, si ce n'est la maîtrise foncière, la possibilité de disposer de terrains. La CCVG ne peut donc projeter la réalisation d'une de ces opérations à court terme. La stratégie de développement économique doit donc s'axer autour de l'optimisation de l'utilisation de l'espace au sein des zones d'activités actuelles. Ce ne sera que lorsque la CCVG aura fait jouer tous les moyens à sa disposition pour constituer de nouvelles réserves foncières, qu'elle pourra réorienter sa stratégie vers un accueil actif d'entreprises, en mettant en place une démarche de prospection.

En général, la procédure de ZAC sera préférée au lotissement en présence soit d'un programme important d'équipements publics cofinancés par la CCVG, soit lorsque le projet nécessite des dérogations au document d'urbanisme en vigueur.

Tableau n°5 : Comparaison de la ZAC et du lotissement

	<b>ZAC</b>	<b>Lotissement</b>
Nature de la procédure	Procédure public et longue	Procédure principalement privée, et rapide
Urbanisme applicable	PLU	PLU ou carte communale
Maîtrise foncière	La possession n'est pas obligatoire à la création de la ZAC.	La maîtrise des terrains préalable est obligatoire pour la réalisation de l'opération
Délai	Pas de délai imposé	10 ans
Mode de gestion	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Régie directe (par collectivité locale)</li> <li>– Convention publique d'aménagement</li> <li>– Convention de mandat</li> </ul>	Le gestionnaire est le demandeur de l'autorisation de lotir.
Portage financier et financement des équipements publics	<ul style="list-style-type: none"> <li>– En régie directe, la collectivité supporte le financement</li> <li>– En convention publique d'aménagement, les risques financiers sont supportés par la Communauté de Communes</li> <li>– En convention de mandat, le risque financier est supporté par l'aménageur privé</li> </ul>	A la charge du lotisseur
Commercialisation	Possibilité de commercialiser librement les terrains de la zone même préalablement à la décision de création (avant-contrat). Cette possibilité permet de limiter les coûts et les risques du portage financier.	Interdiction de vendre ou de louer les terrains, bâtis ou non, avant l'intervention du l'arrêté de lotissements et l'exclusion imposée au lotisseur par cet arrêté.

Source : [www.inventaires.fr](http://www.inventaires.fr)  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

L'intervention de la CCVG en matière de développement économique est naturellement orientée vers les entreprises. Les différents dispositifs d'aide qu'elle peut déployer –les aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles– ont donc été listés.

L'essentiel des aides à apporter aux entrepreneurs sont à réaliser lors de leur implantation sur le territoire. L'aménagement de l'espace en vue de l'amélioration de l'accueil des entreprises est donc la priorité de l'action de la CCVG. Le recensement des outils d'acquisition et de gestion du foncier a alors été mis à sa disposition.

Afin de pouvoir dispenser des aides dans tout autre domaine, la CCVG devra préalablement passer une convention avec la région.

# PARTIE 3

## LES ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### À ASSOCIER À L'ACTION DE LA CCVG

Le champ d'intervention de la CCVG ainsi que les outils à sa disposition ayant été définis, les différents acteurs publics et parapublics de l'économie locale seront présentés dans la partie suivante. Ils sont associés aux quatre enjeux identifiés au regard du diagnostic et auxquels la stratégie de développement économique de la CCVG doit répondre. Pour plus de précision, les acteurs ont été regroupés, au sein de chaque enjeu, par objectifs à atteindre. Leur recensement a été effectué à partir du travail du bureau d'étude IDéeL. Cette partie a pour but de répondre à la question suivante :

Comment connecter les actions de la CCVG envers les entreprises aux dispositifs d'aides proposés par de nombreux autres acteurs afin d'optimiser les actions et de mutualiser les compétences ?

Afin de faciliter la compréhension des différentes relations que peut établir la CCVG avec les acteurs du monde économique, des schémas explicatifs sont présentés après chaque enjeu. Des tableaux récapitulent également les différents acteurs ainsi que leurs dispositifs d'aides envers les entreprises et envers la CCVG dans le fascicule joint au cadre d'intervention intitulé « Guide des aides économiques à destination des entreprises du territoire et de la CCVG ».



## 1. LE CADRE GÉNÉRAL DE L'ACTION ÉCONOMIQUE

### A. LA MOBILISATION DE LA COMPÉTENCE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE PAR LA RÉGION, LE DÉPARTEMENT ET LE PAYS

**La Région**, d'après l'article L.1511-1 du CGCT, a la responsabilité d'accompagner le développement économique du territoire en cohérence avec les autres collectivités et leurs groupements et, pour ce faire, elle s'est attachée les services d'agences (Limousin Expansion, Prisme-Limousin et le Comité Régional du Tourisme). Les actions de ces dernières seront exposées ultérieurement, selon les objectifs à atteindre par la CCVG.

Elle fixe ses orientations de développement à travers deux documents cadres :

- Le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT), défini par la loi Voynet du 25 juin 1999, fixe à long terme (20 ans), les orientations fondamentales du développement durable du territoire, et à moyen terme (10 ans), les principes d'aménagement qui en découlent. Des groupes de travail sont actuellement chargés de dessiner les futurs possibles de la région pour les 6 grands domaines que sont la démographie et la société, l'économie, l'organisation du territoire, l'environnement, la gouvernance et l'image et les infrastructures et transports.
- Le Schéma Régional de Développement Économique (SRDE) a, quant à lui, été proposé par la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales. Ce schéma « *définit les orientations stratégiques de la région en matière économique* »<sup>1</sup>, et ce dans le but de promouvoir un développement économique équilibré de la Région.
- En Limousin, la réflexion s'est organisée autour de trois axes :
  - Le premier consiste à consolider les points forts de l'économie régionale, par l'affirmation de pôles d'excellence, le développement des entreprises, de l'agriculture, de la filière forêt-bois et du tourisme.
  - Le deuxième concerne la diversification du tissu économique et l'augmentation de la compétitivité par la création et la transmission d'entreprises, la promotion de la région auprès d'investisseurs, l'innovation, le développement de l'économie sociale et solidaire et la mise en place d'une ingénierie financière adaptée.
  - Et le troisième vise à favoriser la conduite concertée des politiques de développement économique, par l'instauration d'un dialogue permanent avec les acteurs économiques et sociaux, par une meilleure anticipation des mutations économiques et par la prévention des difficultés des entreprises.

La stratégie de développement économique de la CCVG devra donc s'inscrire dans la philosophie de ces deux documents.

1. Article L.1511 du Code Général des Collectivités territoriales (CGCT)

**Le Département** s'est, quand à lui, doté d'une « politique active de soutien à l'économie départementale », dans le cadre de ses compétences optionnelles. Une convention a été signée avec le Conseil régional afin de définir la contribution de chaque collectivité dans le domaine du développement économique. Les régimes d'aides financières en faveur des actions collectives, des structures d'accueil et des programmes individuels des entreprises ont ainsi été précisés. Et les divers dispositifs d'observation et d'accompagnement se sont engagés à travailler en coopération.

La politique départementale est fondée sur trois priorités qui sont :

- contribuer à l'aménagement du territoire départemental,
- favoriser le maintien et le développement du tissu économique,
- renforcer les secteurs clés de l'économie départementale (dont les céramiques et matériaux avancés ; deuxième transformation du bois).

Les actions du Conseil général visent également à favoriser l'innovation et le développement technologique, à anticiper les mutations économiques et à amplifier son soutien au développement économique des Pays, des Communautés de Communes et des Communes. Cinq Maisons du Département ont alors été mises en place pour répondre, au plus près de la population, à ces objectifs.

Le Pays d'Ouest Limousin (POL) s'est vu confier par la région la gestion de la Démarche Collective Territorialisée (DCT). Cet ensemble d'opérations, autrefois appelées Opérations de Revitalisation du Commerce et de l'Artisanat (ORAC), vise au maintien du commerce, de l'artisanat et des services de proximité. Son financement est réalisé par l'Europe, l'État et la Région. Le FISAC (Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce) est un dispositif principalement destiné à financer ces opérations de création, maintien, modernisation, adaptation ou transmission des entreprises du commerce, de l'artisanat et des services. Il finance également les études d'évaluation des opérations aidées ainsi que des actions visant à anticiper ou accompagner les évolutions du commerce et de l'artisanat.

La DCT a été mise en place fin 2006 et est valable pour une durée de trois ans. Son animation est assurée par la Maison Du Département Ouest-Limousin.

## B. LES PRINCIPAUX ORGANISMES FINANCEURS DES ACTIONS MENÉES PAR LES COLLECTIVITÉS

Deux acteurs interviennent régulièrement pour abonder les aides et subventions proposées par les collectivités. Il s'agit de la Caisse des Dépôts et Consignations et du groupe Oséo.

**La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)** est une institution financière publique, en charge de missions d'intérêt général qui lui sont confiées par l'Etat et les collectivités territoriales. Elle permet une expertise neutre et un appui financier pour accompagner la réalisation des projets de développement. A travers des conventions avec l'État, elle appuie les politiques locales et le financement en fonds propres des PME. Enfin, elle apporte son appui financier aux associations de prêts d'honneur et d'économie sociale pour la création de très petites entreprises (TPE) et gère le fonds de cohésion sociale visant à soutenir la création d'activité et lutter contre l'exclusion bancaire.

**Oséo** est un organisme bancaire qui accompagne les stratégies économiques des collectivités publiques et les PME dans leurs activités de création, de transmission et d'innovation. Il possède 26 directions qui travaillent en partenariat avec les régions.

En Limousin, les principaux objectifs de ce partenariat sont la création d'un effet de levier, une meilleure complémentarité et articulation entre les outils de la Région et ceux du groupe Oséo, un continuum financier dans l'accompagnement des PME ainsi que la mise en place d'outils d'évaluation des actions menées.

Le Limousin fait partie des 16 régions qui possèdent déjà un Fonds Régional d'Innovation. Il permet de soutenir tout projet d'innovation, notamment ceux des secteurs jugés prioritaires par le Schéma Régional de Développement Économique. Par ailleurs, le Fonds Régional de Garantie a été renforcé. Il peut contribuer jusqu'à hauteur de 70% des financements bancaires des PME (prêts à moyen et long terme, crédits baux, financement des fonds propres, etc.). Le partenariat vise au soutien à l'innovation et au financement de l'amorçage ; au soutien à la création, au développement, à la transmission et au renforcement des entreprises régionales. La Région Limousin est l'une des premières, avec la Bourgogne et le Languedoc-Roussillon, à s'être dotée d'un portail d'information « Appuis entreprises régions » baptisé « Lise ». Cet outil vise à simplifier et rendre plus lisible l'ensemble des aides aux PME.

## II. FAVORISER UN DÉVELOPPEMENT DIFFÉRENCIÉ DU TERRITOIRE

### A. CONSERVER LA DYNAMIQUE ENDOGÈNE DU TERRITOIRE

#### 1. PRENDRE EN COMPTE L'INFLUENCE DE LA CALM SUR LE TERRITOIRE



**La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole (CALM)** communique sur son site Internet sur les actions menées dans le cadre de sa compétence développement économique. Elle publie à cette occasion son rapport d'activités annuel. Elle informe également les entrepreneurs de la disponibilité foncière sur ses zones d'activités et de ses projets de construction de nouvelles zones. Elle publie également un journal de liaison « point commun » destiné à la population afin de l'informer des diverses opérations d'aménagement en cours, ou à venir. La CCVG peut ainsi apprendre que la CALM envisage de développer un système de veille sur ses entreprises. L'ensemble de ces documents est disponible sur le site Internet de la communauté d'agglomération<sup>1</sup>.



**La Fédération des Associations des Zones d'activités économiques de la Haute-Vienne (FAZ 87)** a été créée en 1997 avec comme objectif de représenter les intérêts collectifs des entreprises des différentes associations des zones industrielles, dont, entre autres, **l'Association des Entreprises des Zones Industrielles de Saint-Junien (AEZI)**. Elle rallie ces associations autour de projets communs comme la participation au Plan Local pour Insertion et l'Emploi (PLIE) ou encore la création d'un groupement d'employeurs dont l'objectif est de recruter à temps complet des cadres et des techniciens pour les mettre à la disposition des entreprises en fonction de leurs besoins ponctuels. Elle permet une mutualisation des expériences et un apport de connaissances concernant la gestion des zones du département.

#### 2. RENFORCER LE RÔLE COMMERCIAL DE SAINT-JUNIEN EN Y DÉVELOPPANT DES COMMERCES STRUCTURANTS



**La Chambre de Commerce et d'Industrie Limoges Haute-Vienne (CCI)** a contribué à la réalisation du Schéma Départemental d'Équipement Commercial de la Haute-Vienne et à l'élaboration de l'étude sur la consommation des ménages par rapport aux commerces de Saint-Junien. Elle a donc en sa possession de nombreuses informations utiles au renforcement des commerces structurants telles que les enseignes à démarcher en priorité pour répondre aux attentes de la population par exemple.

1. <http://www.agglo-limoges.fr/metropole/siteinternet.ns>, dans la rubrique « Publications »

**La Démarche Collective Territorialisée (DCT)** (ex-ORAC), est un dispositif contribuant à une meilleure organisation des activités sur le territoire, au développement de programmes d'urbanisme adaptés aux besoins des entreprises en vue de favoriser leur implantation et au renforcement de l'attractivité de l'offre commerciale, artisanale et de services. Elle propose, entre autres, aux associations de commerçants et d'artisans, aux communes et à la CCVG de bénéficier d'un « soutien aux unions commerciales et artisanales pour développer des actions collectives ». Cette aide peut contribuer au renforcement du rôle commercial de Saint-Junien grâce au financement pouvant aller jusqu'à 80% du montant des investissements nécessaires au projet. Elles portent sur des opérations d'animations et des investissements immatériels et matériels.

## B. DÉVELOPPER LES COMMUNES RÉSIDENTIELLES EN PÔLES DE VIE

### 1. RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA POPULATION EN MATIÈRE D'ÉQUIPEMENTS, DE COMMERCE ET DE SERVICES DE PROXIMITÉ ET CONFORTER L'OFFRE EXISTANTE

**La DCT** mise en place à l'échelle du Pays d'Ouest Limousin propose des aides aux associations de commerçants et d'artisans et aux entreprises artisanales, commerciales et de services répondant aux critères suivants :

- avoir moins de 20 salariés
- être inscrites au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés
- avoir son siège social en Limousin

Le taux d'aide publique total est plafonné à 27% pour les entreprises appartenant au territoire du POL et le financement des projets s'effectue prioritairement sur les dispositifs de droit commun existant.

Les aides peuvent également bénéficier aux collectivités du Pays d'Ouest Limousin (communes et EPCI à fiscalité propre).

La DCT soutient également les actions collectives et notamment celles menées par les EPCI.

Les modalités d'intervention se déclinent en différentes actions :

L'une d'elles consiste au « maintien, à la redynamisation et à la création d'activités commerciales, artisanales et de services ». Plusieurs aides peuvent être apportées aux entreprises pour cette action, selon des modalités d'interventions différentes. Cela prend, par exemple, la forme d'investissements immobiliers (travaux d'aménagements et constructions de bâtiments), mobiliers (équipements de mise en valeur des produits), immatériels (études, conseils, diagnostics ou audits, opérations de communication), matériels (outils de production, aménagements de véhicules professionnels) et d'aménagements et de réhabilitations des façades/vitrines (rénovations de façade liées à la partie commerciale, enseignes et éléments de mise en lumière).

Une autre action complète celle-ci par « l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'aide et de conseil adapté aux besoins des professionnels » grâce à une communication sur des programmes de formation existants.

Et face à la moyenne d'âge élevée des chefs d'entreprises, une action d'« accompagnement et assistance aux transmissions/reprises d'entreprises » a été mise en place. Cette aide s'adresse aux entreprises définies précédemment ainsi qu'aux repreneurs.

L'organisation et la promotion d'un salon de la transmission/reprise favorise la rencontre des cédants et des repreneurs. Ces derniers seront aidés dans la réalisation d'une expertise afin de faciliter la reprise. Ils pourront également bénéficier des aides à l'investissement pour le maintien, à la redynamisation et à la création d'activités commerciales, artisanales et de services.

Dans l'optique de conserver les commerces de proximité, une action permet d'« identifier et accompagner les dernières entreprises des pôles de proximité ». L'objectif de cette action est de pérenniser les derniers commerces via des aides directes aux entreprises, aux repreneurs et aux créateurs. Néanmoins sur le territoire de la CCVG, seuls Saillat-sur-Vienne et Saint-Victournien ont été identifiées comme pôles de proximité.

Une « opération de requalification des pôles » permet aux communes et à la CCVG de disposer d'une aide afin de réaliser des études d'aménagements commerciaux et publics.



**La Région** propose des « aides visant au maintien et au développement des services essentiels à la population » par la préservation du tissu commercial et artisanal du territoire.

Pour bénéficier de cette aide, les projets doivent :

- être situés sur des communes où la population n'excède pas 2000 habitants
- l'effectif de l'entreprise devra être limité à 5 salariés
- concerner des services essentiels à la population (boulangerie, boucherie, charcuterie, café-point de vente d'un quotidien ou magasin de détail alimentaire indépendant et d'une surface de vente inférieure à 300m<sup>2</sup>)

Cependant le soutien financier ne sera possible que dans la mesure où aucune autre entreprise de même nature ne se situe dans la commune concernée.

Différentes opérations pourront être financées à partir de la mobilisation des crédits du département, de la région, de l'État et de l'Europe. Il s'agit d'investissements immobiliers et mobiliers avec un taux de subvention maximum de 35% et d'investissements immatériels (études, aides à la commercialisation) avec un taux de subvention compris entre 50 et 80%.



**La Chambre Régionale du Commerce et de l'Industrie (CRCI)** permet au dernier commerce à dominante alimentaire des communes de moins de 2000 habitants d'accueillir un « Point Multi-Services ». Il s'agit d'équiper le commerce d'un multifonction (fax, photocopieur, imprimante, scanner, accès Internet) en complément de son activité principale. Une convention de partenariat est signée entre la commune, le commerçant, la CCI et la CRCI.

## 2. MAINTENIR L'ACTIVITÉ DES COMMERCES ET SERVICES DE PROXIMITÉ PAR DES ANIMATIONS



**Airelle Limousin** est une boutique de gestion ayant pour objectif d'accueillir, d'accompagner et de former des porteurs de projet de création ou de reprise d'activité par un appui technique. Elle aide préférentiellement la création d'activités ou de projets associatifs en milieu rural. Elle agit également en faveur de l'accompagnement des structures qui développent des projets d'utilité sociale (association, structure de l'insertion, structure coopérative, etc.). Dans ce cas, elle réalise le diagnostic de leur capacité de consolidation, finance des actions d'accompagnement et assure un suivi visant à mesurer l'impact des actions menées.



**Le Département** aide aux études et audits en attribuant une subvention pour faciliter l'accès aux conseils des PME. Elle s'applique vue de la création, du maintien ou du développement d'activités dans les domaines technique, commercial, d'ingénierie financière, etc..



**L'association « Saint-Junien Entrée Libre »** regroupe les commerçants du centre ville de Saint-Junien. Elle a pour objectifs de favoriser le développement commercial de la ville ainsi que son animation. L'association s'implique également dans les projets d'urbanisme commercial en s'efforçant de maintenir les commerces de proximités au centre-ville. Les magasins membres de l'association sont signalés par le logo « Saint-Junien Entrée Libre ». Toute l'année, l'association organise des manifestations : animation cadeau fête des mères, animation cadeau fête des pères, sonorisation de la ville toute l'année, animations commerciales d'été, etc.

**L'association « Par Chemin »** s'est donné pour objectif la réhabilitation des chemins ruraux de Saint-Junien et de ses environs. Elle a permis l'établissement d'un réseau de sentiers de près de 50 km, utilisables par les piétons, cyclistes et cavaliers. L'association organise aussi des conférences, des débats et des promenades thématiques permettant d'aborder la botanique et la faunistique. Un circuit permanent consacré à la toponymie a également été mis en place.

### 3. ELABORER UNE POLITIQUE DE L'HABITAT PERMETTANT À LA POPULATION D'ÉVOLUER SUR LE TERRITOIRE

La CCVG est actuellement en cours d'élaboration de son Programme Local de l'Habitat (PLH). Elle envisage de développer des actions répondant au vieillissement de sa population ainsi qu'aux difficultés auxquelles doivent faire face les jeunes pour se loger en raison à la surenchère des prix du foncier.

Par la production de logements locatifs sur le territoire communautaire, elle cherche à opérer un renouvellement de sa population tout en régulant la consommation foncière.



Pour cela, elle peut faire appel aux subventions de l'**Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH)** dans le cadre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et/ou d'un Programme Social Thématique (PST).

**Les Offices Publics de l'Habitat (OPH)** peuvent, quant à eux, être sollicités par la CCVG en tant que maître d'ouvrage pour la réalisation de petites unités de vie destinées à la location et situées dans les centres bourgs, à proximité des services.

Cette déconcentration des logements dans les communes moyennes de la CCVG y permettrait une diversification des parcours résidentiels et contribuerait à faire de ces communes des pôles de vie.



**Cf. fichier diagrammes acteurs regroupés : Schéma n°2 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Favoriser un développement différencié du territoire »**

### III. FAVORISER L'ANCRAGE DES ENTREPRISES AU TERRITOIRE

#### A. AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT DES ENTREPRISES

##### 1. RENFORCER L'ACCESSIBILITÉ

L'un des critères pris en compte par les entreprises lors de leur implantation est l'accessibilité. Cependant, seuls l'État, la Région et le Département peuvent avoir une influence dans ce domaine.

**L'État** gère les routes à caractère structurant et les autoroutes. De plus, dans le cadre du Contrat de Projet État Région 2007-2013, l'ouverture ferroviaire du Limousin a été inscrite comme une priorité avec l'étude de l'amélioration du temps de parcours entre Limoges et Paris.



**La Région**, en plus de la gestion des Transports Express Régionaux, agit en faveur du développement des transports intermodaux. Son objectif est de favoriser la création de pôles d'échanges afin d'assurer une complémentarité entre les différents moyens de déplacement. Saint-Junien, en tant que pôle structurant, est un pôle d'échange potentiel dans le Schéma Régional des Transports. La participation régionale à la mise en place de ces pôles d'échanges peut atteindre 25% du montant des travaux. Les autres sources de financement sont le FEDER, le Département et l'État.



**Le Département** s'est vu doter récemment de la gestion des routes « nationales » en plus des départementales. Il est également l'autorité organisatrice des transports interurbains à travers la Régie Départementale des Transports de la Haute-Vienne (RDTHV).

Le Conseil Général a également mis en place une politique de développement des télécommunications, visant à résorber les « zones blanches » de la couverture en téléphonie mobile et à développer les télécommunications à haut débit.

##### 2. PRÉSERVER ET AMÉLIORER LE CADRE DE VIE

Un cadre de vie agréable est le garant de l'attractivité d'un territoire. En effet, un aménagement de qualité de l'environnement immédiat des entreprises est un atout pour les attirer et les fédérer au territoire. De plus, il est propice à l'attrait de nouvelles populations et notamment de jeunes cadres et entrepreneurs. La CCVG est en mesure d'intervenir, en partenariat avec d'autres acteurs, afin de préserver et de valoriser son territoire.

a. Le patrimoine naturel



**La Région** peut aider la CCVG, par l'intermédiaire de son service Environnement - Habitat et cadre de vie, dans la gestion, la préservation et la valorisation des espaces naturels, des sites et des paysages. Ainsi la requalification des espaces dégradés et l'acquisition d'espaces naturels peuvent être subventionnées.

La CCVG sera également encouragée à prendre en compte le développement durable dans la mise en œuvre de ses projets par un soutien régional au développement des énergies renouvelables et à la lutte contre l'effet de serre. Les études de faisabilité, les investissements et les actions de sensibilisation et de communication sur la mise place de nouveaux services seront éligibles aux aides régionales et au FEDER.



**La Direction régionale de l'environnement (DIREN)** est chargée de mettre en place le Schéma de Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux (SSCENR). Elle interviendra sur la conciliation du pilier économique avec celui environnemental. Une des orientations du SSCENR est la production d'aménités consistant à renforcer l'attractivité du territoire. Ces aménagements viseront à préserver et valoriser les espaces naturels de loisirs par le développement de produits touristiques s'appuyant sur les paysages, le patrimoine naturel, les cours d'eau et les plans d'eau.



**La Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE)** agit pour favoriser la qualité de l'environnement. Elle a pour mission de réduire les pollutions et les risques induits par les entreprises en animant l'inspection des installations classées. Elle contribue également à l'information du public et incite les exploitants à développer un management environnemental.

**ADEME**



**L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME)** est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Elle agit dans le cadre de la Stratégie Nationale du Développement Durable (SNDD) et de la lutte contre le changement climatique. Elle s'inscrit donc comme l'interlocuteur privilégié des collectivités territoriales désireuses de mener à bien des projets de maîtrise de l'énergie et de préservation de l'environnement.

Elle les aide à prendre leurs décisions à travers des études permettant de définir, optimiser ou évaluer leurs projets, des actions de sensibilisation, de formation et de communication. Ainsi, elle a mis en place le Plan Environnement Collectivités (PEC). Cet outil opérationnel de management environnemental, permet d'intégrer l'ensemble des actions environnementales dans l'organisation et le fonctionnement des collectivités. Il est conçu comme une succession d'étapes que les collectivités doivent franchir pour mettre en place le système de management environne-

mental qui leur convient spécifiquement. Les démarches s'appuyant sur le PEC peuvent bénéficier de 70% des frais de pré-diagnostic et de 50% du coût d'établissement d'un état des lieux. 50% de la mise en place du système de management environnemental seront également subventionnés avec un plafond à 70 000 €.

#### La Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER)



permettra de préserver le patrimoine agricole présent sur le territoire intercommunaire, garant du cadre paysager. La loi d'Orientation Agricole de 1999 a élargi le champ d'intervention de la SAFER à la protection de l'environnement et la mise en valeur des paysages. Ceci passe notamment par la protection des ressources en eau, la préservation des espaces à vocation environnementale et la lutte contre les risques naturels. Par exemple, une convention relative à la maîtrise foncière dans les zones naturelles de la Région Limousin a été signée entre la SAFER et le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) du Limousin pour la sauvegarde du site de Chabannes à Tarnac (Corrèze).



**Le Département** contribue à valoriser les loisirs de proximité notamment par un encouragement des pratiques douces et respectueuses de l'environnement (randonnée pédestre ou équestre, itinéraires et pistes cyclables, etc.) et par la préservation des ressources naturelles, véritables matières premières du tourisme vert.

#### b. Le patrimoine bâti



**La Région** mène une action intitulée « Protéger, améliorer et valoriser le cadre de vie », qui vise à mettre en valeur les bourgs, villages et zones urbaines en valorisant, entre autres, le patrimoine bâti. Pour bénéficier de cette aide, le projet d'aménagement doit prendre en compte les aspects environnementaux et paysagers. Seront prioritaires, les travaux réalisés dans les sites protégés, les Zones de Protection du patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP), les abords de monuments historiques ou dans les secteurs identifiés comme points noirs paysagers départementaux en 1996. Les Préfets de département s'assureront, en liaison avec les Conseils Généraux, de la cohérence des projets avec les dispositifs existants.

Les études prenant en compte les enjeux paysagers et environnementaux, dans le cadre de la mise en valeur des bourgs, pourront être subventionnées à hauteur de 80%, toutes aides réunies, dont 40% maximum en provenance du Fonds européen de développement régional (FEDER).

Dans le cadre du développement de l'activité touristique, l'aménagement d'une voie verte en bord de Vienne peut être aidé. Il en est de même pour des travaux de restauration, conservation et valorisation à vocation intercommunale du patrimoine bâti.



**Le Département** propose des aides aux hébergements publics et privés, hébergements diffus, hameaux de gîtes, campings, hôtellerie-restauration et des aides aux équipements de loisirs. Il assure également la maîtrise d'ouvrage de certains équipements comme cela a été le cas pour le Centre de la Mémoire d'Oradour-sur-Glane.

**Le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (CAUE)** assume des missions de service public dans un cadre et un esprit associatifs. Il est à la disposition des particuliers pour tout renseignement concernant l'acte de bâtir, rénover ou agrandir et assume une mission de conseil gratuit au plus près de la demande. Le CAUE fait également oeuvre de sensibilisation et de formation. Il organise des rencontres techniques et professionnelles, et participe à des expositions et à des salons. Une antenne départementale est basée à Limoges.

#### *c. Le patrimoine culturel et sportif*



**La Région** peut aider à développer et diversifier l'offre culturelle ou de loisirs sportifs par des investissements matériels et immatériels. La CCVG s'est d'ores et déjà engagée dans ce domaine avec la récente réalisation du centre aquatique, du ciné-bourse et du centre culturel « la Mégisserie » afin de stimuler une dynamique sociale, elle aussi génératrice de développement.

Le Contrat de Plan État Région 2000-2006 prévoyait la possibilité de passer des Conventions de Développement Culturel avec l'État, le Conseil Régional et le Conseil Général afin de formaliser l'intervention des différents partenaires dans ce domaine. L'actuel CPER poursuit cette action dans le volet « attractivité » du grand projet intitulé : « Favoriser l'accueil et l'attractivité résidentielle du Limousin par une démarche de développement durable ». La réalisation des aménagements intéressants à la fois le cyclisme, les sports d'eaux vives, l'équitation ainsi que des équipements dans des disciplines émergentes sera appuyée. Leur valorisation et entretien seront également amplifiés.

**La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC)** est un service déconcentré du ministère de la Culture et de la Communication. La DRAC du Limousin a pour mission essentielle de participer au développement économique, social et culturel du Limousin. Elle est chargée de renforcer l'aménagement du territoire, de former aux enseignements artistiques, de construire de nouveaux équipements culturels en Limousin.

Elle peut s'avérer être un acteur dans le développement d'activités culturelles et de manifestations sur le territoire communautaire.



**Le Comité Régional du Tourisme (CRT)** élabore le Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs. Il réalise, en plus de la promotion des activités touristiques, l'instruction et la gestion des dossiers d'aides aux équipements touristiques structurants, culturels et sportifs ainsi que leur évaluation. Il a également pour mission d'assurer l'observation écono-

mique du tourisme. Il possède une base de données sur l'offre touristique régionale grâce à une collaboration avec des offices de tourisme, les Comités Départementaux du Tourisme et les Gîtes de France. Cette base permet de conduire différentes études afin de suivre l'évolution des demandes de la clientèle. L'information sur l'offre touristique à destination du grand public est, quant à elle, regroupée dans un centre de contact grâce à un numéro unique (le 0 810 410 420).



**Le Département** encourage le développement d'activités touristiques porteuses d'emplois et de valeur ajoutée pour le territoire. Il incite les acteurs et les hôteliers à présenter une offre touristique de qualité à travers des labels touristiques, des chartes de qualité et par des taux de subvention fonctions de la qualité de l'offre proposée. De plus, il favorise la mise en réseau des offices de tourisme pour une meilleure cohérence de l'offre départementale.

## B. DÉVELOPPER DE NOUVEAUX FACTEURS D'ANCRAGE AU TERRITOIRE

### 1. ELABORER EN INTERNE UNE MÉTHODE D'ACCUEIL ET DE SUIVI DES PORTEURS DE PROJETS

La CCVG, pour pouvoir répondre au mieux aux besoins des entrepreneurs, doit acquérir un rôle de relais et de coordinateur envers les différents acteurs du monde économique proposant des dispositifs d'aides aux porteurs de projets. La CCVG doit donc s'entourer prioritairement des acteurs possédant une habitude de travail en commun et un large réseau de collaborateurs.



**La Région** est le premier d'entre eux, bénéficiant notamment de l'expérience de ses nombreux partenaires tels **le groupe Oséo, la Caisse des Dépôts et Consignations, les services de l'Etat, les chambres consulaires, les Conseils généraux, les communautés d'agglomérations de Limoges et de Brive, les communautés de communes de Guéret et de Tulle, Limousin Expansion et la Banque de France** qui ont participé à la mise en place de « Lise », outil informatique dispensant des informations utiles à la création, au développement, à la transmission des entreprises et donc à la CCVG dans son rôle de conseil aux porteurs de projets.

La région a également développé des dispositifs d'aides qui se révèlent correspondre aux besoins du territoire communautaire telles que les aides appuyant le développement économique des PME :

- L'aide au recrutement de second, par exemple, qui est s'avère intéressante pour la CCVG pour son volet consistant à préparer la reprise des entreprises. En effet, une large part des chefs d'entreprise installés sur le territoire intercommunal doivent partir prochainement à la retraite (1/3 des artisans présent sur le Pays d'Ouest Limousin prendront leur retraite d'ici les 10 années à venir).
- L'aide à l'accès aux marchés est axée quant à elle sur le renforcement des capacités stratégiques des PME. Or le maintien du dyna-

misme économique de la CCVG passe par le maintien de celui des PME car bien qu'elles ne représentent qu'1/4 des entreprises du tissu économique local, ce sont les établissements les plus pourvoyeurs d'emplois (près des 3/4 des emplois de l'économie productive).

Il est alors intéressant, afin de maintenir le dynamisme du territoire communautaire, de passer une convention avec la région pour pouvoir compléter ces dispositifs d'aides et ainsi cibler l'action stratégique de la CCVG à ces niveaux.

**Les Pôles Locaux d'Accueil (PLA)** sont les structures mises en place par la région afin de mener sa politique d'accueil (en faveur des personnes et des entreprises) de façon territorialisée. Le champ d'action de ces derniers est inscrit dans les Contrats de Pays.

Ainsi la CCVG peut être amenée à travailler avec le PAL du Pays d'Ouest Limousin dans le cadre de son action d'accueil des entreprises et de son accompagnement des porteurs de projet.

**La pépinière d'entreprise de Saint-Junien** propose de nombreux services aux porteurs de projet. Elle dispose d'une bonne connaissance des dispositifs d'aides existants et travaille en étroite relation avec la CCI de Limoges et de la Haute-Vienne. Elle organise également des réunions à l'intention des entrepreneurs du territoire de façon régulière.

**L'association des Aides Bénévoles à ceux qui Entreprennent en Limousin (ABEL)** est constituée de chefs d'entreprise à la retraite. Ils peuvent faire bénéficier de leur expérience à la CCVG qui trouvera là un moyen de répondre au mieux aux attentes des entrepreneurs de son territoire ou de ceux désirant s'y installer. La CCVG pourra alors acquérir une meilleure connaissance du monde entrepreneurial ce qui facilitera son action en matière de développement économique. Une habitude de travail en commun est alors à instaurer avec cette association à travers notamment l'organisation régulière de rencontres.

**La CCI, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA), l'AFPA, la boutique de gestion Airelle Limousin et la Maison du Département Ouest-Limousin** sont d'autres accompagnateurs aux porteurs de projet avec lesquels la CCVG devra travailler.







**Le groupement d'intérêt public Prisme-Limousin, centre régional de ressources emploi, formation, métiers**, a été créé en associant les partenaires socio-économiques (CGPME, MEDEF, UPA, CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, Université, ANPE, les chambres consulaires régionales, le Centre Régional d'Information Jeunesse). Il est compétent en terme d'emploi et de formation et définit une politique de formation et de professionnalisation des acteurs de l'emploi et de la formation. Il assure également une fonction d'animation de l'ensemble des lieux et réseaux d'accueil, d'information, d'orientation et de conseil. Il s'adresse aussi bien aux formateurs, aux entreprises, aux techniciens qu'aux particuliers. Enfin, il organise des conférences thématiques visant à assurer une mission large d'animation sur l'ensemble du territoire régional. Les agents de développement de la CCVG pourront donc suivre certaines formations proposées par Prisme afin d'améliorer leur techniques d'accueil et de conseil des porteurs de projet.

## 2. APPUYER LES ENTREPRENEURS DANS LE DÉVELOPPEMENT DE LEUR ACTIVITÉ

La CCVG peut aider les entreprises dans leur recherche de personnel qualifié. Elle peut, par exemple, inciter les organismes de formation à proposer des modules répondant aux besoins spécifiques des entreprises et mettre des locaux à leur disposition.

Dans le cadre du CPER 2007-2013, **l'État et la Région** s'engagent à « (...) anticiper les mutations économiques par une meilleure articulation entre la formation professionnelle et l'emploi ». Des actions de formation en faveur des porteurs de projets (demandeurs d'emploi jeunes et salariés) ont alors été mises en place afin qu'ils acquièrent les connaissances techniques indispensables (gestion financière et comptable, étude de marché, environnement juridique et fiscal, etc.) au métier de chef d'entreprise. De plus, la faisabilité économique de leur projet de création d'entreprise est évaluée. Une formation complémentaire est également proposée à travers des modules d'accompagnement post-formation. La charge financièrement des coûts de formation est prise en charge par la Région Limousin.



**La Région**, à travers son « aide à l'accès aux marchés », facilite le recours des entreprises à des compétences externes. Néanmoins, les dépenses éligibles diffèrent selon le recours à un prestataire externe ou le recours à un transfert de technologie (acquisitions de brevets, de licences d'exploitations...) :

- Concernant le recours à un prestataire externe, l'aide sera attribuée sous forme de subvention. Le taux d'intervention maximum dans le cas d'aides au conseil réalisées dans un délai inférieur ou égal à 5 jours sera de 80% du montant hors taxe et plafonnées à 3 800 €. Dans un délai supérieur à 5 jours, elles seront prises en charge à hauteur de 50% du montant hors taxe plafonnées à 30 000 €.
- Les prestations entrant dans le cadre du transfert de technologie seront, quant à elles, prises en charge dans le cadre des plafonds liés au zonage AFR avec un taux de subvention compris entre 7,5% et 35% ou une aide sous la forme d'avance remboursable allant de 25% à 35%.



En dehors d'aides financières, la région propose également d'accompagner les projets de développement des entreprises pendant 2 à 3 années via un « contrat de croissance ». Il s'agit d'une procédure simplifiée de demande et de versement des aides au fur et à mesure de la réalisation du projet de développement des entreprises. Ces dernières disposent alors d'une bonne visibilité des aides économiques auxquelles elles peuvent prétendre.

**La DCT** possède une action visant à « structurer l'offre de formation selon les besoins en main d'œuvre des entreprises ». Cette action a un double objectif : aider les chefs d'entreprises artisanales à recruter une main d'œuvre qualifiée et sensibiliser les structures de formation aux attentes de ces chefs d'entreprises. Ces actions sont menées en partenariat avec l'ANPE et la Mission Locale.



**Le groupement d'intérêt public Prisme-Limousin** est le support de **la Cité des Métiers de Limoges et du Limousin**. Celle-ci met à la disposition des acteurs institutionnels du Limousin et leurs partenaires des outils d'aide à la décision visant à améliorer la pertinence des actions et des politiques locales en matière de formation et de développement des qualifications.

La réponse aux besoins identifiés par le Plan Régional de Développement des Formations (PRDF) a été élaborer en rassemblant des informations statistiques des différents partenaires de la relation emploi-formation en Limousin, et en mettant à disposition de ceux-ci des résultats visant à rapprocher formation, emploi et marché du travail. Ce regroupement a été effectué par grands corps de savoirs ou GFE (Groupe Formation-Emploi).



**La CCI** représente les intérêts généraux du commerce et de l'industrie. Elle propose des formations visant à faciliter l'employabilité des salariés par le développement des compétences mais aussi des sessions à destinations des entrepreneurs. Parmi ces nombreuses offres quelques-unes semblent appropriées à la dynamique du territoire :

- « 5 jours pour entreprendre » dont l'objectif est de sensibiliser les porteurs de projet à la création ou à la reprise d'entreprise. Elle concerne les demandeurs d'emploi ou les salariés ayant un projet de création ou de reprise d'entreprise.
- « Formation pour devenir chef d'entreprise » dont l'objectif est d'acquérir les techniques de base pour savoir vérifier la faisabilité d'un projet et élaborer un plan d'affaires. Elle concerne les demandeurs d'emploi ou les salariés en congé individuel de formation (CIF) ayant un projet de création ou de reprise d'entreprise. La formation est gratuite grâce à un cofinancement du Conseil Régional.
- « Point A », pour point apprentissage, est un dispositif réalisé en partenariat avec le Conseil Régional, la Chambre de métiers, l'ANPE, la Mission locale rurale et de l'agglomération de Limoges, la DRTEFP et la DDTEFP. Il a pour objectif le développement et la promotion de l'alternance sur la Haute-Vienne. Pour ce faire, il informe les entreprises, assure l'interface avec les services publics et les centres de formation, simplifie les démarches administratives pour les contrats d'apprentissage et d'alternance et guide les jeunes dans leur recherche d'un contrat de travail.



Chambre de Métiers  
et de l'Artisanat

**La Chambre de Métiers et de l'Artisanat (CMA)** a pour mission première de représenter auprès des pouvoirs publics les intérêts professionnels, économiques et sociaux des artisans. Elle propose aux créateurs d'entreprises et aux artisans un Contrat d'Installation à la Formation Artisanale (CIFA) afin de perfectionner leurs connaissances de l'administration et de la gestion d'une entreprise.



**L'Association nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes (AFPA)** est le premier organisme de formation et d'orientation professionnelle pour adultes en France et en Europe. En Limousin, l'AFPA est composée de cinq centres de formation et/ou de certification et de trois services d'orientation professionnelle. Elle a pour mission de favoriser l'accès et l'évolution dans l'emploi par la formation qualifiante dans le cadre de la formation continue. Elle travaille avec les entreprises en accompagnant leurs plans de formation et leurs projets de développement. L'accès à la formation est réalisé par entretien individuel avec le professionnel responsable de la formation et avec un psychologue du travail, étude du projet. La formation, d'une durée maximum de 350 heures, vise à doter les entrepreneurs des concepts et des bases concrètes de la gestion d'entreprise. Puis un suivi individualisé d'encadrement, de conseils et d'aides relationnelles sera organisé pour faciliter la mise en oeuvre du projet.



**L'Association de Formation Professionnelle de l'Industrie (AFPI) Limousin Centre-Ouest** est un organisme de formation professionnelle dont la mission est de répondre aux besoins de formation exprimés par les entreprises dans le cadre de la progression des compétences de leurs salariés.



ENL - ESPRIT D'ENTREPRISE  
RÉSEAU D'ENTREPRENEURS EN LIMOUSIN

**L'association Entreprises Nouvelles du Limousin - Esprit d'Entreprendre (ENL - Esprit d'Entreprendre)** dirige deux activités : le club des créateurs et le challenge destination entreprise. La première permet aux créateurs d'entreprises d'obtenir une aide grâce à un accompagnement et à un partage d'expérience apporté par des chefs d'entreprise en activité. La deuxième a pour objectif de susciter des vocations parmi les étudiants, d'encourager des initiatives, de développer l'esprit d'entreprise et de rapprocher le monde de l'enseignement et celui de l'entreprise.



**Le Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement (GRETA)** propose des formations aux employés afin de valider leurs acquis d'expérience ou de se reconverter.

### 3. RÉPONDRE AUX BESOINS DES ENTREPRISES ET DES SALARIÉS

#### a. Aménager des Zones d'Activités de qualité



**La Région** a mis en place une aide de qualification des zones d'activités d'intérêt régional à laquelle la CCVG peut prétendre. Pour cela, l'aménagement de zones d'activités doit prendre en compte de façon satisfaisante le développement durable.

Trois types de projets sont éligibles :

- Les travaux de création, d'aménagement, de réaménagement ou de qualification. Ceux-ci portent par exemple sur les dispositifs de collecte et de valorisation des déchets industriels, les investissements permettant de réduire les consommations d'énergie, de recycler ou de valoriser les bioénergies, la prise en compte des risques et nuisances industrielles réciproques dans l'agencement des entreprises.
- Les services innovants
- Les dépenses immatérielles d'études, de promotion et de valorisation de la zone

Les investissements immatériels et investissements de qualification peuvent être subventionnés à hauteur de 80%, avec un taux plafond du FEDER de 40% des coûts éligibles. Les investissements primaires, quant à eux, peuvent être subventionnés à la hauteur de 80% avec un taux plafond du FEDER de 20% des coûts éligibles.



**Le Département** propose, au bénéfice des communautés de communes ou d'agglomération, une subvention pour contribuer à l'aménagement de zones d'activités artisanales ou industrielles. Tout comme pour l'aide à la constitution de réserves foncières, les projets éligibles doivent contribuer à un aménagement équilibré du territoire départemental, et répondre aux attentes des entreprises.

**ADEME**



**L'ADEME** intervient par des subventions et accompagne la mise en place de projets et d'équipements contribuant à la maîtrise de l'énergie et à la préservation de l'environnement.

Concernant les problématiques rencontrées par les entrepreneurs, peut ainsi participer en termes d'aides techniques et financières à la création de zones d'activités Haute Qualité Environnementale (HQE). Sa contribution financière peut s'élever jusqu'à 50% du coût de l'étude préalable.

Elle peut également apporter des aides dans différents domaines tels que la mise en place d'un Plan de Déplacement Entreprise, une aide à l'investissement pour la gestion des déchets, etc..



**La DRIRE** est un service déconcentré de l'Etat qui agit pour le compte du ministère de l'écologie et du développement durable, sous l'autorité du préfet de région et des préfets de département. Elle pourra proposer un appui technique et attribuer le label HQE aux zones d'activités.

*b. Mutualiser les services au sein des zones d'activités*

**L'AEZI** peut faire remonter les besoins en services exprimés par les entreprises présentes dans les zones d'activités du territoire à la CCVG. L'association peut en effet aider cette dernière à cerner les problèmes que peuvent rencontrer les entreprises du territoire en lui faisant part de l'avis de ses adhérents. De plus, elle mène déjà des projets de mutualisation des services de gardiennage et de signalétique dans les zones d'activités de la commune de Saint-Junien et possède, à ce titre, une bonne connaissance des procédures à mettre en place pour ce type d'opérations.

La réalisation de cette mutualisation nécessite que l'action de l'AEZI soit préalablement élargie à toutes les zones d'activités du territoire communautaire.

Afin de palier à la saturation de la halte garderie de Saint-Junien, la CCVG peut proposer aux employés des zones d'activités une crèche inter-entreprises en confiant la maîtrise d'ouvrage à l'AEZI.



**La CAF** peut apporter des aides financières pour la réalisation de ce projet :

- Aides à la société prestataire gérant le projet pour la création de la structure : jusqu'à 80% du montant des travaux, avec un plafond fixé à 10 000 € par place, peuvent être attribués.
- Aides au gestionnaire de la crèche pour les frais de fonctionnement : une aide complémentaire à la participation des familles aux frais de garde peut être délivrée.

Le Conseil Général et les communes peuvent également apporter leur soutien financier dans le cadre de leur compétence sociale et petite enfance.

### C. ANCRER LES GRANDES ENTREPRISES DU SECTEUR PAPIER CARTON AU TERRITOIRE

Les moyens d'action de la CCVG envers les grandes entreprises sont très limités. Pourtant ces dernières, représentées sur le territoire par International Paper et Smurfit, fournissent la majorité de l'emploi et contribuent donc, pour une large part, au dynamisme économique du territoire.

La CCVG peut néanmoins agir en faveur de ces entreprises en orientant sa stratégie vers l'accueil de leurs prestataires de services. Des rencontres avec les entrepreneurs et certaines associations regroupant des professionnels du bois et du papier peuvent aider la CCVG à cibler ces prestataires.



**L'Association Pôle Interrégional du Bois (APIB)** assure la promotion de la filière bois. Elle incite les producteurs à se mettre en relation par des actions d'animation et de communication afin de structurer la filière. Elle mutualise les moyens pour la recherche et le transfert de technologies, et développe un pôle formation.

## D. ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE PAR UNE BONNE GESTION FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE

### 1. CONSTITUER DES RÉSERVES FONCIÈRES

**Le Département** propose, au bénéfice des communautés de communes ou d'agglomération, une subvention qui facilite l'achat de terrains destinés à la constitution de réserves foncières à vocation économique. Les projets éligibles à ces aides doivent notamment contribuer à un aménagement équilibré du territoire départemental, et répondre aux attentes des entreprises quant à la nature et à la qualité des prestations.



**La SAFER**, initialement tournée vers l'activité agricole, est devenue, au fil des évolutions économiques et sociales des campagnes et des adaptations législatives successives, un véritable acteur de l'aménagement du territoire. Ainsi, dans le cadre d'un partenariat avec les communautés de communes, la SAFER peut observer le marché du foncier pour suivre son évolution et créer les conditions pour la mise en place d'une politique foncière cohérente. Elle peut évaluer la faisabilité et l'incidence foncière d'un projet. Elle constitue également des réserves foncières nécessaires aux projets des collectivités et peut les gérer en attente de leur affectation.



Pour effectuer des réserves foncières, la SAFER dispose du droit de préemption. Ce droit s'exerce sur certaines propriétés mises en vente et requiert une motivation précise ainsi que l'accord des Commissaires de Gouvernement.

L'agrandissement de la Zone d'Activités de Boussac a ainsi été permis grâce à l'acquisition de terrains par la SAFER.

**Les Communes membres de la CCVG** ont gardé la compétence urbanisme et, avec elle, l'exercice du Droit de Préemption Urbain (DPU). Néanmoins, elles peuvent déléguer, sur des périmètres convenus, une partie du DPU à la CCVG afin de faciliter sa gestion des réserves foncières à vocation économique.

### 2. GÉRER AU MIEUX LES RÉSERVES FONCIÈRES



DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS

**La Direction Générale des Impôts (DGI)** fournit annuellement à la CCVG un cadastre numérisé ainsi que des données concernant les statuts des terrains. La CCVG pourrait exploiter ces données à l'aide d'un Système d'information Géographique (SIG) dont l'une des utilités serait d'optimiser la gestion des réserves foncières.

Concernant la requalification des friches industrielles du territoire, une étude a été réalisée en 2005 pour la CCVG par un groupe d'étudiants de l'école Polytechnique de Tours (ex CESA). Ces derniers ont réalisé un cadre d'intervention recensant tous les acteurs spécifiques à la requalification des friches. Ainsi nous ne développons pas cet aspect de la gestion foncière et immobilière mais faisons référence à cette étude.

### 3. OPTIMISER L'UTILISATION DES LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX VACANTS

**La DCT** propose une action visant à « gérer les problématiques des locaux commerciaux vacants ». Il s'agit d'aider à la remise sur le marché de locaux ou d'aider à leur reconfiguration en usage d'habitation.

La CCVG peut bénéficier de cette aide dans le cas d'un déclassement du local c'est-à-dire que les travaux pris en compte sont ceux qui visent à effacer les caractéristiques commerciales ou artisanales de bâtiments lui appartenant. L'aide peut atteindre 80% du montant hors taxe.

Les entreprises inscrites au registre du commerce ou au répertoire des métiers et de l'artisanat peuvent également bénéficier de cette aide mais dans le cas d'une recommercialisation, c'est-à-dire pour des travaux visant à remettre en état le local. L'aide est alors limitée à 27% des investissements hors taxe.

**La Maison Du Département Ouest-Limousin (MDD)** dispose d'une base de données « Vivre en Haute-Vienne » qui recense l'ensemble des locaux professionnels vacants et des terrains disponibles pour l'installation d'activités économiques sur l'ensemble des 5 pays ruraux du département. Elle est actuellement consultable sur place et sur le site Internet du Conseil Général pour la Chambre des Métiers, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, l'Association Départementale pour l'Aménagement des Structures et Exploitations Agricoles, l'Association Départementale d'Information au Logement, le Comité Départemental du Tourisme 87, Tourisme Vert 87 et la Région. La CCVG pourra demander à y avoir accès.

#### 4. PRÉVOIR DE L'IMMOBILIER POUR LES ENTREPRISES DÉSIRANT S'IMPLANTER SUR LE TERRITOIRE



**La Région** réalise des aides à l'immobilier d'entreprises à destination des communautés de communes lorsque celles-ci sont maîtres d'ouvrage pour le compte d'une entreprise. Cette aide prend la forme d'une subvention (qui varie de 7,5 à 35%) ou d'une avance remboursable (qui varie de 20 à 35%) pour les opérations de construction et d'extension des bâtiments. Le montant de l'avance remboursable est limité à 300 000 euros.



**Le Département** propose, quant à lui, deux types d'aides :

- Les aides à l'immobilier d'entreprises qui ont pour objectif de maintenir les services de proximité afin de satisfaire les besoins de la population dans les communes de l'espace rural. Le Département propose une subvention allouée aux collectivités pour la construction ou la réhabilitation de bâtiments. Le montant de la subvention est fonction notamment, de la localisation géographique, de la nature et de l'importance des investissements et des créations d'emplois.
- Les aides à l'hébergement collectif d'entreprises artisanales et industrielles qui peuvent être apportées aux communautés de communes désireuses de construire ou d'aménager des locaux dans cette optique.



**La Société d'Équipement du Limousin (SELI)** est une société d'économie mixte locale au service de l'agglomération de Limoges, où elle est implantée, et du Limousin. Elle est composée de l'Agglomération de la ville de Limoges (à hauteur de 39%), de la Caisse des Dépôts et Consignation (20%), d'un pôle bancaire (12%), d'une assemblée de communes (8%), d'une assemblée de départements (7%), du Conseil Régional (7%) et d'autres actionnaires (7%). La SELI représente un capital de près de 2 millions d'euros et compte 31 salariés. Elle est chargée, entre autres, de la gestion du Technopole Ester et de la création de zones d'activités pour la CALM.

La CCVG peut choisir de faire appel à la SELI afin de réaliser la maîtrise du foncier, les équipements d'infrastructures nécessaires à la viabilisation des terrains, comme cela peut être le cas lors de la création de zones d'activités. La SELI peut également assurer la promotion et la commercialisation du territoire sur lequel elle intervient.



**Cf. fichier diagrammes acteurs regroupés : Schéma n°3 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire »**

**Cf. fichier diagrammes acteurs regroupés : Schéma n°4 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire »**

## IV. PROMOUVOIR LES SPÉCIFICITÉS DU TERRITOIRE

### A. ETABLIR UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR METTRE EN AVANT LES ACTIONS DE LA CCVG

La CCVG doit développer une politique de communication en accord avec sa stratégie de développement économique et avec sa méthode d'accueil des entreprises plus particulièrement. Elle doit donc tirer parti de tous les outils de communication aujourd'hui à sa disposition.

Une communication plus performante sur les actions menées par la CCVG contribuera, d'une part, à la positionner en tant qu'interlocuteur local privilégié aux yeux des entreprises. Ces dernières doivent prendre conscience que la CCVG est l'acteur légitime en matière de développement économique sur son territoire.

D'autre part, la CCVG, afin de mener une action cohérente et efficace en matière de développement économique, doit coordonner les actions des différents acteurs sur son territoire.

Actuellement de nombreuses communautés de communes avancent cette carte comme atout pour le dynamisme économique local. La page extraite du site Internet de la Communauté de Communes du Pays de Neufchâteau ci-contre en est un exemple. Elle met en effet l'accent sur l'accompagnement aux porteurs de projets et sur la connaissance des dispositifs d'aides destinés aux entreprises.



La CCI peut aider la CCVG à faire connaître sa compétence en matière de développement économique et ses services aux entreprises. L'animateur de la pépinière de Saint-Junien peut notamment orienter les jeunes entreprises vers la CCVG lors de leurs démarches d'installation.

**Photo 1 : Page du site Internet de la Communauté de Communes du Pays de Neufchâteau**

**ESPACE AFFAIRES Décopôle**

**Les aides disponibles**

**>>> Le service interlocuteur unique**

Nous vous proposons un service d'ingénierie complet, confidentiel et gratuit dans les domaines suivants :

- recherche d'un site d'implantation
- recherche de partenaires commerciaux ou techniques
- croissance externe par acquisition d'activité

Notre expertise, notre réseau et nos bases de données vous apportent une assistance globale pour :

- vous écouter et comprendre vos projets
- vous aider à formaliser vos programmes opérationnels et immobiliers
- sélectionner les sites ou les bâtiments correspondant à votre cahier des charges
- vous informer sur les aides possibles, monter les dossiers avec vous et les défendre
- pré-sélectionner des candidats, vous informer sur les formations professionnelles
- organiser des visites des fournisseurs potentiels sur un ou plusieurs jours
- vous simplifier les formalités administratives, d'abonnements EDF, de recherche, de logements

**Les aides disponibles**

- > à l'investissement
- > à la création, à la reprise et à l'embauche
- > au conseil et au développement
- > les exonérations fiscales
- > aides spécifiques au territoire du pays

Un projet de développement?  
Contactez-nous

Source: [www.paysdeneufchateau.com](http://www.paysdeneufchateau.com)

## B. CRÉER DU TOURISME AUTOUR DES SECTEURS SPÉCIFIQUES

### 1. DÉVELOPPER UN PÔLE CUIR

La ville de Saint-Junien se veut être la "Cité du cuir et du gant de peau" en raison de l'importance historique de cette filière sur le territoire. Afin que sa renommée retrouve une envergure nationale, un projet de Pôle Cuir est à l'étude. Il est prévu qu'il regroupe un espace muséographique vivant grâce aux entreprises en activité, un pôle d'animation touristique ainsi qu'un centre de formation technologique pour la filière du cuir. Outre la promotion de l'économie locale, le Pôle Cuir serait un moyen d'assurer la sauvegarde du savoir-faire des mégissiers et gantiers ainsi que la préservation d'une partie du patrimoine bâti de bord de Vienne. Il pourrait également faciliter la recherche de nouveaux débouchés permettant de palier la tendance actuelle à la diminution de la demande en gant.

Le projet de Pôle Cuir est inscrit au Contrat de Pôle Structurant passé entre la Région, la CCVG et la ville de Saint-Junien<sup>1</sup>.



**Le CRT** dans le cadre de sa mission de promotion des activités touristiques, peut contribuer à faire connaître le territoire communautaire.

**La DCT** propose une action de communication sur les principaux sites touristiques du territoire. Les communes et leurs groupements peuvent bénéficier de cette aide. Elle permet la réalisation et l'impression de différents documents de communication (affiches, tracts, guides, etc.).

### 2. DÉVELOPPER LE TOURISME INDUSTRIEL AUTOUR DU SECTEUR PAPIER CARTON



**La CCI** propose des visites d'entreprises afin de découvrir le monde de l'entreprise à travers ses hommes, ses métiers, ses savoir-faire. Jusqu'à présent, ces visites avaient lieu chaque année pendant les mois d'été (juillet, août, septembre) où plus de 100 chefs d'entreprises industrielles du Limousin accueillaient les touristes pour faire visiter leur site « en activité ». En Haute-Vienne, 71 établissements s'étaient engagés dans cette action. Cependant depuis 2007, la CCI n'organise plus ce type d'animation que pour les groupes.

Pourtant, les visiteurs, toujours plus nombreux, apprécient de découvrir, les spécificités économiques régionales et les savoir-faire locaux (porcelaine, agro-alimentaire) et également par des activités qui présentent un caractère exceptionnel (production de papier, environnement, laboratoires).

Pour palier à cette disparition de l'offre touristique industrielle, l'office de tourisme de Saint-Junien organise, pour la saison 2007, des visites pour découvrir les métiers d'art encore présents localement.

1. Le Contrat de Pôle Structurant vise à renforcer les fonctions urbaines remplies par les petites villes et les principaux bourgs du Limousin. Le confortement de leur bassin d'influence, et donc de leur attractivité, doit permettre un développement harmonieux du territoire régional. Les Contrats de Pôles Structurants devraient être intégrés dans le volet « urbain » dans les prochains Contrats de Pays.

**Cf. fichier diagrammes acteurs regroupés : Schéma n°5 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Promouvoir les spécificités du territoire »**

## V. ANTICIPER LES ÉVOLUTIONS DU TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL

### A. ETABLIR UN DISPOSITIF DE VEILLE ÉCONOMIQUE

#### 1. RÉALISER UNE VEILLE SUR LES SECTEURS SPÉCIFIQUES

L'essentiel de la stratégie de développement économique de la CCVG consiste en un accompagnement des évolutions. Les acteurs permettant de les anticiper au niveau du tissu économique local sont donc recensés dans cette partie.

Face à l'accélération des mutations économiques, la CCVG doit suivre les évolutions des dynamiques économiques de son territoire. La mise en place d'un dispositif de veille territoriale paraît donc appropriée. La veille constitue le socle de la stratégie économique car elle permet d'identifier et d'actualiser les menaces et opportunités présentes sur le territoire ainsi que d'anticiper les évolutions. Elle contribue, de ce fait, au maintien de la compétitivité du territoire.

De plus, le tissu économique local est majoritairement constitué de micro et de petites entreprises. Celles-ci ne peuvent disposer de cellule de veille économique interne pour suivre les avancées et la concurrence dans leur secteur d'activité. La veille territoriale réalisée par la CCVG remplirait donc deux objectifs :

- Renforcer la compétitivité de ses entreprises en les informant des évolutions économiques, des concurrents et des nouvelles technologies dans leur filière.
- Maintenir l'attractivité du territoire en offrant aux entreprises des services appropriés à leurs besoins du moment.

La CCVG aurait alors connaissance de la santé des secteurs spécifiques à son territoire, et notamment du secteur papier-carton. Sa réactivité face à d'éventuelles crises dans les secteurs porteurs du dynamisme local en serait renforcée. De plus, le suivi de l'âge moyen des dirigeants des entreprises permettrait d'anticiper les besoins en matière de transmission/reprise.

Divers organismes peuvent aider la CCVG à maintenir une bonne connaissance du dynamisme local.



**L'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE)** collecte et analyse les données sur l'économie française. Il étudie, entre autres, la situation et le comportement des entreprises ainsi que les secteurs d'activités économiques. L'antenne régionale de l'INSEE produit des documentations informant mensuellement des évolutions économiques du Limousin, avec, par exemple, une publication sur les forces et faiblesses de l'industrie dans la revue *Focal* de Mars 2006. De plus, l'INSEE peut réaliser des études à la demande.

**La DRIRE** réalise des études visant à connaître le tissu industriel par secteurs et par bassin d'emploi afin de comprendre et d'anticiper ses évolutions. Les études concernant l'économie en Limousin sont disponibles sur le site Internet de la direction régionale. Elle a notamment piloté l'étude sur « L'Industrie en Limousin ».

**Le groupement d'intérêt public Prisme-Limousin, centre régional de ressources emploi, formation, métiers** a pour mission d'assurer une aide à la réflexion des partenaires institutionnels et des acteurs économiques et sociaux régionaux, en organisant l'accès aux principales données et aux diagnostics sur une base territoriale et sectorielle. La Cité des Métiers, dont il a la charge, permet le renouvellement et la coordination des modes d'information afin d'assurer une veille juridique et technique efficace.

**Limousin Expansion** est la nouvelle dénomination de l'Agence Régionale du Développement. Il travaille en partenariat avec les autres acteurs du développement économique (chefs d'entreprise, chambres consulaires, services de l'État en Région, etc.) pour intervenir en faveur des porteurs de projets et des entrepreneurs. Son action consiste à détecter les premiers et accompagner les seconds. Il les conseille en matière de veille et de stratégie de développement économique. Sa réflexion est axée sur les secteurs identifiés comme prioritaires dans le SRDE.



## 2. OBTENIR ET CONSERVER UNE BONNE CONNAISSANCE DU FONCTIONNEMENT DU TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL



**La CCI** assure plusieurs missions de prestataire de service, d'information, de conseil, de formation et de gestion d'équipements. Par les relations privilégiées qu'elle entretient avec les entreprises, son analyse du tissu économique et son anticipation des évolutions économiques, elle est un acteur de la veille au niveau local. De plus, elle dispose de la liste des entreprises commerciales et industrielles.



**La CMA** a pour missions de mettre en place des actions d'animation économique visant à créer, développer, accompagner ou transmettre les entreprises artisanales ; à promouvoir le secteur et à assurer la formation des acteurs. Elle gère également le Répertoire des Métiers recensant toutes les entreprises artisanales.



**L'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF)** est un organisme appartenant à une des branches de la Sécurité sociale. Il dispose notamment du nombre d'employés de toutes les entreprises par secteur d'activités.



**Limousin Expansion** dispose d'une connaissance approfondie des entreprises du territoire, notamment grâce à un suivi des grands comptes des secteurs « bois », « papier carton » et « céramique », ainsi que des dispositifs d'aides les concernant.

En raison de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les données pouvant être communiquées à la CCVG par ces organismes ne peuvent être nominatives. Seules des informations ayant été regroupées de telle sorte qu'aucune entreprise ne puisse être identifiée isolément pourront être communiquées.

La CCVG peut néanmoins convenir de recevoir de ces organismes des informations sur les entreprises de son territoire regroupées par code NAF ou par commune afin d'actualiser sa connaissance du tissu économique local.

### 3. VEILLER À LA REPRISE DES ENTREPRISES



**La Région** propose une aide au recrutement de second qui est délivrée pour la mise en place d'une fonction d'encadrement ou dans l'objectif de préparer la reprise de l'entreprise. Le montant maximum de l'aide est fixé à 50% des coûts salariaux de la première année dans la limite de 30 000 €.



**La Direction Régionale du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DRTEFP)** élabore une stratégie régionale sur les domaines du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Elle contribue à accroître l'offre de service en permettant notamment à de nouveaux créateurs de s'installer par un accompagnement adapté à la nature de leur projet. Elle apporte un appui technique aux services déconcentrés du ministère et à leurs partenaires. Ainsi le directeur régional assiste le préfet dans la coordination de ses actions avec la Région, l'ANPE, l'AFPA, l'ANACT et les partenaires sociaux.

Elle propose une Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneur d'Entreprises (ACCRE). Il s'agit d'une mesure du dispositif d'appui à l'initiative économique au bénéfice des personnes en difficulté. Ce dispositif vise à faciliter, tant la structuration des projets de création ou de reprise d'en-



entreprise, que le développement des activités ainsi créées. L'ACCRES consiste en une exonération de cotisations sociales permettant le maintien, pour une durée déterminée, de certains minima sociaux.

Elle peut s'appuyer sur la mobilisation d'une mesure complémentaire : une aide financière dans le cadre du dispositif d'Encouragement au Développement d'Entreprises Nouvelles (EDEN). Ce dernier, financé par l'État, s'adresse aux personnes souhaitant créer ou reprendre une entreprise. Cette aide prend la forme d'une avance remboursable. Elle doit être demandée avant la création ou la reprise de l'entreprise.

**Le POL** peut communiquer sur la reprise d'entreprises au sein de la rubrique « activités à reprendre » de la base de données « Vivre en Haute-Vienne ».

L'étude sur la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Compétences et des âges (GPEC), qu'il a menée sur ses entreprises, élabore des évolutions prévisionnelles des départs à la retraite pour les cinq années à venir utiles à la définition des objectifs stratégiques à atteindre par la CCVG.



**L'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE)** propose un Contrat Initiative-Emploi (CIE), visant l'insertion de personnes rencontrant des difficultés dans un emploi durable du secteur marchand.

## B. ENCOURAGER LES ENTREPRISES À RESTER PERFORMANTES

La CCVG peut inciter les entreprises de son territoire à la Recherche et au Développement ainsi qu'à l'innovation en les mettant en relation avec les acteurs de ce domaine.



**L'ADIT** a une mission d'intelligence concurrentielle et stratégique pour les grandes entreprises engagées dans la compétition internationale, et une mission d'intelligence territoriale pour accompagner les projets de développement et d'innovation des PME-PMI.



**Limousin Expansion** aide les porteurs de projets et les entrepreneurs dans leur recherche de nouveaux marchés. Il dispose également d'un service communication en direction des entreprises régionales dont le but est de les aider à se faire connaître à l'international. Enfin, il aide ces entreprises à s'engager dans l'innovation en les mettant en relation avec les pôles d'excellence et de compétitivité.

**La Région** intervient dans la démarche d'innovation des entreprises grâce notamment à quatre types d'aides.



La convention recherche pour les techniciens supérieurs (Cortechs)

Elle permet aux entreprises comptant moins de 250 personnes de bénéficier d'une bourse CORTECHS. Ces dernières reçoivent une subvention forfaitaire plafonnée à 13 000 €. Cette aide est allouée aux entreprises pour assurer 50% du coût de recrutement et d'encadrement d'un jeune technicien supérieur en vue de stimuler l'innovation. Ce dispositif complète l'ensemble des autres mesures en faveur de l'innovation dans les entreprises (aides au recrutement pour l'innovation, aides à l'innovation). Un centre de compétences (lycée technique, IUT, école d'ingénieurs, laboratoire de recherche, structure de transfert de technologie) est associé en vue d'apporter un appui technique.

L'aide au recrutement pour l'innovation

Il s'agit d'un dispositif qui vise à renforcer le potentiel humain des entreprises et à faciliter le recrutement de cadres (docteurs et ingénieurs) et de techniciens supérieurs affectés à des missions de recherche développement et de développements technologiques. Les aides accordées au titre des recrutements concernent les postes suivants : technicien (Bac+2), ingénieur (Bac+5) et docteur (Bac+8) dans le secteur de l'innovation ou de la recherche et développement. Cette aide représente 50% des dépenses dans la limite de 25 000 €, sous forme de subvention.

Ces deux aides sont financées dans le cadre du Fonds d'Innovation Limousin contractualisé entre Oséo et la Région Limousin depuis janvier 2006.

Le Contrat de Développement Innovation

Il permet le financement, sous forme de prêt, d'investissements immatériels dus aux coûts de mise aux normes (environnement, sécurité, expansion à l'étranger de brevets, formation des équipes de production, recrutement d'équipes commerciales, amorçage, prospection et négociation de première commande, coûts liés à l'implantation à l'étranger, dépenses de communication, présence aux salons), d'investissements corporels (moules, matériel informatique, matériel réalisé pour les besoins propres de l'entreprise), de fonds de roulement, de frais de R&D et de recherche de nouveaux marchés.

L'aide à l'innovation et à la Recherche & Développement

Il s'agit d'une subvention attribuée aux PME en complément du CDI sous forme de subvention. Elle plafonne à 20% du montant du prêt, dans la limite de 30000 €. Les entreprises doivent avoir été créées depuis plus de trois ans, avoir déjà bénéficié d'une aide à l'innovation depuis moins de 2 ans ou avoir un projet labellisé par Oséo pour être éligibles.

Un soutien des entreprises à l'international est également prévu dans l'action visant à promouvoir les projets européens de recherche-développement. Cette aide mobilise le Fonds Régional de Garantie Limousin.

**Le pôle de compétitivité « Industrie et Pin maritime du Futur, Technologies et Ecodéveloppement »** à Bordeaux est centré sur la construction bois, la sylviculture et la chimie verte.

Il s'est donné pour priorités l'anticipation des évolutions du marché, l'amélioration de la compétitivité, l'innovation et la promotion.

La Région Aquitaine possédant la première forêt cultivée d'Europe de l'Ouest, étant la première région française exportatrice des produits du bois et la quatrième pour le papier-carton, présente de nombreux leaderships - travail du bois et du meuble, papier kraft naturel frictionné ou papier kraft liner.

La proximité de l'École Nationale des Ingénieurs des Travaux Agricoles (ENITA) et de l'École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers (ENSAM) facilite la recherche de main d'œuvre spécialisée dans tous les métiers de l'industrie forestière et papetière.



**Le pôle de compétitivité « Fibres Naturelles Grand-Est »**, à Épinal, regroupe des entreprises des secteurs bois, textile et papier ; des laboratoires et des instituts-écoles. Il s'organise autour de la science de la fibre et affiche une ambition déclinée suivant trois axes stratégiques : susciter des produits nouveaux transversaux entre filières, faciliter l'innovation par les entreprises et élever le niveau de compétences.

L'association du pôle est chargée du **pôle « Industries du commerce »**, qui étudie plus spécifiquement la conception et la fabrication de produits à base de matériaux fibreux (papier-carton, textile, bois et composites). Des recherches portent également sur l'utilisation de fibres renouvelables.



★ **Le pôle céramique** regroupe plus de 250 chercheurs, professeurs, ingénieurs. Il propose des activités de formation, de recherche, et de transfert de technologies. L'objectif est de développer la création d'activités à travers l'étude, la recherche et développement dans le domaine des matériaux.

### C. ETUDIER LA MAIN D'ŒUVRE PRÉSENTE SUR LE TERRITOIRE

#### 1. IDENTIFIER UN POTENTIEL DE RECONVERSION À PARTIR DU SAVOIR-FAIRE DE LA MAIN D'ŒUVRE DES SECTEURS SPÉCIFIQUES



**L'AFPA** accompagne les entreprises dans leur projet de reconversion. Elle favorise également le maintien dans l'emploi en proposant des Validations d'Acquis d'Expérience. Enfin, elle s'adresse aux demandeurs d'emploi dans le cadre de la formation continue.



**Le Point Relais Conseil VAE CIO de Saint-Junien** informe, quant à lui, les personnes recherchant des renseignements sur la VAE en leur communiquant les démarches administratives à suivre et les organismes à contacter.

#### 2. SE SOUCIER DU SUIVI DES EMPLOYÉS DES ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ OU LICENCIÉS



**AKSIS** est habilité par les directions régionales de l'ANPE dans 86 départements en France, et notamment en Haute-Vienne, pour la réalisation de prestations d'accompagnement à la recherche d'emplois dans le cadre du Plan d'Aide au Retour à l'Emploi (PARE). AKSIS travaille également en étroite collaboration avec de nombreuses collectivités territoriales et institutions du service public (DDTEPF, Conseils Régionaux, Conseils Généraux, PLIE, etc.).

### D. SUIVRE L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION POUR ADAPTER LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE

Afin de mener une stratégie de développement économique efficace, la CCVG doit disposer d'une connaissance actualisée de son territoire et en particulier de ses habitants et actifs. Deux acteurs en particulier peuvent l'aider à recueillir des informations sur la population.



**L'INSEE** réalise des études sur la société française concernant, par exemple, l'emploi et le comportement démographique. Grâce à ces informations, la CCVG peut actualiser sa connaissance de la population.



**Prisme-LIMOUSIN** réalise régulièrement un « portrait » des Pays dans lequel figurent, entre autres, des informations concernant la population, l'état du marché du travail et l'ampleur des migrations pendulaires.

**Cf. fichier diagrammes acteurs regroupés : Schéma n°6 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Anticiper les évolutions du tissu économique local »**

**Cf. fichier diagrammes acteurs regroupés : Schéma n°7 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Anticiper les évolutions du tissu économique local »**

L'assurance de répondre efficacement aux enjeux du territoire passe par une bonne connaissance des acteurs et de leurs actions. C'est pourquoi l'action de la CCVG en matière de développement économique doit être basée sur un échange d'informations et d'expériences avec les différents acteurs du monde économique.

Le rôle de la CCVG est avant tout celui d'un coordinateur, au niveau local, des divers dispositifs d'aides existants. L'accent est mis sur la mutualisation des compétences afin de servir au mieux l'intérêt communautaire.

## CONCLUSION

Afin de pouvoir formaliser la stratégie de développement économique de la CCVG, le cadre législatif dans lequel celle-ci doit s'inscrire a été clarifié.

L'ensemble des aides aux entreprises, relevant de la compétence de la CCVG, a été exposé. Cependant la réponse aux enjeux du tissu économique local pourra nécessiter l'extension du champ d'intervention de la CCVG. Un conventionnement sera alors à prévoir avec la région afin de recueillir son accord et de se mettre en conformité avec le Schéma Régional de Développement Économique. La CCVG pourra alors proposer de nouvelles aides aux entreprises ou simplement se voir autoriser à compléter les dispositifs régionaux existants.

Les différents outils d'aménagement de l'espace ont également été rappelés puisque la stratégie d'accueil de la CCVG envers les entreprises se confronte nécessairement à la problématique de la gestion des réserves foncières.

Une multitude d'aides aux entreprises étant déjà développée par de nombreux professionnels, le principal poste d'intervention de la CCVG en matière de développement économique réside dans la mobilisation des bons acteurs et des bons dispositifs d'aides. La CCVG doit simplement jouer un rôle de coordinateur au niveau local de l'ensemble de ces possibles, et ce, toujours dans le but de maintenir le dynamisme économique de son territoire.

La formalisation d'une stratégie de développement économique, puis la mise en place d'actions répondant aux enjeux du territoire représentent une opportunité pour la CCVG d'exercer pleinement la compétence que les communes lui ont transféré. Des habitudes de travail en commun, tant avec les acteurs du monde économique qu'avec les chefs d'entreprises et les porteurs de projet, pourront alors s'initier. La légitimité de l'intervention de la CCVG en matière de développement économiques s'en trouvera affirmée et le dynamisme du territoire renforcé.

Naturellement le cadre d'intervention sera à redéfinir au fur et à mesure de l'évolution des dispositifs d'aides proposés par les acteurs associés. La stratégie de développement est donc en évolution quasiment constante. Le passage de conventions avec les acteurs clefs du développement économique, que sont entre autres la région et le département, seront donc à prévoir afin que les différents partenaires puissent s'accorder. La CCVG se verra alors assurée de posséder des informations régulièrement mises à jour. De plus, la contribution de chacun à la stratégie communautaire pourra ainsi être clarifiée. La période de la mandature à venir semble être une échéance intéressante pour la mise en place des actions stratégiques et leur évaluation.



## BIBLIOGRAPHIE

BATAILLE Juliette, DANET Camille, GORGET Thomas, LEMARTINEL Virginie, *Étude de faisabilité sur la requalification des friches industrielles des bords de Vienne à Saint-Junien et Saint-Brice-sur-Vienne (87)*, rapport de stage de groupe magistère II d'Aménagement du Territoire, Département Aménagement de l'École Polytechnique de l'Université de Tours, Septembre 2005.

LEVET Jean-Louis, *Les aides publiques aux entreprises : une gouvernance, une stratégie*, Les Cahiers du Commissariat Général du Plan, Octobre 2003.

Direction générale de l'Urbanisme de l'Habitat et de la Construction, *Prendre en compte le foncier dans le projet de territoire*, Mars 2004.

Rapport au premier ministre relatif aux aides publiques, Février 2006.

Code de la Construction et de l'Habitation.

Code de l'Urbanisme.

Code des Marchés Publics.

Code Général des Collectivités Territoriales.

IDéeL, *Recensement des Acteurs Publics de l'Économie Locale*, Avril 2007.

IDéeL, 5 Schémas des Jeux d'acteurs publics de l'économie locale durant les différentes étapes de la vie d'une entreprise, Avril 2007.

Syndicat d'Urbanisme du Pays de Vitré (35), *Les outils au service d'une gestion rigoureuse*, 17p.

<http://apibespacecentral.free.fr>  
<http://clic-info.personnes-agees.gouv.fr>  
<http://diren.dev.e-services.fr/index.asp>  
<http://entreelibre.saint-junien.net>

[www.ac-limoges.fr](http://www.ac-limoges.fr)  
[www.ademe.fr](http://www.ademe.fr)  
[www.adie.org](http://www.adie.org)  
[www.adil.org/87/](http://www.adil.org/87/)  
[www.adit.fr](http://www.adit.fr)  
[www.afpa.fr](http://www.afpa.fr)  
[www.agefiph.fr](http://www.agefiph.fr)  
[www.agglo-limoges.fr](http://www.agglo-limoges.fr)  
[www.anah.fr](http://www.anah.fr)  
[www.anpe.fr](http://www.anpe.fr)  
[www.aksis.fr](http://www.aksis.fr)  
[www.apec.fr](http://www.apec.fr)  
[www.assedic.fr](http://www.assedic.fr)  
[www.avise.org](http://www.avise.org)  
[www.boutique-de-gestion.com](http://www.boutique-de-gestion.com)  
[www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)  
[www.caf.fr](http://www.caf.fr)  
[www.caue.org](http://www.caue.org)  
[www.cerameurop.com](http://www.cerameurop.com)  
[www.cg87.fr](http://www.cg87.fr)  
[www.crm-limousin.fr](http://www.crm-limousin.fr)  
[www.colloc.minefi.gouv.fr](http://www.colloc.minefi.gouv.fr), site du Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie à destination des Collectivités Locales  
[www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr)  
[www.cr-limousin.fr](http://www.cr-limousin.fr)  
[www.diact.gouv.fr](http://www.diact.gouv.fr)  
[www.droitdelurbanisme.com](http://www.droitdelurbanisme.com)

[www.elopsys.fr](http://www.elopsys.fr)  
[www.enl-espritedentreprise.org](http://www.enl-espritedentreprise.org)  
[www.fedsem.fr](http://www.fedsem.fr)  
[www.finances.gouv.fr](http://www.finances.gouv.fr), site du Ministère du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique  
[www.insee.fr](http://www.insee.fr)  
[www.inventaires.fr](http://www.inventaires.fr)  
[www.legifrance.fr](http://www.legifrance.fr), site du service public de la diffusion du droit  
[www.lexinter.net](http://www.lexinter.net)  
[www.limoges.cci.fr](http://www.limoges.cci.fr)  
[www.limousin.culture.gouv.fr](http://www.limousin.culture.gouv.fr)  
[www.limousin.drire.gouv.fr](http://www.limousin.drire.gouv.fr)  
[www.limousin-expansion.fr](http://www.limousin-expansion.fr)  
[www.limousin.travail.gouv.fr](http://www.limousin.travail.gouv.fr)  
[www.logement.org](http://www.logement.org), portail de l'immobilier et du logement  
[www.minefi.gouv.fr](http://www.minefi.gouv.fr)  
[www.oseo.fr](http://www.oseo.fr)  
[www.pme.gouv.fr](http://www.pme.gouv.fr), site de la Direction du Commerce, de l'Artisanat, des Services et des Professions Libérales  
[www.polefibres.fr](http://www.polefibres.fr)  
[www.prisme-limousin.fr](http://www.prisme-limousin.fr)  
[www.safer.fr](http://www.safer.fr)  
[www.senat.fr](http://www.senat.fr)  
[www.se-limousin.fr](http://www.se-limousin.fr)  
[www.tourismelimousin.com](http://www.tourismelimousin.com)  
[www.urbanisme.equipement.gouv.fr](http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr)  
[www.urssaf.fr](http://www.urssaf.fr)  
[www.vosdroits.service-public.fr](http://www.vosdroits.service-public.fr)

# TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Partie 1 : L'encadrement juridique de la compétence développement économique de la CCVG	5
I. Le cadre national et européen	6
II. Le code des marchés publics	7
III. Le partenariat public-privé	13
A. L'apport des contrats de partenariat	13
B. Le recours à une Société d'Économie Mixte	14
1. Le partenariat public-privé où la collectivité locale soutien une gestion privée défaillante	14
2. Le partenariat « public-public »	15
IV. L'intervention de la Communauté de Communes en cas de carence de l'initiative privée	16
Partie 2 : L'intervention de la CCVG en matière de développement économique	18
I. Les aides aux entreprises à la disposition de la CCVG	19
A. L'attribution par la CCVG d'aides au développement économique de droit commun (aides directes)	19
B. Les aides « indirectes » pouvant être accordées par la CCVG	20
1. La substitution de la CCVG aux banques	20
a. Le crédit-bail, une procédure à laquelle peuvent s'appliquer les aides à l'immobilier	20
b. La Vente en État futur d'Achèvement, une procédure plus sûre financièrement	22
2. Les aides à l'immobilier d'entreprises	23
a. Les aides consenties sur le prix de rénovation des bâtiments industriels existants	23
b. Les aides à l'immobilier selon le nouveau zonage des Aides à Finalité Régionale	24
c. Les aides à l'achat et à la location de terrain	26

d. Le crédit-bail comme moyen de constituer un apport de trésorerie ?	27
3. Un cautionnement de la CCVG envers les entreprises : la prise en charge des commissions de garantie	27
4. Une solution pour soulager fiscalement les entreprises : l'exonération de taxe professionnelle	27
a. L'exonération d'aménagement du territoire de plein droit	28
b. L'exonération d'aménagement du territoire sur délibération de la CCVG	28
II. Les outils d'aménagement de l'espace mobilisables par la CCVG en vue de son développement économique	30
A. Les acquisitions foncières, bases préalables à toute opération d'aménagement	30
1. Les droits de préemption, des outils facilement mobilisables	30
a. Le Droit de Préemption Urbain	30
b. La Zone d'Aménagement Différé	31
c. Comparaison DPU et ZAD	32
2. Solution en cas de désaccord : l'expropriation pour cause d'utilité publique	33
3. La délégation de la gestion des acquisitions foncières et immobilières à un Établissement Public Foncier Local	34
a. Création d'un Établissement Public Foncier Local	34
b. Fonctionnement d'un Établissement Public Foncier Local	34
c. Financement de l'Établissement Public Foncier Local	35
d. Actions de l'Établissement Public Foncier Local	35
B. Les techniques de gestion du foncier adaptées à l'accueil des entreprises	36
1. Les Zones d'Aménagement Concerté pour un aménagement raisonné	36
2. Le lotissement pour une optimisation de l'espace	37
3. Comparaison ZAC et lotissement	39
Partie 3 : Les acteurs du développement économique à associer à l'action de la CCVG	42
I. Le cadre général de l'action économique	43
A. La mobilisation de la compétence développement économique par la région, le département et la pays	43
B. Les principaux organismes financeurs des actions menées par les collectivités	45
II. Favoriser un développement différencié du territoire	46
A. Conserver la dynamique endogène du territoire	46
1. Prendre en compte l'influence de la CALM sur le territoire	46

2. Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien en y développant des commerces structurants	46
B. Développer les communes résidentielles en pôle de vie	47
1. Répondre aux besoins de la population en matière d'équipements, de commerces et de services de proximité et conforter l'offre existante	47
2. Maintenir l'activité des commerces et services de proximité par des animations	49
3. Élaborer une politique de l'habitat permettant à la population d'évoluer sur le territoire	50
III. Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	52
A. Améliorer l'environnement des entreprises	52
1. Renforcer l'accessibilité 1. Renforcer l'accessibilité	52
2. Préserver et améliorer le cadre de vie	52
a. Le patrimoine naturel	53
b. Le patrimoine bâti	54
c. Le patrimoine culturel et sportif	55
B. Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	56
1. Élaborer en interne une méthode d'accueil et des porteurs de projet	56
2. Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	58
3. Répondre aux besoins des entreprises et des salariés	61
a. Aménager des Zones d'Activités de qualité	61
b. Mutualiser les services au sein des zones d'activités	62
C. Ancrer les grandes entreprises du secteur papier carton au territoire	63
D. Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière	64
1. Constituer des réserves foncières	64
2. Gérer au mieux les réserves foncières	65
3. Optimiser l'utilisation des locaux industriels et commerciaux vacants	65
4. Prévoir de l'immobilier pour les entreprises désirant s'implanter sur le territoire	66
IV. Promouvoir les spécificités du territoire	69
A. Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG	69
B. Créer du tourisme autour des secteurs spécifiques	70
1. Développer un pôle Cuir	70
2. Développer le tourisme industriel autour du secteur papier carton	70

V. Anticiper les évolutions du tissu économique local	72
A. Établir un dispositif de veille économique	72
1. Réaliser une veille sur les secteurs spécifiques	72
2. Obtenir et conserver une bonne connaissance du fonctionnement du tissu économique local	73
3. Veiller à la reprise des entreprises	74
B. Encourager les entreprises à rester performantes	75
C. Étudier la main d'œuvre présente sur le territoire	78
1. Identifier un potentiel de reconversion à partir du savoir-faire de la main d'œuvre des secteurs spécifiques	78
2. Se soucier du suivi des employés des entreprises en difficulté ou licenciés	78
D. Suivre l'évolution de la population pour adapter la stratégie économique	78
Conclusion	82
Bibliographie	83
Table des matières	84
Table des illustrations	88
Annexes	89

# TABLE DES ILLUSTRATIONS

## CARTE

Carte 1 : Le zonage AFR sur le territoire intercommunal	23
---	----

## PHOTOGRAPHIE

Photo 1 : Page du site Internet de la Communauté de Communes du Pays de Neufchâteau	69
---	----

## SCHÉMA

Schéma 1 : Le déroulement des procédures de marchés publics	11
---	----

## TABLEAUX

Tableau 1 : Les procédures de passation de marchés publics	9
Tableau 2 : Taux plafonds d'aide publique, toutes collectivités confondues, pour les investissements productifs des entreprises sur la CCVG pour la période 2007-2013	25
Tableau 3 : Récapitulatif des aides à la disposition de la CCVG pour les entreprises	29
Tableau 4 : Comparaison du DPU et de la ZAD	32
Tableau 5 : Comparaison de la ZAC et du lotissement	40

# ANNEXES

Annexe I : Les autres structures d'accueil des entreprises

91



## ANNEXE I : LES AUTRES STRUCTURES D'ACCUEIL DES ENTREPRISES

### LA COUVEUSE D'ENTREPRISES

La couveuse est un dispositif d'appui et d'aide préalable à la création d'entreprise. Elle s'adresse aux publics dits prioritaires (chômeurs de longue durée, jeunes en difficultés, handicapés, femmes isolées, etc.) qui ont envie de créer une entreprise mais qui n'en ont pas les moyens.

La couveuse offre des services afin d'aider le porteur de projet dans l'évaluation de la viabilité de la future entreprise. L'entrepreneur bénéficie d'un accompagnement personnalisé lui permettant notamment d'identifier ses clients et fournisseurs potentiels. A travers ces aides, les formations au monde de l'entreprise et à son cadre juridique, l'entrepreneur peut valider de façon définitive son projet. Si le projet n'est pas viable, le porteur de projet sera également accompagné dans sa reconversion vers d'autres marchés plus prometteurs.

La couveuse est une structure qui n'offre pas de façon systématique des locaux, mais elle propose un encadrement permanent, des moyens matériels ainsi qu'un cadre légal. Elle accueille des entrepreneurs pour une période de six à douze mois.

En général, les couveuses ont un statut associatif ou de coopérative d'activité type Société coopérative de production (SCOP). Toutefois, elle peut aussi bien être une SA ou un SARL.

La création d'activités de la couveuse est encadrée par la loi pour l'initiative économique qui propose un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprise (CAPE). Ce contrat permet à une personne morale de fournir à une personne physique un programme de préparation à la création ou reprise d'entreprise et à la gestion d'une activité économique.

Pendant l'exécution du contrat, le porteur de projet bénéficie d'une couverture sociale, d'une protection en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et des dispositifs applicables aux travailleurs privés d'emploi.

La couveuse et l'incubateur sont souvent confondus. Tous les deux ont pour objectif de vérifier la viabilité d'un projet d'entreprise avant même sa création. Le service fourni est dans les deux cas identique. Toutefois, l'incubateur concerne exclusivement des projets technologiques ou scientifiques innovants alors que la couveuse n'a pas une approche sectorielle. L'objectif des incubateurs est d'aider des scientifiques à élaborer des projets d'entreprises dans des domaines de pointe nécessitant la présence de centres de recherches à proximité. La couveuse, quant à elle, a davantage un but social d'insertion par la création d'activités économique et l'acquisition d'un esprit entrepreneurial.

Le territoire intercommunal n'accueille pas de centre de recherche alors que l'agglomération limougeaude en compte plusieurs. Cette caractéristique du territoire ne permet donc pas la mise en place d'un incubateur sur la CCVG.

Par contre, l'importante représentation de personnes en difficulté sociale (chômeurs, RMistes, etc.) encourage la mise en place sur le territoire de structures telle que la couveuse d'entreprises.

## **L'HÔTEL D'ENTREPRISES**

L'hôtel d'entreprises (ou hôtel d'activités) est une structure d'accueil pour aider et développer les entreprises de plus de deux ans. Il s'inscrit dans la continuité de la structure d'accueil qu'est la pépinière d'entreprise.

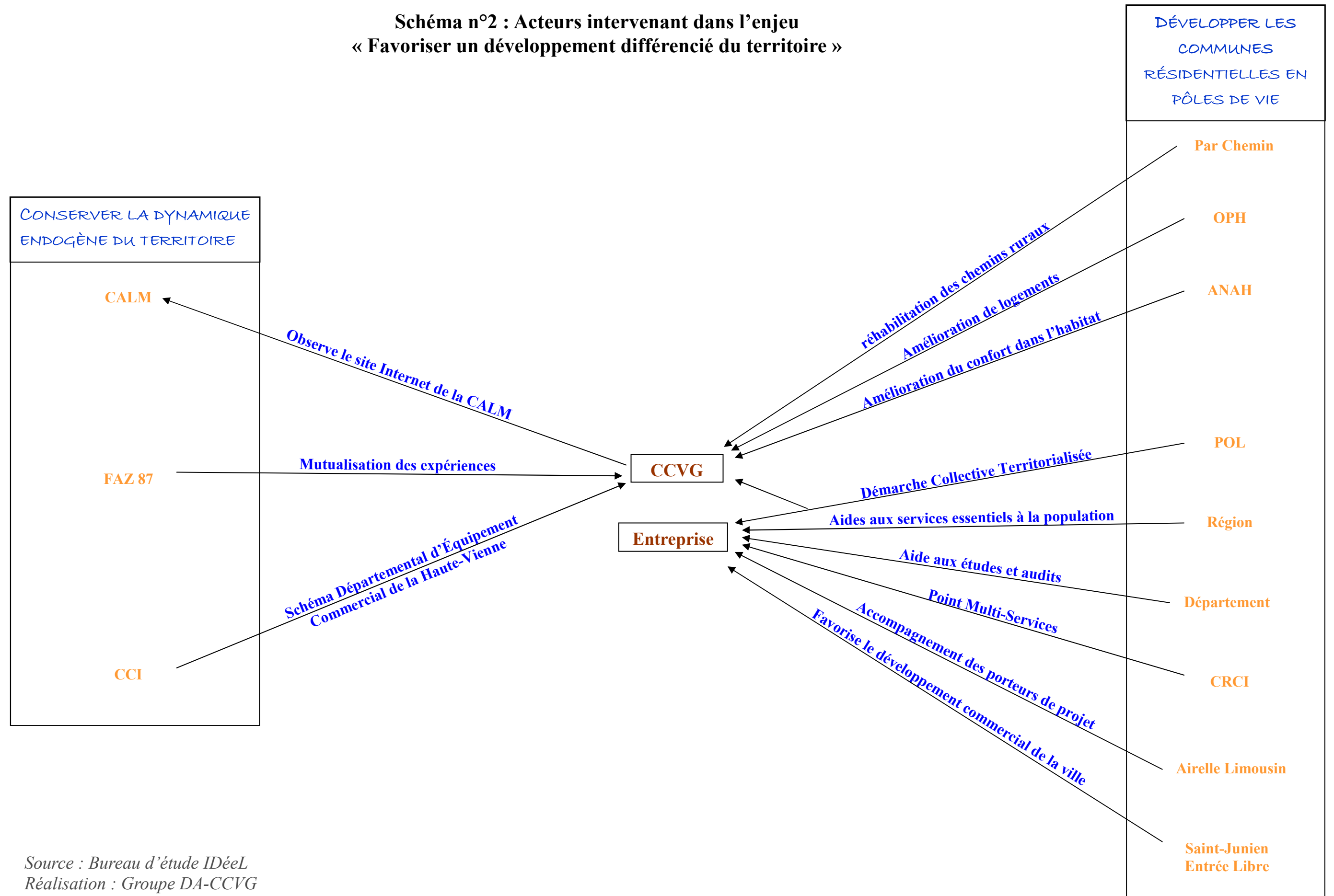
Durant une période de deux ans renouvelable, les créateurs sortant d'une pépinière ou en phase d'élaboration d'entreprises bénéficient de locaux adaptés. De nombreux services en commun, tels que l'accueil téléphonique, la mise à disposition de salles de réunions, des travaux de secrétariat, etc., sont proposés aux entrepreneurs. Les tarifs fixés sont progressifs et plus accessibles que ceux du marché local et régional.

Cette structure permet aux entrepreneurs de se constituer un réseau de clients et de partenaires avant de devenir autonome.

Face aux problèmes de foncier que rencontre la CCVG, l'hôtel d'entreprises pourrait être une solution pour accueillir plus longtemps les nouveaux entrepreneurs sur son territoire avant de leur proposer un terrain adapté à leur activité.

De plus, l'augmentation de la période passée sur le territoire permet d'ancrer les entrepreneurs au territoire avant qu'ils aient à choisir la localisation de leur bâtiment définitif.

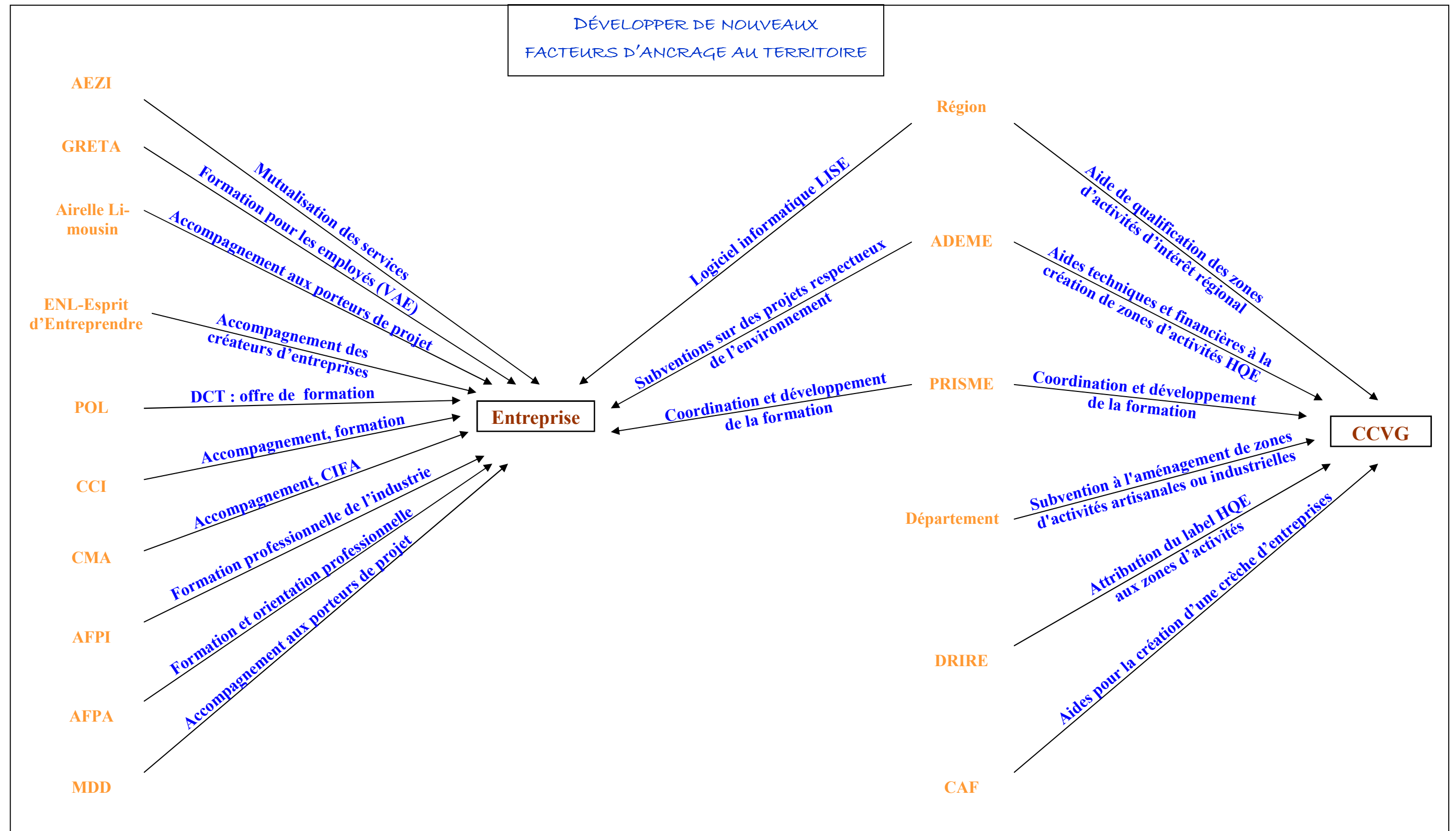
**Schéma n°2 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Favoriser un développement différencié du territoire »**



Source : Bureau d'étude IDéeL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

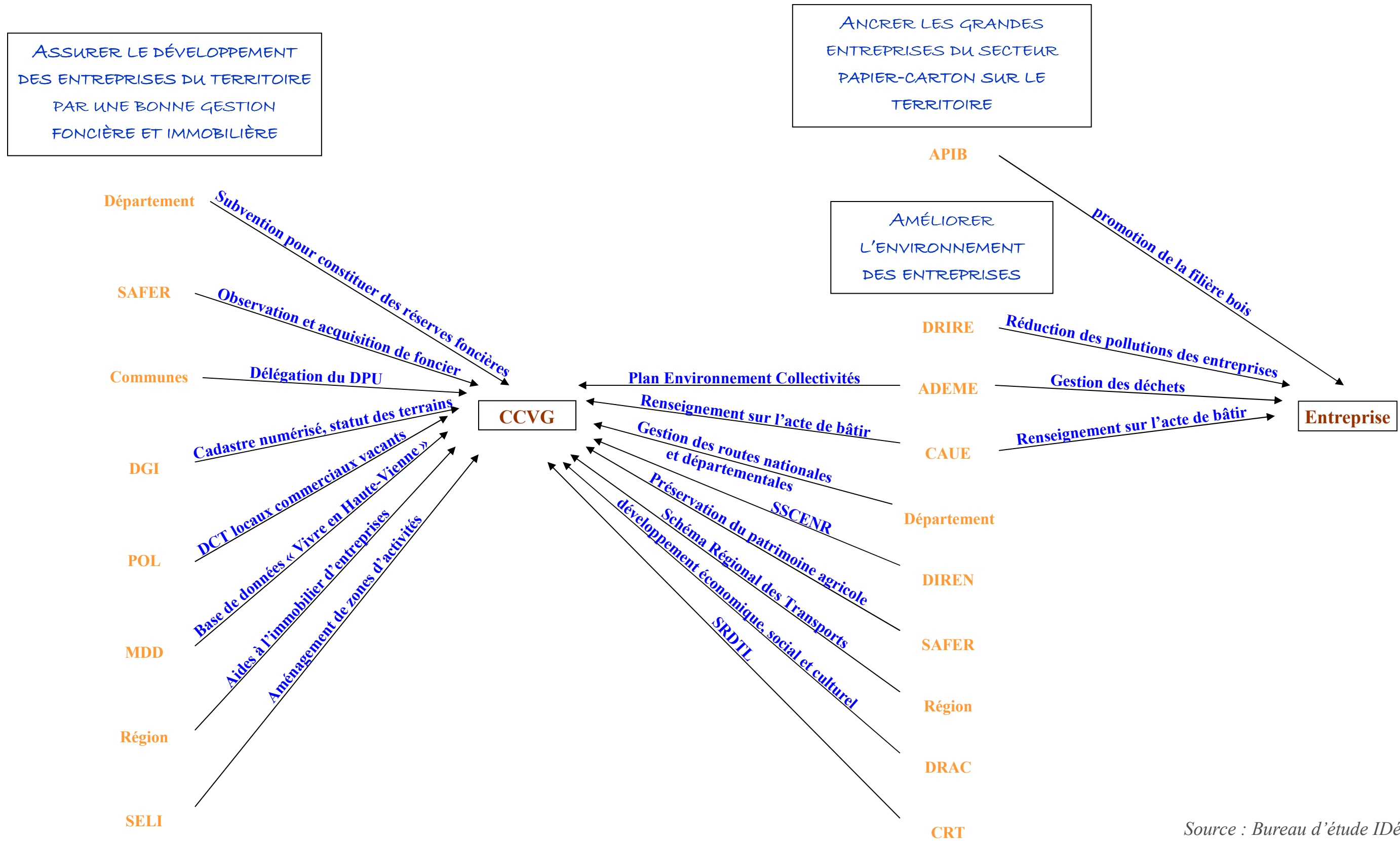
Stage de groupe CCVG - Élaboration d'une stratégie de développement économique - Année 2007

**Schéma n°3 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire »**



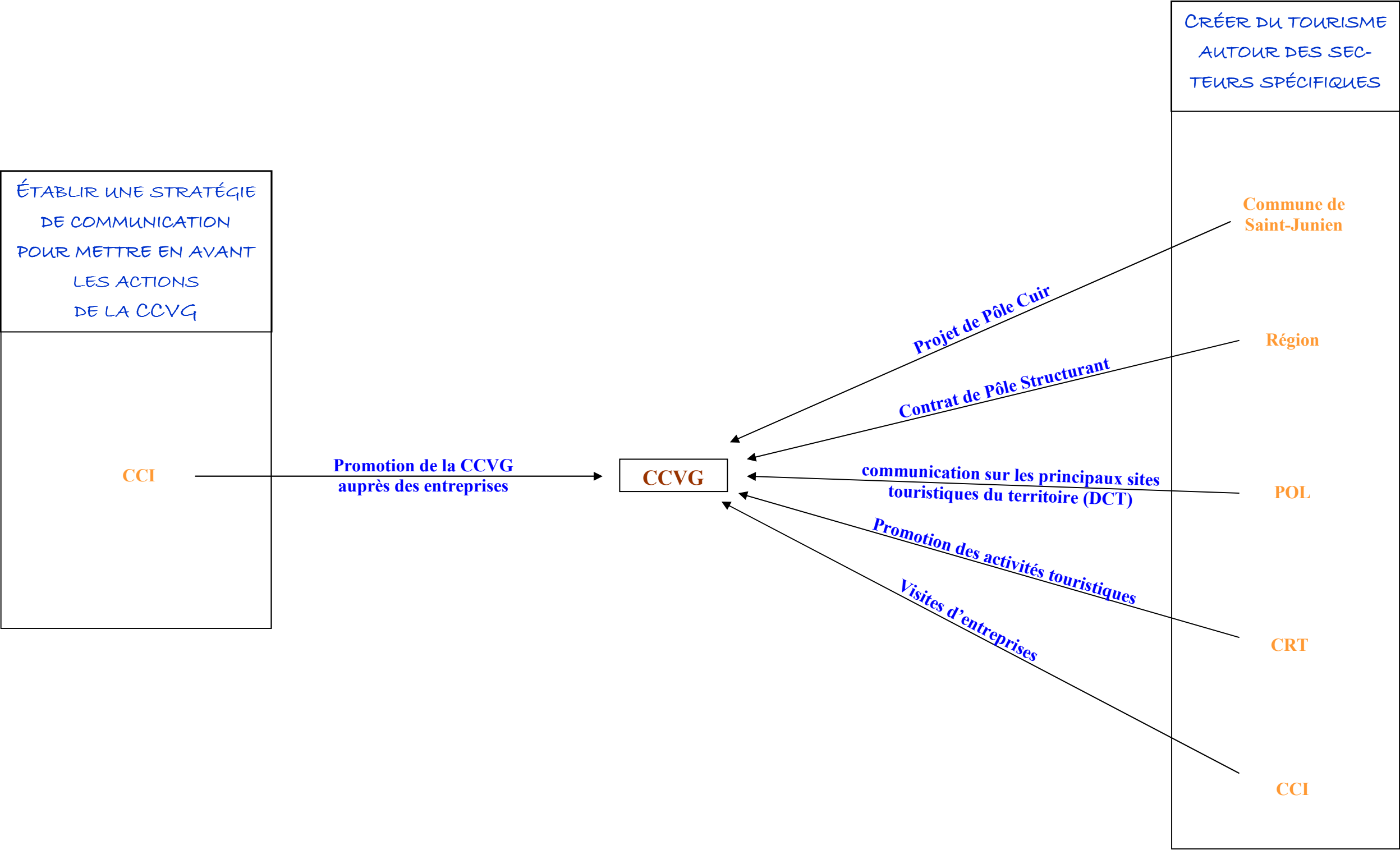
Source : Bureau d'étude IDéeL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Schéma n°4 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire »**



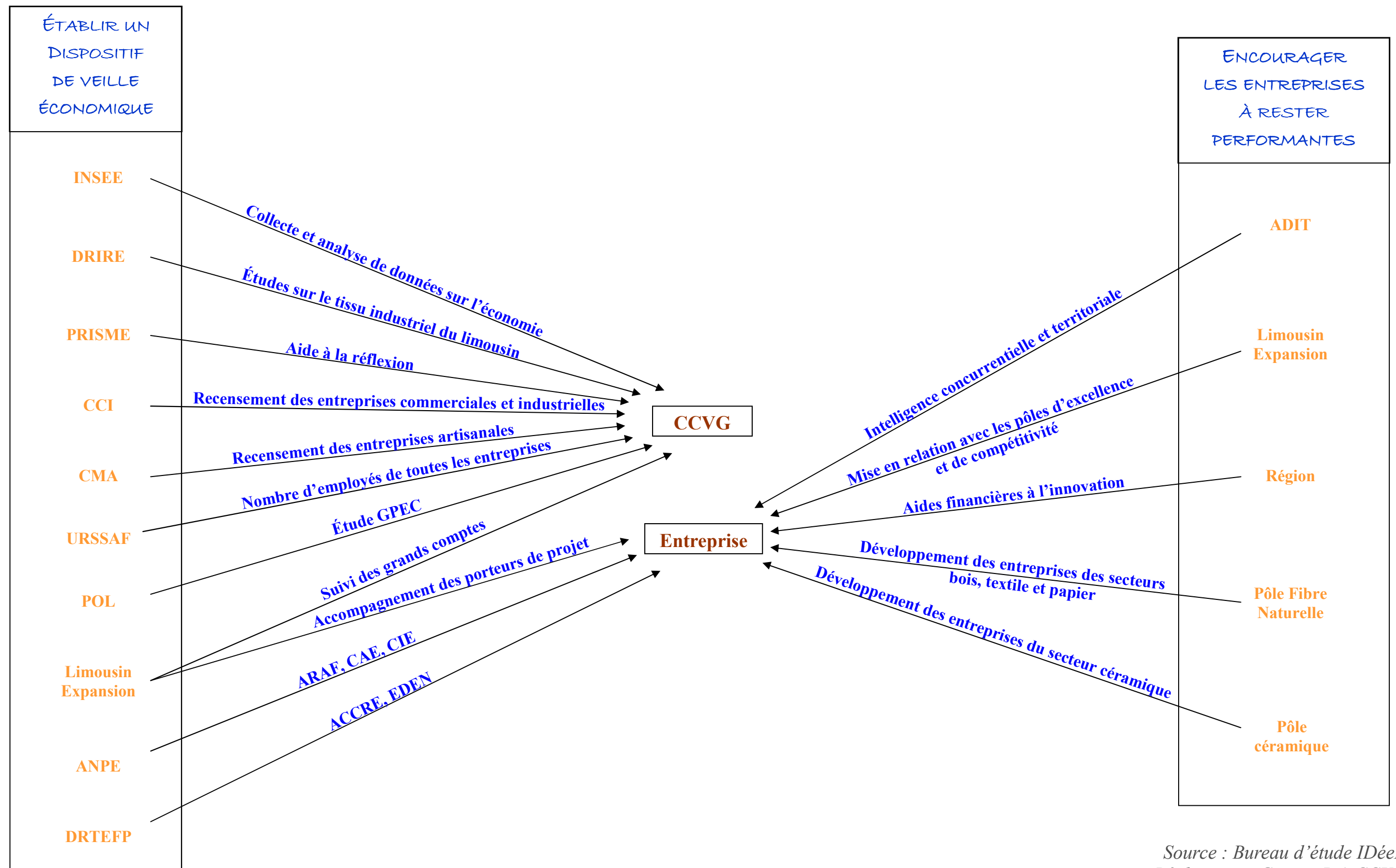
Source : Bureau d'étude IDéeL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

Schéma n°5 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Promouvoir les spécificités du territoire »



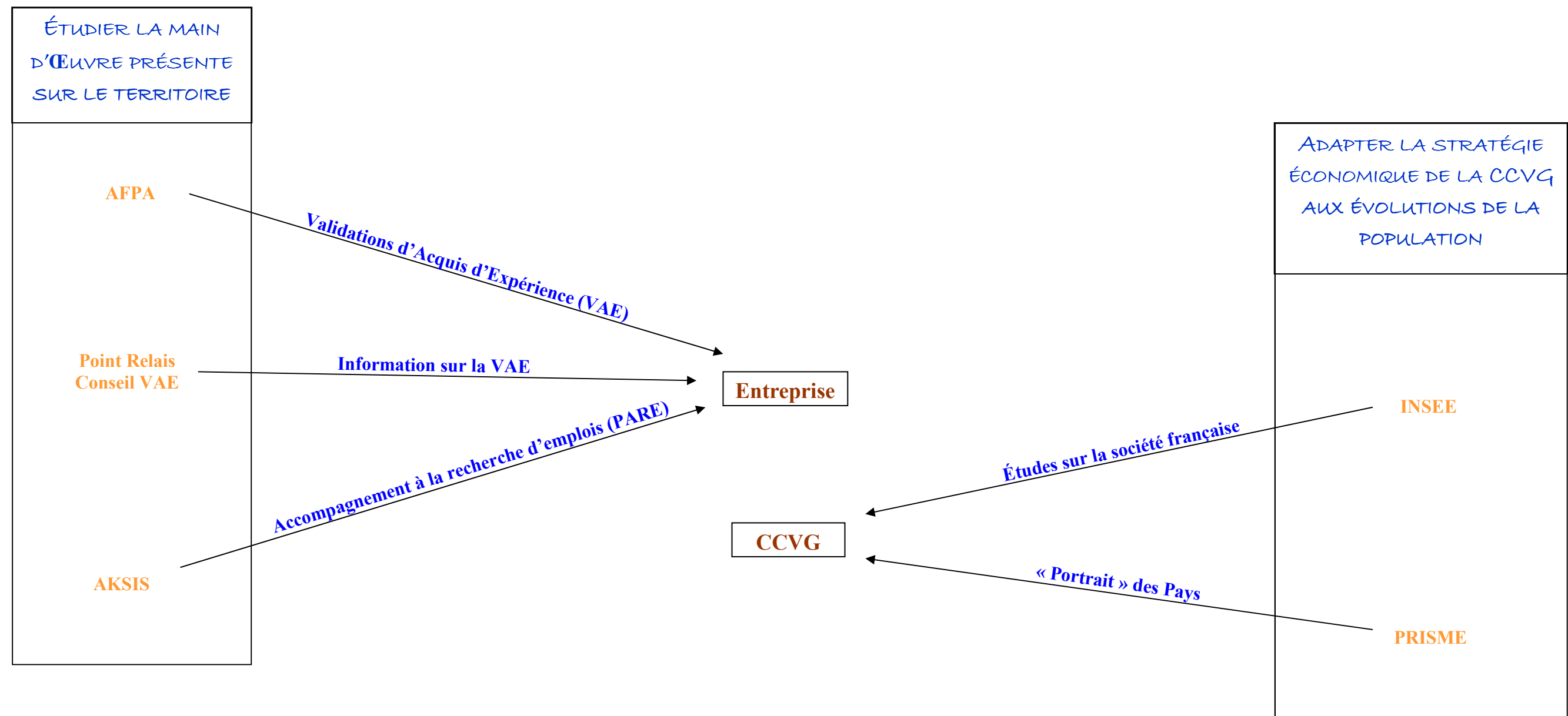
Source : Bureau d'étude IDéeL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Schéma n°6 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Anticiper les évolutions du tissu économique local »**



Source : Bureau d'étude IDéeL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG

**Schéma n°7 : Acteurs intervenant dans l'enjeu  
« Anticiper les évolutions du tissu économique local »**



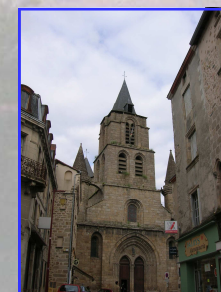
*Source : Bureau d'étude IDéeL  
Réalisation : Groupe DA-CCVG*



# ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)



## TOME III PROPOSITIONS D' ACTIONS

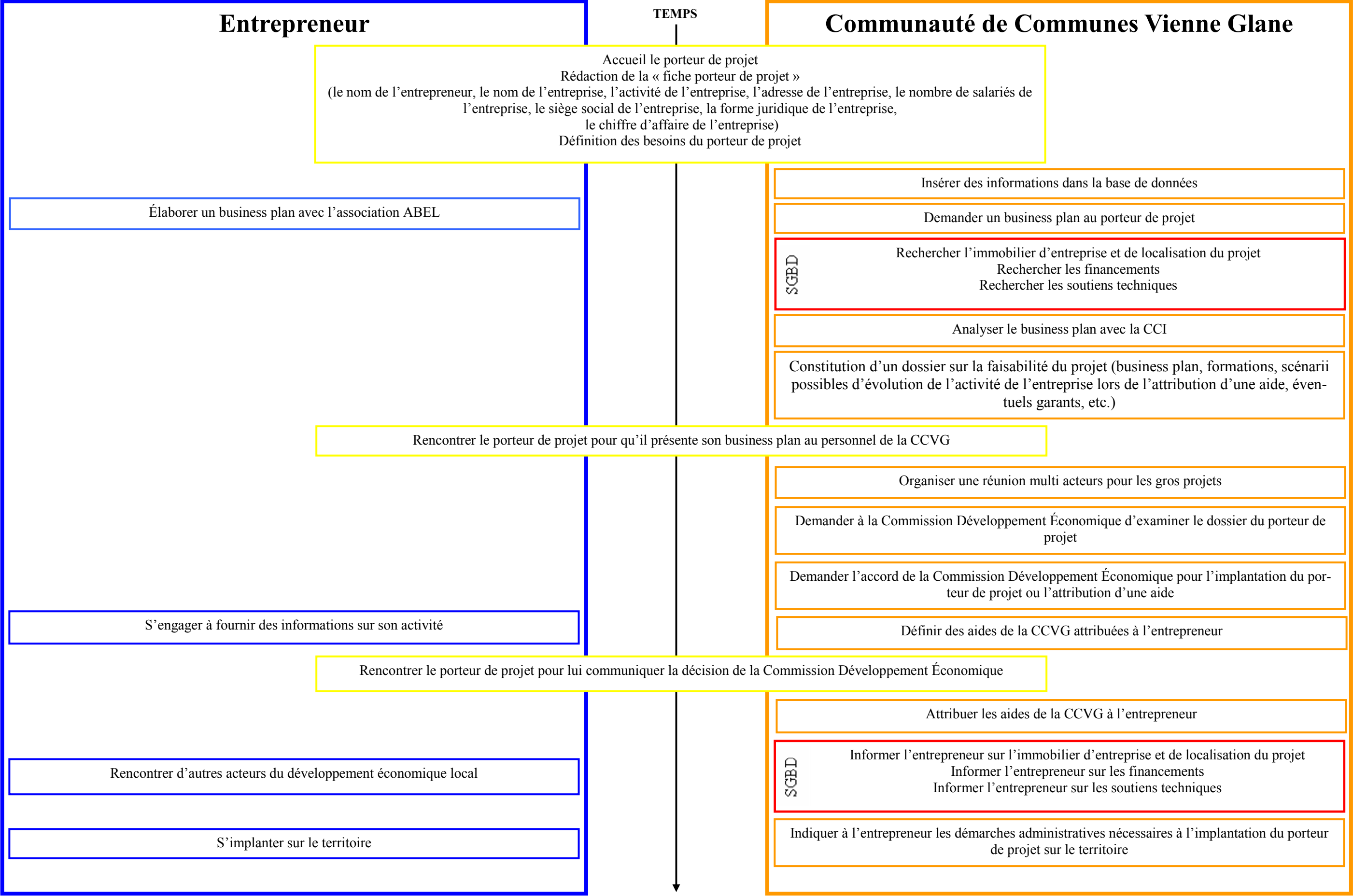


Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

Schéma n°1 : Le parcours du porteur de projet au sein de la Communauté de Communes Vienne Glane



# **ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE (87)**

## **TOME III PROPOSITION D'ACTIONS**

Stage de groupe - Septembre 2007  
Ingénieur 2

Tuteur : M. Jean-Paul Carrière

ARNOULD Fanny - BAUDRIER Benoît - BLONDEL Benoît - CARAYOL Mathieu - MABILLE Anne

# SOMMAIRE

Introduction	3
Partie 1 : Les actions pour la stratégie de développement économique de la Communauté de Communes Vienne Glane	5
I. Présentation des actions	6
Enjeu 1 : Favoriser un développement différencié du territoire	7
Enjeu 2 : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	32
Enjeu 3 : Promouvoir les spécificités du territoire	93
Enjeu 4 : Anticiper les évolutions du tissu économique local	109
II. Le planning de réalisation des actions proposées	133
A. Les actions à réaliser en 2008	134
B. Les actions à réaliser en 2009	136
C. Les actions à réaliser en 2010	138
D. Les actions à réaliser en 2011	141
E. Les actions à réaliser en 2012	144
F. Les actions à réaliser en 2013	147
Partie 2 : Formalisation de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	150
I. L'outil de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet : le système de gestion de bases de données	151
A. Structure du logiciel	151
B. Le contenu des tables	151
II. Le parcours du porteur de projet au sein de la Communauté de Communes Vienne Glane	153
Conclusion	156
Conclusion générale	157
Bibliographie	159
Table des matières	161
Table des illustrations	167
Annexes	168

# INTRODUCTION

Le diagnostic a permis d'analyser le tissu économique de la Communauté de Communes Vienne Glane et de définir quatre enjeux pour le développement local :

- Favoriser un développement différencié du territoire ;
- Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire ;
- Promouvoir les spécificités du territoire ;
- Anticiper les évolutions du tissu économique local.

Le cadre d'intervention et l'analyse du jeu d'acteurs ont permis d'éclaircir les modalités d'action de la Communauté de Communes ainsi que les partenaires pouvant s'associer à la CCVG afin de répondre au mieux aux enjeux du développement économique du territoire.

Il s'agit, pour la première fois au sein de la Communauté de Communes Vienne Glane, de définir une stratégie de développement économique. Elle a pour finalité d'apporter des solutions aux difficultés ressenties dans le diagnostic, tout en respectant bien évidemment le cadre d'intervention de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale. Les autres acteurs du développement économique local seront associés le plus fréquemment possible à cette démarche.

La stratégie de développement économique proposée pour la Communauté de Communes Vienne Glane sera orientée par trois principes d'actions. Elle devra, tout d'abord, permettre de maintenir le dynamisme économique du territoire. Elle tend en conséquence vers le maintien des activités du territoire. L'accueil de nouvelles entreprises sur le territoire se fera en complémentarité avec les activités existantes.

Cette stratégie permettra également d'inscrire la Communauté de Communes comme interlocuteur local privilégié des entrepreneurs du territoire. Il s'agit de faire en sorte que les entrepreneurs s'adressent directement à la CCVG et qu'elle leur indique vers quel(s) acteur(s) du développement économique se tourner et les aides auxquelles ils peuvent prétendre. La Communauté de Communes devra être réactive aux demandes des entrepreneurs et devra les renseigner le plus rapidement possible. Sans cette capacité à répondre rapidement aux entrepreneurs, la Communauté de Communes ne pourra assurer son rôle d'interlocuteur local privilégié.

Enfin, cette stratégie de développement économique devra être en accord avec le Schéma Régional de Développement Économique. En effet, ce document, qui fixe les orientations du développement économique régional, doit servir de référence aux stratégies économiques locales.

Les actions qui seront proposées pour la stratégie de développement économique de la CCVG s'attacheront à respecter ces principes. Une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet, élément fondamental de cette stratégie, sera également présentée.

Ce tome contenant la stratégie de développement économique de la CCVG est présenté sous forme de fiches actions. Ces fiches ne contiennent pas une description de l'action exhaustive. En effet, elles ont été échelonné sur une période de 5 ans à partir de 2008, il a donc été jugé plus intéressant de proposer une stratégie plus flexible qui puisse être adaptée au contexte économique.

# PARTIE 1

## LES ACTIONS POUR LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE

Les principes d'actions étant définis, il s'agit maintenant de présenter les actions de la stratégie de développement économique de la Communauté de Communes Vienne Glane.

Les actions feront ensuite l'objet d'une planification pour la période 2008-2013, ce qui permettra également de déterminer l'investissement annuel nécessaire à la réalisation des actions de la stratégie de développement économique proposée.



## I. PRÉSENTATION DES ACTIONS

Les actions proposées pour la stratégie de développement économique de la Communauté de Communes Vienne Glane sont présentées en fonction des enjeux dégagés lors du diagnostic, qui sont découpés en objectifs puis en objectifs opérationnels. Ces derniers sont des ramifications plus précises et plus concrètes que les objectifs. Ils correspondent à un but commun à atteindre par un groupe d'actions.

Les enjeux ont été défini dans la conclusion du diagnostic. Les objectifs et objectifs opérationnels seront, quant à eux, développés à l'intérieur de chaque enjeu.

Les actions sont rédigées sous forme de fiches pour être le plus explicite possible. Celles-ci comprennent :

- le nom de l'enjeu, de l'objectif et de l'objectif opérationnel dans lesquels s'inscrit l'action ;
- le nom de l'action ;
- le degré d'importance. Les actions sont hiérarchisées en trois niveaux d'importance (A,B et C), le rang A correspondant à une action prioritaire et le rang C à une action de moindre dimension. Le classement d'une action dépend de la réponse qu'elle apporte à l'enjeu correspondant. Ainsi, plus une action répond à un enjeu et plus elle est considérée comme prioritaire.
- les constats issus du diagnostic auxquels l'action doit répondre ;
- les justifications. Elles précisent la finalité de l'action ;
- les contraintes d'antériorité. Elles indiquent les actions qui doivent être préalablement réalisées avant de commencer la nouvelle action. Les actions n'ayant pas de contraintes d'antériorité peuvent être réalisées de manière indépendante ;
- les acteurs associés et la nature de l'aide qu'ils apportent (financière, matérielle ou technique). Les acteurs associés indiqués sont uniquement des organismes publiques ou parapubliques. Les détails de l'intervention de ces acteurs sont explicités dans le tome II : Cadre d'intervention et jeu d'acteurs. Ces informations permettent de resituer la CCVG dans le jeu d'acteurs du développement économique local ;
- la description de l'action ;
- les moyens d'évaluation. Ils doivent permettre de mesurer dans le temps l'efficacité de l'action proposée ;
- le coût de l'action. Il peut être de deux types : le coût financier direct et le coût relatif au temps passé par le personnel de la CCVG pour la réalisation de l'action. Toutefois, les coûts sont des approximations. Elles permettent néanmoins de donner une indication sur l'investissement nécessaire à la réalisation d'une action. De plus, le coût d'une action, ou d'une partie de l'action, peut varier en fonction de la fréquence de certaines réunions, de la somme engagée dans l'opération, etc. Dans ce cas, le coût sera considéré comme actuellement non définissable et apparaîtra dans la fiche action sous la forme « nd » ;
- l'année de réalisation de l'action.



## ENJEU 1 :

FAVORISER UN DÉVELOPPEMENT DIFFÉRENCIÉ DU TERRITOIRE

## OBJECTIF 1 :

### CONSERVER LA DYNAMIQUE ENDOGÈNE DU TERRITOIRE

#### Pourquoi cet objectif ?

Deux communes du territoire sont porteuses du dynamisme communautaire. D'une part, la commune de Saillat-sur-Vienne constitue le principal pôle industriel du territoire avec les deux industries papetières International Paper et Smurfit Kappa. La commune de Saint-Junien, d'autre part, concentre la majeure partie des commerces et services du territoire. Toutefois, ces communes, et le territoire intercommunal dans son ensemble, sont entourées de pôles de développement qui peuvent freiner leur développement. En effet, une partie de l'activité d'International Paper est déjà localisée sur la commune d'Étagnac et l'agglomération limougeaude proposent sur son territoire de nombreuses activités commerciales.

Il est donc important que la Communauté de Communes puisse conserver son dynamisme et son attractivité vis-à-vis des différents pôles de développement environnants.

Cet objectif est divisé en trois objectifs opérationnels :

- Prendre en compte l'influence des pôles voisins ou ayant les mêmes spécificités. En effet, le développement de l'agglomération limougeaude peut être une menace pour la CCVG. De plus, la commune d'Étagnac a un faible taux de Taxe Professionnelle et peut donc devenir un nouveau territoire d'accueil pour les entreprises. Enfin, même si la ville de Millau est éloignée du territoire intercommunal, sa compétence dans le domaine du gant en cuir représente une concurrence non négligeable pour la CCVG. La prise en compte de ces trois pôles permettra à la CCVG d'améliorer sa stratégie de développement économique en travaillant sur les points forts du territoire.
- Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien. L'aire de chalandise de la commune de Saint-Junien s'étend au-delà des frontières intercommunales et également régionales. Il semble donc important de conserver et de renforcer ce dynamisme commercial de la ville centre de la Communauté de Communes.
- Spécialiser les zones d'activités existantes ou futures du territoire. Les zones d'activités réparties sur l'ensemble de la CCVG ont des vocations actuellement mal définies. Une spécialisation de ces zones permettra une plus grande lisibilité du territoire.

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Prendre en compte l'influence des pôles voisins ou ayant les mêmes spécificités	
<b>Se renseigner sur les actions de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole</b>	

B

#### Constats :

Proximité de la CCVG avec la CALM  
 Deux communes de la CCVG incluses dans l'aire urbaine de Limoges (Oradour-sur-Glane et Saint-Victorien)  
 Une commune de la CCVG polarisée à la fois par Saint-Junien et Limoges (Javerdat)

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Acteur associé et nature de l'aide :

CALM

Rencontre avec des techniciens

FAZ 87 (M. Fayette : 05 55 45 15 64)

Information sur les projets futurs ou en cours sur la CALM

#### Justifications :

Tenir compte des actions de la CALM

Se différencier par une politique de communication spécifique

Prendre une habitude de travail ensemble

#### Porteur de l'action :

CCVG

Technique

Technique

#### Description :

Consulter régulièrement le site Internet de la CALM

Consulter le journal communautaire de la CALM pour se tenir informer de ses projets

Contacteur la FAZ 87 pour se tenir au courant des opérations menées dans les zones d'activités de la CALM

Rencontrer un technicien de la CALM pour mettre en place une habitude de travail et lui montrer l'intérêt d'une collaboration : les deux intercommunalités pourront optimiser leurs actions par rapport à celles de chacune

Formaliser une entente lors de la réalisation de projets limitrophes entre la CALM et la CCVG : les intercommunalités devront se tenir informées mutuellement sur les enjeux et les finalités des projets en question

#### Moyen d'évaluation :

Voir si l'échange d'informations se réalise correctement


#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :

15 minutes par semaine pour le site de la CALM

1 heure tous les deux mois en rendez-vous avec la FAZ

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	18 h / an
Année de réalisation de l'action	2009

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Prendre en compte l'influence des pôles voisins ou ayant les mêmes spécificités	
<b>Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Étagnac</b> 	

**Constats :**

Taxe professionnelle sur la commune d'Étagnac de 7,95%, contre 15,65% sur le territoire  
 Implantation des ateliers de finition et d'expéditions de International Paper

**Justifications :**

Surveiller le développement économique d'Étagnac qui est concurrente de la Communauté de Communes  
 Différencier l'action de la CCVG avec celle de Haute-Charente et communiquer sur les spécificités du territoire

**Contrainte d'antériorité :** /

**Porteur de l'action :**  
CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :** /

**Description :**


Consulter le site Internet de la Communauté de Communes Haute-Charente ([www.charente-limousine.fr](http://www.charente-limousine.fr)) tous les deux mois  
 Regarder la superficie disponible, la taxe professionnelle des zones et les services présents sur les zones et les entreprises implantées

**Moyen d'évaluation :**

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
1 heure tous les deux mois

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	6 h / an
Année de réalisation de l'action	2009

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Prendre en compte l'influence des pôles voisins ou ayant les mêmes spécificités	
<b>Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir</b> 	

**Constats :**

Saint-Junien est la première ville du gant en cuir de luxe mais manque de notoriété  
 Mise en valeur des spécificités de la commune de Millau, notamment sur le site Internet de la Communauté de Communes  
 Manque de mise en valeur du gant en cuir de luxe de Saint-Junien

**Justifications :**

Se placer sur le marché du gant en cuir de luxe différemment de Millau  
 Initier un tourisme, en relation avec le gant en cuir, différent de celui de Millau  
 S'inspirer de ce qui est réalisé sur Millau  
 Connaître la stratégie de communication de Millau sur le gant, ce territoire étant un concurrent de la filière spécifique

**Contrainte d'antériorité :** /

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

Commune de Saint-Junien

Technique

**Description :**

Consulter le site Internet de la Communauté de Communes Millau Grands Causses ([www.cc-millaugrandscausses.fr](http://www.cc-millaugrandscausses.fr))  
 Tenir informer la commune de Saint-Junien des actions menées par la CC Millau Grands Causses et demander à la commune ses objectifs dans le secteur du cuir  
 S'inspirer des actions de la CC Millau Grands Causses pour les adapter au territoire en collaboration avec la commune de Saint-Junien  
 Promouvoir les entreprises du secteur du cuir par une communication sur le site Internet de la CCVG

**Moyens d'évaluation :**

Suivi de l'activité des entreprises du secteur du cuir  
 Suivi de la fréquentation touristique

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
 1 heure tous les deux mois

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	6 h / an
Année de réalisation de l'action	2009

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien	
<b>Aider les commerçants de Saint-Junien à concrétiser leurs actions communes</b>	



**Constats :**

Séparation géographique des zones commerciales (Les Martines et La Croix Blanche) et du centre-ville de Saint-Junien  
 Une clientèle habituée à se rendre soit dans le centre, soit dans les zones commerciales  
 Une volonté naissante des commerçants de Saint-Junien de créer une dynamique commune

**Justifications :**

Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien  
 Encourager la clientèle des zones commerciales à se rendre en centre-ville et réciproquement  
 Initier une dynamique endogène pour élargir la zone de chalandise de Saint-Junien

**Contraintes d'antériorité :**

La CCVG doit être identifiée comme l'interlocuteur local privilégié en matière de développement économique  
 Connaître les actions menées par les commerçants et leurs projets communs

**Porteurs de l'action :**

Les commerçants de Saint-Junien

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Commune de Saint-Junien

Technique

Pays

DCT, soutien aux unions commerciales et artisanales pour développer des actions collectives

Financière

Saint-Junien Entrée Libre

Technique

**Description :**

Participer aux réunions entre les commerçants de centre-ville et ceux des zones commerciales  
 Proposer des aides techniques et financières (via la DCT) pour mettre en œuvre les actions communes  
 Communiquer sur les actions menées par les commerçants sur le site Internet et dans le journal de liaison

**Moyen d'évaluation :**

Succès des actions des commerçants (fréquentation, satisfaction des commerçants du centre-ville) et des zones commerciales (chiffre d'affaire réalisé), habitudes de travail en commun initiées)

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

dépend de la fréquence des réunions entre commerçants : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien	
<b>Cibler de nouveaux commerces structurants (1/2)</b>	

B

**Constats :**

Saint-Junien, deuxième pôle commercial de Haute-Vienne  
Zone de chalandise de la commune dépassant les limites régionales

**Justifications :**

Renforcer l'attractivité du territoire  
Conforter la zone de chalandise de Saint-Junien (par rapport à la croissance de celle de Limoges)

**Contrainte d'antériorité :**

Initier des habitudes de travail en commun avec les services de la ville de Saint-Junien

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

CCI

Réalisation du Schéma de Développement Commercial de la Haute-Vienne (SDEC) permettant de cibler les besoins en commerces structurants sur le territoire

Technique

Saint-Junien Entrée Libre

Consultation de l'association

Technique

Les communes de la CCVG

Technique

**Description :**

Contacter la CCI à propos de l'étude du SDEC pour cibler la rédaction d'un cahier des charges

Travailler en étroite collaboration avec les services de la commune de Saint-Junien afin de déterminer leurs attentes dans ce domaine

Informar les autres communes de la CCVG de l'opération

Se référer à l'étude de consommation des ménages par rapport aux commerces de Saint-Junien du bureau d'études Gestion et Analyse de Marchés pour cibler la rédaction d'un cahier des charges

Contacter l'association Saint-Junien Entrée Libre quant à ses appréhensions et ses attentes sur l'arrivée de nouveaux commerces

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire

Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire

Objectif opérationnel : Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien

### Cibler de nouveaux commerces structurants (2/2)

B

#### Description (suite) :

Tenir informées les communes de la CCVG du projet d'étude sur les besoins de la population en commerces et prendre en compte leurs remarques

Rédiger un cahier des charges pour la réalisation de l'étude des besoins de la population

Demander au bureau d'études de cibler les enseignes susceptibles de s'implanter sur la commune de Saint-Junien pour conforter sa zone de chalandise

Faire appel à un bureau d'études

Suivre l'étude réalisée et proposer une réunion de présentation finale avec la présence des services de Saint-Junien

Tenir informer du résultat les communes de la CCVG

#### Moyen d'évaluation :

Résultats du bureau d'études : type de commerces structurants pouvant s'implanter sur le territoire

#### Coût :

Rémunération du bureau d'études : 20 000 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Étude du SDEC et du rapport sur la consommation des ménages : 3 h

Contact avec Saint-Junien Entrée Libre : 3 h

Rédaction du cahier des charges : 2 h

Suivi de l'étude et présentation finale : 6 h

Coût financier de l'action	20 000 €
Temps passé pour l'action	14 h
Année de réalisation de l'action	2011



Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien	
<b>Accueillir de nouveaux commerces structurants (1/2)</b>	



**Constats :**

Saint-Junien, deuxième pôle commercial de Haute-Vienne  
Zone de chalandise de la commune dépassant les limites régionales

**Justifications :**

Renforcer l'attractivité du territoire  
Conforter la zone de chalandise de Saint-Junien (par rapport à la croissance de celle de Limoges)

**Contraintes d'antériorité :**

Initier des habitudes de travail en commun avec les services de la ville de Saint-Junien  
Cibler de nouveaux commerces structurants  
Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi des entrepreneurs  
Constituer des réserves foncières  
Recenser les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle  
Intégrer le foncier dans le Système de Gestion de Bases de Données

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Saint-Junien Entrée Libre  
Consultation de l'association  
Les communes de la CCVG

Technique  
Technique

**Description :**

Démarcher les enseignes ciblées par le bureau d'études en s'appuyant sur les connaissances des services de la ville de Saint-Junien concernant les logiques des enseignes  
Définir avec l'enseigne les modalités d'implantation  
Communiquer sur l'implantation de l'enseigne à travers les différents outils de communication mis en place par la CCVG

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire
Objectif opérationnel : Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien	
<b>Accueillir de nouveaux commerces structurants (2/2)</b>	



**Moyens d'évaluation :**

Étude sur l'origine géographique de la clientèle du nouvel équipement commercial

Étude de l'aire de chalandise de la commune de Saint-Junien

**Coût :**

Frais engagés lors de l'implantation de l'enseigne : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontre avec l'enseigne pour définir les modalités d'implanté : 6 h

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	6 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire

Objectif : Conserver la dynamique endogène du territoire

Objectif opérationnel : Spécialiser les zones d'activités existantes ou futures du territoire

### Élaborer un dispositif de spécialisation pour la création de nouvelles zones et l'extension des zones existantes A

#### Constats :

Les zones d'Oradour-sur-Glane, de Saint-Brice-sur-Vienne et de Saint-Victorien regroupent actuellement principalement des artisans et des petites industries

Les zones de Saint-Junien sont principalement à vocation industrielle, notamment la zone du Petit Boisse

Accueil au coup par coup des entreprises sans spécialisation des zones d'activités

#### Justifications :

Avoir des zones d'activités le plus adaptées aux activités qui y sont présentes

Adapter les zones d'activités du territoire aux besoins des entrepreneurs

#### Contraintes d'antériorité :

Identifier la composition des zones d'activités du territoire

Connaître les besoins des artisans et des petites industries sur les zones d'Oradour-sur-Glane, de Saint-Brice-sur-Vienne et de Saint-Victorien

Connaître les besoins des entreprises industrielles sur les zones d'activités de Saint-Junien

Constituer des réserves foncières

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

Les communes de la CCVG

Technique

#### Description :

Définir la vocation des différentes zones d'activités du territoire existantes

Définir la vocation d'une zone lors de sa création

Informar les communes de la vocation des zones d'activités du territoire et les encourager à maintenir cette vocation

Proposer aux entrepreneurs de s'implanter sur la zone la plus adaptée à leur activité en l'informant des avantages d'être dans une zone spécialisée

#### Moyen d'évaluation :

Satisfaction des entrepreneurs à être dans une zone spécialisée

#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG : nd

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	nd
Année de réalisation de l'action	2008

## OBJECTIF 2 :

### DÉVELOPPER LES COMMUNES RÉSIDENTIELLES EN PÔLES DE VIE

#### Pourquoi cet objectif ?

Le territoire intercommunal est un territoire hétérogène sur lequel chaque commune possède des caractéristiques propres.

La commune de Saint-Junien constitue le moteur du développement de la Communauté de Communes. Des actions ont précédemment été proposées pour renforcer le rôle commercial de la ville centre.

Les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac ont, quant à elles, pour principale fonction l'accueil de population. Il s'agit pour cet objectif de proposer des actions spécifiques pour ces communes.

La population âgée et le solde résidentiel positif en faveur de la CCVG sont deux éléments supplémentaires qui nécessitent de proposer des actions à destination de la population de l'ensemble du territoire communautaire.

Cet objectif est divisé en quatre objectifs opérationnels :

- Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs : en effet, le territoire est constitué de deux populations qui ont des besoins différents. Les personnes âgées ont besoin de services et de commerces de proximité en raison de leur difficulté à se déplacer, les populations urbaines veulent bénéficier de la facilité d'accès à ses services et commerces que l'on retrouve dans les villes. Il est donc important que la Communauté de Communes prennent en compte les besoins de sa population afin de pouvoir l'ancrer au territoire.
- Dynamiser l'activité des commerces et services de proximité : en effet, Saint-Junien bénéficie d'un véritable dynamisme commerciale mais les commerces des autres communes ont besoin d'une animation. En effet, des mesures créant une unité commerciale, notamment dans les communes les plus résidentielles, permettra de favoriser leur développement.
- Animer les centres bourgs : en effet, les communes résidentielles ont besoin d'une animation pour être mises en valeur.
- Offrir un parc locatif permettant à la population d'évoluer sur le territoire : en effet, l'offre de logements locatifs est limitée sur le territoire, or cela permettrait à la population d'évoluer sur le territoire en fonction de ses besoins et de ses moyens.

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs	
<b>Réaliser une étude de faisabilité pour connaître les besoins de la population et identifier la viabilité d'un relais multiservices</b>	

B

**Constats :**

Une offre en équipements, commerces et services concentrée sur Saint-Junien et secondairement sur Oradour-sur-Glane  
 Arrivée d'une population urbaine  
 Faiblesse des équipements, commerces et services sur les communes de Javerdat, Chaillac-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac  
 Un solde migratoire résidentiel positif sur l'ensemble des communes du territoire  
 Présence d'une population âgée sur le territoire

**Justifications :**

Identifier les besoins de la population pour cibler le contenu des relais multiservices  
 S'assurer de la pérennité du relais multiservices

**Contrainte d'antériorité :** /

**Porteur de l'action :**  
CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

**Description :**

Rédiger un cahier des charges pour la réalisation d'une étude sur les besoins de la population  
 Faire appel à un bureau d'études pour connaître les besoins de la population sur les communes rurales  
 Demander au bureau d'études de cibler les communes où un relais multiservices aurait l'opportunité de s'implanter  
 Suivre l'étude réalisée et proposer une réunion de présentation finale

**Moyen d'évaluation :**

**Coût :**

Rémunération du bureau d'études : 20 000 €  
 Temps passé par le personnel de la CCVG :  
     Rédaction du cahier des charges : 2 heures  
     Suivi de l'étude et présentation finale : 6 heures

Coût financier de l'action	20 000 €
Temps passé pour l'action	8 h
Année de réalisation de l'action	2009

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs	
<b>Mettre en place des relais multiservices dans les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac (1/2)</b>	



#### Constats :

Une offre en équipements, commerces et services concentrée sur Saint-Junien et secondairement sur Oradour-sur-Glane  
 Arrivée d'une population urbaine  
 Faiblesse des équipements, commerces et services sur les communes de Javerdat, Chaillac-sur-Vienne, Saint-Martin-de-Jussac  
 Un solde migratoire résidentiel positif sur l'ensemble des communes du territoire  
 Présence d'une population âgée sur le territoire

#### Justifications :

Offrir un service minimum de proximité à la population des petites communes du territoire

#### Contraintes d'antériorité :

Réaliser une étude de faisabilité pour connaître les besoins de la population et identifier la viabilité d'un relais multiservices  
 Mettre en place une méthode d'accueil et de suivi des entrepreneurs

#### Porteur de l'action :

Personne privée

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

Pays	DCT : Maintien, redynamisation et création d'activités commerciales, artisanales et de services	Financière
Région	Aide visant au maintien et au développement des services essentiels à la population	Financière
Département	Aides à l'immobilier d'entreprises	Financière
	Aides à l'immobilier d'entreprises pour la CCVG	Financière
CRCI	Équipement du relais d'un Point Multiservices	Matérielle
Communes de Chaillac, Javerdat et Saint-Martin		Technique

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs	
<b>Mettre en place des relais multiservices dans les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac (2/2)</b>	



#### Description :

Travailler en étroite collaboration avec les communes de Chaillac-sur-Vienne, de Javerdat et de Saint-Martin-de-Jussac

Faciliter l'implantation d'un commerce multiservices à Chaillac-sur-Vienne et à Saint-Martin-de-Jussac en démarchant des exploitants

Encourager l'auberge limousine de Javerdat à devenir relais multiservices

Aider les entrepreneurs à construire ou réhabiliter les bâtiments nécessaires dans le cadre de la compétence d'aide à l'immobilier d'entreprises de la CCVG

Réaliser un dossier de demande de subventions auprès du département pour bénéficier de l'aide à l'immobilier d'entreprise si la CCVG est propriétaire du bâtiment

Dans le cas contraire, aider les futurs gérants à monter leurs dossiers de demande de subventions auprès du département et du Pays afin de réaliser des investissements immobiliers, mobiliers, immatériels, matériels, d'aménagement et de réhabilitation des façades/vitrines

Demander au gérant, en contrepartie de l'aide à l'immobilier, de prendre une franchise afin de conforter son développement ou

Proposer au commerçant de s'équiper d'un point Multiservices afin de faciliter sa gestion et de mettre à la disposition de la population fax, photocopieur, imprimante, scanner et accès Internet

Promouvoir les relais multiservices créés sur le site Internet de la CCVG et le journal intercommunal

#### Moyen d'évaluation :

Fréquentation des points multiservices

#### Coût :

Coût de la construction ou réhabilitation du bâtiment auquel seront soustraites les subventions remises à la CCVG: nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
dépend du déroulement de l'action : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2010

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs	
<b>Accompagner le développement des services à la personne (1/2)</b>	



**Constats :**

Une population sur le territoire plus âgée que la moyenne nationale  
Des migrations résidentielles positives

**Justifications :**

Répondre aux besoins des populations, notamment les plus âgées, en leur permettant de rester plus longtemps chez eux

**Contraintes d'antériorité :**

Réaliser une analyse précise de la composition de la population des communes et de leurs besoins  
Faire une analyse financière afin de fixer la capacité d'intervention de la CCVG dans l'attribution d'aides financières aux entreprises des services à la personne  
Fixer le montant d'une enveloppe annuelle

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Airelle Limousin	
Diagnostic de la capacité de consolidation, suivi des entrepreneurs	Technique
Accompagnement des entrepreneurs	Financière
Département	
Aide aux études et audits	Technique
Pays	
DCT : Maintien, redynamisation et création d'activités commerciales, artisanales et de services	Financière
Région	
Aide au maintien et au développement des services essentiels à la population	Financière



Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire

Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie

Objectif opérationnel : Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs

### Accompagner le développement des services à la personne (2/2)

A

#### Description :

Rencontrer les gérants des derniers services essentiels à la population des communes rurales : boulangerie, boucherie, charcuterie, café-point de vente d'un quotidien, magasin de détail alimentaire indépendant en leur proposant de bénéficier des dispositifs d'aides mis en place par les acteurs associés à leur intention afin de les maintenir dans un premier temps.

Mettre en relation les porteurs de projet se présentant à la CCVG ou démarchés par celle-ci avec la boutique de gestion Airelle Limousin afin d'appuyer la création d'activités ou de projets d'utilité sociale.

Conventionner avec la région afin d'être autorisé à dispenser des aides aux petites entreprises des services à la personne

Définir les critères d'attribution de l'aide de la CCVG aux entrepreneurs

#### Moyens d'évaluation :

Installation/pérennisation des entreprises des services à la personne

Évolution de la part de l'économie présentielle par rapport à l'économie productive

Évolution de la composition de la population

#### Coût :

Montant de l'enveloppe annuelle à attribuer à l'aide : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Conventionner avec la Région : 3 h

Définition des critères d'attribution de l'aide : 3 h

dépend du nombre de rencontres avec les gérants des services à la population et du nombre de porteurs de projet à mettre en relation avec la boutique de gestion Airelle Limousin : nd

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	6 h
Année de réalisation de l'action	2011

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Dynamiser l'activité des commerces et services de proximité	
<b>Créer une carte de fidélité pour les clients des commerces et services du territoire (1/2)</b>	



#### Constats :

Un territoire attractif mais menacé par le développement des équipements commerciaux de Limoges  
 Un développement des commerces des zones qui ne doit pas nuire aux commerçants du centre-ville

#### Justifications :

Garder et renforcer le dynamisme des commerces et services de proximité de la Communauté de Communes  
 Fidéliser les clients et la population au territoire

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteur de l'action : CCVG

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

Les communes de la CCVG  
 CMA  
 Pays

DCT, soutien aux unions commerciales et artisanales pour développer des actions collectives  
 Saint-Junien Entrée Libre

Technique  
 Technique et financière

Financière  
 Technique

#### Description :

Informar tous les commerçants du territoire de l'opération par courrier  
 Demander aux commerçants intéressés de se manifester auprès de la Communauté de Communes  
 Proposer aux commerçants participants un financement pour la réalisation d'animations et d'aides aux investissements immatériels et matériels, grâce à l'aide de la DCT destinée à la CCVG  
 Faire parvenir les cartes de fidélité aux commerçants  
 Proposer des places d'entrée à tarif réduit dans les équipements intercommunaux (cinéma, centre aquatique) dès l'obtention de 15 preuves d'achat (tampon du commerce) dans un des commerces du territoire participant à l'opération  
 Informer la population de la mise en place de la carte de fidélité sur le site Internet et dans le journal de liaison de la CCVG

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire

Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie

Objectif opérationnel : Dynamiser l'activité des commerces et services de proximité

**Créer une carte de fidélité pour les clients des commerces et services du territoire (2/2)**



**Moyen d'évaluation :**

Nombre de cartes de fidélité distribuées

Nombre d'entrées à distribuer en récompense de la fidélité des clients des commerces adhérents à l'association par an

**Coût :**

Édition des cartes de fidélité :

dépend du nombre de cartes à éditer : nd

Places d'entrée au cinéma ou au centre aquatique :

dépend de la réussite de l'opération : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction d'un courrier type et envoi aux commerçants du territoire : 5 h

Traitement des réponses : 3 h

Communiquer sur l'action : 1 h

Proposer aux commerçants participants un financement :

dépend du nombre de participants : nd

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	9 h
Année de réalisation de l'action	2013

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Dynamiser l'activité des commerces et services de proximité	
<b>Créer le concours de la plus belle vitrine de Noël (1/2)</b>	



**Constat :**

Manque d'animation commerciale sur l'ensemble du territoire inter-communal

**Justifications :**

Initier une dynamique commerciale intercommunale  
Initier une unité commerciale intercommunale  
Maintenir l'activité des commerces de proximité

**Contrainte d'antériorité : /**

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Les communes de la CCVG

Technique

Pays

DCT, soutien aux unions commerciales et artisanales pour développer des actions collectives

Financière

Saint-Junien Entrée libre

Technique

**Description :**

Définir le rôle de la CCVG dans l'action et le montant de l'aide financière qu'elle engage dans cette action grâce à l'aide de la DCT

Rencontrer l'association Saint-Junien Entrée Libre pour connaître leurs opinions et attentes pour un tel concours

Fixer les dates du concours dans le calendrier annuel de la CCVG

Définir un règlement de participation avec Saint-Junien Entrée Libre

Faire un dossier de demande de subventions au Pays et à la Chambre des Métiers

Fixer les récompenses

Organiser l'élection du gagnant en préparant des urnes à la disposition des clients

**Moyen d'évaluation :**

Nombre de participants au concours

Nombre de bulletins réponse

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire

Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie

Objectif opérationnel : Dynamiser l'activité des commerces et services de proximité

**Créer le concours de la plus belle vitrine de Noël (1/2)**



**Coût :**

Participation de la CCVG :

Premier prix : 1000 €

Deuxième prix : 500 €

Troisième prix : 300 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontrer Saint-Junien Entrée Libre : 10 h

Rédaction d'un règlement de participation : 6 h

Communiquer sur l'action sur le site Internet : 2 h

<b>Coût financier de l'action</b>	1 800 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	18 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Animer les centres bourgs	
<b>Encourager la réalisation de randonnées gourmandes</b>	



**Constats :**

Potentialités de développer un tourisme vert dans les communes les plus rurales en raison de la qualité du cadre de vie  
 Nombreux chemins de randonnées sur le territoire intercommunal

**Justifications :**

Dynamiser des zones délaissées du territoire  
 Animer les centres bourgs  
 Rapprocher la population des espaces verts

**Contrainte d'antériorité :**

S'assurer de la sécurité des chemins de randonnées

**Porteur de l'action :**

L'association « Par chemin »

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Les communes de la CCVG  
 Saint-Junien Entrée Libre

Technique  
 Technique

**Description :**

Contacteur l'association « Par chemin » pour lui expliquer le principe des randonnées gourmandes (il s'agit de proposer un itinéraire de promenade passant à proximité des différents centres bourgs de la CCVG avec des stands de dégustation)  
 Subventionner une partie de l'action grâce à l'aide de la DCT perçue par la CCVG  
 Associer les commerçants locaux pour les produits alimentaires afin de promouvoir les spécialités locales  
 Communiquer sur les randonnées gourmandes à travers le site Internet et le journal de liaison de la CCVG  
 Alternier tous les ans le parcours pour passer dans les différents communes du territoire

**Moyen d'évaluation :**

Nombre de participants aux randonnées gourmandes

**Coût :**

Subvention d'une partie des randonnées gourmandes :  
 dépend de l'aide de la DCT perçue par la CCVG : nd  
 Temps passé par le personnel de la CCVG :  
 Rencontrer l'association « Par Chemin » : 10 h  
 Associer les commerçants : 6 h  
 Communiquer sur les randonnées gourmandes : 2 h

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	18h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2013

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Offrir un parc locatif permettant à la population d'évoluer sur le territoire	
<b>Agrandir le parc locatif en encourageant la location de logements privés dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (1/2)</b>	

B

**Constat :**

Manque de logements en location

**Justifications :**

Permettre l'évolution de la population sur le territoire dans le parc locatif

Favoriser le renouvellement de la population

Permettre aux salariés du territoire d'y résider

**Contrainte d'antériorité :**

Adopter le PLH en cours de réalisation

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Office Public de l'Habitat

ANAH

Propriétaires de locaux vacants

Technique

Financière

Technique

**Description :**

Rédiger un cahier des charges pour connaître les logements vacants qui pourraient être mis en location

Faire appel à un bureau d'études

Définir les logements prioritaires à réinsérer sur le marché locatif

Prendre contact avec les propriétaires des locaux vacants pour les encourager à participer à l'opération

Passer un accord avec l'OPH pour qu'il gère la réhabilitation des logements qui le nécessitent

Faire une demande de subvention à l'ANAH

Suivre l'évolution du projet en organisant des réunions de validation

Enjeu : Favoriser un développement différencié du territoire	Objectif : Développer les communes résidentielles en pôles de vie
Objectif opérationnel : Offrir un parc locatif permettant à la population d'évoluer sur le territoire	
<b>Agrandir le parc locatif en encourageant la location de logements privés dans le cadre du Programme Local de l'Habitat (2/2)</b>	

B

**Moyen d'évaluation :**

Étudier l'évolution de l'offre locative

**Coût :**

Rémunération du bureau d'études : 20 000 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction du cahier des charges : 3 h

Passer un accord avec l'OPH : 6 h

Dossier de subventions à l'ANAH : 2 h

Suivi de l'étude et présentation finale : 6 h

<b>Coût financier de l'action</b>	20 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	17 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008



**Tableau n°1 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Favoriser un développement différencié du territoire »**

Actions	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Élaborer un dispositif de spécialisation pour la création de nouvelles zones et l'extension des zones existantes	A					
Agrandir le parc locatif en encourageant la location de logements privés dans le cadre du PLH	B					
Aider les commerçants de Saint-Junien à concrétiser leurs actions communes	C					
Réaliser une étude de faisabilité pour connaître les besoins de la population et identifier la viabilité d'un relais multiservices		B				
Se renseigner sur les actions de la CALM		B				
Analyser les actions mises en œuvre par la CC Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir		C				
Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la CC Haute-Charente, plus précisément sur Étagnac		C				
Mettre en place des relais multiservices dans les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac			A			
Accompagner le développement des services à la personne				A		
Cibler de nouveaux commerces structurants				B		
Accueillir de nouveaux commerces structurants					A	
Créer le concours la plus belle vitrine de Noël					C	
Créer une carte de fidélité pour les clients des commerces et services adhérents à l'association des commerçants						C
Encourager la réalisation de randonnées gourmandes						C

ENJEU 2 :  
FAVORISER L'ANCRAGE DES ENTREPRISES AU TERRITOIRE

## OBJECTIF 1 :

### DÉVELOPPER DE NOUVEAUX FACTEURS D'ANCRAGE AU TERRITOIRE

#### Pourquoi cet objectif ?

Le siège social des trois quarts des entreprises de l'économie productive du territoire intercommunal se situe sur son territoire ce qui représente seulement la moitié des salariés de cette économie. 1 500 emplois dépendent donc d'un centre de décision extérieur au territoire. De plus, un des choix stratégiques a été de renforcer le développement endogène du territoire.

Il est donc important de pouvoir proposer aux entreprises des services afin de les ancrer au territoire et d'assurer un dynamisme et, par conséquent, de l'emploi sur le territoire.

Cet objectif est divisé en quatre objectifs opérationnels :

- Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet. Dans l'exercice de sa compétence développement économique, la CCVG rencontre de nombreux entrepreneurs que ce soit pour leur implantation sur le territoire ou pour leur attribuer des aides à l'immobilier. Toutefois, comme aucune méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet n'a été définie, chacune des collaborations avec un porteur de projet se déroule différemment. Il s'agit donc de formaliser une méthode permettant d'accueillir et de suivre un porteur de projet.
- Instaurer une habitude de travail collectif. De nombreux acteurs interviennent dans le développement économique local. Ils proposent aux entrepreneurs de nombreux dispositifs d'aides. La Communauté de Communes doit adapter sa stratégie en tenant compte de ces acteurs et en les associant le plus fréquemment possibles aux actions. Il semble donc primordial de déterminer des modalités de travail en commun.
- Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité. La stratégie de développement proposée s'axe sur le maintien et le développement des activités déjà présentes sur le territoire. La CCVG doit donc pouvoir proposer aux entrepreneurs des services leur permettant d'accroître leur activité.
- Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés. Les zones d'activités regroupent de nombreuses entreprises et, par conséquent, de nombreux employés. Il s'agit de proposer des services aux entrepreneurs et à leurs employés afin répondre à leurs besoins et ainsi de les ancrer au territoire.

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire

Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

### Établir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique



#### Constats :

Les chargés du développement économique cumulent du travail qu'ils pourraient mieux organiser s'ils avaient planifié les tâches  
Des projets gérés trop vite

#### Justifications :

Avoir une vision globale des tâches à réaliser sur l'année  
Mieux répartir les tâches entre le personnel de la CCVG  
Anticiper les projets

#### Contrainte d'antériorité : /

**Porteur de l'action :**  
CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide : /

#### Description :

Recenser les tâches à effectuer par les agents de la CCVG qui reviennent chaque année  
Intégrer les acteurs à rencontrer durant l'année  
Mettre en place un planning prévisionnel afin d'agencer ces tâches  
Associer un agent de la CCVG à chaque tâche du planning  
Respecter au mieux le planning effectué

#### Moyen d'évaluation :

Ressentit des agents de la CCVG après une année écoulée

#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
Réalisation du planning prévisionnel : 5 h

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	5 h
Année de réalisation de l'action	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Élaborer une procédure d'appréciation de projet (1/2)</b>	



#### Constats :

Accueil d'entreprises sans mesurer précisément la viabilité du projet  
Des ateliers relais mis en place sans réelle connaissance de la pérennité de l'entreprise

#### Justifications :

Accueillir et aider des entreprises qui sont viables  
Mieux anticiper les besoins des entrepreneurs pour leur proposer des services adaptés à leur activité  
Mettre en place une procédure souple prenant en compte les délais du porteur de projet  
Faire de la CCVG un facilitateur du projet de l'entrepreneur

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

ABEL

Élaboration d'un business plan avec l'entrepreneur      Technique

CCI

Analyse du business plan avec la CCVG      Technique

#### Description :

Définir les conditions de la recevabilité du projet de l'entrepreneur

Demander la réalisation d'un dossier sur la faisabilité du projet : business plan, formations suivies par le porteur de projet, scénarii possibles d'évolution d'activité de l'entreprise lors de l'attribution d'aides, moyens financiers du porteur projet, éventuels garants, etc.

Définir les acteurs susceptibles d'aider les porteurs de projet à définir leur projet et la CCVG à l'analyser

Orienter le porteur de projet vers l'association ABEL pour qu'elle l'aide à élaborer son business plan

Analyser le business plan avec la CCI

Définir le processus d'acceptation des projets

Rencontrer le porteur de projet pour qu'il présente oralement son dossier

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Élaborer une procédure d'appréciation de projet (2/2)</b>	



#### Description (suite) :

Présenter devant la Commission Développement Économique les principaux éléments du dossier

Acceptation du dossier par la Commission

Rejet du dossier par la Commission

Définir avec la Commission Développement Économique l'aide accordée (financière, immobilière) au porteur de projet

Rencontrer à nouveau le porteur de projet pour lui communiquer la décision de la Commission Développement Économique et le suivi de son projet

Orienter et accompagner le porteur de projet dans ses démarches auprès des autres organismes institutionnels

En cas d'acceptation du dossier, informer le porteur de projet sur les aides techniques et financières, ainsi que sur l'immobilier d'entreprise

En cas de rejet du dossier, expliquer au porteur de projet les raisons de cette décision et le réorienter vers les autres acteurs du développement économique pouvant l'aider à consolider son dossier

#### Moyen d'évaluation :

Pérennité de l'activité des entreprises ayant reçu des aides de la CCVG

#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Analyse du business plan avec la CCI : 2 h

Rencontres avec l'entrepreneur : 4 h

Présentation du dossier devant la Commission Développement Économique : 2 h

Temps total passé par le personnel de la CCVG dépend du nombre de projets à évaluer

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	8 h
Année de réalisation de l'action	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Conventionner avec la Région Limousin pour formaliser le partenariat (1/2)</b>	



#### Constats :

Compétence développement économique de la CCVG réduite à l'aménagement de zones d'activités et à la mise à disposition d'immobilier d'entreprises  
La CCVG travaille principalement seule

#### Justifications :

Étendre la compétence développement économique de la CCVG  
Travailler avec l'acteur référant en matière de développement économique

#### Contraintes d'antériorité :

Faire une analyse financière afin de fixer la capacité d'intervention de la CCVG dans le complément des aides de la région  
Fixer le montant d'une enveloppe annuelle

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide :

Région Limousin  
Convention

Technique

#### Description :

Définir en interne les attentes et les objectifs de la convention

Convenir des critères de la convention avec la région afin :

D'affiner les critères des entreprises éligibles en fonction de la stratégie d'accueil

De fixer les taux minimaux d'intervention de chaque signataire

De fixer les modalités de participation de la CCVG

De fixer les contreparties à demander aux entreprises aidées

Demander les mêmes pièces justificatives que la région pour l'attribution des aides en remplissant un rapport type

Faire réviser les modalités de la convention en fonction des évolutions du tissu économique local et de la redéfinition de la stratégie d'accueil de la CCVG (âge moyen des chefs d'entreprises qui diminue, etc.)

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Conventionner avec la Région Limousin pour formaliser le partenariat (2/2)</b>	



**Moyen d'évaluation :**

Qualité des habitudes de travail avec la région

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction de la convention avec la région : 8 h

**Remarque :**

Exemple de convention entre la région et la CALM : voir annexe I

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	8 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008



### **Conventionner avec la Région**

Il serait intéressant pour la Communauté de Communes Vienne Glane de mettre en place une convention avec la Région.

Plusieurs points devront être abordés dans cette convention.

Tout d'abord, la CCVG souhaite mettre en place une veille économique sectorielle territorialisée. Elle sollicite pour cela la région qui projette de réaliser un observatoire des mutations économiques grâce à la mise en réseau de services de l'Etat, de l'INSEE, de Limousin Expansion... Il serait envisageable que la Communauté de Communes Vienne Glane soit associée à cette démarche en tant que « site pilote » au niveau des territoires, ce qui serait également très positif pour elle en terme d'image. La CCVG pourrait ainsi anticiper les mutations économiques susceptibles de toucher les entreprises de son territoire. Elle souhaite ainsi maintenir le dynamisme de son territoire en optimisant ses services aux entreprises.

Il s'agirait de dispenser à la CCVG des informations concernant l'évolution des marchés nationaux et internationaux de ses secteurs d'activités spécifiques. Il s'agit des secteurs papier-carton, textile, habillement, cuir et céramique. (Une fréquence biannuelle semble appropriée). La CCVG sera donc en mesure d'adapter sa stratégie de développement économique ainsi que ses aides aux entreprises.

Ensuite, nous proposons de compléter financièrement deux types d'aides, proposées par la Région : l'aide au recrutement de second et l'aide à l'accès aux marchés.

La volonté de compléter la première aide s'explique par les résultats de l'étude prospective sur la gestion prévisionnelle des emplois, des compétences et des âges sur le Pays Ouest Limousin réalisée par l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail : un tiers des entrepreneurs n'ont pas de projet de transmission et un tiers des artisans seront à la retraite dans une dizaine d'années. Il convient, bien évidemment, de fixer certains critères qui peuvent être, par exemple, une participation financière de la CCVG uniquement sur l'embauche d'un second ayant vocation à reprendre l'entreprise, un taux plafond garanti de la part de la région, un taux plafond de la Communauté de Communes, etc. Actuellement, le Département ne participe pas financièrement à cette aide. Cependant il serait souhaitable de proposer à cette collectivité de s'associer à la démarche.

L'aide à l'accès aux marchés vise, quant à elle, à permettre de renforcer les capacités stratégiques des PME par le recours à des compétences externes. Il convient là aussi pour la Communauté de Communes de déterminer certaines conditions et notamment d'affiner les critères de sélection des entreprises éligibles à l'aide (prestataires de services des entreprises du secteur papier/carton, artisans et petites industries, entreprises des services à la population), de fixer des taux minimaux garantis par la région et de les compléter d'un certain pourcentage par la Communauté de Communes. Il serait également souhaitable de proposer au département de participer à cette opération.

Afin de pouvoir mettre à jour la base de données recensant les aides en faveur des entreprises, il sera demandé à la Région Limousin d'informer la Communauté de Communes Vienne Glane en cas de création de nouvelles aides, de changement des conditions d'attribution d'une aide, de suppression d'une aide.

Enfin, pour disposer d'informations sur les entreprises du territoire, la Région et la Communauté de Communes doivent s'accorder sur les informations à demander aux entrepreneurs en contrepartie de l'attribution d'une aide (le nom, l'adresse, l'activité, le statut juridique, l'emplacement du siège social, le bilan financier et la masse salariale). Le Conseil Général de la Haute-Vienne étant également un organisme accordant des subventions sera associé à cette démarche.

Un dernier point de la convention concernera les aides à la personne. La Région ne propose actuellement aucun dispositif d'accompagnement dans ce domaine. Or le territoire intercommunal se caractérise par une population vieillissante. La Communauté de Communes souhaiterait donc pouvoir attribuer des aides directes aux entreprises favorisant les services à la personne afin de répondre aux besoins de sa population. La région devra alors l'autoriser à réaliser ce type d'aides. Il conviendra évidemment pour la Communauté de Communes d'élaborer son propre règlement d'attribution de ces aides.

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Demander des informations aux entrepreneurs</b>	

B

**Constats :**

Une faible connaissance des entreprises du territoire  
De grandes difficultés pour obtenir les données sur les entreprises  
Des aides apporter aux entreprises sans contrepartie

**Justifications :**

Pour agir en tant qu'interlocuteur privilégié, il faut bien connaître les entreprises présentes sur le territoire  
Connaître la santé des entreprises du territoire

**Contrainte d'antériorité :**

Conventionner avec la Région Limousin pour formaliser le partenariat

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Région Limousin

Transmission d'informations sur les entreprises du territoire Technique

Conseil Général de la Haute-Vienne

Transmission d'informations sur les entreprises du territoire Technique

**Description :**

Déterminer avec la région les informations demandées aux entreprises (les noms de l'entreprise et de l'entrepreneur, l'adresse, l'activité, le statut juridique, la localisation du siège social, le bilan financier et la masse salariale)

Rédiger avec la région un document type sur lequel l'entrepreneur inscrit les informations demandées

Demander à la région dans le cadre de la convention, d'obtenir des informations sur les entreprises en échange de l'attribution d'une aide et de les transmettre à la CCVG

Demander aux entreprises des informations en échange des aides directes ou indirectes apportées par la CCVG

**Moyen d'évaluation :**

Quantité d'informations recueillies par la région et la Communauté de Communes

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Convenir avec la région des informations à demander aux entreprises : 3 h

Rédiger avec la région du document type : 3 h

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	6 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Créer un Système de Gestion de Bases de Données<sup>1</sup> (SGBD) en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique (1/2)</b>	



**Constats :**

Manque de suivi des entreprises  
Manque de réactivité  
Manque de connaissance sur les acteurs et leurs aides

**Justifications :**

Indiquer aux entrepreneurs les aides pouvant leur être fournies  
Être réactif aux besoins des entrepreneurs

**Contraintes d'antériorité :**

Demander des informations aux entrepreneurs  
Recenser les aides disponibles

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide : /**

**Description :**

Définir les objectifs du SGBD : avoir accès rapidement aux différentes aides économiques à destination des entrepreneurs et de la CCVG, connaître les entreprises du territoire, etc.  
Contacter un informaticien à partir des objectifs définis  
Rédiger le cahier des charges avec l'informaticien afin que le SGBD intègre les informations recueillies auprès des entrepreneurs et celles présentes dans le guide des aides économiques  
Faire réaliser le SGBD par l'informaticien  
Former le personnel de la CCVG (personnes chargées de l'accueil du porteur de projet) à l'utilisation du SGBD

1. Une base de données est un ensemble de données organisées de manière à ce que l'on puisse accéder à son contenu facilement et en tirer de l'information. Un SGBD est un logiciel qui gère les accès à ces bases de données et fournit des interfaces simples pour les manipuler. *Source : [www.php.team.net](http://www.php.team.net)*

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Créer un Système de Gestion de Bases de Données (SGBD) en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique (2/2)</b>	



**Moyens d'évaluation :**

Réactivité de la CCVG face aux demandes des entrepreneurs

Questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leur opinion sur les actions de la CCVG

**Coût :**

Création du SGBD : 25 000 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction du cahier des charges avec l'informaticien : 35 h

Formation du personnel de la CCVG au logiciel : 8 h

Mise à jour du logiciel : dépend du nombre de réponse des entrepreneurs et des aides à mettre à jour : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	25 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	43 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Former le personnel de la CCVG à la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet</b>	



**Constats :**

Manque de connaissance sur le fonctionnement des entreprises  
Création d'un SGBD

**Justifications :**

Développer la polyvalence des agents de développement économique  
Améliorer le suivi des entrepreneurs  
Augmenter la réactivité de la CCVG

**Contrainte d'antériorité :**

Elaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

CCI

Formation

Technique

Centre National de la Fonction Publique Territoriale

Formation

Technique

**Description :**

Expliquer aux agents de développement économique la méthode d'accueil des entrepreneurs  
Inscrire les agents de développement économique à la formation de la CCI sur « l'environnement économique de l'entreprise » afin de les doter d'une approche globale de l'entreprise et de ses mécanismes de fonctionnement  
Se renseigner auprès du CNFPT sur les formations portant sur les stades de vie de l'entreprise  
Inscrire les agents de développement économique à une formation du CNFPT portant sur les stades de vie de l'entreprise

**Moyen d'évaluation :**

Application des formations dans la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

**Coût :**


Formation de la CCI :

600 € par personne pour 3 jours

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Formation de la CCI : 3 jours par personne, soit 24 h par personne

<b>Coût financier de l'action</b>	1 200 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	48 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Élaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG (1/2)</b> 	

#### Constats :

La stratégie de développement contient de nombreuses actions à destination des entrepreneurs

Absence d'information sur la satisfaction des entrepreneurs suite aux services rendus par la CCVG

#### Justifications :

Avoir un retour d'informations sur les actions à destination des entrepreneurs

Disposer d'un moyen d'évaluation efficace et rapide sur les actions menées par la CCVG

#### Contraintes d'antériorité :

Demander des informations aux entreprises

Appliquer la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide : /

#### Description :

Rédiger un questionnaire type à destination des entreprises ayant été aidées par la CCVG

Faire appel à un informaticien pour :

Intégrer le questionnaire à choix multiples sur le site Internet de la CCVG

Créer un système de traitement automatique de l'information, une fois le questionnaire validé

Envoyer un mail personnalisé aux entrepreneurs les orientant vers le questionnaire et indiquer la période de sondage (1 mois)

Analyser les réponses au questionnaire

Prendre en compte l'opinion des entrepreneurs dans la stratégie de développement économique

Renouveler l'action tous les ans

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	
<b>Élaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG (2/2)</b>	



**Moyen d'évaluation :**

Nombre d'entrepreneurs ayant répondu au questionnaire

**Coût :**

Réalisation du questionnaire informatique : 6 000 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction du questionnaire type : 2 h

Envoyer des mails personnalisés : 3 h

Analyse des réponses : 5 h

<b>Coût financier total de l'action</b>	6 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	10 h + 8 h / an
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2010



Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Instaurer une habitude de travail collectif	
<b>Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises (1/2)</b>	



#### Constats :

Manque de suivi des entreprises installées sur le territoire  
 Manque de relation entre la CCVG et les entrepreneurs locaux  
 Manque de participation des entrepreneurs aux petits déjeuners proposés par la pépinière d'entreprises

#### Justifications :

Créer des rapports de confiance entre la CCVG et les entrepreneurs  
 Faciliter les échanges de données entre la CCVG et les entrepreneurs  
 Faire de la CCVG l'interlocuteur privilégié local

#### Contraintes d'antériorité :

Établir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique  
 Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

#### Porteurs de l'action :

CCVG  
 Pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

A.E.Z.I.

Représentant des établissements industriels  
 Pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane  
 Organisation et accueil des petits déjeuners  
 Saint-Junien Entrée Libre  
 Représentant des commerçants de Saint-Junien

Technique

Technique

Technique

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Instaurer une habitude de travail collectif	
<b>Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises (2/2)</b>	



### Description :

Rencontrer l'animateur ou la secrétaire de la pépinière d'entreprise pour :

Connaître le fonctionnement et les animations de la pépinière d'entreprises

Définir une méthode de travail en commun (définir les tâches de chacun, la fréquence des rencontres entre ces deux acteurs, etc.)

Définir les thématiques des rencontres (10 rencontres par an) sous la forme de petits déjeuners d'une heure avant l'embauche (7h30 – 8h30)

Réaliser un planning de l'année des rencontres thématiques

Envoyer des invitations à tous les chefs d'entreprise concernés par la thématique et leur demander s'ils participeront à la réunion

Rédiger et transmettre un compte rendu de la réunion

### Moyens d'évaluation :

Questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG

Nombre d'entrepreneurs participant aux rencontres thématiques

### Coût :

Petits déjeuners :

6 € par personne pour une vingtaine d'invités

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Définition de la méthode de travail en commun : 4 h

Planning annuel des rencontres thématiques : 3 h

Invitations : 3 h

Rédaction du compte rendu de la rencontre : 3 h

<b>Coût financier total de l'action</b>	1200 €/an
<b>Temps passé pour l'action</b>	4 h + 63h/an
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Instaurer une habitude de travail collectif	
<b>Travailler avec les autres acteurs du développement économique local</b>	



**Constat :**

Manque de relations avec les différents acteurs économiques locaux

**Justifications :**

Eviter les doublons  
Améliorer la connaissance des acteurs et des aides pour augmenter la réactivité de la CCVG  
Faire de la CCVG l'interlocuteur privilégié local

**Contraintes d'antériorité :**

Recenser les différents acteurs du développement économique local  
Elaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Tous les acteurs du développement économique local

Technique

**Description :**

Rencontrer séparément les acteurs du développement économique local, notamment ceux qui figurent dans les fiches actions

Expliquer l'action économique de la CCVG

Présenter la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

Définir l'attente de la CCVG vis-à-vis de l'acteur

Définir une méthode de travail en commun

Déterminer une personne ressource

Formaliser, si besoin, le partenariat entre la CCVG et certains acteurs (Région Limousin, Société d'Economie Mixte, SAFER, etc.)

**Moyen d'évaluation :**

Qualité du travail en commun

**Coût :**

Coût des éventuels partenariats : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Dépend du nombre d'acteurs rencontrés : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Compléter l'aide régionale à l'accès aux marchés (1/2)</b>	

B

#### Constats :

Un tissu économique local constitué en majorité de micro entreprises et de PME  
Des entreprises parfois en déclin faute de trouver de nouveaux produits ou débouchés

#### Justifications :

Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité  
Renforcer les capacités stratégiques des micro entreprises et des PME  
Faciliter le développement et la diversification des micro PME  
Améliorer la compétitivité des micro entreprises et des PME en les aidant à développer une politique commerciale

#### Contraintes d'antériorité :

Conventionner avec la Région Limousin pour formaliser le partenariat  
Faire une analyse financière afin de fixer la capacité d'intervention de la CCVG dans le complément de cette aide régionale

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

Région Limousin

Accord pour compléter l'aide

Technique

Conseil communautaire

Validation politique

Technique

#### Description :

Demander à la région de signaler à la CCVG les entrepreneurs du territoire intercommunal souhaitant bénéficier de cette aide  
Demander à la région d'adresser à la CCVG le dossier de demande de subvention  
Etudier le dossier de demande de subvention et rencontrer l'entrepreneur  
Présenter le dossier au Conseil communautaire qui décidera, ou non, de compléter l'aide régionale et qui fixera le montant maximal attribué à l'entrepreneur  
Contacter la région afin de fixer le montant d'intervention de la CCVG en fonction de la décision du Conseil communautaire  
Attribuer l'aide et demander des informations aux entrepreneurs en contrepartie

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Compléter l'aide régionale à l'accès aux marchés (2/2)</b>	

B

**Moyen d'évaluation :**

Evolution de l'activité des entreprises ayant bénéficié de l'aide à l'accès aux marchés

**Coût :**

Sommes engagées par la CCVG :

dépend du nombre de demandes et des taux d'intervention des autres signataires : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Etude du dossier de demande de subvention : 4 h

Rencontre de l'entrepreneur : 2 h

Réunion du Conseil Communautaire : 3 h

Temps total passé par le personnel de la CCVG dépend du nombre de demandes : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	9 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Identifier les besoins en formation des entreprises</b>	



**Constats :**

Les besoins en formation évoluent en fonction du stade de développement de l'entreprise  
Les centres de formations locaux ne proposent pas forcément de formation appropriée

**Justifications :**

Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité  
Proposer sur le territoire des formations adaptées aux besoins des entrepreneurs et des employés

**Contraintes d'antériorité :**

Elaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet  
Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

AEZI

Représentant des établissements industriels du territoire  
La pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane  
Connaissance des entreprises en pépinière d'entreprises

Technique

Technique

**Description :**

Demander à l'AEZI et à la pépinière d'indiquer les besoins en formation des employés et des chefs d'entreprise  
Inscrire la thématique « formation » à l'ordre du jour d'un petit déjeuner d'entreprises  
Analyser les besoins en formation à l'issu du petit déjeuner

**Moyen d'évaluation :**

Identification de besoins en formation

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG  
Analyse des besoins en formation : 3 h

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	3 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2010

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation (1/2)</b>	

B

**Constats :**

La possibilité de former son personnel est un critère d'ancrage des entreprises au territoire  
Une formation actuellement souvent réalisée en interne de l'entreprise

**Justifications :**

Affirmer la place de la CCVG comme interlocuteur privilégié à travers le relais d'informations et la proposition de locaux aux organismes de formation  
Accompagner les entreprises dans leur recherche de performance  
Proposer des formations adaptées aux besoins des entrepreneurs et de leurs employés

**Contraintes d'antériorité :**

Identifier les besoins en formation des entreprises  
Elaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

AFPA	
Formation professionnelle, VAE, certification	Technique
AFPI	
Formation professionnelle	Technique
CCI	
Formation professionnelle	Technique
CMA	
Contrat d'Installation à la Formation Artisanale	Technique
GRETA	
Formation professionnelle	Technique
Région Limousin	
Formation du personnel en management environnemental	Technique
PRISME	
Recensement des structures de formations, coordination et développement de la formation	Technique

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation (2/2)</b>	

B

**Acteurs associés et nature de l'aide (suite) :**

Ecoles du département	Technique
Entreprises Nouvelles du Limousin	
Esprit d'Entreprendre	Technique
CCI	
« Point A »	Technique
La pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane	
Mise à disposition de locaux	Technique

**Description :**

Contacteur un organisme (acteurs associés de la fiche action) adapté à la demande en formation  
 Informer cet organisme des besoins en formation des entrepreneurs et des employés  
 Demander à la pépinière d'entreprises les possibilités d'utilisation des locaux et fixer la date de la formation  
 Communiquer les dates et horaires de la formation aux entrepreneurs à travers :  
 Le site Internet  
 Le Journal de Liaison  
 La lettre trimestrielle

Inciter les entreprises à se mettre en relation avec les écoles pour réaliser leur recrutement (comme l'a fait International Paper avec la formation BTS Contrôle Industriel et Régulation Automatique (CIRA) du lycée Raoul Dautry à Limoges)

**Moyens d'évaluation :**


Questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG  
 Nombre de participants aux formations

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
 Contacter et informer l'organisme de formation : 3 h / an  
 Communiquer la date de la formation aux entrepreneurs : 2 h / an

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	5 h / an
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2010



Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Réaliser avec la pépinière d'entreprises des appels à capitaux pour le compte des créateurs d'entreprises</b> 	

**Constat :**

Difficultés pour les jeunes entreprises à obtenir les financements nécessaires au développement leur activité

**Justification :**

Permettre aux entreprises en pépinière de se développer par un apport de capitaux extérieurs

**Contraintes d'antériorité :**

Travailler avec les autres acteurs du développement économique local  
Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG

**Porteurs de l'action :**

CCVG  
La pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane

**Acteur associé et nature de l'aide :** /

**Description :**

Rencontrer les entrepreneurs en pépinière pour cibler leurs besoins en capitaux  
Inciter les entrepreneurs en pépinière à réaliser des simulations de développement de leur activité avec les nouveaux capitaux  
Inviter aux portes ouvertes les banques, les assurances, les grandes entreprises du territoire, du département et des départements voisins, etc.  
Accueillir les potentiels financeurs

**Moyen d'évaluation :**

Nombre de créateurs d'entreprises ayant trouvé un financeur

**Coût :**

Invitations : 150 € pour 200 invitations

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontrer les entrepreneurs en pépinière et les inciter à réaliser des scénarios de développement de leur activité : 20 h

Rédaction et envoi des invitations : 3 h

<b>Coût financier de l'action</b>	150 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	23 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2011

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Aider les entreprises du territoire à se faire connaître (1/2)</b>	

B

**Constat :**

Des difficultés pour les entreprises en pépinière à se faire connaître  
Communiquer (internet, journal, etc.) est une démarche onéreuse pour les jeunes entreprises

**Justifications :**

Permettre aux entrepreneurs du territoire d'accéder à de nouveaux marchés  
Créer un réseau de partenaires en se faisant connaître

**Contraintes d'antériorité :**

Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation  
Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs  
Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des Entrepreneurs »

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Limousin Expansion	
Recherche de nouveaux marchés	Technique
Communication	Technique
CCI	
Formations	Technique
CMA	
Formations	Technique
Fonds d'assurance formation	Financière

**Description :**

Proposer aux entrepreneurs des formations en communication  
Proposer aux chefs d'entreprise de moins de 5 ans d'apparaître sur le site Internet, notamment celles en pépinière  
Intégrer sur le site Internet de la CCVG les entreprises intéressées

Communiquer sur les entreprises dans les salons

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Aider les entreprises du territoire à se faire connaître (2/2)</b>	

B

**Moyen d'évaluation :**

Evolution des chiffres d'affaire des entreprises après l'élaboration de la stratégie de communication

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Proposer aux entreprises intéressées des organismes dispensant des formations en communication : 3 h

Intégrer les entreprises sur le site Internet : 3 h

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	6 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Réaliser un concours d'innovation pour les artisans tous les deux ans : Art'Inno Vienne Glane (1/2)</b>	



**Constat :**

Présence de nombreux artisans sur le territoire intercommunal  
Importance d'innover pour rester compétitif

**Justifications :**

Promouvoir l'esprit d'entreprendre et d'initiative  
Récompenser des produits, procédés ou services innovants  
Encourager à l'innovation dans l'artisanat

**Contrainte d'antériorité : /**

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

Banques	Financière
CMA	
Aide à l'organisation du concours	Technique
Subventions du concours	Financière
Limousin Expansion	
Connaissance en terme d'innovation	Technique
Oséo	
Aide au recrutement pour l'innovation	Financière
Conseils	Technique
Région Limousin	Financière

**Description :**

S'entourer d'acteurs afin de bénéficier de subventions et d'aides techniques pour l'organisation  
Créer le règlement de participation et le soumettre aux partenaires  
Fixer avec les partenaires le calendrier du concours  
Fixer avec les partenaires financeurs les différents prix : primes pour un nombre défini et encadrement nécessaire pour la réalisation du projet gagnant  
Déterminer un jury avec les partenaires  
Fixer des critères de sélection avec les partenaires  
Créer le dossier d'inscription avec les partenaires

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	
<b>Réaliser un concours d'innovation pour les artisans tous les deux ans : Art'Inno Vienne Glane (2/2)</b>	



#### Description (suite) :

Communiquer sur le concours (site Internet, journal de liaison de la CCVG et la presse locale)

Sélectionner avec le jury le meilleur projet

Organiser un buffet regroupant tous les participants

#### Moyen d'évaluation :

Nombre de participants

Suivi du projet du gagnant du concours

#### Coût :

Participation de la CCVG

Premier prix : 1000 €

Deuxième prix : 500 €

Troisième prix : 300 €

Buffet final : 450 € pour une trentaine de personnes

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Recherche de partenaires : 20 h

Création du règlement : 2h

Définition du calendrier, des prix et du jury avec les différents partenaires : 2 h

Rédaction du dossier d'inscription : 2 h

Communiquer sur le concours : 1 h

Sélection du gagnant : 2 h

Organisation du buffet : 2h

Suivi du gagnant du concours : 2 h

<b>Coût financier de l'action</b>	2 250 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	33 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2013

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés	
<b>Réaliser une crèche interentreprises (1/2)</b>	



**Constat :**

Présence d'une halte garderie dans le centre de Saint-Junien, disposant de 30 places pour accueillir des enfants de moins de 6 ans, qui est saturée en journée

**Justification :**

Permettre aux employés des zones d'activités de disposer d'un service de crèche à proximité de leur lieu de travail

**Contraintes d'antériorité :**

Déterminer un seuil d'entreprises permettant la réalisation du projet  
Regrouper les entreprises en association pour avoir un partenaire unique et une implication des entreprises

**Porteur de l'action :**

Association d'entreprises

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

CAF	Financière
Conseil communautaire	
Validation politique	Technique
Conseil Général de la Haute-Vienne	Financière

**Description :**

Charger l'AEZI de faire réaliser l'étude de faisabilité auprès des entreprises pour identifier le besoin en garde d'enfants des entreprises  
Acquérir la compétence « Petite Enfance » pour la construction de cet équipement si le besoin est identifié  
Localiser l'équipement : possibilité d'implantation dans la future extension de la zone du Petit Boisse, située à proximité des autres zones d'activités de Saint-Junien, facilement accessible  
Présenter le projet et le faire valider par le Conseil communautaire  
Déléguer la maîtrise d'ouvrage à l'AEZI dans une convention : choix du maître d'œuvre par appel d'offre, suivi du projet, validation des différentes étapes du projet, consultation des entreprises intervenant sur le projet  
Fixer dans la convention des réunions permettant à la CCVG de suivre l'évolution des travaux et de faire valider l'évolution du projet par le Conseil communautaire  
Monter le dossier de demande de subventions auprès des organismes de financement (CAF, Conseil Général, etc.)  
Choisir par appel d'offres un prestataire pour gérer l'établissement une fois terminé  
Réception des travaux

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés	
<b>Réaliser une crèche interentreprises (2/2)</b>	



**Moyen d'évaluation :**

Fréquentation de l'établissement aux différentes heures de la journée

**Coût :**

Construction de la crèche : 800 000 €

Frais de fonctionnement : 12 000 € par place par an

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction de la convention pour déléguer la maîtrise d'ouvrage à l'AEZI : 5 h

Demande de subventions auprès des organismes de financements : 4 h

Lancer un appel d'offre pour la gestion de la crèche : 3 h

Réception des travaux : 10 h

<b>Coût financier de l'action</b>	800 000 € + 360 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	22 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés	
<b>Relancer le gardiennage des zones d'activités</b>	

B

#### Constats :

Un gardiennage individuel est trop onéreux  
 Nombre insuffisant d'entreprises intéressées lors de la présentation du projet (manque de 2 entreprises). Nouvelle opportunité avec la réalisation de la zone de la Vergne

#### Contrainte d'antériorité :

Regrouper les entreprises en association pour avoir un partenaire unique et une implication des entreprises

#### Acteur associé et nature de l'aide : /

#### Description :

Prospecter les entreprises des zones d'activités de la CCVG afin d'atteindre le nombre minimal pour la mise en place du gardiennage, soit 20 entreprises  
 Réutiliser le cahier des charges rédigé lors de la première initiative du projet  
 Choix de la zone à surveiller : le site à surveiller comprendra des zones exposées aux effractions, vols et dégradations.  
 Choix de la société de gardiennage : appel d'offre  
 Déterminer les horaires de surveillance : surveillance de 20h à 6h, un agent de sécurité + chien  
 Passer une convention avec l'AEZI et la société de gardiennage retenue

#### Moyen d'évaluation :

Questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG

#### Coût :

Rémunération de la société de gardiennage :  
 dépend de la participation de la CCVG : nd  
 Temps passé par le personnel de la CCVG :  
 Rencontrer les entreprises du territoire : 15 h  
 Lancer un appel d'offre pour trouver une société de gardiennage : 3 h  
 Rédaction de la convention : 5 h

#### Justifications :

Assurer la sécurité dans les zone d'activités du territoire  
 La création de la zone de la Vergne pourra permettre d'avoir le nombre suffisant d'entreprise

#### Porteurs de l'action :

CCVG  
 AEZI

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	23 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008



Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés	
<b>Mettre en place une plate-forme de covoiturage</b>	



#### Constats :

Un usage individuel de la voiture généralisé par les employés  
Des migrations pendulaires positives pour la CCVG

#### Justifications :

Optimiser les déplacements domicile-travail des employés des zones industrielles  
Réduire les coûts de transport domicile-travail pour les employés

#### Contraintes d'antériorité :

Regrouper les entreprises en association pour avoir un partenaire unique et une implication des entreprises  
Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises

#### Porteurs de l'action :

CCVG  
AEZI

#### Acteur associé et nature de l'aide :

La pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane  
Gestionnaire du fichier informatique

Technique

#### Description :

Rencontrer l'AEZI pour lui présenter le projet  
Inscrire la thématique « plate-forme de covoiturage » à l'ordre du jour d'un petit déjeuner  
Demander aux entrepreneurs de se renseigner sur le nombre d'employés potentiellement intéressés  
Contacter avec l'AEZI la pépinière d'entreprises pour la réalisation et la gestion d'un fichier informatique recensant les lieux de départ, de destination et plages horaires ainsi que les coordonnées des employés des différentes entreprises afin qu'ils puissent se contacter  
Définir avec l'AEZI et la pépinière d'entreprises le rôle de chacun

#### Moyen d'évaluation :

Nombre d'utilisateurs de la plate-forme de covoiturage

#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
Rencontre de l'AEZI : 10 h  
Rencontre de la pépinière : 6 h

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	16 h
Année de réalisation de l'action	2012

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire
Objectif opérationnel : Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés	
<b>Mettre en place une signalétique intercommunale de zones</b>	



**Constat :**

Mise en place d'une signalétique de zone sur la commune de Saint-Junien

**Justifications :**

Étendre la signalétique mise en place à toutes les zones d'activités du territoire intercommunal  
Homogénéiser la signalisation des zones du territoire

**Contrainte d'antériorité :**

Regrouper les entreprises en association pour avoir un partenaire unique et une implication des entreprises

**Porteurs de l'action :**

CCVG  
AEZI

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Communes de la CCVG possédant des zones d'activités  
Validation politique et signature de la charte

Technique

**Description :**

Rédiger et signer une convention tripartite entre l'AEZI, les communes et la CCVG  
Envoyer des courriers aux entreprises concernées par l'intermédiaire de l'AEZI  
Recueillir les commandes des entreprises intéressées  
Déterminer les zones de signalisation  
Procéder à l'inscription puis à l'installation de la signalisation

**Moyen d'évaluation :**

Nombre d'entreprises souhaitant être signalisées

**Coût :**

Pose de la signalétique :

Bi mât : 29,63 € HT par mètre linéaire

Pose : 115 à 125 € HT par bi mât

coût global dépend du nombre d'entreprises souhaitant être signalisées : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

dépend du nombre d'entreprises souhaitant être signalisées : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

## OBJECTIF 2 :

### ANCER LES ENTREPRISES DU PAPIER CARTON AU TERRITOIRE

#### Pourquoi cet objectif ?

Les deux industries du papier carton concentrent plus de 1 000 emplois directs et 260 emplois indirects sur le territoire. Elles appartiennent à deux groupes mondiaux : International Paper et Smurfit, qui ont un centre de décision hors du territoire, et surtout inaccessible à la CCVG. De plus, ces firmes multinationales ont des logiques propres sur lesquelles la Communauté de Communes n'a aucun pouvoir.

Il semble donc important que la stratégie de développement économique proposée intègre des actions favorisant, dans la mesure des moyens de la CCVG, l'ancrage des industries papetières au territoire.

Cet objectif comporte un unique objectif opérationnel : mettre en relation International Paper et Smurfit avec des prestataires de services locaux. Les industries papetières du territoire subissent une double concurrence : une entre les groupes papetiers et une autre entre les sites de production d'un même groupe. De plus, les sièges sociaux de ces groupes sont hors de portée de la Communauté de Communes. Le seul moyen pour la CCVG d'influencer sur les prises de décision est de montrer aux décisionnaires de ces groupes que les sites de production du territoire bénéficient des conditions optimales à leur activité avec notamment un tissu dense de prestataires de services locaux.

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Ancrer les entreprises du papier carton au territoire
Objectif opérationnel : Mettre en relation International Paper et Smurfit avec des prestataires de services locaux	
<b>Cibler les prestataires de services pour le secteur papier carton</b>	

B

**Constats :**

Peu de prestataires de services d'International Paper et de Smurfit sur le territoire

Risque d'une future fermeture d'International Paper et de Smurfit

**Justification :**

Pérenniser l'activité des entreprises du papier carton sur le territoire

**Contrainte d'antériorité :**

Élaborer en interne la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :** /

**Description :**

Rencontrer les dirigeants locaux d'International Paper et de Smurfit

Demander la liste de leurs prestataires de services

Déterminer les prestataires essentiels à l'activité de ces groupes manquant sur le territoire

Connaître la fréquence d'intervention des prestataires de services essentiels

Comparer avec les entreprises présentes sur le territoire (intercommunal et environnant)

Si les prestataires sont déjà présents sur le territoire, les mettre en relation avec International Paper et/ou Smurfit

Si les prestataires essentiels ne sont pas sur le territoire, les contacter et les accueillir

**Moyen d'évaluation :**

Déterminer le nombre de prestataires de services pour International Paper et Smurfit manquant sur le territoire

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontre des dirigeants locaux : 10 h

Contact avec des prestataires de services : 5 h

Mise en relation avec des prestataires de services : 20 h

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	35 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Ancrer les entreprises du papier carton au territoire
Objectif opérationnel : Mettre en relation International Paper et Smurfit avec des prestataires de services locaux	
<b>Accueillir les prestataires de services pour le secteur papier carton (1/2)</b>	



**Constats :**

Peu de prestataires de services d'International Paper et de Smurfit sur le territoire  
Risque d'une future fermeture d'International Paper et de Smurfit

**Justification :**

Pérenniser l'activité des entreprises du papier carton sur le territoire

**Contraintes d'antériorité :**

Cibler les prestataires de services pour le secteur papier carton  
Élaborer en interne la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

Région Limousin

Investissements

Financière

Département de la Haute-Vienne

Investissements

Financière

**Description :**

Travailler en collaboration avec International Paper et Smurfit

Démarcher les prestataires de services de International Paper et de Smurfit essentiels manquants sur le territoire

Faire réaliser une étude de marché sur le territoire pour évaluer la pérennité de l'activité des éventuels nouveaux prestataires de services

Contacteur la région et le département pour leur demander de participer financièrement à l'implantation de ces prestataires

Suivre la méthode d'accueil pour ces prestataires de services

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Objectif : Ancrer les entreprises du papier carton au territoire
Objectif opérationnel : Mettre en relation International Paper et Smurfit avec des prestataires de services locaux	
<b>Accueillir les prestataires de services pour le secteur papier carton (2/2)</b>	



**Moyens d'évaluation :**

Suivre l'activité des nouveaux prestataires de services

Demander aux dirigeants locaux de International Paper et Smurfit leur avis sur la démarche et l'impact sur l'activité de leur site de production

**Coût :**

Réalisation d'une étude de marché : 20 000 €

Coût d'accueil des nouveaux prestataires :

dépend des aides à l'immobilier attribuées par la CCVG : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Travailler avec les dirigeants locaux : 12 h

Démarcher les prestataires de services :

dépend du nombre de prestataires à démarcher : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	20 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	12 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2013

### OBJECTIF 3 :

#### ASSURER LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES DU TERRITOIRE PAR UNE BONNE GESTION FONCIÈRE ET IMMOBILIÈRE

##### **Pourquoi cet objectif ?**

La Communauté de Communes ne possède actuellement que peu de réserves foncières et immobilières. Or, les terrains et les biens immobiliers sont des éléments déterminants dans le développement des entreprises. Une pénurie foncière pourrait être fortement préjudiciable au développement économique puisqu'aucune nouvelle entreprise ne pourra s'implanter sur le territoire.

Il est donc important de pouvoir proposer aux entreprises une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises en fonction de leur stade de vie.

Cet objectif s'organise autour de quatre objectifs opérationnels :

- Constituer des réserves foncières. La Communauté de Communes Vienne Glane est actuellement confrontée à un manque de réserves foncières. Cette pénurie est un handicap pour le développement économique local. En effet, l'accueil de nouvelles entreprises sur le territoire devient alors problématique. Il est donc primordial d'acquérir du foncier afin de proposer aux entreprises des parcelles adaptées à leur activité.
- Gérer au mieux les réserves foncières. Face au manque de réserves foncières, la Communauté de Communes doit optimiser l'utilisation des terrains à sa disposition. Les modalités d'une gestion économe du foncier doivent donc être définies.
- Optimiser l'utilisation des locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle. Les locaux vacants représentent une opportunité pour les entreprises face au manque de disponibilités foncières. De plus, l'utilisation de ce type de locaux réduit la présence de friches sur le territoire. Il est donc important que la CCVG propose cette alternative aux entrepreneurs souhaitant s'implanter sur le territoire.
- Prévoir de l'immobilier pour les jeunes entreprises. Les jeunes entreprises, et notamment celles en pépinière, ont des besoins spécifiques en matière d'immobilier. Toutefois, leur capacité d'investissement ne leur permet pas toujours d'acquérir facilement de l'immobilier. Il est donc primordial de proposer à ces entreprises une offre immobilière adaptée à leurs besoins.

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Constituer des réserves foncières

### Réaliser un partenariat avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (1/2)



#### Constats :

Difficulté de gestion du foncier pour la Communauté de Communes  
Risque de pénurie foncière pour la CCVG

#### Justifications :

Disposer de réserves foncières pour accueillir de nouvelles entreprises  
Éviter les expropriations et les conflits avec les propriétaires en favorisant la négociation à l'amiable

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide :

SAFER

Convention  
Acquisition de foncier

Technique  
Technique

#### Description :

Conventionner avec la SAFER afin de réaliser des réserves foncières :

S'accorder sur un périmètre de préemption

Mettre en place un observatoire du foncier sur le périmètre déterminé pour analyser le marché du foncier et tenir la CCVG informée des Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA)

Négocier à l'amiable avec les propriétaires désirant vendre ou non leur terrain

Rétrocéder les biens à la CCVG

Cet aspect de la convention ne peut s'appliquer que dans le cadre du développement économique communautaire, comme par exemple pour l'accueil de nouvelles entreprises sur le territoire. Le périmètre d'observation sera une bande de 200 mètres de large en périphérie des zones d'activités, afin d'acquérir du foncier qui permettra d'accueillir de nouvelles entreprises sur le territoire intercommunal.

En cas de réticences de la part du propriétaire face aux négociations engagées, la SAFER pourra réaliser des expropriations pour le compte de la CCVG. Cette procédure interviendra en dernier recours, pour des terrains ayant un véritable intérêt communautaire.

Réviser la convention tous les cinq ans par une redéfinition des périmètres d'observation du foncier



Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Constituer des réserves foncières

**Réaliser un partenariat avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (2/2)**

A

**Moyen d'évaluation :**

Surface des réserves foncières

**Coût :**

Information de la CCVG :

Le contenu de la convention fixera le coût de l'action :

De 15 à 25 € par informations délivrées dans le cadre de l'observatoire du foncier

coût global dépend du nombre d'information délivrées : nd

300 € pour toute enquête complémentaire

Temps passé par le personnel de la CCVG

Élaboration finale de la convention : 4 h

**Remarque :**

Exemple de convention entre la SAFER et la CCVG : voir annexe II

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	4 h
Année de réalisation de l'action	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Constituer des réserves foncières

### Transférer partiellement le Droit de Prémption Urbain des communes à la CCVG (1/2)



#### Constats :

Difficulté de gestion du foncier pour la Communauté de Communes  
 Risque de pénurie foncière pour la CCVG  
 Seules les communes peuvent exercer le DPU

#### Justifications :

Acquérir et constituer des réserves foncières d'intérêt communautaire destinées à l'accueil d'activités et d'équipements  
 Permettre à la CCVG de constituer des réserves foncières sans passer par les communes

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

Communes de la CCVG

Transfert du DPU

Conseil communautaire

Validation politique

Technique

Technique

#### Description :

Présenter au conseil communautaire l'intérêt de transférer le DPU à la CCVG

Demander l'accord des conseils municipaux concernant la délégation de leur DPU à la CCVG

Établir une délégation en zones urbanisées (U), situées à proximité des zones d'activités existantes, afin d'acquérir d'éventuels terrain en vente

Possibilité d'étendre la délégation sur d'autres zones U et à urbaniser (AU) du territoire en fonction des besoins de la CCVG

Révision des zones faisant l'objet du transfert du droit de préemption avec l'accord des communes membres

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Constituer des réserves foncières

**Transférer partiellement le Droit de Prémption Urbain des communes à la CCVG (2/2)**



**Moyen d'évaluation :**

Surface des réserves foncières

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Participation aux conseils communautaires : 4 h

Définition des modalités du transfert du DPU : 10 h

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	14 h
Année de réalisation de l'action	2009

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

### **S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière sur le territoire intercommunal** B

#### **Constats :**

Manque de connaissance de la CCVG sur les opérations d'initiatives privées sur le territoire  
Risque de pénurie foncière pour la CCVG

#### **Justifications :**

Connaître les disponibilités foncières et immobilières accessibles aux entreprises  
Anticiper sur la gestion du foncier

#### **Contrainte d'antériorité : /**

#### **Porteur de l'action :**

CCVG

#### **Acteurs associés et nature de l'aide :**

Communes de la CCVG

Informations sur les opérations d'urbanisme

Technique

#### **Description :**

Rencontrer mensuellement le Directeur de cabinet du Maire de Saint-Junien pour connaître les dossiers pour la Commission Départementale des Équipements Commerciaux (Commission autorisant l'implantation de commerces de plus de 300m<sup>2</sup>), les permis de lotir et de construire accordés dans le domaine économique, ainsi que les actions commerciales réalisés sur la commune

Demander aux autres communes un compte rendu tous les mois des permis de lotir et de construire accordés dans le domaine économique

#### **Moyen d'évaluation :**

Nombre d'entrepreneurs s'étant adressés à la CCVG profitant des initiatives privées

#### **Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontre mensuelle : 2 h/mois

Analyse des comptes rendus : 6 h/mois

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	96 h/an
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

### Intégrer le foncier dans le Système de Gestion de Bases de Données (1/2)

B

#### Constats :

Gestion au coup par coup du foncier  
Manque d'anticipation face aux besoins des entreprises  
Risque de pénurie foncière pour la CCVG

#### Justifications :

Connaître en temps réel les disponibilités foncières  
Proposer aux entreprises des terrains adaptés à leurs besoins

#### Contrainte d'antériorité :

Créer un SGBD en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide :

Direction Générale des Impôts  
VisDGI

Technique

#### Description :

Recenser les disponibilités foncières à la disposition de la CCVG et des communes en utilisant les données de la DGI  
Contacter un informaticien pour la réalisation de la base de données recensant les caractéristiques des terrains disponibles (cadastre, propriétaires, surface, adresse, etc.)  
Intégrer la base de données au SGBD

Mettre à jour tous les ans les données grâce aux fichiers VisDGI et aux comptes rendu des communes et des notaires sur les opérations privées d'immobilier d'entreprises

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

### **Intégrer le foncier dans le Système de Gestion de Bases de Données (2/2)**

**B**

#### **Moyen d'évaluation :**

Temps de réaction de la CCVG suite à une demande d'un entrepreneur

#### **Coût :**

Informaticien : coût intégré dans la fiche « Créer un SGBD en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique »

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Recenser les disponibilités foncières : 20 h

Mise à jour annuelle de la base de données : 10 h / an

<b>Coût financier total de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	20h+ 10h/an
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

## Élaborer des règlements pour les lotissements et les ZAC

B

### Constats :

Absence de règlement pour les lotissements qui ont été réalisés jusqu'à présent  
Manque de cohérence dans les zones d'activités au niveau du bâti et des activités

### Justifications :

Harmoniser les constructions sur les futurs lotissements et ZAC  
Améliorer la qualité environnementale des futurs lotissements et ZAC  
Possibilité d'avoir une bonification en cas de charte environnementale

### Contrainte d'antériorité : /

### Porteur de l'action : CCVG

### Acteurs associés et nature de l'aide :

Les communes du territoire

Définition du règlement

Technique

Conseil communautaire

Validation politique

Technique

### Description :

Lancer la procédure de lotissement ou de création de ZAC  
Se concerter avec les communes pour définir le règlement de la nouvelle zone  
Valider le règlement en Conseil communautaire  
Communiquer le règlement aux personnes voulant s'implanter sur le lotissement

### Moyen d'évaluation :

Qualité des lotissements et des ZAC réalisés

### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Concertation avec les communes : 8 h

Validation du règlement en Conseil communautaire : 2 h

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	10 h
Année de réalisation de l'action	2010

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

### Réaliser les permis de lotir sans division parcellaire préalable (1/2)

A

#### Constat :

La réalisation de la zone de La Vergne a suscité de nombreux remaniements parcellaires pour la division des lots

#### Justifications :

Réduire le délai avant le début des travaux  
Améliorer la réactivité de la CCVG

#### Contraintes d'antériorité :

Constituer des réserves foncières  
Élaborer des règlements de lotissement  
Spécialiser les zones d'activités existantes ou futures du territoire

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide : /

#### Description :

Délimiter la zone du lotissement  
Lancer la procédure de lotissement  
Définir l'emplacement des Voiries et Réseaux Divers (VRD) principaux de la zone  
Déterminer la surface constructible sur la totalité du lotissement  
Fixer le nombre maximum de lots et la Surface Hors Œuvre Nette (SHON) maximale dans le dossier de demande d'autorisation de lotir  
Retourner la demande d'autorisation de lotissement à la commune avec le règlement du lotissement  
Débuter les travaux de VRD principaux après autorisation  
Vendre les lots qui sont réalisés avant la commercialisation totale de la zone  
Assurer le raccordement des entreprises aux VRD



Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

**Réaliser les permis de lotir sans division parcellaire préalable (2/2)**

A

**Moyens d'évaluation :**

Qualité des lotissements réalisés

Temps de réaction de la CCVG suite à une demande d'implantation d'un entrepreneur sur un lotissement

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

dépend de la surface du lotissement et du nombre d'entrepreneurs souhaitant s'y implanter : nd

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	nd
Année de réalisation de l'action	2010

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

**Déléguer à une Société d'Économie Mixte la viabilisation et la commercialisation de l'extension de la zone du Petit Boisse tout en conservant le pouvoir décisionnel (1/2)**



**Constats :**

La réalisation de la zone de La Vergne a suscité de nombreux remaniements parcellaires pour la division des lots  
La zone du Petit Boisse sera prochainement étendue

**Justifications :**

Soulager la CCVG  
La SEM devient le maître d'ouvrage et n'est pas soumise au code des marchés publics en tant que société anonyme privée  
La SEM supporte les coûts de l'opération  
La CCVG garde le contrôle du projet qui se réalise sur son territoire car elle participe au financement de l'opération

**Contrainte d'antériorité :**

Élaborer un dispositif de spécialisation pour la création de nouvelles zones et l'extension des zones existantes

**Porteur de l'action :**

SEM

**Acteur associé et nature de l'aide :**

Conseil communautaire  
Validation politique

Technique

**Description :**

Délibération du Conseil communautaire fixant les objectifs et les modalités de concertation de l'opération  
Constituer les dossiers de réalisation et de création de la zone  
Réaliser un appel d'offres auquel la SEM répondra  
Rencontrer le Directeur Général de la SEM  
Fixer les conditions de la Convention Publique d'Aménagement  
Conventionner avec la SEM en fixant les comptes rendus tous les ans  
Faire valider par le Conseil communautaire le premier budget et les trois premières années du programme d'actions

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

**Déléguer à une Société d'Économie Mixte la viabilisation et la commercialisation  
de l'extension de la zone du Petit Boisse tout en conservant le pouvoir décisionnel (2/2)**



**Moyens d'évaluation :**

Qualité finale de la zone du Petit Boisse

Satisfaction du personnel de la CCVG habituellement chargé de ce type d'opérations

**Coût :**

Participation de la CCVG au financement de l'opération :  
dépend du type de projet retenu : nd

Coût de la convention :  
dépend des modalités de la convention : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Contact et rencontrer la SEM : 5 h

Lancer un appel d'offre pour la gestion de l'extension de la zone du Petit Boisse : 3 h

Définition des modalités de la Convention Publique d'Aménagement : 8 h

Validation du premier budget et des trois premières années du programme d'actions : 2 h

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	18 h
Année de réalisation de l'action	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières

### Sélectionner les entreprises qui veulent s'implanter sur les zones d'activités



#### Constats :

Manque de garantie sur la pérennité du projet d'installation des entreprises  
Risques financiers pris par la CCVG pour la réalisation d'ateliers relais

#### Justifications :

Spécialiser les zones d'activités  
Améliorer la qualité des zones d'activités

#### Contraintes d'antériorité :

Identifier la spécialisation des zones d'activités de la Communauté de Communes  
Élaborer une procédure d'appréciation du projet

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide :

Pays d'Ouest Limousin

Accueil des entrepreneurs

Technique

#### Description :

Suivre la procédure d'appréciation du projet

Si le projet est retenu sur le territoire, étudier sa localisation en fonction des vocations des zones d'activités intercommunales

Si le projet est rejeté car son activité est concurrentielle sur le territoire intercommunal, réorienter l'entrepreneur vers le pays

#### Moyens d'évaluation :

Mesure de la spécialisation des zones d'activités

Pérennité de l'activité des entreprises sélectionnées

#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :

dépend du nombre d'entrepreneurs se présentant à la CCVG : nd

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	nd
Année de réalisation de l'action	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Optimiser l'utilisation des locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle

**Intégrer les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle  
dans le Système de Gestion de Bases de Données (1/2)**



**Constat :**

Présence de nombreux locaux vacants et de friches industrielles sur le territoire

Risque de pénurie foncière pour la CCVG

**Justifications :**

Connaître les possibilités d'utilisation de ces locaux

Proposer des locaux vacants aux entreprises en recherche de bâtiments

**Contrainte d'antériorité : /**

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

La Maison du Département Ouest-Limousin

Base de données « Vivre en Haute-Vienne »

Technique

**Description :**

Demander à la Maison du Département Ouest-Limousin un accès à la base de données « Vivre en Haute-Vienne » qui recense tous les locaux professionnels vacants des 5 pays ruraux du département

Extraire de cette base de données les informations concernant la CCVG

Contacteur un informaticien pour la réalisation de la base de données recensant les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle et leurs caractéristiques (vocation première, surface, état, etc.)

Intégrer la base de données au SGBD

**Moyen d'évaluation :**

Utilisation des locaux vacants

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Optimiser l'utilisation des locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle

**Intégrer les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle  
dans le Système de Gestion de Bases de Données (2/2)**



**Coût :**

Informaticien : coût intégré dans la fiche « Créer un SGBD en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique »

Demander à la Maison du Département Ouest-Limousin l'accès à la base « Vivre en Haute-Vienne »  
dépend des modalités d'accès à la base : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Extraire les informations concernant la CCVG dans la base « Vivre en Haute-Vienne » : 10 h

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	10 h
Année de réalisation de l'action	2009

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Optimiser l'utilisation des locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle

### Rénover les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle

B

#### Constat :

Présence de nombreux locaux vacants et de friches industrielles sur le territoire

Risque de pénurie foncière pour la CCVG

#### Contrainte d'antériorité :

Intégrer les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle dans le Système de Gestion de Bases de Données

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

Pays d'Ouest Limousin

DCT

Département de la Haute Vienne

Aides à l'immobilier d'entreprise

#### Justifications :

Optimiser l'utilisation des locaux vacants en les proposant aux entreprises en recherche de bâtiments

Préserver les réserves foncières

#### Porteur de l'action :

CCVG

Financière

Financière

#### Description :

Déterminer les locaux vacants à rénover

Demander des subventions au Pays et au Département pour la rénovation des locaux vacants

Se référer au travail concernant la requalification des friches industrielles du territoire, étude réalisée en 2005 pour la CCVG par un groupe d'étudiants de l'école Polytechnique de Tours, pour connaître les aides associées

#### Moyen d'évaluation :

Nombre de locaux vacants rénovés

#### Coût :

Coût des rénovations :

dépend de l'ampleur et du nombre des rénovations : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

dépend du nombre de rénovations : nd

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	nd
Année de réalisation de l'action	2010

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Prévoir de l'immobilier pour les jeunes entreprises

### Déterminer les besoins des entreprises en sortie de pépinière (1/2)

A

#### Constats :

Absence d'anticipation sur les besoins des entreprises en sortie de pépinière  
L'entreprise en pépinière doit initier la démarche auprès de la CCVG

#### Justification :

Faciliter la sortie de pépinière des jeunes entreprises  
Garder sur le territoire les entreprises sortant de pépinière

#### Contraintes d'antériorité :

Constituer des réserves foncières et les gérer au mieux  
Intégrer les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle dans le Système de Gestion de Bases de Données  
Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide :

La pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane  
Contact direct avec les jeunes entreprises

Technique

#### Description :

Rencontrer les entrepreneurs six mois avant la sortie de pépinière  
Faire un bilan de la pérennité de l'activité de l'entreprise sur le territoire  
Déterminer le réseau de partenaires de l'entreprise  
Cibler avec le chef d'entreprise ses besoins en immobilier  
Proposer un moyen d'acquisition ou de location correspondant à ses besoins et à ses moyens  
Réunion de la Commission Développement Économique pour déterminer les aides attribuées à l'entrepreneur et la localisation de son entreprise  
Renseigner l'entrepreneur sur les aides à l'immobilier d'entreprises  
Proposer de l'immobilier adapté aux besoins l'entreprise



Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Prévoir de l'immobilier pour les jeunes entreprises

**Déterminer les besoins des entreprises en sortie de pépinière (2/2)**

A

**Moyens d'évaluation :**

Nombre d'entrepreneurs sortant de pépinière et restant sur le territoire

Satisfaction de l'entrepreneur sur son implantation en dehors de la pépinière

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontre d'un entrepreneur : 5 h

temps total dépend du nombre d'entrepreneurs à rencontrer : nd

Réunion avec la Commission Développement Économique : 2 h

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	7 h
Année de réalisation de l'action	2008

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Prévoir de l'immobilier pour les jeunes entreprises

**Mandater une Société d'Économie Mixte pour la réalisation de certains ateliers relais (1/2)**

B

**Constat :**

De nombreuses demandes de réalisations d'ateliers relais, notamment sur la zone de la Vergne

**Justification :**

Soulager l'action de la CCVG en terme humain et financier : la CCVG resterait le maître d'ouvrage mais laisserai la SEM réaliser le projet. La SEM est toujours contrainte par le code des marchés publics

**Contrainte d'antériorité :**

Élaborer une procédure d'appréciation de projet

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

SEM

Réalisation de l'atelier relais

Technique et financière

**Description :**

Cibler les projets qui peuvent bénéficier d'un atelier relais

Suivre la procédure d'appréciation de projet

Accord pour la réalisation de l'atelier relais :

Contacter la SEM et lui présenter l'entreprise ainsi que le business plan

Fixer les conditions du mandat avec la SEM

Mandater la SEM pour la réalisation de l'atelier relais

Refus de réalisation de l'atelier relais

**Moyens d'évaluation :**

Nombre d'atelier relais réalisé par la SEM

Pérennité des entreprises en atelier relais

Enjeu : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire

Objectif : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière

Objectif opérationnel : Prévoir de l'immobilier pour les jeunes entreprises

**Mandater une Société d'Économie Mixte pour la réalisation de certains ateliers relais (2/2)**

B

**Coût :**

Coût du mandat :

dépend des modalités du mandat : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Suivre la procédure d'appréciation de projet : 8 h

Rencontrer la SEM : 4 h

Définition des conditions du mandat : 8 h

temps global dépend du nombre d'atelier relais à faire réaliser : nd

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	20 h
Année de réalisation de l'action	2008

**Tableau n°2 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire »**

Actions	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Travailler avec les autres acteurs du développement économique local	A					
Conventionner avec la Région pour formaliser le partenariat	A					
Déléguer à une SEM la viabilisation et la commercialisation de l'extension de la zone du Petit Boisse tout en conservant le pouvoir décisionnel	A					
Déterminer les besoins des entreprises en sortie de pépinière	A					
Former le personnel de la CCVG à la méthode d'accueil et de suivi des porteurs de projet	A					
Créer un SGBD en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique	A					
Élaborer une procédure d'appréciation de projet	A					
Mettre en place une signalétique intercommunale de zones	A					
Réaliser un partenariat avec la SAFER	A					
Demander des informations aux entrepreneurs	B					
Intégrer le foncier dans le SGBD	B					
Mandater une SEM pour la réalisation de certains ateliers relais	B					
Relancer le gardiennage des zones d'activités	B					
Sélectionner les entreprises qui veulent s'implanter sur les zones d'activités	B					

Actions	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises		A				
Aider les entreprises du territoire à se faire connaître		A				
Compléter l'aide régionale à l'accès aux marchés		B				
S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière sur le territoire intercommunal		B				
Recenser les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle		C				
Transférer partiellement le DPU des communes à la CCVG		C				
Réaliser les permis de lotir sans division parcellaire préalable			A			
Élaborer des règlements pour les lotissements et les ZAC			B			
Mettre en relation le triptyque employeurs/employés/organismes de formation			B			
Rénover les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle			B			
Élaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leur opinion sur les actions de la CCVG			C			
Identifier les besoins en formation des entreprises			C			
Réaliser avec la pépinière d'entreprises des appels à capitaux pour le compte des créateurs d'entreprise			C			
Cibler les prestataires de services pour le secteur papier carton				B		

Actions	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Établir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique	C					
Réaliser une crèche interentreprises					A	
Cibler les prestataires de services pour le secteur papier carton					B	
Mettre en place une plate-forme de covoiturage					C	
Accueillir les prestataires de services pour le secteur papier carton						A
Réaliser un concours d'innovation pour les artisans tous les deux ans : Art'Inno Vienne Glane						C

ENJEU 3 :  
PROMOUVOIR LES SPÉCIFICITÉS DU TERRITOIRE

## OBJECTIF 1 :

### ETABLIR UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION POUR METTRE EN AVANT LES ACTIONS DE LA CCVG

#### **Pourquoi cet objectif ?**

La Communauté de Communes a actuellement en sa possession deux outils de communication : son site Internet et son journal de liaison. Ces outils doivent être complétés et développés afin de promouvoir les spécificités du territoire et de se différencier des pôles environnants.

Il est important de promouvoir les actions de la CCVG à destination des entreprises afin d'attirer de nouvelles entreprises sur le territoire.

Cet objectif est constitué de deux objectifs opérationnels :

- Développer des outils de communication plus performants. La Communauté de Communes Vienne Glane a actuellement à sa disposition deux outils de communication : son site Internet et son journal de liaison. Toutefois, ces deux outils ne présentent pas de volet à destination des entrepreneurs. Il est donc nécessaire que la CCVG renforce les outils de communication à sa disposition et en développe de nouveau.
- Communiquer sur l'action de la CCVG à destination des entreprises. L'action de la Communauté de Communes en matière de développement économique local doit faire l'objet d'une large communication. En effet, cette démarche doit permettre d'attirer de nouveaux entrepreneurs sur le territoire.



Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Développer des outils de communication plus performants

### Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (1/3)



#### Constat :

Un site Internet peu attrayant, non adapté aux entrepreneurs

#### Justifications :

Rendre le site vivant, évolutif, avec une présentation attractive et une navigation ludique  
Améliorer l'accès à l'information concernant l'économie locale  
Proposer des services en ligne pour les entrepreneurs

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide : /

#### Description :

Mener une consultation simplifiée et restreinte dans le cadre du code des marchés publics pour faire appel à un bureau de communication  
Créer une rubrique dédiée à l'économie dans laquelle il faudra communiquer sur :

Le statut d'interlocuteur privilégié de la CCVG :

Accueil des porteurs de projets

Renseignements sur les aides à leur disposition (présence d'un SGBD)

Réorientation vers d'autres acteurs et accompagnement dans les démarches si besoin (prise de rendez-vous grâce à son réseau de contacts et relance téléphonique de l'entrepreneur pour savoir s'il a obtenu une réponse satisfaisante à ses besoins)

Compétence de la CCVG en matière économique et aides réalisées en partenariat avec la région

Les services offerts par la pépinière d'entreprises :

Accompagnement et suivi des porteurs de projet

Mise à disposition de locaux et d'équipements

Animations économiques autour de réunions thématiques

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Développer des outils de communication plus performants

**Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (2/3)**



**Description (suite) :**

Les actions menées en partenariat avec l'AEZI :

Signalétique de zones

Gardiennage

Covoiturage

Crèche d'entreprises

Les résultats de la veille réalisée sur les trois secteurs d'activités spécifiques du territoire

Les entreprises préférentiellement accueillies sur le territoire :

Les prestataires de services du secteur papier carton

L'arrivée de nouvelles entreprises et de commerces structurants sur le territoire

L'opportunité de créer des commerces et services dans les communes les plus rurales

La création des équipements et la mise en place de nouveaux commerces et services ou de relais multi-services

Améliorer le site à destination de la population en communiquant sur :

La qualité du cadre de vie

Les structures d'hébergement (parc locatif, presbytère de Saint-Victorien)

Les activités proposées :

Sentiers de randonnée pédestre

Relais et parcours VVT

Canoë kayak sur la Vienne

Les événements communaux et intercommunaux :

Journées artisanales du cuir

Randonnées gourmandes

Concours Art'Inno Vienne Glane

Concours de la plus belle vitrine de Noël

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Développer des outils de communication plus performants

**Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (3/3)**



**Description (suite) :**

Les offices de tourisme du territoire communautaire (lien vers le site [www.tourisme.fr/office-de-tourisme/saint-junien.htm](http://www.tourisme.fr/office-de-tourisme/saint-junien.htm) et [www.tourisme.fr/office-de-tourisme/oradour-sur-glane.htm](http://www.tourisme.fr/office-de-tourisme/oradour-sur-glane.htm))

Visites d'entreprises organisées par la CCI et les offices de tourisme pour les groupes uniquement dès la rentrée 2007

Découverte des métiers d'art sur Saint-Junien organisée par l'office de tourisme municipal

Mettre à jour régulièrement l'ensemble du site

**Moyens d'évaluation :**

Mener une évaluation après environ 6 mois d'exploitation afin de faire évoluer le site si nécessaire : développer des fonctionnalités intranet à destination du personnel de la CCVG et de la pépinière : partage d'informations, suivi des dossiers des porteurs de projet

Suivre l'évolution du nombre de visiteurs du site

**Coût :**

Création du site Internet : 3 500 €

Maintenance : 150 € par an

<b>Coût financier de l'action</b>	3500 € + 150 €/an
<b>Temps passé pour l'action</b>	/
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Développer des outils de communication plus performants

### Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises

A

#### Constats :

Manque de communication de la CCVG vers les entrepreneurs  
Manque de connaissances des entrepreneurs sur la compétence développement économique de la CCVG

#### Justifications :

Améliorer les relations entre la CCVG et les entrepreneurs de son territoire  
Placer la CCVG en tant qu'interlocuteur local privilégié

#### Contraintes d'antériorité :

Demander des informations aux entrepreneurs  
Améliorer les services rendus aux entreprises

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide : /

#### Description :

La lettre devra contenir des informations sur :

- Les dernières actions menées par la CCVG
- Les dernières actions menées par l'AEZI et l'association Saint-Junien Entrée Libre
- L'arrivée de nouvelles entreprises et de commerces structurants sur le territoire
- Le résumé des derniers petits déjeuners d'entreprises
- Les dates des futurs petits déjeuners d'entreprises ainsi que les thèmes qui y seront abordés
- Les résultats de la veille réalisée sur les trois secteurs d'activités spécifiques du territoire

Elle sera envoyée tous les trois mois aux entreprises du territoire, avec une copie à la pépinière, l'AEZI et à l'association Saint-Junien Entrée Libre

#### Moyen d'évaluation :

Questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG

#### Coût :

Temps passé par le personnel de la CCVG :  
Rédaction de la lettre : 8 h par lettre

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	32 h / an
Année de réalisation de l'action	2010

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Développer des outils de communication plus performants

### Planter des panneaux indiquant l'entrée dans la CCVG avec les spécificités du territoire



#### Constat :

Absence de signalisation indiquant l'entrée sur le territoire intercommunal

#### Justifications :

Indiquer l'entrée sur le territoire communautaire avec ses spécificités  
Inciter les personnes traversant le territoire à le découvrir

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteur associé et nature de l'aide :

Département de la Haute-Vienne

Gestionnaire du réseau routier (Direction des Routes)

Technique et financière

#### Description :

Rencontrer une personne de la Direction des Routes du Département pour connaître les modalités d'installation des panneaux de signalisation  
Déterminer les routes qui feront l'objet d'une signalisation  
Demander au Département d'installer des panneaux

#### Moyen d'évaluation : /

#### Coût :

Participation financière de la CCVG :

dépend du nombre de panneaux à installer et des modalités de financement fixées par le Département : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontre d'une personne du Département : 4 h

Définition des routes qui feront l'objet d'une signalisation : 3 h

Demande d'installation des panneaux : 4 h

Coût financier de l'action	nd
Temps passé pour l'action	11 h
Année de réalisation de l'action	2011

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Communiquer sur l'action de la CCVG à destination des entreprises

### Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG (1/2)

A

#### Constats :

Manque de mise en valeur du potentiel représenté par la pépinière  
Journées portes ouvertes organisées par la pépinière attirent peu de monde

#### Justification :

Améliorer la renommée de la pépinière et des actions qui y sont menées

#### Contrainte d'antériorité : /

#### Porteurs de l'action :

CCVG

La pépinière d'entreprises Saint-Junien - Vienne Glane

#### Acteur associé et nature de l'aide :

CCI

Gestion de la pépinière d'entreprises

Technique

#### Description :

Rencontrer l'animateur de la pépinière d'entreprises pour lui proposer d'organiser des portes ouvertes dans ses locaux  
Fixer, avec la pépinière d'entreprises, la date des portes ouvertes à la pépinière (une journée dans l'année) et les intégrer dans le planning de l'année  
Organiser avec l'animateur et la secrétaire de la pépinière les portes ouvertes : présenter les actions menées par la pépinière : simulation d'arrivée d'un entrepreneur sur le territoire répétée toutes les heures, panneaux d'informations  
Demander à certains entrepreneurs, notamment ceux en pépinière, de participer  
Communiquer sur les portes ouvertes de la pépinière à travers le site Internet, le journal de liaison, la presse locale, etc.  
Inviter la presse locale  
Organiser un buffet  
Participer aux portes ouvertes

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Communiquer sur l'action de la CCVG à destination des entreprises

**Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG (2/2)**



**Moyens d'évaluation :**

Nombre de participants aux portes ouvertes

Demander aux entrepreneurs s'adressant à la CCVG comment ils ont connu le territoire

**Coût :**

Buffet final : 450 € pour une trentaine de personnes

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Organisation des portes ouvertes : 15 h

Participation aux portes ouvertes : 8 h

Coût financier de l'action	450 €
Temps passé pour l'action	23 h / an
Année de réalisation de l'action	2010

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Communiquer sur l'action de la CCVG à destination des entreprises

**Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs » (1/2)**



**Constat :**

Manque de communication de la CCVG sur ses actions

**Justifications :**

Bénéficier d'une visibilité privilégiée  
Montrer le dynamisme et la réactivité de la CCVG  
Multiplier les rencontres et donc les contacts

**Contraintes d'antériorité :**

Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet  
Se renseigner sur les actions des territoires environnants (Limoges et Étagnac)

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide : /**

**Description :**

Prévoir les salons dans le planning de l'année  
Faire une demande de participation  
Étudier les actions menées par les intercommunalités de Limoges, d'Étagnac et de Millau afin de déterminer les spécificités de la CCVG pour les mettre en valeur  
Préparer des brochures, des diaporamas et produits dérivés pour présenter la CCVG et ses actions en faveur des entreprises présentes sur son territoire  
Préparer le discours à tenir lors des salons  
Réserver les chambres d'hôtel et les billets de train  
Participer aux salons



Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire

Objectif : Établir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG

Objectif opérationnel : Communiquer sur l'action de la CCVG à destination des entreprises

**Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs » (2/2)**



**Moyen d'évaluation :**

Demander aux entrepreneurs s'adressant à la CCVG comment ils ont connu le territoire

**Coût :**

Participation à la foire « Projet en Campagne » : 620 €

Location d'un stand de 18 m<sup>2</sup> : 600 €

Frais de transport : 20 € en voiture

Participation au salon des entrepreneurs à Paris : 15 420 € pour deux personnes

Location d'un stand de 18 m<sup>2</sup> : 15 000 €

Frais de transport : 100 € par personne en train

Frais d'hébergement : 110 € par personne (2 nuits)

Frais divers :

Brochures : 180 € pour 500 pièces

Stylos : 120 € pour 200 pièces

Bonbons : 140 € pour 200 pièces

Lanière avec logo : 90 € pour 200 pièces

Tee-shirt : 430 € pour 200 pièces

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Préparation : 20 h pour les deux salons

Participation : 5 jours pour les deux salons, soit 40 h par personne

Coût financier de l'action	16 975 €
Temps passé pour l'action	100 h
Année de réalisation de l'action	2011

## OBJECTIF 2 :

### CRÉER DU TOURISME AUTOUR DES SECTEURS SPÉCIFIQUES

#### Pourquoi cet objectif ?

L'économie de la CCVG s'orientent autour de trois secteurs spécifiques : la céramique, le papier carton et le textile cuir. De plus, des projets existent sur la création du pôle cuir à Saint-Junien et sur la création d'un musée du papier carton à Saillat-sur-Vienne.

Ces projets peuvent être l'occasion pour la Communauté de Communes de créer du tourisme industriel sur le territoire et d'acquérir ainsi une renommée nationale de ses secteurs spécifiques.

Cet objectif comporte deux objectifs opérationnels :

- Développer un pôle cuir. La commune de Saint-Junien a réfléchi à un projet de pôle cuir comprenant un centre de formation technologique pour la filière cuir et un pôle d'animation touristique. Il s'agit de concrétiser ce projet afin de doter la CCVG d'une notoriété pour le gant en cuir.
- Développer le tourisme industriel autour du papier carton. Le territoire de la CCVG accueille deux entreprises du papier carton : International Paper et Smurfit. De plus, l'industrie papetière a une importance particulière dans l'histoire du territoire. Ces deux éléments représentent une opportunité afin de développer le tourisme industriel et de doter le territoire d'un certain rayonnement.

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire	Objectif : Créer du tourisme autour des secteurs spécifiques
Objectif opérationnel : Développer un pôle cuir	
<b>Communiquer sur le travail du cuir en tant que produit de luxe (1/2)</b>	

B

**Constats :**

Importance historique du secteur du cuir sur le territoire  
Faible renommée de Saint-Junien en tant que « capitale du gant en cuir »

**Justifications :**

Améliorer la renommée de Saint-Junien  
Faire face à la concurrence de la Communauté de Communes Millau Grands Causses  
Relancer le projet du pôle cuir de Saint-Junien

**Contrainte d'antériorité : /**

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Pays d'Ouest Limousin  
DCT

Communication sur les principaux sites touristiques du territoire	Technique
Commune de Saint-Junien	
Capitale du gant en cuir	Technique
Offices de Tourisme	
Distribution des tracts	Technique

**Description :**

Associer la commune de Saint-Junien aux différentes démarches de communication

Créer sur le site Internet une page sur l'histoire et l'évolution du secteur du cuir sur la CCVG : voir le site de la Communauté de Communes Millau Grands Causses

Proposer aux entrepreneurs du secteur du gant en cuir de réaliser des visites de leurs ateliers et ainsi de mettre en valeur leurs savoir-faire  
Créer un partenariat avec les entrepreneurs intéressés par la démarche  
Utiliser les outils de communication de la CCVG pour informer sur les visites des entreprises : dates, horaires, tarifs, etc.  
Constituer le dossier de demande d'aide de la DCT pour l'édition et l'impression des documents de communication (affiches, tracts, etc.)  
Déposer les tracts dans les offices de tourisme environnants

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire	Objectif : Créer du tourisme autour des secteurs spécifiques
Objectif opérationnel : Développer un pôle cuir	
<b>Communiquer sur le travail du cuir en tant que produit de luxe (2/2)</b>	

B

**Moyens d'évaluation :**

Évolution de l'activité du cuir sur le territoire

Évolution de la notoriété de Saint-Junien en tant que « Capitale du gant en cuir »

**Coût :**

Documents de communication : 20 000 exemplaires en A4 recto verso : 1 200 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontrer la commune de Saint-Junien : 6 h

Rédaction du dossier de demande d'aide de la DCT : 4 h

Communiquer sur le site Internet : 3 h

Organisation avec les entrepreneurs des visites d'entreprises : 15 h

<b>Coût financier de l'action</b>	1 200 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	28 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

Enjeu : Promouvoir les spécificités du territoire	Objectif : Créer du tourisme autour des secteurs spécifiques
Objectif opérationnel : Développer le tourisme industriel autour du papier carton	
<b>Réaliser le musée du papier carton à Saillat-sur-Vienne</b>	



**Constats :**

Potentialités de tourisme industriel insuffisamment exploitées  
 Un territoire avec un développement endogène historiquement basé sur la papeterie  
 Industries papetières de Saillat-sur-Vienne critiquées pour leurs nuisances

**Justifications :**

Tirer profit des potentialités de tourisme industriel  
 Revaloriser l'image d'International Paper et de Smurfit

**Contrainte d'antériorité :** /

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Offices de tourisme

Communication sur le musée

Comité Régional du Tourisme

Technique

Technique

**Description :**

Faire appel à un mécénat d'entreprises afin de subventionner le musée  
 Réaliser un musée du papier carton à Saillat-sur-Vienne contenant :  
 Un espace retraçant la tradition papetière sur le territoire  
 Des animations culturelles réalisées par des professionnels locaux

Organiser des visites d'entreprises du papier carton : International Paper et Smurfit en lien avec le musée

**Moyen d'évaluation :**

Fréquentation du musée

**Coût :**

Réalisation du musée :

projet n'est pas suffisamment avancé pour donner une estimation du coût : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

projet n'est pas suffisamment avancé pour donner une estimation du temps passé : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

**Tableau n°3 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Promouvoir les spécificités du territoire »**

Actions	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs		A				
Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG			A			
Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entrepreneurs			B			
Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs »				A		
Planter des panneaux indiquant l'entrée dans la CCVG avec les spécificités du territoire				C		
Communiquer sur le travail du cuir en tant que produit de luxe					B	
Réaliser le musée du papier carton à Saillat-sur-Vienne					C	

ENJEU 4 :  
ANTICIPER LES ÉVOLUTIONS DU TISSU ÉCONOMIQUE LOCAL

## OBJECTIF 1 :

### ETABLIR UN DISPOSITIF DE VEILLE ÉCONOMIQUE

#### Pourquoi cet objectif ?

La stratégie de développement économique proposée s'oriente vers le maintien et le développement des entreprises actuellement présentes sur le territoire intercommunal. Toutefois, le territoire ne fonctionne pas de façon autonome et son économie dépend notamment des grandes tendances et évolutions de l'économie nationale ou mondiale. Ces différentes évolutions économiques, notamment celles des secteurs spécifiques du territoire, doivent donc être connues de la CCVG.

Un dispositif de veille économique permettra à la Communauté de Communes de se tenir informer des évolutions de son territoire, ainsi elle pourra adapter sa stratégie et diminuer l'impact d'une crise.

Cet objectif est divisé en deux objectifs opérationnels :

- Réaliser une veille sur les secteurs spécifiques : en effet, la Communauté de Communes est marquée par la tradition ouvrière dans les secteurs du cuir et du papier carton. Toutefois, ces deux secteurs, fortement menacés par les incertitudes de l'économie actuelle, doivent être surveillés afin de pouvoir préparer les entrepreneurs à une éventuelle crise.
- Veiller à la reprise des entreprises : en effet, un tiers des artisans, nombreux sur le territoire, sera à la retraite dans une dizaine d'années. La Communauté de Communes doit donc encourager la reprise des entreprises afin de maintenir le dynamisme du tissu économique.



Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Réaliser une veille sur les secteurs spécifiques	
<b>Collecter des informations sur les secteurs spécifiques (1/2)</b>	



**Constat :**

Trois secteurs d'activités spécifiques sur le territoire : les secteurs « papier, carton », « céramique » et « textile, cuir, habillement »  
Manque de connaissance sur ces secteurs spécifiques

**Justifications :**

Avoir une connaissance de la conjoncture nationale et internationale des secteurs d'activités spécifiques  
Anticiper les crises en adaptant la stratégie de développement économique de la CCVG

**Contrainte d'antériorité :** /

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :**

État  
INSEE  
Limousin Expansion  
Région Limousin

Technique  
Technique  
Technique  
Technique

**Description :**

Conventionner avec la Région afin de recueillir tous les trois mois de l'information traitée sur les secteurs spécifiques du territoire : offre, demande, conjoncture, etc.  
Possibilité de devenir site pilote pour l'observatoire des mutations économiques qui devrait être mis en place par la région, en collaboration avec l'État, l'INSEE et Limousin Expansion  
Archiver les informations recueillies

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Réaliser une veille sur les secteurs spécifiques	
<b>Collecter des informations sur les secteurs spécifiques (2/2)</b>	



**Moyen d'évaluation :**

Qualité (utilité) des informations recueillies

**Coût :**

Coût de la convention :

dépend des modalités de la convention : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Fixer les modalités de la convention avec la région : 8 h

Analyse des informations :

dépend de la quantité d'informations collectées : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	8 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2008

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Réaliser une veille sur les secteurs spécifiques	
<b>Informers les entrepreneurs des secteurs spécifiques</b>	



**Constat :**

De nombreuses TPE et PME dans les secteurs spécifiques pouvant difficilement réaliser leur propre veille

**Justifications :**

Permettre aux entreprises de se tenir informées de la santé de leur secteur d'activités et de réaliser une veille sectorielle  
Affirmer la place de la CCVG comme interlocuteur local privilégié à travers la proposition d'un service aux entreprises du territoire

**Contraintes d'antériorité :**

Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises  
Collecter des informations sur les secteurs spécifiques

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteur associé et nature de l'aide :** /

**Description :**

Transmettre aux entrepreneurs les informations collectées sur les secteurs spécifiques grâce à la convention avec la région :  
Lors de petits déjeuners d'entreprises  
Par la lettre d'information trimestrielle électronique  
Sur le site Internet de la CCVG dans une rubrique « entreprises »

**Moyens d'évaluation :**

Recueillir la satisfaction des entrepreneurs lors des petits déjeuners d'entreprises : savoir s'ils ont réalisé des investissements dans de nouveaux matériels ou en Recherche et Développement, s'ils se sont orienter vers de nouveaux débouchés, etc.  
Questionnaire informatique de satisfaction ciblé sur le ressenti des entrepreneurs quant aux actions de la CCVG

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Transmission des informations sur les secteurs spécifiques :

Lors des petits déjeuners : 5 h

Par la lettre d'information trimestrielle : 4 h

Sur le site Internet : 4 h

temps global dépend de la quantité d'information à transmettre : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2011

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	
<b>Compléter l'aide régionale au recrutement de second (1/2)</b>	

B

**Constats :**

Un tiers des entrepreneurs n'ont pas de projet pour la transmission de leur activité  
Un tiers des artisans sera à la retraite dans une dizaine d'années

**Justifications :**

Maintenir la densité du tissu de TPE-PME, vecteur du dynamisme local et de la stabilité de l'économie du territoire

**Contrainte d'antériorité :**

Réaliser une analyse financière de la CCVG afin de déterminer le montant attribuable annuellement pour les aides aux entreprises

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

Région Limousin  
CCI

Financière et technique  
Technique

**Description :**

Convenir dans une convention avec la région des modalités de participation financière afin :

- D'affiner les critères des entreprises éligibles : préparation à la reprise de l'entreprise uniquement
- De fixer les taux minimaux d'intervention de chaque signataire
- De fixer les contreparties à demander aux entreprises aidées

Demander à l'entrepreneur souhaitant bénéficier de l'aide au recrutement de second les modalités de transmission et les bilans financiers des trois dernières années de l'entreprise

Analyser les bilans financiers de l'entreprise

Attribution de l'aide

Refus d'attribution de l'aide

Réorienter l'entrepreneur vers les acteurs du développement économique intervenant pour la reprise transmission d'entreprise

Après évaluation :

Réviser les modalités de la convention en fonction des évolutions du tissu économique local et de la redéfinition de la stratégie d'accueil de la CCVG (diminution de l'âge moyen des chefs d'entreprise, etc.)

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	
<b>Compléter l'aide régionale au recrutement de second (2/2)</b>	

B

**Moyens d'évaluation :**

Maintien du nombre de TPE-PME sur le territoire

Diminution de l'âge moyen des chefs d'entreprise

**Coût :**

Attribution de l'aide :

dépend du montant défini par entreprise : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Fixer les modalités de la convention avec la région : 8 h

Analyse des bilans financiers de l'entreprise :

dépend du nombre d'entrepreneurs souhaitant bénéficier de l'aide au recrutement de second : nd

Révision la convention :

dépend de l'évolution du tissu économique local : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	8 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	
<b>Communiquer sur les entreprises en phase de transmission d'activité (1/2)</b>	

B

**Constats :**

Un tiers des entrepreneurs n'ont pas de projet pour la transmission de leur activité

Un tiers des artisans sera à la retraite dans une dizaine d'années

**Justifications :**

Aider à la recherche de repreneurs potentiels  
Maintenir les activités présentes sur le territoire  
Éviter les licenciements

**Contrainte d'antériorité :**

Demander des informations aux entrepreneurs pour connaître les entre-

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

ANPE

Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi et Contrat Initiative-Emploi

Technique

La Maison du Département Ouest-Limousin

Base de données « Vivre en Haute-Vienne » et

étude Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

Technique

Le Pays d'Ouest Limousin

Pôle Local d'Accueil

Technique

CCI

Centre de Formalités des Entreprises (CFE)

Technique

Liste des entreprises à reprendre

Technique

CMA

Centre de Formalités des Entreprises (CFE)

Technique

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	
<b>Communiquer sur les entreprises en phase de transmission d'activité (2/2)</b>	

B

#### Description :

Consulter la base de données « Vivre en Haute-Vienne » et l'étude GPEC auprès de la Maison du Département Ouest-Limousin afin de compléter les informations concernant les entrepreneurs

Conventionner avec la CCI et la CMA pour pouvoir consulter leur Centre de Formalités des Entreprises afin de connaître le stade de développement des entreprises du territoire intercommunal

Communiquer l'opportunité de reprise d'activité au POL et à l'ANPE qui relaieront l'information auprès d'éventuels repreneurs

Informier l'entrepreneur cédant de l'existence de la liste des entreprises à reprendre de la CCI pour qu'il s'y inscrive

Mettre un volet transmission-reprise sur le site Internet de la CCVG

#### Moyen d'évaluation :

Taux de transmission reprise

#### Coût :

Coût de la convention avec la CCI et la CMA :

dépend des modalités de la convention : nd

Temps passé par le personnel de la CCVG :

dépend du nombre d'entreprises en phase de transmission : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	nd
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2010

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	
<b>Rapprocher les cédants d'éventuels repreneurs (1/2)</b>	



**Constats :**

Un tiers des entrepreneurs n'ont pas de projet pour la transmission de leur activité  
Un tiers des artisans sera à la retraite dans une dizaine d'années

**Justifications :**

Maintenir les activités présentes sur le territoire  
Éviter les licenciements

**Contraintes d'antériorité :**

Demander des informations aux entrepreneurs  
Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet  
Communiquer sur les entreprises en phase de transmission d'activités

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

CCI

Formations

Technique

Liste des entreprises à reprendre

Technique

CMA

Formations

Technique

Oséo

Contrat de Développement Transmission

Financière

Direction Départementale du Travail et de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises

Financière

Pépinière d'entreprises

Rencontre des cédants avec les repreneurs

Technique



Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Établir un dispositif de veille économique
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	
<b>Rapprocher les cédants d'éventuels repreneurs (2/2)</b>	



**Description :**

Déterminer si les entrepreneurs en âge de partir à la retraite ont prévu un plan de transmission d'activités

Proposer une rencontre à la pépinière d'entreprises aux entrepreneurs concernés par la transmission de leur activité pour qu'ils rencontrent d'éventuels repreneurs, notamment les entrepreneurs de la pépinière

Indiquer sur le site Internet de la CCVG la date et le lieu des rencontres

Suivre la méthode d'accueil pour informer ces entreprises des acteurs et des aides à leur disposition (Contrat de Développement Transmission délivré par Oséo, Aide aux Chômeurs Créateurs ou Repreneurs d'Entreprises délivrée par la DDTEFP)

**Moyen d'évaluation :**

Taux de transmission-reprise

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG:

dépend du nombre d'entreprises en phase de transmission : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	nd
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2010

## OBJECTIF 2 :

### ENCOURAGER LES ENTREPRISES À RESTER PERFORMANTES

#### Pourquoi cet objectif ?

L'économie du territoire repose sur des secteurs d'activités traditionnels qui ne bénéficient pas actuellement de pôle de innovation ou d'innovation à proximité. Afin de pouvoir rester performants et compétitifs sur leur marché, les entrepreneurs doivent innover régulièrement dans leurs machines de production, mais ils doivent également chercher à améliorer leurs produits

Cet objectif est constitué d'un objectif opérationnel : inciter à la recherche et développement ainsi qu'à l'innovation. En effet, les entrepreneurs du territoire ne sont pas toujours conscients de la nécessité d'innover et connaissent mal les aides à leur disposition. Le rôle de la Communauté de Communes, en tant qu'interlocuteur privilégié, est donc de les guider vers les acteurs les plus appropriés à leurs besoins afin qu'ils puissent pérenniser leur activité localement.

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local

Objectif : Encourager les entreprises à rester performantes

Objectif opérationnel : Inciter à la recherche et développement ainsi qu'à l'innovation

## Informers les entrepreneurs sur les aides à la veille technologique et à l'innovation (1/2)



### Constats:

Présence de secteurs d'activité traditionnels spécifiques sur le territoire  
Des difficultés pour les micro entreprises et les PME à innover : manque de moyens et de connaissance des aides à leur disposition

### Justifications :

Encourager l'innovation dans les secteurs traditionnels  
Pérenniser l'activité des entreprises sur le territoire

### Contraintes d'antériorité :

Élaborer une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet  
Établir une relation privilégiée avec les entrepreneurs  
Demander des informations aux entrepreneurs

### Porteur de l'action :

CCVG

### Acteurs associés et nature de l'aide :

Région Limousin :

Bourse CORTECHS (aide au recrutement de techniciens)	Financière
Aide au recrutement pour l'innovation	Financière
Aide à l'innovation et à la R&D	Financière
Contrat de Développement Innovation (coûts de mise aux normes, investissements matériels)	Financière

Limousin Expansion

Mise en relation des entreprises avec les pôles de compétitivité	Technique
--	-----------

ADIT

Prospective et veille technologique	Technique
-------------------------------------	-----------

### Description :

Informers les entrepreneurs sur la nécessité d'innover et sur les aides à la veille technologique et à l'innovation :

- Lors de petits déjeuners d'entreprises
- Par la lettre d'information trimestrielle électronique
- Sur le site Internet de la CCVG dans une rubrique « entreprises »

Orienter les entrepreneurs prêts à innover vers les acteurs associés

Se référer au SGBDR pour préciser les acteurs et les aides à la disposition des entrepreneurs

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local

Objectif : Encourager les entreprises à rester performantes

Objectif opérationnel : Inciter à la recherche et développement ainsi qu'à l'innovation

**Informers les entrepreneurs sur les aides à la veille technologique et à l'innovation (2/2)**



**Moyens d'évaluation :**

Dépenses des entrepreneurs en matière d'innovation

Nombre de contacts avec les entrepreneurs voulant innover

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Transmission des informations sur les secteurs spécifiques :

Lors des petits déjeuners : 6 h

Par la lettre d'information trimestrielle : 4 h

Sur le site Internet : 3 h

Rendez-vous avec les entrepreneurs voulant innover : 12 h

Coût financier de l'action	/
Temps passé pour l'action	25 h
Année de réalisation de l'action	2010

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Encourager les entreprises à rester performantes
Objectif opérationnel : Inciter à la recherche et développement ainsi qu'à l'innovation	
<b>Mettre les entreprises des secteurs papier carton et textile en relation avec le pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est (1/2)</b>	



**Constats :**

Présence de secteurs d'activité traditionnels spécifiques sur le territoire  
Absence de pôle d'innovation dans les secteurs « papier-carton » et « textile, habillement, cuir »

**Justifications :**

Permettre l'innovation dans les secteurs traditionnels  
Pérenniser l'activité des entreprises des secteurs papier carton et textile sur le territoire

**Contrainte d'antériorité : /**

**Porteurs de l'action :**

Le pôle « fibre naturelle » et les entreprises du territoire

**Acteur associé et nature de l'aide :**

Pôle « fibre naturelle » Grand Est  
facilite l'innovation des entreprises et suscite des produits nouveaux    Technique

**Description :**

Informar les entreprises des secteurs du papier carton et du textile de l'existence du pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est  
Lors de petits déjeuners d'entreprises  
Par la lettre d'information trimestrielle électronique  
Sur le site Internet de la CCVG dans une rubrique « entreprises »  
Mettre en relation les entreprises intéressées avec le pôle de compétitivité afin de les aider à bénéficier de subventions  
Inciter et aider chaque entrepreneur à présenter un dossier d'adhésion : validation ou rejet du dossier

**Moyens d'évaluation :**

Suivre le bon déroulement du partenariat entre les entreprises et le pôle  
Nombre d'entreprises du territoire à avoir adhérer au pôle d'innovation « fibre naturelle »

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Encourager les entreprises à rester performantes
Objectif opérationnel : Inciter à la recherche et développement ainsi qu'à l'innovation	
<b>Mettre les entreprises des secteurs papier carton et textile en relation avec le pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est (2/2)</b>	



**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

    Informer les entrepreneurs sur le pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est

        Lors des petits déjeuners : 6 h

        Par la lettre d'information trimestrielle : 4 h

        Sur le site Internet : 3 h

    Aider les entrepreneurs à adhérer au pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est

        Rendez-vous avec les entrepreneurs souhaitant adhérer au pôle : 12 h

<b>Coût financier de l'action</b>	/
<b>Temps passé pour l'action</b>	25 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

### OBJECTIF 3 :

#### PRÉVOIR LA RÉINSERTION DE LA MAIN D'ŒUVRE DU TERRITOIRE EN CAS DE LICENCIEMENTS

##### **Pourquoi cet objectif ?**

Les sièges sociaux des deux entreprises papetières , qui comptent plus de 1 000 employés sur le territoire, ne sont pas implantés sur la Communauté de Communes. De plus, le contexte économique mondial est propice aux licenciements et délocalisations, notamment pour les secteurs concurrentiels comme le papier carton.

Il est donc nécessaire de prévoir, en cas de licenciement, la réinsertion des employés du territoire, quelque soit leur secteur d'activité.

Cet objectif est divisé en deux objectifs opérationnels :

- Identifier le potentiel de reconversion à partir du savoir faire de la main d'œuvre des secteurs spécifiques : en effet, la CCVG marquée par une tradition ouvrière doit bénéficier d'une main d'œuvre aux savoir faire spécifiques qu'il faudra réutiliser en cas de crise.
- Se soucier du suivi des employés des entreprises en difficulté ou licenciés : en effet, une intercommunalité proche des entrepreneurs locaux doit participer activement à la réinsertion professionnelle des employés licenciés sur son territoire.

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Étudier la main d'œuvre présente sur le territoire
Objectif opérationnel : Identifier le potentiel de reconversion à partir du savoir faire de la main d'œuvre des secteurs spécifiques	
<b>Étudier la qualification et les compétences de la main d'œuvre du territoire (1/2)</b>	



#### Constats :

La dépendance du territoire en terme d'emplois face aux grandes entreprises du papier carton implantées sur la CCVG  
Une main d'œuvre issue d'un savoir faire traditionnel

#### Justifications :

Identifier le potentiel de reconversion à partir des savoir faire de la main d'œuvre des secteurs spécifiques  
Anticiper les mutations économiques sur les secteurs porteurs du dynamisme du territoire  
Aider les éventuels employés licenciés à se réorienter vers de nouveaux secteurs  
Aider les entreprises à développer de nouveaux produits

#### Contrainte d'antériorité :

Élaborer une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

#### Porteur de l'action :

CCVG

#### Acteurs associés et nature de l'aide :

PRISME

Technique

AFPA

Accompagnement des entreprises dans leur projet de reconversion  
Point Relais Conseil VAE CIO

Technique

#### Description :

Commander une étude sur la qualification et les compétences de la main d'œuvre des entreprises des secteurs spécifiques du territoire à PRISME  
Faire appel à un bureau d'études pour connaître les savoir-faire et la qualification des employés des entreprises du territoire, lui fournir les informations de l'étude de PRISME comme base de son travail  
Demander au bureau d'études de recenser les secteurs nécessitant les mêmes compétences  
Inciter les employés non qualifiés à faire valider leurs acquis d'expérience afin de faciliter leur retour au travail en cas de crise en les orientant vers le Point Relais Conseil VAE CIO de Saint-Junien, l'AFPA de Limoges  
Aider les entreprises à se positionner sur de nouveaux débouchés en cas de difficultés économiques : les orienter vers des acteurs proposant des aides à l'investissement



Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Étudier la main d'œuvre présente sur le territoire
Objectif opérationnel : Identifier le potentiel de reconversion à partir du savoir faire de la main d'œuvre des secteurs spécifiques	
<b>Étudier la qualification et les compétences de la main d'œuvre du territoire (2/2)</b>	



**Moyen d'évaluation :**

Taux de réinsertion des employés licenciés lors d'une éventuelle fermeture des grandes entreprises du papier carton

**Coût :**

Demander une étude à PRISME : 20 000 €

Faire appel à un bureau d'études : 20 000 €

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rédaction des cahiers des charges pour PRISME et pour le bureau d'études : 6 h

Réorienter les entrepreneurs vers d'autres acteurs proposant des aides à l'investissement  
dépend du nombre d'entrepreneurs s'adressant à la CCVG : nd

<b>Coût financier de l'action</b>	40 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	6 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2011

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Étudier la main d'œuvre présente sur le territoire
Objectif opérationnel : Se soucier du suivi des employés des entreprises en difficulté ou licenciés	
<b>Mettre en relation les entrepreneurs et les structures de réinsertion professionnelle (1/2)</b>	

B

**Constat :**

Instabilité de l'économie nationale : licenciements, délocalisations

**Justifications :**

Se soucier du suivi des employés des entreprises en difficulté ou licenciés

Garder un faible taux de chômage sur le territoire, même en cas de licenciements massifs

**Contraintes d'antériorité :**

Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet

Établir une relation de confiance avec les entrepreneurs

Demander des informations aux entrepreneurs

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

ANPE et AKSIS

Prestations d'accompagnement à la recherche d'emplois

Technique

**Description :**

Identifier les entreprises en difficulté financière

Rencontrer les dirigeants de ces entreprises pour les réorienter à partir du SGBDR vers les structures de réinsertion professionnelle adaptées

Informar les entrepreneurs de la possibilité de gérer les compétences professionnelles avec l'ANPE et AKSIS en vue de futurs licenciements (exemple : proposer aux personnes licenciées un emploi adapté à leur niveau de qualification)

Lors des petits déjeuners

Par la lettre d'information trimestrielle

Sur le site Internet

Ouvrir une cellule de crise pour les personnes licenciées à la pépinière d'entreprises en partenariat avec l'ANPE et AKSIS en cas de licenciements massifs

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Étudier la main d'œuvre présente sur le territoire
Objectif opérationnel : Se soucier du suivi des employés des entreprises en difficulté ou licenciés	
<b>Mettre en relation les entrepreneurs et les structures de réinsertion professionnelle (2/2)</b>	

B

**Moyen d'évaluation :**

Évolution du taux de chômage sur le territoire

**Coût :**

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Rencontrer les dirigeants des entreprises en difficulté

dépend du nombre d'entreprises en difficulté : nd

Informar les entrepreneurs de la possibilité de gérer les compétences professionnelles en vue de futurs licenciements

Lors des petits déjeuners : 1 h

Par la lettre d'information trimestrielle : 1 h

Sur le site Internet : 1 h

<b>Coût financier de l'action</b>	
<b>Temps passé pour l'action</b>	3 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2009

#### OBJECTIF 4 :

#### ADAPTER LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DE LA CCVG AUX ÉVOLUTIONS DE LA POPULATION

##### **Pourquoi cet objectif ?**

La stratégie de développement économique proposée tient compte de la population telle qu'elle est actuellement. La population du territoire peut connaître diverses évolutions d'ici quelques années et, ainsi, avoir de nouveaux besoins plus spécifiques.

Il est donc important de connaître les évolutions de la population du territoire pour lui proposer des services adaptés à ses besoins.

Cet objectif est constitué d'un objectif opérationnel : recueillir des informations préalablement traitées sur la population. En effet, de nombreux mouvements de populations ont pu être observés entre le territoire et les pôles voisins. Ces déplacements risquant d'évoluer avec les changements d'habitude des populations, il faut les étudier afin de pouvoir adapter la stratégie de développement économique.

Enjeu : Anticiper les évolutions du tissu économique local	Objectif : Adapter la stratégie économique aux évolutions de la population
Objectif opérationnel : Recueillir des informations préalablement traitées sur la population	
<b>Suivre l'évolution de la population</b>	



**Constats :**

Un territoire sous l'influence de l'agglomération Limougeaude  
Une forte proportion de personnes âgées sur le territoire

**Justifications :**

Connaître l'évolution de la population du territoire  
Actualiser la stratégie de développement économique de la CCVG en fonction des informations collectées

**Contrainte d'antériorité :** /

**Porteur de l'action :**

CCVG

**Acteurs associés et nature de l'aide :**

INSEE

Recensement de la population

Technique

PRISME

Publications sur les évolutions des populations et *Portrait des Pays*

Technique

**Description :**

Passer une convention avec l'INSEE afin d'obtenir annuellement des données traitées montrant l'évolution des CSP, de la part des personnes âgées, de la précarité, des migrations résidentielles, des migrations pendulaires  
Demander à PRISME de recevoir leurs publications  
Analyser les données de l'INSEE et les publications de PRISME  
Adapter la stratégie économique en fonction des informations recueillies

**Moyen d'évaluation :**

Évolution de la stratégie de développement économique de la CCVG en fonction de l'évolution de la population

**Coût :**

Coût de la convention avec l'INSEE : de 1 500 € à 3 000 € en fonction du contenu

Temps passé par le personnel de la CCVG :

Définition des modalités de la convention avec l'INSEE : 6 h

Analyse des données fournies par l'INSEE et par PRISME  
dépend de la quantité d'informations à analyser : nd

<b>Coût financier total de l'action</b>	3 000 €
<b>Temps passé pour l'action</b>	6 h
<b>Année de réalisation de l'action</b>	2012

**Tableau n°4 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Anticiper les mutations du tissu économique local »**

Actions	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Collecter des informations sur les secteurs spécifiques	A					
Compléter l'aide régionale au recrutement de second		B				
Mettre en relation les entrepreneurs et les structures de réinsertion professionnelle		B				
Informers les entrepreneurs sur les aides à la veille technologique et à l'innovation			A			
Rapprocher les cédants d'éventuels repreneurs			A			
Communiquer sur les entreprises en phase de transmission d'activité			B			
Informers les entrepreneurs des secteurs spécifiques				A		
Étudier les qualifications et les compétences de la main d'œuvre du territoire				A		
Mettre les entreprises des secteurs papier carton et textile en relation avec le pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est					C	
Suivre l'évolution de la population					C	

## II. LE PLANNING DE RÉALISATION DES ACTIONS PROPOSÉES

Afin de donner une dimension temporelle à la stratégie de développement économique proposée pour la Communauté de Communes Vienne Glane, une planification des actions a été définie. Celle-ci s'échelonne sur six ans, de 2008 à 2013, et s'adapte ainsi à la prochaine période de mandature de la Communauté de Communes Vienne Glane.

Les actions ont été réparties dans le temps en fonction de la priorité de leur réalisation. Toutefois, certaines d'entre elles, nécessitant l'accomplissement préalable de diverses actions (contraintes d'antériorité des fiches action) ou une certaine habitude de travail avec les entrepreneurs et les autres acteurs du développement économique local, ne sont programmées qu'au bout de deux ou trois ans. Pour chaque année, les actions seront présentées par enjeu et par objectif.

Certains aspects de la stratégie de développement économique proposée sont à réalisés en priorité.

L'élaboration d'une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet apparaît comme un pilier fondamental de la stratégie de développement économique proposée. Celle-ci devra permettre à la CCVG de se positionner comme l'interlocuteur local privilégié des entrepreneurs du territoire.

Le conventionnement avec la Région Limousin, acteur clé du développement économique local, pour formaliser le partenariat sera également à privilégier dans les prochains mois. La CCVG pourra alors travailler en étroite relation avec la région et renforcera ainsi son rôle économique. Enfin, les conventions avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural (SAFER) et une Société d'Economie Mixte (SEM), seront également à mettre en place rapidement, afin de gérer au mieux, et le plus efficacement possible, les réserves foncières à disposition de la Communauté de Communes.

Cette planification permettra également de définir les coûts financier et humain à engager chaque année et, par conséquent, le coût global de stratégie de développement proposée. Le budget de la Communauté de Communes devra, par conséquent, intégrer la réalisation des actions dans les dépenses de l'année à venir.

## A. LES ACTIONS À RÉALISER EN 2008

Tableau n° 5 : Les actions à réaliser en 2008

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Favoriser un développement différencié du territoire	Conserver la dynamique endogène du territoire	Aider les commerçants de Saint-Junien à concrétiser leurs actions communes	nd	/
		Elaborer un dispositif de spécialisation pour la création de nouvelles zones et l'extension des zones existantes	8 h	20 000 €
	Développer les communes résidentielles en pôles de vie	Agrandir le parc locatif en encourageant la location de logements privés dans le cadre du Programme Local de l'Habitat	17 h	20 000 €
Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Développer des nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	Etablir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique	5 h	/
		Mettre en place une procédure d'appréciation de projet	8 h	/
		Conventionner avec la Région Limousin pour formaliser le partenariat	8 h	/
		Demander des informations aux entrepreneurs	6 h	/
		Créer un Système de Gestion de Bases de Données en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique	43 h	25 000 €
		Former le personnel de la CCVG à la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	48 h	1 200 €
		Travailler avec les autres acteurs du développement économique local	nd	nd
		Relancer le gardiennage des zones d'activités	23 h	nd
		Mettre en place une signalétique intercommunale de zone	nd	nd



Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière</b>	Réaliser un partenariat avec la SAFER	4 h	nd
		Intégrer le foncier dans le logiciel de gestion de bases de données	30 h	*
		Déléguer à une SEM la viabilisation et la commercialisation de l'extension de la zone du Petit Boisse tout en conservant le pouvoir décisionnel	18 h	nd
		Sélectionner les entreprises qui veulent s'implanter sur les zones d'activités	nd	/
		Déterminer les besoins des entreprises en sortie de pépinière	7 h	/
		Mandater une SEM pour la réalisation de certains ateliers relais	20 h	nd
<b>Anticiper les évolutions du tissu économique local</b>	<b>Etablir un dispositif de veille économique</b>	Collecter des informations sur les secteurs spécifiques	8 h	nd
<b>Coût total des actions à réaliser en 2008</b>			<b>253 h</b>	<b>66 200 €</b>

\* coût intégré dans l'action « Créer un Système de Gestion de Bases de Données en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique »

L'ensemble des actions à réaliser en 2008 nécessite un investissement de 66 200 € et demande au personnel de la Communauté de Communes 253 heures.

## B. LES ACTIONS À RÉALISER EN 2009

Tableau n° 6 : Les actions à réaliser en 2009

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Favoriser un développement différencié du territoire	Conserver la dynamique endogène du territoire	Se renseigner sur les actions de la CALM	18 h	/
		Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Etagnac	6 h	/
		Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir	6 h	/
	Développer les communes résidentielles en pôles de vie	Réaliser une étude de faisabilité pour connaître les besoins de la population et identifier la viabilité d'un relais multiservices	8 h	20 000 €
Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	Etablir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique (action commencée en 2008)	5 h	/
		Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises	67 h	1200 €
		Compléter l'aide régionale à l'accès aux marchés	9 h	nd
		Aider les entreprises du territoire à se faire connaître	6 h	/
	Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière	Transférer partiellement le DPU des communes à la CCVG	14 h	/
		S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière	96 h	/
		Intégrer les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle dans le Système de Gestion de Bases de Données	10 h	nd

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Promouvoir les spécificités du territoire	Etablir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG	Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs	/	3500 €
Anticiper les évolutions du tissu économique local	Etablir un dispositif de veille économique	Compléter l'aide régionale au recrutement de second	8 h	nd
	Etudier la main d'œuvre présente sur le territoire	Mettre en relation les entrepreneurs et les structures de réinsertion professionnelle	3 h	/
Coût total des actions à réaliser en 2009			256 h	24 700 €

Les actions à réaliser en 2009 nécessitent un investissement de 24 700 € et demandent au personnel de la Communauté de Communes 256 heures.

### C. LES ACTIONS À RÉALISER EN 2010

**Tableau n° 7 : Les actions à réaliser en 2010**

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser un développement différencié du territoire</b>	<b>Conserver la dynamique endogène du territoire</b>	Se renseigner sur les actions de la CALM (action commencée en 2009)	18 h	/
		Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Etagnac (action commencée en 2009)	6 h	/
		Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir (action commencée en 2009)	6 h	/
	<b>Développer les communes résidentielles en pôles de vie</b>	Mettre en place des relais multiservices dans les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac	nd	nd
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire</b>	Etablir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique (action commencée en 2008)	5 h	/
		Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises (action commencée en 2009)	67 h	1200 €
		Elaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leur opinion sur les actions de la CCVG (action commencée en 2009)	10 h	/

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire</b>	Identifier les besoins en formation des entreprises	3 h	/
		Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation (action commencée en 2009)	5 h	/
	<b>Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière</b>	S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière (action commencée en 2009)	96 h	/
		Elaborer des règlements pour les lotissements et les ZAC	10 h	/
		Réaliser les permis de lotir sans division parcellaire préalable	nd	/
		Rénover les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle	nd	nd
<b>Promouvoir les spécificités du territoire</b>	<b>Etablir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG</b>	Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (maintenance du site Internet) (action commencée en 2009)	/	150 €
		Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises (action commencée en 2009)	32 h	/
		Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG (action commencée en 2009)	23 h	450 €

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Anticiper les évolutions du tissu économique local	Etablir un dispositif de veille économique	Communiquer sur les entreprises en phase de transmission d'activités	nd	nd
		Rapprocher les cédants d'éventuels repreneurs	nd	/
	Encourager les entreprises à rester performantes	Informar les entrepreneurs sur les aides à la veille technologique et à l'innovation	25 h	/
Coût total des actions à réaliser en 2010			307 h	1 800 €

Les actions à réaliser en 2010 nécessitent un investissement de 1 800 € et demandent au personnel de la Communauté de Communes 307 heures.

## D. LES ACTIONS À RÉALISER EN 2011

**Tableau n° 8 : Les actions à réaliser en 2011**

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser un développement différencié du territoire</b>	<b>Conserver la dynamique endogène du territoire</b>	Se renseigner sur les actions de la CALM (action commencée en 2009)	18 h	/
		Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Etagnac (action commencée en 2009)	6 h	/
		Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir (action commencée en 2009)	6 h	/
		Cibler de nouveaux commerces structurants	14 h	20 000 €
	<b>Développer les communes résidentielles en pôles de vie</b>	Accompagner le développement des services à la personne	3 h	nd
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire</b>	Etablir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique (action commencée en 2008)	5 h	/
		Elaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leur opinion sur les actions de la CCVG (action commencée en 2009)	8 h	/
		Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises (action commencée en 2009)	67 h	1200 €

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation (action commencée en 2009)	5 h	/
		Réaliser avec la pépinière des appels à capitaux pour le compte des créateurs d'entreprises	23 h	150 €
	Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière	S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière (action commencée en 2009)	96 h	/
Promouvoir les spécificités du territoire	Etablir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG	Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (maintenance du site Internet) (action commencée en 2009)	/	150 €
		Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises (action commencée en 2009)	32 h	/
		Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG (action commencée en 2009)	23 h	450 €
		Planter des panneaux indiquant l'entrée dans la CCVG avec les spécificités du territoire	11 h	nd
		Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs »	100 h	17 000 €



<b>Anticiper les évolutions du tissu économique local</b>	<b>Etablir un dispositif de veille économique</b>	Informar les entrepreneurs des secteurs spécifiques	nd	/
	<b>Etudier la main d'œuvre présente sur le territoire</b>	Etudier la qualification et les compétences de la main d'œuvre du territoire	6 h	40 000 €
<b>Coût total des actions à réaliser en 2011</b>			<b>450 h</b>	<b>78 800 €</b>

Les actions à réaliser en 2011 nécessitent un investissement de 78 800 € et demandent au personnel de la Communauté de Communes 450 heures.

## E. LES ACTIONS À RÉALISER EN 2012

**Tableau n° 9 : Les actions à réaliser en 2012**

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser un développement différencié du territoire</b>	<b>Conserver la dynamique endogène du territoire</b>	Se renseigner sur les actions de la CALM (action commencée en 2009)	18 h	/
		Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Étagnac (action commencée en 2009)	6 h	/
		Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir (action commencée en 2009)	6 h	/
		Accueillir de nouveaux commerces structurants	6 h	nd
	<b>Développer les communes résidentielles en pôles de vie</b>	Créer le concours de la plus belle vitrine de Noël	18 h	1 800 €
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire</b>	Établir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique (action commencée en 2008)	5 h	/
		Élaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leur opinion sur les actions de la CCVG (action commencée en 2009)	8 h	/
		Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises (action commencée en 2009)	67 h	1200 €

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire</b>	Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation (action commencée en 2009)	5 h	/
		Réaliser avec la pépinière des appels à capitaux pour le compte des créateurs d'entreprises (action commencée en 2011)	23 h	150 €
		Réaliser une crèche inter-entreprises	18 h	800 000 €
		Mettre en place une plate-forme de covoiturage	16 h	/
	<b>Ancrer les grandes entreprises du secteur papier carton au territoire</b>	Cibler les prestataires de services pour la filière papier carton	35 h	/
	<b>Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière</b>	S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière (action commencée en 2009)	96 h	/
<b>Promouvoir les spécificités du territoire</b>	<b>Etablir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG</b>	Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (maintenance du site Internet) (action commencée en 2009)	/	150 €
		Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises (action commencée en 2009)	32 h	/
		Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG (action commencée en 2009)	23 h	450 €
		Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs » (action commencée en 2011)	100 h	17 000 €

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Anticiper les évolutions du tissu économique local	<b>Etablir un dispositif de veille économique</b>	Informar les entrepreneurs des secteurs spécifiques (action commencée en 2011)	nd	/
	<b>Encourager les entreprises à rester performantes</b>	Mettre les entreprises des secteurs papier carton et textile en relation avec le pôle d'innovation « fibre naturelle » Grand Est	25 h	/
	<b>Adapter la stratégie économique de la CCVG aux évolutions de la population</b>	Suivre l'évolution de la population	6 h	3 000 €
<b>Coût total des actions à réaliser en 2012</b>			<b>541 h</b>	<b>824 950 €</b>

Les actions à réaliser en 2012 nécessitent un investissement de 824 950 € et demandent au personnel de la Communauté de Communes 541 heures.

## F. LES ACTIONS À RÉALISER EN 2013

Tableau n° 10 : Les actions à réaliser en 2013

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
Favoriser un développement différencié du territoire	Conserver la dynamique endogène du territoire	Se renseigner sur les actions de la CALM (action commencée en 2009)	18 h	/
		Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Etagnac (action commencée en 2009)	6 h	/
		Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir (action commencée en 2009)	6 h	/
		Accueillir les commerces structurants ciblés	5 h	nd
	Développer les communes résidentielles en pôles de vie	Créer une carte de fidélité pour les clients des commerces et services du territoire	9 h	nd
		Créer le concours de la plus belle vitrine de Noël (action commencée en 2012)	18 h	1 800 €
		Encourager la réalisation de randonnées gourmandes	18 h	nd
Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	Etablir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique (action commencée en 2008)	5 h	/
		Elaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leur opinion sur les actions de la CCVG (action commencée en 2009)	8 h	/

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire</b>	<b>Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire</b>	Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises (action commencée en 2009)	67 h	1200 €
		Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation (action commencée en 2009)	5 h	/
		Réaliser avec la pépinière des appels à capitaux pour le compte des créateurs d'entreprises (action commencée en 2011)	23 h	150 €
		Réaliser un concours d'innovation pour les artisans tous les deux ans : Art'Inno Vienne Glane	33 h	2 250 €
		Réaliser une crèche inter-entreprises (frais de fonctionnement) (action commencée en 2012)	/	360 000 €
	<b>Ancrer les grandes entreprises du secteur papier carton au territoire</b>	Accueillir les prestataires de services pour la filière papier carton	12 h	20 000 €
	<b>Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière</b>	S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière (action commencée en 2009)	96 h	/

Enjeu	Objectif	Action	Temps passé	Coût
<b>Promouvoir les spécificités du territoire</b>	<b>Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière</b>	Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs (maintenance du site Internet) (action commencée en 2009)	/	150 €
		Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises (action commencée en 2009)	32 h	/
		Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs » (action commencée en 2011)	100 h	17 000 €
<b>Anticiper les évolutions du tissu économique local</b>	<b>Etablir un dispositif de veille économique</b>	Informar les entrepreneurs des secteurs spécifiques (action commencée en 2011)	nd	/
<b>Coût total des actions à réaliser en 2013</b>			<b>461 h</b>	<b>405 550 €</b>

Les actions à réaliser en 2013 nécessitent un investissement de 405 550 € et demande au personnel de la Communauté de Communes 461 heures.

Les actions proposées pour la stratégie de développement de la Communauté de Communes Vienne Glane s'étalent sur la période de la prochaine mandature, c'est-à-dire de 2008 à 2013.

L'investissement total de la stratégie proposée s'élève à 1 402 000 €. Toutefois, ce coût est minimisé car certaines actions, dont le coût est difficilement identifiable, ne sont pas intégrées à ce total.

Le temps nécessaire au personnel s'élève à 2 268 heures sur l'ensemble de la période. En fonction des années, la stratégie proposée demande entre 7 et 15 semaines de travail. Ce temps de travail supplémentaire pourrait nécessiter l'emploi d'un nouvel agent de développement, ce qui permettrait de soulager la charge de travail des agents en poste.

Les actions ayant toutes été présentées, il va s'agir maintenant de se concentrer sur un point précis de la stratégie de développement économique : la formalisation de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet.

## PARTIE 2

# FORMALISATION DE LA MÉTHODE D'ACCUEIL ET DE SUIVI DU PORTEUR DE PROJET

Lorsque la Communauté de Communes accorde une aide à un entrepreneur, elle n'en détermine pas la portée réelle. En effet, elle n'identifie pas les conséquences de l'aide accordée à l'entrepreneur, que ce soit au niveau du développement de l'activité ou de l'évolution du nombre d'employés de l'entreprise. La CCVG disposant de moyens limités, il est primordial de s'assurer que les aides qu'elle accorde aux entrepreneurs vont avoir une réelle importance sur le développement de l'activité de l'entreprise. La méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet a notamment pour finalité de minimiser les risques financiers pris par la Communauté de Communes.

La formalisation de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet devra également permettre de mieux connaître les entreprises du territoire et donc le tissu économique local. Ainsi, les nouvelles informations recueillies permettront d'améliorer la réactivité et l'efficacité de l'action de la CCVG.

La méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet s'appuiera sur un système de gestion de bases de données qui permettra ensuite de réellement formaliser le parcours des entrepreneurs au sein de la Communauté de Communes Vienne Glane.



## I. L'OUTIL DE LA MÉTHODE D'ACCUEIL ET DE SUIVI DU PORTEUR DE PROJET : LE SYSTÈME DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

Le système de gestion de bases de données (SGBD) a déjà été évoqué dans les fiches actions. Toutefois, seule une partie du logiciel est développée pour chaque action. Il s'agit ici de donner une vue globale du SGBD.

### A. STRUCTURE DU SYSTÈME DE GESTION DE BASES DE DONNÉES

Le logiciel est constitué de plusieurs tables :

- une relative aux entreprises du territoire et aux rencontres, contacts entre le personnel de la CCVG et l'entrepreneur
- une relative aux aides des différents acteurs du développement économique local
- une relative aux disponibilités foncières
- une relative aux locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle

### B. LE CONTENU DES TABLES

Afin de mieux cerner le fonctionnement du logiciel et sa finalité, le contenu de chaque table sera explicité.

La table relative aux entreprises du territoire et aux rencontres et contacts entre le personnel de la CCVG et l'entrepreneur doit comporter les informations suivantes :

- le nom de l'entrepreneur
- le nom de l'entreprise
- l'activité de l'entreprise
- l'adresse de l'entreprise
- le nombre de salariés de l'entreprise
- le siège social de l'entreprise
- la forme juridique de l'entreprise
- le chiffre d'affaire de l'entreprise

- la valeur ajoutée dégagée par l'entreprise

Ces informations seront demandées par le personnel de la CCVG lors de la première rencontre avec les entrepreneurs (cf. action « Demander des informations aux entrepreneurs » p.41). Le conventionnement avec la Région Limousin permettra également de compléter ces informations (cf. action « Conventionner avec la région pour formaliser le partenariat » p.37). En effet, la région, en échange de l'attribution d'une aide, devrait solliciter les entrepreneurs concernés afin qu'ils renseignent les services régionaux de l'activité de leur entreprise.

La table devra également comporter :

- la date de la dernière rencontre ou contact
- les sujets abordés lors de la dernière rencontre
- les circonstances de la dernière rencontre ou contact (rendez vous à la Communauté de Communes ou à la pépinière ou à l'entreprise, entretien téléphonique, petit déjeuner d'entreprise, etc.)
- les projets en cours au sein de l'entreprise
- les dates et les comptes-rendus des rencontres précédentes. Les comptes-rendus des rencontres permettra au personnel de la Communauté de Communes de préparer la prochaine rencontre avec l'entrepreneur et ainsi d'anticiper sur les sujets à aborder.

Toutes ces informations doivent permettre à la CCVG de cibler son intervention et, par conséquent, d'agir plus efficacement et plus rapidement auprès des entrepreneurs.

La table relative aux aides des différents acteurs du développement économique doit contenir les informations suivantes :

- le nom de l'acteur
- le statut de l'acteur
- Le domaine d'activités de l'acteur
- Le rayon d'action de l'acteur
- le nom du dispositif, de l'aide
- la description du dispositif, de l'aide

Toutes ces informations sont actuellement regroupées dans le « guide des aides économiques à destination des entreprises du territoire et de la Communauté de Communes Vienne Glane ». L'adresse ainsi que les coordonnées téléphoniques de l'acteur devront également faire partie des informations à insérer dans la table. Elles devront permettre à la CCVG de rediriger les entrepreneurs vers les acteurs du développement économique capables de mieux les renseigner. La Communauté de Communes s'inscrira ainsi comme le relais local de tous ces acteurs.

La table relative aux disponibilités foncières doit concentrer les renseignements suivants :

- le numéro cadastral du terrain
- l'adresse du terrain
- la superficie du terrain
- le nom du propriétaire
- les coordonnées du propriétaire

Toutes ces données doivent permettre à la Communauté de Communes de proposer des terrains adaptés aux besoins des entrepreneurs.

La table relative aux locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle doit comporter les informations suivantes :

- la vocation première du bâtiment
- la surface du bâtiment
- l'état du bâtiment
- les types d'activités pouvant être hébergés dans le bâtiment
- l'adresse du bâtiment
- le nom du propriétaire
- les coordonnées du propriétaire

Ces informations doivent permettre à la Communauté de Communes de proposer à des entrepreneurs des bâtiments existants et adaptés à leurs projets. Les risques de pénurie foncière seront donc légèrement atténués et l'apparition de bâtiments dégradés sera retardée.

Le contenu du logiciel de gestion de bases de données ayant été défini, il s'agit maintenant de déterminer son rôle dans la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet.

## II. LE PARCOURS DU PORTEUR DE PROJET AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE

Afin d'être le plus clair possible et de se concentrer sur les différentes étapes de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet, celle-ci est présentée sous forme de schéma.

**Cf. fichier schéma tome 3 :**  
**Schéma n°1 : Le parcours du porteur de projet au sein de la Communauté de Communes Vienne Glane**

La première rencontre entre le personnel de la Communauté de Communes Vienne Glane est l'occasion de rédiger la « fiche porteur de projet ». Toutes ces informations seront ensuite intégrées au Système de Gestion de Bases de Données et seront utilisées lors du suivi de l'entrepreneur. Le SGBD sera également consulté pour indiquer au personnel de la CCVG les aides auxquelles l'entrepreneur pourra prétendre.

La CCVG demandera au porteur de projet de fournir un business plan. Ce document pourra être réalisé avec l'association ABEL et sera ensuite analysé par la CCVG afin de déterminer la viabilité du projet de l'entrepreneur.

Tous les documents fournis par le porteur de projet seront examinés par la Commission Développement Économique qui décidera, ou non, d'autoriser l'implantation de l'entrepreneur sur le territoire ou de lui attribuer une aide.

En cas d'accord de la Commission Développement Économique, l'entrepreneur doit s'engager à fournir des informations sur son activité. Le personnel de la CCVG lui indiquera ensuite, grâce au SGBD, les aides auxquelles il peut prétendre. Le porteur de projet s'adressera alors aux autres acteurs du développement économique local afin de consolider son projet.

En cas de désaccord de la Commission Développement Économique, le personnel de la CCVG expliquera les raisons de son refus et lui indiquera en conséquence les acteurs à rencontrer afin de retravailler son projet.

La méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet proposée permet à la Communauté de Communes Vienne Glane de définir les différentes étapes nécessaires à l'évaluation de la viabilité du projet d'un entrepreneur. La Communauté de Communes peut ainsi concentrer son action au niveau de projets viables et ainsi réduire les risques financiers.

La méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet permet également, grâce au Système de Gestion de Bases de Données, de maintenir une connaissance en temps réel. Par conséquent, la Communauté de Communes pourra anticiper sur les besoins des entrepreneurs du territoire et réaliser des actions adaptées à ces évolutions.

## CONCLUSION

La stratégie de développement économique pour la Communauté de Communes Vienne Glane propose un large panel d'actions. Celles-ci sont à réaliser en respectant la planification et leur degré de priorité. En effet, si la CCVG juge ne pas pouvoir mettre en œuvre la totalité des actions, elle doit prioritairement s'orienter vers celles dont le degré d'importance est A et B (lorsque l'action B précède dans le temps une action A).

Certaines actions apparaissent primordiales afin de positionner la CCVG en tant qu'interlocuteur privilégié local. Ainsi, elle pourra maintenir son territoire attractif et anticiper les mutations économiques.

L'élaboration d'une méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet est un point central de la stratégie de développement économique proposée. Elle s'appuie sur un Système de Gestion de Bases de Données regroupant des informations sur les entreprises du territoire, les disponibilités foncières et immobilières ainsi que les différentes aides des acteurs du développement économique.

La méthode d'accueil et de suivi du porteurs de projet devra être renforcée par de nombreux partenariats nécessitant pour certains d'être formalisés par un conventionnement. Ces collaborations permettront à la CCVG de s'entourer d'organismes spécialistes du développement économique local, notamment pour mettre en place un système de veille économique sur les secteurs de la céramique, du cuir et du papier carton. L'industrie papetière du territoire, concentrant plus de mille emplois et menacée par les éventuelles fermetures de sites, nécessite tout particulièrement la mise en place d'un tel dispositif. En complémentarité de cette veille, la Communauté de Communes devra chercher à accueillir des prestataires de services d'International Paper et de Smurfit Kappa.

Le plan d'actions propose un certains nombre d'interventions de la Communauté de Communes Vienne Glane répondant aux orientations stratégiques découlant du diagnostic. Ces préconisations pourront être révisées et évoluer en fonction du contexte. Il ne s'agit pas de définir un cadre rigide mais au contraire un programme flexible s'adaptant et adaptable.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

La compétence développement économique de la Communauté de Communes se résume aujourd'hui principalement à l'aménagement et la gestion de zones d'activités. L'objectif de ce rapport était d'élargir le champ d'action de la CCVG en définissant une véritable stratégie de développement économique. Celle-ci devait répondre à la problématique suivante : « parmi les nombreux acteurs économiques, quel est le rôle de la Communauté de Communes Vienne Glane afin de maintenir son territoire attractif et d'anticiper les mutations économiques ».

La problématique soulevait clairement la question du maintien de l'attractivité du territoire. Le territoire intercommunal bénéficie d'un dynamisme interne qui est vecteur d'attractivité que se soit pour les personnes ou pour les activités. Cette caractéristique est prouvée notamment par l'étude des migrations migratoire et pendulaire. Dans les deux cas, le solde est positif en faveur de la CCVG reflétant ainsi l'attractivité du territoire.

Le dynamisme des entreprises contribuent également fortement à l'attractivité du territoire. La Communauté de Communes accueille notamment sur son territoire deux sites de production de deux grands groupes papetiers : International Paper et Smurfit. Ces deux entreprises emploient plus de 1 000 personnes du territoire et des territoires environnants et contribuent ainsi fortement à l'attractivité du territoire.

La stratégie de développement proposée pour la Communauté de Communes intègre des actions visant à maintenir l'attractivité du territoire pour les populations. Par exemple, il semble intéressant de proposer une offre diversifiée en commerces et services sur l'ensemble du territoire. Ainsi, la réalisation des relais multiservices est envisagée sur les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac afin de faire de ces communes des pôles de vie et ainsi d'attirer de nouveaux ménages. Une action différente est proposée pour la commune de Saint-Junien. Il s'agit de renforcer le rôle commercial de la ville centre en accueillant de nouveaux commerces structurants. Ce type d'infrastructure doit élargir l'aire de chalandise de Saint-Junien et représenter un atout supplémentaire du territoire pour l'accueil de nouvelles populations.

La stratégie propose également des actions à destination des entreprises afin de renforcer leur ancrage au territoire intercommunal. La formalisation d'une méthode d'accueil et de suivi des porteurs de projet s'inscrit notamment dans cet objectif. En effet, elle permettra d'orienter, en fonction de leurs besoins, les porteurs de projet vers les autres acteurs du développement local. La Communauté de Communes sera donc un relais local des autres acteurs du développement économique. Cette méthode permettra également de définir les différentes étapes de la collaboration entre la CCVG et les entrepreneurs ainsi que les phases de validation permettant de déterminer si la Communauté de Communes participe ou non au projet.

Cette méthode d'accueil et de suivi des porteurs de projet devra être utilisée pour l'implantation de prestataires de services d'International Paper

et Smurfit. En effet, le rapprochement des prestataires de services et des deux industries papetières doit favoriser l'activité de ces deux entreprises. L'objectif de cette action est de pérenniser l'activité de ces deux entreprises sur le territoire.

Le second point soulevé par la problématique est l'anticipation des mutations économiques. En effet, la stratégie de développement proposée s'appuie sur un diagnostic, un état des lieux de l'économie locale à l'heure actuelle. L'anticipation des mutations économiques doit permettre d'adapter la stratégie de développement aux évolutions de l'économie locale mais aussi aux changements de l'économie régionale, nationale, voir mondiale pour le secteur du papier carton. La stratégie doit donc être constamment actualisée afin de rester la plus performante possible.

Des actions visant à anticiper les évolutions de l'économie sont par conséquent incorporées à la stratégie proposée. Par exemple, la variation de la composition de la population sera évaluée dans le temps afin d'adapter l'intervention de la CCVG aux besoins de ses habitants.

D'autres actions sont plus ciblées vers les entrepreneurs du territoire. En effet, il est envisagé de mettre en place une veille économique pour les secteurs de la céramique, du cuir et du papier carton. Cette démarche sera réalisée avec la Région qui projette actuellement de réaliser un observatoire des mutations économiques. Le territoire intercommunal pourrait en constituer un « site pilote ».

De plus, sachant qu'un tiers des entrepreneurs n'a pas de projet pour la transmission de leur activité, il est prévu de faciliter la reprise d'entreprises afin de maintenir les activités présentes sur le territoire et ainsi d'éviter les licenciements. En effet, les entreprises en phase de transmission seront indiquées sur le site Internet de la Communauté de Communes Vienne Glane. Des rencontres seront également organisées à la pépinière d'entreprises afin que les éventuels repreneurs puissent rencontrer les cédants.

La stratégie de développement économique proposée pour la Communauté de Communes Vienne Glane est applicable de 2008 à 2013. Il faudra donc, à la fin de cette période, définir une nouvelle stratégie. Si la stratégie proposée s'avère être, d'après les moyens d'évaluations, une réussite, la prochaine stratégie pourra peut être s'orienter vers l'accueil de nouvelles activités.



# BIBLIOGRAPHIE

## BIBLIOGRAPHIE :

BATAILLE Juliette, DANET Camille, GORGET Thomas, LEMARTINEL Virginie, Etude de faisabilité sur la requalification des friches industrielles des bords de Vienne à Saint-Junien et Saint-Brice-sur-Vienne (87), rapport de stage de groupe magistère II d'Aménagement du Territoire, Département Aménagement de l'Ecole Polytechnique de l'Université de Tours, Septembre 2005.

CCI Formation, Catalogue des formations, 2007.

CHESNAIS Laurence, PIJAUDIER-CABOT Florence, WILLOT Didier, Anticiper les mutations économiques, Cahier industrie n°117, Octobre 2006.

IDéEL, Recensement des Acteurs Publics de l'Economie Locale, Avril 2007.

## WEBGRAPHIE :

<http://entreelibre.saint-junien.net>  
[www.afpa.fr](http://www.afpa.fr)  
[www.agglo-limoges.fr](http://www.agglo-limoges.fr)  
[www.aksis.fr](http://www.aksis.fr)  
[www.anah.fr](http://www.anah.fr)  
[www.anpe.fr](http://www.anpe.fr)  
[www.boutique-de-gestion.com](http://www.boutique-de-gestion.com)  
[www.cc-millaugrandscausses.fr](http://www.cc-millaugrandscausses.fr)  
[www.cci.fr](http://www.cci.fr)  
[www.cg87.fr](http://www.cg87.fr)  
[www.charente-limousine.fr](http://www.charente-limousine.fr)  
[www.cr-limousin.fr](http://www.cr-limousin.fr)

[www.crm-limousin.fr](http://www.crm-limousin.fr)  
[www.enl-espritentreprise.org](http://www.enl-espritentreprise.org)  
[www.hotfrog.fr/Entreprises/Texto-Saint-Junien](http://www.hotfrog.fr/Entreprises/Texto-Saint-Junien)  
[www.inovallee.com](http://www.inovallee.com)  
[www.journaldunet.com](http://www.journaldunet.com)  
[www.limousin-expansion.fr](http://www.limousin-expansion.fr)  
[www.oseo.fr](http://www.oseo.fr)  
[www.polefibres.fr](http://www.polefibres.fr)  
[www.prisme-limousin.fr](http://www.prisme-limousin.fr)  
[www.safer.fr](http://www.safer.fr)

# TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	2
Introduction	3
Partie 1 : Les actions pour la stratégie de développement économique de la Communauté de Communes Vienne Glane	5
I. Présentation des actions	6
Enjeu 1 : Favoriser un développement différencié du territoire	7
Objectif 1 : Conserver la dynamique endogène du territoire	8
Objectif opérationnel : Prendre en compte l'influence des pôles voisins ou ayant les mêmes spécificités	9
Se renseigner sur les actions de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole	9
Suivre les évolutions de la compétence développement économique de la Communauté de Communes Haute-Charente, plus précisément sur Étagnac	10
Analyser les actions mises en œuvre par la Communauté de Communes Millau Grands Causses relatives au secteur du cuir	11
Objectif opérationnel : Renforcer le rôle commercial de Saint-Junien	12
Aider les commerçants de Saint-Junien à concrétiser leurs actions communes	12
Cibler de nouveaux commerces structurants	13
Accueillir de nouveaux commerces structurants	15
Objectif opérationnel : Spécialiser les zones d'activités existantes ou futures du territoire	17
Élaborer un dispositif de spécialisation pour la création de nouvelles zones et l'extension des zones existantes	17
Objectif 2 : Développer les communes résidentielles en pôles de vie	18
Objectif opérationnel : Adapter les équipements, commerces et services de proximité aux deux évolutions démographiques majeurs	19
Réaliser une étude de faisabilité pour connaître les besoins de la population et identifier la viabilité d'un relais multiservices	19

Mettre en place des relais multiservices dans les communes de Chaillac-sur-Vienne, Javerdat et Saint-Martin-de-Jussac	20
Accompagner le développement des services à la personne	22
Objectif opérationnel : Dynamiser l'activité des commerces et services de proximité	24
Créer une carte de fidélité pour les clients des commerces et services du territoire	24
Créer le concours de la plus belle vitrine de Noël	26
Objectif opérationnel : Animer les centres bourgs	28
Encourager la réalisation de randonnées gourmandes	28
Objectif opérationnel : Offrir un parc locatif permettant à la population d'évoluer sur le territoire	29
Agrandir le parc locatif en encourageant la location de logements privés dans le cadre du Programme Local de l'Habitat	29
Enjeu 2 : Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire	32
Objectif 1 : Développer de nouveaux facteurs d'ancrage au territoire	33
Objectif opérationnel : Élaborer en interne une méthode d'accueil et de suivi des porteurs de projet	34
Établir une planification annuelle des tâches et estimer le temps disponible pour l'action économique	34
Élaborer une procédure d'appréciation de projet	35
Conventionner avec la Région Limousin pour formaliser le partenariat	37
Demander des informations aux entrepreneurs	41
Créer un Système de Gestion de Bases de Données (SGBD) en intégrant les informations sur les entrepreneurs et sur les aides des acteurs du développement économique	42
Former le personnel de la CCVG à la méthode d'accueil et de suivi des porteurs de projet	44
Élaborer un questionnaire informatique à destination des entrepreneurs pour connaître leurs opinions sur les actions de la CCVG	45
Objectif opérationnel : Instaurer une habitude de travail collectif	47
Travailler en réseau avec les entrepreneurs en bénéficiant des expériences et des actions de la pépinière d'entreprises	47
Travailler avec les autres acteurs du développement économique local	49
Objectif opérationnel : Appuyer les entrepreneurs dans le développement de leur activité	50
Compléter l'aide régionale à l'accès aux marchés	50
Identifier les besoins en formation des entreprises	52

Mettre en relation le triptyque employeurs/ employés/ organismes de formation	53
Réaliser avec la pépinière d'entreprises des appels à capitaux pour le compte des créateurs d'entreprises	55
Aider les entreprises du territoire à se faire connaître	56
Réaliser un concours d'innovation pour les artisans tous les deux ans : Art'Inno Vienne Glane	58
Objectif opérationnel : Mutualiser les services des zones d'activités répondant aux besoins des entreprises et des salariés	60
Réaliser une crèche interentreprises	60
Relancer le gardiennage des zones d'activités	62
Mettre en place une plate-forme de covoiturage	63
Mettre en place une signalétique intercommunale de zones	64
Objectif 2 : Ancrer les entreprises du papier carton au territoire	65
Objectif opérationnel : Mettre en relation International Paper et Smurfit avec des prestataires de services	
Locaux	66
Cibler les prestataires de services pour le secteur papier carton	66
Accueillir les prestataires de services pour le secteur papier carton	67
Objectif 3 : Assurer le développement des entreprises du territoire par une bonne gestion foncière et immobilière	69
Objectif opérationnel : Constituer des réserves foncières	70
Réaliser un partenariat avec la Société d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural	70
Transférer partiellement le Droit de Préemption Urbain des communes à la CCVG	72
Objectif opérationnel : Gérer au mieux les réserves foncières	74
S'informer des opérations privées de promotion foncière et immobilière sur le territoire intercommunal	74
Intégrer le foncier dans le Système de Gestion de Bases de Données	75
Elaborer des règlements pour les lotissements et les ZAC	77
Réaliser les permis de lotir sans division parcellaire préalable	78
Déléguer à une Société d'Economie Mixte la viabilisation et la commercialisation de l'extension de la zone du Petit Boisse tout en conservant le pouvoir décisionnel	80
Sélectionner les entreprises qui veulent s'implanter sur les zones d'activités	82
Objectif opérationnel : Optimiser l'utilisation des locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou Industrielle	83
Intégrer les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle dans le Système de Gestion De Bases de Données	83

Rénover les locaux vacants à vocation artisanale, commerciale ou industrielle	85
Objectif opérationnel : Prévoir de l'immobilier pour les jeunes entreprises	86
Déterminer les besoins des entreprises en sortie de pépinière	86
Mandater une Société d'Economie Mixte pour la réalisation de certains ateliers relais	88
Enjeu 3 : Promouvoir les spécificités du territoire	93
Objectif 1 : Etablir une stratégie de communication pour mettre en avant les actions de la CCVG	94
Objectif opérationnel : Développer des outils de communication plus performants	95
Refondre le site Internet en créant un espace entrepreneurs	95
Envoyer trimestriellement une lettre d'information par mail à destination des entreprises	98
Planter des panneaux indiquant l'entrée dans la CCVG avec les spécificités du territoire	99
Objectif opérationnel : Communiquer sur l'action de la CCVG à destination des entreprises	100
Faire de la pépinière une vitrine de l'action de la CCVG	100
Participer aux salons « Projet En Campagne » et « Salon des entrepreneurs »	102
Objectif 2 : Créer du tourisme autour des secteurs spécifiques	104
Objectif opérationnel : Développer un pôle cuir	105
Communiquer sur le travail du cuir en tant que produit de luxe	105
Réaliser le musée du papier carton à Saillat-sur-Vienne	107
Enjeu 4 : Anticiper les évolutions du tissu économique local	109
Objectif 1 : Etablir un dispositif de veille économique	110
Objectif opérationnel : Réaliser une veille sur les secteurs spécifiques	111
Collecter des informations sur les secteurs spécifiques	111
Informar les entrepreneurs des secteurs spécifiques	113
Objectif opérationnel : Veiller à la reprise des entreprises	114
Compléter l'aide régionale au recrutement de second	114
Communiquer sur les entreprises en phase de transmission d'activité	116
Rapprocher les cédants d'éventuels repreneurs	118

Objectif 2 : Encourager les entreprises à rester performantes	120
Objectif opérationnel : Inciter à la recherche et développement ainsi qu'à l'innovation	121
Informers les entrepreneurs sur les aides à la veille technologique et à l'innovation	121
Mettre les entreprises des secteurs papier carton et textile en relation avec le pôle d'innovation	
« fibre naturelle » Grand Est	123
Objectif 3 : Prévoir la réinsertion de la main d'œuvre du territoire en cas de licenciements	125
Objectif opérationnel : Identifier le potentiel de reconversion à partir de la main d'œuvre des secteurs spécifiques	126
Étudier la qualification et les compétences de la main d'œuvre du territoire	126
Objectif opérationnel : Se soucier du suivi des employés des entreprises en difficulté ou licenciés	128
Mettre en relation les entrepreneurs et les structures de réinsertion professionnelle	128
Objectif 4 : Adapter la stratégie économique de la CCVG aux évolutions de la population	130
Objectif opérationnel : Recueillir des informations préalablement traitées sur la population	131
Suivre l'évolution de la population	131
II. Le planning de réalisation des actions proposées	133
A. Les actions à réaliser en 2008	134
B. Les actions à réaliser en 2009	136
C. Les actions à réaliser en 2010	138
D. Les actions à réaliser en 2011	141
E. Les actions à réaliser en 2012	144
F. Les actions à réaliser en 2013	147

Partie 2 : Formalisation de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet	150
I. L'outil de la méthode d'accueil et de suivi du porteur de projet : le système de gestion de bases de données	151
A. Structure du logiciel	151
B. Le contenu des tables	151
II. Le parcours du porteur de projet au sein de la Communauté de Communes Vienne Glane	153
Conclusion	156
Conclusion générale	157
Bibliographie	159
Table des matières	161
Table des illustrations	167
Annexes	168
Annexe I	169
Annexe II	190
Annexe III	196



# TABLE DES ILLUSTRATIONS

## TABLEAUX

Tableau n°1 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Favoriser un développement différencié du territoire »	31
Tableau n°2 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Favoriser l'ancrage des entreprises au territoire »	90
Tableau n°3 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Promouvoir les spécificités du territoire »	108
Tableau n°4 : Hiérarchisation des actions de l'enjeu « Anticiper les mutations du tissu économique local »	132
Tableau n° 5 : Les actions à réaliser en 2008	134
Tableau n° 6 : Les actions à réaliser en 2009	136
Tableau n° 7 : Les actions à réaliser en 2010	138
Tableau n° 8 : Les actions à réaliser en 2011	141
Tableau n° 9 : Les actions à réaliser en 2012	144
Tableau n° 10 : Les actions à réaliser en 2013	147

## ANNEXES

Annexe I : Exemple de convention entre la Région Limousin et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole	169
Annexe II : Exemple de convention entre la SAFER et la Communauté de Communes Vienne Glane	190
Annexe III : Exemple de convention entre une Société d'Economie Mixte et la Communauté de Communes Vienne Glane	196

# ANNEXE I

## EXEMPLE DE CONVENTION ENTRE LA RÉGION LIMOUSIN ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION LIMOGES MÉTROPOLÉ

## **Projet de convention de déclinaison du Schéma Régional de Développement Economique avec la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole**

Entre

La Région Limousin, représentée par son Président dûment habilité par délibération en date du 26 octobre 2006

Et

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole, représentée par son Président dûment habilité par délibérations en date du 26 juin 2006 et du 28 septembre 2006

Vu la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité

Vu la loi n°2004-809 du 13 août 2005 relative aux libertés et responsabilités locales

Vu le schéma régional de développement économique du Limousin

Vu la délibération du Conseil régional du 31 mars 2003 relative aux régimes régionaux d'aides directes aux entreprises du Limousin

Vu la délibération du Conseil régional du 24 mars 2005 relative aux pôles de compétitivité

Vu la délibération de la commission permanente du 23 septembre 2004 modifiée par la délibération de la commission permanente du 23 Juin 2005 relative aux démarches collectives territorialisées en faveur du commerce, de l'artisanat et des services

Vu la délibération du Conseil Régional du Limousin en date du 15 Décembre 2005 relative à l'adoption du schéma régional de développement économique du Limousin

Vu la délibération de la commission permanente du 23 juin 2005 relative au règlement sur les zones d'activités

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole en date du 15 Juin 2004 relative à l'adoption de son schéma directeur des zones d'activités

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole en date du 26 Juin 2006 relative aux orientations de sa politique de développement économique

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole en date du 28 Septembre 2006 relative aux dispositifs d'aide au développement économique

## PREAMBULE

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit de confier à la Région le soin d'élaborer un schéma régional de développement économique (S.R.D.E.)

Le S.R.D.E. définit les orientations stratégiques de la région en matière économique. Il vise à promouvoir un développement économique équilibré de la région, à développer l'attractivité de son territoire et à prévenir les risques d'atteinte à l'équilibre économique.

Ainsi, la Région Limousin a décidé aux fins de coordination des actions de développement économique que lui confère l'article 1511-1 du CGCT, de mettre en place un S.R.D.E. au titre de l'expérimentation prévue par la loi, avec la volonté d'y associer les collectivités qui le souhaitent, sur la base d'une vision partagée de l'avenir économique.

La Région Limousin a, dans le cadre de la large concertation ayant précédé l'élaboration du S.R.D.E., pris en compte les grands objectifs déterminés par la Communauté d'Agglomération de Limoges.

Le S.R.D.E., adopté par le Conseil Régional réuni en assemblée plénière le 15/12/2005 a pour ambition :

- le choix de la proximité, de l'intelligence et de l'efficacité collectives. Il s'agit d'améliorer la coordination des acteurs et la cohérence dans les interventions publiques, dans un objectif d'intelligence collective, de réactivité et d'efficacité.
- le choix d'une économie diversifiée et compétitive. Ce choix vise à consolider les pôles de compétitivité et d'excellence reconnus mais aussi à développer les autres segments de l'économie régionale (industries, agriculture, artisanat, commerces, services, tourisme, forêt) en intervenant notamment sur les facteurs clés de la compétitivité des entreprises et en facilitant le renouvellement du tissu économique.
- le choix d'une économie vivante pour un territoire vivant. L'objectif vise à faire du Limousin un territoire ouvert, attractif où tous les espaces sont des lieux de production et d'emploi.
- le choix d'un mode de développement économique qui contribue au progrès social et à la valorisation environnementale

A ce titre, la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole a délibéré en ce sens et a défini sa politique de développement économique selon les grandes orientations suivantes :

- constituer un territoire harmonieux permettant de conforter le positionnement de l'agglomération au sein du Centre Ouest Atlantique en renforçant son poids économique tout en préservant une qualité de vie à ses habitants,
- soutenir et conforter les secteurs clefs du tissu économique de l'agglomération,
- développer les atouts indispensables à l'innovation et au développement technologique,
- favoriser une économie sociale, solidaire et respectueuse du développement durable,

- accompagner le développement des PME/PMI par la mise en place d'outils simples mais efficaces pour répondre à leurs besoins,
- valoriser le patrimoine du territoire communautaire pour développer l'activité touristique,
- engager une politique volontariste en matière de promotion du territoire communautaire et de prospection d'entreprises en France et à l'étranger.

Sur la base de ces orientations, la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole a défini un système d'aides en matière économique et souhaite pour le compléter, s'appuyer sur l'article 1511-2 du CGCT (conventionnement avec la Région).

La Région et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole constatant leurs convergences en matière de développement économique, souhaitent articuler leurs politiques en la matière, dans un souci de cohérence et de complémentarité.

Cette coopération revêt la forme d'une convention de partenariat, dont l'objectif est de définir la contribution respective de chaque collectivité en matière de :

- dispositifs d'observation, d'information, d'accompagnement et d'animation visant à favoriser la réalisation de projets ,
- régimes d'aides financières en faveur des actions collectives, des structures d'accueil et des programmes individuels des entreprises ainsi que de modalités de mise en œuvre, notamment en terme de concertation et de suivi.

Il a été convenu ce qui suit :

## ARTICLE 1 : FAVORISER L'ÉMERGENCE ET LA RÉALISATION DE PROJETS

La Région du Limousin et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole s'engagent à mobiliser leurs services et/ou les structures dont elles se sont dotées en matière de veille et d'observation des activités et de l'emploi, de promotion et de développement exogène, d'information, d'animation, d'accompagnement et d'ingénierie des projets.

### 1-1 ACCÈS À L'INFORMATION

L'accès à l'information sur les aides aux entreprises est une condition d'égalité de traitement entre les entreprises.

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole et la Région Limousin souhaitent apporter aux entreprises l'information, l'orientation et le conseil sur les dispositifs d'appui et d'intervention dont elles pourraient bénéficier.

Pour cela, elles s'engagent avec OSEO services dans la mise en place de manière expérimentale du service Limousin Information Service Entreprise (« LISE ») dont les missions sont définies de la façon suivante :

- service d'information premier niveau (téléphone et messagerie)
- base de connaissance thématique et enrichie par les réponses apportées aux questions des TPE/PME par les acteurs nationaux et locaux du système
- annuaire qualifié d'acteurs et d'interlocuteurs des entreprises aux niveaux régional et national
- site d'information et de services en ligne, régional et appuyé sur des ressources nationales (portail, bases de connaissances...)
- ressources papier (annuaire, documents d'information...)

A ce titre, la Communauté d'Agglomération définira et transmettra l'ensemble des données qu'elle souhaite voir intégrer à ce dispositif, notamment en terme d'offres foncières et immobilières (indication sur la localisation et la qualification des zones d'activités...) et participe au comité de pilotage régional.

### 1-2 SERVICES AUX ENTREPRISES

#### 1-2-1 Des prestations diversifiées pour répondre aux besoins des entreprises

Limousin Expansion et la Délégation pour le Développement de la Technopole ESTER de Limoges et du Limousin apportent les services suivants aux entreprises implantées sur le territoire limousin :

- prospection et accompagnement des entreprises à l'international ;
- analyse et diffusion de l'information stratégique pour les entreprises ;
- accompagnement des entreprises des créateurs d'entreprises souhaitant s'installer en Limousin.

A ce titre, la Région et la Communauté d'Agglomération définiront, au travers d'une convention spécifique, une stratégie commune en terme de coordination de leurs partenaires Limousin Expansion et délégation pour le développement de la technopole de Limoges et du Limousin.

### **1-2-2 Action vers les entreprises clés du Limousin**

Conscientes de l'importance des grandes entreprises ou de filiales de grands groupes au développement économique de la région, les deux collectivités décident de mettre en place un suivi régulier des grands comptes et comptes clés.

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole après signature de la charte de confidentialité sera destinataire des informations relatives à ces grands comptes et comptes clés. Elle coordonnera dans ce cadre son action avec celle de la Région et mutualisera les informations qu'elle recueille (notamment en matière d'évolution de la taxe professionnelle, du nombre d'emplois...).

### **1-2-3 Des services spécifiques visant à développer l'innovation des entreprises : Centre Européen d'Entreprises et d'Innovation (CEEI)**

Les entreprises de technologies innovantes pourront bénéficier, en complément des prestations évoquées précédemment de services spécifiques en matière d'innovation.

C'est la raison pour laquelle la Région et l'agglomération étudieront la possibilité d'apporter leur concours à la création du Centre Européen d'Entreprises et d'Innovation (CEEI). Ce projet est porté de manière opérationnelle par la Délégation ESTER et Limousin Expansion, qui ont en charge l'étude de faisabilité de ce nouvel outil de développement.

Il pourra venir compléter le travail effectué par l'incubateur et permettra de proposer des services, adaptés spécifiquement aux besoins des jeunes entreprises de technologie innovantes.

### **1-3 PROMOTION, PROSPECTION ET DÉVELOPPEMENT EXOGÈNE**

La Région Limousin et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole conjugueront leurs efforts pour promouvoir les territoires et les entreprises.

Les deux collectivités territoriales décident de coordonner leurs actions en matière de prospection des entreprises dans le cadre du groupe de travail régional « prospection, marketing territorial ».

Limousin Expansion et la Délégation d'ESTER notamment seront chargées de mettre en œuvre les actions nécessaires à la réalisation des objectifs fixés dans ce groupe. Elles définiront une stratégie concertée, dans le cadre d'une convention spécifique évoquée précédemment (1-2-1).



## ARTICLE 2 : FINANCER LES ACTIONS ET LES PROJETS

### 2-1 MAINTENIR ET DÉVELOPPER LE TISSU ÉCONOMIQUE

#### 2-1-1 Promouvoir l'accueil des entreprises

Une offre territoriale foncière et immobilière facilement accessible

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole et la Région Limousin décident de soutenir l'augmentation d'une offre foncière et immobilière, permettant l'accueil d'entreprises présentes sur des secteurs d'activité identifiés comme cibles prioritaires. La Région et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole interviennent dans les conditions financières spécifiées en *annexe b*.

Des infrastructures de qualité

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole et la Région conscientes de l'importance d'infrastructures de qualité pour le développement équilibré des territoires décident d'apporter leur soutien aux structures d'accueil des entreprises. Une attention particulière sera accordée en terme de qualité de prestations offertes et de réponses à des besoins identifiés. La démarche s'inscrit globalement dans une logique de développement durable (cf. 2-4).

Ce soutien se traduit notamment par :

- la création ou la réhabilitation de zones d'activités, dans l'optique d'une politique concertée fondée sur l'organisation et la gestion de l'espace économique.

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole a défini une stratégie foncière qui s'accompagne d'une action forte sur les zones d'activité afin de coordonner l'offre foncière et la réalisation de pôles d'activité. Dans un souci d'aménagement du territoire communautaire, elle a élaboré un schéma d'aménagement des zones d'activités (*annexe a*) qui identifie les secteurs fonciers dédiés au développement économique à court, moyen et long terme, et permet de programmer l'extension, la réhabilitation ou la création de parcs d'activités, dans une logique de développement durable.

Dans cette même optique, la Région Limousin a adopté un règlement d'intervention destiné à soutenir la création ou la réhabilitation de zones d'activités structurantes (*annexe a*) : il doit permettre de mailler le territoire régional et de renforcer l'attractivité économique des petites villes du Limousin.

A ce titre, la Région apporte son soutien financier aux opérations de création ou de réhabilitation de zones d'activités structurantes, situées dans le périmètre de l'agglomération de Limoges et dont la maîtrise d'ouvrage est assurée soit directement par l'Agglomération, soit par un aménageur agissant dans le cadre d'un mandat ou d'une convention publique d'aménagement.

Ces opérations portent notamment sur les projets de :

- créations de parc d'activités localisées sur les communes de Saint-Just-le-Martel, Peyrilhac, Bonnac la Côte.

La Communauté d'Agglomération fournira un échéancier prévisionnel de réalisation des différentes opérations programmées, en matière de création ou de réhabilitation de parcs d'activités. Cet échéancier pourra faire l'objet de modifications en tant que de besoins.

- réhabilitation des friches industrielles et réutilisation de bâtiments existants

Réhabiliter les friches industrielles et militaires et les réaffecter à l'implantation d'entreprises ou d'équipements est l'un des objectifs fonciers de l'agglomération. La Région apporte son soutien financier, dans le cadre de son règlement d'intervention, pour exemple, l'ancienne base aérienne de Romanet, dont le réaménagement est en cours.

- développement de structures d'hébergement collectif d'entreprises

La Région Limousin soutient la création et le fonctionnement des pépinières d'entreprises sur le territoire limousin. Dans le cadre de son partenariat avec les chambres consulaires, elle portera son attention sur la qualité des prestations offertes et sur leur mise en réseau à l'échelle régionale. Son intervention sera conditionnée au respect d'un cahier des charges spécifique, déterminant la nature et les modalités de réalisation des opérations.

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole souhaite promouvoir ce type de structure au niveau de la technopole ESTER mais également le prévoira pour d'autres territoires de l'agglomération, notamment pour en faire bénéficier le secteur artisanal.

### **2-1-2 Favoriser la création, transmission et la reprise des entreprises**

La Région et la Communauté d'Agglomération de Limoges se coordonnent pour faciliter le renouvellement du tissu économique, à travers la création, transmission et reprise d'entreprises.

Le SRDE prévoit d'augmenter de 50 % le nombre de création d'entreprises en Limousin sur 3 ans. Pour atteindre cet objectif, la Région mobilisera les acteurs régionaux autour d'un plan régional pour la création, la transmission et la reprise d'entreprises qui comporte quatre volets :

- Volet « sensibilisation »
- Volet « services aux créateurs »
- Volet « prospection des créateurs »
- Volet « transmission reprise d'entreprises »

Plus spécifiquement, la Communauté d'Agglomération de Limoges étudiera la possibilité d'intervenir, aux côtés de la Région Limousin, les dispositifs de soutien au développement d'activités des entreprises, tels que les plates-formes d'initiative locale (PFIL) ou les Actions Locales Intreprisibles en Zone d'Emploi (ALIZE).

### 2-1-3- Prévention des mutations et traitement des vulnérabilités

La Communauté d'Agglomération de Limoges et la Région Limousin s'engagent pour prévenir les risques d'atteinte à l'équilibre économique, notamment en réalisant des audits de veille de la situation des entreprises. Elles s'échangent -dans le strict respect de la confidentialité des données communiquées- les informations nécessaires au déclenchement de leur action. Plus généralement, les deux collectivités pourraient mutualiser et actualiser leurs données, dans le cadre d'un groupe de travail collaboratif.

La Région a mis en place en 2005 une aide à l'adaptation des entreprises aux mutations économiques (AAEME). Elle permet, dans une logique de prévention, d'identifier les causes et le niveau des difficultés de l'entreprise (audit) et de compléter son plan de relance au travers d'une avance remboursable.

### 2-2 SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ ET DE L'EMPLOI DANS L'ARTISANAT, LE COMMERCE ET LES SERVICES

La Région et la Communauté d'Agglomération au côté des communes concernées, s'engagent en faveur du développement de l'artisanat, du commerce et des services dans une logique de projet territorial.

La Région soutient la mise en place des DCT (ex-ORAC), conformément aux dispositions figurant dans les contrats de pays. Elles contribuent :

- à une meilleure organisation des activités sur le territoire ;
- à une implantation d'entreprises sur le territoire par le développement de programmes d'urbanisme adaptés aux besoins de ces entreprises ;
- au renforcement de l'attractivité de l'offre commerciale, artisanale et de services.

Ce soutien se traduit concrètement par un financement des études préalables ainsi que l'animation, la mise en œuvre et l'évaluation des DCT.

Ainsi, dans le cadre du contrat de pays de Limoges, elle apporte actuellement son soutien financier à la réalisation de l'étude préalable aux opérations de restructuration des centres-bourgs portées par les communes rurales accompagnées dans leur démarche par l'agglomération.

Parallèlement, la Région étudiera la possibilité d'étendre ce type de démarche aux territoires concernés par la politique de la ville. Une attention particulière sera accordée à la restructuration des centres commerciaux périphériques afin de maintenir, notamment dans les quartiers d'habitat social, un niveau de services de qualité. A ce titre, la Communauté d'Agglomération au côté de la Ville de Limoges, seule compétente en la matière, contribuera à associer la Région Limousin aux réflexions menées dans ce domaine.

## **2-3 DÉVELOPPER LES FILIÈRES D'EXCELLENCE ET LES SECTEURS CLÉS EN FAVORISANT L'INNOVATION, LES MUTATIONS ET LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE.**

La Région et la Communauté d'Agglomération soutiennent la constitution et le développement des pôles de compétitivité et des filières d'excellence.

### **2-3-1 Les pôles de compétitivité**

Les deux pôles à pilotage régional, ainsi que les activités parties prenantes d'autres pôles interrégionaux bénéficieront d'un soutien actif. La Région a défini ses modalités d'intervention au travers de son règlement régional pour les pôles de compétitivité (soutien à la réalisation de projets inscrits dans les pôles à pilotage régional limousin, renforcement des structures de transfert de technologie, animation). Elle proposera, dans le cadre d'une convention de partenariat avec OSEO-anvar, un fonds régional à l'innovation apportant un abondement spécifique aux projets inscrits dans les pôles de compétitivité et/ou sur certains secteurs prioritaires. La Région pourrait représenter la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole dans les instances de pilotage des pôles de compétitivité situés hors région : viaméca, viandes et produits carnés, sciences et système de l'énergie électrique, cancérpôle. La Région s'engage à informer la Communauté d'Agglomération de l'ensemble des projets menés par les pôles concernés et des perspectives de développement des entreprises. Cela pourra prendre la forme d'une concertation spécifique pour relayer localement les actions de ces pôles auprès des entreprises, de l'appareil de formation, de recherche et des structures de transferts de technologie.

### **2-3-2 Les filières d'excellence**

La Région et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole décident de soutenir l'émergence et/ou le développement des filières présentant de fortes potentialités de développement selon une logique « pôle de compétitivité ». Une priorité sera notamment accordée en direction des filières concernant les biotechnologies, le développement durable, l'agroalimentaire ainsi qu'en direction de la filière arts graphiques. A ce titre, des réflexions sont engagées ou vont être menées auprès des différents acteurs de ces filières, afin de susciter l'émergence de nouveaux pôles d'excellence ou de compétitivité

## **2-4 CONCILIER DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, PROGRÈS SOCIAL ET QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT**

### **2-4-1 Favoriser un développement économique durable qui contribue au progrès social et humain**

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole et la Région Limousin encouragent le développement d'une économie respectueuse du progrès social et humain.

La Région mobilisera ses partenaires autour d'un plan pour le développement de l'économie sociale et solidaire en Limousin. Elle se coordonnera avec la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole notamment sur des projets en faveur des entreprises d'insertion et lors de son appel à projets, lancé depuis le mois de juin 2006. Par ailleurs, une réflexion commune sera menée afin d'introduire les clauses d'insertion et de promotion de l'emploi dans les marchés publics.

Enfin, les deux collectivités s'engagent à assurer la promotion du commerce éthique et équitable.

### **2-4-2 Appuyer le développement économique par la valorisation des ressources naturelles et la protection de l'environnement**

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole et la Région Limousin encouragent le développement d'une économie respectueuse de l'environnement et de la qualité de vie.

Elles s'engagent dans ce cadre à :

- privilégier la réalisation ou la réhabilitation de zones d'activités respectant les critères figurant dans le règlement d'intervention de la Région (*tableau, annexe a*), conformément au paragraphe 2-1-1 ;
- à favoriser le développement d'un pôle de compétence « eau, environnement, énergie »,
- à promouvoir auprès des entreprises installées sur le territoire de l'agglomération le programme régional de management environnemental (PRME) ;
- à développer l'usage du bois dans la construction conformément à la charte « bois-construction », adoptée par le Conseil Régional en séance plénière du 23 mars 2006.

## **ARTICLE 3 : MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION**

### **3-1 Obligation d'information résultant de l'article L 1511-1 du CGCT**

Dans le cadre de l'article L 1511-1 du CGCT, la Région est chargée de coordonner les actions de développement économique des collectivités territoriales. La loi « libertés et responsabilités locales » prévoit l'établissement par la Région d'un bilan des aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire au cours de l'année civile (...) par les collectivités locales et leurs groupements.

A ce titre, le Conseil Régional établit un rapport relatif aux aides et régimes d'aide mis en œuvre sur le territoire régional qu'il remet à l'Etat avant le 30 juin suivant l'année civile concernée.

Pour ce qui de son ressort, la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole s'engage à communiquer à la Région tous les éléments nécessaires à cet effet, avant le 30 mars précédent.

### **3-2 Commission régionale des aides publiques aux entreprises**

Il est constitué une Commission régionale des aides publiques aux entreprises dont l'objet et la composition s'inspirent des dispositions prévues dans la loi n°2001-7 du 4 Janvier 2001, relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises et abrogé par la loi de finances 2003.

Cette commission émet un avis sur le projet de rapport établi par la Région avant transmission au Préfet de Région. Elle peut, en outre, formuler toute proposition tendant à améliorer l'efficacité des politiques poursuivies. Cette commission est composée de représentants des collectivités locales, de l'Etat, des syndicats patronaux et de salariés et des organismes consulaires.

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole est représentée à cette commission par son Président ou son représentant et le Vice-président en charge de l'économie ou son représentant.

### **3-3 Instances techniques de concertation et de coordination**

Il est mis en place une réunion de coordination spécifique à l'agglomération de Limoges, à raison d'une séance tous les deux mois et autant que de besoin en fonction des dossiers. Elle regroupe les directeurs et chefs de services concernés.

La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole participe aux différents groupes de travail mis en place par la Région, pour suivre, évaluer et le cas échéant réorienter les actions et les dispositifs, dans des domaines tels que : grands comptes et comptes clés, prospection et marketing territorial, création et reprise d'entreprises, développement technologique et pôles de compétitivité, activités économiques de proximité, structures d'accueil (citées ci-dessus).

### 3-4 Simplification des démarches et des procédures

La Région et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole s'efforcent d'harmoniser leurs règles et leurs procédures dans la perspective de faciliter l'accès des bénéficiaires aux dispositifs et d'accélérer les délais d'instruction, de décision et de mandatement

La Région et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole utilisent un même dossier de demande de subvention. Ce dossier est mis à disposition des entreprises sur le site internet des deux collectivités.

La date de prise en compte des dépenses éligibles est la date de dépôt d'une demande écrite accompagnée d'informations succinctes sur le porteur et le projet comme indiquées à l'annexe A de l'arrêté du 5 Juin 2003 à savoir :

Entreprise :

Nom ou raison sociale

Forme juridique

Adresse

Activité

Objet social

N° SIRET

Effectifs salariés au moment de la demande

Nom du responsable

Projet :

Intitulé et résumé

Lieu de réalisation

Adresse du projet

Calendrier envisagé

Plan de financement

Une autorisation de commencer le projet peut être accordée par l'autorité compétente antérieurement à la date de dépôt de la demande complète déposée auprès de cette même autorité à partir du moment où le demandeur a déposé une demande d'aide auprès de l'autre collectivité.

Pour les dossiers pouvant bénéficier d'aides de la Région Limousin et de la Communauté d'Agglomération de Limoges, les deux collectivités se coordonnent de manière à simplifier les procédures, réduire au maximum les délais d'instructions et veiller au respect des règles de cumul des aides. Elles peuvent désigner d'un commun accord l'une des deux collectivités pour instruire le dossier.

La Région Limousin et la Communauté d'Agglomération de Limoges s'informent des décisions prises sur les dossiers qu'elles gèrent en commun et/ou qui entrent dans le cadre des régimes d'aide qu'elles cofinancent. De manière concrète, elles se communiquent les délibérations relatives au développement économique, à l'issue des différentes commissions et assemblées compétentes en la matière.

#### **ARTICLE 4 : MODALITÉS DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DE LA CONVENTION**

La Région et la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole conviennent de mettre en place une évaluation des démarches développées dans la présente convention et notamment dans le cadre de l'établissement du bilan des aide et régimes d'aides prévu par la loi du 13 août 2004.

#### **ARTICLE 5 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut faire l'objet de modifications par voie d'avenants, notamment en ce qui concerne les évolutions des dispositifs d'aide financière mis décidés par chaque collectivité.

#### **ARTICLE 6 : EXPIRATION DE LA CONVENTION**

La présente convention prendra fin à l'expiration de la période d'expérimentation de délégation des aides mises en œuvre par l'Etat au profit des entreprises à savoir le 31 décembre 2009.

#### **ARTICLE 7 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable les différends éventuels relatifs à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention. Les litiges qui n'auraient pu être résolus de cette manière seront portés devant le tribunal compétent.

Fait à Limoges

Le

Le Président du Conseil Régional Limousin

Jean-Paul DENANOT

Le Président de la Communauté d'Agglomération

Limoges Métropole

Alain RODET



## ANNEXES

**ANNEXE A - INFRASTRUCTURES D'ACCUEIL**

**I/ La Région Limousin** dans le cadre de son régime d'intervention sur les zones d'activités, structurantes pourra intervenir aux taux suivants sur la base d'une dépense subventionnable précisée dans le règlement dans la limite de 15 €HT par m<sup>2</sup> (hors acquisitions foncières) :

		Taux d'intervention	Respect de critères environnementaux *	Respect de critères de management *
<b>Classe 1</b> : Les communautés de communes possédant une unité urbaine comptant de 2 000 à 10 000 habitants agglomérés soit :				
<i>Unité urbaine :</i>	<i>EPCI :</i>			
- Aubusson,	à CC Aubusson Felletin			
- Boussac,	à CC du Pays de Boussac			
- Bourgneuf,	à CC Bourgneuf Royère de Vassivière			
- La Souterraine,	à CC du Pays Sostranien			
- Aixe sur Vienne,	à CC Val de Vienne			
- Ambazac,	à CC des Monts d'Ambazac et val du Taurion			
- Bellac,	à CC du Pays de Bellac			
- Saint Léonard de Noblat,	à CC de Noblat			
- Saint Yrieix,	à CC du Pays de Saint Yrieix			
- Rochechouart,	à CC du Pays de la météorite			
- Argentat,	à CC d'Argentat			
- Bort les Orgues,	à CC de Bort, Lanobre, Beaulieu			
- Egletons,	à CC du pays Ventadour, du Doustre et de la Luzège			
- Objat,	à CC d'Objat			
- Uzerche	à CC d'Uzerche			
		<b>18 %</b>	<b>+ 3 %</b>	<b>+ 2 %</b>

<b>Classe 2</b> : Les communautés de communes possédant une unité urbaine comptant plus de 10 000 habitants agglomérés soit les villes de :				
<i>Unité urbaine :</i> - Guéret, - Saint Junien, - Tulle, - Ussel,	<i>EPCI :</i> à CC de Guéret - Saint Vaury à CC Vienne Glane à CC du Pays de Tulle à CC Meymac Ussel Haute-Corrèze	14 %	+ 3 %	+ 2 %
<b>Classe 3</b> : les communautés d'agglomération :				
<i>Unité urbaine :</i> - Brive, - Limoges.	<i>EPCI :</i> à CA de Brive à CA de Limoges	10 %	+ 5 %	+ 2 %
<b>Classe 4</b> : Les ZA spécialisées participant à la structuration d'une filière économiquement stratégique pour le Limousin.		18 %	+ 3 %	+ 2 %
<b>Classe 5</b> : Les autres communautés de communes dont le projet de zone s'inscrit dans un contrat de Pays		<b>Aide forfaitaire de :</b>  <b>10 000 € / ha</b> plafonnée à 10 % du montant des dépenses éligibles  <b>ou 13 000 € / ha</b> plafonnée à 13 % du montant des dépenses éligibles <b>si le projet respecte les critères environnementaux)</b>  pour une ZA par communauté de communes		

Les taux susmentionnés seront susceptibles d'évoluer, à compter du 01/01/2007, en fonction de l'évolution des régimes d'aides.  
Ces modifications feront l'objet d'un avenant à la convention.

**II/ Dans le cadre de son schéma directeur des zones d'activités adopté en séance du 15 Novembre 2004, la Communauté d'Agglomération Limoges Métropole a défini sa politique foncière à court, moyen et long terme,** dans le souci de conforter les activités artisanales en milieu rural, tout en renforçant la création et les possibilités d'accueil d'entreprises industrielles, de services et de commerce de gros.

Ainsi, en complément des 1 278 hectares de zones existantes, l'agglomération envisage d'aménager à moyen terme près de 330 hectares.

Par ailleurs, les terrains identifiés à ce jour destinés dans une vision à long terme à l'accueil d'entreprises représentent une superficie d'environ 460 hectares.

Les aménagements de nouveaux parcs d'activité sont conçus dans le respect des enjeux de développement durable afin de conserver une qualité environnementale, un des atouts majeurs de notre territoire.

C'est la raison pour laquelle de gros investissements seront nécessaires pour réaliser des infrastructures modernes adaptées aux besoins des entreprises et aux exigences réglementaires. Les coûts importants d'aménagement prévus dans le cadre de la réglementation en vigueur, ne seront pas intégralement répercutés sur le prix du foncier dans la mesure où l'agglomération respectera les coûts du marché.

Elle prendra en charge une partie importante des équipements publics nécessaires à l'aménagement de ces parcs contribuant ainsi indirectement à soutenir l'installation ou le développement d'activités génératrices d'emplois et de valeur ajoutée mais aussi à renforcer l'attractivité du territoire sur le plan national.

Parallèlement, afin d'éviter la constitution de friches et permettre une optimisation de l'utilisation de l'espace et des équipements déjà existants en permettant le maintien, le développement ou l'implantation de nouvelles entreprises, l'agglomération a prévu d'engager la réhabilitation et la restructuration des zones d'activités existantes notamment celles créées dans les années soixante.

**ANNEXE B : IMMOBILIER D'ENTREPRISES**

**La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole et la Région Limousin** décident de soutenir l'implantation d'entreprises sur le territoire de l'agglomération par le biais d'une aide à l'immobilier d'entreprise dans le respect des taux d'intervention maximum suivants <sup>(\*)</sup> pour l'ensemble des aides publiques :

Taux d'intervention	Petites entreprises (- de 50 salariés)	Moyennes entreprises (+ de 50 salariés)
Investissement (au taux le plus favorable)	15 %	7.5 %
	25 % dans la limite de 140 000 €	

**La Région Limousin** pourra intervenir dans le cadre d'une aide à l'immobilier, au **taux maximum de 15 %** <sup>(\*)</sup>, conformément à l'avenant n°5 à la convention d'application du contrat de plan Etat-Région. Le taux de l'aide pourra être modulé en fonctions de critères tels que : le caractère incitatif de l'aide pour l'entreprises, la distribution de dividendes régulières, la localisation ou non en zone des aides à finalité régionale (PAT)...

**La Communauté d'Agglomération Limoges Métropole** intervient dans le cadre de son dispositif d'aide à l'immobilier industriel et tertiaire, au taux maximum de l'aide est fixé à **10 %**, d'une assiette reposant sur le montant de l'immobilier (y compris charge foncière). Les conditions d'intervention de l'Agglomération sont précisées en page suivante.

*(\*) Les taux susmentionnés seront susceptibles d'évoluer, à compter du 01/01/2007, en fonction de l'évolution des régimes d'aides. Ces modifications feront l'objet d'un avenant à la convention.*

**AIDE A L'IMMOBILIER INDUSTRIEL ET TERTIAIRE  
MODALITES D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
LIMOGES METROPOLE :**

**Objectif**

Soutenir la concrétisation de projet d'entreprises ou de groupes générant la création de nouveaux emplois sur le territoire de l'agglomération.

**Bénéficiaire**

- Les entreprises d'activités industrielles technologiques ou tertiaires ou agro alimentaires.
- Les SCI majoritairement contrôlées par une entreprise exploitante identifiée et éligible.
- Une société de crédit-bail dès lors qu'une convention tri partite (crédit bailleur, collectivité et entreprise bénéficiaire) est conclue.

**Critères d'attribution**

Les investissements éligibles sont :

- acquisition de foncier dans la perspective de construction d'un bâtiment
- constructions neuves
- aménagement, modernisation de locaux existants permettant d'assurer le développement de l'activité de l'entreprise

Les opérations éligibles :

- création d'entreprise
- développement, modernisation, diversification, innovation
- transmission reprise, visant à assurer la pérennité d'une activité ou son développement, sa modernisation ou sa diversification

**Nature de l'aide**

Versement d'une subvention qui pourrait venir en complément de celle attribuée par le Département Haute-Vienne et/ou la Région Limousin. Cette subvention interviendrait soit au niveau de l'investissement immobilier, soit viendrait en diminution du loyer en cas de location des locaux par l'entreprise.

### **Montant de l'aide**

- Le taux maximum est de 10 %
- L'assiette repose sur le montant de l'immobilier y compris la charge foncière
- La base subventionnable HT ne peut excéder 1 M€ sauf dérogation expresse motivée par l'importance du projet.

### **Conditions d'éligibilité**

- Entreprises industrielles, technologiques ou tertiaires quelle que soit leur forme juridique
- Création d'au minimum 3 emplois sur 5 ans

**Les conditions d'éligibilité et le montant de l'aide peuvent être revus à la hausse, sur décision de l'organe délibérant de Limoges Métropole pour des projets dont l'intérêt technologique, économique et social le justifie.**

***L'ensemble de ces dispositions sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> JANVIER 2007.***

ANNEXE II  
EXEMPLE DE CONVENTION ENTRE  
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE ET  
LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT FONCIER ET D'ÉTABLISSEMENT RURAL



CONVENTION DE CONCOURS TECHNIQUE  
conclue en application de l'article L 141-5 du Code Rural

**VEILLE ET ACQUISITION FONCIERES**  
**RECHERCHE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS RELATIVES AU MARCHÉ FONCIER**  
**NEGOCIATION AVEC LES PROPRIETAIRES**  
**EXPROPRIATION**

Entre :

La collectivité Communauté de Communes Vienne Glane représentée par M. Joël Ratier, agissant en vertu de la délibération du ..., ci-après (annexe A), désignée « CCVG »

D'une part,

Et :

La SAFER Marche Limousin ayant son siège au lieu-dit « Les Coreix » BP 2 - 87430 VERNEUIL SUR VIENNE, Société Anonyme au capital de 1 560 624 €, agréée conformément aux dispositions de l'article L 141-6 du Code Rural, par Arrêté Interministériel du 30 mai 1962, immatriculée au registre du commerce de Limoges sous le numéro 62 B 20, numéro SIRET 762 500 205 00013 , représentée par Monsieur Marc WEILL, son Directeur Général Délégué, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération du Conseil d'Administration du 15 décembre 2005, ci-après désignée « La SAFER »

D'autre part,

## **CONSIDERANT :**

Que le nouvel article L.143-7-2 du code rural institué par la loi d'orientation agricole du 5 janvier 2006 a créé une obligation d'information à l'égard des maires pour toutes les déclarations d'intention d'aliéner portant sur des biens situés sur le territoire de leurs communes.

Que l'objectif poursuivi au travers du nouveau dispositif de l'article L.143-7-2 est d'accroître l'information dont peuvent disposer les communes sur les mouvements fonciers qui s'opèrent sur leur territoire et par là, de favoriser le suivi de leurs politiques foncières et celui des zonages existants.

Les recommandations issues de la circulaire ministérielle du 13 février 2007 qui précisent le contenu des informations à transmettre ainsi que la fréquence de diffusion trimestrielle.

## **ARTICLE 1 - OBJET**

La CCVG souhaite connaître des informations sur les ventes foncières s'opérant sur son territoire. De ce fait, elle sollicite le concours de la SAFER, qui lui propose également la transmission géo référencée des informations.

## **ARTICLE 2 - PERIMETRE D'APPLICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention porte sur le territoire intercommunal, et plus précisément sur une bande de 200 mètres en périphérie des zones d'activités de la Communauté de Communes.

La SAFER fournit à la CCVG les renseignements réglementaires et/ou cartographiques dont elle dispose et qui sont nécessaires à l'accomplissement de la mission. La SAFER tient informée la CCVG de toute modification ou révision les concernant.

## **ARTICLE 3 – MODALITES DE MISE EN OEUVRE**

### **3-1 Observation foncière à partir des notifications**

A l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2, au fur et à mesure des notifications qui lui sont adressées par les notaires, dans un délai de 8 jours suivant la réception, la SAFER fera parvenir à la CCVG les informations suivantes :

- désignation cadastrale, surface, présence ou non de bâtiments, prix,
- situation locative, Profession de l'acquéreur, Lieu de résidence de l'acquéreur.

Cette transmission sera faite à la CCVG par mail, à l'adresse suivante :

1 rue Voltaire  
87 200 Saint-Junien

La CCVG informera la SAFER de toute modification d'adresse.

La commune disposera d'un délai de 15 jours pour solliciter une enquête complémentaire par la SAFER sur le projet envisagé par l'acquéreur.

### **3-2 Cartographie et spatialisation des notifications**

A l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2, au fur et à mesure des notifications qui lui sont adressées par les notaires, dans un délai de 8 jours suivant la réception, la SAFER fera également parvenir à la commune, en complément des informations définies à l'article 3.1, une visualisation des parcelles correspondantes sur un extrait de plan cadastral, avec les critères suivants :

Parcelles notifiées se distinguant des autres par une trame spécifique,  
Apparence du bâti, des subdivisions cadastrales, des chemins, des cours d'eau et des étangs, du nom des lieu-dit, des feuilles cadastrales, de la voirie et des cours d'eau...  
Format A4, Echelle en cohérence avec le nombre de parcelles à visualiser par notification et la distance entre celles-ci.  
Les possibilités de superposition sur des fonds de carte ou de photos aériennes autres que sur le plan cadastral resteront quand à elle à définir ultérieurement.

Cette transmission sera faite à la CCVG par mail, à l'adresse :

### **3-3 Information des opportunités foncières**

La SAFER informera la CCVG des biens à la vente maîtrisés par la SAFER, situés totalement ou en partie à l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2.

## ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES

### 4-1 Surveillance des mutations foncières

Les frais encourus par la surveillance définie à l'article 3.1 ci-dessus sont pris en charge par la CCVG pour un montant de 15 € H.T.par envoi.

### 4-2 Cartographie et spatialisation des notifications

Les frais encourus par la prestation définie à l'article 3.2 ci-dessus sont pris en charge par la CCVG pour un montant de 25 € HT par envoi géo référencé (tarif expérimental).

### 4-3 Enquête complémentaire

Chaque enquête complémentaire (projet de l'acquéreur) réalisée à la demande de la CCVG sera facturée 300 € HT.

La SAFER adressera à la CCVG une facture à date anniversaire de la convention, ou bien sur une fréquence plus rapprochée (trimestrielle) si besoin est.

### 4-4 Facturation, bilan et révision

La SAFER adressera à la CCVG une facture à date anniversaire de la convention.

Cette facture sera accompagnée d'un bilan sur l'année écoulée.

Ces montants pourront être revus d'un commun accord, chaque année, et faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

## ARTICLE 5 – PROCEDURES D'ACQUISITION FONCIERE

### 5-1 Négociation à l'amiable

A l'intérieur du périmètre d'intervention tel que défini à l'article 2, il sera possible à la SAFER d'engager des négociations à l'amiable avec les propriétaires, afin d'acquérir les parcelles concernées, avant même qu'il y ait déclaration d'intention d'aliéner.

La SAFER prendra à sa charge l'acquisition des terrains concernés, qu'elle rétrocèdera par la suite à la CCVG. Le tarif de la rétrocession sera celui de l'acquisition, augmenté d'une marge de... (Marge à déterminer entre les deux parties).

## 5-2 Expropriation

En cas de réticences de la part du propriétaire face aux négociations engagées par la SAFER, il sera possible à cette dernière, après accord de la CCVG, d'engager une procédure d'expropriation. Celle-ci n'interviendra qu'en dernier recours et pour des terrains ayant un véritable intérêt communautaire. La SAFER prendra à sa charge l'indemnisation des propriétaires concernés, qu'elle facturera par la suite à la CCVG lors de la rétrocession des parcelles, comme cela a été vu à l'article 5.1.

## ARTICLE 6 - ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE DE LA CONVENTION

La SAFER déclare soumettre la présente convention, signée par les deux parties, au visa des Commissaires du Gouvernement avant tout commencement d'exécution.

La présente convention produira ses effets à l'égard des parties dès l'obtention de l'accord les Commissaires du Gouvernement.

Elle est établie pour une période de 1 an. Elle se reconduira tacitement d'année en année jusqu'à ce que l'une des parties décide d'y mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 2 mois.

Toute opération engagée antérieurement à l'effet de la résiliation de la présente sera soumise à celle-ci jusqu'à son terme.

En cas d'impossibilité technique, administrative ou autre, dûment constatée par l'un ou l'autre des signataires, il pourra être mis fin à la présente convention, une autre convention pouvant alors être signée sur de nouvelles bases.

Toutes difficultés d'application de la présente convention feront l'objet d'un examen entre les parties pour trouver des solutions amiables. A défaut, le tribunal compétent pourra être saisi.

Fait et passé sur 3 pages plus une annexe, en 3 exemplaires, dont deux sont remis à la CCVG et un est conservé par la SAFER Marche-Limousin.

A

Le

Pour la CCVG

.....  
.....

Pour la SAFER Marche-Limousin,  
Le Directeur,  
Marc WEILL

ANNEXE III :  
EXEMPLE DE CONVENTION ENTRE  
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VIENNE GLANE  
ET UNE SOCIÉTÉ D'ÉCONOMIE MIXTE

D'après l'article L. 300-4 du Code de l'Urbanisme, la CCVG peut concéder la réalisation des opérations d'aménagement. L'attribution d'une concession d'aménagement est soumise par la CCVG à une procédure de mise en concurrence. Le concessionnaire sélectionné, la SEM, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux et équipement contribution à l'opération prévus dans la concession, ainsi que la réalisation des études et de toutes missions nécessaires à leur exécution. La convention peut charger le concessionnaire d'acquérir des biens nécessaires à la réalisation de l'opération, y compris par la voie d'expropriation ou de préemption. Le concessionnaire peut également procéder à la vente, à la location ou à la concession des biens immobiliers situés à l'intérieur du périmètre de la concession.

Une SEM répondant ainsi à la demande de la CCVG est considérée comme son prestataire.

Une convention d'aménagement publique a pour objet la réalisation de travaux et d'ouvrages dans le cadre d'opérations foncières ou bien la prestation de services.

L'article 7 de la loi sur les SEM locales modifiée le 2 janvier 2002 introduit un contenu obligatoire aux conventions publiques d'aménagement :

- L'objet du contrat, sa durée et les conditions dans lesquelles il peut éventuellement être prolongé ou renouvelé,
  - Les conditions de rachat, de résiliation ou de déchéance par la CCVG, ainsi que les conditions et les modalités d'indemnisation de la société,
  - Les obligations de chacune des parties et notamment,
  - Les conditions dans lesquelles la personne publique contractante peut consentir des avances justifiées par un besoin de trésorerie temporaire de l'opération. Les avances font l'objet d'une convention approuvée par l'organe délibérant approuvée par le bureau,
  - Les modalités de rémunération de la société ou de calcul du coût de son intervention négociées entre les parties,
- Les pénalités applicables en cas de défaillance de la société ou de mauvaise exécution du contrat.

Un contrat correctement rédigé à l'origine doit prévoir les clauses et conditions d'une résiliation conventionnelle de telle sorte qu'elle puisse intervenir dans un cadre défini à l'avance.

De plus, la convention doit faire apparaître qui de la CCVG ou de la SEM assume le risque de l'opération, soit le titulaire du résultat. En matière d'aménagement, la partie concédante est généralement responsable du résultat qui lui appartient.

CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT  
ENTRE UNE SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE ET LA COMMUNAUTE DE COMMUNES VIENNE GLANE

Entre d'une part :

La Communauté de Communes Vienne Glane représentée par Monsieur ..., son Président en exercice dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Communautaire en date du ... rendue exécutoire le ...

ci-après dénommée « CCVG » ou « la collectivité publique contractante »

Et d'autre part :

La Société d'Economie Mixte, société anonyme d'économie mixte locale, au capital de ...€, inscrite au RCS de ... sous le n°..., dont le siège sociale est à ..., représentée par ..., en vertu des pouvoirs qui ont été conférés par le Conseil d'Administration

ci-après dénommé « la SEM » ou « l'Aménageur »



### PRÉAMBULE

Le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Junien approuvé par délibération du Conseil Municipal en date 20 juillet 2006 définit l'extension de la zone du Petit Boisse en zone AUi.

La zone AU concerne les zones à urbaniser réservées à des secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation.

En vue de l'extension conséquente de la zone du Petit Boisse, la CCVG, par délibération du Conseil Communautaire en date du ..., a décidé, en application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du Code de l'Urbanisme, de confier à la SEM la réalisation dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, des tâches d'aménagement de la future ZAC d'activités du Petit Boisse les conditions prévues ci-après.

Le présent contrat est destiné à fixer les droits et obligations respectifs des parties, notamment les conditions dans lesquelles l'aménageur réalisera ses missions, sous contrôle de la CCVG.

L'aménagement de la ZAC sera réalisé sous la direction et le contrôle de la CCVG et à ses risques financiers. En conséquence, à l'expiration de la convention publique d'aménagement pour quelque motif que ce soit, l'opération étant ou non achevée, la CCVG bénéficiera du solde positif ou versera une participation destinée à couvrir les charges de l'opération non couvertes par les autres produits de l'opération, dans les conditions précisées dans le présent contrat.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

## TITRE 1<sup>ER</sup> : MODALITES GENERALES

### ARTICLE 1 : OBJET DE L'OPERATION

*Définir les bases générales de l'opération d'aménagement de la future ZAC du Petit Boisse*

La zone à aménager dispose d'une surface approximative de près de 30 hectares.

*Définir le plan de composition diviserait la zone en plusieurs secteurs : l'aménagement de la voirie, une zone plus industrielle, une zone d'accueil pour l'entreprise travaillant en relation avec l'aérodrome*

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de la zone, ces travaux étant réalisés dans le cadre de la convention publique d'aménagement.

### ARTICLE 2 : MISSION DE L'AMENAGEUR

Pour réaliser cet aménagement, l'aménageur s'engage, pour sa part, à :

Acquérir les biens immobiliers bâtis ou non bâties situées dans le périmètre de la zone, ainsi que ceux qui, situés en dehors de ce périmètre, sont nécessaires pour la réalisation des ouvrages inclus dans la convention publique d'aménagement ; démolir les bâtiments existants, si nécessaire ;

Réaliser les équipements d'infrastructure de la zone destinés à être remis à la collectivité publique cocontractante, aux associations syndicales ou foncières, ainsi qu'aux concessionnaires de service public ; assurer le suivi et la coordination de la réalisation des équipements mis à la charge des bénéficiaires de cessions, locations ou concessions d'usage des terrains aménagés ;

Procéder à toutes les études nécessaires et, notamment, en cours d'opération, proposer toute modification de programme qui s'avérerait opportune, assortie des documents financiers prévisionnels correspondants ;

Etablir et tenir constamment à jour, outre les documents comptables, des documents de gestion faisant apparaître les éventuelles difficultés et la situation de trésorerie ; négocier et contracter les moyens de financements les plus appropriés ;

Mettre en place des moyens efficaces pour assurer la commercialisation dans les meilleures conditions possibles ; organiser toute structure d'accueil et de conseil des acquéreurs ou locataires potentiels ; céder les terrains ou les immeubles bâtis, les concéder ou les louer à leurs divers utilisateurs ; préparer et signer tous actes nécessaires ;

De solliciter toutes subventions susceptibles d'être mobilisées sur cette opération.

### ARTICLE 3 : MISSION DE LA CCVG

La CCVG s'engage, pour sa part, conformément au programme des équipements publics approuvé,

- A réaliser ou à faire réaliser les équipements primaires intérieurs ou extérieurs à la zone ;

A réaliser ou à faire réaliser les équipements publics de superstructures.

### ARTICLE 4 : OPERATIONS NON PREVUES DANS LA PRESENTE CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT

Les travaux et tâches qui ne relèvent pas de la mission de l'aménageur, telle qu'elle est définie à l'article 2 ci-dessus, pourront être, en application des articles L. 1523 du Code général des collectivités territoriales et R. 321-20 du code de l'urbanisme et le cas échéant de la loi n° 85-597 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, confiés à l'aménageur par la CCVG par des conventions de mandat.

L'aménageur doit obtenir l'autorisation de la CCVG chaque fois qu'il effectue autrement qu'en mandat pour le compte d'un tiers, des travaux ou tâches non prévus au présent contrat mais en rapport avec l'aménagement de la zone objet du présent contrat.

Le financement des opérations particulières faisant l'objet des alinéas 1 et 2 du présent article et la rémunération supplémentaire de la SEM y afférente sont exclus du bilan financier de l'opération objet du présent contrat et font l'objet d'une comptabilisation.

### ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT

Elle prendra effet à compter de la réception de sa notification par la SEM.

Sa durée est fixée à ... années à compter de sa date de prise d'effet. Elle pourra être prorogée en cas d'inachèvement de l'opération ; à cette fin,

les parties concluront un avenant de prorogation, exécutoire dans les conditions ci-dessus.

Au cas où l'ensemble des missions de la CCVG et de l'aménageur aurait été accompli avant le terme normal de la convention publique d'aménagement, la convention publique d'aménagement expirera de plein droit à la date de constatation de cet accomplissement.

La convention publique d'aménagement ne pourra être renouvelée par tacite reconduction.

#### **ARTICLE 6 : ETABLISSEMENT DU PLAN PARCELLAIRE**

L'aménageur fait établir un plan parcellaire des terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre de la zone ainsi que de ceux des terrains et immeubles bâtis situés à l'extérieur de ce périmètre qui seraient nécessaires à la réalisation de l'opération objet du présent contrat.

Ce plan doit être conforme aux normes fixant les tolérances applicables aux levés à grande échelle effectués par les services publics.

#### **ARTICLE 7 : CHOIX ET REMUNERATION DES HOMMES DE L'ART, TECHNICIENS ET SPECIALISTES**

Pour l'exécution de sa mission, l'aménageur peut, en accord avec la CCVG, faire appel aux hommes de l'art et aux services techniques, publics ou privés, dont le concours, pour des missions permanentes ou limitées, s'avère utile.

L'aménageur peut également faire appel à des spécialistes qualifiés pour des interventions particulières, en accord avec la CCVG.

La rémunération des hommes de l'art, des services techniques publics ou privés et des spécialistes désignés dans les conditions indiquées ci-dessus est à la charge de l'opération.

L'aménageur peut se charger lui-même, en accord avec la CCVG, de l'élaboration des projets ou/et de la direction technique des travaux prévus au présent contrat. Il peut également se charger de la mission de coordination en matière de sécurité et de santé des personnes travaillant sur les chantiers (cf articles L. 235-1). Les rémunérations de l'aménageur pour ces tâches particulières sont fixées par avenant à la présente convention publique d'aménagement.

## ARTICLE 8 : MODALITES D'ACQUISITION ET DE LIBERATION DES IMMEUBLES

Dès que la convention publique d'aménagement est exécutoire, l'aménageur peut procéder à l'acquisition des terrains et immeubles bâtis, conformément à l'article 2a. du présent contrat.

Les prix des acquisitions ou des prises à bail et les montants des indemnités doivent être fixés après demande d'avis du directeur des services fiscaux conformément aux dispositions de l'article 23 de la loi du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réforme à caractère économique et financier. Néanmoins, lorsque les prix sont supérieurs au montant des estimations établies par les services des Domaines, il ne pourra être procédé aux acquisitions ou locations qu'après délibération motivée du Conseil d'administration de la société.

Chaque année, l'aménageur informe la CCVG de ces acquisitions et des conditions auxquelles elles ont été effectuées. Il tient à sa disposition tous les contrats relatifs à ces acquisitions et prises à bail.

## ARTICLE 9 : CONVENTIONS DE PARTICIPATION

S'il y a lieu d'établir des contrats de participation entre la CCVG et les constructeurs n'ayant pas acquis leur terrain de l'aménageur en application du dernier alinéa de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme, le montant de la participation exigée des constructeurs, sera déterminée dans le respect du principe d'égalité des constructeurs devant les charges publiques.

En cas de besoin et en application de l'article 2a du présent contrat, l'aménageur sera chargé de préparer et négocier lesdites conventions de participation dans le cadre d'une commande spécifique de la CCVG.

Le cas échéant, la CCVG s'engage à préciser dans la convention de participation du constructeur le principe du versement direct de cette participation à l'aménageur.

Dans l'hypothèse où le montant de la participation du constructeur au coût des équipements publics serait inférieur à celui résultant du mode de calcul qui aura été défini conformément au principe d'égalité des constructeurs devant les charges publiques, la participation de la CCVG au coût de l'opération prévue à l'article 17 ci-après sera augmentée de la différence entre le montant tel qu'il aurait dû résulter de l'alinéa 1 ci-dessus et de la participation effectivement payée par le constructeur.

## **TITRE II : REALISATION DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS ; MODALITES DE CESSION DES IMMEUBLES**

### **ARTICLE 10 : PRESENTATION DES AVANT-PROJETS ET PROJETS D'EXECUTION**

10.1 Les équipements d'infrastructure et de superstructure prévus à l'article 2-b ci-dessus font l'objet d'avant-projets qui sont soumis pour accord à la collectivité.

Chacun de ces avant-projets doit être présenté selon un échéancier établi en accord avec la CCVG.

Avant tout début d'exécution, les projets d'exécution présentés par l'aménageur doivent être acceptés par la CCVG.

10.3 Les avant-projets et projets sont réputés acceptés si le Président de la Communauté de Communes ou son délégué ne formule pas d'observation dans un délai maximum de 2 mois à compter de leur réception.

### **ARTICLE 11 : MODALITES DE PASSATION DES CONTRATS D'ETUDE, DE MATRISE D'ŒUVRE ET DE TRAVAUX**

Pour l'étude et l'exécution de ces ouvrages, l'aménageur doit traiter dans des conditions de nature à préserver au maximum les intérêts financiers de la CCVG

Les contrats de travaux, d'étude et de maîtrise d'œuvre sont passés dans les conditions fixées par l'article 48.I de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993 et son décret d'application n°93-584 du 26 mars 1993.

La CCVG sera représentée au sein de la commission d'appel d'offres de la société appelé à intervenir dans la procédure de passation.

### **ARTICLE 12 : EXECUTION DES TRAVAUX OBJET DE L'OPERATION**

L'aménageur assure le suivi général des travaux et fait vérifier leur parfait achèvement dans les délais prévus. Il assure à ce titre une mission de coordination administrative générale.

Il lui appartient d'établir ou de faire établir, sous son contrôle, quelles que soient les méthodes de planification retenues, le calendrier d'exécution des divers ouvrages concédés et de s'assurer de son respect.

En application de l'article L. 1523-3 du Code général des collectivités territoriales, la CCVG et ses services compétents pourront avoir communication de toutes les pièces contractuelles et documents qu'ils demanderont ; ils pourront suivre les chantiers et y accéder à tout moment, et présenter leurs observations.

Lorsque les ouvrages sont achevés, ils font objet d'une réception à laquelle participe la CCVG, ainsi que, le cas échéant, la personne à laquelle les ouvrages doivent être remis.

Les uns et les autres participent à la réception des ouvrages achevés et formulent leurs observations éventuelles sur les ouvrages exécutés et l'aménageur devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour répondre à ces observations.

### **ARTICLE 13 : DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR**

L'aménageur est investi, pour l'exécution des ouvrages faisant l'objet du présent contrat, de tous les droits que les lois et règlements confèrent aux collectivités publiques en matière de travaux publics.

Il demeure, en même temps, soumis à toutes les obligations qui en découlent.

### **ARTICLE 14 : INDEMNITES AUX TIERS**

L'aménageur suit les contentieux liés à l'opération objet du présent contrat.

Toute indemnité due à des tiers par le fait de l'aménageur dans l'exécution de la convention publique d'aménagement est prise en compte, à titre de dépense, au bilan de l'opération objet du présent contrat. Après l'expiration de la convention publique d'aménagement, ce principe est appliqué conformément aux dispositions de l'article 24 ci-après.

Toutefois, dans le cas de faute lourde de l'aménageur, les indemnités en cause sont à sa charge définitive, à titre de pénalité ainsi qu'il est dit à l'article 28 ci-après.

## ARTICLE 15 : MODALITES DE CESSION, DE CONCESSION OU DE LOCATION DES IMMEUBLES

Les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, acquis ou pris à bail par l'aménageur, font l'objet de cessions, de concessions d'usage, de locations ou de remises au profit soit des utilisateurs, soit des collectivités publiques, des concessionnaires de services publics ou des associations syndicales ou foncières intéressées. Chaque année, l'aménageur informe la CCVG des cessions effectuées pendant l'exercice écoulé (cf. article 19 ci-après).

L'aménageur soumet à la CCVG de manière préalable tout projet de cession en vue de recueillir son accord.

Les modalités de cession, de location ou de concession d'usage des terrains et immeubles bâtis aux utilisateurs indiquent obligatoirement le nombre de mètres carrés de surface hors œuvre nette dont la construction est autorisée sur la parcelle cédée.

A l'expiration de la convention publique d'aménagement, les terrains et immeubles bâtis situés à l'intérieur du périmètre, qui n'auraient pas pu être revendus constituent des biens de reprise revenant à la CCVG ainsi qu'il est dit à l'article 25 ci-après.

## TITRE III : REMISE ET ENTRETIEN A LA CCVG

### ARTICLE 16 : RETOUR ET REMISE DES OUVRAGES A LA CCVG

Ceux des ouvrages réalisés en application de la présente convention publique d'aménagement qui ne sont pas destinés à être cédés aux constructeurs, et notamment les voiries, espaces libres et réseaux, constituent des biens de retour qui appartiennent à la CCVG au fur et à mesure de leur réalisation et qui lui reviennent de plein droit dès leur achèvement ; l'achèvement est, au sens du présent article, réputé accompli au plus tard, pour les voies et espaces libres, dès leur ouverture au public et, pour les réseaux et superstructures publiques, dès leur mise en exploitation.

Dès l'achèvement de ces ouvrages, l'aménageur doit inviter la CCVG, par lettre recommandée adressée au moins 15 jours avant la date arrêtée, à participer aux opérations de remise desdits ouvrages ;

Réception et remise des ouvrages se feront simultanément et donneront lieu chacune, à l'établissement d'un procès-verbal. La CCVG pourra formuler toutes réserves et inviter la CCVG à remédier aux défauts constatés.

L'aménageur adressera, pour signature, une fois l'ensemble des réserves levées, une convention de remise des ouvrages actant du transfert de responsabilités à la CCVG.



Les collectivités publiques autres que la CCVG, les concessionnaires de service public et les associations syndicales ou foncières intéressés par les ouvrages réalisés sont invités aux opérations de remise ; la CCVG, propriétaire de ces biens de retour, leur remet les ouvrages en présence de l'aménageur de l'opération d'aménagement.

L'aménageur a l'obligation de faire préparer et présenter à la signature de la CCVG, le cas échéant, des personnes autres intéressées, un acte authentique constatant le transfert de propriété des terrains d'assiette des voies, espaces plantés ou non plantés, réseaux divers ou autres équipements.

En outre, à la mise en service des ouvrages et au plus tard à leur remise, l'aménageur fournit à la CCVG et éventuellement aux concessionnaires de services publics et aux administrations publiques compétentes une collection complète des plans des ouvrages tels qu'ils ont été exécutés, ainsi que tous les documents nécessaires à leur exploitation rationnelle.

L'aménageur devra transmettre à la CCVG les documents dont il dispose nécessaires pour qu'elles puissent bénéficier du FCTVA prévu par l'article L. 1615-11 du Code général des collectivités territoriales.

#### **ARTICLE 17 : ENTRETIEN DES OUVRAGES**

Jusqu'à la date pour laquelle l'aménageur a invité la CCVG à participer aux opérations de remise des ouvrages réalisés en application du présent contrat, l'aménageur a l'obligation de les entretenir en bon état, aux frais de l'opération.

Postérieurement à cette date, l'aménageur pourra être invité par la CCVG à assurer cet entretien pour le compte de ce dernier par une convention distincte qui réglera les modalités, notamment financières, de cette intervention.

## TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES EN COURS DE CONTRAT

### ARTICLE 18 : FINANCEMENT DE L'OPERATION OBJET DU PRESENT CONTRAT

Les charges supportées par l'aménageur pour la réalisation de l'opération objet du présent contrat sont couvertes par, notamment, les produits à provenir des cessions, des concessions d'usage et des locations de terrains ou d'immeubles bâtis, les participations dues par les propriétaires, les produits financiers, les subventions, ainsi que par la participation définie au VI ci-dessous telles qu'elle apparaît sur les bilans financiers prévisionnels visés à l'article 19 ou sur chaque budget prévisionnel annuel visé à l'article 20 ci-après, les premiers bilan et plan de trésorerie prévisionnels étant annexés après paraphe au présent contrat.

L'aménageur contracte tous emprunts et avances nécessaires au financement provisoire de l'opération dans des conditions de nature à préserver au maximum les intérêts de la CCVG.

L'aménageur gère ou fait gérer distinctement la trésorerie de l'opération en effectuant les mouvements de trésorerie nécessaires à titre onéreux entre les différentes opérations de la société, ou avec les comptes propres de la SEM, ou avec un établissement financier, en imputant à l'opération ou en la faisant bénéficier des taux d'intérêts débiteurs ou créditeurs au plus égaux à ceux pratiqués par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'aménageur peut recevoir des acomptes des bénéficiaires des cessions ou locations de terrains et immeubles bâtis, tels qu'ils se trouvent désignés en vertu de l'article 14-II ci-dessus. De même, il reçoit les participations dues par les propriétaires des terrains ayant signé la convention mentionnée au dernier alinéa de l'article L. 332-9 du Code de l'urbanisme ainsi que le reversement par la CCVG des participations versées par les constructeurs au titre de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ou le versement direct de ces participations si la convention conclue au titre de l'article L. 311-4 précipitée l'a prévu.

L'aménageur est autorisé à solliciter lui-même, en vue de la réalisation de l'opération objet du présent contrat, l'allocation de toute aide financière directe ou indirecte auprès de toute organisme.

L'aménageur est notamment habilité par la CCVG à solliciter, en son lieu et place, les subventions afférentes aux ouvrages, constructions et installations qu'il réalise dans le cadre de la convention publique d'aménagement.

En application de l'article L. 300-5 du Code de l'urbanisme, la participation de la CCVG au coût de l'opération est destinée à couvrir l'ensemble des charges de l'opération non couvertes par les produits de l'opération. Son montant prévisionnel maximal est fixé à ... €

H.T. en fonction du bilan prévisionnel annexé à la présente convention. Cette participation pourra faire l'objet de tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées définies à l'article 20 ci-après.

Le montant de cette participation pourra être révisé par un avenant au présent contrat.

Lorsque les prévisions budgétaires actualisées ne font pas apparaître le besoin d'une participation définitive mais seulement une insuffisance temporaire de trésorerie, l'aménageur sollicite une avance de la CCVG qui fera l'objet d'une convention conformément à l'article 1523.4 du Code Général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 19 : COMPTABILITE ; BILAN FINANCIER ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS GLOBAUX**

Pour permettre à la CCVG d'exercer son droit à contrôle comptable et financier en application des articles L. 1523-3 du Code Général des collectivités territoriales et L. 300-5 du Code de l'urbanisme, l'aménageur doit tenir sa comptabilité de manière à faire apparaître distinctement les comptes propres à l'opération objet du présent contrat.

En application de l'article 1523-3 du code général des collectivités territoriales, l'aménageur établit chaque année un bilan financier prévisionnel global et actualisé des activités, objet du présent contrat.

Ce bilan, pour des raisons de programmation budgétaire, sera soumis à la CCVG en deux phases ;

#### **La première phase concerne l'estimation actualisée des engagements restant à réaliser :**

Ils seront présentés sous la forme d'une « note de conjoncture » incluant :

Les prévisions sur l'année budgétaire à venir, à savoir :

Un état descriptif détaillé des dépenses prévisionnelles relatives à l'exercice budgétaire à engager,

Un tableau des dépenses et recettes correspondant au dit exercice, détaillées à l'article 20 ci-après,

Une situation de trésorerie faisant ressortir les besoins liés à l'exercice à engager, également présentée à l'article 20 ci-après.

Les prévisions sur le reste à programmer, sous la forme d'un plan global de trésorerie actualisé détaillé, faisant apparaître l'échéancier des dépenses et recettes de l'opération.

La note de conjoncture comprendra, enfin, le bilan récapitulatif, global prévisionnel et actualisé de l'opération.

*Faire apparaître la date où la note sera soumise à l'approbation de la CCVG*

**La seconde phase concerne l'état des engagements constatés durant l'année écoulée :**

Ils seront présentés sous la forme d'un « compte rendu d'activité », incluant :

- Un état descriptif des conditions physiques de réalisation de l'opération durant le dernier exercice, comparé aux prévisions initiales,
- Un tableau détaillé des dépenses et recettes constatées et intégrées dans la comptabilité de la Société au 31 décembre de l'exercice écoulé.
- Ces dernières comprennent en particulier le montant de la participation de la CCVG définitivement engagé et affecté au financement d'équipements publics, ou éventuellement à celui d'une charge résiduelle non couverte par les produits de l'opération.
- Le document indiquera également la situation de trésorerie de l'opération à fin d'exercice.
- Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées durant le dernier exercice,
- Et s'il y a lieu les informations sur l'utilisation par la Société, des prérogatives d'utilité publique durant l'exercice.

*Soumettre le compte rendu d'activité à la CCVG et noter la date*

L'ensemble de ces documents est soumis à l'examen de l'assemblée délibérante de la CCVG qui a le droit de contrôler les renseignements fournis, ses agents accrédités pouvant se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification.

Après la communication de ces documents et le cas échéant après les résultats du contrôle diligenté par la CCVG, leur examen est soumis au vote de l'assemblée délibérante.

**ARTICLE 20 : PREVISIONS BUDGETAIRES ANNUELLES ; DETERMINATION DE LA PARTICIPATION OU/ET DE L'AVANCE ANNUELLE**

**20.1 Prévisions budgétaires annuelles**

L'aménageur établit, en accord avec la CCVG, un budget prévisionnel pour l'année à venir, des recettes et des dépenses de l'opération, objet du présent contrat, ainsi que le plan de trésorerie prévisionnelle correspondant.

Ces éléments viennent actualiser les engagements prévisionnels, de l'exercice concerné, tirés du dernier bilan approuvé.

Ils comprennent notamment :

- En dépenses, les acquisitions de terrains, le coût des études, le coût des travaux de mise en état des sols et d'infrastructure, les frais résultant de l'intervention de spécialistes qualifiés, les frais financiers sur emprunt et sur court terme, les frais de commercialisation et la rémunération du concessionnaire ainsi qu'il est précisé à l'article 22 du présent contrat.
- En recettes, le prix des cessions ou locations, les produits financiers, les subventions éventuelles et les participations prévisionnelles de la CCVG affectées au financement d'équipements publics.

Ainsi qu'un tableau de trésorerie faisant ressortir la situation de trésorerie, le montant des emprunts (annuités à rembourser ou encaissements) et les moyens de financement à mettre en œuvre sur l'exercice à venir, et en cas de besoin, le montant de l'avance à mobiliser auprès de la CCVG ou à rembourser à cette dernière.

## **20.2 – Modalités d'appel des participations et des avances**

### Appel des participations :

La demande par la Société de versement de la participation annuelle approuvée par la CCVG, sera formulée comme suit :

50% de la somme dans le mois suivant la notification par la CCVG de la délibération relative à ce financement et ce sur demande expresse de l'aménageur.

Le solde à percevoir au cours du dernier mois de l'exercice sur demande expresse de l'aménageur.

En cas de besoin motivé par la Société, le solde de la participation pourra lui être versé avant le dernier mois de l'exercice sur présentation d'un état détaillé de la trésorerie de l'opération.

### Appel des avances :

La société demande le versement de l'avance auprès de la signature et la notification de la convention spéciale ainsi qu'il est prévu à l'article L. 1524.2.4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette dernière, proposée par les Sociétés, précisera le montant, la durée et les modalités de remboursement de ladite avance.

## ARTICLE 21 : GARANTIE DES EMPRUNTS

A la demande des organismes prêteurs et compte tenu du montant des emprunts tels qu'ils résultent du plan global de trésorerie défini à l'article 19, mais à l'exclusion des relais exceptionnels de trésorerie, la CCVG accorde sa garantie au service des intérêts et au remboursement des emprunts contractés par l'aménageur pour la réalisation de l'opération, dans la limite édictée par les textes en vigueur et en application des principes posés par l'article L. 1523-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Elle s'engage également à mettre à la disposition de la Société le produit des emprunts qu'elle aurait contractés pour la réalisation de ces opérations, la Société ayant l'obligation de prendre en charge le paiement des annuités dans le cadre des opérations.

Une garantie peut, en outre, être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de l'aménageur. Tous les garants peuvent exercer le contrôle financier prévu à l'article 19 au profit de la CCVG. En outre, les collectivités territoriales ou leurs groupements qui auront donné leur garantie et qui ne seraient pas directement administrateurs de la SEM ont le droit de se faire représenter au Conseil d'administration de la SEM par un délégué spécial ainsi qu'il est dit à l'article L. 1524-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Lorsqu'il résulte du budget prévisionnel prévu à l'article 20 que l'aménageur n'est pas en mesure de faire face aux charges de la quote-part des emprunts garantis en application du présent article, la CCVG inscrit à son budget primitif de l'année à venir les crédits nécessaires pour remplir ses obligations vis-à-vis des organismes prêteurs.

Les sommes ainsi versées par le ou les garants aux organismes prêteurs ont un caractère d'avances de fonds recouvrables que l'aménageur doit rembourser, sous réserve de ce qui est dit aux articles 22 et 25 ci-après.

## ARTICLE 22 : RENUMERATION DE L'AMENAGEUR

L'aménageur n'est pas autorisé à imputer ses charges réelles de fonctionnement au compte conventionnel de convention publique d'aménagement mais seulement à imputer forfaitairement des charges, en fonction de l'état d'avancement de ses différentes missions ; ces imputations forfaitaires, destinées à couvrir le coût d'intervention de l'aménageur, sont dites « rémunération ».

Ces imputations forfaitaires sont déterminées de la façon suivante :

- II.1 pour les missions de réalisations d'études, de suivi technique et administratif prévues à l'article 2 b et c, l'aménageur aura droit à une rémunération égale à ... % de l'ensemble des dépenses HT constatées dans l'opération, à l'exclusion cependant de sa propre

rémunération.

- II.2 pour les missions de commercialisation prévues à l'article 2.e, outre l'implantation à l'opération des dépenses payées aux tiers, l'aménageur aura droit à une rémunération égale à ... % des montants HT fixés dans les actes de cessions.
- II.3 pour la mission comptable et financière prévue à l'article 2.d, la Société aura droit à une rémunération forfaitaire annuelle égale à ... €, révisable selon la formule suivante :
- $R = R0 \times I / I0$
- R étant la rémunération actualisée de l'exercice en cours  
R0 : le forfait initial  
I : Indice Syntec au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice en cours  
I0 : Indice Syntec de référence : 172,8
- II.4 pour la mission de liquidation, après l'expiration du présent contrat, la Société aura droit à une rémunération forfaitaire égale à ... €. Cette rémunération ne comprend pas les frais d'élaboration des divers plans et documents nécessaires à la liquidation. Ces frais seront des charges de l'opération.

Les pourcentages ou montants forfaitaires fixés ci-dessus pourront être révisés par accord entre les deux parties, pour être mieux adaptés, en cas de besoin, aux frais réels de fonctionnement de l'aménageur pour cette opération, notamment dans le cas où la durée de la convention publique d'aménagement serait supérieure à celle prévue à l'article 5 ci-dessus ou dans le cas d'une modification du programme telle que prévue à l'article 18.IV ci-dessus.

La rémunération annuelle de l'aménageur est calculée en appliquant les règles définies au paragraphe II ci-dessus à partir des éléments comptables de l'exercice considéré.

Elle sera imputée mensuellement par l'aménageur au compte de l'opération, sous forme d'acomptes. Ceux-ci seront calculés, pour les rémunérations au pourcentage, sur les mouvements constatés pendant le mois en cours, et pour d'autres, par douzième, à partir des prévisions budgétaires établies conformément aux dispositions de l'article 19.

## **TITRE V : DISPOSITIONS JURIDIQUES ET FINANCIERES SUR L'EXPIRATION DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT**

### **ARTICLE 23 : REGLEMENT FINAL DE L'OPERATION**

Ainsi qu'il est précisé aux articles 24 et 25 ci-après, à l'expiration de la convention publique d'aménagement, le bilan de clôture est arrêté par l'aménageur et approuvé par la CCVG. Ce bilan détermine le montant définitif de la participation financière de la CCVG aux dépenses d'aménagement réalisées.

Lorsque le bilan de clôture des opérations fait apparaître un excédent, celui-ci est versé par la CCVG.

### **ARTICLE 24 : CAS DE RESILIATION, RACHAT, DECHEANCE OU RESILIATION EN CAS DE MISE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE DE LA SOCIETE**

#### **RESILIATION SIMPLE**

Ni la CCVG, ni l'aménageur n'ont le pouvoir de prononcer de plein droit la résiliation de la CCVG, sauf cas de force majeure.

La convention publique d'aménagement peut être résiliée d'un commun accord.

#### **RACHAT**

Moyennant le respect d'un préavis de douze mois, la CCVG pourra, pour des motifs d'intérêt général, notifier à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de racheter la totalité de la convention publique d'aménagement.

#### **DECHEANCE**

En cas de manquement grave de la société à une des obligations mentionnées au présent contrat, la CCVG peut prononcer la résiliation aux torts et griefs de la société après une mise en demeure de faire restée infructueuse pendant un délai de deux mois.

#### **RESILIATION EN CAS DE MISE EN LIQUIDATION JUDICIAIRE DE LA SOCIETE**



Au cas où la Société ferait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure de redressement judiciaire, le contrat ne pourra être résolu, conformément à l'article 37 de la loi du 25 janvier 1985, que sur décision expresse ou tacite par l'administrateur judiciaire de renoncer à la continuation du contrat d'aménagement.

En revanche, le contrat sera résilié de plein droit en cas de mise en liquidation judiciaire de la Société conformément aux dispositions de l'article L. 1523-4 du Code général des collectivités territoriales.

## **ARTICLE 25 : CONSEQUENCES JURIDIQUES, POUR L'AVENIR, DE L'EXPIRATION DU CONTRAT DE CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT**

Dans tous les cas d'expiration de la convention publique d'aménagement, pour quelque motif que ce soit, à terme ou avant terme, la CCVG est, du seul fait de cette expiration, subrogée de plein droit dans les droits obligations de l'aménageur, selon les modalités suivantes :

- les biens éventuellement cédés gratuitement par la CCVG et non encore revendus lui reviennent gratuitement ;
- sur l'ensemble des autres biens de la convention publique d'aménagement, à savoir sur l'ensemble des terrains et ouvrages destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, ainsi que sur l'ensemble des ouvrages devant revenir obligatoirement à la CCVG à leur achèvement, la CCVG exerce ses droits de reprise ou/et de retour ; ainsi, elle devient, dès l'expiration du présent contrat, automatiquement propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus. Les parties doivent signer dans les meilleurs délais un acte authentique constatant ce transfert de propriété et susceptible d'être publié ;
- la CCVG est tenue de reprendre, pour l'avenir, l'exécution de la totalité des contrats liant la Société aux tiers ;
- par suite, la CCVG sera seule tenue des dettes éligibles à compter de la date d'expiration du présent contrat, et seule titulaire des créances exigibles à compter de cette même date ;
- la CCVG doit se substituer à l'aménageur, qui n'a plus qualité ni agir pour en justice, ni pour suivre les litiges en cours.

## **ARTICLE 26 : CONSEQUENCES FINANCIERES DE L'EXPIRATION DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT**

A l'expiration du présent contrat d'aménagement, pour quelque motif que ce soit, et l'opération d'aménagement étant ou non achevée, il sera procédé aux opérations ou versements suivants :

### 26.1 Arrêté des comptes de l'opération d'aménagement

Dans tous les cas d'expiration du présent contrat, à terme ou avant terme, et compte tenu des dispositions de l'article 22 précisant que le risque financier de l'opération est à la charge de la CCVG, il devra être établi un arrêté des comptes de l'opération à la date d'expiration du contrat, où il résultera un solde d'exploitation et un solde des financements issus des emprunts et des avances consenties par la CCVG.

#### EN PLUS

L'ensemble des produits, hors TVA, perçus avant l'expiration de la convention publique d'aménagement, inclus les subventions et participations, les produits financiers perçus jusqu'au règlement final, ainsi que les créances hors TVA exigibles avant l'expiration de la convention publique d'aménagement (à l'exception de celles qui ne seraient pas recouvrées à l'arrêté des comptes et qui seront alors cédées à la CCVG dans les conditions prévues par les articles 1689 et suivant du Code civil).

#### EN MOINS

L'ensemble des charges, hors TVA déductible, exposées par l'aménageur pour l'exécution de sa mission, payées ou exigibles avant l'expiration du présent contrat, inclus notamment les frais financiers courus jusqu'à complet règlement par la CCVG et les rémunérations de l'aménageur exigibles contractuellement.

La TVA dont est éventuellement redevable l'aménageur au titre de cette opération de transfert de l'arrêté.

Solde des financements repris par la CCVG

#### EN RESSOURCES

Le capital reçu, à la date d'expiration du présent contrat, sur tous les emprunts ;

Les avances consenties par la CCVG, notamment en exécution de sa garantie ou en application de l'article 25.4 ci-après.

#### EN EMPLOIS

Les remboursements en capital effectués par la SEM sur les emprunts et les avances consenties par la CCVG.

#### Règlement final

Si le solde d'exploitation est positif, la Société est débitrice de son montant ; s'il est négatif, la CCVG est débiteur de son montant à titre de participation ainsi qu'il est prévu à l'article 18.

Si le solde des financements repris par la CCVG est positif, la Société doit à la CCVG le remboursement de ses avances et le montant du capital non amorti des emprunts repris par la CCVG.

Le règlement final s'opérera, éventuellement par compensation partielle, par celle des parties qui est débitrice, dans les conditions prévues à l'article 26.4 ci-après.

Toutes sommes liées à l'exécution de sa mission d'aménageur, dont l'aménagement pourrait être personnellement redevable vis-à-vis des tiers ou de l'administration fiscale après cet arrêté des comptes, devraient lui être remboursées par la CCVG, sauf cas visé à l'article 28 sur les pénalités.

Opérations de liquidation et rémunération correspondante

En cas de résiliation pour mise en redressement judiciaire, liquidation judiciaire de la Société, compte-tenu de la nécessité de mettre l'administrateur judiciaire ou le liquidateur en mesure d'effectuer les opérations de liquidation, il sera dû à l'aménageur une indemnité égale au coût réel justifié de ces opérations, plus TVA, cette indemnité devant être versée à l'administrateur judiciaire ou au liquidateur au fur et à mesure des besoins et être exclusivement affectée par eux à la mise en œuvre de ces opérations. Cette indemnité se substituera à la rémunération de liquidation à l'article 22 ci-dessus.

Indemnité pour cessation anticipée de la convention publique d'aménagement

En cas de rachat ou de résiliation de la convention publique d'aménagement

La CCVG devra en outre à la Société une indemnité égale à 25% de la rémunération dont la Société se trouve privée du fait de la cession anticipée du contrat, calculée sur la base des dépenses et recettes attendues d'après le dernier bilan prévisionnel approuvé, majorée de la TVA. Cette indemnité n'est pas due dans les cas de déchéance ou résiliation énoncés aux articles 24.3 et 24.4.

En cas de déchéance ou de résiliation prévue à l'article 24.3 ou 24.4.

L'aménageur n'a droit à aucune rémunération, ni indemnité

### Modalités de règlement

Ces montants, rémunérations et indemnités, doivent être intégralement versés par la Société à la CCVG ou par la CCVG à la Société, dans les trois mois de la présentation des comptes de liquidation, étant rappelé que les frais financiers et produits financiers seront pris en compte jusqu'à complet règlement.

## TITRE VI : DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 27 : INTERETS MORATOIRES

Toute somme due par la CCVG à la Société, comme toute somme due par la Société à la CCVG, notamment en cas de mise en jeu des clauses relatives aux indemnités dues en cas d'expiration avant terme du contrat, qui ne serait pas réglée à l'échéance, portera automatiquement intérêts dans les conditions prévues en matière de marchés publics.

### ARTICLE 28 : PENALITES

En cas de faute commise par la Société ou de mauvaise exécution de son contrat de son fait, la CCVG pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

La Société supportera personnellement les dommages-intérêts qui pourraient être dus à des tiers pour faute lourde dans l'exécution de sa mission.

Par ailleurs, en cas de retard reconnu de son fait, dans la remise des documents prévus aux articles 19 et 20 du présent contrat, la rémunération forfaitaire annuelle de la Société prévue au II-3 de l'article 22 de la convention sera réduite par douzième pour chaque retard constaté par la collectivité.

De la même manière, en cas de non respect de l'échéancier prévu à l'article 20 de la convention pour les appels de participations et d'avances, la Société se verra appliquer une réfaction par douzième de sa rémunération forfaitaire annuelle prévue au II-3 de l'article 22 de la convention, dans la mesure où ce manquement générerait des frais financiers sur l'opération

Ces deux modes de pénalités pourront être cumulés. Elles seront applicables au premier manquement de la Société dans le respect des échéances fixées.

### ARTICLE 29 : PROPRIETE DES DOCUMENTS

Toutes les études et tous les documents établis en application du présent contrat deviennent la propriété de la CCVG, ou s'il y a lieu, de la collectivité ou des concessionnaires de services publics intéressés, qui ne peut les utiliser sous réserve des droits d'auteurs qui y sont attachés.

L'aménageur s'engage à ne pas communiquer à des tiers autres que les représentants de l'Administration, les documents qui pourraient lui être confiés au cours de sa mission.

### **ARTICLE 30 : CESSION DE LA CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT**

Toute cession totale ou partielle de la convention publique d'aménagement, tout changement d'aménageur, doivent préalablement faire l'objet d'un avenant du présent contrat.

Faute par l'aménageur de se confronter aux dispositions de l'alinéa précédent, il encourt la réalisation pour faute.

### **ARTICLE 31 : DOMICILIATION**

Les sommes à régler par la CCVG à la SEM en application du présent contrat seront versées sur un compte de la CDC.

### **ARTICLE 32 : LITIGES**

Tout litige portant sur l'exécution de la présente convention publique d'aménagement sera de la compétence du Tribunal administratif de Limoges.

### **ARTICLE 33 : DESIGNATION DU REPRESENTANT DE LA CCVG**

Pour l'exécution de la présente convention, la CCVG désigne son Président avec la faculté de déléguer à toute personne de son choix, comme étant la personne compétente pour la représenter et notamment pour donner l'accord de la CCVG sur les avant-projets et projets d'exécution, pour approuver le choix des cocontractants de l'Aménageur, pour donner son accord sur les attributaires des terrains, et pour donner son accord sur les remises d'ouvrage. La CCVG pourra, à tout moment, modifier cette désignation.